

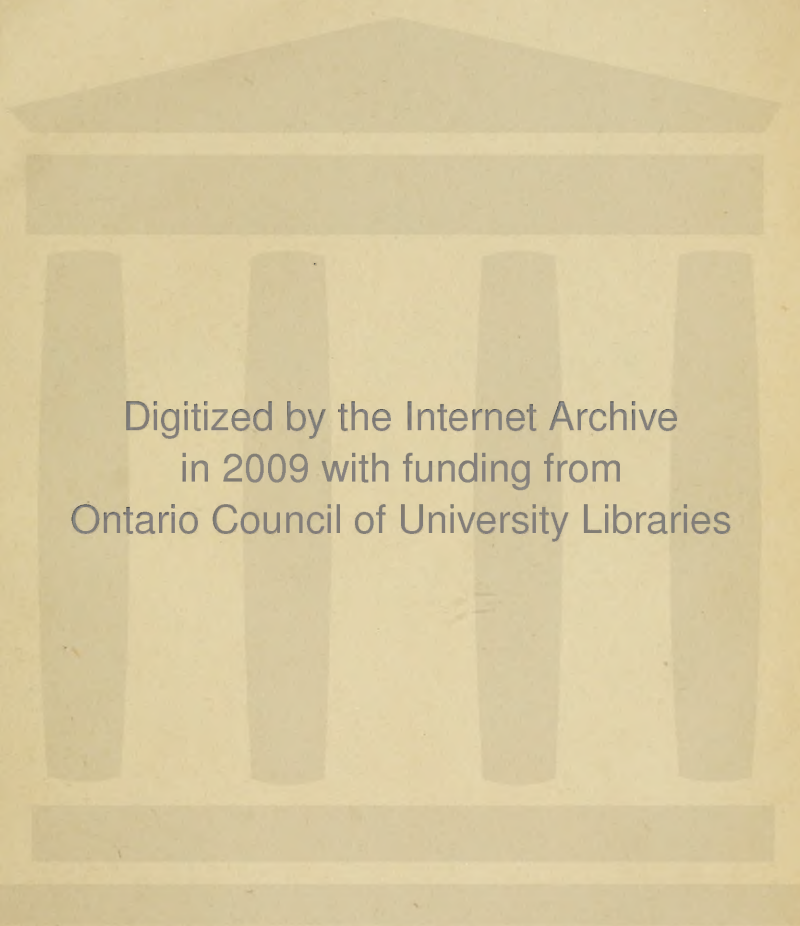
UNIVERSITY OF TORONTO



3 1761 01670656 6







Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
Ontario Council of University Libraries

HISTOIRE
DU
PEUPLE ANGLAIS
AU XIX^e SIÈCLE

DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE HACHETTE

Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle. 7 vol. grand in-8, brochés :

- | | |
|---|----------|
| I. <i>L'Angleterre en 1815.</i> 1 vol. | 35 fr. * |
| II. <i>Du lendemain de Waterloo à la veille du Reform Bill (1815-1830).</i> 1 vol. | 25 fr. * |
| III. <i>De la crise du Reform Bill à l'avènement de Sir Robert Peel (1830-1841).</i> 1 vol. | 25 fr. * |

EN PRÉPARATION

- IV. *La politique libre-échangiste (1841-1865).*
V. *L'Angleterre en 1860, les institutions, les idées et les mœurs.*
VI. *Gladstone et Disraëli (1869-1880).*
VII. *Le déclin du Parti Libéral (1880-1895).*

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

La Théorie platonicienne des Sciences. 4 vol. in-8, broché. 1896.

La Formation du Radicalisme philosophique. 3 vol. in-8. 1901-1904 :

- TOME I^{er}. *La Jeunesse de Bentham.*
TOME II. *L'Évolution de la doctrine utilitaire de 1789 à 1815.*
TOME III. *Le Radicalisme philosophique.*

LIBRAIRIE RIEDER

Thomas Hodgskin (1787-1869). 1 vol. in-18, broché. 1903.

HE
H 1887

ÉLIE HALÉVY

Professeur à l'École libre des Sciences politiques.



HISTOIRE
DU
PEUPLE ANGLAIS
AU XIX^e SIÈCLE

III

DE LA CRISE DU REFORM BILL
A L'AVÈNEMENT DE SIR ROBERT PEEL
(1830-1841)

185199.

S. 11. 23.

LIBRAIRIE HACHETTE

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1923



DA
530
H38
L.3

HISTOIRE DU PEUPLE ANGLAIS

AU XIX^e SIÈCLE

LIVRE PREMIER

LA RÉFORME ÉLECTORALE DE 1832 ET LE PREMIER PARLEMENT RÉFORMÉ

(1830-1834).

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION DE JUILLET EN ANGLETERRE

Les whigs sont portés au pouvoir. — Premier Reform Bill. Dissolution du Parlement. — Deuxième Reform Bill et conflit des deux Chambres. — Le troisième Reform Bill.

LES WHIGS SONT PORTÉS AU POUVOIR

*ÉLECTIONS
GÉNÉRALES.
LA RÉVOLUTION
DE JUILLET
ET L'OPINION
ANGLAISE*

Le roi Charles X avait, en 1829, formé un ministère d'ultras présidé par le prince de Polignac. S'étant heurté à la résistance de la Chambre des Députés, il en prononça la dissolution. Les élections nouvelles eurent lieu au mois de juillet 1830 : l'Opposition, en dépit de la pression ministérielle, fut plus forte de cinquante voix.

Alors Charles X, par quatre ordonnances, déclara dissoute la Chambre nouvelle avant qu'elle eût été convoquée, restreignit le corps électoral,

supprima la liberté de la presse. A Paris, le parti « du drapeau tricolore » répliqua par une insurrection, dont le succès était encore incertain lorsque commencèrent, le 30 juillet, en Angleterre, les élections des bourgs. Charles X était en fuite et Louis-Philippe lieutenant général du royaume, lorsqu'eurent lieu, le 5 août, les premières élections des comtés. Deux jours plus tard, Louis-Philippe était roi des Français.

A la nouvelle des événements de Paris, une émotion indescriptible s'empara du pays : elle ne fut pas favorable au ministère. Une légende populaire tendit à s'établir, selon laquelle Wellington était le complice du coup d'état de Polignac. N'était-il point, par son frère lord Cowley, ambassadeur à Vienne, par son beau-frère Sir Charles Bagot, ministre à la Haye, en relations étroites avec cette coalition monarchique qui, depuis dix ans, en Espagne, au Portugal, en Italie, et finalement en France, avait placé le parti de l'absolutisme au pouvoir? Polignac n'était-il pas ambassadeur de France à Londres quand Charles X l'avait appelé à devenir premier ministre? Commensal fréquent, ami intime de Wellington, n'était-il pas parti accompagné de ses vœux, muni de ses conseils? Et le coup d'État qu'il avait tenté d'accomplir à Paris, n'était-ce pas le prélude d'un coup d'État analogue que Wellington, vieux soldat, essaierait peut-être un jour ou l'autre de réussir à Londres? La dissolution précipitée du Parlement britannique n'était-elle pas elle-même une tentative de violenter l'opinion nationale? L'insuccès de Polignac, la chute de Charles X, venaient heureusement de déjouer le complot : le nouveau Parlement fut beaucoup moins maniable que ne l'avait été le Parlement de 1826.

Il ne s'agissait pas, bien entendu, sous le régime électoral d'alors et dans l'état de décomposition des partis, d'une bataille rangée entre deux groupes de candidats, ayant respectivement, sur toute l'étendue du royaume, adopté un programme identique. L'Opposition, très disparate, comprenait des radicaux, de simples libéraux, des whigs aristocratiques, les hommes du groupe de Canning, les ultra-tories; et les whigs étaient loin d'avoir fait à Wellington, au cours des derniers mois, une guerre acharnée. La mêlée était si confuse qu'il fut même permis aux ministériels de prétendre qu'ils avaient gagné des voix. Mais des calculs dignes de foi établirent qu'ils avaient gagné une vingtaine, perdu une cinquantaine de sièges : donc, en fin de compte, une perte de trente voix environ¹. Encore

1. *The Result of the General Election; or, What has the Duke of Wellington gained by the Dissolution?* pp. 10 sqq. — Brougham au duc de Broglie, 15 août 1830 (Wellington, *Desp.*, Cont. vol. VII, p. 174). — Le Ministère prétendit avoir, au total, gagné vingt et une voix (*The Result of the General Election...*, p. 10. — Cf. *Reply to a Pamphlet, entitled 'What has the Duke of Wellington gained by the Dissolution?'* by a Graduate of the University of Oxford) ou vingt-trois (lord Grey à la princesse Lieven, 3 sep-

faut-il bien voir quelle pouvait être la nature de leur majorité, si tant est qu'ils en conservassent une. Ils avaient une forte majorité en Irlande, où la disparition des « francs-tenanciers à quarante shillings » avait rendu prépondérante l'influence des grands propriétaires; l'unanimité des voix en Écosse, où les élections étaient une comédie; plus un nombre suffisant de bourgs de poche anglais. Mais on constatait que, sur deux cent trente six membres élus par des circonscriptions plus ou moins populaires, soixante-dix-neuf seulement étaient ministériels, seize étaient neutres, cent quarante et un appartenaient à l'Opposition¹. Quelles étaient d'ailleurs les questions sur lesquelles portaient les discours des candidats? Jusqu'aux derniers jours de juillet, c'étaient la suppression de l'esclavage et la nécessité d'économies financières. A partir du moment où Paris fut entré en révolution, la question proprement constitutionnelle prit le pas sur toutes les autres. Non que la personne même du monarque fût en cause comme en France. George III était mort, et le nouveau roi était populaire : il passait, à tort ou à raison, pour ami des réformes. C'est aux privilèges de l'aristocratie qu'on s'en prit, à l'influence exagérée qu'elle exerçait sur un corps électoral trop restreint. Partout où les élections furent réelles, les candidats se sentirent tenus de promettre, sous une forme plus ou moins explicite, une réforme de la représentation parlementaire.

Les radicaux exultaient. Pour eux, la Révolution de Juillet, c'était le recommencement de 1789; c'était la France, et l'Europe entière après elle, s'acheminant, à l'exemple des États-Unis d'Amérique, vers un régime de démocratie pure. A Londres, à Birmingham, ils recommencèrent, comme en 1819, à déployer le drapeau tricolore; ils organisèrent de grands meetings de sympathie à l'adresse des insurgés parisiens², et ouvrirent des souscriptions pour les victimes de juillet³. Le docteur Bowring, traducteur de la *Marseillaise*, fut leur délégué à Paris; il se vanta d'être le premier Anglais auquel le nouveau roi Louis-Philippe eût accordé une audience⁴; et le jeune John Mill, le jeune Roebuck, le jeune Austin,

tembre 1830; *Correspondence of princess Lieven and Earl Grey*, vol. II, p. 76). — V. encore sur ces élections : *The Result of the Pamphlets; or, What the Duke of Wellington has to look to.* — *The Country without a Government; or, Plain Questions upon the unhappy State of the Present Administration* (par Brougham). — *The Duke of Wellington and the Whigs.* — *The Country well governed; or Plain Questions on the perplexed state of Parties in Opposition.*

1. *The Result of the General Election*, pp. 18-9.

2. H. Jephson, *The Platform, its Rise and Progress*, vol. II, p. 63. — *Pol. Reg.*, 21 août 1830 : To the Readers of the Register. On the Dinner at the London Tavern on the 16th instant (vol. LXX, pp. 225 sqq).

3. *Pol. Reg.*, 21 août 1821 (vol. LXX, p. 249).

4. William Carpenter, *Anecdotes of the French Revolution of 1830*, pp. 269 sqq. —

ayant entrepris ensemble le pèlerinage de Paris, se firent acclamer au théâtre, furent officiellement reçus par La Fayette ¹.

Les whigs aristocratiques, les éléments bourgeois et modérés de la nation éprouvaient, aux nouvelles venues de Paris, des sentiments plus mêlés. Savait-on, en ces mois d'été et d'automne, si les Français ne se préparaient pas à recommencer 1792 après 1789, à donner le signal de la guerre sociale en France, puis de la guerre de propagande à travers l'Europe ²? Sur des nouvelles venues de Paris, il y eut en août une panique à la Bourse de Londres ³. Mais l'opinion anglaise, prise en masse, n'aimait pas les Bourbons. Pour le *Times*, organe de l'opinion indépendante, Charles X ne fut plus, à partir de sa chute, que « Charles Capet », tout juste digne de recevoir l'hospitalité britannique ⁴. Les libéraux persistèrent à espérer que l'expérience tentée par Louis-Philippe réussirait; que la Révolution de Juillet serait une révolution à la fois libérale et conservatrice; que 1830 serait le recommencement non de 1789 mais de 1688, un hommage rendu par la France à la sagesse anglaise.

Quelques rares ultra-tories osèrent prendre la défense de Charles X et de ses ministres : deux journaux en tout — le *Morning Post*, feuille quotidienne, et le *John Bull*, feuille hebdomadaire. Mais l'immense majorité des tories, plus elle fut alarmée par la marche des événements, plus elle condamna la faute commise par Charles X. Souvent, au cours des quinze années qui s'étaient écoulées depuis Waterloo, les tories anglais avaient fraternisé avec les légitimistes français et étaient tombés d'accord avec eux pour critiquer l'esprit niveleur du Code civil. Ils devaient avouer à présent qu'ils s'étaient trompés quand ils avaient cru parler le même langage : les méthodes de l'absolutisme continental étaient incompréhensibles pour la *gentry* anglaise. Wellington, brouillé depuis de longs mois, sans que l'opinion s'en rendît compte, avec Polignac, auquel il ne pardonnait pas sa politique d'entente avec la Russie, de visées rhénanes et d'expansion méditerranéenne, reconnut officiellement le gouvernement

Avec portraits de Louis-Philippe et de La Fayette, et texte de la traduction de la Marseillaise par Bowring. La traduction fut vendue, nous dit Carpenter, à 6 000 exemplaires.

1. R. E. Leader, *Life and Letters of John Arthur Roebuck*, pp. 29-30. — J. S. Mill, *Autobiography*, p. 172.

2. Lord Grey à la princesse Lieven, 19 août 1830 : What you say as to the existence of strong and unanimous feeling in England in favour of the change in France was quite true in the beginning, but is no longer so now. The Court and the ultratories are both inimical, and any manifestation of interest is now confined to the lower classes (*Correspondence of Princess Lieven and Earl Grey*, vol. II, p. 58).

3. Lord Broughton's *Recollections of a long life*, vol. IV, pp. 44, 52.

4. *Times*, 5, 14 août 1830.

de Louis-Philippe ¹. Il se demanda, non sans angoisse, et tout son parti avec lui, quelles allaient être pour l'Europe les conséquences du coup de tête de Charles X.

RÉVOLUTION
EN BELGIQUE.
ÉMEUTES
DANS
LES CAMPAGNES
ANGLAISES

Car, un mois après avoir éclaté à Paris, la révolution se propageait au dehors. Il arrivait ce qui était arrivé en 1820 après la révolution de Madrid : mais la contagion, ayant maintenant son foyer à Paris, faisait beaucoup plus de ravages. Elle gagnait les cantons suisses, la république de Hambourg, la Hesse, la Saxe, le

Brunswick. Elle gagnait enfin, dans la deuxième quinzaine de septembre, la Belgique : catholiques et libéraux belges mirent Bruxelles et les autres grandes villes en état d'insurrection contre le roi des Pays-Bas. Ainsi se trouvait posé pour l'Angleterre un grave problème. Charles X n'avait pas été sans inquiéter la diplomatie britannique par ses velléités conquérantes : la France révolutionnaire n'allait-elle pas, comme en 1792, manifester les mêmes velléités sous une forme plus dangereuse ? Du jour au lendemain, il pouvait se produire une intervention française en Belgique. Déclarerait-on la guerre à la France ? Mais le pays était radicalement hostile à toute espèce de guerre : et, pour les partis les plus remuants, depuis deux mois, l'alliance avec la France de juillet tendait à devenir une espèce de dogme. Wellington négocia un armistice entre l'armée hollandaise et les insurgés belges. Ils se réservait sans doute de faire agréer plus tard, par la Belgique et la Hollande, un arrangement en vertu duquel la Belgique, tout en restant autonome, reconnaîtrait la suzeraineté des Pays-Bas. Il n'en est pas moins vrai que, pour l'instant, le ministère tory, capitulant une fois de plus devant la révolution, reconnaissait, d'une manière au moins provisoire, l'indépendance de la Belgique.

Le trouble gagna l'Angleterre elle-même. Dans le comté de Kent, au moment de la moisson, certains fermiers essayèrent de remplacer la main-d'œuvre anglaise par la main-d'œuvre irlandaise, qui s'offrait à très bas prix : les ouvriers anglais expulsèrent les Irlandais. Puis, au moment de battre le grain, les fermiers essayèrent d'économiser sur les salaires en employant des machines : les ouvriers brisèrent les machines. Les désordres se propagèrent dans le Sussex, dans le Hampshire, dans le Wiltshire ; puis l'agitation, remontant vers le Nord, traversa le Berkshire, l'Oxford-

1. V. sa lettre à lord Aberdeen, 13 août 1830 (*Despatches, Cont.*, vol. VII, p. 159) et son grand *Memorandum upon the existing state of our relations with France, founded upon the treaties of 1815-18*, 14 août 1830 (*Ibid.*, pp. 162 sqq.).

shire, se répandit sur les comtés de l'Est, sur le Buckinghamshire, le Huntingdonshire, le Northamptonshire. Seize comtés furent atteints ¹. Les ouvriers intimidaient les immigrants irlandais, détruisaient les machines agricoles, incendiaient les meules. Un légendaire « capitaine Swing » prit la place qu'avait occupée dans le Nord, vingt ans plus tôt ², le « capitaine Ludd », et terrorisa les campagnes. Des bandes circulaient, se livrant à des manifestations menaçantes. Elles s'attaquaient aux *over-seers* de la loi des Pauvres, accusés de dureté excessive dans l'application des règlements ³. Elles s'en prenaient aux fermiers, obtenaient par intimidation des relèvements de salaires ⁴ : 2 s. par jour et davantage. Parfois, s'improvisant les alliés des fermiers, elles prenaient leur parti contre les *clergymen* de l'Église anglicane : au moment où ceux-ci venaient percevoir leur dîme, on se jetait sur eux, on exigeait qu'ils abandonnassent le tiers ou la moitié de leur récolte. Première manifestation nettement anticléricale du peuple des campagnes ⁵.

Il est difficile d'expliquer cette brusque fermentation par l'action exclusive de causes économiques : aucun facteur nouveau n'intervint alors, pour rendre les ouvriers agricoles des comtés du Sud plus misérables qu'ils ne l'avaient été depuis des mois et des années. L'exemple de la France fut l'élément décisif. Deux ans plus tôt, les paysans de la Picardie et du Boulonnais avaient incendié les meules : après la Révolution de Juillet, les ouvriers du Kent trouvèrent naturel d'imiter leurs frères français ⁶. C'est à la suite d'une tournée de Cobbett, orateur radical, que les désordres éclatèrent dans le Kent, le Sussex, le Hampshire. Des pla-

1. On trouvera le meilleur récit des troubles ruraux dans les *Political Letters* de William Carpenter, 15, 21 octobre, 6, 11, 18, 25 novembre. 4. 7 et fin décembre 1830. — V. aussi *Pol. Reg.*, 13, 20 novembre; 4, 11, 25 décembre 1830 (vol. LXX, pp. 722 sqq., 784 sqq., 872., 899 sqq., 929 sqq., 971 sqq., 1077 sqq.); 8, 15 janvier 1831 (vol. LXXI, pp. 80 sqq., 182 sqq.); *H. of L.*, 2 novembre 1830 : discours de lord Winchilsea, de lord Camden et du duc de Richmond (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol I, pp. 18 sqq.); et *Extracts from Informations... as to... Poor Laws*, 1833, pp. 14, 27, 30 sqq., 76, 136, 144, 178-9.

2. Le mot « Swing » désignait, dans le langage des campagnes anglaises, la pièce de bois volante du fléau (*Pol. Reg.*, 13 juillet 1833; vol. LXXXI, p. 72).

3. *Pol. Reg.*, 13 novembre 1830 (vol. LXX, pp. 724-6).

4. J. L. and B. Hammond, *The Village Labourer*, pp. 232-36 (Sussex), 241-2 (Hampshire).

5. V. le placard qui fut répandu en décembre 1830 dans le Hampshire : « The flags of freedom and liberty are flying over the churches and steeples on the continent; rise, Englishmen, and assert your rights, and pull down priest raft and oppression. The Reform Bill is only a stepping-stone to our future advantages. Down with the tithes! down with the taxes! down with the places! and down with the pensions! » (*Pol. Reg.*, 3 août 1833; vol. LXXXI, p. 300).

6. Miss Martineau, *Hist. of the Thirty Years' Peace*, Book IV, chap. I, éd. Bohn, vol. II, p. 397. — J. A. Roebuck, *Hist. of the Whig Ministry of 1830, to the passing of the Reform Bill*, vol. I, p. 334.

cards, répandus dans les campagnes, étaient rédigés selon les règles de la phraséologie jacobine et française; et on exhortait le bas-peuple à se rappeler « Bruxelles et Paris ¹ ». Quand le gouvernement se décida à sévir, il constata parfois que les suspects étaient, non pas des ouvriers des campagnes, mais des forgerons, des menuisiers, des artisans de toutes sortes, agitateurs par passion politique plutôt que par misère ². Les tories voulurent que des émissaires venus de France eussent été les organisateurs de cette rébellion rurale : jamais ces allégations de lord Eldon, de lord Falmouth ³, ne reçurent un commencement de confirmation. Il n'en est pas moins vrai que si, de France en Angleterre, il n'y eut pas propagande, il y eut manifestement contagion.

Ces émeutes ne furent pas terribles. Les ouvriers agricoles se bornaient à des déprédations matérielles, se contentant, lorsqu'ils mettaient la main sur un *landlord* impopulaire, de lui faire subir des brimades. Si un château était attaqué, quelques jeunes gens, armés de fusils de chasse, suffisaient pour tenir la foule en respect. Insistons surtout sur le fait que ces désordres étaient essentiellement locaux. Le Nord et le Nord-Ouest industriels, qui avaient surmonté enfin la crise de 1825 et connaissaient de nouveau des jours prospères, les ignorèrent ⁴. Mais la région qui était en proie au désordre, c'était le voisinage immédiat de la capitale : de sorte qu'un bourgeois de Londres, cerné en quelque sorte par l'émeute, pouvait difficilement se défendre contre l'impression que toute la campagne anglaise était livrée à l'anarchie. A cette anarchie, il fallait trouver un remède; le ministère tory jugea qu'il n'en était pas capable.

Les économistes expliquaient que la démoralisation du bas peuple des campagnes méridionales était due à l'application relâchée, dans cette région, de la Loi des Pauvres. Fallait-il en entreprendre la réforme en un sens restrictif? Le ministère tory se sentait trop discrédité pour braver à ce point l'impopularité; et d'ailleurs il s'agissait ici d'un remède de longue haleine. Fallait-il faire intervenir la force armée, jeter les coupables en

1. *Carpenter's Political Letters* : A letter to Earl Grey, 25 novembre 1830.

2. *Report from the Select Committee appointed to inquire into the state... of Houses in which Beer is sold*, Min. of Ev. : déposition du rev. Robert Wright (*Pol. Reg.*, 3 août 1833; vol. LXXXI, p. 287).

3. *H. of L.*, 29 novembre 1830 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. I, pp. 680, 682).

4. *England in 1830; being a letter to Earl Grey, laying before him the conditions of the people as described by themselves in their petitions to Parliament*, 1831. Ce sont les 185 pétitions dépouillées par le Rev. W. N. Molesworth (*The History of the Reform Bill of 1832*, 1865, pp. 73-95). Or ces extraits des pétitions ne nous disent rien du Lancashire, rien du Cheshire, rien qui soit important du Yorkshire. Toutes les plaintes viennent des régions agricoles. — A. Prentice, *Hist. Sketches of... Manchester*, p. 173 : In the great manufacturing districts there was no rising : the people there better knew the cause of the rioting.

prison, les faire pendre? A la moindre démarche, Wellington serait accusé de vouloir être le Polignac anglais, et pourrait, au lieu de réprimer une émeute, provoquer une révolution. Il se prépara à abdiquer.

CHUTE
DE WELLINGTON.
FORMATION
DU MINISTÈRE
DE LORD GREY

L'ouverture de la session parlementaire se faisait proche. Inévitablement, la question de la réforme électorale allait être posée. Elle était débattue dans le groupe qui se réunissait à l'Albany sous la direction de lord Althorp; et Brougham, qui venait de se faire élire, dans des circonstances retentissantes, par la vaste circonscription populaire du Yorkshire, fut autorisé à introduire une motion en ce sens. Non que les whigs se montrassent très avides de prendre le pouvoir. Ils auraient volontiers laissé au ministère tory la responsabilité de résoudre cette difficile question. Ils avaient vu Wellington, dans le courant de l'été, entrer en négociations avec le groupe de Huskisson : n'était-ce pas le signe qu'il se résignait à quelque transaction libérale? La mort dramatique de Huskisson, écrasé par une locomotive le jour même où, à l'occasion de l'inauguration du chemin de fer de Liverpool à Manchester, il allait se réconcilier publiquement avec le premier ministre, n'avait pas interrompu les négociations. C'étaient les amis de Huskisson qui s'étaient finalement dérobés¹. L'Opposition persistait à croire que le ministère prendrait l'initiative d'une réforme modérée.

Le Parlement se réunit le 2 novembre, et tout de suite il apparut que Wellington choisissait un autre parti. Le Discours du Trône promit des économies budgétaires, la répression des désordres agraires, mais fut muet sur la question de la réforme parlementaire; au sujet de la Belgique, une phrase alarma les libéraux. Au cours des débats qui suivirent, Wellington s'expliqua catégoriquement. « Le système actuel de représentation possédait la pleine et entière confiance du pays... S'il lui incombait le devoir de donner à un pays quelconque un parlement,... il n'osait affirmer qu'il formerait un parlement pareil à celui que l'Angleterre possédait aujourd'hui : car la nature humaine ne peut pas, d'un seul coup, atteindre une telle hauteur. Mais il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour constituer un parlement capable, en quelque mesure, de produire les mêmes résultats. Non seulement donc il n'introduirait pas un bill de réforme, mais en ce qui le concernait, tant qu'il occuperait un poste quelconque dans le gouvernement du pays, il croirait de son devoir de s'opposer à

1. Sir G. Cornwall Lewis, *Administrations of Great Britain from 1783 to 1830*, p. 471. — Sir H. L. Bulwer, *Life of Viscount Palmerston*, Book VI, éd. Tauchnitz, vol. I, p. 330

tous les projets que, dans cet ordre d'idées, d'autres pourraient introduire ¹. »

Paroles imprudentes dont Wellington n'avait certainement pas calculé la portée. S'il s'était borné à déclarer, en termes modérés, son scepticisme à l'égard des idées réformatrices, et à exprimer l'opinion qu'il n'appartenait pas au parti dont il était le chef de faire des expériences à son gré dangereuses, il aurait parlé le langage d'un homme d'État. Car les événements de France avaient certainement affaibli sa position, déjà moins forte en juillet qu'elle ne l'avait été six mois ou un an plus tôt ; et les whigs, s'il faisait la réforme électorale, ne lui en sauraient pas gré comme ils lui avaient su gré en 1829 d'effectuer l'émancipation catholique. Ils ne le poussaient dans cette voie, maintenant, que pour l'humilier et le perdre ². Mais pourquoi ce langage hautain, excessif, par lequel Wellington semblait prendre plaisir à provoquer l'opinion ³ ? Depuis le temps où Canning, tory libéralisant, tenait impunément le même langage, il s'était produit trop d'événements graves : l'émancipation catholique en Angleterre deux ans plus tôt, et maintenant en France la Révolution de Juillet. Les paroles de Wellington enflammèrent l'esprit révolutionnaire.

A la *Rotunda*, près de Blackfriars Bridge, chaque soir des discours jacobins étaient prononcés. On distribuait des cocardes tricolores. On préparait une manifestation hostile à Wellington pour le 9 novembre, jour où le roi, accompagné de ses ministres, viendrait dîner au Guildhall. Le bruit

1. *H. of L.*, 2 novembre 1830 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. I, p. 53).

2. Lord Grey à la princesse Lieven, 7 octobre 1830 : « You are greatly mistaken if you think this will assist the Ministers, as the Catholic question did. I certainly shall support a proposal for Parliamentary Reform, but the Ministers will not find in me, in this as in the former occasion, a personal defender. If moves of the kind are in contemplation, be assured that those who make them feel that they are nearly reduced to checkmate, which is inevitable without a false move on the part of their adversaries (*Correspondence of princess Lieven and earl Grey*, p. 104). — Brougham à Chalmers, vers la même date : Really slavery cannot now expect much longer protection from a government so weak, that it is even about to give Parliamentary Reform as a sop, and to save itself for a few months (Rev. W. Hanna, *Memoirs of the life and writings of Thomas Chalmers*, vol. III, p. 289 n.).

3. Sur l'intransigeance absolue et sincère de Wellington, ses propos intimes, sa correspondance ne laissent pas de doute. V. lettre de la princesse Lieven à lord Grey 9 novembre 1830 : The Duke of Wellington has told me that all would go off well ; that he was sure of his position ; that he would carry out all his intentions ; that Reform could no more be carried through without him than the Catholic question ; that he would have nothing to do with it ; and consequently that nothing would be done. In a word, he feels perfectly sure of his position (*Correspondence of Princess Lieven and earl Grey*, vol. II, p. 115). — Quelques mois plus tard, il est moins optimiste, mais reste intransigent et écrit au duc de Buckingham, le 2 avril 1831 : I am opposed to all reform ; and can, without personal, or, indeed, public inconvenience, avow my opinion. Indeed, I believe that some advantage is gained by the knowledge which the public have of my opinion on this subject (Wellington, *Despatches, Cont.*, vol. VII, p. 423).

se répandit dans le bas peuple que Sir Robert Peel armait « sa » police de « coutelas » pour réprimer la manifestation. Les ministres, de leur côté, furent informés que les radicaux préparaient non pas une démonstration paisible, mais une insurrection. Étaient-ils moins nombreux, moins organisés, que les républicains qui avaient, à Paris, réussi à changer la forme du gouvernement? Wellington, s'il essayait de résister, avait-il autant de soldats à sa disposition que Polignac en avait eu? Les ministres, après délibération, décidèrent, à la veille même du jour décisif, qu'il n'y aurait pas de visite royale dans la Cité. Si hautain à la fois et si faible, le Cabinet était visiblement condamné à très brève échéance. La motion de Brougham était inscrite à l'ordre du jour du 16 novembre. La veille, sur une motion de Sir Henry Parnell relative à la liste civile, le ministère se trouva en minorité de vingt-neuf voix. Wellington démissionna le lendemain : trop heureux qu'il lui eût été permis de se faire battre, sur une autre question que celle de la réforme électorale ¹, par une majorité disparate dont les ultra-tories formaient l'appoint. Mais il se méprenait étrangement s'il croyait que la solution immédiate du problème pût être conjurée, maintenant que les whigs se trouvaient portés, presque malgré eux, au pouvoir, par un contre-coup de la Révolution de Juillet.

L'opinion désignait unanimement lord Grey pour recevoir la succession de Wellington. Lorsque lord Lansdowne et le groupe de la « Revue d'Édimbourg », en 1827, avaient appuyé la politique de Canning, il était resté obstinément attaché à l'autonomie du vieux parti. Sans doute il avait depuis lors envisagé la possibilité d'une coalition avec Wellington; mais, celui-ci n'ayant pas un instant songé à engager de négociations avec lui, sa réputation d'inflexibilité politique n'avait pas été atteinte. Il était le whiggisme incarné. Sans doute encore, depuis le temps lointain où, quarante ans plus tôt, il avait inauguré sa carrière politique en dénonçant les abus du régime électoral, son enthousiasme réformateur avait souvent fléchi. Il s'était depuis 1822 complètement désintéressé de la question de la réforme parlementaire; et il avait eu soin d'expliquer, en 1827, que, s'il se séparait de Canning, sa brouille n'avait rien à voir avec cette question ². Mais la Révolution de Juillet l'avait de nouveau converti; et il s'était, au cours de la discussion de l'adresse, lié au parti de la réforme parlementaire par une déclaration catégorique. Appelé par le roi, il ne mit à son acceptation qu'une condition : il demanda qu'il lui fût permis de former un ministère uni sur la question de la Réforme. Le

1. Wellington au duc de Northumberland, 17 novembre 1830 (Wellington, *Despatches, Cont.*, vol. VII, p. 361).

2. *H. of L.*, 10 mai 1827 (*Parl. Deb.*, n. s., vol. XVII, p. 731).

roi consentit, accréditant par ce consentement le bruit suivant lequel il était acquis à la cause du libéralisme. En deux ou trois jours, le ministère fut constitué.

La formation du ministère de lord Grey eut le caractère d'une sorte de révolution mondaine. Pour la première fois depuis cinquante ans, les grandes familles tories perdaient le pouvoir; et Devonshire House, Lansdowne House, Holland House, devenaient des salons gouvernementaux. Lord Grey était un aristocrate à l'ancienne mode, naïvement persuadé qu'en prenant, avec sa coterie, la direction du mouvement réformateur, il allait restaurer, dans toute sa splendeur, le vieux whiggisme aristocratique du XVIII^e siècle. Il commença par pourvoir abondamment tous les siens. Lord Durham, qui depuis bien des années, alors qu'il s'appelait John George Lambton, faisait campagne pour la réforme parlementaire, eut le sceau privé, et une place dans le Cabinet; à lord Howick, Ellice, lord Duncannon, George Barrington, George Ponsonby, Wood, des postes moins importants, mais bien payés, furent distribués. Lord Althorp eut l'échiquier et la direction de la Chambre des Communes. Lord Lansdowne fut président du conseil privé, lord Holland chancelier du Duché de Lancaster. Le duc de Devonshire fut lord chambellan. Lord John Russell fut *Paymaster of the Forces*. Le clan aristocratique auquel on donnait le nom du *Stafford Interest* reçut les satisfactions qu'il demandait : Sir James Graham eut l'amirauté et Stanley fut secrétaire pour l'Irlande. Graham et Stanley avaient tenu des rôles parlementaires de premier plan au cours de la session de 1830.

La majorité qui avait renversé Wellington était d'ailleurs une majorité de coalition. Il entra dans le ministère un tory, le duc de Richmond. Quant au groupe des amis de Canning, sans chef depuis la mort de Huskisson, il rallia le parti whig, et en fut généreusement récompensé par lord Grey. William Lamb, devenu depuis deux ans lord Melbourne par la mort de son père, eut l'intérieur, lord Goderich les colonies, Grant le *Board of Control*; lord Palmerston devint ministre des affaires étrangères. Lord Grey aurait voulu donner les affaires étrangères soit à lord Lansdowne soit à lord Holland : ce fut seulement sur leur refus qu'il dut l'offrir à Palmerston¹. Celui-ci avait joué un rôle très effacé, comme secrétaire à la guerre, dans les administrations qui s'étaient succédé au pouvoir de 1809 à 1828; mais, sorti du Cabinet avec les autres hommes du groupe de

1. Lord Tavistock à lord John Russell, fin 1830 :... Lord Grey... informs me that the Foreign Office is now quite out of the question for you. Lords Lansdowne and Holland having declined it, they have given it to Palmerston — not a very popular appointment, I fear. (Spencer Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, p. 160).

Canning, il s'était brusquement signalé à l'attention générale par les discours excellents qu'il avait prononcés en 1829 et en 1830 aux Communes pour stigmatiser la politique extérieure de Wellington et de lord Aberdeen au nom des principes de Canning ¹. En faisant de lui son ministre des affaires étrangères, lord Grey rendait bon gré mal gré hommage à la mémoire de celui qu'il avait naguère si vivement attaqué, de concert avec Wellington. La Révolution de Juillet avait accompli cet apparent miracle. On espéra qu'un disciple politique de Canning serait mieux placé qu'un autre pour tenir tête aux puissances du Nord, et avoir des relations cordiales avec la France de Juillet.

N'y avait-il vraiment dans ce ministère aucune infusion de sang nouveau? Les intellectuels du parti whig obtinrent quelques satisfactions, dont l'une à première vue peut sembler éclatante : Brougham devint lord chancelier. Mais c'est qu'on voulait se débarrasser, à la Chambre des Communes, de son encombrante personnalité : or il n'y avait pas moyen d'acheter son départ à meilleur compte. Sans être, à proprement parler, membres du ministère, Jeffrey et Cockburn devinrent, le premier *Lord Advocate*, le deuxième *Solicitor General* pour l'Écosse : la « Revue d'Édimbourg » faisait partie de la nouvelle coalition. D'autre part Poulett Thomson, le libre-échangiste de Manchester, devint vice-président du *Board of Trade* : il dut subir d'insolentes remarques quand, simple négociant, il prit place sur le banc du gouvernement ². Et c'est tout : Mackintosh dut se contenter d'un poste subalterne au *Board of Control*. Jamais ministère plus aristocratique n'avait gouverné le pays. Sur quatorze membres dont se composa le Cabinet, quatre seulement siégèrent aux Communes. Sur ces quatre, lord Palmerston était un lord irlandais, grand propriétaire; Sir James Graham, un *baronet*, grand propriétaire aussi; lord Althorp, désigné pour être le *leader* de la Chambre des Communes, était l'héritier présomptif de la grande famille des Spencer ³.

1. *Greville Memoirs*, 11 juin 1829 : ... Palmerston's speech... they say was exceedingly able and eloquent... He has been twenty years in office and never distinguished himself before... but... the great men having been removed from the House of Commons by death or promotion, he has launched forth, and with astonishing success.

2. Croker à lord Hertford, 22 novembre 1830 (*Croker Papers*, vol. II, p. 78).

3. Sir John Walsh, *Observations on the Ministerial Plan of Reform*, 1831, pp. 24-5. « As a body — ajoute Sir John Walsh, — with the exception of the followers of M. Canning, who do not appear to be the leaders now, they are totally inexperienced, and untried in their management of state affairs. »

PREMIER REFORM BILL. DISSOLUTION DU PARLEMENT

LES WHIGS

ET LA RÉPRESSION
DES DÉSORDRES.

CAMPAGNES.

LONDRES. IRLANDE

Le programme du nouveau ministère pouvait se résumer en trois points : une politique de paix à l'extérieur, à l'intérieur une politique d'économies budgétaires, enfin la réforme de la représentation parlementaire. Mais il faudrait du temps pour appliquer, pour élaborer même, ce programme. En attendant, il s'agissait, au sens le plus brutal du mot, de gouverner.

Pour réprimer la sédition agraire, les ministres ne demandèrent pas au Parlement des lois nouvelles : ils promirent seulement d'appliquer avec décision les lois existantes, et, forts de l'assistance que leur prêta, non sans ironie, la *gentry* tory, ils tinrent parole. Le nouveau ministre de l'intérieur, lord Melbourne, qui passait pour un homme du monde indolent, étonna ses collègues par l'énergie qu'il déploya. Des circulaires furent adressées aux lord-lieutenants des comtés, aux Juges de Paix, pour les encourager à sévir ¹. Les arrestations se multiplièrent : on en compta neuf cents en décembre ². Et les mêmes Juges de Paix qui, en octobre, avaient acquitté huit briseurs de machines, changèrent de méthode à la fin de novembre : ils renvoyèrent les prévenus devant les assises. Une « commission spéciale » fut d'ailleurs conférée à un certain nombre de magistrats pour juger rapidement les prévenus sans attendre le retour des assises ³. Avec la fin de décembre, les condamnations à mort commencèrent. Généralement les condamnés obtinrent la commutation de leurs peines : trois furent cependant exécutés. Quatre cent cinquante sept furent déportés ⁴. Les émeutes prirent fin tout de suite, les incendies un peu plus tard. La répression — aidée, il convient de l'ajouter, par les fortes augmentations de salaires qui furent consenties aux ouvriers agricoles ⁵ — avait donc réussi : mais quelle singulière entrée de jeu pour un parti qui prétendait avoir l'attitude d'un parti populaire !

1. *Pol. Reg.*, 4 décembre 1830 (vol. LXX, p. 919, sqq.). — *Ann. Reg.*, 1830, Chron. p. 200.

2. *Carpenter's Political Letter* : to the right hon. Wilmot Horton, fin décembre 1830.

3. *Ann. Reg.*, 1830, Chron., Décembre.

4. J. L. and B. Hammond, *The Village Labourer*, p. 284.

5. Cobbett, en octobre 1833, estimait à 18 000 000 l. le total des salaires additionnels obtenus depuis 1830 par les ouvriers agricoles (*Pol. Reg.*, 12 octobre 1833; vol. LXXXII, p. 122). — Cf. lord Melbourne à Wellington, 10 novembre 1822 : The concessions which were made to violence in the year 1830 have, I fear, had a permanently bad effect upon the character of the agricultural population (*Lord Melbourne's Papers*, p. 152). — Mais, lorsque des Juges de Paix songeaient à fixer le

Au même moment, les régions industrielles du nord, calmes jusqu'en novembre, commençaient à préoccuper le gouvernement. Elles étaient secouées par des mouvements multiples et contradictoires, contre lesquels les ministres se sentaient impuissants. Mouvements économiques d'abord. Dans les mines des Cornouailles et du pays de Galles, des troubles eurent lieu ¹. Aux environs de Manchester une grande grève éclata parmi les filateurs de coton; le fils d'un des principaux manufacturiers fut assassiné; et le problème fut de nouveau soulevé des périls que les *trade unions* faisaient courir à l'ordre public ². Mouvements politiques en second lieu. Des *Political Unions*, copiées sur la *Political Union* de Birmingham, se constituaient un peu partout. Leur programme était beaucoup plus démocratique que ne pouvait l'être le programme de lord Grey; et, depuis les événements de France, l'agitation réformiste prenait en Angleterre un caractère nettement révolutionnaire. Dans le Staffordshire, le bruit courait que des drapeaux tricolores se fabriquaient, que des pamphlets subversifs circulaient, colportés par de mystérieux émissaires ³. A Preston, dans le Lancashire, Stanley, se trouvant soumis à réélection par le fait de sa nomination au poste de secrétaire pour l'Irlande, vit se dresser contre lui la candidature inattendue de l'agitateur Henry Hunt qui fut élu ⁴. Il n'en est pas moins vrai que les *Political Unions* pouvaient, dans certaines circonstances, devenir les auxiliaires indispensables du Cabinet contre le parti de Wellington et de Peel. Car elles avaient perdu, depuis la Révolution de Juillet, le caractère tory que Thomas Attwood avait donné en janvier 1830 à l'*Union* de Birmingham; et peut-être faisaient-elles, en orientant vers la politique les passions populaires, une diversion utile à une propagande qui, dans le Yorkshire et le Lancashire, prenait chaque jour plus d'importance. Un comité, où l'on remarquait un certain nombre de tories, faisait campagne pour la limitation légale des heures de travail dans les manufactures. Dans les réunions publiques dont ce comité provoquait l'organisation, on tenait contre les chefs d'industrie un langage d'une violence inouïe : et la *gentry* rurale s'en réjouissait plus qu'elle ne s'en alarmait. Heureu-

taux légal des salaires, lord Melbourne les en dissuadait (J. A. Roebuck, *History of the Whig Ministry of 1830, to the passing of the Reform Bill*, vol. I, p. 337).

1. *Ann. Reg.* 1831. Chron., 22 février. — *Pol. Reg.*, 15 janvier 1831, (vol. LXXI, p. 187).

2. Sur le mouvement dont Doherty prit la tête, voir vol. II, p. 269 et, plus bas, p. 102. Cf. *Greville Memoirs*, 25 janvier 1831. — *Ann. Reg.*, 1831, Chron., 3 janvier; *Pol. Reg.*, 15 janvier, vol. LXXI, p. 183. — *Carpenter's Political Letters*, 18 décembre 1830, 7 janvier 1831.

3. *Pol. Reg.*, 30 octobre 1830 (vol. LXXI, p. 597).

4. Sur l'élection de Hunt, voir *Pol. Reg.*, 18. 25 décembre 1830; 1. 8 janvier 1831 (vol. LXX, pp. 991, 1069; vol. LXXI, p. 118).

sement, la situation générale de l'industrie était prospère, le chômage presque nul : les révolutions continentales, en paralysant l'industrie de la France et de la Belgique, donnaient du travail aux ouvriers du Yorkshire et du Lancashire ¹.

A Londres même, l'agitation révolutionnaire devenait plus intense. Cobbett sortait de l'oubli où il était tombé depuis quelques années : son *Political Register* était maintenant doublé d'une autre publication à meilleur marché, le *Twopenny Trash*, où chaque semaine il distribuait impartialement ses injures entre les tories et les whigs. Un autre journaliste, William Carpenter, reprit, au mois d'octobre, une vieille idée de Cobbett ; tournant la loi du timbre, il publia, plusieurs fois par mois mais à des intervalles irréguliers, des « lettres ouvertes » adressées à l'un ou à l'autre des hommes d'état des deux partis. C'étaient des journaux sans en être, et les *Political Letters* de Carpenter eurent tout de suite un immense succès : elles tiraient dès la fin d'octobre à vingt mille. Au cours des mois qui suivirent les journaux radicaux et républicains se multiplièrent : le *Ballot*, le *Voice of the People*, le *Prompter* de Carlile. Tous ces journaux, s'ils ne poussaient pas directement les prolétaires ruraux à l'incendie des meules et au bris des machines, excusaient des actes de révolte qui allaient forcer les classes dirigeantes à tenir compte des souffrances populaires. De grandes manifestations laissèrent voir dans quel milieu propice tombaient les excitations de la presse. Le 13 décembre, plus de dix mille ouvriers des corps de métier, drapeau tricolore en tête, assiégèrent le palais de Saint-James ². Le 10 janvier, Henry Hunt, l'élu de Preston, fit à Londres une entrée triomphale ³.

La panique commença de régner dans le parti gouvernemental ⁴. Pen-

1. *Westm. Rev.*, janvier 1831, art. xvi. *The Wellington Administration* (vol. XIV, p. 244) : ... Let us for a moment consider the state of the two great divisions of the labouring order. The manufacturers, at present in comparative comfort, are experienced in organization, and assured of their strength. The agricultural labourers sunk to the last depth of misery, and breaking into desultory violence. Whenever these two extremes meet — for extremes they are, the one class resisting to force from the extreme of misery and degradation, and the other in an extreme condition of power, from the best management of their means of strength — what will be the state of society, tossed upon these vast and furious elements? — Sur les salaires ouvriers à cette date (salaires réels descendants, suivant l'auteur), voir les intéressants détails fournis dans la « Lettre Politique » de Carpenter, intitulée *A Political Herald*, en date du 21 janvier 1831.

2. Croker à lord Hertford, 14 décembre 1830 (*Croker Papers*, vol. II, p. 81).

3. *Pol. Reg.*, 15 janvier 1831 (vol. LXXI, p. 79).

4. Voir la lettre alarmée d'un libéral très avancé, Sir William Napier à sa femme, janvier 1831 : ... before spring all Europe will be in war and turmoil. Here in London men speak sedition openly in the clubs and secretly in the streets; every person is prepared or preparing for a great change... Public opinion is at last ripe for a revolution, and the first great man that steps forward will be sovereign of this country, or he will found a republic (*Life of sir William Napier*, vol. I, p. 336). Le 23 février,

dant que les amis indépendants du ministère couraient chez les plus modérés parmi les radicaux — ceux du groupe de Bentham —, leur demandant de démontrer au peuple par la parole et par le livre ce qu'avait d'absurde la destruction des machines, le Cabinet prit le parti d'entamer des poursuites contre Cobbett et Carlile. Le 10 janvier, Richard Carlile fut cité en justice pour deux articles considérés comme séditieux : et le jury, après de longues heures de perplexité, permit aux juges de condamner Carlile à deux ans de prison, à 200 l. d'amende¹. Poursuites inefficaces : la « presse non timbrée » allait continuer ses progrès. De nouveaux journaux parurent : le *Radical*, le *Republican*, et surtout la fameuse publication de Hetherington, le *Poor Man's Guardian*, « un journal hebdomadaire, disait le sous-titre, à l'adresse du peuple, fondé en contravention de la loi pour éprouver ce que peut la Force contre le Droit ». On allait compter à Londres, au mois de juillet, jusqu'à trente-deux feuilles « non timbrées ». On les appela, d'un mot français, non des *newspapers*, mais des *journals*; et on stigmatisa, dans les milieux tories, ce qu'on appela *the spirit of journalism*². C'étaient bien en effet les journaux républicains de Paris que les révolutionnaires de Londres imitaient, et imitaient avec succès, à la faveur du trouble régnant.

Sur l'Irlande aussi, les révolutions de France et de Belgique — de Belgique surtout, la révolution belge ayant été, en grande partie, une révolution catholique — eurent leur répercussion. Les paysans refusaient la dîme, exigeaient la réduction des fermages : en janvier, la série des crimes agraires fut ouverte par un premier assassinat, et on annonçait déjà la

Il avertit sa femme et ses filles qu'elles aient à se préparer à l'exil : c'est dommage que la France soit si peu sûre, et l'Amérique si éloignée (*Ibid.*, p. 344).

1. *Ann. Reg.*, 1831, Chron., 10 janvier.

2. *Ann. Reg.* 1831, p. 111; the spirit of journalism, to use a foreign phrase.... — *Morning Chronicle*, 23 avril 1833 : His (Sir R. Peel's) maledictions against *Journalism* and Democracy remind us of the maniac raving against his keepers, — et 25 avril : Sir Robert Peel... an enemy to the liberty of the press, which he chooses to term *Journalism*.... He talked on Friday of the « despotism of journalism ». — Pour un emploi, méprisant, du mot « journal », *Ann. Reg.*, 1831, pp. 241, 283, 295; 1832, pp. 2, 100, 131, 147. — Cf. au contraire *Westm. Rev.*, janvier 1833, art. xiv. *Journalism* (vol. XVIII, p. 195) : *Journalism* is a good word for the thing meant.... A word was sadly wanted: *Newspapers* and *newspaper writing*, not to mention that they have a bad odour, only imperfectly describe the thing intended. The intercommunication of opinion and intelligence, as maintained in England and other countries by means of journals, is too important to pass without a name and that a good one.... It is not very usual to find any one who will allow his connexion with a newspaper, and if it were avowed, it would certainly operate to the disadvantage of the party so avowing.... In France, on the contrary, to be a journalist, is to be a person of note... the title of a journalist, implies education, character, and perhaps disinterested enthusiasm. — L'auteur de l'article proteste contre la signification défavorable qui est généralement attribuée au vocable, en même temps qu'il en laisse deviner l'origine française : c'est que le *Westminster Review* est radical et francophile.

famine imminente. Cependant O'Connell avait pris la direction d'une autre agitation, non pas sociale mais politique, pour l'abrogation de l'Acte d'Union. A peine une association fondée par lui était-elle dissoute, qu'il en fondait une autre qui, sous un nom nouveau, poursuivait la même fin. Elle était dissoute encore, et la farce continuait. Le gouvernement interdit en bloc toutes les associations fondées par O'Connell : celui-ci inventa alors d'autres modes d'agitation. Un jour il conseillait aux Irlandais de retirer tout l'or déposé par eux dans les banques; un autre jour, de s'abstenir de consommer les denrées sur lesquelles ils payaient des droits au fisc anglais. Le 18 janvier, le secrétaire en chef Stanley et le lord lieutenant lord Anglesey le jetèrent en prison avec sept de ses associés. Mis en liberté provisoire, il reprit la série de ses bouffonneries juridiques. Un parti dans le ministère semblait vouloir sa condamnation; un autre parti hésitait et engageait des négociations avec lui par l'intermédiaire de son fils.

LE PARLEMENT
RENTRE EN SESSION.
QUESTIONS
DIVERSES

Telle était la situation du Royaume-Uni quand, le 3 février, le Parlement s'assembla. Mauvaise en soi, elle était humiliante pour le Cabinet. Sans majorité dans le Parlement, ne pouvant compter sur la sympathie ni du clergé, ni des cours de justice, ni des Juges de Paix, il s'aliénait le bas peuple en pratiquant une politique autoritaire à laquelle Wellington n'avait pas osé recourir. « La vraie bataille, écrivait Jeffrey à un ami, c'est celle qui se livre, non pas entre whigs et tories, libéraux et illibéraux et autres dénominations bonnes pour des *gentlemen*, mais entre propriétaires et non-propriétaires, entre Swing et la loi¹ ». Si telle était la pensée de l'un des notables du parti gouvernemental, quel zèle pouvait-on attendre des ministres dans la réalisation de leur programme positif : paix, économies, réforme parlementaire?

La paix se maintenait, en dépit des sombres pronostics que faisaient bien des gens, et que justifiait l'état troublé de l'Europe : les mois suivaient les mois, et la conflagration générale ne se produisait pas. La Pologne s'étant insurgée en novembre contre la Russie, une armée russe commença en janvier l'invasion de la Pologne. Modène et Parme s'étant insurgées contre leurs gouvernements, et les Romagnes s'étant affranchies de l'autorité papale, une armée autrichienne s'avança pour rétablir partout la domination du parti de l'ordre. Lord Palmerston, héritier de

1. Jeffrey à Empson, 31 janvier 1831 (lord Cockburn, *Life of lord Jeffrey*, vol. II, p. 233).

la tradition de Canning, protesta contre la double invasion russe et autrichienne. Mais il se borna prudemment à cette protestation verbale; et la France libérale ne fit pas davantage.

En Belgique, l'entente de l'Angleterre whig et de la France orléaniste était soumise à de sérieuses difficultés. Car il ne faut pas être dupe des vifs débats qui s'engagèrent à cet égard au Parlement : la politique belge de lord Grey et de lord Palmerston ne différait en réalité que par une nuance de celle qu'avaient suivie en septembre Wellington et lord Aberdeen. Il était assurément plus facile aux nouveaux ministres de se déclarer, en vertu de leurs principes libéraux, favorables à l'indépendance belge. Mais déjà leurs prédécesseurs tories y avaient consenti; et, comme ceux-ci, lord Grey et lord Palmerston souhaitaient que le nouvel État fût soumis autant que possible à l'influence hollandaise, aussi peu que possible à l'influence française. Pour régner en Belgique, ils proposaient le prince d'Orange, fils et héritier du roi des Pays-Bas ¹. Le Congrès National Belge passa outre au vœu anglais et offrit le trône à un fils de Louis-Philippe. La prudence de Louis-Philippe qui céda à une sommation anglaise, l'arrivée au pouvoir de Casimir-Perier, préparèrent la solution pacifique du problème belge par le choix du prince Léopold de Saxe-Cobourg, candidat agréable à l'Angleterre et non désagréable à la France. Cet arrangement constituait-il pour l'Angleterre une victoire, un échec, un compromis honorable? Il appartenait aux diplomates de discuter entre eux là-dessus. L'opinion, tout entière absorbée par les problèmes de la politique intérieure, n'attachait aucune importance à cette affaire dynastique. Elle voulait la paix, et l'imposait à lord Grey comme elle l'avait imposée à Wellington. « Je n'ai pas peur, écrivait en décembre lord Grenville au duc de Buckingham, que personne nous implique dans une guerre. Je n'aimerais pas que la France ou l'Amérique surprissent notre conversation : mais c'est un fait que notre entrée en guerre est aussi

1. Certains documents contemporains permettent de suivre, pendant ce mois de janvier, l'évolution des sentiments de lord Grey au sujet de la candidature du prince d'Orange. Il semble encore favorable à cette candidature le 15 janvier (Diary of Sir John Hobhouse, 15 janvier 1831 : *Lord Broughton's Recollections of a long life*, vol. IV, p. 79). Quinze jours plus tard, il est découragé par l'inertie dont fait preuve le parti du prince d'Orange. Il écrit à la princesse Lieven, le 30 janvier 1831 : « We still hear of the Orange party, but it does nothing, and does not advance a step. This, therefore, may be put out of your calculation and the best thing now to be done — the neutrality being now established, which creates the best barrier that existing circumstances afford against her [France], if she passes it — is to take any King the Belgians will choose, who can be accepted without dishonour », (*Correspondence of Princess Lieven and Earl Grey*, vol. II, p. 150), et se montre très alarmé le lendemain à l'idée que le parti du prince d'Orange pourrait, par quelque démarche intempestive, embarrasser la diplomatie anglaise (le même à la même, 31 janvier 1831 : *Ibid.*, p. 151).

matériellement impossible qu'il le serait pour moi de faire des soldats avec les domestiques ou les travailleurs de mes terres¹ ».

Le pays réclamait la paix; il réclamait aussi des économies financières, et l'allègement du fardeau des impôts. Cette revendication avait joué un grand rôle au cours de la dernière campagne électorale; et c'est en demandant que le détail de la liste civile fût soumis aux investigations d'une commission parlementaire que Sir Henry Parnell avait, le 15 novembre, provoqué le vote par lequel le ministère de Wellington avait été mis en minorité. Mais lord Althorp, le nouveau chancelier de l'échiquier, se rendait compte, après deux mois d'études, qu'il était difficile de donner satisfaction aux espérances qu'on avait encouragées, impossible de faire mieux que n'avait fait en ces matières le ministère de Wellington. La Révolution de Juillet, en réveillant la question belge, obligeait le gouvernement à armer: dût même la paix être maintenue, le contribuable aurait à payer les frais de cet accroissement des forces militaires. Il restait au ministre des finances une ressource: alléger les charges fiscales par un changement de l'assiette de l'impôt, réformer au lieu de simplement réduire. S'inspirant des idées de Sir Henry Parnell, lord Althorp présenta un budget ambitieux, qui n'eut aucun succès, et s'effondra sous les critiques de la Chambre des Communes. Lord Althorp, chancelier de l'échiquier et *leader* de la Chambre des Communes, las de l'exercice de ces hautes fonctions, en était, dans les derniers jours de février, à chercher quel serait pour le ministère le meilleur moyen de se ménager une chute honorable.

LE REFORM BILL
MINISTÉRIEL
ET SON HISTOIRE

Au moment cependant où lord Althorp désespérait, le troisième point du programme ministériel n'avait pas encore été abordé par le Parlement; et c'est sur ce troisième point que l'attention du pays était vraiment concentrée. Par voie de meetings, de pétitions, on réclamait une Chambre des Communes vraiment représentative du peuple tout entier, la réduction de la durée des parlements, le scrutin secret. Cette agitation politique, faible dans les districts ruraux où les ouvriers agricoles se révoltaient contre leurs employeurs, était intense dans les districts industriels, y servait en quelque sorte de dérivatif à la violence ouvrière. Non que l'on n'envisageât le recours à la violence si le Cabinet trahissait la volonté de la nation: mais, pour l'instant, sur ses desseins, régnait un impénétrable mystère.

1. Lord Grenville au duc de Buckingham, 7 décembre 1830 (Duke of Buckingham, *Memoirs of the Courts and Cabinets of William IV and Victoria*, vol. I, pp. 161-2).

On voyait Denman se déclarer hostile au scrutin secret ¹; lord Althorp, huit jours plus tard, s'y déclarer au contraire favorable ². Le bruit courait, au commencement de janvier que les ministres avaient demandé aux deux représentants démocrates de Westminster, Burdett et Hobhouse, s'ils se contenteraient d'un cens électoral de 10 l. ³. Mais s'agissait-il seulement d'élargir les limites des bourgs existants, et, dans ces bourgs agrandis, de constituer, sur cette base, un corps électoral démocratisé? ou bien se proposait-on d'entreprendre la redistribution, sur une grande échelle, de la représentation parlementaire? Le 31 janvier, lord Grey était à Brighton, soumettant au roi le bill ministériel : et, dès le jour de la rentrée du Parlement, on sut que le bill avait été agréé par le roi. Fallait-il en conclure qu'il s'agissait d'un bill très modéré?

Pendant tout le mois de février — la discussion du bill devait commencer le 1^{er} mars — l'incertitude subsista : pas une indiscretion ne vint éclaircir le mystère. Les tories, sur la question du budget, reprenaient cependant l'avantage; et, comme on parlait moins de la réforme électorale, ils se flattaient de l'espoir que le pays y pensait moins. Peel, plus habile orateur qu'aucun des ministres, couvrait ceux-ci de sa protection dédaigneuse. A quelles difficultés n'allaient-ils pas se heurter quand le *Reform Bill* serait introduit! Ou bien la réforme serait radicale : et, dans ce cas, comment l'imposer à la Chambre des Communes? Ou bien elle serait modérée, et l'opinion démocratique se déchaînerait contre le Cabinet : d'un ministère libéral, on n'accepterait pas les modifications légères que l'on eût, d'un ministère tory, accueillies avec gratitude. Alors viendrait l'heure de Sir Robert Peel. « S'il n'y a pas de révolution, Peel sera premier ministre ⁴ ».

Le 1^{er} mars, lord John Russell prenait la parole devant une salle comble et anxieuse. Il établissait que la réforme électorale était fondée en droit, raisonnable, urgente. Il fallait rendre au peuple anglais confiance en ses représentants, par un plan qui, sans être subversif, fût de nature à satisfaire « tous les hommes raisonnables du royaume ». Ce plan, lord John Russell l'exposa en trois points ⁵.

1. *H. of C.*, 22 novembre 1830 : Denman ajoute : « Though he must confess himself quite open to conviction upon the subject » (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. I, p. 627).

2. *Pol. Reg.*, 11 décembre 1830 (vol. LXX, p. 945).

3. Croker à lord Hertford, 3 janvier 1831 (*Croker Papers*, vol. II, p. 96).

4. *Greville Memoirs*, 19 décembre 1830. — Cf. Croker à lord Hertford, 11 janvier 1831 : I hear less and less every day of the Duke and (?) in the House of Commons; men begin to look exclusively to Peel (*Croker Papers*, vol. II, p. 97); au même, 1 mars 1831 : For the last week every one. Court, City, Ministers, Tories, all agree that the government holds its seat at the mercy of Sir Robert Peel (*Ibid.*, p. 108).

5. Nous nous sommes conformé aux indications du bill (dont on trouvera une reproduction intégrale dans le *Political Register* de Cobbett, 19 mars 1831, vol., LXXI pp. 714 sqq.). Les détails du bill ne concordent pas exactement avec ceux qui sont

On commençait par enlever, totalement ou partiellement, leur représentation à tous les bourgs jugés trop infimes pour n'être pas assujettis à des influences illégitimes de famille ou d'argent. Tous les bourgs électoraux dont la population, suivant le recensement de 1821, était inférieure à deux mille habitants, perdraient leur représentation tout entière. Au total, soixante bourgs, cent vingt membres. Tous les bourgs où, suivant le même recensement, la population était comprise entre deux mille et quatre mille habitants, n'enverraient plus au Parlement qu'un représentant au lieu de deux. Soit un nouveau déchet de quarante-six membres. Weymouth, au lieu de quatre représentants, n'en aurait plus que deux. Au total, cent soixante-huit sièges supprimés, plus du quart de la Chambre des Communes.

Par compensation, on proposait de créer un certain nombre de nouveaux sièges. Neuf grandes villes, Birmingham et Manchester en tête, et quatre districts de Londres, recevaient le droit d'élire deux membres; dix-huit autres villes recevaient le droit d'en élire un. Vingt-six comtés obtenaient quatre représentants au lieu de deux, le Yorkshire en avait six au lieu de quatre. Au total, quatre-vingt-dix-huit nouveaux sièges.

On proposait en troisième lieu de constituer, dans tous les comtés d'une part et, d'autre part, dans tous les bourgs, des conditions uniformes d'électorat. Serait dorénavant électeur, dans les bourgs, quiconque aurait, pendant au moins six mois avant le jour où les listes seraient annuellement établies, occupé un immeuble (*household*) d'une valeur locative égale ou supérieure à 10 l.. Or l'ancien régime électoral était si varié que, dans un certain nombre de circonscriptions, l'établissement de cette franchise uniforme pouvait avoir pour effet de diminuer le nombre des électeurs. Afin d'éviter que cette diminution fût, soit trop brusque, soit excessive, des précautions étaient prises : le projet spécifiait que tous les sujets anglais présentement pourvus de la franchise dans les bourgs la conserveraient leur vie durant, sous cette réserve que, s'ils étaient électeurs comme membres d'une corporation, ils devraient être résidents. Pour ce qui est des comtés, la franchise des francs-tenanciers était étendue à certaines catégories d'hommes qui, pour parler le langage du droit anglais, occupaient leur terre en *copyhold* et en *leasehold*.

Une série de dispositions subsidiaires définissait la procédure, très simple, suivant laquelle les listes électorales seraient revisées chaque année. Pour éviter en temps d'élections les désordres, la durée du scrutin était

donnés dans le discours de lord John Russell, tel qu'il est reproduit dans les *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, pp. 1061 sqq., ni ceux-ci avec les indications données par l'*Annual Register*, 1831, pp. 8 sqq.

limitée à deux jours, tant dans les bourgs que dans les comtés. Les dispositions nécessaires seraient prises, dans les comtés, pour que nul électeur n'eût à se déplacer de plus de quinze milles pour aller voter.

Au pays de Galles, en Écosse, en Irlande, on introduisait la même franchise électorale qu'en Angleterre : on donnait seulement un siège nouveau au pays de Galles, cinq à l'Écosse, trois à l'Irlande.

La Chambre des Communes écoutait lord John Russell avec stupeur. D'abord silencieux, les membres de l'Opposition tory, à mesure que le projet se développait, prirent le parti d'accueillir chaque détail nouveau par un éclat de rire ironique. Ils avaient peine à croire au sérieux, à la réalité, de ce qui se passait.

Comment les ministres s'étaient-ils mis d'accord pour introduire une mesure aussi considérable? On ne le sut que bien plus tard, tant le secret fut, pendant des années, bien gardé¹. Un petit comité de quatre membres — lord John Russell, lord Durham, Sir James Graham, lord Duncannon — avait été chargé, en décembre, de rédiger le bill. Lord John Russell et lord Durham représentaient dans ce comité l'élément avancé, Sir James Graham et lord Duncannon, l'élément modéré : mais Sir James Graham subissait l'ascendant de lord Althorp, partisan déterminé d'une réforme très étendue. La suppression radicale des *nomination boroughs* fut adoptée sans débats, et le Comité se rallia à la thèse d'un cens électoral uniforme de 10 l.², bien que lord John Russell, conformément à ses idées de 1822, eût d'abord proposé un cens électoral « varié ». C'était un chiffre dont s'accommodait le groupe de Bentham³. Mais alors intervint lord Durham

1. Pour toute cette histoire, voir, dans l'ordre des divulgations : 1° le discours prononcé par lord Durham à Gateshead, 23 octobre 1833 (Stuart S. Reid, *Life and letters of lord Durham*, vol. I, pp. 334 sqq.); 2° l'article de Brougham, *Ed. Rev.*, octobre 1834 (vol. LX, pp. 249-250) : voir la lettre, écrite à la suite de cet article par lord John Russell à lord Durham, 19 octobre 1834, pour fixer ses souvenirs au sujet de ce qui s'était passé dans le Comité des Quatre (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 41 sqq.); — 3° le discours de lord John Russell à Stroud, 28 juillet 1837 (*Times*, 31 juillet 1837); et au sujet de ce discours, le débat entre Sheil et Sir J. Graham, *H. of C.*, 18 juin 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVIII, pp. 488 sqq.); — 4° les renseignements fournis par Sir J. Graham à Roebuck, 2 janvier 1851 (C. S. Parker, *Life and Letters of Sir James Graham*, vol. I, pp. 114 sq.) et utilisés par Roebuck (*Hist. of the Whig Ministry of 1830*); — 5° le texte exact de l'avant-projet de Lord John Russell, dans le chapitre final de la nouvelle édition, publiée en 1865, de son *Essay on the History of the English Government and Constitution*, pp. 225 sqq. — 6° le texte du rapport des quatre membres du comité, dans la *Correspondence of Earl Grey with William IV*, vol. I, pp. 461 sqq.

2. Il semble qu'on se soit arrêté à ce niveau après délibération (lord John Russell avait commencé par suggérer que l'on pourrait identifier les listes électorales avec les listes des petits jurys) en se fondant sur l'exemple de la ville de Norwich, où, pour élire les *guardians of the poor*, on avait désigné tous les *householders* à 10 l. Cela faisait 4 000 électeurs sur 11 000 *householders*; et la loi avait très bien fonctionné (*H. of C.*, 3 février 1832, discours de lord John Russell; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. I, p. 1235).

3. *Westm. Rev.*, janvier 1831, art. VII : *Parliamentary Representation in Scotland* (vol. XIV, p. 145).

pour demander que l'on prît en considération les autres points du programme de Bentham : réduction de la durée du Parlement, établissement du scrutin secret.

Bentham et ses amis, depuis une quinzaine d'années, attachaient plus de prix encore à l'institution du scrutin secret qu'à l'extension du droit de suffrage; et cette question du scrutin secret avait pris, depuis un an ou deux, dans leur esprit, une importance accrue. Nous avons vu quelle défiance la démagogie tory du marquis de Blandford inspirait, vers la fin de 1829, aux rédacteurs du *Morning Chronicle*. Et, d'autre part, que se passait-il en France, sous leurs yeux? Une Chambre des Députés, élue par un corps électoral très restreint, tenait tête pendant de longs mois au cabinet réactionnaire de Polignac. Elle était dissoute; et ce même corps électoral renvoyait au Palais Bourbon, en pleine indépendance, une majorité libérale, parce qu'il était protégé par le secret du vote contre la pression officielle. « France, heureuse France, s'écriait Bentham, à quoi, si ce n'est au scrutin secret, doit-elle son salut ¹? » Le comité décida de réduire à cinq années la durée du Parlement et de proposer le scrutin secret. Par compensation, le cens électoral fut porté de 10 l. à 20 l.. Uniformité de la franchise, corps électoral très restreint, scrutin secret : tel qu'il sortit des délibérations du comité, le plan de réforme était directement imité du modèle français.

Mais lord Grey, lorsque le projet fut soumis au Cabinet, ne voulut entendre parler ni de la réduction de la durée du Parlement ni du scrutin secret. Il désirait la suppression des bourgs de poche, pour diminuer l'influence de la Cour et de l'administration sur les élections; il désirait en revanche le maintien du scrutin public, afin de conserver intacte l'influence de la grande propriété rurale sur les élections des campagnes, et même des bourgs de moyenne importance. Il obtint gain de cause. Après quoi, par compensation, on revint au plan initial du comité : on rétablit le cens de 10 l. Tous les membres du Cabinet, même les ralliés du groupe de Canning, finirent par adhérer, de plus ou moins bonne grâce, à la thèse soutenue par lord Grey, suivant laquelle il était politique de faire grand, afin de donner à l'opinion populaire la satisfaction qu'après Juillet elle exigeait, et d'obtenir un règlement « définitif ² » de

1. *Westm. Rev.*, octobre 1830, art. XII. *M. Brougham and Local Judicatories* (vol. XIII, p. 457). — Cf. *ibid.*, janvier 1831; article cité dans la note précédente : The ballot is a question of principle and not of detail : It is the question — the all important question.... We are convinced that no scheme of reform without the ballot will satisfy public opinion (vol. XIV, pp. 144-5).

2. *Final*. Ce mot, qui devait avoir une histoire (voir p. bas, p. 276), nous le trouvons pour la première fois employé par lord Grey, communiquant à lord Durham l'opinion exprimée par le roi sur le projet gouvernemental (Earl Grey à lord Durham, 31 jan-

la question, un règlement dont les radicaux ne pourraient pas, avant très longtemps, demander la revision. L'adhésion du Cabinet acquise au projet, comment expliquer que celle du roi ait été obtenue immédiatement, sans condition? Le souvenir récent des entêtements séniles de George IV, la peur même de la révolution, la satisfaction de constater que le bill ne demandait ni le suffrage universel ni le scrutin secret, tout cela contribua sans doute à entraîner une décision dont la rapidité étonna les ministres eux-mêmes. Ainsi Guillaume IV, en réalité un tory convaincu, renforça la légende, très utile au ministère, suivant laquelle, pour la première fois depuis un siècle, le roi appartenait au parti populaire.

DÉBATS
AUX COMMUNES.
MOTION GASCOYNE
ET DISSOLUTION
DU PARLEMENT

Cependant le bill ministériel, puisqu'il ne donnait pas à l'Angleterre le suffrage universel et le scrutin secret, n'était pas, au sens propre du mot, un bill radical. Aurait-il l'approbation, en dehors du Parlement, de la presse démocratique et des orateurs populaires? Hobhouse, tout de suite après la séance, courait chez Francis Place, inquiet de savoir ce que pensait le grand agent électoral de sa circonscription : il le trouva ravi ¹. Cobbett, quelques jours plus tôt, avait déclaré que l'introduction du scrutin secret serait la condition nécessaire de son appui ² : il se rallia cependant sans réserve au bill de lord John Russell ³, et malmena Henry Hunt, pour avoir, à la Chambre des Communes, essayé de critiquer le caractère bourgeois du projet de loi ⁴. O'Connell, bien que le bill maintînt en Irlande l'exclusion des *forty shillings freeholders*, s'en fit l'avocat passionné. Les ministres conclurent un pacte tacite d'alliance avec lui : jamais il ne

vier 1832 : ... He (the King) was particularly pleased with your report, and entirely concurred in the statement so clearly and powerfully made in it, of the necessity of doing something, and that something should be effectual and final (*Corr. of Earl Grey with William IV*, vol. I, p. 91). — Cf. *H. of C.*, 1 mars 1831, discours de lord Althorp : he thought it would be a final settlement (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, p. 1143); et 5 juin 1832, discours de Stanley : he must say, that so far as rested with the Government, the present was a final measure (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIII, p. 439).

1. *Lord Broughton's Recollections of a long life*, vol. IV, p. 88.

2. *Pol. Reg.*, 26 février 1831 (vol. LXXI, pp. 532-4).

3. Voir l'article intitulé « My Triumph : to the readers of the *Register* on the Destruction of the Boroughmongers », *Pol. Reg.*, 5 mars 1831 (vol. LXXI, pp. 624 sqq.).

4. « To the People of Preston. On the Parliamentary Reform now under discussion, and on the Conduct of the Preston Cock with regard to the Measure » (*Pol. Reg.*, 12 mars 1831; vol. LXXI, pp. 661 sqq.). — V. en particulier p. 662 : This measure is one the adoption of which will form a really NEW ERA in the affairs of England, aye, and of the world too : it will produce *greater effects* than any that has been adopted since the « PROTESTANT REFORMATION » : it will be called... « THE REFORM », as the change made in the time of Henry VIII is called « THE REFORMATION », and as that made in 1688 is called « THE REVOLUTION ».

fut poursuivi. Le bill était présenté par lord John Russell comme devant doubler le nombre des électeurs, le porter de cinq cent mille à un million¹ : ainsi la « Réforme » anglaise, provoquée par l'exemple de la « Révolution » parisienne, s'annonçait comme devant être, à certains égards, plus audacieuse que cette Révolution. Le bill abolissait radicalement, avec les *corporation boroughs*, le scandale des *freemen* non résidents. Il supprimait d'un coup tous les *nomination boroughs*. C'était assez pour justifier l'enthousiasme général. Dans toutes les villes, dans tous les comtés, se tinrent de grands meetings en faveur de la Réforme; et ce ne furent pas seulement des libéraux, ce furent aussi des tories qui y prirent part. Le roi, heureux de voir le radicalisme révolutionnaire comme noyé dans ce grand mouvement d'opinion, se réjouit de la décision qu'il avait prise². Les ministres eurent l'impression qu'ils avaient derrière eux la nation tout entière.

Les tories firent, à la Chambre des Communes, aussi bonne contenance que possible. Sur la motion de lord John Russell, les débats durèrent huit jours. Les orateurs de l'Opposition alléguèrent que supprimer sans indemnité les *nomination boroughs*, c'était faire œuvre antisociale, ébranler le droit de propriété³. Ils contestèrent que le bill offrit les caractères d'un règlement définitif. Chaque fois que la distribution de la population changerait, il faudrait changer la distribution des sièges; et déjà le bill, avant même d'être voté, était périmé, puisqu'il se fondait sur les résultats d'un recensement vieux de dix ans⁴. Ils insistèrent sur le fait que le système anglais de représentation était essentiellement un système de

1. *H. of C.*, 1 mars 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, p. 1 083). — Il prévoyait exactement un accroissement de 435 000 électeurs : 110 000 pour les bourgs déjà pourvus d'une représentation, 50 000 pour les nouveaux bourgs, 95 000 pour Londres, 60 000 pour l'Écosse, 40 000 pour l'Irlande, 100 000 pour les comtés. Le nombre des électeurs étant approximativement, avant 1832, de 435 000 pour l'Angleterre, 3 600 pour l'Écosse, 25 000 pour les comtés irlandais (nombre des électeurs dans les bourgs irlandais, indéterminable), on arrive à un nombre d'électeurs certainement inférieur de plusieurs milliers à 500 000. En fait l'accroissement du nombre des électeurs fut, moins grand que lord John Russell ne l'avait prévu (à Londres, par exemple, un accroissement de 44 000 seulement au lieu de 95 000 : *H. of C.*, 18 avril 1836, discours de Duncombe; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXII, pp. 1170); et le nombre des électeurs fut au total, de 813 000 seulement. Cela déjà était considérable. Pour fixer les idées, rappelons qu'à la suite de la Révolution de Juillet le cens électoral fut simplement abaissé en France de 300 francs à 200 francs. D'où, pour 31 000 000 habitants, 160 000 électeurs. *Un électeur pour 200 habitants*. En Angleterre, pour 24 000 000 habitants, 800 000 électeurs. *Un électeur pour 30 habitants*.

2. Le roi à lord Grey, 3 mars 1831 (*Correspondence of Earl Grey with William IV...*, vol. I, p. 136).

3. *H. of C.*, 2 mars 1831, discours de H. Twiss, de lord Darlington; 22 mars 1831, discours de Sir James Scarlett (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, pp. 1130, 1177; vol. II, pp. 771 sqq.).

4. *H. of C.*, 2 mars 1831, discours de C. B. Wall; 7 mars 1831, discours du colonel Sibthorp (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, p. 1171; vol. III, p. 123).

représentation « variée »¹. Ici le droit d'envoyer des représentants au Parlement appartenait au patron aristocratique d'un bourg fermé ; ailleurs il appartenait à tous les contribuables, et parfois même, comme à Preston, à tous les habitants. Le nouveau bill était un bill de nivellement. Il créait, dans toutes les circonscriptions du royaume, deux classes légales, l'une située au-dessus, l'autre située au-dessous d'un certain niveau de fortune : celle-là jouissant, celle-ci ne jouissant pas de ses droits politiques². A la vieille constitution, dont tous les contours étaient brouillés, il substituait une constitution nouvelle, dont le plus grave défaut était d'être trop bien dessinée. En haut, une Chambre des Lords aristocratique ; un peu plus bas, une Chambre des Communes bourgeoise ; tout en bas une plèbe dépourvue de franchises politiques. Régime périlleux pour l'ordre social. Au moment où la France essayait — on verrait bientôt avec quel succès — d'effectuer une révolution à l'anglaise pour la défense de ses privilèges constitutionnels contre les empiétements de l'absolutisme, l'Angleterre effectuait une réforme doctrinale, imitée des méthodes françaises. A la première crise économique, les pauvres se dresseraient contre les riches ; et c'en serait fait, ce jour-là, de la monarchie, de l'aristocratie, et de la classe moyenne elle-même.

Bien peu cependant, parmi ces orateurs, se faisaient des illusions sur le succès possible d'une opposition intransigeante. Bien peu osaient s'en tenir au point de vue de Wellington et disconvenir qu'une réforme, au moins modérée, fût devenue nécessaire. Sir Robert Peel, en particulier, était très net à cet égard³. Lord John Russell fut, le 9 mars, autorisé à

1. *H. of C.*, 3 mars 1831 : discours de Baring (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, pp. 1305 sqq.).

2. *H. of C.*, 3 mars 1831 : discours de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, pp. 1336, 1346). — Cf. 18 avril 1831 : discours de M. T. Sadler (vol. III, p. 1559). Avec ce résultat bizarre que la Réforme aboutit à réduire le nombre des électeurs dans un certain nombre de circonscriptions. Encore ne faudrait-il pas sur ce point forcer les choses. Il est vrai qu'en fin de compte le nombre des électeurs se trouva diminué dans quarante-trois bourgs anglais et gallois, sur cent cinquante-six qui conservèrent leur représentation. Mais, sur ces quarante-trois bourgs, vingt-sept bourgs anglais et trois bourgs gallois étaient, avant le *Reform Act*, des *corporation boroughs* : la réduction du nombre des électeurs tint à la suppression du droit de vote des *freemen* non résidents dans l'immense majorité des cas, et par exemple à Canterbury, où le nombre des électeurs tomba de 2 325 à 1 511 ; à Douvres, où il tomba de 2 385 à 1 651 ; à Gloucester où il tomba de 1 900 à 1 527 ; à Lancaster où il tomba de 4 000 à 1 109 ; à Maldon où il tomba de 4 000 à 716 ; à Sudbury où il tomba de 1 000 à 509 ; à York où il tomba de 3 750 à 2 873. Pour ce qui est des treize autres bourgs, et si on néglige les cas où le nombre des électeurs, faible avant la Réforme, demeura faible ensuite, ne variant que de quelques dizaines, on ne trouve que deux cas où une réduction notable du corps électoral est manifestement due au caractère non démocratique de la nouvelle franchise. A Preston, qui était théoriquement un bourg de suffrage universel, le nombre des électeurs passa de 7 500 à 6 352. A Westminster, qui était un bourg de *scot and lot*, il passa de 16 000 à 11 576 (*Return of the number of electors... in the years 1815, 1830, 1832-3 and 1859-60*, 1860).

3. *H. of C.*, 16 décembre 1830 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. I, p. 1227) ; 3 mars 1831

introduire son bill, sans que l'Opposition osât se compter. Le 14 mars, la Chambre des Communes adopta le bill, en première lecture, à mains levées. Lorsqu'enfin, le 22 mars, l'Opposition, en deuxième lecture, vota contre le bill, le ministère obtint une majorité d'une voix — trois cent deux voix contre trois cent une.

Ce résultat mécontenta les plus violents parmi les tories. Ils reprochèrent à Sir Robert Peel, qui de nouveau se trouva en butte à la malveillance de son propre parti ¹, de n'avoir point provoqué, dès le début du mois, un vote hostile au ministère. Et cependant, pouvait répondre Peel, le ministère mis dès le mois de mars en minorité, c'était la dissolution inévitable, une crise révolutionnaire peut-être, des élections désastreuses certainement. Au contraire, le ministère, conservant une majorité, mais une majorité d'une voix seulement, était condamné à poursuivre la discussion du *Reform Bill*, et à la poursuivre dans de détestables conditions. Que resterait-il du bill de lord John Russell après un ou deux mois de débats, article par article?

Le 18 avril, à la rentrée des vacances de Pâques, lord John Russell rapporta son bill légèrement révisé ². Cinq bourgs qu'on avait privés de toute représentation gardèrent un membre. Sept bourgs auxquels on avait enlevé un représentant en gardèrent deux. Sept bourgs additionnels obtinrent un représentant, pendant que Halifax, par voie de compensation, n'en avait plus qu'un au lieu de deux. Huit comtés dont il n'avait pas été question en mars eurent trois représentants au lieu de deux. Quelques retouches furent en même temps apportées à la définition de la franchise. Les enfants actuellement vivants des *freemen* résidents se la virent maintenir pour le jour où ils atteindraient leur majorité; et pareillement les apprentis actuels, pour le jour où ils deviendraient *freemen* à leur tour. La franchise des comtés fut étendue à deux nouvelles catégories de *leaseholders* : toute extension du droit de suffrage dans les campagnes était bien vue de l'Opposition tory. Dans les bourgs, la franchise des 10 l. fut accordée à l'occupant d'un magasin ou d'un comptoir (*warehouse, counting-house*), et non plus seulement d'un domicile : par où se trouvait constitué, sous l'apparence d'une

(*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. III, p. 1337); 24 mars 1831, discussion du bill irlandais (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. III, p. 912).

1. Croker à lord Hertford, 22 mars 1831 : Peel comes to me very often and kindly. He is sore perplexed. I suppose his conscience tells him that he is the primary cause of all the mischief (*Croker Papers*, vol. II, p. 112). — *Greville Memoirs*, 24 mars 1831 : I continue to hear great complaints of Peel — of his coldness, incommunicativeness and deficiency in all the qualities requisite for a leader, particularly at such a time. There is nobody else, or he would be deserted.... — Cf. *ibid.*, 18 mars 1831.

2. *H. of C.*, 18 avril 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. III, pp. 15 sqq.).

disposition plus libérale, un droit de vote plural à l'usage des capitalistes qui possédaient, outre une maison d'habitation, un magasin ou des bureaux. Mais il apparut tout de suite que ces modifications étaient insuffisantes pour fortifier la situation parlementaire du ministère : et déjà Sir Robert Peel avait obtenu que le ministère permît de mettre aux voix la question de savoir pourquoi, tandis qu'on augmentait le nombre des représentants d'Irlande et d'Écosse, on abaissait d'une trentaine le nombre des membres anglais et gallois¹. Question doublement habile. D'une part, les tories semblaient pressentir la faiblesse future du parti whig; dans un pays constitué par l'« union » de trois royaumes distincts, il serait de bonne guerre d'exploiter, contre les tendances irlandaises ou écossaises du parti populaire, le patriotisme de l'Angleterre proprement dite. D'autre part, les ministres avaient expressément déclaré qu'ils consentaient à relever le nombre des membres prévus par son bill, à condition que le relèvement profitât à des villes industrielles ou à des comtés importants : le ministère pouvait donc difficilement prétendre que la question soulevée mît l'existence du bill en danger. Ainsi dès le premier jour les tories allaient prendre la direction des débats. Lorsqu'un membre tory de la Chambre des Communes, le général Gascoyne, demanda à la Chambre des Communes de déclarer que le nombre des représentants de l'Angleterre et du pays de Galles ne devait pas être diminué, le Cabinet, par la voix de Stanley, déclara que, si la motion Gascoyne était votée, le bill serait considéré par lui comme perdu. Or, par huit voix de majorité, la Chambre des Communes adopta la motion Gascoyne.

Il fallait donc maintenant ou que le ministère se retirât, ou bien que, conservant la confiance du monarque, il obtînt de lui une dissolution du Parlement. Guillaume IV, depuis trois mois, s'était déclaré nettement hostile à l'idée d'une dissolution. Le moment venu de prendre une décision, il céda : n'ayant pas encore l'habitude du pouvoir, faisant l'apprentissage de son métier en pleine crise politique, la peur de déchaîner la révolution par le renvoi de ses ministres finit par l'emporter dans son esprit sur la peur de provoquer, en prononçant la dissolution, des élections révolutionnaires⁴.

1. *H. of C.*, 13 avril 1831 : question de Sir Robert Peel et réponse de lord Althorp (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. III, pp. 1273-5). — Cf. Sir Robert Peel à Croker, 15 (? 14) avril 1831 (*C. S. Parker, Sir Robert Peel*, vol. II, p. 181).

2. *H. of C.*, 12 avril 1831, discours de lord John Russell; 13 avril 1830, discours de Stanley (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. III, pp. 1242, 1264).

3. Le Roi à lord Grey, 21 mars 1831 (*Corr. of Earl Grey with William IV*, vol. I, p. 177).

4. Le roi à lord Grey, 21 mars, 21 avril 1831 (*Correspondence of Earl Grey with William IV*, vol. I, pp. 177, 227).

En attendant de connaître sa décision finale, c'étaient à Westminster, dans les deux Chambres, des discussions confuses et tumultueuses. Le 21, la Chambre des Communes, passant outre au désir de lord Althorp, refusa de continuer la discussion du budget. Lord Wharncliffe introduisit à la Chambre des Lords une motion invitant le roi à ne pas dissoudre : la motion devait venir en discussion le 22. Ce jour-là, pendant que les deux Chambres entraient en séances, un coup de canon retentit. Ce coup de canon signifiait que le roi quittait son palais de Saint-James pour venir, en personne, à Westminster, prononcer la dissolution. Aux coups de canon qui se succédaient, les ministériels répondirent par des applaudissements, les tories par des clameurs furieuses. « La prochaine fois que l'on entendra ces canons, cria l'un de ceux-ci à ses adversaires, ils ne tireront pas à blanc, et ce sont vos têtes qu'ils emporteront ¹ ». Le tumulte durait encore quand le roi fit son entrée à la Chambre des Lords; il ne s'apaisa que lorsqu'il fut monté près de son trône pour déclarer le Parlement prorogé, « en vue de sa dissolution immédiate ».

DEUXIÈME REFORM BILL ET CONFLIT DES DEUX CHAMBRES

ÉLECTIONS GÉNÉRALES.

NOUVEAU REFORM BILL. IL EST VOTÉ PAR LES COMMUNES

La dissolution fut accueillie par les transports de la joie populaire. A Londres et dans les grandes villes de province, on célébra la nouvelle par des illuminations générales. Puis on se prépara fiévreusement aux élections, qui devaient commencer dans un délai exceptionnellement court — une semaine seulement. Les deux partis, séparés par les circonstances beaucoup plus nettement qu'ils ne l'avaient été à aucune élection antérieure, — partisans du bill d'un côté, adversaires du bill de l'autre — firent de rapides tentatives pour s'organiser. On dénonça, dans les journaux populaires, un certain « Sénat conservateur » qui aurait tenu journellement ses séances à Londres ²; on dénonça, chez les tories, une *Parliamentary Candidate Society*, fondée par les radicaux, et pour laquelle Bentham rédigea un manifeste ³. Il s'agissait d'élections vraiment sin-

1. *Lord Broughton's Recollections of a long life*, vol. IV, p. 106. — Cf. *Greville Memoirs*, 24 avril 1831 : Those who were present tell me it resembled nothing but what we read of the « Serment du Jeu de Paume », and the whole scene was as much like the preparatory days of a revolution as can well be imagined.

2. *Pol. Reg.*, 30 avril 1831 (vol. LXXII, p. 273).

3. *Proceedings of the Parliamentary Candidate Society, instituted to support Reform by promoting the Return of Fit and Proper Members to Parliament*, 1831. — Cf. *Bentham, Works*, vol. XI, p. 66, et *Graham Wallas, life of Francis Place*, pp. 260 sqq.

gulières. Le nouveau Parlement ne serait pas une assemblée législative, chargée, pendant une série d'années, de gouverner la nation. Ce serait une sorte de Constituante, chargée de voter la Réforme, et puis de laisser la parole à un nouvel électorat. Le mot d'ordre était donc, dans le camp ministériel, de faire bloc pour « le bill, le bill tout entier, et rien que le bill ». Le résultat fut triomphal : les élections justifiaient presque l'apologie que présentaient du régime existant les orateurs tories, dans la mesure même où elles en prononcèrent la condamnation.

Dans les comtés anglais, les tories furent presque anéantis. Sur quatre-vingt deux sièges, ils en conservèrent seulement six, dans des comtés de second ordre. Dans les bourgs, même triomphe. Non seulement toutes les villes importantes élurent des partisans du bill ministériel (Gascoyne fut battu à Liverpool), mais le ministère obtint des succès dans les bourgs pourris, les bourgs fermés. Le Trésor avait de l'argent pour acheter les premiers; et il y eut au moins un propriétaire tory qui vendit au gouvernement les sièges dont il disposait¹. En Irlande, l'appui d'O' Connell, joint à la pression administrative, permit de gagner dix sièges. En Écosse même, grâce à l'exiguïté du corps électoral, les influences ministérielles purent lutter contre l'or tory : le *Reform Bill* obtint une majorité favorable, le ministère gagnant huit sièges. Il se peut aussi que le terrorisme exercé sur les électeurs par la masse des non-électeurs ait contribué à les intimider. On en juge par ce qui arriva dans bien des circonscriptions où le candidat tory passa : à Edimbourg, la vie du nouveau membre fut pendant quelques heures en danger¹. On estima tout de suite que les élections donnaient au ministère une majorité de cent quarante voix. Effectivement, quand la nouvelle Chambre fut de nouveau appelée à donner son approbation au *Reform Bill*², il obtint en seconde lecture trois cent soixante-sept voix contre deux cent trente et une : cent trente-six voix de majorité.

La discussion, ouverte le 24 juin, dura pendant tous les mois d'un été brûlant; elle s'acheva le 21 septembre³. Lord John Russell eut d'abord la direction des débats. Quand il succomba à ce travail écrasant, lord Althorp le relaya. Sa réputation parlementaire avait été fortement compromise lors de la discussion du budget : il sut la rétablir et faire, par sa rondeur rurale, la conquête d'un parlement de *gentlemen farmers*.

1. *Greville Memoirs*, 29 avril 1831.

2. *Ann. Reg.* 1831, pp. 152-3; *Law Cases*, pp. 311 sqq.

3. Pour le texte du bill, tel qu'il fut soumis en juin aux délibérations de la Chambre des Communes, voir *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IV, appendice placé en tête du volume. — Texte (abrégé) du bill tel qu'il sortit en septembre des délibérations de la Chambre des Communes, *Ann. Reg.*, 1831, *Public Documents*, p. 336.

La longueur des débats impatienta souvent les journaux réformistes, les « Unions Politiques ¹ ». Était-ce trop de trois mois, cependant, pour un bill d'une gravité aussi exceptionnelle? Les objections de détail se présentaient en foule sur les trois points fondamentaux de la réforme proposée.

Elles portaient en premier lieu sur la répartition nouvelle des sièges. Une seule modification avait été apportée sur ce point au bill du mois de mars : deux bourgs nouveaux privés de toute franchise. Les orateurs de l'Opposition montrèrent ce qu'avait d'arbitraire la limite tracée entre les bourgs dont la représentation demeurerait intacte et ceux à qui on laissait un représentant sur deux, entre ceux-ci et ceux à qui on enlevait leurs deux membres; ils firent voir sur quelles données statistiques obscures, souvent discutables et inspirées par des considérations de parti, les rédacteurs du bill s'étaient fondés. Mais, en vérité, la seule façon d'échapper à toute objection de ce genre, c'eût été d'adopter le système benthamique, et de diviser le territoire national en circonscriptions égales, élisant chacune un membre, ou un nombre égal de membres. Du moment que l'on maintenait, à l'intérieur des comtés, la représentation spéciale des bourgs, et que l'on adoptait pour règle de conserver, dans la mesure du possible, les bourgs dont la tradition consacrait l'existence, beaucoup d'anomalies étaient inévitables. Si on commençait à lâcher pied, la retraite pourrait se changer en déroute. Les ministres et leur parti furent intransigeants. Sauf un bourg qui passa de la « Cédule A » à la « Cédule B », en d'autres termes qui garda le droit d'avoir un représentant au lieu de les perdre tous les deux, l'une et l'autre « Cédules » furent approuvées par la Chambre, telles que lord John Russell les avait proposées.

Autres objections en ce qui concernait non plus les bourgs supprimés ou rognés, mais les bourgs qui recevaient des sièges nouveaux. Pourquoi tant de bourgs supprimés dans l'Angleterre du Sud, tant de bourgs créés dans l'Angleterre du Nord? N'était-ce pas détruire l'équilibre de la représentation au détriment des intérêts agricoles, au bénéfice des intérêts manufacturiers ²? Pourquoi donner tant de représentants nouveaux à l'agglomération londonienne? Lui conférer un nombre de représentants proportionné à sa population, n'était-ce pas fausser l'équilibre de la représentation au détriment de la province, faire peser d'un poids trop lourd, dans les délibérations du Parlement, l'opinion de la capitale, aggraver ce péril

1. *Ann. Reg.* 1831, pp 193. — *H. of C.*, 26, 29 juillet; 2, 15, 27 août 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. V, pp. 328, 520, 588; vol. VI, pp. 7, 701). — *Pol. Reg.*, 23, 30 juillet, 6 août 1831 (vol. LXXIII, pp. 209, 285, 341).

2. *H. of C.*, 27 juillet 1831 : discours de Sir Robert Peel (*Peel. Deb.*, 3rd ser., vol. V, pp. 410 sqq.).

insurrectionnel dont l'histoire récente des révolutions parisiennes attestait la gravité ¹? Et, d'autre part, pourquoi des sièges accordés à des villes de trente mille, de seize mille habitants, alors que dans le Staffordshire on accordait un siège seulement à une agglomération de cinquante mille habitants, alors que dans le Lancashire on refusait toute représentation à des villes de quarante mille habitants? Les ministres répondaient que le nombre accru de représentants que le bill conférait aux comtés rendait aux agriculteurs l'influence dont ils avaient besoin; que c'était non aggraver, mais diminuer le péril insurrectionnel que d'accorder à la capitale le nombre de représentants auxquels elle avait droit; enfin que, s'il y avait des anomalies dans la répartition des sièges nouveaux, c'est qu'en effet on s'était parfois fondé sur d'autres bases que celle de la population. Si le bill n'était pas un bill égalitaire et niveleur, était-ce aux tories à s'en plaindre? Les cédules C (bourgs nouveaux à deux représentants), D (bourgs nouveaux à un représentant), et E (comtés à représentation accrue) furent adoptées par les Communes sans la moindre modification.

La question du cens électoral souleva d'autres débats.

Le principe de la franchise uniforme de 10 l. dans les bourgs était maintenu. En vain des membres de l'Opposition firent observer que ce cens uniforme dissimulait des inégalités réelles, que le paiement d'un loyer de 10 l. n'impliquait pas un égal degré de richesse à Londres ou en province, dans une grande ville ou dans un petit bourg; en vain ils demandèrent un cens gradué qui passerait de 10 l., ou même de 5 l., à 15 l., à 20 l., suivant l'importance des bourgs ². Écouter ces critiques revenait, en fin de compte, à relever le cens partout où la franchise des 10 l. conférait le droit de vote à des membres de la classe ouvrière ³. Ils ne furent pas écoutés.

1. *H. of C.*, 3 août 1831 : discours de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. V, pp. 667 sqq.). — Cf. Croker à lord Haddington, 7 avril 1832 (*Wellington, Desp., Cont.*, vol. VIII, pp. 273-4).

2. *H. of C.*, 24, 25 août 1831 (*Parl. Deb.* 3rd ser., vol. VI, pp. 576 sqq. 599-600).

3. *Pol. Reg.*, 12 novembre 1831 (vol. LXXIV, pp. 393-4) : Even according to the rejected bill, there are many *whole counties* in which not a single working man would have had a vote.... There were none but these popular spots [London, Norwich, Bristol, and Staffordshire, Derby, Nottingham, and the great towns in Lancashire, Yorkshire and further to the North, including the great towns in Scotland, and four or five great towns in Ireland] in which there would have been one single working man entitled to vote. — *H. of C.*, 17 décembre 1831, discours de lord John Russell : The town of Leeds has been regularly canvassed for the purposes of election.... The result of (the) canvass has been, that in the quarters inhabited by the working classes, not more than one in every fifty householders will have a vote under the 10 l. clause... The working classes in Leeds almost all live in houses of from £5 to £8 rent : out of 140 householders, heads of families (including several overlookers employed in the mill of

Mais le nouveau bill définissait la franchise des 10 l. avec plus de précision que n'avait fait le premier bill : et cela n'allait pas sans entraîner des conséquences sérieuses. C'était dans les grandes villes, pour les petits locataires, un usage courant, sanctionné par une loi ¹, de laisser aux propriétaires la charge de payer les impositions locales. Tous ces petits locataires étaient, par la rédaction nouvelle du bill, exclus de la jouissance de la franchise : il faudrait, pour être électeur, avoir payé personnellement les *rates*. Le nouveau bill exigeait en outre que le loyer, pour conférer la franchise, fût payable semestriellement : or, une foule de locataires s'acquittaient par trimestre, et dans le Nord une foule de petites gens payaient à la semaine. C'est ainsi que, sans toucher au principe de la franchise des 10 l., on parvenait, par des voies indirectes, à réduire le nombre des électeurs.

Les radicaux s'émurent. L'« Union Politique » de Birmingham adressa à lord Grey une protestation solennelle contre l'article qui exigeait le paiement semestriel du loyer ; et lord Grey crut devoir écrire personnellement au président de l'Union pour expliquer que cette disposition avait été introduite dans le bill par inadvertance, et promettre une meilleure rédaction². Le texte qui fut finalement adopté était, à deux égards, plus large que le texte primitif. Non seulement il renonçait à exiger que le loyer fût payé par trimestre : il n'exigeait même plus le paiement effectif du loyer, se bornait à demander le paiement effectif des *taxes* et des *rates*. Mais en revanche, et afin d'éviter que le corps électoral fût envahi par des éléments « peu respectables » (*far from respectable*), il introduisit dans le bill deux clauses nouvelles, dont la gravité était extrême. Il ne suffirait plus, comme dans le premier bill, de six mois de résidence : douze mois seraient nécessaires. Or, comme l'année de résidence devait se compter à partir du jour où chaque année, à date fixe, les listes électorales étaient

Messrs Marshall and Co.), not more than two will have votes.... In Manchester the case is somewhat different. From personal examination, it appeared that, in a manufactory, where 702 persons were employed, 108 were householders, 31 of whom pay a rent of 10 l. and upwards. In another, where 530 persons were employed, 17 stated that they pay a rent of 10 l. and upwards (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IX, pp. 498-500).

1. 59 Geo III, c. 12, s. 18 (c'est le *Sturges Bourne Act* de 1819 ; voir vol. II, p. 38).

2. *Ann. Reg.*, 1831, pp. 162-3. — *H. of C.*, 4 juillet 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IV, pp. 654 sqq.). — Le Marchant, *Memoirs of Viscount Althorp*, p. 325. — *Pol. Reg.*, 9 juillet 1831 (vol. LXXIII, pp. 68 sqq.). La protestation de l'« Union Politique de Birmingham » portait encore sur d'autres points de détail : il est regrettable que l'attention des historiens de la Réforme électorale de 1832 ait été tout entière retenue par la suppression des bourgs pourris et des bourgs de poche. Ils ont en conséquence tous négligé de nous raconter l'histoire « technique », bien importante aussi, de la franchise des 10 l. M. J. R. M. Butler lui-même s'est rendu coupable de la même négligence, et n'a pas écrit, sur la Réforme, pour cette raison, le livre définitif qu'il aurait pu écrire.

arrêtées, cela pouvait faire dans certains cas presque deux ans de résidence effective. Il faudrait en outre avoir, pendant ces douze mois, habité sans interruption le même domicile¹. Ajoutons qu'au cours des débats, un amendement fut présenté, accepté par le gouvernement, adopté par les Communes, aux termes duquel nul ne pourrait être électeur s'il avait, pendant les douze mois de résidence légale, reçu les secours de l'assistance publique².

En ce qui concerne la franchise des comtés, la situation des partis n'était pas tout à fait la même : les tories désiraient une extension du corps électoral, et les libéraux se trouvaient dans une situation fautive s'ils refusaient de donner satisfaction à leurs exigences. Le premier bill avait accordé la franchise aux *leaseholders* dont le bail, valable pour une vie entière, avait une valeur annuelle égale ou supérieure à 10 l. Il avait en outre prévu que des baux moins prolongés, s'ils excédaient un chiffre annuel de 50 l., pourraient aussi conférer la franchise. Mais le ministère s'était réservé de définir plus tard quelle devrait être la durée de ces baux. Il proposa maintenant de la fixer à sept années³. C'était une durée fort courte, si courte que Sir Robert Peel s'en étonna. Pourquoi, demanda-t-il, ne pas descendre plus bas encore, et accorder la franchise à tous les tenanciers, même à ceux dont le contrat ne valait que pour une année? Craignait-on qu'ils ne fussent trop soumis à l'influence de leurs propriétaires? Ceux dont le bail était de sept ans ne seraient guère plus indépendants⁴. Le marquis de Chandos déposa un amendement en ce sens⁵, auquel le Cabinet essaya en vain de s'opposer. Il fut abandonné par les radicaux, favorables en principe à toute extension du droit de suffrage; et l'amendement du marquis de Chandos obtint une majorité de quatre-vingt quatre voix. Les ministres l'acceptèrent. Pour une fois, sous la direction de Peel, c'était la stratégie du marquis de Blandford qui triomphait dans les conseils du parti tory; la *gentry* faisait de la politique démocratique, afin de s'insurger contre une politique tout à la fois libérale et bourgeoise.

1. Pour ces dispositions voir *H. of C.*, 13 août 1831, discours de lord Althorp; 25 août 1831, débats sur l'amendement John Campbell exigeant le paiement trimestriel du loyer; 26 août 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. V, pp. 1373 sqq; vol. VI, pp. 600 sqq; 670 sqq.).

2. *H. of C.*, 26 août 1831 : amendement Praed (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VI, pp. 686-7).

3. *H. of C.*, 24 juin 1831 : discours de lord John Russell (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. V, p. 339).

4. *H. of C.*, 17 août 1831 : discours de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VI, p. 202).

5. *H. of C.*, 18 août 1831 : amendement du colonel Sibthorp, repris par le marquis de Chandos (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VI, pp. 202, 278).

LA CHAMBRE
DES LORDS
REJETTE LE
REFORM BILL

Le bill ayant été définitivement adopté par la Chambre des Communes, le 21 septembre, après deux éloquents discours de Macaulay pour la Réforme, de Croker contre la Réforme¹, lord John Russell le porta à la Chambre des Lords. Le bill y fut adopté en première lecture, le 22; et la deuxième lecture fut fixée au 3 octobre. Une quinzaine anxieuse s'écoula.

Elle fut anxieuse pour les partisans du *Reform Bill*. Le Bill avait franchi une première étape : il en restait à franchir une seconde, et beaucoup plus dangereuse. Qu'allaient faire les lords? Passer à la discussion des articles, quittes à les amender aussi fortement que possible? Ou bien rejeter brutalement le projet de loi en seconde lecture? Les pointages donnaient une Chambre des Lords partagée en deux fonctions sensiblement égales; et il ne semblait pas que les nouvelles pairies créées en juin et, plus récemment encore, lors du couronnement auquel on s'était enfin décidé à procéder, fussent en nombre suffisant pour assurer l'avantage au parti de la Réforme². Faudrait-il donc, pour remporter la victoire, créer encore quelques pairies? Les optimistes affirmaient qu'il suffirait peut-être d'en créer cinq ou dix. Tout le monde attribua au lord chancelier une brochure qui parut alors, et qui dictait brutalement aux lords leur devoir³. Les meetings convoqués par les Unions Politiques, les journaux favorables au bill, — c'est-à-dire l'immense majorité des journaux — parlèrent un langage menaçant. Macaulay, dans le grand discours qu'il avait prononcé à la Chambre des Communes, avait recommandé la prudence aux pairs du Royaume-Uni s'ils ne voulaient pas subir le sort qu'avait subi, quarante ans plus tôt, l'aristocratie française⁴. Il était d'ailleurs inutile de remonter si loin dans l'histoire de France pour comprendre à quels périls s'exposait, dans l'Europe occidentale, une aristocratie insolente. Les élections françaises s'étaient faites, en juillet,

1. *H. of C.*, 20 septembre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VII, pp. 297 sqq., 311 sqq.).

2. Cinq le 16 juin (Nobody, I think — écrit lord Grey à la princesse Lieven — can object to these names, and it may be taken as a hint that more will be made if necessary. — *Correspondence of Princess Lieven and Earl Grey*, vol. II, p. 242). — Seize le jour du Couronnement (a set of horrid rubbish most of them, écrit Greville, le 17 septembre 1831). — Pour créer seize pairs ce jour-là, les ministres invoquèrent le précédent du couronnement de George IV, négligeant le fait que, sur les seize pairs créés en 1821, neuf seulement, n'étant ni des pairs écossais ni des pairs irlandais, avaient véritablement augmenté le nombre des membres de l'aristocratie (Wellington à lord Strangford, 12 janvier 1832; *Despatches, Cont.*, vol. VIII, p. 156).

3. *What will be done with the Lords? Question to the Lords generally, more especially to Lords Eldon, Londonderry, and the Duke of Newcastle, what will be done with their lordships?* 1831.

4. *H. of C.*, 20 septembre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VII, pp. 313-4).

sur la question de l'abolition de la pairie héréditaire; les débats venaient de s'ouvrir, le 20 septembre, sur cette question, à la Chambre des Députés; et Casimir Périer se préparait, pour forcer l'opposition de la Chambre Haute, à recourir à l'expédient d'une fournée de pairs.

Chez les tories, l'anxiété était égale; mais elle n'était pas tout à fait de même nature. Les ministériels s' alarmaient, les tories reprenaient quelque espoir. Depuis les élections générales, toutes les élections partielles — ou presque toutes — tournaient à leur avantage ¹ : il était légitime d'interpréter ces élections partielles comme le signe d'une indifférence croissante au sort du *Reform Bill*. D'ailleurs, tant que les débats s'étaient prolongés aux Communes, l'attitude tolérante adoptée par lord John Russell et lord Althorp à l'égard de l'Opposition parlementaire avait mécontenté beaucoup de monde dans le parti de la Réforme. La presse avancée s'était mise à critiquer le ministère, le bill lui-même. En réalité ces divisions entre *reformers* signifiaient seulement que le bill était le minimum dont pût se contenter l'opinion radicale; mais les tories crurent que le parti de la Réforme s'affaiblissait, et qu'ils allaient peut-être, en ralliant les modérés, prendre leur revanche. Ils savaient que le roi était nettement hostile à l'idée d'une fournée de pairs, que déjà il se montrait fort mécontent des pairs dont il venait de signer les brevets en juin et en septembre. Lord Grey et les autres chefs des grandes familles whigs ne manifesteraient-ils pas, le moment venu, les mêmes répugnances? Les lords ne seraient donc peut-être pas abandonnés sans appui, s'ils osaient prendre le parti de la résistance.

Les débats s'ouvrirent le 3 octobre devant la Chambre des Lords. Ils durèrent cinq jours. Lord Grey, très modéré dans la forme, fut très net quant au fond : si les lords croyaient satisfaire l'attente publique en substituant au bill gouvernemental un bill plus modéré, il n'en accepterait pas la responsabilité ². Lord Brougham, plus violent dans la forme, fut beaucoup plus conciliant quant au fond, au point de soulever des protestations chez les radicaux ³. Wellington, sans affirmer expressément que tout projet de réforme dût être écarté, fit preuve une fois de plus, contre

1. Weymouth, le 1^{er} août; Great Grimsby, le 10 août; Dublin, le 18 août; le Carmarthenshire, le 25 août; le Dorsetshire (élection de lord Ashley), le 30 septembre; le Forfarshire, les 3 octobre. — A tous ces succès remportés par les Anti-Reformers, les Reformers ne pouvaient opposer qu'une seule victoire, à Wallingford, le 21 septembre (*Standard*, 24 octobre; *Times*, 26 octobre 1831); et les Anti-Reformers eurent encore l'avantage à Liverpool, le 21 octobre. Mais il furent déçus, le 1^{er} novembre, par leur échec du Cambridgeshire (*Times*, 1^{er} novembre 1831).

2. *H. of L.*, 3 octobre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol VII, pp. 928 sqq.).

3. *H. of L.*, 7 octobre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VIII, pp. 220 sqq.). — *Pol. Reg.*, 15 octobre 1831 (vol. LXXIV, pp. 142 sqq.).

le bill ministériel, d'une intransigeance absolue ¹. Finalement, dans la nuit du 7 au 8 octobre, on en vint au vote; et, le matin du 8, les journaux réformistes, bordés de noir, annoncèrent à la capitale et aux provinces que le bill était rejeté à la majorité de quarante-et-une voix.

Ce résultat jeta le pays dans une émotion d'autant plus violente que, pour l'immense majorité des Anglais, il était inattendu : à vrai dire même les gens bien informés, au Parlement et dans la presse, furent surpris par l'importance de la majorité que les adversaires du bill obtenaient. Sur l'état d'esprit qui régnait dans les faubourgs de Londres et plus encore dans les provinces, on reçut des renseignements tellement graves, que les modérés des deux partis furent également alarmés par la perspective d'une révolution imminente, et maudirent l'imprudence que la Chambre des Lords avait commise. Une chose fut tout de suite acquise : le roi ne demanda pas aux ministres leur démission, ils ne la lui offrirent pas davantage. A la Chambre des Communes, ils se sentaient soutenus par une majorité résolue : le 10, lord Ebrington fit adopter un ordre du jour de confiance dans les ministres, à cent trente-et-une voix de majorité. Le 11, lord Grey, parti pour Windsor, obtint du roi qu'il exigeât de lord Howe, chambellan de la reine, sa démission immédiate pour avoir voté contre le bill. Le 12, le roi, accompagné de la reine, rentra à Londres, et Cobbett, dans son *Register*, compara cette rentrée au retour de Louis XVI à Paris en octobre 1789 ². Il reçut les adresses que toutes les paroisses de Londres vinrent processionnellement lui apporter, et prononça des paroles qui furent tenues pour rassurantes. Mais voici que, dans la même journée, un bruit courut avec persistance suivant lequel le ministère avait l'intention de proroger le Parlement jusqu'après Noël, et de revenir alors devant la Chambre des Communes avec un bill mieux fait pour obtenir l'assentiment de la Chambre Haute. A onze heures du soir, l'effervescence régnant de nouveau dans les rues de la capitale, lord Grey était réveillé par un groupe de politiciens de Westminster, Francis Place en tête, demandant des explications nettes : et ses réponses évasives augmentèrent l'irritation publique ³. Il fallut que, le 17, lord Grey se prononçât catégoriquement devant les lords : « jamais il n'appuierait une mesure qui ne serait pas fondée sur les mêmes principes que la première,

1. *H. of L.*, 4 octobre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VII, pp. 1186 sqq.). *Greville Memoirs*, 10 octobre 1831 : The Duke of Wellington's speech was exceedingly bad : he is, in fact, and has proved it in repeated instances, unequal to argue a great constitutional question. — Il s'exprime cependant en termes plus embarrassés. *H. of L.*, 7 octobre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VIII, pp. 338 sqq.).

2. *Pol. Reg.*, 15 octobre 1831 (vol. LXXIV, p. 177).

3. Graham Wallas, *Life of Francis Place*, pp. 278-9.

et qui ne présenterait pas la même efficacité pour la réalisation des fins qu'on poursuivait ¹ ». Deux jours plus tard, le Parlement fut prorogé non pas au mois de janvier, mais au 22 novembre.

L'ANGLETERRE
EN INSURRECTION

Mesure qui s'imposait, pour peu que l'on se souciât du maintien de l'ordre. De province arrivaient d'inquiétantes nouvelles. Tout le vieux district du Luddisme était en proie à l'anarchie. A Derby, quelques émeutiers, ayant été mis en prison, furent délivrés par la foule pêle-mêle avec tous les prisonniers : la troupe intervint et il y eut plusieurs morts du côté de l'émeute ². A Nottingham, le château, qui appartenait au duc de Newcastle, notoire entre tous les propriétaires de bourgs, fut brûlé de fond en comble ³. Dans le midi, les incendies recommencèrent ⁴. Et cette insurrection, plus grave qu'aucune de celles que l'Angleterre avait connues après 1815, prit en même temps un caractère nouveau qui la rapprochait des insurrections du continent : la colère populaire se tourna contre le clergé de l'Église officielle. L'émancipation catholique, l'abolition du *Test Act*, loin d'être des mesures d'apaisement, avaient exalté les deux groupements bénéficiaires de ces lois : catholiques d'Irlande et Dissidents d'Angleterre. Le vote de la Chambre des Lords arriva juste à point pour resserrer, contre l'Église anglicane, la coalition des catholiques des Dissidents, et des agitateurs. C'est par quarante et une voix de majorité que le *bill* fut rejeté en deuxième lecture le 8 octobre. Or, sur trente archevêques et évêques ayant droit de vote à la Chambre des Lords, deux seulement votèrent pour le bill. Sept s'abstinrent. Vingt et un — dix-sept évêques anglais, quatre évêques irlandais — votèrent contre le bill. Si ces vingt et un avaient voté dans l'autre sens, le bill passait à une majorité d'une voix. Les évêques étaient responsables du rejet.

Lord Grey, au cours des débats, les avait avertis du péril qui les menaçait ⁵ : l'événement prouva qu'il avait vu juste. Les prélats, rentrant dans leurs diocèses après la prorogation, furent hués sur tout le parcours, et crurent plus d'une fois que leurs vies étaient en péril ⁶. A Londres, une

1. *H. of L.*, 17 octobre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VIII, pp. 850-1).

2. *Ann. Reg.* 1831, *Chronicle*, 8, 9 octobre, p. 161.

3. *Pol. Reg.*, 15 octobre 1831 (vol. LXXIV, pp. 179-80).

4. County Fire Office to the Home Office, 15 décembre : « The burnings of the present season far outnumber those of last winter » (J.R.M. Butler, *The Passing of the Great Reform Bill*, p. 327 n.); et Cobbett, *Pol. Reg.*, 7 janvier 1832 (vol. LXXV, p. 102) : The Fires are blazing more furiously than they were last year at this time. — Selon Cobbett, la presse de Londres aurait, sur ces incendies ruraux, organisé la conspiration du silence (*ibid.*, p. 115).

5. *H. of L.*, 3 octobre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VII, pp. 967-8).

6. Jeffrey à H. Cockburn, 9 octobre 1831 : Then several bishops will die (or be killed) (lord Cockburn, *Life of Lord Jeffrey*, vol. II, p. 239).

église nouvellement bâtie resta close, parce que l'évêque n'osa venir la consacrer ¹. Un prédicateur ayant voulu prendre la défense des évêques dans un sermon, tous les assistants se levèrent et sortirent ². Le jour anniversaire de la Conspiration des Poudres, ce ne fut pas Guy Fawkes, ce fut un évêque mitré que, dans les rues, les gamins brûlèrent en effigie. A Bristol, il se passa des événements beaucoup plus graves. Parmi les membres de la Chambre des Communes qui avaient fait au *Reform Bill* l'opposition la plus vive, s'était distingué Sir Charles Wetherell, qui exerçait à Bristol certaines fonctions judiciaires. Il arriva le 29 octobre pour y remplir ces fonctions, fut reçu en pompe par les autorités, mais hué par la foule. Le soir, pendant le dîner officiel, l'émeute devint menaçante. Le lendemain, la foule ouvrit et incendia les prisons, mit le feu à l'hôtel de ville, et, pour finir, l'émeute prenant un caractère anticléricale, au palais épiscopal, qui fut détruit de fond en comble. C'est le surlendemain seulement que la troupe rétablit l'ordre : les statistiques officielles donnaient un chiffre de douze tués et quatre-vingt-quatorze blessés ³.

L'incendie du palais épiscopal de Bristol reproduisait, en Angleterre, le sac de Saint-Germain l'Auxerrois et de l'Archevêché de Paris ; mais cela ne veut pas dire que les troubles, en prenant une allure politique et anticléricale, aient cessé de présenter, dans l'Angleterre de 1831, ce caractère ouvrier qu'ils avaient présenté en 1816 et en 1819. Il était impossible aux gouvernants de dire, comme ils faisaient l'autre hiver, que l'industrie et le commerce étaient prospères. De toutes les régions minières et manufacturières on recevait les mêmes nouvelles. Chute des cours. Baisse des salaires. Ouvriers congédiés. Usines fermées. Il ne s'agissait plus pour les ouvriers d'obtenir de hauts salaires par des grèves : le problème était de trouver du travail.

Faudra-t-il dire que, cette fois, la crise économique expliquait la crise politique ? Oui, mais en partie seulement : car cette crise économique était le choc en retour de la crise politique, qui se prolongeait depuis plus d'un an. En France, un mois après l'incendie du palais épiscopal de Bristol, la grande insurrection qui mit la ville de Lyon aux mains des ouvriers tisseurs, reproduisit, en plus grave, les soulèvements ouvriers que, depuis une vingtaine d'années, on avait pris l'habitude de considérer comme caractéristiques de l'Angleterre septentrionale. A la place de la « Ligue de la Résistance Bretonne », de la Société « Aide-toi le ciel t'ai-

1. *Ann. Reg.*, 1831, Chron., 21 octobre.

2. J. R. M. Butler, *The Passing of the Great Reform Bill*, p. 296.

3. *Pol. Reg.*, 5 novembre 1831 (vol. LXXIV, pp. 362 sqq.) : reproduction intégrale du récit du *Bristol Mercury*. — *Ann. Reg.*, 1831, Chron., novembre.

dera », ligues bourgeoises fondées avant juillet pour refuser l'impôt en cas de violation de la Charte, se formaient les sociétés nouvelles des « Amis du Peuple », des « Droits de l'Homme », recrutées partiellement parmi les ouvriers, ouvertement républicaines, et où se manifestaient des tendances socialistes. Dans l'état de malaise qui pesait sur toute l'Europe occidentale, la consommation s'était resserrée; et la production, au bout de quelques mois, devait s'en ressentir. Ainsi tendait, en apparence, à se confondre l'histoire des deux grandes nations occidentales. De chaque côté de la Manche, la crise politique dégénérait en crise sociale; et la crise sociale aggravait la crise politique.

Il y avait, parmi ceux qui réclamaient la Réforme, des bourgeois et des ouvriers. Les premiers étaient enrôlés dans les « Unions Politiques »; par une foule d'intermédiaires, en particulier par Bentham et ses lieutenants, ils étaient en relations constantes avec les dirigeants, les ministres. Les révolutionnaires au contraire, avocats de la classe ouvrière, généralement issus eux-mêmes de cette classe, étaient pour les ministres un objet de terreur, et ne connaissaient le gouvernement que par les persécutions dont ils étaient les victimes. Non seulement le Cabinet whig, trompant les espérances populaires, renonçait à demander l'abrogation du *Stamp Act* de 1819, mais il l'appliquait avec rigueur; et les jurys bourgeois, disposés à acquitter des révolutionnaires bourgeois — Prentice de Manchester ¹, par exemple, et même Cobbett ² — frappaient impitoyablement ceux dont l'origine était ouvrière : Carlile, Taylor, Carpenter, Hetherington ³. Comment s'étonner que ces ouvriers, conscients que leur culture était au moins égale à celle de leurs alliés bourgeois, aient voulu relâcher l'alliance, avoir leurs organisations propres, et employer à leur profit les procédés d'agitation et d'intimidation que les démocrates bourgeois employaient contre les aristocrates et les *boroughmongers*?

Nous voyons effectivement, dans l'été de 1831, les ouvriers auxquels Robert Owen avait inculqué sa doctrine « coopérative » — nous dirions aujourd'hui et Robert Owen allait bientôt dire « socialiste » — répudier un des points essentiels de cette doctrine, et combiner les revendications sociales avec les revendications politiques, que Robert Owen persistait à considérer comme indifférentes et même nuisibles. D'une association qui

1. *Pol. Reg.*, 23 juillet 1831 (vol. LXXIII, pp. 239-240). — A. Prentice, *Hist. Sketches... of Manchester*, (pp. 386 sqq.). Il ne s'agissait pas, dans ce cas, de poursuites gouvernementales, mais d'un procès en diffamation, intenté par un membre du parti adverse.

2. *Ann. Reg.*, 1831, Chron. 7 juillet. — *Pol. Reg.*, 16 juillet 1831 (vol. LXXIII, pp. 128 sqq.).

3. *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 59 sqq. — *Ann. Reg.*, 1831, Chron., 4 juillet.

avait pour nom « l'Association britannique pour la propagation de la science coopérative » sortit une association à fins nettement politiques, qui s'appela d'abord l' « Union des métiers métropolitains », puis l' « Union nationale des classes ouvrières ». Elle admit les intellectuels, mais ce ne fut qu'après de vifs débats, et seulement en principe : en fait, la société se recruta exclusivement parmi les ouvriers ¹.

Elle avait au mois d'octobre une douzaine de branches à Londres, et tenait un meeting hebdomadaire dans la *Rotunda*, près de Blackfriars Bridge. Lorsque, le Parlement ayant été prorogé, les radicaux bourgeois décidèrent de fédérer toutes les Unions politiques du royaume en une seule « Union politique nationale », ils se heurtèrent à l' « Union nationale des classes ouvrières ». Les bourgeois de l' « Union politique nationale », assignaient pour seule fin à leur Union « d'aider le roi et ses ministres à obtenir, contre une petite faction, le vote de leur grande mesure de réforme parlementaire ² ». Les ouvriers de l'autre groupement ripostèrent par une déclaration qui affirmait le caractère sacré de toute propriété honnêtement acquise; les droits égaux, naturels et inaliénables de tous les hommes; l'illégitimité de « toutes les distinctions héréditaires »; et, loin d'adhérer au *Reform Bill* gouvernemental, ils réclamèrent le suffrage universel, le scrutin secret, les Parlements annuels ³. Lorsque à la fin d'octobre l' « Union politique » donna rendez-vous à ses adhérents pour l'approbation des statuts, les hommes de l' « Union des classes ouvrières » firent dégénérer la réunion en bagarre, et obtinrent que le Conseil de l'Union fût composé, pour une moitié, d'ouvriers manuels. A force d'habileté, les organisateurs réussirent à trouver, pour occuper ces postes, des ouvriers non inféodés aux doctrines révolutionnaires de la *Rotunda*. Beaucoup de membres bourgeois s'effrayèrent cependant; et sir Francis Burdett, qui avait accepté la présidence de l' « Union nationale », finit par donner sa démission ⁴. « Si les ministres flanchent, écrivait à un ami le jeune Stuart Mill, ou si les Pairs s'obstinent, je suis fermement convaincu que dans six mois une Convention nationale, élue au suffrage universel, tiendra ses séances à Londres ⁵ ».

1. *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 68 sqq. : This Association was organized somewhat on the plan of the Methodist Connection. *Class leaders* were appointed at public meetings of the members in the proportion of one for about every thirty or forty members; the *Class leaders* mostly meeting with their classes weekly at their own houses. — Graham Wallas, *Life of Francis Place*, pp. 269 sqq.

2. Voir le texte complet des statuts, *Ann. Reg.*, 1831, Chron., 31 octobre.

3. *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 72 sqq.

4. *Diary of G. J. Hobhouse*, 4, 11 novembre 1831 (*Lord Broughton's Recollections of a long life*, vol. IV, pp. 146-7, 151). — G. Wallas, *Life of Francis Place*, pp. 278 sqq.

5. John St. Mill à John Sterling, 20-22 octobre 1831 (*Letters of John Stuart Mill*,

Le ministère avait donc à faire face sur deux fronts à la fois, d'un côté contre les révolutionnaires organisés dans leurs Unions, et de l'autre côté contre la réaction, dont la Chambre des Lords était devenue la place forte. Lord Melbourne, conservateur et sceptique entre tous les ministres, fit preuve, contre les révolutionnaires, de la même énergie dont il avait fait preuve un an plus tôt. Un meeting de l'« Union des classes ouvrières » avait été annoncé pour le 7 novembre; et, à mesure que la date fixée approchait, des bruits sinistres couraient dans la capitale. On vendait dans Bethnal Green, à en croire la rumeur publique, des gourdins, des cannes à épée, des piques ornées d'emblèmes tricolores : les scènes qui avaient déshonoré Derby, Nottingham, Bristol, allaient-elles se reproduire à Londres? Le 12 novembre, une proclamation royale invita les magistrats du royaume à réprimer tout commencement de désordre, les bons citoyens à leur prêter main-forte¹. Dans la capitale elle-même, le gouvernement, que Wellington aidait de ses conseils, prit ostensiblement les mesures militaires qu'il fallait pour disperser le meeting, déclaré illégal par les autorités locales; et les organisateurs jugèrent prudent de l'ajourner. Le 21 novembre enfin parut une deuxième proclamation, déclarant « inconstitutionnelles et illégales » toutes les associations politiques comportant une organisation hiérarchique qui n'auraient pas été expressément autorisées par le gouvernement². L'« Union politique », qui tombait sous le coup de la proclamation au même titre que l'« Union ouvrière », déclara, pour parer le coup, que la proclamation ne s'appliquait ni à elle ni à la grande majorité des Unions existantes³. Mais l'Union mère de Birmingham n'en jugea pas moins qu'il était prudent d'abandonner un projet d'organisation qu'elle venait d'élaborer⁴. Au mois de décembre enfin, on nomma des « commissions spéciales » pour juger, en dehors de l'époque régulière des assises, les émeutiers de Bristol, de Nottingham, de Derby.

La majorité des ministres, d'autre part, savait qu'on n'obtiendrait pas du roi la promesse de faire la grosse fournée de pairs — une cinquantaine environ — rendue nécessaire par le vote du 8 octobre. Eux-mêmes ne le souhaitaient pas, ils étaient de trop bons aristocrates pour désirer cette

vol. I, p. 7). — Cf. lady Cadogan à John Hookham Frere, novembre 1831 : ... For the first time I believe we are in a bad way, for I always felt that we were secure amidst the crash of other Governments, but now.... This is awful, — and awfully like 1792 in France (G. Festing, *John Hookham Frere and his friends*, pp. 239-240).

1. Voir le texte de la proclamation, *Ann. Reg.*, 1831, Chron., 2 novembre.

2. *Ann. Reg.*, 1831, Chron., 21 novembre.

3. J. R. M. Butler, *The Passing of the Great Reform Bill*, p. 317.

4. Sans même attendre la proclamation, et probablement d'accord avec les ministres. *H. of C.*, 16 décembre 1831 : discours de Croker (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IX, p. 399).

dégradation de leur ordre ¹. Vers la mi-novembre, lord Palmerston, Stanley, lord Grey lui-même entrèrent en négociations avec deux pairs de l'Opposition tory, lord Harrowby et lord Wharncliffe, pour examiner si un compromis n'était pas possible ². Les entretiens durèrent près d'un mois, se prolongeant jusqu'après la rentrée du Parlement. Ils avortèrent : Peel et Wellington ne les encourageaient pas. Ils ne furent pas cependant sans effet. Les avances faites par lord Wharncliffe persuadèrent les ministres que la résistance des lords au *Reform Bill* n'était pas irréductible, et qu'on pourrait gagner la bataille sans recourir au procédé révolutionnaire d'une journée de pairs.

LE TROISIÈME REFORM BILL

Le Parlement aurait dû se réunir de nouveau
NOUVELLE SESSION. le 22 novembre. Les ministres, afin de se mettre
UN NOUVEAU d'accord sur les modifications qu'il était permis
REFORM BILL VOTÉ d'apporter au Reform Bill sans en compromettre
PAR LA CHAMBRE l'efficacité, essayèrent bien d'obtenir un délai
DES COMMUNES plus prolongé : le bruit courut, une fois encore, qu'ils méditaient de renvoyer la convocation du Parlement au-delà de Noël. Mais la mauvaise humeur publique fut trop forte : c'est le 6 décembre que les deux Chambres s'assemblèrent pour écouter le Discours du Trône. Le 12 décembre, lord John Russell soumit, pour la troisième fois, son *Reform Bill* au jugement de la Chambre des Communes ³. Il subissait maintenant des modifications assez marquées, et contenait les concessions que le ministère offrait depuis une quinzaine à lord Wharncliffe, dont lord Wharncliffe et ceux dont il était l'ambassadeur ne s'étaient pas contentés.

1. Lord Grey à Sir H. Taylor, 8 octobre 1831; I do not know that anything more is required to be said, than that the amount of the majority puts all notions of our attempt to counteract it by a further creation of Peers quite out of the question (*Corr. of Earl Grey with William IV...*, vol. I, p. 366). — La thèse soutenue par le fils de lord Grey (*Ed. Rev.*, juillet 1871; vol. CXXXIV, p. 291) — suivant laquelle lord Grey était résolu à créer des pairs s'il le fallait, mais considérait comme d'une mauvaise tactique de les créer tout de suite : car ce serait se priver d'un moyen de pression, — est difficile à accepter.

2. Voir les documents communiqués par lord Wharncliffe à Wellington, le 22 novembre 1831 (*Wellington, Despatches, Cont.*, vol. VIII, pp. 81 sqq.); et, dans la *Corr. of Earl Grey with William IV*, Minutes of conversation between lord Grey and lord Wharncliffe, 16 novembre 1831; et : Lord Wharncliffe's Plan for the Alteration of the Reform Bill, 23 novembre 1831 (pp. 464 sqq., 471 sqq.).

3. Pour le texte du *Reform Bill*, tel qu'il fut soumis le 12 décembre 1831 à la Chambre des Communes, voir *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IX, appendice en tête du volume; *Pol. Reg.*, 24 décembre 1831 (vol. LXXIV, pp. 705 sqq.).

En premier lieu, on reconnaissait que les bases statistiques sur lesquelles on s'était fondé, l'année précédente, pour établir la Cédule A, n'étaient pas tout à fait satisfaisantes. On disposait maintenant des résultats du recensement de 1831 : on décidait de se fonder sur eux. On ne se bornait plus, d'autre part, à prendre en considération la population des bourgs pour savoir s'ils méritaient ou non de perdre la franchise. On décidait de considérer en même temps, suivant une règle précise, leur richesse calculée d'après le montant des impôts qu'ils acquittaient. Mais cette revision des calculs primitifs n'entraînait pas une transformation radicale de la loi : des cinquante-six bourgs d'abord inscrits sous la Cédule A, il en subsistait cinquante et un. D'ailleurs, pour bien affirmer qu'on n'entendait pas diminuer l'importance de la loi, on maintenait à cinquante-six, par l'addition de cinq bourgs nouveaux, le nombre des bourgs qui perdaient toute leur représentation.

En second lieu, on se ralliait au principe de l'amendement Gascoyne dont l'adoption par la Chambre des Communes, il y a huit mois, avait été considérée comme compromettant le principe du *Reform Bill*. On conservait à l'Angleterre et au pays de Galles exactement le nombre ancien de leurs représentants. On disposait ainsi de vingt-trois sièges. On en profitait pour retirer onze bourgs de la Cédule B et leur maintenir leur représentation intégrale. C'était une concession aux tories. Mais, en manière de compensation, on utilisait les douze autres sièges disponibles pour porter de un à deux le nombre des membres qui devaient représenter certains bourgs de la Cédule D : on profitait, en d'autres termes, du fait que l'on disposait de plus de sièges pour renforcer la représentation des grandes villes ¹.

En troisième lieu, certaines modifications étaient apportées à la définition du cens électoral. Le bill primitif n'avait maintenu le droit de vote aux membres résidents des corporations municipales (*freemen*) que pour la durée de l'existence des *freemen* actuellement vivants. Il avait été maintenu, en avril, non seulement à ceux-là mais à leurs enfants et apprentis vivants au moment du passage du bill. Le bill, dans la rédaction de décembre, maintint le droit de vote aux *freemen* résidents à titre définitif et perpétuel. Mais ce fut la seule concession aux tories.

Ceux-ci auraient voulu que quelque restriction, directe ou indirecte, fût apportée à la franchise des 10 l. : il arriva tout au contraire que les restrictions indirectement apportées à cette franchise par les dispositions du bill de septembre subirent certaines atténuations. La

1. Malgré les protestations de lord Palmerston et de lord Melbourne (lord Grey à Sir Herbert Taylor, 3 décembre 1831 ; *Corr. of Earl Grey with William IV...*, vol. II, p. 8).

valeur locative des immeubles sur laquelle se faisait l'évaluation des *poor rates* était souvent estimée au-dessous de son chiffre réel : une clause du nouveau bill évita qu'il fût tiré parti de ce fait pour priver certains petits contribuables de leur franchise. Le droit que le bill de septembre accordait aux petits contribuables de demander à payer eux-mêmes leurs *rates*, alors que l'usage tenait leurs propriétaires pour responsables de ce paiement, fut rendu pour eux d'un exercice plus facile. Enfin, il ne fut plus nécessaire, pour devenir électeur, d'avoir habité sans interruption pendant un an le même immeuble ¹. Lord Grey, qui semble avoir été personnellement favorable à quelque restriction de la franchise des 10 l. ², essaya de rassurer les tories ³, et de se rassurer lui-même, par la persuasion que la définition de la franchise, telles qu'elle était contenue dans le bill adopté au mois de septembre par la Chambre des Communes, la restreignait déjà suffisamment. Il semble en vérité que sur ce point les événements lui aient donné raison. Lord John Russell, en mars 1831, prévoyait, après la Réforme, un million d'électeurs à peu près. Il ne devait y en avoir finalement, malgré l'adoption de l'amendement de lord Chandos et les dispositions libérales du troisième *Reform Bill*, qu'un peu plus de huit cent mille ⁴.

1. Ce dernier amendement impliquait, au dire de Brougham, une addition de 100 000 électeurs (*H. of L.*, 25 mai 1832; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIII, p. 112).

2. Lord Wharnccliffe, rapportant à lord Harrowby (23 novembre 1831) une conversation qu'il a eue avec lord Grey, dit que «... the regulations under which the £10 franchise should be given were points upon which he (lord Grey) was quite willing that discussion should take place. ... I am satisfied that he would be willing to give way a good deal, provided that in some way the £10 stood as the apparent amount of the qualification ». (*Wellington, Despatches, Cont.*, vol. VIII, p. 82).

3. Lord Grey à Sir Herbert Taylor, 30 novembre 1831 : The danger, or rather the inconvenience, of too large a constituency will probably be obviated, I think certainly, by requiring the paying of the rates as well as the taxes by the occupiers of a £10 house and by the required residence of one year previous to registration, which will in effect be a residence of nearly two (*Corr. of Earl Grey with William IV*, vol. I, pp. 452-3). Les facilités nouvelles accordées aux petits contribuables par la rédaction du troisième bill ne rassurèrent pas les radicaux. Quelques-uns semblent même s'être alarmés à l'idée que, sous le régime du scrutin public, plus les électeurs étaient des petites gens, et plus ils seraient accessibles à certaines formes de corruption électorale avec lesquelles les politiciens de Westminster n'étaient que trop familiers. V. le discours de Francis Place au Conseil de la *National Political Union*, 14 décembre 1831 : ... he alluded particularly to instances of former elections in Westminster, which had come under his own cognizance, where a Government Candidate was entitled to the vote of many a poor victim, because he at the moment of election paid any poor rates due, but where similar votes were tendered and refused to the popular candidate (*Morning Chronicle*, 15 décembre 1831).

4. Cette différence est attribuée aux raisons que nous venons de dire par le colonel Evans, *H. of C.*, 18 juin 1833, 19 juin 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, pp. 961-2; vol. XXIV, p. 562), et par T. S. Duncombe, *H. of C.*, 18 avril 1836 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXII, pp. 1168 sqq.). — Assertions dont le contrôle statistique est difficile : du moins semble-t-il qu'elles ne furent contestées ni par les ministres ni par les orateurs de l'Opposition conservatrice.

La discussion en seconde lecture fut brève. Elle se termina, le 18 au matin, par une nouvelle victoire ministérielle. Il y avait eu en juin, pour le même vote, cinq cent quatre-vingt-dix-huit votants : il n'y en eut cette fois que quatre cent quatre-vingt-six. Signe de la lassitude générale. Le ministère avait obtenu jadis trois cent soixante-sept voix contre deux cent trente et une, soit une majorité de cent trente-six voix. Il obtint cette fois trois cent vingt-quatre voix contre cent soixante-deux, soit une majorité de cent soixante-deux voix : deux voix contre une. C'était donc du côté tory que les défections avaient été le plus nombreuses.

La bataille redevint cependant animée lorsqu'on passa à la discussion des articles : elle dura un peu plus de deux mois, du 17 janvier au 23 mars. Bien des modérés sans doute, dans l'un et l'autre camp, aspiraient à un compromis ; mais l'attitude des *reformers* intransigeants fut acilitée par l'irréductibilité dont Sir Robert Peel fit preuve comme chef de l'Opposition. Il semble bien qu'au mois d'octobre 1830 il aurait été disposé, comme *leader* de la Chambre des Communes, à prendre l'initiative d'une réforme modérée. Malheureusement, Wellington l'avait contraint à prendre un autre parti, et Sir Robert Peel ne voulait pas se déjuger après si peu de mois. Sa palinodie, sur la question de l'émancipation catholique, était trop récente : elle venait encore de lui être éloquentement rappelée par Macaulay au mois de décembre¹. Il ne voulut pas être soupçonné de préparer, au sujet de la réforme parlementaire, une nouvelle conversion, et se trouva condamné, pour prévenir tout soupçon, à faire parade d'un torysisme indéfectible. Libre à la Chambre des Communes de voter le bill, dans son intégralité, sous la responsabilité du ministère : lui, Peel, dégageait la sienne et celle de son parti². Tout se passa donc bloc contre bloc, et les changements apportés au bill furent infimes. Une seule fois, pendant le cours de la discussion, le ministère faillit être mis en minorité ; il dut battre le rappel de ses partisans récalcitrants pour obtenir, à la Chambre des Lords, une majorité de trente-sept voix³. Mais il s'agissait des affaires de Belgique ; et, si l'incident fit sensation pendant quelques heures dans les milieux parlementaires, il n'émut point le pays, fut oublié le lendemain. Qu'importait la Belgique ? Seul, le *Reform Bill* comptait. La même question se posait en mars qui s'était posée en septembre : qu'allait faire la Chambre des Lords ?

1. *H. of C.*, 16 décembre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IX, pp. 380-1).

2. Sir Robert Peel à Arbuthnot, 13 octobre 1831 ; à lord Wharnccliffe, 23 novembre 1831 ; à lord Harrowby, 5 février 1832 (*C. S. Parker, Life of Sir Robert Peel*, vol. II, pp. 189, 194, 199). — Voir les réflexions irritées de Greville sur cette lettre du 5 février dont il eut communication : *Greville Memoirs*, 7 février 1832.

3. *H. of L.*, 26 janvier 1831 : motion de lord Aberdeen (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IX, pp. 834 sqq.).

LE REFORM BILL
DEVANT LES LORDS.
LES TORIES
REPRENNENT
ESPOIR

Les débats de la Chambre des Communes étaient une formalité, d'avance tout le monde en connaissait l'issue. En les prolongeant, les tories ne poursuivaient qu'un but : faciliter la résistance des Lords. Résistance que certains, après un moment de découragement, recommençaient à considérer comme autorisée par l'état de l'opinion. Les troubles d'octobre et de novembre s'étaient apaisés : et combien il avait été facile de les réprimer ! A Bristol, pour que cessât l'émeute, il avait suffi d'un officier et d'un détachement de soldats. A Lyon, il avait fallu une armée de quarante mille hommes, commandée par le prince héritier et le ministre de la guerre en personne. Il y eut, dans le courant de janvier, quatre exécutions capitales à Bristol, trois exécutions à Nottingham ; et, si les Unions politiques signèrent des pétitions pour demander la grâce des condamnés, ces pétitions, rédigées en termes modérés, ne furent l'occasion d'aucun tumulte. Au début de mars, les tories s'enhardirent, dans le Cambridge-shire, le Hampshire, jusqu'à tenir quelques meetings, à faire signer quelques pétitions contre les Unions politiques.

Si les tories intransigeants croyaient que le pays se désintéressait de la question de la Réforme, ils commettaient une lourde erreur : ne se souvenaient-ils pas que deux fois déjà, dans le cours de 1831, ils avaient commis la même méprise, et que deux fois les événements les avaient détrompés ? Mais ce calme renaissant si vite après l'orage, en janvier 1832 comme en mars et en juillet 1831, n'en était pas moins un fait symptomatique : le tempérament moral de la nation britannique ne ressemblait pas à celui de la nation voisine. Depuis le début de la crise de 1830, le mysticisme religieux semblait avoir gagné du terrain, parallèlement à l'exaltation révolutionnaire. Jamais le livre de Daniel, le livre de l'Apocalypse, n'avaient été l'objet d'études plus attentives, Irving, en Écosse d'abord, puis à Londres, attirait la foule par d'étranges prédications : il annonçait le millenium, et ses disciples croyaient avoir reçu le don des langues, comme les apôtres au jour de la Pentecôte¹. « La misère semble aug-

1. John Stuart Mill à John Sterling, 20-22 octobre 1831 : no one can tell (il s'agit de deviner l'avenir politique de l'Europe) except Messrs. Drummond, MacNiel, Irving and others, who profess [to know?] the hidden key to the interpretation of Prophecies (*Letters of John Stuart Mill*, vol. I, p. 9). — Greville *Memoirs*, 26 mars 1832 : As to madness, Dudley has gone mad in his own house, Perceval in the House of Commons, and John Montague in the Park, the two latter preaching, both Irvingites, and believers in « the tongues » — Edward Bickersteth (Balleine, *Hist. of Evangelical Party in the Church of England*, p. 137) écrit en 1831 : The good folks here (in the Midlands) are all afloat in prophesying, and the immediate work of the Lord is disregarded for the uncertain future. — Balleine, au même endroit, donne la littérature de ce bizarre mouvement religieux : Hartley Frere, *A Combined View of the Prophecies of Daniel*,

menter par ici, écrit Greville, et le crime avec elle. Le méthodisme et la Sainteté aussi¹. On s'en aperçut quand, en février, le choléra asiatique, épidémie nouvelle qui, depuis de longs mois, gagnait du terrain en Europe, fit son apparition en Angleterre. L'hiver précédent, le « saint » Perceval, fils du premier ministre assassiné en 1812, un des adeptes de la secte d'Irving, avait demandé au Parlement de fixer un jour de jeûne et d'humiliation nationale : il avait été accueilli par des rires. Cet hiver, il tira prétexte de l'épidémie pour renouveler sa demande, dans un long et bizarre discours mystique; et les ministres se hâtèrent, pour couper court à toute manifestation irrévérencieuse, de déclarer que la demande était inutile, le vœu étant exaucé par avance : le gouvernement avait l'intention de décréter un jour de jeûne national². En vain, les révolutionnaires de Londres, Benbow, Lovett, Watson, en manière de protestation, organisèrent-ils, sous le nom de *farce day*, une espèce de parodie du jour de jeûne³. On n'avait pas affaire ici à une manifestation officielle, imposée par le gouvernement à une opinion récalcitrante; c'est tout au contraire à la pression de l'opinion évangélique que le gouvernement avait cédé. Le grand organe libéral, le *Morning Chronicle*, de tout temps hostile à l'évangélisme, avait vu clair lorsque, appréciant les événements à son point de vue, il écrivait, au lendemain même de l'explosion de juillet 1830 : « On peut considérer les événements de Paris comme ayant porté un coup décisif à la superstition : car le mal n'était pas, comme en ce pays-ci, inhérent au peuple lui-même. Les Français ne sont pas, comme les Anglais, soumis à l'influence d'un sombre fanatisme. Tout ce dont ils ont besoin, c'est que le gouvernement ne leur fasse pas avaler de force son cléricisme. Pour nous, c'est une autre affaire⁴ ».

Au sein du Cabinet, le parti intransigeant, qui voulait briser la résistance de la Chambre Haute par une fournée de pairs, était de plus en plus exigeant et bruyant. Mais il se heurtait à la résistance de lord Grey, appuyé par la majorité de ses collègues. Celui-ci demandait — et l'argument était

Esdras, and St John, 1815, — Basiliscus (Lewis Way), *Thoughts on the Scriptural Expectations of the Christian Church*, 1823, — et, depuis 1826, la publication périodique du banquier Drummond, le *Morning Watch*. — Sur Thomas Erskine, Campbell, et les débuts de la prédication d'Irving, voir Rev. W. Hanna, *Memoirs... of Thomas Chalmers*, vol. III, pp. 245 sqq.

1. Methodism and Saintship increase too (*Greville Memoirs*, 1^{er} janvier 1831). — Le mot de « saints » servait couramment à désigner les piétistes évangéliques.

2. Pour ces bizarres interventions de Perceval, voir *H. of C.*, 23 décembre 1830, 7 février 1831, et surtout 14 février 1831, 26 janvier 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, pp. 81, 205, 541; vol. IX, p. 895).

3. *Poor Man's Guardian*, 24, 31 mars 1832. — Il y eut des arrestations; mais les prévenus furent acquittés le 16 mai (*Pol. Reg.*, 7 juillet 1832; vol. LXXVII, p. 44).

4. *Morning Chronicle*, 3 août 1830.

plausible — si une fournée de pairs briserait effectivement la résistance de la Chambre Haute. Beaucoup de pairs qui avaient, en octobre, voté pour le *Reform Bill*, menaçaient de modifier leur attitude en manière de protestation contre cette atteinte à leur ordre : beau résultat si, pour chaque nouveau pair créé, un pair favorable au *Reform Bill* faisait défection ! Et c'est ici qu'intervenaient utilement les modérés du parti tory. Ils offraient, si on renonçait à faire des pairs, de voter pour le bill en seconde lecture. Mais qu'arriverait-il quand la Chambre des Lords passerait à la discussion des articles ? Lord Grey était convaincu qu'on sauverait les parties essentielles du bill pourvu qu'on se résignât à sacrifier totalement la Cédule B, déjà sacrifiée en partie. Et, si beaucoup de ses collègues étaient sceptiques sur ce point, l'optimisme même du premier ministre lui permettait de leur faire une promesse qu'il espérait bien ne jamais avoir à tenir. Au cas où, après avoir voté le *Reform Bill* en deuxième lecture, la Chambre Haute annoncerait l'intention de le mutiler en détail, lord Grey demanderait au roi de créer le nombre de pairs nécessaire pour assurer le vote intégral de la loi.

Le 26 mars, le bill fut porté à la Chambre des Lords. Lord Harrowby et lord Wharncliffe annoncèrent leur intention de voter pour la deuxième lecture¹. L'évêque de Londres prononça un discours libéral². Wellington, tout en se déclarant hostile au bill, ne se déclara plus hostile à toute espèce de réforme³. La date de la deuxième lecture, d'abord fixée au 5 avril, fut reculée jusqu'au 9, d'accord entre lord Grey et lord Wharncliffe ; car les négociations avec ceux qu'on appelait les *Waverers*, les « hésitants » du parti tory, se poursuivaient. Le Cabinet, ostensiblement, se préparait à réclamer une fournée de pairs en cas d'échec : la liste était dressée. Cela ne fut pas sans influencer les tories. Le 13 avril, après cinq jours de débats, le ministère l'emporta par cent quatre-vingt-quatre voix contre cent soixante-quinze : soit une majorité de neuf voix. Depuis octobre, on avait avancé d'un pas. On renvoya au 7 mai, après les vacances de Pâques, la discussion des articles.

LA CRISE
DU MOIS DE MAI.
VOTE FINAL
DU REFORM BILL

Elle commença au jour fixé, mais tout de suite elle tourna court. L'article premier du bill portait qu'un certain nombre de bourgs perdaient leur franchise. Lord Lyndhurst, au nom du parti tory, demanda que l'on ajournât le vote de l'article jusqu'au moment où, contrairement à la procédure

1. *H. of L.*, 26 mars 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XI, pp. 862, 863).

2. *H. of L.*, 26 mars 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XI, p. 864).

3. *H. of L.*, 26 mars 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XI, p. 869).

adoptée en 1831, on discuterait, une fois votés tous les articles de la loi, quels bourgs il convenait d'inscrire sous la Cédula A. Les tories, après avoir consenti, avec les atténuations nécessaires, à la réforme du cens électoral proposée par les whigs, semblaient ainsi se réserver la liberté de rejeter, s'il leur en prenait la fantaisie, l'article qui supprimait les *nomination boroughs*. Lord Grey déclara qu'il ne pouvait accepter l'amendement, et fut battu par cent cinquante et une voix contre cent seize. Il se leva aussitôt pour demander la suspension des débats. C'était exactement, à un an de distance, le cas de l'amendement Gascoyne qui se présentait de nouveau. Seulement, dans le cas de l'amendement Gascoyne, on avait contre la Chambre des Communes le recours d'une dissolution. Vis-à-vis de la Chambre des Lords, quel recours? Un seul : une fournée de pairs. Le 8 mai, lord Grey en fit la demande au roi, qui refusa. Guillaume IV évita prudemment de faire à la proposition de lord Grey une opposition de principe : c'eût été manquer aux promesses que lord Grey lui avait antérieurement arrachées. Mais il protesta, comme il ne cessait de faire depuis deux mois, contre le nombre excessif des nouveaux pairs que ses ministres lui proposaient de créer¹. Alors lord Grey offrit sa démission et celle de ses collègues : elle fut immédiatement acceptée.

Le premier ministre avait donc accompli l'acte énergique que l'on attendait de lui en octobre. Mais il ne faut pas croire qu'en donnant sa démission il eût voulu faire sentir au roi son pouvoir, et préparé son retour triomphal au ministère. Il était las d'une si lourde responsabilité, et lord Althorp l'était comme lui. Ces deux aristocrates, placés par les circonstances à la tête d'un mouvement qui ressemblait par instants au prélude d'une révolution, regrettaient les temps heureux où ils étaient les princes de l'Opposition, tous les tracasseries de la politique active pesant sur les tories. D'autres, parmi leurs collègues, n'avaient jamais aimé le bill dont ils avaient accepté la responsabilité collective : trop heureux si, entre les mains des tories, la réforme électorale prenait une forme plus modérée. Certains radicaux eux-mêmes s'effrayaient à la perspective d'un conflit révolutionnaire : James Mill alla trouver Brougham, l'engagea à ne pas adopter une attitude factieuse si le roi formait un ministère de réformateurs modérés². C'est seulement petit à petit que la confiance revint aux chefs du parti

1. Le roi à lord Grey, 9 mai 1832 (*Corr. of Earl Grey with William IV*, vol. II, pp. 395-6). — Lord Grey demandait une cinquantaine de paires nouvelles; le roi, une vingtaine seulement, les nouveaux pairs du Royaume-Uni devant être tous des pairs écossais ou irlandais (voir en particulier la longue lettre du roi à lord Grey, 5 avril 1832 : *Corr. of Earl Grey with King William IV*, vol. II, pp. 311 sqq.).

2. Le Marchant, *Life of Viscount Althorp*, p. 420.

de la Réforme, ou plus exactement qu'ils furent de nouveau poussés à la victoire par leurs troupes. Inversement, les tories commencèrent par exulter. Le roi, sa femme, ses frères, ses bâtards, se réjouissaient bruyamment. Les *Waverers* avaient inconsciemment travaillé pour eux : en déterminant l'adoption du bill en seconde lecture, ils avaient délié le souverain de sa promesse, ils l'avaient libéré de la tyrannie whig. Les tories allaient pouvoir disloquer le bill à leur gré. Mais l'illusion ne dura guère.

La colère publique, grande dès qu'on eut appris la démission de lord Grey, devint redoutable quand on sut que c'était Wellington qui, au refus de lord Lyndhurst, de Sir Robert Peel, de Mannors Sutton, acceptait de former un ministère. Dans toutes les églises du royaume, chaque nuit on sonna le tocsin. Partout, le travail s'arrêta ; partout, il courut des rumeurs d'armements populaires. Dès le 11, d'immenses pétitions, venues de Birmingham et de Manchester, furent apportées dans la capitale. A Londres même, des placards révolutionnaires furent affichés ; aux fenêtres apparurent des pancartes informant les autorités qu'« ici on ne payait pas d'impôts ». Le *Common Council* de la Cité invita la Chambre des Communes à refuser le budget tant que le *Reform Bill* ne serait pas voté. Le roi, les princes du sang, la reine surtout, « la frow allemande », furent caricaturés, outragés, par la presse bourgeoise comme par la presse révolutionnaire. Le mercredi, lord Lyndhurst avait conseillé au roi de se retirer à Windsor ; le vendredi, il lui donna l'avis de revenir¹ ; et le samedi, depuis Hounslow jusqu'au Palais de Saint James, le carrosse royal fut suivi par les huées de la populace. Le roi et la reine se virent sur la route de l'exil, peut-être de l'échafaud : on fit à la cour des préparatifs de fuite.

Rien pourtant de semblable aux violentes explosions qui s'étaient produites en octobre, sans lien et sans but, à Derby, à Nottingham, à Bristol. Il n'y eut, dans tout le pays, ni un incendie, ni un assassinat. L'« Union Nationale » disciplinait le mouvement, le dirigeait vers un but précis et prochain. Elle ne se proposait pas exactement pour objet d'empêcher un coup d'État militaire par un coup de main insurrectionnel : le coup d'État qui n'avait pas été possible en France au mois de juillet 1830, comment l'eût-il été en Angleterre ? avec une armée de onze mille hommes, dont sept mille seulement tenaient garnison à Londres, comment dompter quinze millions d'Anglais ? — Ce qu'elle voulait, c'était faire sentir à la faction tory l'extravagance de ses desseins, son

1. *Croker's Diary*, 9, 11 mai 1832 (*Croker Papers*, vol. II, pp. 154, 157).

impuissance radicale, en organisant à travers le pays une sorte de grève politique. Que, dans toute l'Angleterre, on refusât de payer l'impôt, que dans toutes les villes les Unions politiques se constituassent en gouvernements locaux, jusqu'au jour où le *Reform Bill* serait voté : que pourrait là-contre une poignée d'aristocrates, soutenus par onze mille mercenaires dont la fidélité n'était pas à toute épreuve? Les meneurs se vantaient d'avoir à leur disposition un grand nombre d'officiers sans emploi, pour prendre partout la tête de leurs gardes civiques. Ils avaient des accointances dans le ministère : lord Durham les encourageait. Sir John Hobhouse, ministre de la guerre depuis janvier, les tenait au courant de ce qui se passait dans les conseils du parti whig¹.

Le dimanche 13 mai, malgré l'agitation grandissante, les parlementaires étaient encore assez aveugles pour croire qu'un *Reform Bill* atténué pourrait être voté sous la responsabilité d'un ministère tory, et que les ultratories, après avoir soulevé la question de la réforme en 1829 pour ébranler Wellington, après s'être réconciliés avec lui en 1831 à cause de son irréductible opposition au projet de loi ministériel, pourraient l'aider maintenant à faire passer quelque système de réforme modérée. Wellington, qui partageait ou essayait de partager encore ces illusions, poursuivait avec lord Lyndhurst, avec Alexandre Baring qu'il désirait placer aux finances, avec Manners Sutton, de laborieuses négociations². Les whigs tenaient de leur côté au club de Brooks une réunion très orageuse; et Stanley, terminant un discours très violent par des conclusions très modérées, enlevait l'adoption d'une motion qui accordait à un ministère tory éventuel la tolérance du parti réformiste³. Mais le lendemain, au grand jour des débats publics, la combinaison s'effondra. Les hommes de l'« Union Nationale », réunis le samedi dans la boutique de Francis Place, avaient imaginé une nouvelle forme d'agitation : s'attaquer à la Banque, provoquer un tel retrait des dépôts qu'elle se vît menacée de faillite. Tout Londres fut effectivement couvert d'affiches, invitant les Anglais, « pour arrêter le duc, à retirer leur argent ». Le mouvement réussit⁴. Dès l'après-midi du lundi, l'effet s'en faisait sentir aux Communes.

Duncombe, le radical, prononça contre les tories un réquisitoire qui fut acclamé. Un tory, Sir Henry Inglis, déclara que, si Wellington assumait la responsabilité d'un *Reform Bill* même atténué, il ne pourrait sans se dés-

1. Graham Wallas, *Life of Francis Place*, p. 304.

2. Wellington au roi, 13 mai 1832 (Wellington, *Despatches*, Cont., vol. VIII, p. 314).

3. Le Marchant, *Memoir of Viscount Althorp*, p. 429.

4. Graham Wallas, *Life of Francis Place*, pp. 308-9.

honorer lui donner son appui¹. Alexandre Baring, sur qui Wellington comptait pour être son ministre de finances, fit appel aux whigs pour sauver le pays d'une révolution en reprenant la direction des affaires². Si le parti tory se débandait à ce point, Wellington ne pouvait que renoncer à une tâche impossible : le 15, il informa le roi qu'effectivement il abandonnait la partie. Le roi fit rappeler lord Grey.

Pendant quatre jours encore, la situation demeura tendue. Mais l'issue n'était pas douteuse : lord Grey restait, bien malgré lui³, le maître de la situation. Wellington, en se retirant, avait promis au roi de ne pas persévérer dans sa politique d'obstruction au *Reform Bill* et de s'abstenir, quand le bill serait soumis de nouveau à un vote de la Chambre Haute. Il suffisait donc qu'un certain nombre de pairs suivissent son exemple pour que le succès du bill fût assuré : Guillaume IV écrivit aux plus influents une sorte de lettre circulaire, leur demandant d'adopter la même attitude que Wellington. Mais lord Grey ne pouvait se contenter d'une espérance, il voulait un engagement public de Wellington. Or celui-ci, ayant pris la parole le jeudi à la Chambre des Lords, ne fit pas la déclaration attendue. Lord Grey se considéra comme trahi, et se retourna vers le roi qui fut obligé de donner par écrit la promesse de créer le nombre de pairs nécessaires, « s'il survenait quelque obstacle au cours de la discussion du bill ». Alors, le samedi 19, Wellington se décida à prendre l'engagement qu'on exigeait de lui.

En moins d'une semaine, la Chambre des Lords, à moitié déserte, expédia la discussion : le 4 juin, le bill était adopté en troisième lecture par cent six voix contre vingt-sept⁴. Quelques modifications sans importance⁵, qui avaient été introduites par les Lords, furent ratifiées sans discussion

1. *H. of C.*, 14 mai 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XII, pp. 944 sqq.).

2. *H. of C.*, 14 mai 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XII, pp. 953 sqq.).

3. V. les lettres citées par G. M. Trevelyan (*Lord Grey of the Reform Bill*, p. 398) : à lord Holland, 13 mai 1832 : I begin to be afraid the attempt (de Wellington pour former un ministère) may fail; — 14 mai 1832 : I wish to God they (les tories) were fairly in office; — 15 mai : I believe all you say is quite right : the truth is that never was a captive more desirous of escaping from prison than I am from my present situation. But I will do my duty.

4. Cinq évêques qui avaient voté contre le bill en 1831 votèrent pour; un qui avait voté contre s'abstint; quatre qui s'étaient abstenus votèrent pour.

5. Celle-ci en particulier. Pour définir l'immeuble dont l'occupation confirmait la franchise, le bill original avait dit simplement : *a house*. En avril 1831, les ministres ajoutèrent : *warehouse, or counting house*. Le troisième *Reform Bill*, tel qu'il fut soumis en décembre aux délibérations de la Chambre des Communes, ajoutait : *or shop*. Finalement les Lords ajoutèrent une dernière définition : *and other buildings*. « As this amendment, déclara lord John Russell, was an extension, not a limitation, of the franchise, he was sure it would be gladly accepted by the House » (*H. of C.*, 5 juin 1832; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIII, p. 408). En réalité l'amendement constituait une extension non du droit de suffrage, mais du vote plural au bénéfice de ceux qui, en Angleterre, détenaient plusieurs immeubles.

par la Chambre des Communes; et le 7 juin le bill reçut l'assentiment royal ¹.

Ainsi se dénouait en Angleterre une crise qui avait duré presque deux ans. Mais était-ce bien le dénouement final d'une crise qui n'avait été que le contre-coup, peut-être en fin de compte passager, d'une crise continentale, ou seulement le prélude de convulsions nouvelles? Malgré des symptômes rassurants que nous avons notés en passant, il subsistait beaucoup de raisons d'être inquiet. On était à Londres, le jour où le bill fut promulgué, incertain sur l'issue du grand soulèvement qui avait éclaté le 5 juin à Paris lors des obsèques du général Lamarque. Même si le pouvoir royal devait, comme il semblait probable, avoir raison de l'émeute, quel fond pouvait-on faire sur l'avenir de la France? Et si la France était encore à la merci de tels désordres deux ans après avoir réussi sa Révolution de Juillet, quel sort devait-on pronostiquer à l'Angleterre, maintenant qu'elle semblait avoir tout juste évité une insurrection par le vote d'une réforme — révolutionnaire aux yeux de bien des gens — de sa représentation parlementaire?

1. 2 et 3 W. IV, c. 45. — Loi pour l'amendement de la représentation en Écosse : 2 et 3 W. IV, c. 65, — en Irlande, 2 et 3 W. IV, c. 88.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DES RÉFORMES

Les partis en 1833. — Le libéralisme gouvernemental. — Les débuts de la centralisation administrative.

LES PARTIS EN 1833

ÉLECTIONS GÉNÉRALES. COMPOSITION DU NOUVEAU PARLEMENT

Le Parlement fut prorogé le 16 octobre, dissous le 3 décembre : on appréhendait, pour ces élections faites sous un nouveau régime au sortir d'une crise aussi grave, des désordres, des émeutes peut-être¹ : les Unions politiques dont l'action avait tant contribué à la victoire du parti de la Réforme, mais qui n'avaient pas obtenu pour tous leurs clients les droits civiques auxquels ils aspiraient, n'allaient-elles pas organiser le tumulte autour des estrades où l'on viendrait voter, intimider les électeurs, essayer de rendre les opérations impossibles lorsqu'il apparaîtrait que le candidat de leur choix ne serait pas élu ? En fait c'est à peine si ces prédictions alarmistes se vérifièrent dans une dizaine de circonscriptions du nord et du centre : à Londres, pas le moindre désordre². On avait réduit à deux jours, dans les comtés, la durée de l'élection ; et

1 Sur ces pronostics, et sur la manière dont effectivement les élections se passèrent, voir deux articles de l'*Edinburgh Review*, octobre 1832, art. xi : *Working and Prospects of the Reform* (vol. LVI, pp. 245 sqq.) et janvier 1832, art. x : *The Reformed Parliament*. — *The Ballot* (vol. LVI, pp. 543 sqq.).

2 *Ann. Reg.* 1832, pp. 303 sqq. — Lord Grey à la princesse Lieven, 12 décembre 1832 : Never was there anything so completely successful as the London elections. Not one Radical returned, not one *soi-disant* Conservative; not a symptom of violence or tumult. Nobody who passed through London would have known that an election was going on.... I really believe that there has not been a disturbance anywhere, except where it was provoked by the Tories, whom God seems to have blinded for their destruction (*Correspondence of Princess Lieven and Earl Grey*, vol. II, pp. 428-9).

on se demandait si on réussirait à faire voter en si peu de temps un si grand nombre d'électeurs, hâtivement inscrits sur les nouvelles listes : tout se passa sans encombre. En vérité, sauf en Écosse où les bourgs avaient été privés jusque là de tout régime représentatif effectif, il n'y avait sans doute pas un sujet anglais qui n'eût déjà, soit comme acteur, soit comme témoin, pris part à une élection parlementaire. Le régime électoral avait été profondément remanié : ce n'était pas cependant, au sens propre du mot, l'entrée dans un monde nouveau.

Le 24 décembre, il n'y avait plus d'autres résultats à attendre que ceux de quelques circonscriptions lointaines d'Écosse ou d'Irlande : on savait comment l'Angleterre serait gouvernée. Les « conservateurs » (c'est le nom nouveau que les tories avaient cru politique d'adopter) furent réduits à se consoler de leur mieux en constatant qu'ils n'avaient pas été balayés jusqu'au dernier. L'extension de la franchise, dans les comtés, aux tenanciers d'un immeuble d'une valeur locative de 50 l. avait été votée expressément en vue de consolider l'influence des propriétaires fonciers : l'Opposition conserva en conséquence quelques sièges dans les comtés. Un dans le Cumberland, un dans l'Essex, un dans le Dorset, un dans le Buckinghamshire, un dans le Lancashire, deux dans le Westmoreland ; lord Althorp partagea avec un conservateur la représentation du Northamptonshire. La nouvelle définition du cens électoral laissa subsister un grand nombre de petites circonscriptions urbaines où quelques centaines de contribuables seulement étaient pourvus de la franchise : les conservateurs y disposaient, sous le régime du scrutin public, de bien des moyens de pression. Ils réussirent même à faire passer, par exception, des candidats dans quelques grandes villes, à Bristol, à Liverpool ; à Norwich leurs deux candidats furent élus. Bien entendu, les Universités leur demeurèrent fidèles¹. Mais, tout compte fait, ils n'étaient guère plus de cent cinquante dans la Chambre nouvelle. Sur six cent cinquante-huit membres dont elle se composait comme l'ancienne, plus de cinq cents appartenaient au parti de la Réforme. En Irlande vingt-cinq conservateurs furent élus sur cent un représentants ; en Écosse, dix à peine sur cinquante ; dans le Lancashire et le Yorkshire, six ou sept sur soixante-deux ; à Londres, pas un ne fut élu².

1. Sur ces succès conservateurs, voir *Ann. Reg.*, 1832, pp. 301-2.

2. Les partis n'étant pas à cette date organisés avec une rigueur absolue, on ne saurait être catégorique à ce sujet. Lord Mahon, écrivant à Robert Peel, le 8 janvier 1833, donne les chiffres suivants : Conservateurs, 150 ; Ministériels, 320 ; Radicaux, Repealers, etc., 190 (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, p. 209) : — Goulburn, d'après une lettre que lui adresse Robert Peel, le 3 janvier, *ibid.*, p. 214) estimait à 140 le nombre des conservateurs. — L'*Edinburgh Review* (janvier 1833, art. x. *The Reformed Parliament*,

Cette majorité énorme, presque monstrueuse, le problème est de savoir de quels éléments elle était constituée. La Réforme de 1832 avait été tout à la fois la victoire d'une faction — un groupe de grandes familles whigs — et d'une classe — la masse des électeurs bourgeois, fermiers, rentiers, manufacturiers, boutiquiers, auxquels la franchise électorale avait été uniformément concédée sur toute l'étendue du royaume. Cette classe n'allait-elle pas, après la victoire, se soustraire à l'ascendant de la faction dont elle avait accepté la direction tant qu'avait duré la bataille? La Chambre des Communes n'allait-elle pas se remplir brusquement de financiers, de négociants, d'industriels? On ne constate rien de pareil. Le nombre des représentants du monde des affaires resta, après 1832, à peu près ce qu'il était avant¹. Fait plus caractéristique encore, les membres des sectes protestantes formaient, dans tous les bourgs, sous le nouveau régime, l'appoint de la majorité; ils étaient probablement partout la majorité de l'électorat libéral; dans un certain nombre de localités ils constituaient peut-être la majorité du corps électoral². On s'attendrait donc à voir les Dissidents abonder dans le Parlement réformé : et

The Ballot; vol. LVI, p. 562) mentionne « 130 or 140 Tories who... are avowedly members of that party », plus « 15 or 20 wavering and uncertain men who deny their being Tories ». — J. Grant, écrivant un peu plus tard (*Random Recollections of the House of Commons*, 1836, pp. 87-9), estime à 192 le nombre des Tories dans le premier Parlement Réformé.

1. Nous avons trouvé, pour le Parlement de 1812 (chiffres rectifiés sur ceux que nous avons donnés dans notre vol. I, p. 138) : 23 banquiers; 34 représentants des intérêts mercantiles, dont 6 industriels, 13 marchands, 4 brasseurs, 2 directeurs de la C^{ie} des Indes, etc. — Le *Black Book* de 1835 (p. 686) donne, pour le Parlement élu en 1830, les chiffres suivants : East India Interest, 62; West India Interest, 35; Bankers, 33. — Pour les mêmes élections, Carpenter, dans sa *Political Letter* du 6 novembre 1830, donne les chiffres : Merchants and Tradesmen, 82; Bankers, 36. — Pour le Parlement de 1833, Wade (*British History*, p. 929) donne les chiffres : Merchants and Traders, 33; Manufacturers, 16; Bankers, 33. — Le *Rotten House of Commons*, 1837, p. 20, donne, pour le Parlement élu en 1835 : Bankers, 35; East India Proprietors, 35; West India Proprietors, 14. — Dans la Chambre des Communes élue en 1837, nous avons relevé les noms de 97 représentants du monde des affaires, sur lesquels 29 banquiers, 26 *merchants*, 14 industriels. L'accroissement commence à peine à se faire sentir. (*The Assembled Commons; or, Parliamentary Biographer; with an abstract of the law of election, and the usages of Parliament, by a member of the Middle Temple*, London, 1838).

2. Voir *Morning Chronicle*, janvier, février, mars 1834, les statistiques par lesquelles les Dissidents essayèrent d'établir qu'ils l'emportaient par le nombre sur les membres de l'Église établie. Ces statistiques ne sauraient évidemment être utilisées qu'avec les précautions nécessaires. Voir cependant les chiffres donnés pour Leicester (10 mars), et qui semblent authentiques : The number of the electors who polled at the last contest for that town was 2 260; of these 1 107 are Dissenters, 936 are Churchmen, and 167 of unknown religious opinions. Of the 1 107 Dissenting voters, 1 024 gave their suffrage in december 1833 in favour of the Ministerial Candidates.... On the other hand, 811 Churchmen... voted for the Anti-Ministerial Candidate; and of the 167 nondescript electors 100 voted with the Dissenters as above, and 67 for the political adversary of the Cabinet. — N. B. Dans ces statistiques, les Catholiques sont comptés au nombre des Dissidents.

cette invasion aurait constitué, si elle s'était produite, une véritable révolution sociale. Mais elle ne se produisit pas. Si on néglige le groupe — lui-même fort peu nombreux — de ceux qui se disent Unitaires et ne sont en réalité que des libres penseurs, des déistes, sous une dénomination chrétienne¹, on ne trouve au nombre des élus que deux membres des sectes évangéliques : le quaker John Pease et le méthodiste John Wilks, auxquels viendra s'adjoindre, quelques mois plus tard, le congrégationaliste Edward Baines.

Soixante-quatre officiers de l'armée de terre, dix-neuf officiers de marine, quarante-cinq officiers de la milice et de la *yeomanry*; plus de quatre cents membres sans profession, près de deux cents apparentés ou alliés à des pairs. Le premier Parlement réformé restait, par la volonté d'un électorat bourgeois, un Parlement composé, en immense majorité, de *country gentlemen* et d'aristocrates. Les journaux conservateurs, au lendemain de la bataille électorale, le constatèrent, non sans ironie. Ils prétendirent que, lorsque les whigs avaient élaboré un système compliqué pour décider quels bourgs électoraux seraient jugés indignes de conserver leur franchise, ce système avait été tout simplement conçu de manière à supprimer les bourgs où la nomination des membres appartenait au parti tory, à sauver ceux qui étaient soumis à l'influence locale de quelque grande famille whig. Ils dressèrent la liste des circonscriptions où le nombre des électeurs se trouva être inférieur, souvent très inférieur, à trois cents et qui avaient cependant conservé leurs deux représentants — deux membres de la majorité ministérielle². Critiques peut-être justifiées en partie. Mais les conservateurs avaient tort de se plaindre : ils bénéficièrent du fait que le nouveau Parlement se recrutait dans l'aristocratie. Lorsqu'il fallut élire le *speaker* de la nouvelle assemblée, les ministres

1. G. W. Wood, Brotherton, D. W. Harvey, Faithfull, Gillon. — Cf. *Eclectic Review*, octobre 1833; 3rd ser., vol. X, pp. 303 sqq. : How can Dissenters expect to exercise any influence upon the national councils and institutions, but through their representatives? Do they dream of obtaining the recognition of their rights, or promoting the advance of their principles, by petitions, or resolutions, or conferences with the Premier?... Should we wrong the Reform Government, by expressing the suspicion that for orthodox Dissenters, as a body, they incline to entertain a not uncourteous, but very aristocratical feeling of contempt? And truly, if Dissenters can shew no better front in Parliament, they must submit to the sort of feeling which is naturally excited by the display of either political weakness or a supineness bordering on imbecility. Their exclusion under the old system was no indication of their relative strength, and involved no dishonour. But their self exclusion from a *bona fide* national representation will inevitably produce, in the minds of both our legislators and the Government, the impression that they are entitled to small consideration.

2. *Quart. Rev.*, avril 1833, art. x. *The Present and Last Parliaments* (vol. XLIX, pp. 255 sqq.).

demandèrent le maintien du *Speaker* de l'ancienne Chambre des Communes, Mannors Sutton, un tory : et il ne se trouva qu'une poignée de radicaux pour protester contre cette manifestation de courtoisie à l'égard du parti vaincu. Il serait d'ailleurs absurde de vouloir expliquer par certaines dispositions frauduleuses du *Reform Bill* la composition aristocratique de la nouvelle assemblée : ce n'est pas seulement dans les petits bourgs, restés après la Réforme les bourgs de nomination de l'aristocratie, c'est aussi dans les circonscriptions populaires que la bourgeoisie anglaise se montra souvent fidèle aux vieilles familles du pays.

LA PRESSION RADICALE

Telles sont les réflexions qui se présentent à l'esprit lorsqu'on analyse aujourd'hui la liste des membres du premier Parlement réformé.

Mais telle ne fut pas d'abord — il s'en faut de beaucoup — l'impression des observateurs contemporains. Les Anglais modérés, rassurés momentanément par les paisibles élections de décembre, trouvèrent un nouveau sujet d'alarme dans le brusque accroissement numérique du groupe radical.

De quels éléments se composait le groupe? Voici d'abord les hommes dont la foule avait pris l'habitude d'acclamer les noms, au cours des meetings qui précédèrent le vote du *Reform Bill*. Si Hunt n'avait pas été réélu à Preston, qui cessait sous le nouveau régime d'être une circonscription de suffrage universel, Sir Francis Burdett, Thomas Attwood et William Cobbett étaient là; et si Francis Burdett, désabusé, vieilli, préparant sa défection, ne joua plus qu'un rôle effacé, Attwood et Cobbett se montraient impatients de faire scandale. Cobbett, pour ses débuts parlementaires, alla s'asseoir sur le premier banc de l'Opposition, côte à côte avec le *leader* conservateur, Sir Robert Peel. Ne mentionnons que pour mémoire certains parlementaires dont c'est à peine si l'histoire a gardé le souvenir, qui ne furent pas cependant dépourvus d'influence : Warburton, Clay, Whittle Harvey. Mais voici John Fielden, le grand industriel du Lancashire, défenseur opiniâtre du prolétariat des fabriques. Voici les « radicaux philosophiques », disciples de Bentham. Avant la Réforme ils n'avaient guère eu que le vieux Joseph Hume pour les représenter à la Chambre des Communes. Maintenant les jeunes hommes du groupe, six mois après la mort de Bentham, entraient en nombre à Westminster : Roebuck, Sir William Molesworth, le banquier Grote, Leader, Charles Buller, John Romilly. Le romancier Edward Lytton. Bulwer ainsi, que son frère Henry, se rattachaient à eux par des liens fort étroits. C'étaient tous des intellectuels, des « philo-

sophes » comme l'indiquait leur dénomination, qui, s'ils répudiaient l'emploi des méthodes insurrectionnelles, n'en avaient pas moins pour programme la destruction de toutes les institutions aristocratiques. Voici enfin les Irlandais du groupe d'O'Connell. Leur chef avait beau se donner pour un radical anglais, disciple politique de Bentham : il était en réalité le grand homme d'une autre nation. Ses parents — quatre O'Connells furent élus en décembre 1832 —, ses clients, recrutés au hasard dans tous les rangs de la société, sans autre consigne que d'obéir aux ordres du grand démagogue, formèrent un groupe — la « queue d'O'Connell » — qui tenait du clan autant que du parti, et constituait, au sein de l'Assemblée, une sorte de corps étranger.

Ils étaient peu nombreux les uns et les autres : cinquante ou soixante au total, mais bruyants et toujours sur la brèche; et c'est à leur irruption qu'il faut attribuer le tumulte qui régna au cours des débats du Parlement Réformé. Qu'on se figure, un jour de séance, l'aspect de la vieille « chapelle de Saint-Étienne ». La Chambre se compose de six cent cinquante huit membres : mais il suffit que le nombre des membres présents dépasse quatre cents pour que déjà tous les sièges soient occupés. Les autres, debout, encomrent les espaces libres. Dans cette cohue, il suffit d'une vingtaine de radicaux turbulents, d'une trentaine d'Irlandais mal élevés et qui veulent provoquer un esclandre, pour que le ton de l'assemblée devienne déplorable. Les orateurs ennuyeux ne sont pas écoutés, parlent au milieu du bruit des conversations particulières que coupent les monotones et inutiles rappels à l'ordre du *Speaker*. Les orateurs impopulaires sont interrompus par des insultes grossières, des hurlements, des cris d'animaux¹. Il se passera des années avant que la Chambre des Communes « réformée » retrouve son équilibre moral.

Ils étaient peu nombreux : mais n'allaient-ils pas croître en nombre? La majorité parlementaire qui venait d'être envoyée à Westminster par

1. Sur ces scènes tumultueuses, voir *Sketches by Boz* (Ch. Dickens), 1836, *Scenes*, ch. xviii. — J. Grant, *Random Recollections of the House of Commons*, 1836, pp. 61-2, 72 sqq. — S. Warren, *Ten Thousands a Year*, 1841, vol II, pp. 79 sqq. — Cf. Croker à lord Hertford, 25 janvier 1833 : ... For two nights and a half the vehemence and disorder were so great that people began to think the National Convention was begun. Peel told me that it was « frightful — appalling ». (*Croker Papers*, vol. II, p. 202). — *Greville Memoirs*, 4 avril 1835 : ... in better, or at least more gentlemanlike, times, no noises were permissible but the cheer and the cough... Now all the musical skill of this instrument is lost and drowned in shouts, hootings, groans, noises the most discordant that the human throat can emit, sticks and feet beating against the floor. Sir Hedworth Williamson, a violent whig, told me that there were a set of fellows on his side of the House whose regular practice it was to make this uproar. — Journal de Charles-Edward Poulett Thomson, 21 septembre 1839 : I will give up the Cabinet and Parliament... The interruption and noise which prevail so much in the House crows me (G. Poulett Scrope, *Memoir of... lord Sydenham*, 1843, p. 103).

un électorat nouveau avait été élue sur un programme réformateur. Donc, de deux choses l'une. Ou bien elle accomplirait les réformes promises : alors, peu importe la dénomination dont on se servirait pour la désigner, par ses actes elle serait radicale. Ou bien elle se déroberait à la réalisation du programme que les électeurs lui avaient dicté : comment alors réagirait l'opinion ? Les électeurs radicaux avaient, au cours des semaines qui précédèrent les élections de 1832, fait ce qu'ils pouvaient pour imposer aux candidats la théorie du mandat impératif, des *pledges*¹ : les parlementaires défailnants ne seraient-ils pas considérés comme des mandataires infidèles ? Dans les grandes villes, et particulièrement à Londres, le conflit, en décembre, n'était plus entre tories et whigs, entre conservateurs et libéraux, mais entre « libéraux » ou « réformateurs modérés » et « radicaux » : la bataille électorale ne prendrait-elle pas, avant de longues années, le même aspect dans toutes les circonscriptions du royaume² ? C'était le pronostic du leader de l'Opposition ; et, pour alarmante qu'elle lui apparût, il prétendait adapter sa politique aux circonstances nouvelles. Il voulut devenir le chef d'un grand parti non pas tory ou « réactionnaire », mais « conservateur »³, destiné à rallier tous

1. *Ann. Reg.*, 1832, pp. 299-300. — *Quart. Rev.*, octobre 1837, art. VII. *Prospects of the Country* (vol. LIX, pp. 555-6).

2. *Greville Memoirs*, 1^{er} avril 1834 : Lord Wharncliffe... like lord Harrowby, is very dismal about the prospects of the country, and thinks we are gravitating towards a revolution. He says that the constituency of the great towns is composed of Ultra-Radicals, and that no gentlemen with really independent and conservative principles can sit for them, that the great majority of the manufacturers and of the respectable persons of the middle class are moderate, and hostile to subversion and violent measures, but that their influence is overwhelmed by the numerical strength of the low orders, who want to go all lengths.

3. L'idée d'employer le mot *Conservative* pour désigner le parti tory rajeuni est généralement attribuée, et en toute justice, à Croker. Voir *Quart. Rev.*, janvier 1830, art. IX. *Internal Policy* (vol. XLII, p. 276) : ... We now are, as we always have been, decidedly and conscientiously attached to what is called the Tory, and which might with more propriety be called the Conservative party. — et janvier 1831, art. VIII. *Parliamentary Reform* (vol. XLIV, p. 595) : It would ill become those who desire to cherish the *Conservative principle* to withhold, in circumstances like the present, on any mere party considerations, their cordial support from any government which should evince a fixed determination to uphold that principle. — Et il compte, pour prendre la direction de ce gouvernement, sur Wellington, qu'il appelle « the great restorer and conservator of European peace ». — L'emploi alternatif des mots « conservative » et « conservator » révèle l'origine continentale, française, du nouveau vocable. Cf. Baron Vincent à Wellington, 4 janvier 1819 : ... La bonne cause, les principes conservateurs, ont en vous un fort et noble appui » (Wellington, *Despatches*, Cont. vol. I, p. 3) ; — *H. of C.*, 16 avril 1823, discours de lord John Russell : In 1820 the emperor of Russia had issued his first manifesto respecting the Spanish affairs, in which he laid down that principle — that « institutions emanating from thrones were conservative, while those which sprung up from popular effort were calculated to engender a new chaos » (*Parl. Deb.*, n. s., vol. VIII, p. 1038) ; — Wellington à lord Londonderry, 20 avril 1827 : Rely upon it, dear Charles, the object of the great aristocracy, and of the *parti conservateur* of this country, is to secure the crown from the

les hommes d'ordre — whigs ou tories, peu importe : l'essentiel était qu'ils fussent unis par un même sentiment d'aversion à l'égard du radicalisme révolutionnaire ou « destructif »¹.

Même à présent, si limité que fût à Westminster le nombre des représentants radicaux, ne pouvaient-ils peser sur les délibérations de la Chambre des Communes, en se donnant pour les représentants normaux, au sein d'une assemblée élue au suffrage restreint, de la multitude des non-électeurs? La nation, au mois de mai 1832, avait su, en dehors des formes constitutionnelles et par la menace d'une révolution, intimider la Chambre Haute et la forcer à capituler. Cette « pression extérieure » (*pressure from without*), pour employer la formule de lord Grey², tout de suite devenue classique, n'allait-elle pas s'exercer, d'une manière non spasmodique mais « constante et active », pour peser sur les délibérations du Parlement tout entier? A peine le Parlement s'était-il assemblé, qu'il fut menacé d'être submergé par des pétitions de toutes sortes; et on prit le parti sinon de restreindre le droit de pétition, tout au moins, par une réforme du règlement, de diminuer le temps perdu à lire

mischief with which it is threatened, by moderation, by consistency, by firmness and good temper (Wellington, *Despatches Cont.*, vol. III, p. 655); — Lord Londonderry au duc de Buckingham, 5 janvier 1831 : ... it appears to me that if there were means of bringing about a complete reconciliation between the ultras and Peel's party — a reconciliation founded on the necessity of a loyal and constitutional party adhering together — to which (by the bye) Grey might come, if forced by the liberals — it would be the best *puissance conservative* for the next session (Duke of Buckingham, *Memoirs of the Courts and Cabinets of William IV and Victoria*, vol. I, p. 190). — Le mot « conservator » est encore employé par Wellington, écrivant le 23 avril 1831 : ... « We are... the conservators of the Constitution » (Wellington, *Despatches, Cont.*, vol. VI, p. 432), et par un de ses amis, le rev. R. L. Freer lui écrivant le 14 mai 1832 : ... Birmingham is far from being radical, the majority of respectable persons being decidedly *conservators* (*Ibid.*, vol. VIII, p. 319). Le mot est employé par le *Standard*, 24 décembre 1831, comme s'il était déjà courant (the conservative party); il devient véritablement courant, et est employé par le même journal à l'exclusion totale du mot « tory » après les élections de 1832 (voir notamment 26, 28, 29 décembre 1832). — Le mot garde cependant encore la valeur d'un néologisme. Voir Lord Grey à la princesse Lieven, 12 décembre 1832 : « Never was there anything so completely successful as the London elections. Not one Radical returned, not one *soi-disant* Conservative » (*Correspondence of Princess Lieven and Earl Grey*, vol. II, pp. 428-9); Peel à Goulburn, 3 janvier 1833 : that party which is called Conservative (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, p. 212); et *Ed. Rev.*, janvier 1833, art. x. *The Reformed Parliament* : what has of late been called *Conservatives* (vol. LVI, p. 563).

1. Voir le grand discours où, annonçant son intention de voter pour l'adresse dont les ministres avaient soumis le texte à l'approbation des Communes, il exposa les principes de sa politique (*H. of C*, 7 février 1833; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XV, pp. 366 sqq.).

2. *Ann. Reg.*, 1834, p. 43. — Lord Grey semble avoir, en employant cette expression, fait allusion à un propos tenu jadis par lord Chatham, et que Cobbett avait cité quelques mois plus tôt dans son *Political Register* (19 mars 1831; vol. LXXI, p. 711) : Lord Chatham said, more than fifty years ago, that, « if the House did not reform itself from within, it would be reformed from *without*, with a vengeance. » *It will be, to a certainty, reformed from without*.

et discuter ces documents innombrables ¹. Ils émanaient souvent de ces « Unions Politiques », dont lord Grey avait escompté la disparition après le vote du *Reform Bill* ², mais qui persistaient à réclamer la réalisation intégrale de leur programme. Le premier Parlement réformé n'était pas réuni depuis deux mois que déjà les réunions publiques se multipliaient dans les grandes villes du royaume, à Birmingham, à Newcastle, pour demander la démission d'un ministère jugé trop modéré. On vit reparaître le projet, qui avait déjà trouvé faveur en 1819 dans les milieux révolutionnaires, d'élire des délégués qui seraient, par opposition aux élus du suffrage restreint, les véritables représentants du peuple, et dresseraient à Londres une « Convention Nationale » en face du Parlement bourgeois de Westminster. Le 13 mai, une réunion publique ayant été tenue à Londres malgré l'interdiction gouvernementale, avec déploiement de tous les emblèmes républicains qui depuis trois ans étaient d'usage, il y eut conflit avec la police, un agent tué, plusieurs blessés; et, pendant de longs mois, les tribunaux furent occupés à juger les manifestants de la « bataille de Calthorpe Street » ³.

Les nouveaux élus — ceux de la majorité ministérielle tout au moins — se trouvaient en somme placés dans une situation équivoque : recrutés dans la même classe que leurs devanciers, ils avaient été envoyés à Westminster dans des circonstances nouvelles et sur un programme démocratique. Car il ne suffit pas de dire, comme nous avons fait tout à l'heure, que la Réforme de 1832 avait été la victoire d'une faction et d'une classe : elle avait été aussi la victoire d'une doctrine. Nous avons vu le rôle joué pendant la crise par Bentham et son groupe : maintenant, sous un nouveau régime électoral, les « radicaux philosophiques » mettaient à la disposition du parti vainqueur un programme intégral de réformes. Rarement vit-on programme plus nettement tracé. Bien entendu, le programme « radical » n'était pas identique au programme « libéral » qui lui-même différait du programme « whig »; et, au delà des radicaux disciples de Bentham, il y avait des « ultra-radicaux », qui faisaient à la classe ouvrière d'autres promesses encore. Mais les « libéraux » et les whigs eux-mêmes, dans la mesure où ils voulaient faire preuve de bonne volonté réformatrice, dans la mesure où ils voulaient diminuer la clientèle

1. J. Redlich, *Procedure of the House of Commons*, vol. 1, p. 76.

2. Lord Grey à Sir H. Taylor, 5 juin 1832 (*Correspondence of Earl Grey with William IV*, vol. II, p. 461).

3. Sur l'affaire de Calthorpe Street, v. *Ann. Reg.*, 1833, Chron., 7 mai; et *Pol. Reg.*, 29 juin 1833 (vol. LXXX, p. 778), 6 juillet 1833 (vol. LXXXI, p. 11); sur l'affaire connue de l'agent provocateur Popay, v. *Pol. Reg.* 20 juillet, 10 août, 17 août, 31 août, 7 septembre 1833 (vol. LXXXI, pp. 130, 324, 562, 585, 628-9).

des ultra-radicaux par l'adoption d'un programme positif de réformes, étaient obligés de se référer au benthamisme comme à une norme. Le radicalisme benthamique, c'était la limite, peut-être impossible à atteindre, dont tout réformateur conscient, en 1832, tendait à se rapprocher.

Or, en premier lieu, la Réforme électorale elle-même, à laquelle Bentham et ses disciples avaient donné leur assentiment temporaire, ne remplissaient pas tous leurs vœux. Bentham, qui venait de mourir, plein de jours et de gloire, au lendemain même du vote du *Reform Bill*, avait consacré les douze dernières années de sa vie à la rédaction d'un « code constitutionnel », dans le but, comme il l'expliquait à un ami, « d'améliorer ce monde mauvais en le couvrant de républiques ¹ » : il demandait un régime de démocratie pure, gouverné par une Chambre unique, élue annuellement au suffrage universel et au scrutin secret. Ses disciples allaient-ils, immédiatement après l'adoption de la Réforme, demander l'abolition de la monarchie et de la pairie héréditaire? Pour l'instant, la monarchie et la Chambre des Lords demeuraient hors de cause. Des motions furent introduites pour la réduction sinon à un an, du moins à trois ans (selon la tradition de 1688), de la durée du Parlement ². D'autres demandèrent l'extension de l'électorat par la suppression de l'article de la loi qui subordonnait l'exercice du droit de vote au paiement effectif des *rates* ³. Grote déposa en 1833 une motion favorable à l'institution du scrutin secret ⁴, conformément aux principes de l'orthodoxie benthamique; et cette réforme, dont la perspective alarmait tous les conservateurs et tous les modérés, fut assez généralement considérée, vers cette date, comme devant être adoptée à brève échéance. Mais pour l'instant, et pendant toute la durée du premier Parlement réformé, il ne fut pas touché au *Reform Act*. C'est sous l'empire de cette loi, provisoirement acceptée, que les radicaux durent essayer de faire pénétrer dans la législation du royaume l'esprit de leur philosophie politique.

1. Bentham à Mordvinoff, 1824 (*Works*, éd. Bowring, vol. X, p. 542).

2. *H. of C.*, 23 juillet 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, pp. 1107 sqq.); 15 mai 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIII, pp. 1036 sqq.).

3. *H. of C.*, 18 juin 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, pp. 961 sqq.); 19 juin 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIV, pp. 560 sqq.).

4. *H. of C.*, 25 avril 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVII, pp. 607 sqq.);

LE LIBÉRALISME GOUVERNEMENTAL

LIBÉRAUX
D'ANGLETERRE
ET DE FRANCE.
LORD PALMERSTON
ET LE PROBLÈME
DES RELATIONS
FRANCO-ANGLAISES

Quels sont les grands principes de cette philosophie benthamique? Il semble d'abord, et fondamentalement, qu'elle doive être considérée comme une philosophie de la libération. L'« utilitarisme » s'oppose, selon la phraséologie de Bentham, à l'« ascétisme ». Or, dire que l'homme est né non pour la souffrance mais pour le plaisir, c'est dire qu'il est né non pour obéir aux ordres

d'un maître — maître divin ou maître humain, Dieu tout-puissant ou roi absolu — mais pour jouir de sa liberté. 1830, après 1789, a été une révolution de la liberté; et la révolution a eu cette fois deux foyers, à Paris et à Londres. De sorte que dans un moment où les partis européens fraternisent par-dessus les frontières, où c'est un même parti de conservation politique et sociale qui semble lutter chez toutes les nations contre un même parti de progrès, l'union intime de la France et de l'Angleterre est, aux yeux d'un radical anglais, le symbole du libéralisme victorieux. Il est donc permis, si l'on se place à ce point de vue, de considérer le problème politique, à cette date, comme étant d'abord un problème de politique internationale, de politique diplomatique.

Le ministre des affaires étrangères dans le cabinet de lord Grey, c'est lord Palmerston. Si nous voulons nous représenter exactement ce que fut lord Palmerston à ce stade de sa carrière politique, faisons effort pour oublier le diplomate triomphant de 1840 et de 1848, sorte de tribun aristocratique, dominant l'opinion, manipulant la presse, faisant la leçon à tous les souverains du continent, tenant tête à sa propre reine. Nouveau venu dans le parti libéral, transfuge du parti tory, suspect à bien des gens de l'un et de l'autre bord, les témoignages contemporains s'accordent à nous le montrer alors impopulaire dans ses bureaux, où il fatigue ses subordonnés par sa hauteur et son imponctualité, à la Chambre des Communes, où il est considéré comme un orateur médiocre, un parlementaire peu assidu, plus homme du monde et de plaisir qu'homme d'affaires et d'action ¹. Les organes de l'opinion conservatrice l'accablent de

1. [J. Grant], *Random Recollections of the House of Commons from the year 1830 to the close of 1835 including personal sketches of the leading Members of all parties. By one of no party*, 1836, pp. 218-9 : The situation he fills in the Cabinet gives him a certain degree of prominence in the eyes of the country, which he certainly does not possess in Parliament. His talents are by no means of a high order... He is an indifferent speaker.... He is also very irregular in his attendance on his Parliamentary duties.... He is very vain of his personal appearance, and is generally supposed to devote more

leur mépris¹. Bien souvent, du côté ministériel, le *Morning Chronicle*, le *Times*, lui reprochent la faiblesse de sa politique, et la déplorable habitude qu'il a prise de se faire servir dans les capitales du continent par des agents tories²; et le *Times*, en attendant de lui infliger, à cause de la recherche extrême de sa mise et probablement aussi de ses mœurs faciles, le sobriquet de « Cupidon », aime à plaisanter « notre exquis ministre des affaires étrangères », « ce gentleman si accompli », ce « frivole dandy³ ». Il s'efface en réalité, dans le cabinet, derrière lord Althorp et lord John Russell. Les quatre années pendant lesquelles, pour la première fois, il dirige la politique extérieure du royaume, ne doivent être considérées dans sa longue carrière que comme des années d'apprentissage.

L'apprentissage se fait dans des conditions difficiles. L'opinion britannique, d'une part, dans son ensemble, est libérale. Au moment où les tories tombent du pouvoir, il est impossible au gouvernement de ne pas innover en matière de politique extérieure, et de conserver des relations de solidarité avec les puissances du Nord. Mais d'autre part jamais l'Angleterre n'a été dans une disposition d'esprit plus pacifique; jamais l'horreur morale ni l'impossibilité financière de la guerre n'ont été plus profondes. « La non-intervention, écrit l'*Edinburgh Review*, est la clef de l'indépendance des États; elle est la meilleure barrière contre ce fléau, le pire

of his time in sacrificing to the graces than is consistent with the duties of a person who has so much to do with the destinies of Europe. — *Diary of Sir John Hobhouse*, 19 mars 1831 : ... Lord Nugent and Poulett Thomson ... told me that it was impossible to go on with such Cabinet Ministers as Graham, and Grant, and Palmerston who either would not, or could not, speak (*Lord Broughton's Recollections of a long life*, vol. IV, p. 96). — *Greville Memoirs*, 17 février 1835 : It is certain that he cut a very poor figure in Parliament the time he was in office before. V. encore, *ibid.*, 19 mars, 11, 12 mai 1834.

1. *Standard*, 2 janvier 1833 : ... As to the Lords Goderich and Palmerston, Mr Charles Grant, and the other *omnibus* Statesmen, nobody, we suppose, ever dreamed of asking them what they want to do, as everybody knows that they will do that thing, whatever it is, that promises to keep them in place. — *Quart. Rev.*, vol. LXIV, p. 84 : ... imitators, self-important men, who, as Canning said of my Lord Palmerston, « nearly touched the top of mediocrity ». — *H. of C.*, 26 février 1835, discours de l'avocat Goulburn : It had been admitted by the other side, and by their advocates out of doors, that what had been long wanting in the Foreign Department of this country was an individual possessing a comprehensive mind. Would they take the seal from the noble Duke, who now held that office, and put in his place the rejected of Hampshire? (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, p. 357).

2. *Morning Chronicle*, 30 et 31 mai, 1 et 11 juin 1832. — *Times*, 1, 9, 11 juin 1832, 24 mars 1834.

3. 30 juillet 1832 : our « exquisite » Foreign Secretary. — 7 mai 1834 : ... if the subject is not too coarse or too trivial to occupy the polite attention of so fine a gentleman. — 25 juin 1834 : We feel... shame more than surprise at this cold-blooded and unprincipled shuffling. What an offensive union is that of a dull understanding and an unfeeling heart : add to this the self-satisfied air of a flippant dandy, and you have the most nauseous specimen of humanity — a sort of compound which justifies Swift in the disgusting exhibition of his Yahoos.

de tous, qu'on appelle la guerre ¹. » Qu'arrivera-t-il donc si, comme à Münchengrätz, l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse concluent un pacte d'intervention commune contre tout péril révolutionnaire couru par l'un d'eux? Le *Foreign Office* protestera contre cette application du principe d'intervention contre-révolutionnaire qui menace de faire dégénérer tout mouvement révolutionnaire en une guerre générale. A quoi bon cependant cette protestation verbale, au cas où l'intervention contre-révolutionnaire deviendrait effective? Ou bien, si on veut vraiment intimider l'adversaire, comment éviter qu'elle prenne insensiblement la forme d'une contre-intervention militaire? Comment ne pas revenir de la philosophie pacifique de la non-intervention à la philosophie guerrière de l'« équilibre des puissances »? La difficulté, déjà sérieuse du vivant de Canning, l'est devenue plus encore. Car le parti de la guerre en France, c'est le parti du « mouvement » avec lequel les Anglais sympathisent dans la mesure où ils font profession de radicalisme. Tandis que le parti de la paix, en France, c'est le parti de la « résistance », qui aspire à se réconcilier, dans la mesure où les événements de juillet 1830 le permettent, avec les puissances absolutistes.

La France, d'ailleurs, depuis un siècle et demi, est, pour l'Angleterre, l'« ennemi héréditaire ». L'Angleterre et la France sont les deux « puissances maritimes » dont les marines — marine de guerre et marine de commerce — sont en rivalité chronique sur toutes les mers : Guillaume IV, vieux marin, donne libre cours à l'expression de ses sentiments antifrançais ². Voici pourtant, par l'effet de la révolution de juillet, lord Palmerston obligé d'adapter les principes de la diplomatie de Canning à un système européen tout nouveau : la France, devenue puissancelibérale, est en principe l'alliée de l'Angleterre. Il est impossible de la traiter comme le Portugal ou les républiques sud-américaines, simples clientes de l'Angleterre. Elle est assez forte, peut-être, pour disputer à l'Angleterre le patronage des petites nations. Comment faire alors pour empêcher que, dans l'union franco-anglaise, qui est une nécessité de l'heure, la France soit aussi manifestement que possible maintenue au second rang? Problème diffi-

1. *Ed. Rev.*, décembre 1831, art. vi. *Recent History... of Portugal* (vol. LIV p. 442). — Cf. *Ed. Rev.*, avril 1832, art. x. *History... of Poland* (vol. LV, p. 264) : It is in vain to deny that two great antagonist principles now divide Europe — freedom and despotism. They are to be found contending from Lisbon to St Petersburg; and we meet them in every political question... The absolutes can carry their ends only by war; from which they are now restrained by a sense, if not of weakness, certainly of that which is akin to it, insecurity. The best security of the liberals is in tranquillity; and in their strength, therefore, lies peace.

2. Le roi à lord Grey, 16 avril 1832 (*Corr. of Earl Grey with William IV*, vol. II, pp. 351 sqq.), Cf. *Greville Memoirs*, 10 septembre 1833.

cile : « Paris, écrit lord Palmerston à son frère, est le pivot de ma politique étrangère ¹ ».

BELGIQUE.
MÉDITERRANÉE.
LA QUADRUPLE
ALLIANCE DE 1834

Casimir Périer avait posé les principes de la « bonne entente », de l'« entente cordiale ² » avec l'Angleterre. Si l'alliance française était utile au ministère whig, le nouveau régime français, de son côté, pendant les premières

années de sa précaire existence, ne pouvait se passer de l'appui du cabinet de Londres. C'est en Belgique, où l'acceptation par la France de la candidature du prince Léopold n'avait pas levé toutes difficultés, que l'entente fut d'abord mise à l'épreuve. Une armée hollandaise étant entrée en Belgique, une armée française la refoula, et vint mettre le siège sous Anvers. Alors les plénipotentiaires, las de toujours travailler en vain à obtenir la signature d'un traité belgo-hollandais, passèrent outre à la résistance hollandaise, et réglèrent le partage des territoires par le « traité des vingt-quatre articles » du 15 octobre 1831. L'Autriche, la Russie, la Prusse hésitaient à signer. La France et l'Angleterre signèrent seules. Devant cette quasi-alliance des deux nations, les trois puissances continentales capitulèrent, et ratifièrent. Le traité fut complété par une convention militaire entre la France et l'Angleterre; et l'opinion britannique permit qu'une armée française entrât à Anvers. Finalement la Hollande conclut avec la Belgique un armistice qui devait être remplacé par un traité en forme dans un délai de cinq années. La question belge était réglée.

Elle était réglée par la constitution d'un État neutre entre la France et la Hollande. A ce prix, le péril d'une guerre européenne était écarté. La France, au terme des pactes qu'elle signait avec l'Angleterre, prenait l'engagement implicite de ne pas s'agrandir vers le Rhin. Il fallait cependant que Louis-Philippe donnât à l'intérêt français, à l'opinion parisienne, quelque compensation. L'attention de Casimir Périer et de ceux qui suivirent sa tradition se tourna du côté de la Méditerranée. Ils voulurent en faire, suivant la formule napoléonienne, « un lac français »; et les whigs jugèrent qu'il était sage de permettre ce dérivatif aux ambitions françaises.

Il devint avéré que l'occupation d'Alger allait être permanente; et la

1. A William Temple, 29 juin 1834. (Sir H. L. Bulwer, *Life of Viscount Palmerston*, Book XI, éd. Tauchnitz, vol. II, p. 170).

2. Officiellement l'expression date de 1842, mais déjà en 1832 elle s'ébauche. Cordial union (discours de lord Palmerston, *H. of C.*, 9 février 1832; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. X, p. 159). Good understanding (discours de lord Grey, *H. of C.*, 27 février 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. X, pp. 727, 730). Friendly understanding (lord Grey au roi, 17 avril 1832; *Correspondence of Earl Grey with William IV*, vol. II, p. 360).

France, installée à Alger, rêva de constituer sur les côtes barbaresques un véritable empire colonial. Bien des Anglais s'en alarmèrent. Les sages se consolèrent par la pensée que la paix générale y gagnait. Autant de soldats français autour d'Alger, autant de soldats de moins sur le Rhin.

En Italie, l'empereur d'Autriche visait à maintenir la paix et l'ordre par l'établissement d'une sorte de confédération italienne, placée sous son patronage. Le gouvernement britannique était hostile à cette unification : Seymour à Florence et à Rome, Sir William Temple, le frère de lord Palmerston, à Naples¹, eurent une attitude ouvertement hostile à l'Autriche. Mais c'est Casimir Périer qui fit le coup audacieux de répondre à l'intervention autrichienne par une contre-intervention française. L'occupation militaire d'Ancône mit en Italie le gouvernement français au premier plan : les agents de lord Palmerston eurent pour mot d'ordre de ne pas s'en offusquer.

Dans le Levant, la Grèce fut constituée en État indépendant, pourvue d'un prince allemand pour la gouverner avec le titre de roi : double victoire pour la diplomatie anglaise et pour le libéralisme occidental. Mais l'indépendance grecque ne donna pas la paix au Levant. Ce furent les deux puissances ottomanes, naguère unies contre la Grèce, qui entrèrent maintenant en guerre l'une avec l'autre. Ibrahim Pacha, fils du pacha d'Égypte Mehemet Ali, après avoir, à la tête d'une armée égyptienne de cinquante mille hommes, détruit l'armée du sultan, vint camper devant Brousse. Le sultan appela la Russie au secours ; et une flotte russe mouilla dans le Bosphore, quinze mille Russes débarquèrent à Scutari. Finalement, par l'intermédiaire d'un agent français, le sultan Mahmoud signa avec Mehemet Ali un traité qui abandonnait à celui-ci toutes les extensions de territoire qu'il demandait. Il signa d'autre part avec l'empereur de Russie le traité d'Unkiar Skelessi, qui établissait, en fait, un protectorat russe sur la Turquie, et fermait le Bosphore aux flottes anglaise et française. Que faisait cependant l'Angleterre ? Alors que les Égyptiens arrivaient à Brousse et les Russes à Scutari, il n'y avait pas même d'ambassadeur anglais à Constantinople. Le résultat de cette politique d'inertie, ce fut que l'influence russe prédomina à Constantinople et l'influence française au Caire. Il sembla que, dans le Levant, l'Angleterre cessait de compter.

Au Portugal, en Espagne, l'effacement anglais n'était pas aussi complet.

1. A William Temple, 8 octobre 1833 : I am glad to hear the King of Naples perseveres in his conciliatory system : pray encourage it as far as you can without appearing to meddle too much in matters which do not concern us. — Cf. lettres au même du 3 décembre 1833, du 21 avril 1834, du 27 juin 1834 (Sir H. L. Bulwer, *Life of Viscount Palmerston*, Book X and XI, éd. Tauchnitz, vol. II, pp. 152, 159, 172).

Mais il s'était produit, depuis les temps de la guerre péninsulaire, un étrange bouleversement de toutes les situations diplomatiques.

Le gouvernement portugais n'était plus le client de l'Angleterre, protégé par celle-ci contre les ambitions françaises. Il était divisé en deux factions rivales; et c'est la même faction qui, dans le même instant, obtenait l'appui des cabinets de Londres et de Paris — la faction absolutiste avant juillet 1830, la faction libérale au cours des années qui suivirent. Dom Miguel, ayant pris, en même temps que le titre de roi, la direction du parti absolutiste, se trouva en conflit tout à la fois avec Londres et avec Paris. Il dut subir, coup sur coup, l'humiliation d'un ultimatum anglais et d'un ultimatum français, l'un et l'autre appuyés par une démonstration armée¹. La guerre civile éclata, dom Pedro étant venu du Brésil pour soutenir contre Miguel les droits de sa fille, donna Maria. Il n'obtint pas l'assistance directe des cabinets de Londres et de Paris : le principe de non-intervention s'y opposait. Mais on lui permit de recruter librement les soldats dont il avait besoin. Un marin anglais, puis un autre, commanda sa flotte. Et des vétérans de la « grande guerre », ayant servi jadis sous les ordres de Masséna ou de Wellington, constituèrent une petite phalange de quinze cents hommes, noyau de l'armée de Donna Maria.

En Espagne, Ferdinand VII, cédant à l'influence de sa femme, déclara la loi salique abrogée : il déshéritait de la sorte son neveu don Carlos, chef du parti absolutiste, et assurait la succession à sa fille Isabelle, autour de laquelle gravitait le parti libéral. A peine fut-il mort que don Carlos, à la fin de 1833, provoqua une insurrection des provinces du nord. Ainsi le même problème se posait en Espagne qu'au Portugal : il fallait que les gouvernements de Paris et de Londres se missent d'accord sur les principes d'une politique commune, s'ils voulaient maintenir l'entente. Tâche difficile dans un pays où, traditionnellement, l'influence française et l'influence anglaise étaient rivales. Metternich la rendit plus aisée. A Münchengrätz, l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche, et le roi de Prusse signèrent un traité ostensiblement dirigé contre les deux puissances occidentales. Celles-ci sentirent la nécessité d'une contre-démonstration.

Le chose ne se fit pas sans heurts; au moment où l'entente allait se manifester par un acte solennel, on en sentit la fragilité. Le duc de Broglie et Talleyrand proposèrent à lord Palmerston la conclusion d'un traité

1. Lord Palmerston essaya d'empêcher la démonstration navale française : voir lettre à lord Granville, 10 juin 1831 (Sir H. L. Bulwer, *Life of Viscount Palmerston*, Book VIII, éd. Tauchnitz, vol. II, p. 82). Mais une fois qu'elle se fut produite, il refusa de la désavouer.

général d'alliance entre la France et l'Angleterre. Lord Palmerston se déroba : il ne voulait pas engager à ce point son pays. Il avait formé un autre projet, rédigé un traité d'alliance entre l'Angleterre d'une part et d'autre part les deux gouvernements de donna Maria et d'Isabelle. Ainsi l'Angleterre cessait de transiger dans la péninsule ibérique avec la France : elle revendiquait de nouveau une sorte de protectorat exclusif sur le libéralisme hispano-portugais. C'est seulement une fois le traité conclu qu'on demanderait à la France de vouloir bien y accéder. A son tour, Talleyrand protesta. Finalement le traité, non pas général mais limité aux affaires ibériques, fut conclu sur un pied d'égalité entre quatre contractants : France, Angleterre, gouvernement d'Isabelle et gouvernement de donna Maria ¹. Le traité de la « Quadruple Alliance » était donc en réalité un compromis entre les projets rivaux de deux diplomates qui commençaient à se brouiller l'un avec l'autre, une demi-défaite pour l'un aussi bien que pour l'autre. Mais tout d'abord, en avril et en mai, le traité séduisit les imaginations de ceux qui ne savaient pas ce qui s'était passé dans les coulisses ² : riposte directe à Metternich, il dressait enfin, contre le bloc des monarchies absolues, le bloc des nations libérales. Lord Palmerston s'en attribua toute la gloire ³ : ce fut le premier de ses coups de théâtre diplomatiques.

1. Voir les lettres échangées, depuis le mois de décembre 1833 jusqu'au 23 avril 1834, entre Talleyrand et le duc de Broglie, Talleyrand et le comte de Rigny, Talleyrand et Palmerston (*Mémoires du Prince de Talleyrand*, vol. V. pp. 269-385). Thureau-Dangin avait utilisé ces documents avant qu'ils eussent été rendus publics (*Histoire de la Monarchie de Juillet*, vol. II, pp. 376 sqq.). Mais déjà l'histoire secrète du traité de la Quadruple-Alliance avait été racontée succinctement par Duvergier de Hauranne, en 1841, dans un excellent article intitulé « De l'Alliance anglo-française » (*Revue des Deux-Mondes*, vol. XLVII, pp. 469 sqq.).

2. *Morning Chronicle*, 24 avril 1834 : The policy which has dictated the Treaty appears, as far as we know of its provisions, to be some reparation for the timid, busy and never ending system of negociation and interference which has latterly distinguished the management of our « Red Tapists » at home. — Le *Times*, beaucoup plus réservé, se borne à deux brèves notices, de 14 et 11 lignes respectivement, en tête du *leader*, 23 et 24 avril 1834. Il rassure ses lecteurs (23 avril) par l'affirmation que, de toutes manières, « armed interference will not be resorted to ».

3. A William Temple, 21 avril 1834 : I carried it through the Cabinet by a *coup de main*, taking them by surprise, and not leaving them time to make objections... I reckon this to be a great stroke. In the first place, it will settle Portugal, and go some way to settle Spain also. But what is of more permanent and extensive importance, it establishes a quadruple alliance among the constitutional States of the West, which will serve as a powerful counterpoise to the Holy Alliance of the East. (Sir H. L. Bulwer, *Life of Viscount Palmerston*, Book X, éd. Tauchnitz, vol. II, p. 156). Au même, 12 mai 1834 : This treaty was a capital hit and all my own doing. (*Ibid.*, p. 162), et 27 juin 1834 (*Ibid.*, p. 171).

CRITIQUES
DE L'OPPOSITION
TORY.
ELLES TROUVENT
PEU D'ÉCHO

L'Opposition conservatrice eut pour tactique, tout naturellement, de se plaindre que lord Palmerston sacrifiât à son système d'entente avec la France les intérêts de son pays. Les conservateurs ne demandaient pas la guerre à la France libérale; mais ils pensaient que c'était payer l'amitié française à trop haut prix que de se brouiller avec toutes les grandes puissances ¹, et ne voyaient pas sans alarme les ambassadeurs de Russie, d'Autriche et de Prusse, l'un après l'autre, sous des prétextes divers, quitter la capitale anglaise, mettant pour ainsi dire lord Palmerston en quarantaine. Ils froissaient son amour-propre en le montrant une fois de plus joué par le grand homme d'État qui représentait la France à Londres. L'expulsion de don Miguel et de don Carlos serait « le coup de main de la vie politique de Talleyrand »; les ministres anglais étaient « des marionnettes que la volonté de cet habile diplomate faisait mouvoir à sa guise ² ». La solution de l'affaire belge ne les satisfaisait pas davantage. Ils voyaient l'Angleterre renonçant à ses faibles et fidèles alliés, le Portugal et la Hollande, pour se rapprocher d'une puissance autrement importante, mais pour cette raison beaucoup moins sûre. Ils accusaient les whigs de reprendre la politique des Stuarts, et de prêter maladroitement à la France l'appui de sa flotte pour abaisser la Hollande ³. La Belgique n'était à leurs yeux qu'une province française sous un nom déguisé ⁴. Comment ne pas s'alarmer quand ils voyaient Léopold épouser une fille de Louis-Philippe, détruire les forteresses élevées naguère sur la frontière méridionale de son royaume pour protéger l'Allemagne contre une nouvelle invasion française, et demander à Paris des officiers pour faire à la française l'instruction de ses troupes? Si les conservateurs critiquaient aussi vivement la politique suivie par l'Angleterre en Belgique, en Espagne et au Portugal, on juge quelle devait être leur inquiétude, quand ils songeaient à l'occupation permanente d'Alger, au débarquement d'Ancône, à l'effacement de la politique anglaise sur le Bosphore, aux progrès de l'influence française au Caire.

Et ce n'étaient pas seulement les hommes politiques, c'étaient aussi les

1. *H. of C.*, 17 mars 1834 : discours de sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXII, p. 339).

2. *H. of L.*, 6 mai 1834 : discours de lord Londonderry (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIII, p. 590).

3. *H. of L.*, 26 janvier 1832 : discours de lord Aberdeen (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IX, p. 835).

4. King Leopold First was just as dependent on the French Cabinet as any Nabob on the Ganges was on our East India Company (*H. of C.*, 26 mars 1832, discours de Baring; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XI, p. 908).

hommes d'affaires qui s'alarmaient. Les exportations anglaises en Espagne tombaient de moitié. Le Portugal établissait un droit fixe sur toutes les importations, privant l'Angleterre de cette préférence douanière que lui avaient concédée les traités conclus au XVIII^e siècle. L'embargo anglais sur la Hollande paralysait pendant de longs mois tout le mouvement des ports de la côte orientale anglaise. La Belgique signait un traité de commerce avec la France. Quant à la France, c'est en vain qu'on avait espéré la voir se convertir au libre-échange en même temps qu'au libéralisme politique. John Bowring, le disciple et l'ami de Bentham, envoyé à Paris en mission, ne rapportait que des promesses en échange de l'abaissement des droits anglais sur l'importation des vins ¹.

Il est vraisemblable que lord Palmerston se sentit touché par ces critiques. Car c'étaient, en fin de compte, les mêmes qu'il adressait, en 1829 et en 1830, à Wellington et à lord Aberdeen, ses opposants d'aujourd'hui. D'où commencement de brouille avec Louis-Philippe et Talleyrand, due en partie aux mêmes causes qui avaient provoqué, au printemps de 1830, la brouille de Wellington avec Polignac. Une chose en tous cas est certaine : l'opinion, pour l'instant, n'était pas sérieusement ébranlée. Les événements de 1830 étaient trop proches, la France et l'Angleterre étaient comme rivées l'une à l'autre. Et plus inefficaces encore étaient les protestations des libéraux avancés, qui, trouvant l'attitude de la France et de l'Angleterre trop timide en face de Metternich et de Nicolas, reprochaient à lord Palmerston d'avoir trahi en Pologne la cause de la liberté ². L'Angleterre voulait la paix. Toutes les guerres dont les Anglais ont gardé le souvenir, c'étaient des guerres avec la France. Donc, la bonne entente avec la France était une garantie de paix : l'opinion n'en demandait pas davantage pour être satisfaite. En réalité, les chefs de l'Opposition conservatrice se rendaient compte de cet état de l'opinion. C'est à la Chambre des Lords seulement que la politique extérieure était l'objet de débats sérieux, provoqués soit par lord Aberdeen soit par lord London-

1. Sur les relations économiques de la France et de l'Angleterre, voir *First Report on the Commercial Relations between France and Great Britain...* By George Villiers and John Bowring. With a supplementary report, by John Bowring, 1834. Le premier rapport est daté du 26 novembre 1832; — Et : *Second Report on the Commercial Relations between France and Great Britain. Silks and Wine.* By John Bowring, 1835 [24 janvier 1834].

2. To the Congress of London the international law of Europe is indebted for a new principle, that of non-intervention; a principle which keeps oppressed subjects apart because the Holy Alliance is no longer strong enough to keep the oppressors together (*Westm. Rev.*, octobre 1831, art. VIII. *France and her Revolution*; vol. XV, p. 430). — Cf. *Ibid.*, janvier 1831, art. XVII. *European Revolution* (vol. XIV, p. 249) : What would be the consequence in common life, if the principle of non-interference was acknowledged and acted on; — if there might be a Holy Alliance of thieves, but only a Non-Interference Society of honest men?

derry. C'est la Chambre des Lords qui, au mois de juin 1833, prenait l'initiative audacieuse de faire appel au roi pour obtenir que le gouvernement anglais restât sincèrement neutre entre les partis qui se battaient au Portugal¹. A la Chambre des Communes, c'est tout juste si de loin en loin quelques observations isolées portaient sur les questions diplomatiques : rarement une discussion générale, rarement une intervention de Peel ou d'un autre orateur de marque. Peel savait qu'il serait d'une mauvaise tactique de porter sur ce terrain l'effort de son opposition. Car le pays, pourvu que la paix se maintînt, était indifférent aux problèmes de la politique extérieure. Son attention était ailleurs². Elle était accaparée par le foisonnement des problèmes de la politique intérieure.

L'ÉMANCIPATION DES ESCLAVES

Un des premiers problèmes qui furent abordés par le Parlement réformé, — problème de politique coloniale, à vrai dire, plutôt que de politique intérieure au sens propre du mot, — ce fut le problème de l'abolition de l'esclavage. La question était déjà presque mûre, avant la Révolution de Juillet : il fallut cette révolution pour la jeter au second plan sur les programmes des candidats, lors des élections générales. Après quoi la propagande antiesclavagiste, loin de se ralentir, prit au contraire, sous l'influence des événements, un caractère révolutionnaire.

Le ministère whig pratiqua d'abord, en la développant, la politique de réforme modérée qui avait été adoptée par Canning et lord Bathurst. Dans les vieilles colonies des Antilles, des avantages matériels (un abaissement des droits perçus sur l'importation de leurs sucres) furent promis aux planteurs s'ils donnaient, chez eux, force de loi aux décrets par lesquels le gouvernement avait, dans les colonies dites de la Couronne, établi un régime de protection légale du travail des esclaves³. En même temps le gouvernement proclama l'émancipation de tous les nègres qui étaient la propriété directe de la Couronne⁴. Mais le résultat immédiat de cette démarche gouvernementale fut de déchaîner une insurrection. Les nègres

1. *H. of L.*, 3 juin 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, pp. 238 sqq.).

2. Lord Palmerston à lord Granville, 1^{er} mars 1831 : Cowley's statement that Austria does not mean to meddle with the Pope's territory is satisfactory and relieving. We are all too busy with Reform to make it possible to give you instructions about Italy; — et, 9 mars 1831, du même au même, cette phrase caractéristique : I have been too busy to write to you for some days (Sir H. L. Bulwer, *Life of Viscount Palmerston*, Book VIII; éd. Tauchnitz, vol. II, pp. 48, 49.)

3. *Ann. Reg.* 1832, Public Documents, pp. 282 sqq. — Cf. *H. of C.*, 15 avril 1831 : discours de lord Althorp; 23 mars 1832 : discours de lord Althorp et de lord Howick (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. III, pp. 1423; vol. XI, pp. 807, 815).

4. *H. of C.*, 17 août 1831 : explications données par lord Howick en réponse à une question de Burge (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VI, p. 160).

des Antilles surent que le gouvernement avait pris des mesures en leur faveur, mais ils n'en comprirent pas la vraie nature : le bruit se répandit parmi eux que le roi d'Angleterre avait proclamé, pour la Noël, la liberté de tous les esclaves. En décembre éclata à la Jamaïque une formidable révolte d'esclaves, qui pendant une dizaine de jours livra l'île au pillage ¹.

La loi martiale fut proclamée. Les miliciens blancs rétablirent l'ordre. A Londres, le groupe colonial qu'on appelait le *West India Interest* essaya d'exploiter les désordres pour obtenir l'ajournement de l'émancipation des esclaves. Mais les antiesclavagistes, Buxton en tête à la Chambre des Communes, veillaient : ils savaient que les conjonctures leur étaient favorables. Ce qui faisait au Parlement la force du *West India Interest*, c'est le pouvoir qu'il avait d'acheter, argent comptant, la représentation d'un certain nombre de bourgs pourris. Aux mois d'avril et de mai 1832, au moment où se livrait, avant le vote du *Reform Bill*, la dernière bataille, il apparut que combattre l'esclavage, c'était enlever au parti tory un moyen de corruption. Lord Harewood défendait les planteurs à la Chambre des Lords : or, il se trouvait être, dans ce Yorkshire si passionnément attaché tout à la fois à la cause de la Réforme et à la cause de l'antiesclavagisme, le chef du parti tory. Le marquis de Chandos, aux Communes, était le protagoniste des partisans de l'esclavage, en même temps que le plus actif et le plus habile des adversaires du *Reform Bill*. « N'hésitez pas, écrivait Perronet Thompson dans le *Westminster Review*, à jeter bas un abus, surtout lorsque, comme c'est le cas pour l'esclavage, les défenseurs de cet abus défendent en même temps tous les autres ² ». Cobbett le démagogue, qui pendant longtemps avait été l'ennemi de l'antiesclavagisme, qui devait au fond de son cœur le demeurer toujours, se rallia pour un temps à la cause : il donnait ainsi satisfaction à ses haines politiques ³.

Ajoutons que la querelle des esclavagistes et des antiesclavagistes prenait l'aspect d'une guerre de religion. Les sectes dissidentes, chez qui l'esprit de prosélytisme s'était réveillé depuis un demi-siècle, évangélisaient les nègres des Antilles. En Angleterre, elles servaient de centre de ralliement aux boutiquiers, aux ouvriers ; dans les Antilles, aux esclaves. Les prédicateurs, méthodistes ou baptistes, ne poussaient pas les nègres à l'insurrec-

1. *Ann. Reg.*, 1832. Public Documents, pp. 286 sqq.

2. Article du colonel Thompson dans le *Westminster Review*, cité par A. Prentice, *Hist. Sketches of... Manchester*, p. 352.

3. *Pol. Reg.*, 4 août 1832 : It now appears that, in fact, these slaves are in general the property of the English boroughmongers, that they are so in great part at least, and that the fruit of the labour of these slaves abroad, has long been converted into the means of making us slaves at home... their continuing to hold slaves cannot be good to the people of England (vol. LXXVII, p. 261).

tion. Mais ils leur faisaient sentir chaque jour qu'ils étaient les égaux des blancs devant Dieu, leur promettant l'émancipation prochaine, leur racontant comment en Angleterre les évangéliques se livraient en leur faveur à une propagande inlassable. Il n'est donc pas surprenant qu'au moment où la guerre servile éclata, la fureur des propriétaires d'esclaves se soit tournée contre eux. Au mois de janvier 1832, quatorze chapelles furent détruites par les colons; et il se constitua une *Church Union* pour faire une guerre impitoyable aux protestants des sectes ¹. C'est donc entre ces sectes et l'Église anglicane, au moment précis où celle-ci était en butte à de formidables animosités, que la bataille s'engagea. Les wesleyens, qui constituaient la plus conservatrice de toutes les sectes, qui systématiquement s'abstenaient d'intervenir dans les luttes des partis, considéraient la question de l'esclavagisme comme une question morale et religieuse plutôt que politique, et recommandaient à leurs coreligionnaires d'exiger de tous les candidats parlementaires, avant de voter pour eux, qu'ils s'engageassent à appuyer l'abolition radicale de l'esclavage aux colonies ². La résistance de l'Église se trouva affaiblie par le fait que sur cette question, comme sur tant d'autres, le parti évangélique sympathisait avec les méthodistes. Un évangélique de marque, avocat en renom, Stephen, sacrifia un bel et lucratif avenir pour entrer au ministère des colonies, et travailler à l'émancipation rapide des nègres.

Tant que lord Goderich resta ministre des colonies, les bureaux perdirent inutilement beaucoup de temps à négocier avec les représentants des planteurs l'adoption d'un projet qui préparât l'émancipation des esclaves sans léser trop gravement les intérêts de leurs propriétaires. Mais Stanley lui succéda en mars 1833 : ses relations avec O'Connell étaient devenues si mauvaises qu'il n'était plus possible de lui laisser la gestion des affaires d'Irlande. Il voulut prendre sa revanche de son échec irlandais par un coup d'éclat. En moins de deux mois, il mit à lui seul sur pied un bill d'émancipation ³.

Il serait décidé, en premier lieu, que tous les enfants, à naître ou déjà nés et âgés de moins de six ans au moment de l'entrée en vigueur de la loi, seraient déclarés inconditionnellement libres. C'est ce que Buxton avait proposé il y avait précisément dix ans. Le ministère, répudiant la méthode temporisatrice de Canning, se ralliait à la méthode radicale des antiesclavagistes.

1. *H. of C.*, 24 mai 1832 : discours de Fowell Buxton (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XII, p. 41).

2. *Wesleyan Methodists. Minutes of Conference*, vol. VI, p. 613 (Conférence de 1830); vol. VII, pp. 66-7 (Conférence de 1831) et 175-7 (Conférence de 1832).

3. *H. of C.*, 14 mai 1833 : discours de Stanley (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVII, pp. 1193 sqq.).

Cette méthode ne devait cependant aboutir que lentement à l'émancipation intégrale, puisque, si on s'en tenait là, tous les esclaves âgés de plus de six ans le jour de la promulgation de la loi étaient condamnés à rester perpétuellement esclaves. Stanley instituait à leur intention un système d'« apprentissage » réglé par la loi. La journée de travail serait de dix heures. Les trois quarts de la journée de travail appartiendraient au propriétaire moyennant une certaine allocation en nature ou en argent. Le quart restant appartiendrait à l'esclave, qui pourrait soit en disposer à son gré, soit en effectuer le versement en vue du rachat final de sa liberté. Le salaire de l'esclave, pendant ces deux heures et demie de travail quotidien, serait fixé de manière que, versé intégralement entre les mains du propriétaire, il pût racheter en douze ans la liberté de l'esclave. L'idée de ce régime d'apprentissage légal dérivait du principe qui avait inspiré toute la politique de Canning en matière d'institutions serviles. La différence, c'est que Canning avait institué un régime légal d'esclavage atténué dans l'espoir d'amener éventuellement les propriétaires à émanciper volontairement leurs esclaves. Stanley organisait le nouveau régime comme un régime de transition qui devait automatiquement, si l'esclave le voulait, faire place au bout de douze ans à un régime de liberté complète.

En dernier lieu, afin de ne pas exposer les propriétaires aux risques d'un paiement incertain et lointain, l'État s'interposait entre les esclaves et leurs maîtres. A ceux-ci il versait immédiatement une somme considérée comme équivalente à ce que donnerait le rachat progressif de tous les esclaves : 15 000 000 l.. Et c'est entre les mains de fonctionnaires impartiaux, envoyés par l'État aux Antilles, que les esclaves feraient, pendant douze ans, les versements destinés à racheter leur liberté.

Les colons déclarèrent qu'une somme de 15 000 000 l. ne leur suffisait pas; ils demandèrent 20 000 000 l.. Ils ne s'accommodèrent pas d'un « prêt », même quand le prêt n'était, selon la formule gouvernementale, qu'un prêt fictif : ils réclamèrent un « don » sans condition. Le gouvernement et le Parlement firent droit à leurs demandes : ils eurent un don de 20 000 000 l. ¹.

Les antiesclavagistes, de leur côté, n'acceptèrent qu'en protestant le système d'« apprentissage » institué par Stanley, bien qu'il répondît à leurs vœux d'il y a dix ans. Ils critiquèrent un système bâtarde qui ne pouvait, selon eux, fonctionner à la satisfaction ni des maîtres ni des esclaves. Les esclaves n'auraient aucun mobile pour les stimuler au travail : ils ne travailleraient pas. Les maîtres fatigueraient l'Angleterre de plaintes

1. *H. of C.*, 10 juin 1833 : discours de Stanley (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, pp. 547 sqq.).

auxquelles on ne pourrait donner satisfaction, puisque ce ne serait pas l'esclave, mais le régime auquel il était soumis qui serait responsable de son oisiveté. D'ailleurs, puisque la somme versée entre les mains des planteurs ne constituait plus un prêt mais un don, puisqu'elle était arbitrairement portée de 15 000 000 l. à 20 000 000 l., pourquoi fixer au chiffre de douze, plutôt qu'à n'importe quel autre chiffre, le nombre d'années au bout desquelles l'« apprenti » deviendrait un homme libre? Le gouvernement tint compte de ces critiques : et la durée du nouveau régime d'apprentissage fut réduit de douze ans à sept ans pour les esclaves employés au travail de la terre, à cinq ans pour les autres ¹.

Ainsi remaniée, la loi passa sans difficulté dans les deux Chambres, à de grosses majorités. L'insurrection de la Jamaïque, contre-coup de la Révolution de Juillet, devait donc, entre tant d'autres insurrections contemporaines qui avortaient, être classée comme une insurrection qui réussissait. Mais, pour faire comprendre la joie qui accueillit l'émancipation des noirs, les grandes manifestations qui marquèrent un an plus tard, à travers toute l'Angleterre, le jour fixé pour l'entrée en vigueur de la loi, il importe d'insister sur le caractère essentiellement chrétien du mouvement. Ce que la bourgeoisie libérale ne sut pas faire à cette même date, en France, pour les esclaves des Antilles, la bourgeoisie évangélique eut l'audace de l'accomplir en Angleterre : et Wilberforce, quand il mourut quelques semaines après le vote de la loi émancipatrice, put se rendre ce témoignage que la victoire remportée par les noirs était véritablement sa victoire. Sans doute la « Revue de Westminster », organe du groupe de Bentham, fait campagne à fond pour la loi ; mais ici même des influences religieuses s'exercent : le rédacteur en chef, John Bowring, est un chrétien libéral, qui atténue, autant qu'il peut, l'antichristianisme du maître. Et d'autre part Joseph Hume, au Parlement, ne se lasse pas de prêcher la prudence : il demande que l'on n'aille pas « se jeter tête baissée dans un précipice ² ». Sans doute Brougham a été, dans les milieux politiques, à côté de Wilberforce et de Buxton, le zélé protagoniste de l'émancipation : mais la « Revue d'Édimbourg », dans l'article qu'elle consacre à passer en revue toutes les réformes accomplies au cours de la première session du nouveau Parlement, ne parvient pas, tout en glorifiant l'abolition de l'esclavage, à dissimuler ses appréhensions : elle reconnaît l'extrême « difficulté du sujet » et déplore les « extravagances du parti antiesclavagiste ³ ».

1. *H. of C.*, 24 juillet 1833 : amendement Fowell Buxton : 25 juillet 1833 : discours de Stanley (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, pp. 1184 sqq., 1238-9).

2. *H. of C.*, 7 juin 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd, ser., vol. XVIII p. 459).

3. *Ed. Rev.*, octobre 1833, art. x. *First Session of the Reformed Parliament* (vol. LVIII, pp. 206, 207).

N'exagérons pas l'importance de ces réserves : « libéraux » et « évangéliques » ont coopéré au vote de la loi. Ce n'en est pas moins un fait caractéristique que la première grande loi de libération votée par le Parlement réformé ait été votée sous l'influence combinée du libéralisme politique et du piétisme évangélique.

*LE LIBÉRALISME
ÉCONOMIQUE
ET LA QUESTION
DES MONOPOLES.
COMPAGNIE
DES INDES
ET BANQUE
D'ANGLETERRE*

Si l'on veut définir un aspect du nouveau libéralisme qui soit exempt de tout sentimentalisme chrétien, c'est aux économistes qu'il faut demander cette définition. Non seulement le groupe de Bentham et les hommes de la « Revue de Westminster », mais les simples libéraux, les écrivains de la « Revue d'Édimbourg », étaient les disciples d'Adam Smith et de Ricardo. Les plus optimistes considéraient que les intérêts

des individus sont naturellement harmoniques, et que seule l'ingérence de l'État empêche cette harmonie de se manifester. D'autres, plus pessimistes — ceux qui suivaient de plus près Ricardo — ne méconnaissaient pas qu'il existe, entre capitalistes et ouvriers, entre propriétaires et capitalistes, des désharmonies naturelles d'intérêt, et que peut-être, avec le progrès du genre humain, ces désharmonies tendent à s'aggraver plutôt qu'à disparaître : mais ils tombaient d'accord avec les autres pour penser que l'État, par son intervention nécessairement maladroite, ne peut pas éviter de les rendre plus graves. Les uns et les autres proposaient donc un programme de libération économique. C'était répondre au vœu des économistes que de s'attaquer à certaines survivances de législation féodale par lesquelles était protégée la propriété foncière : faire que le droit de chasse ne fût plus un privilège attaché à la possession du sol et que le commerce du gibier devînt licite ¹; faire que les créanciers eussent dorénavant recours sur les biens immobiliers des débiteurs au même titre que sur leurs biens mobiliers ². Et c'était répondre encore au vœu des économistes que de poursuivre l'abolition des monopoles légaux qui entravaient la liberté des individus : liberté de consommer et de produire, liberté d'acheter et de vendre. Or, deux gros monopoles arrivaient précisément à échéance en 1833 et en 1834 : le monopole de la Compagnie des Indes Orientales et le monopole de la Banque.

En vertu du nouveau régime qui fut institué, la Compagnie des Indes Orientales conserva l'administration des Indes sous le contrôle du gou-

1. 1 and 2 Will. IV, c. 32.

2. 3 and 4 Will. IV, c. 104.

vernement des Indes, selon le système institué sous George III. Mais elle perdit le monopole du trafic et de la navigation avec la Chine¹. On constatait qu'en Angleterre, pendant les trente premières années du siècle, alors que la population avait augmenté des deux tiers, la consommation du thé avait augmenté seulement d'un douzième. Or, si le relèvement des droits sur le thé rendait compte en partie de ce médiocre accroissement de la consommation², le monopole de la Compagnie des Indes y contribuait aussi. Sur la nécessité de mettre fin à ce monopole, tout le monde se trouvait d'accord : avant l'arrivée des whigs au pouvoir, le duc de Wellington avait mis la question à l'étude. Bien que le nouveau régime fût de nature à compromettre d'une manière immédiate tout le commerce qui s'était concentré dans le port de Londres autour des bureaux de la Compagnie des Indes, les représentants de l'*East End* eux-mêmes l'appuyèrent de leurs votes³. En fait, elle fut votée presque sans discussion, devant des salles vides⁴; à peine si les comptes rendus parlementaires signalent les débats.

Mais pour le privilège de la Banque, ce fut une autre affaire. Il aurait fallu, si on avait voulu rester fidèle à la doctrine de Ricardo, compléter la loi de 1819, rétablissant le paiement en espèces, par une seconde loi, abolissant le privilège. Une Banque d'État, ayant pour unique fonction l'émission de papier-monnaie, suffirait à remplir toutes les fonctions utiles qui incombaient actuellement à la Banque d'Angleterre : pourquoi déléguer cette fonction à une banque de dépôt, dont les intérêts financiers pouvaient se trouver en contradiction avec les intérêts de l'État⁵? Seulement, la Banque était une institution puissante, avec laquelle l'administration des finances et le monde des affaires avaient depuis de longues années pris l'habitude de traiter. L'honorabilité, la compétence de ceux qui la dirigeaient étaient reconnues par tout le monde, même par les critiques du privilège. Le souvenir de la crise de 1825 s'effaçait ; et, le danger se trouvant momentanément écarté, la nécessité d'un remède paraissait moins urgente. Enfin le temps pressait, et il semblait impossible de trancher cette grosse question au cours des quelques mois disponibles avant l'expiration du privilège. Un comité secret d'enquête siégea en 1832 sous la présidence du Chancelier de l'Échiquier ; mais celui-ci, en 1833, décida de couper court aux travaux du comité, et, après de rapides négociations,

1. 3 and 4 Will. IV, c. 85.

2. Sir Henry Parnell, *On Financial Reform*, 3rd ed., 1831, pp. 40-1.

3. *Quart. Rev.*, janvier 1834, art. VII. *Free Trade to China* (vol L, p. 431).

4. *Greville Memoirs*, 3 septembre 1833.

5. *H. of C.*, 31 mai 1833 : discours de Hume (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, p. 202).

signa directement avec la Banque un traité qui fut soumis, le 31 mai 1833, à l'approbation de la Chambre des Communes¹.

La Banque consentait une réduction de 120 000 l. par an sur la somme qui lui était allouée pour gérer le service de la Dette. Elle s'engageait à publier périodiquement, tous les trois mois, l'état de son encaisse, de sa circulation et de son portefeuille. Elle acceptait en outre la limitation d'un certain monopole qu'elle s'était attribué par une interprétation erronée de la loi : dorénavant un article exprès de la loi permettait aux sociétés de crédit de venir faire concurrence à la Banque d'Angleterre, dans ce rayon de soixante-cinq milles autour de la Cité où la Banque conserverait seulement le monopole de l'émission des billets. Deux dispositions de la loi nouvelle, sans renforcer directement le monopole de la Banque, en facilitaient les opérations. Dans l'état actuel de la législation, le seul moyen que la Banque eût de réduire la circulation, c'était de refuser l'escompte. Il lui fut permis désormais de relever le taux de l'escompte : pour elle, le taux légal de l'intérêt fut supprimé. Et cette disposition, première brèche dans le système des lois sur l'usure, ne souleva, bien entendu, aucune protestation. Il en fut autrement de la deuxième. Pour éviter qu'il se produisît ce qui s'était produit en 1825, et que les banques provinciales, prises de panique, drainassent le numéraire de la Banque, on décida que les billets de la Banque d'Angleterre, pour toute valeur supérieure à 5 l., auraient cours forcé partout ailleurs qu'à la Banque. On semblait ainsi revenir sur la loi de 1819 : Cobbett et Attwood triomphèrent², Robert Peel fit de véhémentes réserves³. Simple apparence en réalité, puisque le billet de banque demeurait remboursable en or aux caisses de la Banque d'Angleterre : le nouvel arrangement tendait seulement à faire que la Banque, au moment où elle perdait son monopole à Londres en tant que banque de dépôt, acquît une sorte de monopole général en tant que banque d'émission. Bref, et sous les réserves que nous venons de dire, le privilège de la Banque était renouvelé pour vingt ans, le Parlement gardant la faculté de le reviser dans dix ans : le ministère libéral, pris de court, renvoyait à 1844 la solution du problème d'organisation bancaire que la crise de 1825 avait soulevé.

1. 3 and 4 Will. IV, c. 98.

2. *H. of C.*, 19 août 1833 : discours de Cobbett (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XX, p. 764); 9 août 1833 : discours de Th. Attwood (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XX, pp. 465 sqq.).

3. *H. of C.*, 28 juin, 1^{er} juillet 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, pp. 1337-1368).

LE PROBLÈME
BUDGÉTAIRE.
LE BUDGET
DE 1831

Mais, s'il est une servitude qui semblait, depuis 1815, intolérable à tous les sujets anglais, c'est celle que les charges fiscales faisaient peser sur eux. Elles apparaissaient comme l'héritage des longues guerres que l'Angleterre avait soutenues contre la France; et, puisque le parti tory avait revendiqué la responsabilité de ces guerres, il fallait donc le tenir, du même coup, pour responsable de cette servitude. Le parti libéral, en prenant le pouvoir, se devait à lui-même d'en « libérer » le peuple anglais. Nous avons vu quelles critiques Sir Henry Parnell et Poulett Thomson avaient, dans les premiers mois de 1830, dirigées contre le régime fiscal en vigueur. Voici que Poulett Thomson était président du *Board of Trade*, particulièrement qualifié par ses fonctions pour aider à la confection du budget. Quant à Sir Henry Parnell, il est bien vrai qu'il ne fut pas invité à entrer dans la combinaison ministérielle. Mais, lorsque lord Althorp, improvisé Chancelier de l'Échiquier bien que nulle compétence spéciale ne le désignât pour ce poste, présenta en février 1831 son projet de budget, il déclara expressément qu'il avait emprunté « ses vues générales ¹ » à Sir Henry Parnell. Ce projet était extrêmement ambitieux. Le nouveau ministère, constitué sur un double programme d'économies financières et de réformes politiques, attachait probablement une importance presque égale au projet budgétaire de lord Althorp et au *Reform Bill* de lord John Russell ². Il ne prévoyait pas que le bill de lord John Russell allait être nécessaire pour sauver le ministère, gravement compromis par l'échec du projet de lord Althorp. Car celui-ci, à peine introduit, fut mis en pièces par les critiques du Parlement : la campagne libérale débuta par une fausse manœuvre.

On pouvait, s'il fallait en croire Sir Henry Parnell, dégrever le contribuable tout en augmentant à la longue les ressources de l'État. Mais c'était seulement à la longue; et la première condition, pour que la réforme fiscale fût aisée, c'était évidemment que l'on disposât, tout d'abord, d'un excédent budgétaire considérable; alors il n'eût pas été nécessaire de remplacer par d'autres taxes les taxes supprimées, de procéder, suivant l'expression consacrée, à une « commutation de taxes ». Tel n'était malheureusement pas le cas en 1831. Les recettes, pour 1830, s'étaient élevées à 50 600 000 l.; mais le ministère tory, cédant à la pression des critiques de l'Opposition, avait consenti de telles réductions d'impôts, que l'on ne prévoyait pas, pour 1831, de recettes supérieures à 47 150 000 l. : on ne

1 *H. of C.*, 11 février 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, p. 407).

2 *H. of C.*, 11 février 1831 : discours de lord Althorp (*Parl. Deb.* 3rd ser., vol. II, pp. 403 sqq.).

disposait, en fin de compte, que d'un excédent d'à peine 300 000 l. Si, malgré cette situation difficile, on décidait d'aborder de face le problème de la réforme du budget, s'attaquerait-on aux gros groupes d'intérêts qu'il fallait combattre si l'on voulait donner à la réforme toute sa valeur — marchands de bois du Canada, planteurs de cannes à sucre des Antilles, propriétaires de terres arables en Angleterre? Lord Althorp essaya de modifier le régime douanier auquel les bois de charpente étaient soumis : nous verrons avec quelle maladresse. Mais ce n'était pas le moment d'indisposer les planteurs des Antilles, déjà si menacés par la campagne anti-esclavagiste. Quant aux droits de douane sur les blés, il eût été insensé, en y touchant, de rejeter dans le camp tory, hostile au *Reform Bill*, tous les agriculteurs, prédominants à la Chambre des Communes.

Lord Althorp frappa donc au hasard. Il réduisit un certain nombre de taxes — sur le tabac, sur les annonces — dans l'espoir avoué que la diminution de l'impôt, par l'accroissement ultérieur de la consommation, rapporterait un jour à l'État un accroissement de ressources. Il supprima une taxe injuste, parce qu'elle pesait exclusivement sur un nombre limité de contribuables : c'était l'impôt auquel était soumis le charbon apporté par mer à Londres. Il supprima un certain nombre de taxes, jugées nuisibles pour le commerce, et coûtant plus à la nation qu'elles ne rapportaient à l'État (impôts sur les bougies, sur les calicots imprimés, sur le verre). Au total, on sacrifiait, suivant l'évaluation de lord Althorp, 3 170 000 l. : c'était une somme dix fois égale au pauvre excédent dont on disposait ¹.

Allait-on recourir, pour combler ce déficit, à l'impôt sur le revenu. C'était l'idée de Sir Henry Parnell; et les radicaux de l'école de Bentham et les ultra-radicaux surenchérisaient sur cette proposition. Non seulement ils demandaient l'impôt sur le revenu, mais ils le voulaient progressif ¹. Lord Althorp, au printemps de 1830, avait eu l'imprudence de déclarer qu'il partageait, sur ce point encore, les idées de Sir Henry Parnell. Mais Poulett Thomson avait toujours évité de se prononcer en faveur de cet impôt; et lord Althorp dut reconnaître que, s'il voulait incorporer l'impôt sur le revenu à son budget, il se heurterait à la résistance unanime du Cabinet et du parti whig. Il fallait donc recourir à d'autres expédients.

En premier lieu, l'Angleterre avait adopté un système de droits préfé-

1. Voir pétition de Wilton présenté par Hobhouse, 14 février 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, p. 487). — Cf. Bentham, *Traité de Législation civile et pénale, Principes du Code Civil*, 1^{re} partie, chap. vi (vol. I, pp. 186. — *Works*, vol. I, p. 305). — Mais l'*Edinburgh Review*, avril 1833 (vol. XVII, p. 162) combat cet impôt comme ayant pour objet « d'abaisser une classe, d'en élever une autre ».

rentiels sur l'importation de certains produits, de manière à favoriser la production de certaines colonies et de certaines nations clientes au détriment du reste du monde. Lord Althorp proposa, sur deux points, l'atténuation de ce système préférentiel : c'était donner une sorte de satisfaction aux doctrinaires du libre-échange. Mais il faut voir comment il procéda. S'il abaissa les droits à l'importation des vins français, il releva par compensation les droits à l'importation des autres vins étrangers et des vins du Cap : tous dorénavant payèrent un droit égal. Le producteur français bénéficiait donc de la réforme, mais non le consommateur anglais. De même encore, il tendit à rendre moins inégaux les droits qui frappaient respectivement, à leur entrée en Angleterre, les bois de charpente du Canada et les bois de charpente de la Baltique ; mais ce fut en relevant les uns et les autres. Ces deux mesures devaient, suivant son évaluation, produire un accroissement de recettes de 840 000 l..

En deuxième lieu, il proposa l'établissement d'un certain nombre d'impôts nouveaux. Droit sur l'importation du coton brut. Droit sur l'exportation du charbon. Droit sur les voyages en bateau à vapeur, proportionnel à la distance parcourue. Droit de 1/2 p. 100 sur tous les transferts de propriété — biens fonds, valeurs mobilières. Tous ces impôts nouveaux, dont lord Althorp attendait un accroissement de ressources de 1 900 000 l., étaient manifestement contraires à l'esprit de la philosophie de Sir Henry Parnell et de Poulett Thomson.

Bref, lord Althorp proposait des suppressions d'impôts jusqu'à concurrence de 3 170 000 l., des créations d'impôts jusqu'à concurrence de 2 740 000 l. : soit une différence de 430 000 l.. Le budget aurait donc encore été en déficit de 130 000 l., si on ne s'était trouvé, pour cette année, disposer exceptionnellement, avant tout remaniement fiscal, de 580 000 l. d'arriéré sur l'*Excise* ; lord Althorp considérait que son budget s'équilibrait en fin de compte par un excédent de 450 000 l.. Mais à peine le budget fut-il déposé que de tous côtés de bruyantes protestations s'élevèrent contre les nouveaux impôts de lord Althorp ¹ ; et celui-ci dut se résigner à mettre son budget en pièces. Il abandonna son projet d'impôt sur les transferts, et, par contre-partie, son projet de réduction des droits sur le tabac et sur le verre : plus d'un million de livres de part et d'autre ². Il renonça au droit sur les voyages en bateau à vapeur ; consentit également que les importations de coton brut fussent soumises à une taxe moindre

1. *H. of C.*, 11 février 1833 : discours de Goulburn, Sir Robert Peel, etc. (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, pp. 418 sqq.).

2. *H. of C.*, 14 février 1833 : discours de lord Althorp (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, pp. 491 sqq.).

qu'il n'avait prévu ¹. Il réussit à faire adopter à peu près sans encombre sa réforme des droits sur le vin : il dut cependant abaisser légèrement les droits à l'importation des vins du Cap ². Mais il échoua radicalement en ce qui concernait les bois de charpente. En vain il proposa, pour sauver son système, une double modification : les droits sur les bois du Canada ne seraient pas relevés, et les droits sur les bois de la Baltique seraient progressivement abaissés. Il fut battu ³.

Bref, le budget qui fut ratifié par le Parlement n'avait que peu de rapport avec le projet initial, par lequel lord Althorp avait fait une tentative, hâtive et inintelligente autant que prétentieuse, pour introduire dans le système des finances publiques quelque chose de la nouvelle philosophie libre-échangiste. Ajoutons que dans le même moment, et toujours en matière de politique financière, les ministres subissaient une autre humiliation. Wellington avait été renversé en novembre sur une motion de Sir Henry Parnell, demandant la revision et la réduction de la liste civile. Lecomité d'enquête qui fut nommé n'aboutit qu'à des propositions insignifiantes, dont Guillaume IV refusa pourtant de s'accommoder, et que les ministres n'osèrent lui imposer. Ils se bornèrent à effectuer une réforme de comptabilité, détachèrent de la liste civile les traitements du service diplomatique et quelques autres charges du même ordre qui y étaient encore comprises par une survivance des vieux temps de la monarchie absolue ⁴. Mais cette réforme, excellente en elle-même, n'apportait pas aux contribuables le soulagement qu'ils avaient escompté.

LE BUDGET DE 1833 Le budget de 1832, déposé et voté en pleine crise politique et économique, fut un simple budget d'attente. Mais, aux premiers mois de 1833, devant une Chambre choisie par un nouvel électorat, la question budgétaire reprit toute son importance. La crise économique avait été surmontée, la situation financière s'était grandement améliorée. Alors qu'on avait, pour l'ensemble du précédent exercice, compté sur un excédent de 800 000 l., l'excédent réel avait été de 1 487 000 l.. Lord Althorp pouvait donc aisément, sans renouveler l'expérience dangereuse d'une « commutation des taxes », rester fidèle à la politique financière dont l'Opposition libérale avait énoncé les règles en 1830, dont le ministère tory avait la même année

1. 1 and 2 Will. IV, c. 16.

2. 1 and 2 Will. IV, c. 30.

3. *H. of C.*, 11, 15, 18 mars 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. III, pp. 367, 455, 540).

4. *H. of C.*, 4 février; 25, 28 mars 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. II, pp. 152 sqq.; vol. III, pp. 959 sqq., 1102 sqq.).

donné l'exemple : utiliser l'excédent budgétaire pour réduire les impôts plutôt que la Dette. Il modifia, supprima toute une série de droits d'*excise* et d'*assessed taxes*, remaniant en particulier l'impôt sur les fenêtres de manière à exonérer les commerçants¹. Il supprima l'impôt additionnel sur le coton brut qui avait été établi en 1831². Il supprima le droit sur les tuiles³. Il réduisit de moitié le droit sur le savon⁴. Au total, il proposa l'abandon de 1 056 000 l. de ressources : l'excédent prévu étant de 1 572 000 l., on disposait encore d'une marge de 500 000 l..

Mais tout de suite les clameurs éclatèrent. Ce n'est plus, comme en 1831, contre l'établissement d'impôts nouveaux que les contribuables protestèrent. Le nouvel électorat manifesta sa puissance en réclamant, sans méthode et sans mesure, des exonérations d'impôts plus radicales encore.

Les agriculteurs traversaient des moments difficiles. Les années qui vont de 1832 à 1835 furent des années de récoltes abondantes, de pain à bon marché : les manufacturiers en bénéficièrent, les agriculteurs en pâtirent. Bien des gens avaient prédit — espéré, redouté, selon les cas — que l'abrogation des *corn laws* suivrait de près le vote du *Reform Bill*. Ces espérances, ces craintes, ne se réalisèrent pas ; et les circonstances permirent au ministère de traiter cette question comme une question purement académique, une « question ouverte », sur laquelle les membres du parti ministériel, les membres du ministère eux-mêmes étaient libres de voter dans un sens ou dans l'autre selon leur conscience. Ce furent les agriculteurs qui fatiguèrent le cabinet de leurs plaintes. Ils demandèrent que l'impôt sur le malt fût, ou totalement abrogé, ou du moins réduit de moitié. Il était difficile au chancelier de l'Échiquier de leur donner satisfaction. L'impôt sur le malt rapportait près de 5 000 000 l. par an : pouvait-on faire le sacrifice d'une somme aussi considérable, de la moitié même de cette somme ? compter sur l'accroissement de la consommation pour combler tôt ou tard cette énorme lacune ? imaginer en attendant quelque « commutation » fiscale ? emprunter peut-être aux radicaux l'idée d'un impôt sur le revenu ? Lord Althorp refusa de supprimer, ou même de diminuer l'impôt sur le malt : tout ce qu'il put promettre, ce fut une réforme du régime des dîmes, une réforme de la Loi des Pauvres, la nomination d'une commission d'enquête sur la crise agricole⁵. Il

1. 3 and 4. Will. IV, c. 39.

2. 3 and 4. Will. IV, c. 10.

3. 3 and 4. Will. IV, c. 11.

4. 3 and 4. Will. IV, c. 16.

5. *H. of C.*, 14 février 1834 : discours de lord Althorp (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XX,

savait cependant qu'il était dangereux d'indisposer les agriculteurs. Ils étaient nombreux dans la nouvelle Chambre des Communes, et non pas seulement sur les bancs de l'Opposition conservatrice. Leur influence était prédominante dans les circonscriptions rurales : si on ne réussissait pas à les contenter, toute la représentation des comtés deviendrait peut-être conservatrice aux prochaines élections.

Dans les villes, les revendications fiscales prirent une autre forme. Les contribuables réclamèrent l'abolition des *assessed taxes*, en particulier de l'impôt sur la propriété bâtie. Cet impôt était d'autant moins tolérable qu'il était plus inégalement réparti. Les évaluations du fisc étaient faites de telle sorte que les propriétés rurales, et les châteaux mêmes de l'aristocratie, ne payaient presque rien. Les villes, au contraire, étaient lourdement frappées; on calculait en particulier que le comté de Middlesex payait plus de la moitié de cet impôt¹. Avant que le projet de budget eût été déposé, un des quatre représentants de la Cité annonça son intention de demander l'abrogation des *assessed taxes*; et une députation, dont faisaient partie treize représentants élus de la métropole, vint à Downing Street sommer lord Althorp de faire droit à cette requête². Revendications aussi embarrassantes pour le gouvernement que pouvaient l'être celles des agriculteurs quand ils demandaient l'abolition du droit sur le malt. Comment accéder à cette demande sans détruire l'équilibre du budget? Mais, d'autre part, était-il sage de résister à une agitation qui était concentrée dans la capitale? Le souvenir des révolutions de Paris était proche; et il y avait, chez les classes dirigeantes, au lendemain des événements de 1830 et de 1832, une crainte beaucoup plus sérieuse que

p. 367); et les débats, *H. of C.*, 26 avril 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol XVII, pp. 678 sqq.; en particulier p. 681).

1. *Facts (founded upon Parliamentary Returns) illustrative of the great inequality of the Taxes on Houses and Windows, showing how unjustly and oppressively they bear upon the middle and industrious classes*, 1833. — Voir des extraits de cet opuscule, *Pol. Reg.*, 30 mars 1833, 6 avril 1833 (vol. LXXIX, pp. 804 sqq.; vol LXXX, pp. 37 sqq.). — Cf. *Pol. Reg.*, 26 janvier 1833 (vol. LXXIX, pp. 208 sqq.), le compte rendu du meeting des délégués des paroisses métropolitaines; et 18 mai 1833 (vol. LXXX, pp. 426 sqq.) le compte rendu du Southwark meeting. V. en particulier le discours de Paul : « In the county of Radnor there was not a house rated beyond £20 per annum; yet in that county there were numberless gentlemen's seats-parks, and all that could tend to the luxuries of life. But in London there was hardly a person who had a house over his head who was not obliged to pay £20 per ann. in these taxes (p. 431); et le texte de la première résolution votée par le meeting : ... That the Marquis of Westminster, having expended about one million on Eaton Hall, in the county of Chester, is rated at only £300 per annum, and chargeable thereupon with the annual payment of £42 10 s. whilst any person expending the like sum on 500 houses in London at £2 000 each, would be, allowing for ground rent, assessed at the yearly sum of £64 000, and would, therefore, be chargeable with the annual sum of £9 066 13 s. 4 d. (pp. 430-1).

2. Voir le compte rendu de l'entrevue, *Pol. Reg.*, 23 mars 1833 (vol. LXXIX, pp. 710-4).

nous ne pouvons l'imaginer aujourd'hui, de voir la contagion des révolutions continentales s'étendre à l'Angleterre.

La tactique de lord Althorp fut de manœuvrer l'un contre l'autre les deux groupes de mécontents. Le 26 avril, la Chambre des Communes ayant adopté, par cent soixante-deux voix contre cent cinquante-deux, une motion de Sir W. Ingilby, un *county member* ministériel du Lincolnshire, demandant une réduction de moitié de la taxe sur le malt, lord Althorp s'inclina pour l'instant, tout en déplorant un vote qui le mettait dans un embarras considérable ¹. Mais, trois jours plus tard, il annonça que, lorsque viendrait en discussion la motion de Sir John Key pour l'abolition des *assessed taxes*, il déposerait un amendement qui envelopperait dans une même condamnation la réduction de la taxe sur le malt et l'abolition des *assessed taxes*. Car, déclarait l'amendement de lord Althorp, il était impossible de sacrifier des recettes aussi importantes sans y substituer l'impôt sur le revenu, et inopportun de procéder actuellement à une pareille transformation de tout le système financier du pays ². Le 30 avril, l'amendement fut adopté par trois cent cinquante-cinq voix contre cent cinquante sept ³. Les conservateurs, Sir Robert Peel en tête, avaient battu en retraite, et renoncé à la réduction de l'impôt sur le malt, par peur de l'encouragement que cette agitation antifiscale allait donner au radicalisme urbain.

L'AGITATION
CONTRE
LES ASSESSED
TAXES.
BUDGET DE 1834

Temporairement lord Althorp sortait vainqueur de la bataille parlementaire. Mais l'agitation continua. Sir John Hobhouse avait été, lors de l'entrevue des représentants de la métropole avec lord Althorp, un de leurs porte-parole les plus énergiques. Il avait été postérieurement nommé secrétaire pour l'Irlande en remplacement de Stanley. Maintenant que lord Althorp, d'accord avec ses collègues, s'opposait nettement à l'abolition des *assessed taxes*, il se retira du ministère, et alla même jusqu'à donner sa démission de membre du Parlement. C'était faire un acte solennel d'adhésion au principe de mandat impératif : plutôt que de manquer aux engagements qu'il avait pris vis-à-vis de ses électeurs, il se soumettait de nouveau à leurs suffrages. Or, après des meetings tumultueux au cours desquels il ne lui fut même pas permis de prendre la parole, il fut battu par le colonel Evans, un radical de nuance plus accusée que

1. *H. of C.*, 26 avril 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVII, p. 716).

2. *H. of C.*, 29 avril 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVII, pp. 728 sqq.).

3. *H. of C.*, 29, 30 avril 1833 (*Parl. Deb.*, vol. XVII, pp. 728 sqq., 769 sqq. et 832-4).

la sienne ¹. Six mois après les élections générales, les électeurs donnaient aux élus un avertissement menaçant.

Dans les grandes villes du centre, à Birmingham ², à Hull ³, mais surtout dans la métropole, la résistance au fisc s'organisa. Dans la paroisse de Marylebone, à Londres, une association fut fondée contre le paiement de l'impôt : elle compta bientôt deux mille membres. Les contribuables se firent poursuivre devant les tribunaux. Ils mirent les autorités dans l'obligation de saisir leurs meubles, et finalement les empêchèrent, par la force, de les saisir ⁴. Alors lord Althorp s'exécuta. A la date du 5 janvier 1834, la situation financière s'annonçait comme meilleure encore qu'en 1833 : les recettes publiques dépassaient les dépenses de 1 513 000 l.. Dès les premiers jours de février lord Althorp annonça qu'il proposerait des réductions d'impôts jusqu'à concurrence de 1 200 000 l.. Quelles réductions? « Si, déclara lord Althorp, on considérait le problème comme un simple problème financier, il y avait d'autres taxes qu'il serait, à son avis, plus désirable d'abroger; mais, étant donné que c'est un vice pour une taxe que d'être impopulaire, il proposait l'abolition de la taxe sur les maisons ⁵. » Les agriculteurs demandaient la suppression totale, ou tout au moins la réduction de l'impôt sur le malt; les boutiquiers demandaient l'allègement, ou même l'abolition complète des *assessed taxes*. Les hommes politiques du parti whig jugèrent qu'il fallait flatter les électeurs des grandes villes de préférence aux électeurs ruraux. Si des élections générales devaient avoir lieu, on sacrifiait les comtés pour éviter de voir l'élément radical submerger l'élément whig dans les bourgs.

Quel jugement d'ensemble pouvait-on, à la fin de 1834, porter sur les quatre années financières qui s'étaient écoulées depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir? Les journaux ministériels ne manquaient pas d'arguments pour affirmer que les libéraux avaient été fidèles à leur programme d'économies. On avait procédé à une compression énergique des dépenses administratives : lord Althorp, en introduisant le budget de 1833, cons-

1. *Ann. Reg.*, 1833, pp. 158-9.

2. *Ann. Reg.*, 1833, p. 159.

3. *Pol. Reg.*, 24 août 1833 (vol. LXXXI, p. 489).

4. *Ann. Reg.*, 1833, Chron., 26 octobre, 2 novembre. — *Times*, 3, 10, 11, 12, 15, 17, 25 octobre 1833.

5. *H. of C.*, 14 février 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXI, p. 365). En fait, lorsque, avec un grand retard (ce fut en juillet seulement) le ministère put établir son budget définitif, c'est sur un excédent de 1 620 000 l. qu'il put tabler. Une modification des droits sur les spiritueux devait donner un gain de 195 000 l.. Au total, on disposait d'un excédent de 1 815 000 l., qui permit d'effectuer des réductions d'impôts jusqu'à concurrence de 1 581 000 l., dont 1 200 000 représentant l'impôt sur les maisons.

tatait que 1 387 postes avaient été supprimés depuis 1830, et qu'une économie de près de 200 000 l. avait été ainsi réalisée ¹. Les dépenses militaires, après avoir subi une légère augmentation en 1831 — le trouble de l'époque justifiait une certaine vigilance — avaient ensuite rapidement diminué. Les dépenses de l'armée s'élevaient en 1830 à 7 000 000 l., en 1834 à 6 500 000 l.; les dépenses de la marine passaient, pour les mêmes années, de 5 300 000 l., à 4 500 000 l., et les dépenses de l'artillerie de 1 600 000 l. à 1 100 000 l.. Au total, les dépenses publiques étaient tombées de 52 019 000 l. en 1830 à 51 711 000 l. en 1831, 51 523 000 l. en 1832, 49 166 000 l. en 1833 ².

Telle était d'ailleurs la prospérité commerciale et manufacturière du pays, si bon était le rendement des impôts qu'on pouvait en trois ans, sans compromettre l'équilibre du budget ³, opérer des réductions d'impôts pour une somme de 3 335 000 l. : le budget de 1834, par de nouvelles réductions, priva le Trésor d'une somme de 1 581 000 l.. Nous avons dit quelles étaient les plus importantes de ces réductions. Ajoutons que Poulett Thompson, par deux lois adoptées au Parlement en 1832 ⁴ et 1833 ⁵, réduisit une foule de droits de douane, qui, portant sur des objets de consommation limitée, étaient faiblement rémunérateurs et pouvaient cependant constituer une gêne sensible pour la production nationale. Les droits furent abaissés sur deux cent dix-sept articles en 1832, sur soixante-trois en 1833 ⁶. De nouvelles réductions furent opérées sur seize articles en 1834. Ainsi Poulett Thompson poursuivait au *Board of Trade* l'œuvre d'assainissement du régime douanier commencé par Huskisson.

Tout cela était vrai : et cependant la politique du ministère libéral appelait bien des réserves. Les whigs avaient été économes des deniers de l'État? Sans doute, mais les tories l'avaient été avant eux, et jamais avec plus de rigueur que sous le gouvernement de Wellington. Ils avaient

1. *H. of C.*, 19 avril 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVII, p. 326).

2. *Public Expenditure of the United Kingdom of Great Britain and Ireland in the year ended 5th January, 1831, 1832, 1833, 1834.* — N. B. A partir de 1832, l'année financière anglaise prend fin en avril, non en janvier. Mais l'administration des finances continue à donner le chiffre annuel des dépenses effectives pour la période qui va de janvier à janvier.

3. *H. of C.*, 14 février 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXI, p. 361).

4. 2 and 3 Will. IV, c. 84.

5. 3 and 4 Will. IV, c. 56.

6. La réforme accomplie en 1832 fut donc plus importante que la réforme de 1833 quant au nombre des réductions de droits. Mais, tandis qu'on avait voté en 1832 une simple loi d'amendement des lois douanières existantes, on effectua en 1833 un grand travail de revision de la législation douanière par voie de consolidation, comme on avait fait en 1825 (3 and 4 Will. IV, c. 51-60. — Voir J. D. Hume, *The Laws of the Customs*, 1833, Introduction.

procédé plus largement à des réductions d'impôts : mais leur politique, sur ce point, avait-elle été prudente? Ils étaient servis, temporairement, par la prospérité des affaires. Si plus tard l'industrie devait traverser une nouvelle crise, et le budget anglais être déficitaire, ne regretterait-on pas alors toutes les ressources dont on s'était privé, au lieu d'affecter, chaque année, l'excédent dont on disposait à l'amortissement de la Dette? En admettant même que la politique financière du parti libéral fût fondée en principe, l'application du principe avait-elle été heureuse? Une première fois, en 1831, lord Althorp voulut faire grand. Il échoua : et ni lui ni Poulett Thomson, après le vote du *Reform Bill*, ne parurent désireux de renouveler l'expérience. Les grands monopoles — sucre, bois de charpente, céréales — demeurèrent intacts. On se borna à des mesures de détail : on procéda à tel ou tel dégrèvement, suivant ce que l'on considérait comme exigé par l'intérêt électoral ou parlementaire immédiat. Politique financière tout à la fois dépourvue de prudence et de beauté.

LES DÉBUTS DE LA CENTRALISATION ADMINISTRATIVE

LE DOUBLE
PRINCIPE
DE LA DOCTRINE
RADICALE :
LIBÉRALISME
ÉCONOMIQUE,
CENTRALISATION
DÉMOCRATIQUE

La politique budgétaire du ministère se heurtait à d'autres objections encore. L'Opposition y dénonçait les premières manifestations d'une tendance qui pouvait, avec le temps, si elle se développait, faire plus que compensation à la politique d'économie systématique que les ministres se faisaient gloire de suivre : le gouvernement créait des rouages administratifs nou-

veaux, travaillait à doter l'Angleterre d'une bureaucratie.

La Chambre des Communes n'eut pas plus tôt abordé la discussion du *Reform Bill*, que déjà cette tendance se manifesta, déjà ces protestations se firent entendre. Le bill constituait un grand nombre de nouvelles circonscriptions électorales. A qui en confier la délimitation? Le ministère proposa d'abord de la confier à des fonctionnaires, des « commissaires » nommés par le gouvernement¹ : ce fut seulement devant les protestations des conservateurs qu'il battit en retraite, et consentit que la délimitation de chaque bourg fût l'objet d'une loi nouvelle, votée par les deux Chambres selon les vieux usages². De même encore, le *Reform Bill* exigeait la con-

1. *H. of C.*, 1^{er} septembre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VI, pp. 981 sqq.).

2. *H. of C.*, 12 décembre 1831 : discours de lord John Russell (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IX, p. 169). — 2 and 3 Will. IV, c. 64.

fection de listes électorales régulières, publiques, annuellement revisées. A qui incomberait le soin de les dresser? A des fonctionnaires déjà existants, aux *overseers* des paroisses? Telle fut effectivement la solution adoptée lors de la première rédaction du *Reform Bill*. Mais ces petits fermiers, ces boutiquiers, seraient-ils capables d'accomplir la tâche qu'on voulait leur assigner? Ce furent, en conséquence, des fonctionnaires nouvellement créés que le bill chargea de trancher en deuxième instance toutes les difficultés relatives à la confection des listes : trois cents avocats, rétribués à raison de cinq guinées par jour, nommés par les Juges des Assises, après approbation du Chancelier. La disposition fut adoptée, mais non sans avoir été vivement critiquée ¹ : quel accroissement d'influence, de « patronage » comme on disait, pour le Cabinet chargé de nommer ces trois cents fonctionnaires! Tel fut, désormais, un des thèmes favoris des critiques de l'Opposition. Le ministère, pour étudier ses divers projets de réforme, nommait une série de grandes commissions d'enquête : et ces commissions, théoriquement gratuites, où les ministres plaçaient leurs amis, coûtaient en réalité bien cher. Une statistique de 1834 estimait à plus de 53 000 l., pour les trois années écoulées, les frais de dix grandes enquêtes ². Encore le mal des commissions était-il un mal temporaire : mais le gouvernement créait aussi, et en nombre croissant, des fonctions administratives permanentes. Deux seulement en 1831 et 1832, contre onze cents suppressions d'emplois; mais cent vingt-huit contre deux cent vingt et une en 1833, cent dix contre cent cinquante-cinq en 1834 ³; peut-être le jour approchait-il où le nombre des fonctions nouvellement créées l'emporterait sur celui des fonctions abolies.

On conçoit combien il allait être facile au parti conservateur d'exploiter contre les ministériels cette politique administrative. Les conservateurs devenaient les avocats du libéralisme vrai, du vieux *self-government* aristocratique et des fonctions gratuites contre un système nouveau de despotisme bureaucratique, exercé par des fonctionnaires rétribués. Ce système, les soi-disant libéraux du ministère n'en étaient pas les inventeurs. Ils en avaient emprunté l'idée aux nations continentales. Le *Quarterly*

1. *H. of C.*, 3, 5 septembre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VI, pp. 1069 sqq., 1147 sqq.); 8, 10 février 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. X, pp. 82 sqq., 217 sqq.).

2. *Returns on the Number and Description of the existing Commissions of Inquiry*, 12 mai 1834.

3. *An Account of every Increase and Diminution which has taken place within the year [1831, 1832, 1833, 1834] in the number of Persons employed or in the Salaries, Emoluments, Allowances, and Expenses, in all Public Offices and Departments.* — Le *Quarterly Review* donne, pour la seule année 1833, le chiffre de 270 créations nouvelles : mais il semble que le chiffre soit grossi pour les besoins de la polémique (octobre 1837, art. VII. *Lord John Russell's Speech at Stroud*; vol. LIX, pp. 533-4).

Review, organe conservateur, cita complaisamment le livre d'un voyageur allemand qui, essayant d'expliquer à ses compatriotes les mœurs politiques de l'Angleterre, définissait le parti whig comme étant essentiellement un parti allemand ou prussien¹. Plus fréquentes et mieux faites encore pour indisposer l'opinion, furent les attaques dirigées contre un ministère atteint de « gallomanie » : le jeune Disraëli se fit une spécialité de ce genre de critiques. Et il est bien vrai que les libéraux affectèrent souvent de chercher leurs modèles soit en Prusse, soit en France; il convient d'ajouter que ce nouvel aspect de la politique de réforme correspond à un certain aspect, le plus essentiel peut-être, de la doctrine des radicaux orthodoxes, de Bentham et de son groupe.

La doctrine « utilitaire » n'est pas seulement, elle n'est peut-être pas fondamentalement une doctrine libérale : elle est encore une doctrine autoritaire, qui exige l'intervention consciente et en quelque sorte scientifique du gouvernement pour réaliser l'harmonie des intérêts. Avec le temps, Bentham, qui avait commencé par être, dans sa jeunesse, un adepte de la théorie du « despotisme éclairé », s'est converti à l'opinion démocratique; mais il a sauté en quelque sorte à pieds joints par-dessus la théorie du gouvernement aristocratique, du gouvernement mixte, de l'équilibre des pouvoirs, par-dessus la théorie suivant laquelle la politique doit avoir pour objet d'affranchir les individus en affaiblissant, en divisant autant que possible, la souveraineté. Une fois le pouvoir mis en harmonie, par l'institution du suffrage universel ou tout au moins d'un suffrage très-étendu, avec les intérêts du plus grand nombre, il n'y a plus lieu de le tenir en suspicion : l'autorité gouvernementale est un bien sans mélange².

C'est dans cet esprit que Bentham, déjà septuagénaire, occupe les dernières années de sa vie à rédiger son « Code Constitutionnel ». Il est assisté, dans cette tâche, par des collaborateurs nouveaux. Thomas Southwood

1. *Quart. Rev.*, juillet 1836, art. x. *Raumer's England in 1835* (vol. LVI, pp. 569-570). Il cite le passage suivant, dans la traduction qui est de Mrs. Austin : « The contest (between parties in England) really is, whether England shall germanize herself... Germany stands exactly at the point towards which Whigs are steering, and at which Tories can discern no land ».

2. Nous avons appelé l'attention sur ce double aspect de la doctrine benthamique dans notre *Formation du Radicalisme Philosophique*, 3 vol., 1901-1904. — Cf. A. V. Dicey, *Lectures on the Relation between Law and Public Opinion in England*, 1905, lecture ix : *The Debt of Collectivism to Bentham* (pp. 302 sqq. — trad. fr., pp. 286 sqq.) — et B. L. Hutchins, *The Public Health Agitation*, 1833-48, 1909. — Edwin Chadwick, *The Health of Nations. A Review of the Works by —. With a biographical dissertation by B. W. Richardson*, 2 vol., 1887. « This book is practically a biography of Mr. Chadwick, and was largely dictated by him » (T. Mackay, *History of the English Poor Law*, vol. III, p. 138 n.). — Cf. Sir William J. Collins, *The Chadwick School of Thought*, 1913 (*Journal of the Royal Sanitary Institute*, vol. XXXIV, n. 7, pp. 315 sqq.).

Smith, un membre de la secte des Unitariens, un médecin philanthrope et philosophe, obsédé par l'idée qu'il convient, en matière d'hygiène publique, d'étendre les fonctions de l'État¹. Edwin Chadwick, un jeune publiciste, qui donne des articles à la « Revue de Westminster », grand ennemi du *self-government* aristocratique à l'anglaise, fanatique d'uniformité et de centralisation administratives². Dans son « Code », Bentham trace tout le plan d'un système de gouvernement local. Des assemblées locales élues au suffrage universel, des *sublegislatures*, votant les lois d'intérêt local, et se fiant pour les appliquer à un corps de fonctionnaires rétribués³; les fonctionnaires locaux eux-mêmes soumis au contrôle des ministres; et Bentham prévoit la création de toute une série de ministères nouveaux : ministères du « service préventif », des « communications intérieures », de l'« assistance à l'indigence », de l'éducation, de l'hygiène⁴. « Partout, écrit un interprète intelligent de la pensée du maître, partout où vous trouverez une bonne constitution, vous trouverez la masse de la population liée et assimilée à l'État, vous trouverez l'énergie nécessaire pour assurer une législation prompte et efficace. Or, il n'y a pas d'énergie là où il n'y a pas d'unité⁵. » La contradiction qui éclate ainsi, au lendemain du vote du *Reform Bill*, entre la philosophie du libre-échangeisme intégral et le système de la démocratie organisatrice, c'est la contradiction inhérente à tout le mouvement du monde occidental moderne.

Les radicaux firent donc, à peine remportée la victoire de 1832, un effort systématique, non seulement pour démocratiser l'État, mais pour le fortifier : ce que faisant, ils rencontrèrent nécessairement, chez les conservateurs et les simples libéraux, la résistance qu'il fallait prévoir dans un pays où, depuis un siècle et demi, la tradition voulait que l'État demeurât débile, et comme inexistant.

1. Il avait collaboré, dès l'origine, au *Westminster Review*. — Voir ses articles, *Westm. Rev.*, janvier 1824, art. iv. *Literary Education*. — juillet 1824; art. iv. *Use of the Dead to the Living* (vol. I, pp. 43 sqq.; vol. III, pp. 59 sqq.).

2. Voir son article, *Westm. Rev.*, avril 1828, art. v. *Life Assurances* (vol. IX, pp. 384 sqq.). — Il aurait également, suivant son biographe, donné à une certaine *London Review*, dirigée en 1829 par Whately, Blanco White et Nassau Senior, deux articles intitulés « Preventive Police » et « Public Charities in France ».

3. *Const. Code*, chap. xxix, xxx (*Works*, éd. Bowring, vol. IX, pp. 640 sqq.).

4. *Const. Code*, chap. xi (*Works*, éd. Bowring, vol. IX, pp. 428 sqq.).

5. Edward Lytton Bulwer, *England and the English*, Book V, chap. viii (1^{re} éd., vol. II, p. 308). Tout l'ouvrage est à lire, si on veut comprendre cet état d'esprit des radicaux philosophiques en Angleterre, après 1832 : Bulwer Lytton, sans faire partie du groupe au sens étroit du mot, n'en est pas moins, au sens large, un disciple de Bentham et de Mill. — John Stuart Mill, dans son *Autobiography* (pp. 192-4), après avoir analysé cet état d'esprit, explique comment il fallut la lecture des œuvres du français Tocqueville pour le mettre en garde contre les périls de la centralisation.

RÉFORME
DU DROIT PÉNAL
ET DE
L'ORGANISATION
JUDICIAIRE.
LORD BROUGHAM

Lord Brougham était Lord Chancelier. Bien qu'il inquiétât déjà ses collègues par l'extravagance de ses ambitions, par l'intempérance de ses propos, il fit réellement pendant un ou deux ans figure de grand homme. Doué d'une facilité de travail et de parole qui tenait du prodige, il était prêt à discourir, à la Chambre des Lords qu'il présidait, sur n'importe quel sujet ; en même temps qu'il réussissait, à réduire considérablement, sinon à le mettre tout à fait à jour comme il s'en vanta, l'arriéré des affaires qui encombraient la Cour de Chancellerie. Il se croyait d'ailleurs appelé à être un nouveau Bacon, tout à la fois grand homme de loi, grand homme d'État, grand philosophe, et rêvait de consacrer ses rares loisirs à la rédaction d'un *Novum Organum*, adapté aux besoins du *xix^e* siècle. D'ailleurs l'ancien journaliste qu'il était savait soigner sa gloire en entretenant de bons rapports avec la presse : toute la presse libérale, le *Times* en tête, chantait alors ses louanges. Son passé, ses fonctions le désignaient tout particulièrement pour l'application directe des idées maîtresses de Bentham.

En matière de droit pénal, Robert Peel lui avait laissé peu à faire : dans un certain nombre de cas oubliés, il supprima la peine de mort ¹. Il mit sur le chantier, par la nomination d'une commission dans laquelle entra Austin le benthamite, la grosse question de la codification du droit anglais. On se rappelle que, d'autre part, il avait tracé lui-même, dans un grand discours parlementaire, tout un programme de réforme de l'organisation judiciaire et obtenu la nomination de deux grandes commissions, l'une pour l'étude de la procédure des cours de loi commune, l'autre pour l'étude du droit foncier (*law of real property*). Tenant compte des vœux émis par l'une et par l'autre, il unifia la procédure des Cours de Westminster ², et enleva aux propriétaires quelques-uns des privilèges qui immobilisaient leurs biens-fonds ³. Il réforma la Cour de Chancellerie par la suppression d'un certain nombre de sinécures ⁴, substitua le système des traitements fixes au système du paiement par épices dans les Cours de Westminster et dans un certain nombre d'autres emplois ⁵, réforma le

1. 2 and 3 Will. IV, c. 34, 62, 123 ; 3 and 4 Will. IV, c. 44. Abolition de la peine de mort pour les crimes de vol avec effraction (*housebreaking*), vol de chevaux et de moutons, fabrication de fausse-monnaie et presque tous les cas de faux.

2. 2 and 3 Will. IV, c. 39 ; 3 and 4 Will. IV, c. 67.

3. 3 and 4 Will. IV, c. 27, c. 74, c. 104, c. 106. c. 108.

4. 2 and 3 Will. IV, c. 110 ; 3 and 4 Will. IV, c. 84.

5. 1 and 2 Will. IV, c. 35 ; 2 and 3 Will. IV, c. 51, 116, 122.

Conseil Privé ¹, établit un Tribunal des Faillites ², et une Cour Criminelle Centrale à Londres, pour juger les délits qui se commettaient dans la métropole ³. Il subit deux échecs seulement, l'un et l'autre significatifs. Car la résistance à laquelle il se heurta, ce ne fut pas seulement la résistance des individus personnellement intéressés au maintien des abus : ce fut la résistance des préjugés favorables au vieux libéralisme décentralisateur.

Il voulut, conformément à un vœu exprimé par Bentham, établir un cadastre de toute la propriété foncière : on sortirait ainsi de l'inextricable confusion où l'on se trouvait plongé dès que l'on cherchait, en Angleterre, à vérifier un titre de propriété. Il fit introduire un bill en ce sens, à la Chambre des Communes, par son frère William Brougham : mais ce bill, que lord Althorp n'osa pas faire sien, fut rejeté par la Chambre basse. Encore un département ministériel où une armée de fonctionnaires, munis de pouvoirs inquisitoriaux, tiendrait perpétuellement à jour l'état des biens immobiliers de tous les propriétaires du royaume ! « Quel bel instrument à mettre entre les mains du gouvernement ⁴ ! » Brougham voulut, d'autre part, afin de décongestionner les Cours de Westminster, créer des « cours locales », où des juges, nommés et payés par le gouvernement, auraient le droit de juger, sans jury, certains cas définis. Le projet fut adopté à la Chambre des Communes, mais n'alla pas plus loin. Les révolutionnaires y virent une préparation à l'établissement de cette police rurale que les ministres promettaient d'instituer dès qu'ils en auraient le loisir. Les *country gentlemen* y virent la menace d'une concurrence à la juridiction gratuite et aristocratique des Juges de Paix. L'Opposition parlementaire accusa Brougham de vouloir, purement et simplement, se donner la disposition d'un certain nombre de postes administratifs. Et ce furent toujours les mêmes clameurs. Le projet était copié d'un modèle français : il venait d'un pays où « les protections, la partialité, la corruption réelle ou présumée, étaient les traits marquants de l'organisation judiciaire ⁵ ». Une des dispositions du projet de loi avait été empruntée au Danemark. « Si ces gaillards, s'écriait Cobbett, voulaient renoncer à nous citer toujours le continent pour exemple ! Il y a quelque chose de

1. 3 and 4 Will. IV, c. 41. — Cf. *Greville Memoirs*, 13 mars 1833.

2. 1 and 2 Will. IV, c. 56.

3. 4 and 5 Will. IV, c. 36.

4. *Pol. Reg.*, 22 juin 1833 ; vol. LXXX, pp. 725. — Cf. *Times*, 9 mai 1834 : le *Times*, qui déplore le rejet du *bill*, reconnaît la réalité et la force des préjugés qui ont fait obstacle à son adoption.

5. *H. of. L.*, 9 juillet 1833 : discours de lord Lyndhurst et de lord Brougham (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, pp. 312 sqq., 343 sqq.). — *Quart. Rev.*, octobre 1833, art. x. *The Reform Ministry and the Reformed Parliament* (vol. I, pp. 244-5). — *Greville Memoirs*, 12 juillet 1833.

suspect dans le fait que le projet semble emprunté à ces maudits gouvernements allemands ¹. » La Chambre des Lords crut pouvoir rejeter le bill sans indisposer l'opinion.

LE PROBLÈME
DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE

La réforme de l'organisation judiciaire avait donc, d'une manière générale, réussi. Elle n'avait échoué, par exception, que lorsqu'elle était entrée en conflit avec les préjugés décentralisateurs du peuple anglais. Voici un cas inverse où la politique de réforme administrative du ministère whig n'eut qu'un très médiocre succès, parce qu'elle se heurta tout de suite à ces mêmes préjugés. Les grands hommes du radicalisme anglais voulaient que le peuple fût « éclairé », éclairé sur ses véritables intérêts et la manière de les défendre. Mais il ne pouvait l'être sans l'intervention de l'État, et d'abord, à la base, sans un système d'enseignement populaire obligatoire. Le ministère de 1830 fit peu de chose pour orienter l'Angleterre dans cette voie.

De là, chez les radicaux et chez les libéraux avancés, des plaintes très vives, et dont la vivacité va jusqu'à nous déconcerter. Car on a l'impression, à les écouter, que la pensée anglaise est emportée par un mouvement de presque irrésistible décadence : et nous savons cependant que c'est au cours de ces mêmes années que Lyell publie ses « Principes de Géologie », que Faraday transforme la science de l'électricité par une série de grandes découvertes. Mais ce qui choque en réalité les intellectuels du libéralisme et du radicalisme contemporains, c'est l'indifférence du pouvoir à l'égard des lettres et des sciences.

Ils voient la France de 1830 gouvernée par des philosophes, protégeant les lettres et les arts, s'inquiétant d'organiser l'enseignement populaire. Et plus souvent encore, les regards se tournent vers l'énigmatique Prusse, si aristocratique et cependant si soucieuse du bien-être des classes pauvres, si despotique et cependant si progressive. Le grand âge de la poésie allemande est passé; mais l'Allemagne brille au premier rang des nations occidentales par ses historiens et ses juristes. Boeckh, Niebuhr, Grimm, Ottfried Müller, Heeren, Savigny, Gans trouvent à Londres, à Oxford, à Cambridge, des traducteurs et des lecteurs. Et c'est sur le modèle d'une institution allemande que, las de compter sur l'assistance de l'État, Sir David Brewster fonde, par la libre collaboration de tous les savants du Royaume-Uni, la grande *British Scientific Associa-*

1. *Pol. Reg.*, 13 juillet 1833 (vol. LXXXI, p. 101). Il convient d'ajouter que cette démarche de la Chambre des Lords ne fut pas sans inquiéter le *Standard* (13 juin, 4 et 10 juillet 1833).

tion¹ se constitue. Austin, jeune disciple de Bentham, chargé de faire à Londres un cours de philosophie du droit, s'y prépare par un voyage d'études à l'Université de Bonn; et ce voyage a pour lui la valeur d'une révélation : « Nous n'avons pas chez nous, déclare-t-il en rentrant, les hommes dont nous aurions besoin pour faire ce qu'ils ont fait là-bas² ». « En Danemark et en Prusse, écrit Bulwer Lytton, la forme du gouvernement, c'est la monarchie absolue » : mais qu'importe? « Nulle part les hommes ne sont plus heureux... L'État les protège, les éduque, et les aime! » Et la grande « Revue d'Edimbourg » elle-même fait écho à ces aspirations : elle se demande si jamais l'Angleterre connaîtra cette « gloire », cette « bénédiction », le « triomphe d'un gouvernement paternel³ ». En tenant ce langage imprudent, les libéraux, les radicaux, se rendent délibérément suspects de « gallomanie » et de « prussomanie ».

Le ministère whig allait-il donc, attaquant le mal à sa base, donner à l'Angleterre cet enseignement public, cet enseignement primaire d'État, qui lui faisait totalement défaut? Brougham, exilé à la Chambre des Lords, absorbé d'ailleurs par les questions de droit pénal et d'organisation judiciaire, cessa de jouer en cette matière le rôle d'initiateur qu'il avait joué avant la Réforme⁴. Mais un disciple de Bentham, un jeune Canadien du nom de Roebuck, qui aspirait à devenir un jour le *leader* d'un véritable parti radical, vint tracer, en 1833, devant le Parlement réformé, le programme du groupe. Il parla sur un ton brutal, qui semblait fait pour effaroucher les préjugés libéraux plutôt que pour les apprivoiser. Il s'attaqua à l'idole de la liberté : « tous les jours, nous soumettons les hommes à des contraintes légales, nous les privons de la liberté. La liberté

1. *Ed. Rev.*, janvier 1835, art. vii. *The British Scientific Association* (vol. LX, pp. 363 sqq.).

2. J.-S. Mill, *Autobiography*, pp. 176-7. — Cf. J. S. Mill à T. Carlyle, 11, 12 avril, 18 mai 1833 (*Letters*, vol. I, pp. 45, 51). — Cf. *London and Westminster Review*, janvier 1836, art. iv. *Local Government of the Metropolis* (vol. XXV, pp. 101-3) : Those who may one day see a Prussian revolution, will never witness the scenes of violence and bloodshed, in that country, which prevailed in France. The next generation in Prussia will, to a man, have had the benefits of an enlightened system of education. They will have been accustomed to govern themselves in their own local affairs, and when the people discover that the national affairs may as well be governed upon the same principles, the object will be noiselessly effected with a single effort.

3. E. Bulwer Lytton, *England and the English*, Book V, chap. viii, 1^{re} éd., vol. II, p. 307.

4. *Ed. Rev.*, janvier 1835, art. vii. *The British Scientific Association* (vol. LX, p. 364) : Great as have been the improvements of our social institutions, Europe has not yet achieved in any of her states the blessed triumph of a paternal government. The events which now agitate England indicate her distance from so glorious a consummation.

5. Voir cependant son discours, *H. of L.*, 20 juin 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIV, pp. 616 sqq.) et, sur ce discours, l'élogieuse appréciation de Greville, 24 juin 1834,

n'est pas un bien en soi¹. » Il demanda à ses concitoyens de suivre, en copiant le modèle prussien, l'exemple de la France, qui avait eu le courage, dominant ses préventions nationales, d'envoyer Victor Cousin en mission à Berlin pour étudier la politique scolaire de la Prusse², et qui, conformément aux conclusions de cette enquête, venait de voter une grande loi d'enseignement primaire. Il réclama l'obligation scolaire de sept à quatorze ans; l'établissement d'écoles enfantines (*infant schools*), d'écoles professionnelles (*schools of industry*), de cours du soir, de cours du dimanche et de cours de vacances, à l'usage des adolescents, d'« écoles normales » (il employa ce vocable français) pour former les maîtres et les maîtresses. Il réclama la division de toute l'Angleterre en districts scolaires, chaque district étant doté au moins d'une école, chaque école étant soumise au contrôle d'un corps local démocratiquement élu. Au sommet, un ministre, membre du cabinet, chargé de surveiller toutes les écoles du royaume, d'autoriser les constructions d'écoles nouvelles, de distribuer les subventions légales, de gouverner les écoles normales, de fixer les programmes.

Mais il se heurta à l'hostilité de la Chambre tout entière, non seulement de Sir Robert Peel, mais de lord Althorp, qui demanda si l'établissement d'un enseignement primaire d'État, en décourageant l'initiative privée, ne ferait pas plus de mal que de bien, non seulement de Sir Robert Inglis, tory et protestant orthodoxe, mais d'O'Connell, qui dénonça le caporalisme prussien et l'impiété française³. Roebuck, cédant aux instances de lord Althorp, retira sa motion. L'année suivante, on se contenta de nommer une commission parlementaire, qui ne déposa pas même de rapport, se borna à publier les dépositions des témoins et à réclamer un supplément d'enquête⁴. La grande réforme était ajournée.

Quel se trouvait être, en fin de compte, après cet échec, le bilan pédagogique du ministère? En 1832 un *Board of National Education* avait été

1. *H. of C.*, 30 juillet 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XX, p. 154). — Cf. *London and Westminster Review*, janvier 1837, art. IV. *Fallacies on Poor Laws* (vol. XXVI, p. 377): ... we advocate, both for England and Ireland, the necessity of a national provision for the moral and industrial training of the young. In the old we cannot hope for much improvement. But the new generation springing up might be modelled to our will.

2. Le rapport de Victor Cousin fit époque dans l'histoire de la pédagogie non seulement française mais britannique : paru en 1833, il fut traduit dès 1834 par la femme du juriste Austin, Sarah Austin. — Cf. *Ed. Rev.*, juillet 1833, art. XIII. *Cousin on German Schools* (vol. LVII, pp. 505 sqq.); et octobre 1833, art. I. *National Education in England and France* (vol. LVIII, pp. 1 sqq.).

3. *H. of C.*, 30 juillet 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XX, pp. 172, 167, 170, 169).

4. *Report from the Select Committee of Inquiry into the Present State of the Education of the People in England and Wales, and into the Application and Effects of the Grant made by Parliament for the Erection of Schools, 1834* : en réalité ce n'est pas un « rapport ».

établi à Dublin. Dans les écoles que ce *Board* subventionnait, de simples extraits de la Bible, choisis de manière à ne pas froisser la conscience catholique, étaient lus deux fois par semaine pendant les heures de classe : la Bible elle-même ne devait être lue, les autres jours, qu'en dehors des heures de classes. Fragile tentative de concorde entre l'intolérance catholique et l'intolérance protestante ¹! En Angleterre les résultats obtenus étaient plus médiocres encore : il fallut que les réformateurs se contentassent d'un crédit de 20 000 l., annuellement inscrit au budget à partir de 1834, et distribuées à titre de subvention entre les institutions libres d'enseignement populaire, la *National Society* anglicane, la *British and Foreign Society* dissidente. Est-ce tout? Non, pas absolument tout. Car les radicaux utilisèrent, pour en venir à leurs fins, le biais de deux grandes lois d'organisation démocratique. Loi des fabriques de 1833, loi des pauvres de 1834 : il faut savoir dans quelles conditions ont été votées ces deux lois et quelle en est l'économie pour vraiment comprendre l'esprit du parti qui vient de conquérir le pouvoir aux élections de 1832.

L'AGITATION
POUR LA
LIMITATION
LÉGALE
DE LA JOURNÉE
DE TRAVAIL

Transportons-nous dans le Yorkshire, au lendemain des élections générales de 1830. Depuis des mois et des années, ce grand comté est travaillé par la propagande antiesclavagiste, dont les organisateurs sont les évangéliques, ceux de l'Église anglicane aussi bien que ceux des sectes. Deux de ces piétistes, un manu-

facturier de Bradford, nommé John Wood, un régisseur de grands domaines nommé Robert Oastler, se demandent s'il n'y a pas en Angleterre et dans le Yorkshire même des misères aussi pitoyables que celles des nègres des Antilles : ils songent aux enfants qui sont astreints, dans les manufactures, à travailler jour et nuit pendant quatorze, quinze, seize heures de suite, — aux petits esclaves blancs des fabriques. Oastler est un tory, des opinions de John Wood nous ne saurions rien dire. Mais il ne semble pas que d'abord aucune arrière-pensée politique les anime. C'est dans les colonnes du grand journal libéral de Leeds, le *Leeds Mercury*, qu'Oastler commence sa nouvelle propagande. Un groupe de manufacturiers de Bradford se rallie au mouvement, rédige et signe une pétition que lord Morpeth, représentant libéral du Yorkshire, s'engage à déposer en leur nom au Parlement. De quoi s'agit-il en somme? D'étendre aux ouvriers drapiers

1. Sur les résistances protestantes au compromis de 1831, voir Rev. W. Hanna, *Memoirs of ... Thomas Chalmers*, vol. III, pp. 249 sqq.

du Yorkshire les bénéfices de la législation qu'on a commencé d'élaborer en ce qui concerne les ouvriers en cotonnades. Hobhouse, représentant radical du bourg de Westminster, et qui a déjà fait voter par le Parlement, en 1825 et en 1829, deux lois pour la protection des enfants employés dans les manufactures de coton¹, rédige un nouveau bill². Interdiction du travail de nuit pour les ouvriers âgés de moins de vingt et un ans. Journée de douze heures pour les ouvriers âgés de moins de dix-huit ans. Extension de ces dispositions à tout le textile, à la laine, au chanvre, au lin et à la soie, aussi bien qu'au coton.

Alors, après ce facile début, les déceptions commencèrent. Les manufacturiers d'Écosse s'insurgèrent en masse³ : moins bien outillés que ceux du Yorkshire, ils croyaient sans doute ne pouvoir leur faire concurrence que par l'exploitation de la main-d'œuvre ouvrière. Dans le Yorkshire même, les manufacturiers progressifs qui avaient pris l'initiative du mouvement virent se dresser contre eux la majorité des fabricants⁴ : finalement, après de traînants débats⁵, Hobhouse capitula. Le bill⁶, tel qu'il fut voté par les deux Chambres, fut une simple loi de « consolidation » des lois antérieures, et concerna exclusivement les ouvriers des cotonnades. Ajoutons que, comme toutes les lois ouvrières antérieures, il n'établissait aucun service de contrôle pour veiller à l'application des dispositions adoptées : même pour les ouvriers du coton ce ne devait être qu'une stérile déclaration de principes⁷.

Par réaction⁸, le mouvement d'opinion dans le Yorkshire s'aggrava : s'aggravant, il changea de forme. On était en pleine crise politique. La *gentry*, depuis longtemps mortellement brouillée avec les parvenus des manufactures, s' alarma de les voir se servir du *Reform Bill* pour

1. 6 Geo. IV, c. 63; 10 Geo. IV, c. 51, à laquelle il faudrait ajouter pour être complet 10 Geo IV, c. 63 : mais ce n'est ici qu'une loi de pure forme, ayant pour objet de rendre valide la loi précédente votée irrégulièrement. Voir *Diary of J. S. Hobhouse*, 19 et 23 juin 1829 (*Lord Broughton's Recollections of a long life*, vol. III, p. 323).

2. *H. of C.*, 10, 27 juillet 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IV, p. 1447; vol. V, p. 388).

3. Alfred, *Hist. of the Factory Movement*, vol. I, p. 95, 199.

4. Alfred, *Hist. of the Factory Movement*, vol. I, p. 108.

5. Voir les comptes rendus très incomplets, *H. of C.*, 30 juin, 18 juillet, 30 juillet 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IV, pp. 501, 1446; vol. V, p. 558).

6. 1 and 2 Will. IV, c. 39.

7. Kirkman Finlay, *Letter to... lord Ashley, ...* 1833, p. 16 : so little were the laws on this subject ever regarded in these districts, that I assert, without fear of contradiction, the provisions of the Acts of sir Robert Peel and Sir John Hobhouse were till lately unknown to many and disregarded by a great proportion of the Spinners and Manufacturers in them.

8. Discours de Strickland, déposant une pétition de la ville de Leeds (*H. of C.*, 20 mars 1833; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVI, p. 879) : He regretted that the Bill introduced some years back by sir John Hobhouse had met with the opposition it experienced; for he was confident that it was the limitation of that Bill to the cotton manufactures which had excited a great part of the present discontent.

augmenter leur importance politique et sociale : elle se jeta dans l'agitation contre le *factory system*, comme pour se venger de l'agitation réformiste. C'était le moment, d'autre part, où les ouvriers révolutionnaires commençaient à ne plus faire bloc avec les libéraux pour la défense d'un *Reform Bill* trop bourgeois : la revendication d'une législation des fabriques constituait déjà depuis deux ans le programme des ouvriers filateurs du Lancashire groupés en un grand syndicat ¹. Il était donc facile de faire sur ce programme l'union du Lancashire et du Yorkshire. Les ouvriers réclamaient en vérité la limitation de la journée de travail des adultes, non des enfants qui bien souvent étaient victimes de leur brutalité plutôt que de la tyrannie patronale ². Mais le nombre des enfants employés dans les manufactures était si grand proportionnellement à celui des adultes que l'on ne pouvait limiter la journée de travail des uns sans limiter, par contre-coup, celle des autres ³. C'est donc sur le sort des enfants que Oastler s'efforça d'apitoyer la bourgeoisie anglaise, mais c'est la protection légale des travailleurs adultes qu'il poursuivait ⁴.

Le mouvement prit l'aspect d'une coalition radicale et tory. Oastler d'une part se mit en contact avec la classe ouvrière, organisa parmi les travailleurs des *Short Time Committees* pour faire la propagande nécessaire, prit la parole dans des meetings en plein air, adopta les manières d'un orateur révolutionnaire. Cherchant, d'autre part, un membre du Parlement pour prendre la défense du mouvement à la place de Hobhouse indigne, il arrêta son choix sur Michael Thomas Sadler, un banquier de Leeds, un tory comme lui-même, qui s'était fait remarquer par des ouvrages fameux dans lesquels il critiquait le malthusianisme et la nouvelle économie politique ⁵, et qui, entré à la Chambre des Communes par l'influence du duc de Newcastle, avait lutté avec acharnement contre l'émancipation catholique. Ajoutons que Sadler, comme Oastler, appartenait au parti évangélique. Son premier ouvrage de jeunesse avait été

1. S. and B. Webb. *Hist. of Trade Unionism*, 2^e éd., 1920, pp. 116 sqq.

2. A. Ure, *Philosophy of Manufactures*, pp. 298 sqq.

3. Fielden, *Curse of the Factory System*, 1836, p. 34 : any Factory Bill, to be effective, must restrict the labour, not only of children, but of those older hands with whom they worked; for that the work of both was so connected, that it could not be carried on by the adult hands without the assistance of the younger. But this fact our adversaries always attempt to turn against us.

4. *Factories Inquiry Commission. First Report of Central Board of Commissioners*, p. 47.

5. V. notamment son ouvrage intitulé *Law of Population : a Treatise in Six Books, in Disproof of the Superfecundity of Human Beings and developing the Real Principle of their Increase*, 1830, qui eut les honneurs d'une réfutation de Macaulay, *Ed. Rev.*, juillet 1830, art. I (vol. LI, pp. 297 sqq.). Pour une première exposition de sa philosophie sociale au Parlement, voir *H. of C.*, 11 octobre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VIII, pp. 498 sqq.).

une défense de Wesley ; ami de Wilberforce, il s'était fait dans le Yorkshire son agent politique ; il était à Leeds le surintendant d'une grande École du Dimanche ¹. Un contemporain nous a laissé son portrait : c'est le portrait et presque la caricature du prédicateur évangélique. « Il y avait dans sa contenance tant de sérieux, tant de solennité, qu'un étranger aurait pu s'y tromper et le prendre pour un *clergyman*... Sa voix était pleine et sonore : mais il avait cette espèce de nasillement qu'on entend souvent dans la chaire ² ». Quand nous racontons l'histoire du mouvement qui a conduit à la législation anglaise des fabriques, ne méconnaissions pas la diversité des affluents qui ont contribué à grossir le torrent ; mais la source du fleuve, c'est le piétisme, le sentimentalisme évangélique.

Sadler introduisit immédiatement la question à la Chambre des Communes ³, obtint la nomination d'une commission parlementaire d'enquête, présida aux travaux de la commission, rédigea finalement le projet de loi qui devait apparaître comme la conclusion de l'enquête. Le bill, applicable à toutes les manufactures du royaume, interdisait le travail de nuit aux ouvriers âgés de moins de dix-huit ans, ne permettait pas que des enfants âgés de moins de neuf ans fussent mis au travail, fixait certaines règles relatives à l'hygiène et à la sécurité dans les manufactures, édictait les peines qui, à la deuxième récidive, sur la décision de deux Juges de Paix, pouvaient envoyer le délinquant en prison ⁴. Vinrent les élections de décembre. Sadler se porta candidat à Leeds, et fut battu par le jeune Macaulay, candidat du libéralisme ministériel. Les partisans de la journée de dix heures durent se mettre, dans le Parlement réformé, en quête d'un nouvel avocat. Ils auraient pu choisir Fielden, le manufacturier radical, partisan violent de la protection légale des travailleurs qui avait prêché d'exemple en introduisant dans sa fabrique le principe de la journée de dix heures. Ils préférèrent lord Ashley, qui était, comme Sadler, un conservateur et un évangélique. Deux évangéliques furent les intermédiaires de la négociation engagée entre Sadler et lord Ashley. L'un, Sir Andrew Agnew, un whig, membre de la majorité ministérielle au Parlement. L'autre, le rev. G. S. Bull, un *clergyman* anglican qui avait pris, dans le Yorkshire, une part active à la campagne des *Short Time Committees* ⁵.

1. *Memoirs of the life and writings of M. T. Sadler*, pp. 19, 11.

2. [J. Grant], *Random Recollections of the House of Commons*, p. 102.

3. *H. of C.*, 16 mars 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XI, pp. 340 sqq.).

4. On trouvera un résumé du bill dans le *Poor Man's Guardian* du 30 mars 1833.

5. E. Hodder, *Life and Work of the Earl of Shaftesbury*, pp. 80-1. — A la Chambre des Lords le protagoniste de la législation des fabriques est lord Kenyon, un évangélique aussi.

On touchait au moment critique : quelle allait être, vis-à-vis des revendications ouvrières, l'attitude du nouveau Parlement, du premier Parlement réformé? D'abord les adversaires du « Bill des Dix heures » essayèrent d'opposer au bill de lord Ashley qui était, sauf de légères modifications, une copie du bill de Sadler, un contre-projet de lord Morpeth : on se serait contenté d'étendre à tout le textile les dispositions que le bill de Hobhouse, en 1831, avait édictées pour le coton ¹. La manœuvre ne réussit pas, et le bill de lord Ashley eut le pas sur celui de lord Morpeth. Alors les manufacturiers introduisirent une motion, à l'effet de soumettre la question à l'examen d'une commission royale, et, le 3 avril, à la faible majorité de soixante-quatorze voix contre soixante-treize, dans une Chambre aux trois quarts vide, ils obtinrent gain de cause ².

LA COMMISSION
ROYALE D'ENQUÊTE
ET LA LOI
DES FABRIQUES
DE 1833

Non sans soulever de bruyantes protestations. Pourquoi une nouvelle enquête, après l'enquête dirigée par Sadler en 1832? et s'il fallait à toute force ouvrir une nouvelle enquête, pourquoi en confier le soin, non à une simple commission parlementaire (*Committee*), mais à une commission royale (*Royal Commission*), émanation du pouvoir exécutif, dont la procédure était représentée comme inquisitoriale : les témoins entendus à huis clos, les dépositions non sténographiées? Bref, toutes les clameurs d'usage chaque fois que le ministère libéral nommait une commission : mais cette fois c'était la masse ouvrière qui protestait. Quand les commissaires, ayant réparti l'Angleterre industrielle en quatre districts, s'en allèrent, par groupes de trois, visiter chacun de ces districts, ils se heurtèrent partout à une sorte d'obstruction ouvrière. Leur arrivée déchaînait des manifestations hostiles, presque des émeutes. Ils furent brûlés en effigie ³. Aux yeux de tous, la nomination de cette grande commission n'était qu'une mesure dilatoire : elle paraissait destinée à ajourner, sans délai défini, une réforme que les ouvriers tenaient pour urgente.

En réalité, la commission mena ses travaux avec une extrême rapidité. Le 17 juin, le bill de lord Ashley étant venu en seconde lecture, lord Althorp put annoncer que le rapport de la commission serait bientôt

1. *H. of C.*, 8 février 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XV, p. 390). Sur le bill de lord Morpeth, voir *Leeds Mercury*, 12 janvier, 9 février 1833; *Leeds Intelligencer*, 14 février, 23 février 1833.

2. *H. of C.*, 20 mars 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVI, p. 1001); 3 avril 1833, motion Wilson Patten (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVII, p. 79).

3. Alfred, *Hist. of the Factory Movement*, vol. II, pp. 33 sqq. — Sur les incidents qui se produisirent à Huddersfield, voir le récit d'un témoin oculaire dans Hanna, *Memoirs of ... Thomas Chalmers* (vol. III, p. 366), et *Poor Man's Guardian*, 29 juin 1833.

déposé, et, sans en attendre le dépôt, exposer dans leurs grandes lignes les conclusions auxquelles les commissaires avaient été conduits par leur enquête. Ces commissaires n'étaient pas des opportunistes qui cherchaient la formule d'un compromis entre les exigences ouvrières et les exigences patronales. Sur les trois membres du bureau central des commissaires — ceux qui restaient à Londres pendant que leurs collègues enquêtaient sur place en province — deux, Southwood Smith et Edwin Chadwick, étaient des doctrinaires, disciples de Bentham : déjà nous les avons rencontrés. Le secrétaire du bureau central, John Wilson, appartenait pareillement au groupe des amis de Bentham : il venait de faire, comme les Austin, le pèlerinage d'Allemagne ¹. Ils opposaient au projet de lord Ashley un projet différent, fondé sur un autre principe.

Le reproche qu'ils adressaient au bill de lord Ashley, c'était d'être un bill hypocrite, qui était présenté comme un bill pour la protection des enfants, qui visait en réalité la limitation légale de la journée de travail des adultes. Or, les Benthamites, d'accord sur ce point avec les simples libéraux, considéraient toute limitation de ce genre comme impraticable ou condamnable. Les commissaires demandaient, en conséquence, que le travail des manufactures fût protégé par la loi jusqu'à treize ans seulement, et non pas jusqu'à dix-huit ou vingt et un ans. Le bill de lord Ashley étant revenu en discussion à la Chambre des Communes le 18 juillet, lord Althorp fit adopter un amendement en ce sens à une très forte majorité : deux cent trente-huit voix contre quatre vingt-treize. Alors lord Ashley se reconnut battu, et remit aux mains de lord Althorp le soin de conduire la suite des débats ².

D'autre part, et précisément parce que le bill avait pour objet véritable la protection des adultes, il était très mal conçu pour la protection des enfants. Il posait le principe de la journée de dix heures pour les ouvriers âgés de moins de dix-huit ans : mais dix heures de travail par jour, c'était trop pour un enfant de dix ou onze ans. Or l'État avait le droit, selon la doctrine benthamique, d'intervenir pour protéger ceux

1. J. S. Mill à Sterling, 20-22 octobre 1831 (*Letters of John Stuart Mill*, vol. I, p. 18). — Cf. sa lettre à Carlyle du 11-12 avril 1833 : It is a real satisfaction for me to know, and in some cases to have even been able somewhat to help on, several men who are now gaining, by dint of real honesty and capacity, a considerable and increasing influence, though not an externally visible one, over the underworkings of our government (*Ibid.*, vol. I, p. 45).

2. *H. of C.*, 18 juillet 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, p. 913). — Cf. *Factories Inquiry Commission : First Report of Central Board of Commissioners*, pp. 33-4. Une concession fut faite à lord Ashley, à Fielden et à leurs amis. On introduisit dans la loi le principe de la journée maxima de douze heures jusqu'à dix-huit ans. En d'autres termes, on étendit à tout le textile les dispositions de la loi de 1831 (s. 3). Cf. *Factories Inquiry Commission : Supplementary Report*, pp. 14-5.

qui visiblement ne pouvaient pas être considérés comme des agents libres, capables de conclure des contrats. Les commissaires proposaient, et ils obtinrent gain de cause, — que la journée maxima de travail, — pour les enfants âgés de moins de treize ans, fût de huit heures seulement. Le bill de Sadler et de lord Ashley avait encore un grave défaut : il ne s'inquiétait nullement de l'emploi que ferait le petit ouvrier de ses heures de loisir, une fois sa journée de travail terminée ¹. Les commissaires demandaient qu'à tout enfant travaillant dans une fabrique fût imposée la fréquentation d'une école : effectivement le bill qui fut voté spécifia que les enfants dont le travail serait limité à quarante-huit heures par semaine devraient fréquenter une école pendant deux heures par jour ouvrable.

Cette dernière mesure était manifestement boiteuse. L'État ne fournissait aucuns fonds pour pourvoir à l'éducation des enfants. Il s'en remettait, pour créer les écoles, aux manufacturiers, qui prélèveraient l'argent nécessaire sur les salaires des enfants employés par eux ². Ce n'en était pas moins une première victoire pour le principe « prussien » de l'obligation scolaire ³. Au moment même où le benthamite Roebuck ne réussissait pas à le faire agréer par la Chambre des Communes, les Benthamites Southwood Smith et Edwin Chadwick le glissaient dans la législation anglaise par le biais du *Factory Bill*. Ces articles de la loi nouvelle obtinrent l'adhésion enthousiaste de bien des parlementaires radicaux ou libéraux avancés, tel que Hume ou Poulett Thomson, à qui toute législation des fabriques répugnait ⁴. Le Commissaire Tufnell, qui partage leurs préventions, explique que ce qui le réconcilie avec le bill et lui permet d'en assumer la responsabilité, c'est que le bill, à bien prendre les choses, « est moins une loi des fabriques qu'une loi d'enseignement ⁴ ».

1. Voir la déposition de Rowland Detrosier, *Factories Inquiry Commission. First Report of Central Board*, Evidence taken by Central Board, p. 19 : The evils of the factory system are twofold : they are physical and moral... I am not sure that the difference of two hours would produce all the sanative effects that are anticipated by the humane individuals who are endeavouring to obtain the passing of that Bill... To render that measure really efficient it must be accompanied by educational provisions, and those too of a compulsory nature, independent of sect or party.

2. La Chambre des Communes avait mis dans la loi un article qui donnait les ressources nécessaires. Il fut supprimé par la Chambre des Lords à la demande de lord Salisbury (*London and Westminster Review*, octobre 1836, art. viii. *The Factories*; vol. XX, pp. 205-6).

3. *H. of C.*, 13 août 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XX, pp. 585-6). — MacCulloch à lord Ashley, 28 mars 1833 (*E. Hodder, Life and Work of the Earl of Shaftesbury*, pp. 85-6).

4. *Factories Inquiry Commission. Supplementary Report of Central Board* : Report by Mr. Tufnell, p. 227 : This measure has no more claim to be called a factory bill than an education bill. — C'est à ce point de vue que se place, pour louer la loi nouvelle, un excellent article de l'*Eclectic Review* (janvier 1834, art. 1. *National Education on Just and Comprehensive Principles*, 3rd ser., vol. XI, pp. 1 sqq.). — Voir surtout, pour

Sur un autre point encore l'influence des disciples de Bentham se fit sentir. Plusieurs lois des fabriques avaient été votées depuis le début du siècle, mais elles n'avaient pas été appliquées. Pour éviter qu'il en fût de la nouvelle loi comme des autres, les commissaires envisagèrent la création d'un service d'inspection et de contrôle. Il était absurde de s'en remettre, pour punir les délinquants, aux Juges de Paix des comtés, qui n'avaient aucune compétence spéciale, qui souvent étaient des manufacturiers devant lesquels les individus lésés n'osaient pas même porter plainte¹. Voici donc, ou jamais, l'occasion de substituer aux Juges de Paix, suivant le système cher à Edwin Chadwick, des fonctionnaires rétribués pour l'exécution de cette tâche spéciale. Non point peut-être des fonctionnaires locaux, résidant dans les diverses régions industrielles : le Parlement aurait reculé devant les frais d'une pareille création. Mais tout au moins des fonctionnaires peu nombreux, résidant à Londres, et s'en allant périodiquement visiter les provinces. Il y en eut quatre, qui répartirent le pays en quatre « circuits » : c'était un triomphe pour un des principes essentiels de la philosophie politique de Bentham, le principe de la centralisation administrative.

Ainsi se trouve mise en lumière la double origine de la loi de 1833. Sous sa forme première, le *Factory Bill* fut inspiré par le parti évangélique, dont l'influence était si forte à tous les étages de la bourgeoisie anglaise. C'est pour obéir aux exigences du sentimentalisme piétiste que le premier Parlement réformé vota, à peu de semaines de distance, la loi qui abolissait l'esclavage et celle qui protégeait les petits ouvriers des fabriques². Il y

l'interprétation de la loi par le groupe des Benthamites orthodoxes, *London and Westminster Review*, octobre 1836, art. VIII. *The Factories* (vol. XXVI, pp. 174 sqq.).

1. *Factories Inquiry Commission. Report of Central Board of Commissioners*, p. 69.

2. Edward Bulwer Lytton, *England and the English*, Book. III, chap. IV (1^{re} éd., pp. 335-6) : Even where, in the case of the loyal and subordinate Wesleyan, the politics generally may incline to the powers that be, some individual point, some isolated but stirring question — to-day the Slavery question, to-morrow the Factory Bill — occurs on which the Wesleyan no less than the bold and generous « Independent » is united with the most popular opinions. — Non bien entendu que les wesleyens aient fait campagne en bloc contre la servitude des petits ouvriers des fabriques, comme ils avaient fait contre l'esclavage des nègres des Antilles. Trop d'entre eux étaient des manufacturiers. Le *Patriot*, organe nonconformiste (19 janvier 1833) cite un cas où les wesleyens, à Bradford, refusèrent l'usage de leur chapelle aux organisateurs d'un *Ten Hours Bill Meeting*. Mais les *Primitive Methodists* se présentèrent alors pour leur offrir ce que leur refusaient les méthodistes wesleyens. — Le *British Magazine*, organe du *High Church*, est nettement hostile à la législation des fabriques (1^{er} mars 1833; vol. III, pp. 318 sqq.; 1^{er} novembre 1833; vol. IV, pp. 365-6. — 1^{er} janvier 1834; vol. V, pp. 59-60). Au contraire, l'*Eclectic Review*, organe des dissidents libéraux, est nettement favorable (octobre 1832, 3rd ser., vol. VIII, pp. 328-249). Cf. *Patriot*, 9 janvier 1833. — Il y aurait également lieu d'étudier la part prise par les wesleyens à l'agitation qui entraîna le vote de l'*Anti-Truck Bill* de 1831 (1 and 2 Will. IV, c. 37), W. Smith, un nonconformiste protagoniste du bill, réclame la réforme, primitivement,

avait cependant une différence entre ces deux lois. La première est une loi d'émancipation : la voter, c'était faire droit, du même coup, aux revendications libérales et aux revendications piétistes. La deuxième est une loi de protection : elle semble heurter de front les préjugés des économistes libéraux. Mais les disciples de Bentham, bien qu'ils fussent, à tant de points de vue, les disciples d'Adam Smith et de Ricardo en même temps que du grand utilitaire, étaient loin, comme nous avons eu déjà l'occasion de le faire voir, de professer, à l'égard de toute intervention bureaucratique de l'État, cette aversion systématique qui devait, trente ans plus tard, caractériser Richard Cobden et Herbert Spencer. Et c'est eux qui, dans les conditions que nous avons vues, donnèrent au bill sa forme définitive. Il ne faut pas même dire que le bill benthamique ne fut qu'une version atténuée du bill évangélique. Ce fut un bill différent, à beaucoup d'égards mieux conçu pour qui se place au point de vue même où se plaçait lord Ashley : nous voulons dire qu'il fut plus astreignant. Il eût été plus astreignant encore si le cabinet et le Parlement avaient pris en considération tous les vœux de Southwood Smith et de Chadwick. Les inspecteurs auraient eu des pouvoirs plus étendus pour le contrôle de l'hygiène des fabriques ; et le principe de la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail aurait été, dès 1833, inscrit dans la législation britannique ¹.

FERMENTATION
OUVRIÈRE
ET PAYSANNE

Tel quel, le bill donna satisfaction. Quelques radicaux, au Parlement, firent entendre des protestations, le trouvèrent trop timide ² : mais c'étaient de faibles protestations, impuissantes contre la volonté réfléchie du groupe de Bentham. Le grand organe

au nom du clergé wesleyen de Dudley. Voir *H. of C.*, 16 mars 1830, discours de W. Smith : the petitioners... expressly state in their petitions, that they are much disinclined to meddle in political matters, but being continually made sensible of the distress arising from the system, they thought themselves bound to lay their petition before the House (*Parl. Deb.*, n. s., vol. XXIII, p. 387). — A rapprocher du *Factory Act*, les deux lois votées pour protéger, puis interdire le travail des petits ramoneurs (4 and 5 Will. IV, c. 1. — 3 and 4 Vict., c. 85); — V. les détails au sujet de la deuxième de ces lois : *H. of C.*, 14 avril 1840, intervention de lord Ashley ; et *H. of L.*, 6 juillet 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LIII, p. 1092 ; vol. LV, p. 433).

1. *Factories Inquiry Commission. First Report of Central Board of Commissioners*, p. 73 : We conceive that it may be stated as a principle of jurisprudence applicable to the cases of evil arising from causes which ordinary prudence cannot avert that responsibility should be concentrated, or as closely as possible apportioned on those who have the best means of preventing the mischief... It is only the proprietor of the machinery who has the most effectual means of guarding against the dangers attendant upon its use.

2. Voir, par exemple, *H. of C.*, 12 août 1833 : discours de Torrens (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XX, p. 53).

tory, le *Standard*, ne cessa de faire campagne pour le bill primitif de lord Ashley : mais le parti conservateur, à la Chambre des Communes, se rallia au bill gouvernemental. Il ne semble même pas que lord Ashley se soit résigné de très mauvaise grâce à l'échec de son propre bill : sans doute était-il effrayé par les violents propos de Sadler et d'Oastler. Chose singulière : les milieux révolutionnaires à Londres ne firent pas mauvais accueil à la loi nouvelle. Ils n'aimaient guère Sadler et Oastler ; et lorsque ceux-ci furent accusés par un journaliste du Yorkshire d'avoir détourné à leur profit une partie des fonds recueillis par eux aux fins de leur propagande, Hetherington, le rédacteur en chef du *Poor Man's Guardian*, enregistra soigneusement ces bruits diffamatoires. Trop heureux, semble-t-il, s'il pouvait aider la classe ouvrière à secouer le joug de ces deux « méthodistes » ¹ ! D'ailleurs, la loi, si on savait la lire, était ainsi faite qu'il était possible aux ouvriers de l'utiliser en vue de revendications inattendues. A peine votée, elle donna naissance à une nouvelle agitation.

Les commissaires, les ministres, avaient expliqué, pour rassurer les manufacturiers, que la réduction de la journée de travail des enfants à huit heures n'impliquait pas une réduction correspondante du temps quotidien de travail de l'usine. Rien n'empêchait de mettre successivement au travail, dans le cours de la même journée, deux équipes d'enfants, deux « relais » : les machines fonctionneraient de la sorte pendant seize heures consécutives ². Les machines, soit : mais les ouvriers adultes ? Travailleraient-ils seize heures aussi ? Et n'aurait-on abaissé à huit heures la journée de travail des enfants que pour relever à seize la journée des adultes ³ ? Or, la « loi des fabriques » offrait aux ouvriers un moyen pour échapper à ce danger. Elle posait, pour la première fois, le principe de la journée de huit heures. Elle ne le posait, sans doute, qu'au bénéfice des enfants âgés de moins de treize ans ; mais pourquoi ne pas le généraliser, et l'étendre aux adolescents, aux adultes ? Le 1^{er} mars 1834 devait être

1. *Poor Man's Guardian*, 6 juillet, 7 septembre, 28 septembre, 2 novembre 1833. — Voir en particulier l'article du 2 novembre : ... We have long been accustomed to hear the changes rung on Oastler and Sadler, and Sadler and Oastler, *ad nauseam*. — They have had the patronage of the Factory Exchequer; and all the swaddlers — the humbugs — and the money-loving London press, who, without any real feelings on the subject, but for the base purpose of courting popularity, have been loud in their applause of these *Wilberforces the second*... — Sur les attaques dont Sadler et Oastler étaient l'objet dans le Yorkshire (affaire Foster), voir également *Morning Chronicle*, 17 et 25 décembre 1833. — Les deux agitateurs semblent bien n'avoir commis d'autre crime que de très mal tenir leur comptabilité.

2. *Factories Inquiry Commission. Report of Central Board of Commissioners*, pp. 53, 58-59, 64. — Voir à ce sujet les débats, *H. of C.*, 12 août 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XX, p. 530).

3. *Pol. Reg.*, 14 décembre 1833 : Mr. Fielden's Letter to Mr. Cobbett (vol. LXXXII, p. 652). — Cf. *Leeds Intelligencer*, 22 juin 1833.

le premier jour d'application de la loi : il fallait que ce jour-là les ouvriers de tous âges refusassent de travailler plus de huit heures, et sortissent de l'usine en même temps que les enfants visés par la loi. C'est ici la première origine de la revendication des huit heures.

Fielden préconisa cette idée, promit de réaliser lui-même la réforme dans ses ateliers à la date fixée. Il se mit en rapports avec Cobbett, qui n'avait jamais été partisan bien chaud de la législation des fabriques — il y avait sans doute, dans ce mouvement, trop de « méthodistes » pour son goût —, mais qui adhéra tout de suite à ce projet d'agitation nouvelle. Robert Owen se joignit à eux ¹. Il avait été en quelque sorte submergé par la grande vague démocratique qui, de 1830 à 1832, avait passé sur l'Angleterre. Maintenant les ouvriers lui revenaient, désenchantés de l'action politique, séduits de nouveau par l'idée de l'action sociale, ou, comme nous dirions aujourd'hui, de l'action directe. Il incorpora la revendication des huit heures au programme de la « Société de Régénération Nationale » qu'il venait de fonder, et dont les visées étaient plus ambitieuses. Il s'agissait de grouper tous les travailleurs en un syndicat unique, qui devrait, à un jour fixé que Robert Owen déclarait proche, faire sentir, par une grève générale, sa puissance, et se transformer en une vaste coopérative pour l'exploitation en commun des moyens de production. Les ouvriers entrèrent en masse, pendant les premiers mois de 1834, dans le *Grand National Trades Union* de Robert Owen ². Non seulement les ouvriers de l'usine, mais aussi les ouvriers de la terre. Les campagnes du sud, où les propriétaires avaient essayé de reprendre à leurs ouvriers quelques-uns des avantages consentis en 1832, se couvrirent de syndicats. Les mêmes désordres agraires se produisirent qu'en 1830 et 1831 ³.

Lord Melbourne, pour lutter contre un mouvement qui commençait à alarmer la bourgeoisie, ne demanda pas de lois nouvelles, ne prit pas directement l'initiative des mesures de répression. Mais il encouragea les autorités locales à appliquer rigoureusement les lois existantes. Au mois de mars 1834, six ouvriers du Dorsetshire, d'inoffensifs méthodistes dont deux étaient des prédicateurs locaux, furent condamnés, pour prestation de serments illégaux, à sept ans de déportation. C'est le 18 mars que la cause

1. Pour toute cette affaire, voir *Poor Man's Guardian*, 28 décembre 1833; *Pol. Reg.*, 7, 14, 21 décembre 1833 (vol. LXXXII, pp. 624 sqq., 641 sqq., 752); *Morning Chronicle*, 7, 8 décembre 1833, 23 janvier 1834 (une protestation d'Ebenezer Elliott et de quelques autres).

2. S. and B. Webb. *Hist. of Trade Unionism*, 2^e éd., 1920, pp. 133 sqq.

3. *Morning Chronicle*, 5, 26 novembre 1833; *Pol. Reg.*, 23, 30 novembre; 14 décembre 1833; 1^{er} et 8 février 1834 (vol. LXXXII, pp. 468 sqq., 524 sqq., 670 sqq.; vol. LXXXIII, pp. 259 sqq., 332 sqq.).

fut jugée; et, dès le 15 avril, le gouvernement les embarquait pour l'Australie¹. Cette sentence provoqua dans les milieux radicaux une indignation extrême². Mais il faut reconnaître que la politique de lord Melbourne réussit. Les travailleurs anglais se virent rejetés sur la défensive. Personne n'entendit plus parler du programme de la journée de huit heures; et la seule manifestation ouvrière, au printemps de 1834, ce fut un grand défilé des corporations de métiers à travers les rues de Londres, pour protester contre la condamnation des six *Dorchester Labourers*. Le défilé impressionna l'opinion bourgeoise par le nombre de ceux qui y prirent part : cent mille hommes suivant les évaluations les plus audacieuses, certainement trente mille³. L'exemple des révolutions parisiennes préoccupait toujours en Angleterre les classes dirigeantes : Lyon venait de s'insurger, et il est possible que certains révolutionnaires, à Londres, aient songé à un coup de main armé⁴. Mais la manifestation fut rassurante par son caractère pacifique.

Suffisait-il cependant de réprimer les troubles lorsqu'ils se produisaient, quitte à les voir se reproduire un an, deux ans plus tard? Ne serait-il pas possible d'en découvrir la cause, et, par la suppression de la cause, d'en prévenir à jamais le retour? Entendons bien que les troubles qui préoccupaient vers cette date en Angleterre les classes dirigeantes, ce n'étaient pas les troubles qui, d'une manière presque chronique, agitaient les districts du nord. Le grand événement dont le souvenir obsédait les hommes d'État, c'était la Révolution française, dont les journées de juillet semblaient annoncer le retour. Or la Révolution française avait commencé par une révolution agraire et par une révolution parisienne. Ce qui paraissait donc à craindre maintenant, c'était, avec l'esprit révolutionnaire des radicaux de Londres, cette anarchie rurale par laquelle Londres était en quelque sorte cerné. Aucun doute, d'ailleurs, sur les causes de cette anarchie. Si les comtés du sud en étaient infestés, si les comtés du nord en étaient exempts, c'est parce que dans ceux-là, à la différence de ceux-ci, on avait pris l'habitude de distribuer des allocations à tous les ouvriers, en vue d'améliorer leur condition, chaque fois que leur salaire était inférieur à un certain salaire considéré comme normal. D'où

1. S. and B. Webb, *Hist. of Trade Unionism*, 2^e éd., 1920, pp. 143 sqq. Sur la légalité de la condamnation des *Dorchester Labourers*, voir la curieuse correspondance de lord John Russell avec lord Melbourne, 2, 6, 9 octobre 1835 (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 132, 138, 143).

2. Voir *Westm. Rev.* juillet 1834, art. III. *The Dorchester Labourers* (vol. XXI, pp. 52 sqq.).

3. *Morning Chronicle*, 22 avril 1834.

4. Voir *The Autobiography of a Working Man* (by A. Somerville), pp. 389 sqq.

la démoralisation, les exigences exorbitantes, l'attitude subversive de ces ouvriers agricoles. Le remède, c'était la réforme de la loi d'assistance publique, de la fameuse Loi des Pauvres.

LA NOUVELLE LOI
DES PAUVRES
DE 1834.
CHANGEMENT
DES RÈGLES
DE L'ASSISTANCE

Dès le mois de février 1832, trois mois avant le vote définitif du *Reform Bill*, le ministère libéral avait nommé, pour étudier la question, une grande commission royale d'enquête, dans laquelle siégèrent des évêques, des avocats, des économistes, des hommes politiques, et Sturges Bourne, l'auteur de la réforme de 1819. L'enquête fut très vaste et très approfondie. Au mois de février 1834, la commission déposa son rapport¹, et le ministère décida de se conformer, sans délai, aux conclusions de la commission. Le 17 avril lord Althorp déposa son projet de loi. Le 13 août le *Poor Law Amendment Bill* était voté en dernière instance par la Chambre des Lords. C'est ainsi qu'en dépit d'une crise politique qui suspendit les débats pendant une quinzaine au début de juillet, moins de quatre mois avaient suffi au Parlement pour mettre sur pied ce qu'on appela la « Nouvelle Loi des Pauvres ». « Le grand œuvre des whigs, écrit un contemporain peu sympathique en général au parti gouvernemental, c'est la loi pour l'amendement des lois des pauvres. Voilà leur véritable *Reform Bill*; et, si la mesure qu'on a plus spécialement appelée de ce nom a quelque mérite réel, c'est surtout parce qu'elle a frayé les voies à l'adoption de l'autre² ».

Le grand homme de la commission, c'était Nassau Senior, professeur à l'Université d'Oxford, l'économiste patenté de l'époque. A la fin de 1830, quand les troubles agraires avaient éclaté, il avait publié une partie de son cours d'économie politique, afin de propager une théorie, dont MacCulloch était le premier auteur et qui était destinée à devenir fameuse, la théorie dite du « fonds des salaires ». Ce « fonds » étant défini avant que les travailleurs se mettent à l'œuvre, la part qui reviendra à chaque travailleur est nécessairement égale au fonds total, divisé par le nombre des travailleurs; et ceux-ci courent après une chimère s'ils espèrent par un moyen quelconque, coalition ouvrière ou assistance de l'État, relever leurs salaires, tant que demeurent égaux leur nombre d'une part, et d'autre

1. *Report from H. M.'s Commissioners for enquiring into the administration and practical operation of the Poor Laws, 1834.* — V. aussi la publication officielle : *Extracts from the information received by H. M.'s Commissioners as to the administration and operation of the Poor Laws, 1833.*

2. *Ann. Reg.*, 1837, p. 128.

part le fonds des salaires ¹. Nassau Senior avait, à la même époque, donné au gouvernement une consultation officieuse sur la manière de paralyser le droit de grève sans toucher à la liberté de coalition récemment concédée ². En ce qui concernait la Loi des Pauvres, il avait fourni publiquement son avis, conforme aux principes de Malthus : elle devait être non réformée, mais abolie ³. Il n'était pas le seul à professer cette opinion radicale. Miss Martineau pensait comme lui ⁴. De même Brougham, le Lord Chancelier ⁵. Était-il cependant politiquement possible de supprimer, tout d'un coup, un vaste système de lois auquel le pays s'était adapté depuis plus de deux siècles ? Et d'ailleurs si vraiment, d'avance et pour des raisons de principe, on savait que tout droit à l'assistance devait être refusé aux indigents, à quoi bon cette vaste enquête ?

Les conclusions auxquelles s'arrêta la commission furent donc nécessairement plus modérées. Elle demanda que l'on renonçât à cette application relâchée de la loi qui, depuis le temps de Pitt, avait fait tant de mal dans les campagnes anglaises : que l'on interdît aux autorités locales de reconnaître le droit à un salaire normal, et que la Loi des Pauvres fût considérée comme ayant pour objet, non de supprimer la pauvreté, mais de soulager l'indigence temporaire. Elle demanda, en conséquence, que l'on demeurât fidèle à l'esprit du vieux statut d'Élisabeth, et que l'ouvrier indigent valide fût obligé de venir gagner l'assistance dans une « maison de travail », un *workhouse*. Ainsi en décida la nouvelle Loi des Pauvres ⁶. La Commission spécifia en outre que l'indigent assisté devrait être soumis dans le *workhouse* à un régime tel que sa condition fût et parût moins désirable que celle de l'ouvrier non assisté le plus misérable ⁷. Elle aurait voulu même que l'assistance ne fût jamais donnée qu'à titre de prêt, et que l'ouvrier assisté, ayant retrouvé du travail, fût astreint au remboursement de ce que les contribuables avaient dépensé pour l'aider ⁸ : lord Althorp n'osa pas incorporer cette disposition dans le projet de loi gouvernemental.

Sur un deuxième point, moins fondamental mais important encore, la

1. *The Lectures on the Rate of Wages, delivered before the University of Oxford in Easter Term, 1830. With a Preface on the causes and remedies of the present disturbances.*

2. S. and B. Webb, *Hist. of Trade Unionism*, 2^e éd., 1920, pp. 139-140.

3. *Three Lectures*,... p. XI.

4. *Poor Laws and Paupers illustrated, 1833-4* : quatre « contes », ayant pour objet d'« illustrer » la vraie doctrine économique en matière d'assistance.

5. *H. of L.*, 21 juillet 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXV, pp. 219 sqq.).

6. 4 and 5 Will. IV, c. 76.

7. *Poor Laws : Report from H. M.'s Commissioners*, pp. 128 sqq.

8. *Poor Laws : Report from H. M.'s Commissioners, Ninth Recommendation*, pp. 190-1.

commission constatait que l'enquête avait eu pour résultat d'obliger les malthusiens à réviser partiellement leur doctrine. Suivant Malthus, le grand vice de la Loi des Pauvres, c'est qu'elle provoquait, artificiellement, un accroissement excessif de la population du royaume. Il était cependant manifeste que, dans l'Angleterre de 1832, il n'y avait pas excès de population par rapport aux besoins de la production et aux possibilités de consommation : la preuve, c'est qu'il y avait appel constant de main-d'œuvre irlandaise. Le grand vice de la Loi des Pauvres, si l'on en croyait la commission, c'est qu'elle provoquait une mauvaise distribution de la population : pendant qu'il y avait excès de main-d'œuvre dans les campagnes du sud — d'où les désordres que l'on sait —, il y avait manque de main-d'œuvre dans les régions industrielles du nord ; et la cause de cette mauvaise distribution de la main-d'œuvre résidait dans les lois d'« établissement » (*settlement*). Ces lois permettaient aux ouvriers d'acquérir leur établissement dans une paroisse, et par suite leur droit à l'assistance dans cette paroisse, s'ils y étaient nés, s'ils y avaient été apprentis, s'ils y avaient conclu un contrat de louage pour une durée de plus d'une année, s'ils y avaient acquis le lopin de terre le plus infime. Ces lois, d'apparence libérale, avaient un effet restrictif : car les paroisses repoussaient les ouvriers nouveaux-venus, de peur qu'ils ne vinssent, au premier jour de chômage, alourdir le *poor rate* local. Elles avaient donc pour résultat de parquer les ouvriers dans chaque paroisse, d'immobiliser la main-d'œuvre ouvrière : et c'était les rendre plus libérales en fait que de le rendre plus restrictives en apparence. La commission proposa une simplification radicale des lois d'établissement : l'établissement ne pourrait s'acquérir que par la naissance. Le ministère, le Parlement ratifièrent cette proposition, avec certaines atténuations : l'apprentissage, par exemple, continua de conférer le droit à l'assistance.

Voici un troisième point sur lequel les commissaires, fidèles cette fois à la doctrine malthusienne, proposèrent une modification des lois existantes. Il offre moins d'importance, dans l'économie générale de la loi, que les deux autres points ; mais il souleva les plus vifs débats. Les lois sur les enfants naturels (*bastardy laws*) autorisaient la recherche de la paternité dans des conditions manifestement injustes pour celui qui se trouvait être l'objet d'une dénonciation féminine. Le résultat, suivant la commission, c'est qu'une sorte de prime était offerte aux naissances illégitimes, et, par suite, à un accroissement immodéré de la population : l'enquête avait révélé quelle était l'immoralité sexuelle dans le bas-peuple anglais. La commission proposa que les enfants illégitimes fussent à la charge de la mère, et que celle-ci ne pût obtenir d'assistance pour ces enfants qu'en venant

s'enfermer elle-même dans un *workhouse*. Malgré de nombreuses atténuations, qui furent imposées d'abord par la Chambre des Communes, ensuite par la Chambre des Lords, on peut dire que, dans ses grandes lignes, cette proposition fut adoptée. La Réforme de 1832 aboutissait, sur ce point de détail, au même résultat que la Révolution française quarante ans plus tôt : elle supprimait la recherche de la paternité.

RÉFORME DE
L'ADMINISTRATION
DE L'ASSISTANCE
PUBLIQUE

Ces règles une fois posées, comment obtenir qu'elles fussent appliquées par les autorités locales? Comment espérer que ces simples gentilshommes campagnards chargés des fonctions de Juges de Paix, ces petits entrepreneurs investis dans les *vestries* de l'administration des paroisses, auraient la compétence et le désintéressement qu'il fallait pour gérer avec méthode les fonds de l'assistance? S'acquittant de leurs devoirs à titre gratuit, pouvait-on exiger qu'ils y consacrasent le temps nécessaire? Toutes les réformes antérieures de la Loi des Pauvres s'étaient butées à cet obstacle. Un seul moyen pour le surmonter. Il fallait substituer à ce régime de *self government* un système de fonctionnaires rétribués. Puisque d'ailleurs on voulait réaliser une réforme d'ensemble, il ne fallait plus procéder par le détail et facultativement comme avait fait Sturges Bourne : il fallait effectuer d'un seul coup, pour toute la nation, un vaste travail de spécialisation et de centralisation administratives. Les disciples de Bentham étaient désignés pour ce travail.

Dans la commission d'enquête qui fut nommée en février 1832, nous ne trouvons qu'un membre du groupe, W. Coulson, un avocat, un journaliste, qui avait été le secrétaire de Bentham. Mais, lorsqu'il fallut choisir les commissaires auxiliaires (*Assistant Commissioners*), chargés d'aller faire dans les provinces les enquêtes locales, et de rapporter au centre le résultat de leurs observations, on s'adressa — peut-être sur la recommandation de Coulson — à un certain nombre de disciples de Bentham : John Wilson, Charles Hay Cameron, Edwin Chadwick. Le rapport présenté par John Wilson est dépourvu d'intérêt ¹. Autrement significatif est celui que rédigea Cameron ². Il demande qu'on en finisse avec les pratiques « non systé-

1. *Poor Law. Appendix (A.)*. pp. 119 A sqq. Peut-être n'est-ce pas assez dire. On a l'impression qu'en rédigeant cet étrange rapport, très pauvre de matière et, dans ses conclusions, purement négatif, J. Wilson fit consciemment ce qu'il fallait pour trahir la confiance du groupe qui l'avait placé dans la commission.

2. *Poor Law. Appendix (A.)* pp. 151 A sqq. : Report of C.H. Cameron and John Wrottesley, Esq. — Cameron avait été le candidat de James Mill pour la chaire de philosophie à *University College* (A. Bain, *James Mill : a biography*, p. 263) : il accom-

matiques » (*unsystematical*) qui sont traditionnelles en Angleterre, avec le régime des lois facultatives que les autorités locales restent libres d'appliquer ou de ne pas appliquer. Il veut qu'on établisse dans la capitale un bureau central pour l'administration d'un fonds national d'assistance publique, qu'on nomme un nombre suffisant de fonctionnaires locaux rétribués, et qu'on impose aux autorités locales l'observation d'un certain nombre de règles rigides. Idées trop dogmatiques, trop éloignées de la réalité pour convaincre le lecteur. Le rapport de Chadwick, qui se fonde sur les mêmes principes, mais qui s'efforce de les adapter aux faits et aboutit à des conclusions plus tempérées, est plus persuasif¹. Chadwick fut agrégé à la commission centrale d'enquête, il est généralement considéré comme ayant été l'auteur du rapport final. Nassau Senior était le représentant officiel de la commission auprès du gouvernement. Mais Chadwick fit le travail réel².

Voici quelle fut en définitive, sur ce point, et conformément aux suggestions des disciples de Bentham, l'économie de la loi nouvelle. Trois commissaires furent institués pour avoir « la direction et le contrôle » de la Loi des Pauvres. Ils furent munis des pouvoirs nécessaires pour édicter des règlements administratifs et prendre des décisions d'espèce, en tout ce qui concernait l'assistance publique en Angleterre et dans le pays de Galles : gouvernement des *workhouses*, construction de *workhouses* nouveaux, agrandissement des *workhouses* existants là où les locaux étaient insuffisants³. Ces pouvoirs, nouveaux dans la législation anglaise, parurent inconstitutionnels à bien des membres du Parlement, du Cabinet lui-même. Nassau Senior et Chadwick l'emportèrent cependant. Tout ce qu'obtinrent les adversaires de ces innovations bureaucratiques, ce fut que les règlements administratifs généraux, une fois élaborés par les commissaires, dussent être préalablement soumis à l'approbation du ministère, et rester en suspens pendant quarante jours, avant d'entrer en vigueur, dans l'attente d'un désaveu possible; ce fut encore que le pouvoir accordé aux commissaires d'engager des dépenses pour la cons-

pagna Macaulay aux Indes et l'aida dans sa rédaction d'un Code Pénal conforme aux principes benthamiques (Leslie Stephen, *English Utilitarians*, vol. II, p. 36). — N. B. La nouvelle Loi des Pauvres fut votée après la loi des Fabriques; mais Edwin Chadwick fit partie de la commission d'enquête sur les *Poor Laws* avant d'entrer dans la commission d'enquête sur le travail des enfants.

1. *Poor Law. Appendix* (A), pp. II and III sqq. Evidence collected by E. de Chadwick. Rund question.

2. Thomas Mackay, *A History of the English Poor Law*. Vol III. *From 1834 to the present Time. Being a supplementary volume to « a history of the Poor Laws » by Sir George Nicholls...* 1899. — L'auteur a utilisé les papiers de Nassau Senior (v. notamment pp. 117 sqq.).

3. 4. and 5 Will. IV, c. 76, s. 1 à 15, 26, 28 à 37, 42 à 51.

truction des *workhouses* ne leur fût accordé, dans chaque localité, que jusqu'à concurrence d'une certaine somme; ce fut enfin que les pouvoirs des commissaires leur fussent conférés pour un laps de cinq ans seulement : il y aurait lieu de voir en 1839 s'il convenait de les abolir, de les modifier, ou de les renouveler tels quels ¹.

Les règlements que les commissaires devaient édicter présentaient essentiellement, selon les intentions de Chadwick, un caractère restrictif : il incombait aux commissaires de faire en sorte que les conditions d'existence dans le *workhouse* fussent de nature à rebuter, non à attirer, l'indigent valide. Mais les commissaires assumèrent des fonctions plus positives. Ils entreprirent, après accord avec les autorités locales, d'organiser l'émigration des ouvriers là où ils étaient en surnombre, de décongestionner les régions agricoles du midi dans l'intérêt de la paix publique, de peupler les régions industrielles du nord dans l'intérêt de la production ². Ils entreprirent même sur une petite échelle, et conformément à un plan qui était cher à l'école de Bentham, d'organiser un service d'émigration vers les colonies d'outre-mer ³. La loi leur prescrivait enfin de veiller à ce que toutes les mesures nécessaires fussent prises pour l'éducation, aussi bien que pour la mise en apprentissage, des enfants d'indigents ⁴. Ils purent donc, par le biais de la Loi des Pauvres de 1834, comme par le biais de la Loi des Fabriques de 1833, faire quelque chose pour l'éducation — aux frais de l'État cette fois — des enfants des classes pauvres.

La loi leur assigna encore une fonction importante : celle de refaire, en ce qui concernait l'assistance publique, la carte administrative du pays. Le régime en vigueur était strictement fondé sur la paroisse : mais ces paroisses étaient de dimensions extrêmement inégales, et généralement très petites. Sur 15 535 paroisses, 737 comptaient moins de 50 habitants; 1907 moins de 100; 6 681 moins de 300; 12 034 moins de 800. Si l'on voulait que les *overseers* fussent soustraits à la pression immédiate des indigents locaux, et rendus inaccessibles, dans l'administration des fonds d'assistance, aux sentiments de la pitié et de la crainte, il fallait élargir à la base les circonscriptions administratives. Il le fallait pareillement, si l'on voulait organiser scientifiquement les *workhouses*, les spécialiser en quelque sorte, et ne pas y entasser pêle-mêle, comme cela était inévitable

1. T. Mackay, *Hist. of the English Poor Law*, vol. III, pp. 118-9, 122-3.

2. T. Mackay, *Hist. of the English Poor Law*, vol. III, pp. 213 sqq.

3. T. Mackay, *Hist. of the English Poor Law*, vol. III, pp. 227-8.

4. 4 and 5 Will. IV, c. 15 : l'article avait pour objet d'étendre à tout le royaume une mesure prise par la loi 7 Geo. III, c. 39 pour la métropole seulement, et sans doute très mal appliquée.

dans une petite paroisse, les vieillards et les infirmes, les hommes, les femmes, les enfants en âge de recevoir quelque instruction, les enfants en bas-âge. Les trois commissaires, selon une disposition inspirée par l'ancienne loi de Gilbert, reçurent pleins pouvoirs pour grouper les paroisses, aux fins de l'assistance publique, en « unions » plus étendues¹.

Encore fallait-il, dans ces unions de paroisses, donner une constitution aux autorités locales. Ici les rédacteurs de la loi de 1834 s'inspirèrent d'un précédent récent. Hobhouse avait réussi à faire voter en octobre 1831, après de longues années d'efforts², une loi pour la démocratisation des *vestries*³ : sur le seuil de la Loi des Pauvres de 1834 comme sur le seuil de la Loi des Fabriques de 1833 nous rencontrons le nom de Hobhouse. En vertu de la loi de Hobhouse, les habitants des paroisses obtenaient le droit, s'ils en exprimaient le désir selon certaines règles définies, d'élire les membres de leurs *vestries*. Quel était d'ailleurs le droit de suffrage institué par la loi nouvelle? On était arrivé, au moment où elle fut votée, au point le plus aigu de la crise politique ouverte en 1830⁴. La loi de Hobhouse, pour donner satisfaction aux radicaux de la capitale, fondait les *vestries* du nouveau type sur la base du suffrage universel, ou tout au moins du *household suffrage*, du droit de vote accordé à tous les contribuables; du scrutin secret, tout au moins facultativement; des élections annuelles, sous cette réserve que les *ratepayers* éliraient chaque année le tiers seulement des *vestrymen*⁵. Le législateur rendit obligatoires en 1834 pour l'Angleterre tout entier les principales dispositions de cette loi⁶. Chaque « union » de paroisses fut gouvernée par un « bureau de gardiens des pauvres », élus par tous les contribuables, mais selon un régime beaucoup moins démocratique que n'avait été le régime de la loi de Hobhouse. On revint au système de Sturges Bourne, au système

1. 4 and 5 Will. IV, c. 76, ss. 26 sqq.

2. *H. of C.*, 16 décembre 1830: discours de Hobhouse (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. I, pp. 1206 sqq.).

3. 1 and 2 Will. IV, c. 60.

4. *H. of C.*, 30 septembre: discours de Hume (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VII, p. 883): « ... the people were anxiously watching the Vestry Bill. He could ensure the House, that it caused a great sensation among the people, more than any other subject except the Reform Bill itself ». — V. par contraste, la lettre alarmée de Wellington à lord Kenyon, 19 novembre 1831: « ... it appears to me that we are upon some points gone one stage beyond the Reform Bill. I cannot give a stronger proof of this fact than our recent vote upon the Parish Vestries Bill, by which we have laid the foundation for leaving the property of every man at the disposition of the rabble of his parish, particularly in the towns. » (*Wellington, Despatches, Cont.*, vol. VIII, p. 215).

5. *H. of C.*, 30 juin 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd series, vol. IV, pp. 501-2); 25 juillet 1831 (*Ibid.*, vol. V, pp. 300-1); 15 septembre 1831 (*Ibid.*, vol. VII, pp. 51-2); et surtout 30 septembre 1831 (*Ibid.*, pp. 879 sqq.).

6. Tel avait été le vœu primitif de Hobhouse (*H. of C.*, 30 septembre 1831; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VII, p. 882).

du vote plural. Contribuables résidents, propriétaires absents, reçurent un nombre de voix proportionné au montant de leurs contributions. Les « bureaux de gardiens » eurent pour fonction d'appliquer aux cas individuels les règles générales édictées par les commissaires. Il leur incombait également de nommer les administrateurs locaux de la Loi des Pauvres, les commissaires se réservant un droit de révocation.

Ce vaste système unifié, mi-électif, mi-bureaucratique, on le reconnaît : c'est celui même que Bentham avait décrit dans son « Code Constitutionnel ». Roebuck, disciple de Bentham, n'avait pas réussi en 1833 à obtenir qu'il fût appliqué à l'établissement d'un système d'éducation populaire : maintenant que Chadwick, autre disciple de Bentham, avait utilisé ces mêmes idées pour l'amendement des lois d'assistance, ne pourrait-on espérer, si la réforme réussissait, une rapide généralisation de la méthode? Supposons achevée l'œuvre que les commissaires de la Loi des Pauvres allaient entreprendre, et l'Angleterre répartie en un certain nombre d'« unions », suffisamment grandes, suffisamment égales entre elles, qui empêcherait d'assigner aux « bureaux » élus de ces unions des fonctions nouvelles : éducation populaire, entretien des routes, hygiène? Ainsi pourrait se trouver régénérée en peu de temps toute l'administration locale du royaume¹; l'Angleterre démocratique échapperait à ce chaos qu'était le vieux *self government* aristocratique.

Une chose surprend : si vraiment la loi nouvelle était grosse de ces conséquences révolutionnaires, comment expliquer qu'elle ait été votée rapidement, presque hâtivement, par un Parlement où dominaient les *country gentlemen*? et pourquoi le programme benthamique de centralisa-

1. Voir *London and Westminster Review*, janvier-avril 1836, art. xii. *State of Politics in general* (vol. XXV, p. 273). — Cf. art. rv. *Municipal Reform as required for the Metropolis* (vol. XXV, pp. 98 sqq.). — Cf. une curieuse brochure, qui émane du groupe des disciples de Bentham : *Hints on the expediency of an improved divisional arrangement of England for administrative purposes*, 1834. Tout un plan de réorganisation administrative de l'Angleterre y est exposé. Voir p. 14 : In a well arranged *representative Government*, where the central power is in fact but the general expression of the will of the several parts, the influence exercised by the machinery of centralization is merely the reflection of the wishes of the different members of the society, after having been combined and brought into unison and regularity, by their transmission through and digestion by the central organ. — Et p. 15 : The two systems, the Municipal and the Central, are therefore essentially connected.... Experience alone can point out where lies the happy mean between, for example, the inconvenient restraint of the French system of Centralization, under which a stone cannot be laid upon a road at the extremity of the kingdom, without an order from Paris, and the equally inconvenient want of control of the existing English system, under which a road may remain unrepaired for years, unless some private individual will take on himself the odium and expense of an indictment at Quarter Sessions. — Voir encore dans le *Times*, 20 mai 1835, les extraits d'un autre opuscule, émanant du même groupe, et conçu dans le même esprit : *The Principles of Delegated, Central, and Special Authority, applied to the Poor Laws Amendment Bill*, 1834.

tion administrative, qui paraissait éveiller dans l'opinion anglaise de si vives susceptibilités, se trouva-t-il tout à coup, sur ce point particulier, avoir conquis, — ou peu s'en faut — l'unanimité des deux Chambres? C'est que les *country gentlemen* étaient directement intéressés à cette réforme.

Ils voyaient le *poor rate* s'accroître d'année en année : les pessimistes prédisaient que cet impôt finirait par absorber tout le revenu foncier de la nation. Très habilement, et d'ailleurs en toute sincérité, les ministres présentaient ce bill comme une mesure d'*agricultural relief*, de « soulagement », d'assistance aux agriculteurs¹. On n'avait pu concéder aux propriétaires fonciers la suppression ni même la réduction de l'impôt sur le malt : on leur promettait sinon l'abolition totale de l'impôt des pauvres, tout au moins une administration beaucoup moins relâchée que par le passé du système d'assistance publique. Tant que le *squire*, en butte aux sollicitations des indigents de sa paroisse, serait libre de leur accorder tous les secours qu'ils réclamaient, tout espoir de voir ces charges allégées serait vain. Il avait besoin d'être protégé contre lui-même par des règlements inflexibles, par les décisions d'une bureaucratie anonyme. Les Juges de Paix consentirent, demandèrent, à être déchargés de leurs fonctions d'assistance afin d'échapper à la ruine.

Wellington, à la Chambre des Lords, osa prendre parti, avec les réserves nécessaires, pour le principe de la législation nouvelle². Sir Robert Peel, sans jamais donner au bill gouvernemental son approbation expresse³, lui accorda l'appui silencieux de son vote. L'Opposition ne dépassa jamais une cinquantaine de voix. Elle tomba généralement à vingt, une poignée d'extrémistes des deux bords : tories et radicaux. C'étaient les radicaux qui en prenaient la direction. Mais eux-mêmes étaient divisés. Et ne nous bornons pas à présenter le groupe benthamique comme étant partisan de la loi : il en était l'auteur.

Une autre cause contribua au vote rapide de la loi : c'en fut l'impopu-

1. *H. of C.*, 21 février 1834 : discours de lord Althorp (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXI, p. 661). — *H. of C.*, 8 février, 18 février, 27 avril 1836 : discours de lord John Russell (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXI, p. 1491.)

2. *H. of L.*, 21 juillet 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXV, pp. 268 sqq.). — Le bill, tel qu'il fut envoyé par la Chambre des Communes à la Chambre des Lords, spécifiait qu'à partir de juin 1835 toute assistance en dehors du *workhouse* cesserait. A la demande de lord Wellington, les Commissaires purent, sur l'avis des bureaux de gardiens, prolonger pendant quelque temps, selon les besoins des localités, le système de l'assistance à domicile. Ainsi, pour rendre plus douce et plus graduelle l'application de la loi, Wellington renforçait le pouvoir discrétionnaire des commissaires.

3. Si nous en jugeons par les *Parliamentary Debates*. Voir cependant *H. of C.*, 21 février 1834, un discours par lequel il encourageait formellement les ministres à entreprendre la réforme de la loi des Pauvres (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXI, pp. 691-2).

larité. On a l'impression, en lisant ces débats, que les parlementaires les expédient, afin de mettre, aussi vite que possible, le pays en face d'un fait accompli, et de ne pas laisser à une agitation hostile le temps de s'organiser. Car les meetings se multipliaient déjà dans la capitale contre cette loi de dure bourgeoisie, qui prétendait condamner les indigents à la prison; et la presse était loin de montrer à l'égard du bill le même zèle que le Parlement. C'est sur cette question que le *Times* se brouilla avec Brougham sinon encore tout à fait avec le ministère. Le *Standard*, du côté conservateur, après avoir commencé par donner au bill sa pleine approbation, insensiblement changea de tactique, et finit par adopter une attitude de virulente hostilité. Pourquoi, demandait le *Standard*, l'Opposition laisse-t-elle échapper l'occasion de se réconcilier avec l'opinion en combattant à fond la nouvelle Loi des Pauvres? Pourquoi, demandait le *Times*, le ministère commet-il la faute de s'aliéner la faveur des classes pauvres en soulevant cette grave question, au moment où, sur d'autres questions, il soutient contre ses adversaires conservateurs une lutte difficile? La victoire remportée par le ministère, quand il enlevait le vote de la nouvelle Loi des Pauvres, était une victoire parlementaire, mais non populaire : elle contribuait peut-être à ébranler son prestige au moment même où ce prestige était gravement compromis par la discussion absorbante, passionnée, de ces autres questions auxquelles le *Times* faisait allusion, et dont il nous reste à entreprendre l'examen : les questions religieuses, étroitement liées à la question d'Irlande.

CHAPITRE III

LA QUESTION RELIGIEUSE ET LA QUESTION D'IRLANDE

La réforme de l'Église en Irlande. — La double insurrection de l'Église et des sectes.
Victoire de l'Église et chute momentanée du ministère whig.

LA RÉFORME DE L'ÉGLISE EN IRLANDE

TROUBLES EN IRLANDE

En Irlande, le désordre était extrême : il s'était même, au cours de la longue crise politique que le peuple anglais venait de traverser, sensiblement aggravé. Les statistiques officielles donnaient, pour l'année 1832, neuf mille faits qualifiés crimes, sur lesquels cinq cent soixante-huit incendies, deux cent quatre-vingt-dix mutilations de bestiaux, deux cent quarante-deux homicides ¹. Il ne se passait pas de semaine que le public anglais ne fût informé de quelque atrocité, commise par une bande armée, à laquelle l'impunité semblait presque assurée. Car il était interdit aux Irlandais de dénoncer les coupables sous peine de périr de mort violente. Si la justice réussissait à mettre la main sur un coupable, le gouvernement se heurtait à une nouvelle difficulté : les jurés se dérobaient.

Stanley, secrétaire en chef pour l'Irlande, était en guerre ouverte avec le parti d'O'Connell : tout, dans ses discours et ses actes, respirait une sorte d'énergie belliqueuse. Il déclara qu'il ne répondait pas du rétablissement de l'ordre en Irlande sans des mesures exceptionnelles pour lesquelles le vote d'une loi serait nécessaire. Lord Grey se rallia à ses vues, et emporta,

1. *H. of L.*, 15 février 1833 : discours de lord Grey (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XV, p. 733).

non sans peine, l'adhésion de ses collègues plus libéraux. Un *Peace Preservation and Coercion Bill* fut introduit à la Chambre des Lords le 15 février 1833, et définitivement adopté le 1^{er} avril, après débats dans les deux Chambres¹. La nouvelle loi exigeait dix jours d'avertissement préalable et la sanction du lord lieutenant pour la tenue d'une réunion ayant pour objet de présenter une pétition au Parlement. Elle donnait en outre au lord lieutenant le droit de « proclamer » les districts où il jugerait que les désordres exigeaient une répression spéciale. Dans tout district « proclamé », les habitants devaient s'abstenir de toutes réunions séditieuses et illégales; nul ne devait s'absenter de son domicile pendant les heures de nuit sans fournir une raison valable de son absence; la police avait le droit de pénétrer dans les maisons pour chercher les armes cachées, et le lord lieutenant avait le droit de substituer aux tribunaux civils des conseils de guerre dont la loi définissait la composition, la procédure et les attributions. Enfin la loi d'*habeas corpus* était suspendue : trois mois devaient s'écouler avant qu'un prévenu eût le droit de réclamer sa mise en jugement. Ce furent les articles relatifs à l'institution des conseils de guerre qui soulevèrent à la Chambre des Communes les plus vifs débats : ils subirent, avant d'être adoptés, de notables atténuations². Même avec ces atténuations, la loi restait extrêmement dure.

Singulière entrée de jeu pour le premier Parlement réformé! Lord Palmerston s'en amusait. « Jamais, écrivait-il à son frère, on n'a adopté un projet de loi plus violent.... C'est un vrai tour de force.... Peu de gouvernements absolus, usant de leur autorité, auraient pu imposer un système comparable à celui que les représentants du peuple, librement choisis, sont en train de mettre à la disposition du gouvernement de ce pays³. » Il est vrai qu'il ajoutait : « Cette loi va être suivie par des mesures de réforme, et c'est par où nous différons d'avec Metternich et le pape. » Quelles étaient donc les réformes que, pour l'heure, réclamait le peuple irlandais?

L'Irlande demandait d'abord, ou O'Connell réclamait en son nom, l'abrogation de l'Acte d'Union, le rétablissement du Parlement de Dublin; et la question offrait suffisamment d'acuité pour que le ministère crût à propos, dans le discours du trône, de protester contre toute atteinte à

1. 3 and 4 Will. IV, c. 4.

2. Ces atténuations furent introduites par le ministère quand, le bill ayant été voté par les Lords et envoyé par eux aux Communes, le moment fut venu de passer à la discussion des articles (*H. of C.*, 13 mars 1833, discours de lord Althorp; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVI, pp. 589-590).

3. A William Temple, 21 mars 1833 (Sir H. L. Bulwer, *Life of lord Palmerston*, Book X, éd., Tauchnitz vol. II, p. 127).

l'union législative des deux pays. Effectivement, la dernière organisation créée par O'Connell, l'association des « Volontaires Irlandais », était formée sur ce programme. Mais il ne faut pas la confondre avec les bandes qui terrorisaient les campagnes. Les « Volontaires Irlandais » se piquaient pour l'instant, conformément aux instructions données par O'Connell, de respecter la légalité, d'en assurer au besoin le maintien. Le mécontentement paysan portait sur une question toute différente.

Le principal grief d'O'Connell contre le bill élaboré par Stanley, c'est que ce bill draconien avait pour unique objet de rendre possible en Irlande la perception des dîmes. Lord Althorp, peu enthousiaste du projet bien qu'il fût tenu, comme *leader* de la Chambre des Communes, d'en prendre la responsabilité, nia que le seul fait de ne pas payer la dîme pût être interprété comme tombant sous le coup de la loi ¹, et crut pouvoir permettre, au cours des débats, qu'un amendement fût introduit dans la loi pour le déclarer expressément ². Stanley en conçut de l'humeur ³ : car c'était précisément contre le paiement de la dîme que s'insurgeaient les paysans irlandais. En 1833, ainsi qu'en 1829, la question d'Irlande se présentait comme une question religieuse. Dans le grand discours, prononcé au cours de la discussion de l'adresse, et par lequel il ouvrit la série de ses attaques contre la politique « sanguinaire, brutale et inconstitutionnelle ⁴ » du gouvernement, O'Connell glissa sur la question du *repeal*, de l'abrogation de l'Acte d'Union; il insista tout au contraire sur les griefs persistants des catholiques irlandais à l'égard de l'Église d'État. L'attention des hommes d'État libéraux devait donc se porter sur les abus de l'Église d'État s'ils voulaient donner une satisfaction au moins partielle à l'opinion irlandaise. Non seulement irlandaise, mais anglaise. Nous avons vu quel mouvement de mécontentement anticlérical avait précédé le vote du *Reform Bill*.

<p>PARTISANS DE LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT</p>	<p>Définissons donc, avant d'aborder notre récit, le programme ou, pour mieux dire, les programmes divergents de ceux qui réclamaient, en Angleterre, en Écosse, en Irlande, au moment où s'assembla le premier Parlement réformé, la suppression des abus de l'Église.</p>
--	---

Il y avait d'abord un parti, dogmatique et turbulent, qui réclamait,

1. *H. of C.*, 27 février 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XV, pp. 1 226-7).

2. *H. of C.*, 18 mars 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVI, pp. 758, 766).

3. *H. of C.*, 18 mars 1833 : certainly his opinion was, that the clause would be better without the Amendment, and the Government agreed to it merely in deference to the opinion of one hon. gentleman (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVI, pp. 767-8).

4. *H. of C.*, 5 février 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XV, p. 148).

sans phrases, la suppression de l'Église en tant qu'Église d'État, la séparation de l'Église et de l'État. Sur ce point comme sur bien d'autres, les radicaux anglais se défendaient d'être des utopistes : ils demandaient que la démocratie anglaise s'organisât sur le modèle de la démocratie américaine. Ils alléguaient que, depuis le jour où les catholiques avaient été politiquement émancipés, où les Dissidents avaient été dispensés de se soumettre aux obligations du *Test Act*, la séparation de l'Église et de l'État avait été virtuellement accomplie. Que restait-il à faire pour la consommer ? Il fallait dispenser les Dissidents de l'obligation, encore subsistante, d'être baptisés, mariés, enterrés, selon le rite de l'Église établie. Il fallait enlever à l'Église le monopole du haut enseignement, et conférer aux Dissidents soit le droit de fonder une Université autonome, soit l'accès aux collèges des Universités d'Oxford et de Cambridge. Il fallait enlever au clergé les quelques fonctions politiques qui lui étaient encore dévolues, et supprimer à la Chambre des Lords le « banc des évêques », si impopulaire depuis 1831.

D'autres revendications étaient inspirées par des préoccupations d'ordre plus matériel. Il fallait abolir les dîmes, avec ou sans compensation pour ceux qui les avaient touchées jusqu'à présent : la question était aiguë en Angleterre, en Irlande, en Écosse. Il fallait abolir les contributions locales, appelées *church rates*, dont le montant, annuellement fixé par les *vestries* des paroisses, et payé par tous les contribuables, était affecté à l'entretien exclusif des églises du culte officiel. Les paroisses de la capitale étaient en état d'insurrection ouverte contre le paiement des *church rates* ; et la loi de Hobhouse votée en 1831 en vue de la réforme des *vestries* avait été pour les mécontents un premier succès ¹. Loi purement facultative, elle n'avait d'ailleurs guère été appliquée en dehors de la capitale. Mais, dans les provinces, l'ancien régime, soit que le *vestry* fût un *vestry* « ouvert » où tous les contribuables votaient en réunion publique, soit qu'il fût un *vestry* « fermé », où par accident les Dissidents se trouvaient avoir la majorité, permettait à de véritables insurrections de se produire contre le paiement des *church rates* ². Il y avait enfin des Anglais qui ne se contentaient pas de demander l'abolition des dîmes et

1. Voir pour la métropole, les faits immédiatement antérieurs au vote de la loi de Hobhouse, qui contribuèrent sans doute au passage de la loi en même temps qu'ils préparèrent l'explosion subséquente (*Pol. Reg.*, 24 septembre 1831 ; vol. LXXIII, pp. 779 sqq.). — En 1833, les habitants de Lambeth étaient encore réduits à procéder par voie de pétition contre un *vestry* élu selon le système de Sturges Bourne (*Pol. Reg.*, 12 janvier 1833 ; vol. LXXIX, pp. 84-5).

2. V. les faits cités par Sp. Walpole, *Hist. of England*, vol. V, p. 267, pour les localités de Manchester (*open vestry*) et de Braintree, Essex (*close vestry*).

des *church rates* : ceux-là proposaient que l'État confisquât les biens de l'Église comme l'Église avait, au ^{xvi}^e siècle, confisqué les biens de l'Église catholique. Ces biens pourraient être affectés soit au rachat de la Dette — c'était le système préconisé par Cobbett ¹ — soit à telle ou telle fin d'assistance ou d'éducation populaire.

Quels étaient ceux qui présentaient ces revendications? Au premier rang parmi les ennemis de l'Église, on rencontrait les radicaux, ennemis en fait non seulement de l'Église anglicane mais de toute Église et de toute religion, les disciples de Bentham et de James Mill, d'une part, et, d'autre part, les révolutionnaires proprement dits qui dépassaient en violence le groupe des utilitaires. Mais ils avaient, dans cette campagne nouvelle qu'ils engageaient contre l'Église d'État, des alliés au sein même de l'Église chrétienne.

C'étaient les protestants des sectes. Leur nombre s'accroissait d'année en année : pour la seule Angleterre, il dépassait certainement déjà le deuxième million ². Leur organisation s'améliorait : c'est ainsi que les Indépendants, surmontant enfin leurs vieux préjugés autonomistes, venaient, en constituant la *General Congregational Union*, de se donner une organisation centralisée ³. Enfin il semblait que la Réforme électorale de 1832

1. *Pol. Reg.*, 14 janvier 1831 (vol. LXXV, pp. 129 sqq.).

2. Le nombre des Dissidents fut, vers cette époque, l'objet de discussions passionnées, trop passionnées pour que le contrôle en soit facile. Voir plus haut, p. 57, les statistiques du *Morning Chronicle*, — que le *Standard* contesta; voir surtout les renseignements abondants que donne James Bennett, *History of Dissenters during the last thirty years from 1808 to 1838*, pp. 268 sqq. — Joseph Hume (*H. of C.*, 5 mai 1834; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIII, p. 509) considère les Dissidents comme étant en majorité. « From returns in his possession, it appeared that in 29 large manufacturing towns in England, the members of the Established Church formed only one fifth of the population ». — O'Connell (*H. of C.*, 3 juin 1836; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIV, p. 79) estime que les Dissidents sont six millions contre huit millions de membres de l'Église. — Estimations l'une et l'autre visiblement exagérées, si l'on ne considère comme Dissidents que les pratiquants des cultes autres que le culte anglican; mais il y a, dans les basses classes, une masse d'indifférents que l'Église Établie revendique, puisqu'ils se marient selon ses rites, que le Dissent peut revendiquer aussi, puisque, s'ils se marient à l'église, c'est parce que la loi les y contraint, et que, le reste du temps, ils ne prennent part aux cérémonies d'aucune Église. Voir les statistiques, singulièrement discordantes, que donnent, pour le Lancashire, le *British Magazine*, organe de la Haute Église, (vol. V, pp. 205, 477) et Slaney, membre radical du Parlement (*H. of C.*, 30 novembre 1837; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIX, pp. 390-1). — Le chiffre auquel il convient de s'arrêter, c'est, nous semble-t-il, le chiffre de trois millions. Il est accepté officiellement par les Dissidents en 1828 (*Test Act Reporter*, p. 442); par James Bennett, dans son *History of Dissenters*, p. 272; par lord Henley, *Plan of Church Reform*, 1832, p. x; par lord Grey et par l'évêque de Londres, *H. of L.*, 17 juillet 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, p. 739). Ce chiffre comprend les catholiques avec les protestants des sectes.

3. *British Magazine*, 1^{er} septembre 1833 (vol. IV, pp. 241 sqq.). — *Congregational Magazine*, octobre 1836 (vol. XII, pp. 628 sqq.). — J. Waddington, *Congregational History, Continuation to 1850*, pp. 348 sqq. — R. W. Dale, *History of English Congregationalism*, pp. 686 sqq.

dût accorder, dans les circonscriptions urbaines, une influence prépondérante aux groupements nonconformistes. Nous voyons en conséquence se former, au mois de mars 1833, un comité, qui prend le nom d'*United Committee*, pour l'étude et le redressement des injustices auxquelles les Dissidents sont en butte ¹. Mais le programme du nouveau comité était très modéré : s'il réclamait que l'on mît enfin les Dissidents sur un pied de complète égalité civile avec les membres de l'Église anglicane, il s'abstenait de présenter la revendication extrême de la séparation de l'Église et de l'État ². Nous avons vu d'ailleurs quelle avait été l'apathie des Dissidents, lors des élections de décembre.

Il y avait une seule partie du Royaume-Uni où, dans le premier semestre de 1833, la séparation de l'Église et de l'État constituât le programme explicite des protestants des sectes : et ce n'était pas l'Angleterre, c'était l'Écosse. En Écosse, l'Église d'État, c'était l'église presbytérienne : or, les groupes qui s'étaient, depuis un demi-siècle, détachés de l'Église presbytérienne sur des questions de dogme, changeaient maintenant d'attitude, et pensaient avoir découvert que la véritable raison pour laquelle l'Église d'État versait dans le latitudinarisme et le rationalisme, c'était le fait même de son alliance avec l'État ³. Marshall, Ewing, Wardlaw mettaient, à la fin de 1832, cette nouvelle agitation en branle. « Ce qui est national, écrivait Wardlaw, ne saurait être pur ⁴ ». Et il se fondait une *Voluntary Church Association* pour affirmer la nécessité de substituer, dans l'organisation des églises chrétiennes, le principe « volontaire ⁵ » au principe de l'obligation. Car une religion d'État, une religion imposée par la loi, « sécularise la religion, favorise l'hypocrisie,

1. *Christian Advocate*, mai 1834. Les Wesleyens et les Quakers refusèrent de se joindre aux autres dénominations.

2. *Ecl. Rev.*, février 1832, art. 1. *The Church and the Dissenters* (3d ser., vol. VII, p. 113) : ... They have engaged in no warfare against the temporalities of the possessioned church; rarely are they found declaiming against the Establishment, or even its abuses, and the conduct of the clergy; and when these subjects are adverted to, it is, nine times out of ten, in self-defence.

3. *Ecl. Rev.*, juillet 1833, art. 1. *Controversy on Establishments* (3rd ser., vol. X, pp. 69 sqq.).

4. *Civil Establishments of Christianity tried by their only authoritative test, the word of God*, 1833, p. 43.

5. Pour les origines de l'expression, voir déjà Paley, *Principles of Moral and Political Philosophy*, 1785, Book VI, chap. x : This maintenance (of the clergy) must either depend upon the voluntary contributions of their hearers, or arise from revenues assigned by authority of law... The difficulty with which congregations would be established and upheld upon the voluntary plan... (2^e éd., vol. II, pp. 310, 312). — Robert Hall, *An Apology for the Freedom of the Press*, 1773, p. 75 : Turn a christian society into an established church, and it is no longer a voluntary assembly for the worship of God : it is a powerful corporation, full of such sentiments and passions as usually distinguish such bodies; a dread of innovation, an attachment to abuses, and propensity to tyranny and oppression.

perpétue l'erreur, entraîne l'incrédulité, détruit l'unité et la pureté de l'Église, trouble la paix et le bon ordre de la société civile » ¹.

Plus animés encore étaient les six millions de catholiques irlandais sous la conduite d'O'Connell. Celui-ci, disciple de Bentham en même temps que pieux catholique, se déclarait, à la suite de son maître, partisan de la démocratie intégrale, du libre-échangeisme intégral et de la séparation intégrale de l'État et de l'Église. Et quelle partie du Royaume-Uni en vérité, apportait plus d'arguments que l'Irlande à l'appui de cette thèse? Comment justifier cette Église d'État nombreuse et opulente dans un pays où la population était en immense majorité catholique, relevait en d'autres termes de cette Église même qui avait été dépouillée pour enrichir l'Église Établie d'aujourd'hui? Fallait-il considérer l'Église d'État comme une église de missionnaires, largement subventionnée pour travailler à la conversion de l'Irlande? Mais n'était-il pas temps de constater, après deux siècles écoulés, qu'elle avait failli à cette tâche? Et, depuis que l'État, par l'émancipation catholique, semblait s'être formellement déclaré indifférent en matière de religion, pouvait-il même l'assumer?

LE PROGRAMME
DE LA RÉFORME
DE L'ÉGLISE

A cette thèse radicale s'opposait la thèse, très différente, de la « réforme ecclésiastique », ou *Church Reform*. Ceux qui la préconisaient reconnaissaient le péril où se trouvait l'Église depuis l'*Emancipation Act* et l'abrogation du *Test Act*. Mais, loin de vouloir la réduire à n'être plus qu'une secte entre les sectes, ils voulaient la réformer afin de la fortifier en la rendant plus pure. Même parmi les hommes de la « Haute Église », il en était qui reconnaissaient la nécessité d'une réforme. L'archevêque de Canterbury avait pris l'initiative, en 1831, de déposer à la Chambre des Lords trois bills pour l'amélioration du système des dîmes, pour le relèvement, dans certains cas, des traitements des ministres du culte et pour la réglementation des cumuls ecclésiastiques ². Mais, d'une façon générale, le parti de la « Haute Église » se défiait de l'idée, et presque du mot même de « réforme ». Les *High Churchmen* aimaient

1. Rev. W. Hanna, *Memoirs of... Thomas Chalmers*, vol. III, pp. 349-350.

2. Sur le bill relatif aux dîmes (facultatif), voir quelques détails dans Cobbett, *Pol. Reg.*, 13 août 1831 (vol. LXXIII, pp. 415 sqq.), et Rev. J. Miller, *A Letter to the Right Hon. the Earl Grey... on the origin and nature of church property, and the connection of tithes with the existing agricultural distress, and on improvements which may be safely adopted without the introduction of a new principle*, 1831, p. 60. — Sur le bill relatif aux cumuls ecclésiastiques (renforçant les pouvoirs du Chancelier et de l'Archevêque), voir *H. of L.*, 25 août, 13, 20, 26 septembre 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VI, pp. 854, 1372; vol. VII, pp. 229, 589).

à faire observer que les abus tant dénoncés étaient dus en grande partie au droit de patronage ecclésiastique que la constitution de l'Église anglicane accordait à la couronne et aux laïques¹. Ils mettaient en lumière ce que certains évêques, usant de leur autorité, avaient su faire depuis quelques années pour corriger ces abus². Que l'on renforçât l'autorité épiscopale, que l'on choisît les évêques dans le parti de la « Haute Église » comme avait fait lord Liverpool pendant les longues années de son ministère : il n'en fallait pas davantage, à les en croire, pour épurer l'Église³.

C'est dans le parti évangélique, toujours numériquement faible aux plus hauts degrés de la hiérarchie — un seul évêque en 1832 s'y rattachait — mais de plus en plus actif et nombreux dans le corps de l'Église, que la revendication de la réforme était énergique. Inquiets de voir le nonconformisme faire chaque jour de nouvelles recrues, les évangéliques prétendaient, à l'intérieur de l'Église, rivaliser de piété avec les sectes et, pour cela, accentuer le caractère protestant de cette Église, que le parti du *High Church* était trop porté à effacer. Ils demandaient que l'on prit au sérieux les « trente-neuf articles », profession de foi de l'anglicanisme et que l'on réformât à cette fin la liturgie. Il fallait abroger l'interminable office des matines; supprimer le Credo de Saint-Athanase, ou tout au moins dans ce Credo les *damnatory clauses*, les articles qui déclarent certaines opinions théologiques dignes de la damnation éternelle; et corriger les rites de l'ordination, du baptême, du mariage, des funérailles, de l'absolution, où bien des formules choquaient un protestant orthodoxe, portaient encore la marque de la superstition romaine⁴.

Ils demandaient que l'on construisît de nouvelles églises. Ils demandaient que l'on multipliât le nombre des évêques, que l'on découpât deux évêchés dans le diocèse de York, dans le diocèse de Lincoln⁵ : un réformateur allait jusqu'à réclamer que l'on portât à quatre-vingt-quatorze le nombre des évêques en Angleterre et au pays de Galles⁶. Ils demandaient que les nominations ecclésiastiques ne fussent pas abandonnées aux caprices de la politique, et que le ministère fût assisté dans son choix par une commission mixte où des représentants de l'épiscopat

1. Rev. E. Burton, *Thoughts upon the Demand for Church Reform*, 1831, pp. 14-15, 22.

2. *British Critic*, janvier 1832, vol. XI, pp. 172 sqq. (mandement de l'évêque de Durham).

3. *British Critic*, janvier 1832, vol. X, p. 225.

4. Rev. Robert Cox, *Liturgy Revised*, 1830. — Rev. C. N. Wodehouse, *Petition to the House of Lords for ecclesiastical improvements*, 1832.

5. Lord Henley, *Plan of Church Reform*, p. 43.

6. Sims (T.), *A Model of Non-Secular Episcopacy : including reasons for the establishment of ninety-four Bishopricks in England and Wales*, 1832.

siégeraient à côté des laïques¹. Les évangéliques désiraient très sincèrement rendre l'Église plus forte, plus autonome en même temps que plus pure. Sur bien des points leurs fins coïncidaient avec celles du parti de la Haute Église². Mais, sachant qu'ils ne pouvaient compter sur le conservatisme apathique de la Haute Église pour corriger les abus, ils voulaient que l'État intervînt³. En quoi ils se conformaient à la tradition du protestantisme national : l'Église d'Angleterre avait été au xvi^e siècle l'œuvre du Parlement.

Plus précisément, voici comment ils concevaient, en 1832, l'action de l'État sur l'Église. L'État n'avait pas le droit de confisquer les biens de l'Église. Mais ces biens avaient été donnés jadis à l'Église pour l'accomplissement de certaines tâches pieuses : est-ce que le clergé continuait à remplir les intentions primitives des donateurs ? L'État avait le droit d'intervenir pour s'en assurer et, dans le cas où la chose serait nécessaire, de réviser un contrat qui ne répondait plus à ses fins primitives. Les *Church Reformers*, pour justifier leurs projets, considéraient l'Église comme étant, au sens large sinon dans un sens étroit et juridique, une corporation : l'État, sans confisquer les biens de cette corporation, avait le droit d'en réviser la distribution, afin de rendre plus efficace l'action évangélisatrice de l'Église.

C'est le système que préconisaient des hommes comme lord Henley⁴, comme le rev. John Acaster⁵, pour réformer le plus criant de tous les abus de l'Église anglicane : l'abus des cumuls ecclésiastiques et de la non-résidence des ministres du culte. Le mal n'avait pas sérieusement diminué depuis le commencement du siècle ; il ne pouvait pas diminuer tant que d'une part on laissait aux évêques le droit discrétionnaire de tolérer des exceptions, tant que d'autre part on n'améliorait pas la situation financière du clergé paroissial. Les partisans de la réforme ecclésiastique demandaient donc que tout cumul fût rigoureusement interdit. Ils demandaient qu'un certain niveau fût fixé, au-dessous duquel le traitement d'un ministre du culte ne pût descendre. On trouverait les fonds nécessaires par une revision sévère des chapitres des cathédrales, trop nombreux et trop grassement payés pour ne rien faire : 300 000 l. pourraient être ainsi

1. Lord Henley, *Plan of Church Reform*, pp. 53 sqq.

2. Rev. Edward Burton, *Sequel to Remarks upon Church Reform, with observations upon the plan proposed by lord Henley*, 1832.

3. Rev. John Acaster, *Remedies for the Church in Danger, or Hints to the Legislature on Church Reform*, 1830, p. iv.

4. *Plan of Church Reform*, 1832.

5. *The Church in Danger from herself; or the Causes of her present declining State explained*, 1829. — *Remedies for the Church in Danger, or Hints to the Legislature on Church Reform*, 1830.

épargnées. Lord Henley proposait en outre que le soin d'administrer les biens attachés à chaque évêché fût délégué à un corps légalement constitué, à une corporation. Il considérait que de la sorte les biens seraient mieux gérés, qu'ils rapporteraient davantage, et que la réforme aurait pour effet, non seulement une meilleure distribution mais une augmentation positive des revenus de l'Église¹.

Cette solution du problème de la réforme ecclésiastique, par laquelle les droits de l'État étaient définis de manière à ménager les intérêts de l'Église, n'était pas cependant sans inspirer des inquiétudes à la nouvelle majorité parlementaire. Les vieux whigs avaient le zèle évangélique en horreur, et s'accommodaient fort bien de tous les abus aristocratiques par lesquels l'Église était défigurée, si ces abus avaient pour effet de la rendre moins fanatique. Inversement, les jeunes radicaux voulaient réduire les revenus de l'Église afin d'en affaiblir l'influence. En Irlande plus particulièrement, il était difficile de donner satisfaction, même partielle, au parti d'O'Connell, si on laissait intactes les richesses d'une Église faite pour subvenir aux besoins spirituels d'une nation de huit millions d'hommes, sur lesquels plus de six millions ne pratiquaient pas le culte anglican. Certains libéraux furent séduits par l'idée d'un système intermédiaire entre le système américain de la liberté des cultes et la vieille conception corporative d'une Église nationale : ils songèrent au système français, napoléonien, d'un État qui traite les prêtres en fonctionnaires et les rétribue selon l'importance de leurs services, indépendamment de toute question de droits acquis². Mentionnons, pour finir, les systèmes excentriques de Thomas Arnold et de James Mill. Thomas Arnold voulait une Église d'État dont les édifices seraient ouverts à la prédication de toutes les formes de la croyance chrétienne³. James Mill réclamait un clergé laïque, rétribué par la nation, qui donnerait aux enfants et aux adultes des leçons de morale civique et de science appliquée⁴.

Utopies dont l'influence fut nulle, qui déconcertèrent jusqu'aux amis des deux penseurs qui essayaient respectivement de les mettre en circulation : y faire allusion, c'est seulement aider à mieux comprendre quelle était alors la fermentation des esprits. Le système français et napoléonien de plu-

1. A titre d'exemple d'adhésions d'hommes d'État à cette conception de la réforme de l'Église : droit de l'État au contrôle de la distribution des revenus de l'Église, voir *H. of C.*, 23 janvier 1832, discours de Stanley (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. IX, p. 793) et *H. of L.*, 18 juillet 1833, discours de lord Plunkett (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, pp. 857 sqq).

2. *H. of C.*, 27 mai 1834 : discours de Ward (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIII, pp. 1385-6).

3. *Principles of Church Reform*, 1833.

4. *London Review*, juillet 1835, art. 1. *The Church and its Reform* (vol. I, pp. 257 sqq.).

sieurs cultes rétribués par l'État n'éveilla guère plus d'écho. Si quelques hommes d'État anglais songèrent à subventionner d'autres prêtres que ceux de l'Église anglicane, et par exemple le clergé catholique aussi bien que le clergé presbytérien en Irlande¹, l'idée ne fut jamais sérieusement étudiée : elle se heurtait à l'opposition irréductible des catholiques irlandais, peu soucieux d'accepter la tutelle de l'État britannique, et des protestants anglais, moins soucieux encore d'apporter une contribution pécuniaire à l'Église romaine. Du moins pouvait-on poser en principe que l'État possède un droit de contrôle non pas seulement sur l'administration des biens du clergé mais sur le montant de ces biens; qu'il pouvait décider d'en confisquer une partie, jugée superflue, pour l'affecter à telles fins d'utilité sociale que le Parlement jugerait à propos. Joseph Hume et O'Connell lui-même, partisans l'un et l'autre de la séparation, se rallièrent provisoirement à ce système. C'est sur ce point que porta la grande dispute de la réforme de l'Église d'Irlande en 1833 et en 1834.

LE BILL
POUR LA RÉFORME
DE L'ÉGLISE
D'IRLANDE

Le discours du trône reconnu que, s'il était nécessaire de réprimer le désordre irlandais, il était nécessaire aussi de corriger les abus dont souffrait l'Église. Le 12 février, deux jours avant l'introduction à la Chambre des Lords du *Coercion Bill*, était introduit, à la Chambre des Communes, le bill pour la réforme de l'Église d'Irlande.

En premier lieu, on remédiait au scandale d'un clergé trop nombreux. Sur les vingt-deux diocèses irlandais, dix furent supprimés, ou, pour employer un euphémisme — car on reculait devant cette expression révolutionnaire d'une suppression de diocèses —, furent « unis » avec d'autres diocèses. On supprima les doyens et les chapitres, partout où une « cure » (*a cure of souls*) n'était pas attachée aux fonctions qu'ils exerçaient. On réduisit d'un tiers environ les revenus du primat d'Irlande. Enfin, dans toutes les paroisses où il serait constaté que le culte n'avait pas été célébré au cours des trois dernières années, des commissaires constitués par la loi — six ecclésiastiques, cinq laïques² — eurent le pouvoir de suspendre la nomination des ministres du culte.

1. *Memorandum by lord John Russell on Irish Policy*, 18 octobre 1833 : There are three principal religions in Ireland : the Establishment, few in numbers, but strong in landed property; the Roman Catholics, numerous and containing nearly all the very poor class; the Presbyterians, considerable in number, and remarkable for intelligence and commercial industry. All three ought to be provided for by the State (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 43).

2. Sur les six commissaires ecclésiastiques, deux, le Primat d'Irlande et l'Arche-

En deuxième lieu, on supprima le *church cess*, impôt local équivalent au *church rate* anglais, affecté à l'entretien des églises et aux frais du culte. Il rapportait, selon les évaluations ministérielles, 70 000 l. environ. Le ministère proposa, pour le remplacer, un impôt progressif sur les revenus ecclésiastiques, qui de 5 p. 100 à la base pouvait s'élever jusqu'à 15 p. 100 : il estimait à 69 000 l. le rendement de cet impôt¹. On considérait d'ailleurs comme possible, par une meilleure gestion, de réduire les dépenses auxquelles avait jusqu'à présent subvenu le *church cess* : on disposerait donc éventuellement d'un excédent qui permettrait d'améliorer la situation du clergé pauvre, ou de bâtir de nouvelles églises. Cette idée d'un impôt progressif sur les revenus ecclésiastiques avait été envisagée dans les milieux évangéliques où l'on voulait réformer l'Église afin de la renforcer². Mais l'Opposition parlementaire, Sir Robert Peel en tête, voulut voir ici une première tentative pour introduire dans la législation britannique le principe radical d'un impôt progressif sur le revenu³. Effectivement il n'est pas impossible qu'il ait plu au cabinet de donner cette satisfaction aux radicaux et aux libéraux avancés au moment même où on résistait à leurs exigences en matière de réforme ecclésiastique.

Lord John Russell, au mois d'octobre, lorsque le bill pour la réforme de l'Église d'Irlande était venu en délibération devant le cabinet, avait demandé la suppression de toutes les cures où le nombre des membres de l'Église Établie était nul ou insignifiant, et l'affectation des sommes ainsi économisées au développement de l'enseignement populaire. Il avait eu l'appui de lord Althorp et de lord Durham. Mais il s'était heurté à l'opposition catégorique de Stanley, que soutenaient lord Grey et la majorité des ministres. Il avait pris l'affaire tellement à cœur qu'il avait failli donner sa démission à la veille même des élections générales. Finalement,

vêque de Dublin, siégeaient en vertu de leurs fonctions ; les quatre autres, archevêques ou évêques irlandais, y siégeaient en vertu d'un décret, ou *warrant*, du roi d'Angleterre. Sur les cinq commissaires civils, deux faisaient partie de la commission en vertu de leurs fonctions : c'étaient le Chancelier d'Irlande et le Chief Justice d'Irlande. Deux étaient nommés par décret. Un était nommé par le Primat d'Irlande. Suivant le bill primitif, tous les trois auraient été nommés par le gouvernement civil. C'est Wellington qui demanda (*H. of L.*, 22 juillet 1833, *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, p. 1046) et obtint la nomination d'un des trois par le Primat d'Irlande.

1. Le bill présentait les choses sous un aspect un peu différent. Il commençait par supprimer les *first fruits*, en d'autres termes, les profits de la première année d'un bénéfice ; et c'est en compensation de cette suppression qu'on établissait l'impôt progressif sur les revenus ecclésiastiques. Mais, les *first fruits* étant fictifs (ils étaient évalués d'après un calcul qui remontait à 1290), on disposait, grâce à l'impôt nouveau, de ressources importantes qui permettaient, par une deuxième compensation, de supprimer le *church cess*.

2. Rev. E. Burton, *Thoughts upon the demand of Church Reform*, pp. 25-6. — Lord Henley, *Plan of Church Reform*, pp. 19-20.

3. *H. of C.*, 25 juin 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, p. 1 235).

sur les instances de lord Holland, il était resté ¹. Le discours du trône consacra sa défaite : il ne s'agissait pas d'une réduction des biens de l'Église, mais seulement d'une « distribution plus équitable et plus judicieuse » de ces biens.

Quand cependant, une dizaine de jours plus tard, lord Althorp exposa les principes du bill, il apparut que les conservateurs et les modérés n'avaient pas encore gagné la bataille. Une sorte de concession avait été faite par Stanley aux partisans d'une expropriation partielle de l'Église.

Les revenus des évêques étaient constitués en partie, sous le régime existant, par le fermage de leurs domaines. La loi voulait que ces domaines ne fussent jamais donnés à bail pour une période inférieure à vingt et un ans ; mais le clergé avait trouvé des expédients juridiques pour tourner la loi. Il suffisait de renouveler, par avance, ce bail de vingt et un ans, tous les sept ans, tous les trois ans, tous les ans, moyennant versement par le fermier d'une indemnité (*fine*) qui relevait d'autant le fermage ². Le bill édicta que chaque tenancier pourrait exiger la transformation de son bail de vingt et un ans en un bail à perpétuité. Il était clair que le fermage annuel serait, dans ces conditions, notablement augmenté : mais le tenancier ne s'en plaindrait pas, puisqu'à ce prix il serait ensuite protégé à perpétuité contre les empiètements financiers des évêques. L'État pourrait, d'autre part, sans léser les évêques, verser entre leurs mains une somme égale au montant de l'ancien fermage, et retenir le surplus pour être affecté à telles fins que le Parlement jugerait à propos.

C'est sur cet article — l'article 147 du projet de loi — que porta toute la discussion à partir du moment où, longtemps retardée par des questions de procédure, elle s'engagea le 6 mai. Le cabinet se trouva embarrassé tout à la fois par la violence des critiques que l'Opposition conservatrice lui adressait, et par l'approbation bruyante des radicaux. L'article 147 fut considéré comme une première tentative faite pour introduire dans la législation une théorie fiscale, fondée sur la doctrine ricardienne de la rente foncière, que James Mill avait exposée dans les éditions successives de ses « *Éléments d'Économie Politique* ». Suivant cette théorie, tout « accroissement de la valeur » d'un bien-fonds, quand cet accroissement n'est dû ni au travail du propriétaire ni au travail du tenancier, mais est la création pure et simple de la société, peut être confisqué par l'État, sans que le fermier en souffre, sans que le propriétaire ait le droit de se

1. Lord John Russell à lord Grey, 20, 25 octobre 1832 ; lord Grey à lord John Russell, 25 octobre 1832 ; lord Holland à lord John Russell, 26 octobre 1832 (S. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, pp. 188 sqq).

2. Sur ces pratiques, voir Wakefield, *Ireland*, vol. I, p. 244 ; vol. II, p. 470.

considérer comme lésé¹. Sir Robert Peel se déclara obstinément hostile à un principe « dangereux pour la sécurité de la propriété sous toutes ses formes, laïque ou ecclésiastique, corporative ou individuelle² ».

Les ministres, assurés d'une majorité à la Chambre des Communes, n'osèrent pas braver, sur cette question, la majorité de la Chambre des Lords, appuyée par la résistance de la Cour. Il semble qu'ils aient cherché, pendant la première quinzaine de juin, une formule nouvelle propre à leur concilier les plus modérés parmi les défenseurs de l'Église : ils auraient songé à déclarer expressément, dans le texte de la loi, que l'excédent serait appliqué à « des fins religieuses et charitables³ ». Mais cela pouvait sous-entendre qu'une partie des fonds serait employée à subventionner les prêtres catholiques, ou encore serait affectée à des dépenses d'assistance publique. Finalement, le 21 juin, l'article 147 fut abandonné. Irrité par une diatribe d'O'Connell, lord John Russell, cassant et maladroit, prononça, le jour où il annonça l'abandon de l'article, exactement les paroles qu'il fallait pour brouiller le ministère avec les libéraux avancés : elles étonnent dans la bouche de celui qui avait failli, six mois plus tôt, provoquer une crise ministérielle en appuyant, sur cette même question de l'Église d'Irlande, la thèse des libéraux avancés contre la thèse modérée. « Le pays, déclara-t-il, ne peut se payer, tous les ans, le luxe d'une révolution. La Chambre doit faire tout ce qu'elle peut, elle doit même faire des sacrifices, pour la cause de la tranquillité publique⁴ ».

Cette concession ayant été obtenue, Wellington, à la Chambre des Lords, jugea qu'il était prudent d'accepter l'ensemble de la loi⁵. La Chambre des Lords se borna à introduire dans la loi certains amendements de détail, dont l'un était important. Il fut spécifié que les membres du clergé irlandais ne paieraient pas l'impôt sur les postes dont ils étaient déjà détenteurs au moment de la promulgation de la loi : la taxe ne serait perçue sur les bénéfices qu'à partir de la prochaine vacance. Pour le reste, le parti conservateur se conforma aux indications qui lui étaient données

1. *Elements of Political Economy*, chap. iv, 5. V. — Sur l'attention que cette théorie avait obtenue immédiatement après la publication du livre, Voir *Morning Chronicle*; 22, 27 août 1825; et au moment des débats parlementaires sur le Reform Bill, *H. of C.*, 21 mars 1831, discours de Sir R. Vyvyan (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. III, p. 637).

2. *H. of C.*, 6 mai 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVII, p. 1005).

3. Sir Robert Peel à Goulburn, 19 juin 1833 (*C. S. Parker, Sir Robert Peel*, vol. II, p. 222). Creevey (lettre à miss Ord, 20 juin 1833) semble croire que des négociations furent directement engagées entre le ministère et l'Opposition (*Creevey Papers*, vol. II, pp. 255-6). Cette lettre de Peel prouve que les soupçons de Creevey n'étaient pas fondés.

4. *H. of C.*, 21 juin 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, p. 1096).

5. *H. of L.*, 19 juillet 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, pp. 948 sqq.). — 3 and 4 Will. IV, c. 37.

par ses deux chefs; et l'évêque de Londres, l'évêque de Bath et de Wells, l'évêque de Hereford expliquèrent les raisons politiques qui les déterminaient à voter pour le bill ¹. Lord Grey et ses collègues pouvaient donc, dans les premiers jours d'août, considérer qu'ils avaient, par l'adoption de leurs deux bills irlandais, remporté deux victoires importantes. Ces victoires étaient, en fait, de mauvais aloi : les ministres avaient indisposé tout le monde. O'Connell et les radicaux étaient mécontents du *Coercion Bill*; mais les conservateurs étaient alarmés de voir que, le bill à peine voté, lord Grey se séparait des deux hommes qui depuis la fin de 1830, avaient essayé de tenir tête à O'Connell en Irlande. Stanley, passant aux colonies, fut remplacé au secrétariat pour l'Irlande par Littleton; lord Anglesey fut remplacé, comme lord lieutenant, par lord Wellesley. Il avait fallu, d'autre part, pour obtenir l'adoption du *Church Reform Bill*, lui faire subir une retouche importante, et abandonner ce droit de reprise des biens du clergé qui constituait un des thèmes essentiels des revendications radicales : mais le bill, ne fût-ce que par la suppression de dix évêchés, n'en constituait pas moins une inquiétante atteinte aux privilèges de l'Église Établie. A peine était-il adopté qu'il y eut en Angleterre une véritable explosion des passions religieuses. La crise dura un an. Crise intéressante à étudier dans le détail, car elle détermina le déclin de cet anticléricalisme à la française qui venait d'être déchaîné en Angleterre par l'action perturbatrice d'une révolution parisienne.

LA DOUBLE INSURRECTION DE L'ÉGLISE ÉTABLIE ET DES SECTES

LE RÉVEIL
DE LA HAUTE
ÉGLISE
ET LES DÉBUTS
DU MOUVEMENT
D'OXFORD

Dans les derniers jours de juillet, au moment où le bill sur l'Église d'Irlande achevait d'être voté par la Chambre des Communes, trois jeunes *fellows* d'Oxford qui appartenaient au parti de la Haute Église, William Palmer, Arthur Perceval et James Hurrell Froude, allèrent trouver, dans sa paroisse de Hadleigh, le révérend Hugh James Rose, un théologien de Cambridge qui, depuis deux ou trois ans, avec le plein appui de l'archevêque de Canterbury, menait campagne en faveur des principes du parti ². Rose s'était intéressé au projet, formé par un cer-

1. *H. of L.*, 19 juillet 1833 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIX, pp. 924 sqq., 975).

2. Rev. William Palmer, *A Narrative of Events connected with the publication of*

tain nombre de *clergymen*, de constituer, à l'intérieur même de l'Église, une association pour la défense de la tradition religieuse¹. C'était lui qui avait fondé le *British Magazine*, substantielle revue de théologie et d'édification. C'était lui qui avait fondé la *Theological Library*, pour renouer en Angleterre la tradition des premiers siècles chrétiens et réveiller le goût des études de patristique. A la recherche de collaborateurs pour l'édition de cette série, il avait fait en 1832 le voyage d'Oxford², et c'est au cours de ce voyage qu'il s'était lié avec les jeunes gens qui venaient maintenant délibérer avec lui sur les mesures à prendre, d'urgence, pour la défense de l'Église d'Angleterre en péril.

Ces jeunes gens ne se considéraient d'ailleurs que comme les émissaires de deux hommes d'Oxford qui n'avaient pas fait le voyage. L'un, déjà quadragénaire, était illustre dans tout le monde pieux. C'était John Keble, qui, désireux de faire pour la Haute Église ce que Wesley avait fait jadis pour le piétisme évangélique, de lui donner une valeur poétique et sentimentale, avait publié, en 1827, un recueil d'hymnes, le *Christian Year*, dont le succès avait été très grand : l'ouvrage en était, en 1833, à la quatrième édition. John Keble venait, il y avait peu de jours seulement, de faire un coup d'éclat par le sermon qu'il avait prononcé dans l'église de Sainte-Marie, à Oxford, pour dénoncer l'*Irish Church Bill*, « désaveu direct de la souveraineté divine », acte d'« apostasie nationale³ ». L'autre, John Henry Newman, plus jeune de neuf ans, et encore inconnu du grand public, n'en avait pas moins déjà scandalisé Oxford par ses fantaisies novatrices. Élevé dans les principes d'un évangélisme rigoureux, il avait fait son apprentissage de théologien dans la société des intellectuels d'Oriel College, de ce groupe de professeurs qu'on appelait les « Noétiques » : et Whately et ses collègues avaient ébranlé l'assurance de son dogmatisme piétiste sans le rallier à leur latitudinarisme. Quand en 1829 l'Université d'Oxford avait eu à réélire Robert Peel, qui venait, sur la question de l'émancipation catholique, d'accomplir son grand acte de trahison, il avait été le plus ardent, parmi les *fellows*, à faire campagne contre le tory rénégat. Nous le voyons, à partir de ce moment, au cours des années troubles qui suivent le vote de l'*Emancipation Bill*, incliner

the Tracts for the Times, with reflections on existing Tendencies to Romanism, 1843, pp. 5-6. — H. P. Liddon, *Life of Edward Bouverie Pusey*, vol. I, p. 267. — On appela le groupe dont faisait alors partie H. J. Rose le « Canterbury Party » (W. N. Molesworth, *History of the Church of England from 1660*, p. 317).

1. Rev. William Palmer, *A Narrative...*, p. 6 n.

2. T. Mozley, *Reminiscences chiefly of Oriel College and the Oxford Movement*, vol. I, p. 308. — *Letters and Correspondence of J. H. Newman during his life in the English Church*, éd. Anne Mozley, vol. I, pp. 260-1.

3. R. W. Church, *The Oxford Movement. Twelve years, 1833-1845*, p. 83.

de plus en plus vers la Haute Eglise, et inquiéter ses supérieurs et ses amis par l'audace de ses démarches ¹. Il était un de ceux à qui Rose avait fait appel pour collaborer à sa « Bibliothèque Théologique ». Épuisé par la rédaction d'un volume qui portait sur « les Ariens et les premiers chrétiens », il avait cherché le repos dans un voyage en Italie, où il avait accompagné son ami Froude, atteint de la poitrine. Il venait précisément de rentrer en Angleterre, profondément ému par la condition où il voyait que son Église était réduite. Il avait une nature fébrile, tourmentée. Il était impatient de parler et d'écrire, d'argumenter et de combattre. « Si les temps sont troublés, écrivait-il à sa sœur au moment où, deux ans plus tôt, toute l'Angleterre s'était mise en état d'insurrection contre son clergé, il faudra à Oxford des têtes chaudes. Je serai de celles-là. Me voici à mon poste ². »

Les conspirateurs employèrent le mois d'août à développer le programme d'abord arrêté à Hadleigh. Leur première idée fut de fonder une association des « Amis de l'Église », pour la défense de la doctrine, du rite et de la discipline. Perceval rédigea un programme qui fut répandu dans le clergé et parmi les laïques pieux ³. L'idée séduisit bien des gens, et des sociétés locales se formèrent dans plusieurs villes de province. Mais des objections furent soulevées. L'Association projetée était contraire à l'esprit de ceux-là mêmes qui voulaient la fonder : pour un *High Churchman* authentique, il n'y avait qu'une association à laquelle il eût le droit d'appartenir, et c'était l'Église elle-même ⁴. Inversement, l'Association apparaissait comme devant être gênante pour certains jeunes novateurs, peu soucieux de soumettre à l'approbation d'un comité leurs publications théologiques ⁵ : Newman s'y refusait absolument. Les deux objections étaient au fond contradictoires ; elles se fortifièrent cependant l'une l'autre, et le projet d'association fut abandonné. Les petits traités que les membres du groupe commencèrent à publier en série à partir du 9 septembre, chacun les publia sous sa responsabilité. Les *Tracts for the Times* furent des brochures, de dimensions inégales mais généralement très réduites, de périodicité irrégulière mais très fréquente, que leurs auteurs s'attachèrent à répandre en masse à travers l'Angleterre. Newman et Keble furent les collaborateurs les plus actifs. A la fin de

1. Affaire de la *Church Missionary Society*, 1830. V. à ce sujet Newman, *Letters and Correspondence*, vol. I, pp. 215, 223, 225 ; et *Via Media*, vol. II, pp. 1-17.

2. *Letters and Correspondence*, vol. I, p. 250.

3. Rev. William Palmer, *A Narrative...*, pp. 8 sqq. — Hon. Arthur Philip Perceval, *A Collection of Papers connected with the Theological Movement of 1833, 1842*, p. 17.

4. C'était l'opinion de Froude : R. W. Church, *Oxford Movement*, p. 94.

5. Rev. William Palmer, *A Narrative...*, p. 20.

décembre, un théologien d'Oxford, déjà fameux par ses travaux d'hébraïsant, Pusey, publia un véritable traité sur la pratique du jeûne.

En quoi consiste la doctrine commune du groupe? Les problèmes de l'heure forçaient, en 1833, les jeunes théologiens d'Oxford à prendre position sur deux points. Premièrement, l'essentiel de la religion chrétienne, c'est le sacrement de la communion; les évêques, et sous leur autorité les prêtres, ont été désignés par Dieu pour l'administrer: l'épiscopat est donc d'institution divine. Supprimer des évêchés comme vient de le faire le Parlement, c'est violer le dogme de la succession apostolique, usurper sur la puissance divine. Deuxièmement, l'Église anglicane pratique un culte dont les détails sont fixés par le livre de prières officiel. Voici que des réformateurs prétendent, après avoir confronté la liturgie anglicane avec les « trente-neuf articles de foi » de l'Église, que la liturgie, sur tel ou tel point, contredit la doctrine, contient des vestiges de romanisme: ils demandent qu'elle soit révisée. De quel droit? Ne vaudrait-il pas mieux se fonder sur l'examen de cette liturgie pour déterminer quelle est la véritable doctrine de l'Église, pour comprendre que l'Église d'Angleterre est l'Église catholique à son état de pureté, par antithèse avec l'Église romaine, dégénérée depuis le Concile de Trente, et les sectes protestantes, également dégénérées, condamnées à verser tôt ou tard dans le socinianisme?

Bref, ils s'agissait, pour Keble, Newman et leurs associés, de recommencer, mais en sens inverse, l'œuvre entreprise depuis un siècle par le parti évangélique au sein de l'Église. Les « évangéliques » avaient voulu « revivifier » l'Église en faisant appel aux émotions que peut susciter, dans une âme pieuse, le dogme de la justification par la foi. Ils avaient échoué: ils avaient fortifié démesurément les sectes qui maintenant se retournaient contre l'Église, qui peut-être allaient la détruire. Les « apostoliques » — c'est le nom, emprunté aux Carlites, aux absolutistes espagnols, que se donnèrent les jeunes théologiens¹ — allaient essayer de « revivifier »² l'Église, en faisant appel à ces émotions, également vives, que provoque l'accomplissement du rite de la communion, la participation au drame, chaque jour renouvelé dans toutes les églises, du sacrifice divin. Après un siècle et

1. R. W. Church, *Oxford Movement*, p. 52. — C'est Richard Hurrell Froude qui aurait inventé cette dénomination.

2. On se demande si c'est par accident que le mot *revival* apparaît dans la première phrase de la préface qui, en 1834, fut mise en tête du premier volume des *Tracts*: The following Tracts were published with the object of contributing something towards the practical revival of doctrines, which, although held by the great divines of our Church, at present have become obsolete with the majority of her members.

deuxièmement de suspens, la guerre recommençait entre le christianisme qui se fonde sur le mystère de la grâce et celui qui se fonde sur le mystère de l'eucharistie : celui-là plus triste, plus froid, plus viril; celui-ci plus théâtral, plus pathétique, plus féminin. Non que Newman et ses amis aient tout de suite abordé de front le problème de l'eucharistie ¹. Le « mouvement d'Oxford » s'enchaînait immédiatement avec les mouvements de la politique du jour. C'est la question de l'existence de l'Église en tant qu'Église que la politique irlandaise du ministère soulevait; et ce que les théologiens d'Oxford visaient à réveiller, afin de combattre l'individualisme des sectes, c'était, avec le dogme de la succession apostolique, ce qu'on pourrait appeler l'esprit ecclésiastique, le « sens de l'Église ».

Les hommes de la Haute Église ne se bornèrent pas d'ailleurs à la diffusion des brochures, des *Tracts*, où ils développaient les principes de leur théologie. Ils ne renoncèrent pas à organiser une démonstration collective. Abandonnant l'idée d'une société des « Amis de l'Église », ils essayèrent d'une autre méthode. Ils recueillirent dans le clergé des signatures pour une adresse à l'archevêque de Canterbury, aux termes de laquelle l'archevêque était assuré de la joyeuse coopération de son clergé pour toutes mesures propres « à ressusciter la discipline des anciens temps, à resserrer les liens entre les évêques, les clercs et les laïques et à augmenter la pureté, l'efficacité et l'unité de l'Église ». L'idée ne fut pas sans alarmer encore les évêques : elle leur sembla, comme le projet primitif, contraire à l'esprit de la hiérarchie ecclésiastique. Elle n'en fut pas moins mise à exécution avec un plein succès : sept mille signatures furent recueillies ².

Puis les *High Churchmen*, encouragés par cet heureux début, rédigèrent une autre adresse destinée à être signée exclusivement par des laïques, et présentée par eux à l'archevêque de Canterbury. Un comité laïque, à Londres, concentra les signatures. Les agitateurs n'osèrent pas tenir une seule réunion publique : ils étaient timides encore, avaient encore présent à l'esprit le souvenir des émeutes de 1831. Mais le succès fut éclatant : ils recueillirent en quatre mois deux cent trente mille signatures. D'au-

1. Les auteurs des *Tracts* répudient expressément le dogme de la Transsubstantiation (Tract no 36); ils réimpriment l'Histoire de la Transsubstantiation papiste, de John Cosin, évêque de Durham, suivant qui les expressions employées par Jésus et par l'Apôtre doivent être comprises en un sens « sacramentel et mystique », non « grossier et charnel ». Entendons donc que, lorsque Keble, le 6 septembre 1833, affirme « that the only way of salvation is the partaking of the body and blood of our sacrificed Redeemer » (Perceval, *Collection*, p. 13), il adopte la solution mystique de Luther, intermédiaire entre la négation calviniste et le littéralisme romain.

2. Rev. William Palmer, *A Narrative...*, pp. 11-2; il donne le texte de l'adresse. — Cf. Newman à Froude, 7 novembre 1833; à S. Rickards, 22 novembre 1833 (*Letters and Correspondence*, vol. I, pp. 476, 488).

tant plus éclatant que les signatures, à la différence de ce qui se passait souvent en pareil cas, avaient subi un contrôle sévère. Seuls des *householders* authentiques, des chefs de famille, furent admis à signer l'adresse ¹.

L'AGITATION
CHEZ
LES DISSIDENTS

Les sectes, de leur côté, ne demeuraient pas inactives. Elles se reprochaient l'apathie dont elles avaient fait preuve lors des élections générales, la confiance aveugle qu'elles avaient manifestée à l'égard du ministère whig. Comment leur patience avait-elle été récompensée? Le Parlement réformé, au cours de sa première session, avait totalement négligé leurs revendications, ne s'occupant que des affaires d'Irlande. Et voici maintenant que c'était la Haute Église qui donnait le signal d'un mouvement d'agitation et de propagande, d'une sorte d'organisation autonome au sein de l'*Establishment*. Une maladresse, commise à cette même date par le clergé anglican, favorisa le mécontentement des Dissidents. On approchait du jour, fixé par une loi récente ², passé lequel les membres du clergé ne pourraient plus revendiquer le paiement de la totalité de leurs dîmes; et les *clergymen*, soucieux de ne pas laisser prescrire leurs droits, firent appel en foule aux tribunaux. On parla de dix mille, de cinquante mille procès engagés ³. L'anticléricalisme paysan, qui paraissait assoupi depuis 1831, se réveilla. Le 5 septembre, au moment même où les *Tracts for the Times* commençaient à paraître, un certain nombre de membres des congrégations dissidentes, pasteurs et laïques, se réunirent dans le Sussex, et émirent le vœu que l'*United Committee of Deputies* provoquât la réunion à Londres, avant l'ouverture de la session parlementaire, d'une « convention » de délégués des congrégations dissidentes pour présenter leurs doléances, et exiger que le ministère leur donnât satisfaction sans délai ⁴.

L'*United Committee* répondit qu'il ne pouvait engager une aussi grosse affaire sur la demande d'un seul comté, mais il conseilla aux Dissidents de procéder par voie de pétitions qui seraient présentées au Parlement. Par ces pétitions, les Dissidents devraient demander d'abord « le redressement de tous les torts qui leur étaient encore faits », mais aussi déclarer l'union de l'État et de l'Église, sous toutes ses formes, contraire à l'Écriture, « de quelque manière, ajoutait prudemment le *Committee*, que l'on dût

1. Rev. William Palmer, *A Narrative...*, pp. 13 sqq. — *Ann. Reg.*, 1834, p. 71. — *British Magazine*, 1^{er} mars 1834 (vol. V, p. 346).

2. 2 and 3 Will. IV, c. 100.

3. *Pol. Reg.*, 7 septembre 1833 (vol. VIII, p. 669). — *Ed. Rev.*, janvier 1834, art. x. *The Church of England* (vol. LXXXI, pp. 501-2).

4. *Christian Advocate*, 9 décembre 1833.

s'y prendre pour modifier les termes de cette union » ¹. La grande question était posée.

Elle le fut d'une manière retentissante, dans les milieux dissidents, par le sermon que prononça le Rev. T. Binney, un prédicateur congrégationaliste, en inaugurant une chapelle dans le faubourg londonien de Southwark. « L'Église Établie, déclara Binney, est un grand mal national; elle est un obstacle au progrès de la vérité et de la sainteté; la disparition de l'Église Établie doit être l'objet des aspirations pieuses de quiconque aime Dieu et les hommes ². » Un certain Beverley, anglican rénégat, dont un pamphlet, publié en 1831, sur la corruption de l'Église Établie ³, avait obtenu un immense succès, devint un homme populaire dans les sectes : il fut recueilli par les congrégationalistes qui firent de lui un de leurs pasteurs ⁴. Les nombreuses brochures qui avaient paru en Écosse, depuis un ou deux ans, pour la défense du principe « volontaire » trouvèrent un public en Angleterre.

Les grandes villes de province commencèrent à tenir des réunions pour arrêter le texte de la pétition qui serait soumise à la signature des fidèles, et présentée ensuite au Parlement. Manchester donna le signal; mais ce fut à Leeds, le 3 décembre, que la manifestation prit de l'ampleur. On proposait aux manifestants de concentrer leurs revendications sur cinq points. Dispense pour les Dissidents de subvenir sous quelque forme que ce fût aux dépenses du culte officiel; droit pour les Dissidents d'être enterrés dans les cimetières par leurs ministres; libre accès aux Universités; droit d'être mariés dans leurs propres chapelles; établissement d'un état civil : telles furent les cinq *practical grievances* du *Dissent*. Or, à peine l'assemblée eut-elle commencé à délibérer qu'un des assistants, un pasteur, fit adopter le texte d'une résolution favorable à la séparation de l'Église et de l'État ⁵. La même revendication fut présentée par le meeting de Nottingham en janvier, et par tous les meetings qui se tinrent, extrêmement nombreux, dans les Midlands, le Lancashire et la région de Glasgow.

1. *Christian Advocate*, 9 décembre 1833.

2. *An Address delivered on laying the first stone of the new King's Weigh House...* 1833, appendice, p. 20. — V. sur Binney les renseignements donnés par J. Grant, *The Metropolitan Pulpit*, 1839, vol II, pp. 257 sqq.

3. *A letter to... the Archbishop of York, on the present corrupt state of the Church of England*, 1831. — Dès la première année, l'ouvrage en était à sa douzième édition. Il en était, en 1834, à la dix-septième. — Et : *A second Letter to his Grace the Archbishop of York, on the present corrupt state of the Church of England*, 1832.

4. L. S. E. (Michael Augustus Gathercole), *Letters to a Dissenting Minister, of the Congregational Independent Denomination, containing remarks on the principles of that sect, and the author's reasons for leaving it and conforming to the Church of England*, 1834, p. 27.

5. *Morning Chronicle*, 4, 10 décembre 1833.

Le moment était venu de mettre en application le plan formé en septembre par les Dissidents du Sussex. Le 8 mai, l'*United Committee* reçut solennellement, en réunion publique, plus de quatre cents délégations venues de toutes les parties de la Grande-Bretagne; et un amendement à la résolution initiale, pour exiger la séparation de l'Église et de l'État, fut adopté à l'unanimité moins trois voix ¹. Ainsi les modérés de l'*United Committee* étaient visiblement entraînés en avant par la masse des Dissidents provinciaux ². Masse imposante s'il fallait en croire les recherches statistiques auxquelles on se livrait depuis quatre mois, dans les milieux nonconformistes, pour établir que, dans les districts industriels du nord, dans toutes les grandes villes, peut-être même dans l'ensemble du Royaume-Uni, les Dissidents l'emportaient en nombre sur les anglicans ³. Il semblait donc qu'il fût d'une bonne tactique, pour les radicaux parlementaires, de prendre la direction de cette armée, et de donner plus d'importance dans leur programme à la question de la séparation de l'Église et de l'État. Joseph Hume présida, le 12 mai, à la *London Tavern*, une réunion des « amis de la liberté civile et religieuse », au cours de laquelle O'Connell vint prendre la parole en faveur de la séparation ⁴.

LA COALITION
DES ENNEMIS
DE L'ÉGLISE
SE DISLOQUE

Voici donc deux armées qui s'affrontent, prêtes à en venir aux mains. « Dieu nous préserve, écrit Greville dans son journal, d'avoir deux partis fondés sur des principes religieux opposés : ce serait le pire de tous les maux, et néanmoins les temps semblent nous en menacer ⁵. » Or, c'est effectivement de cette manière que les choses se passaient en France : et voilà peut-être la raison profonde pour laquelle l'histoire de France gardait une allure révolutionnaire. Mais l'Angleterre n'était pas la France; et c'était mal comprendre la complexité, la confusion native des institutions

1. *Morning Chronicle*, 9 mai 1834.

2. *Eclectic Review*, mai 1834, art. vi. *Established and Voluntary Churches* (vol. XI, p. 320) : The revolution which has taken place in the public mind within the last few years, nay within the last few months, upon the subjects to which these publications relate, is unexampled in its suddenness and rapidity... Those who were foremost in the polemic fight, now overtaken by a whole army of voluntaries, are now reproached for caution and that most hated of all virtues, moderation.

3. *Times*, 14 mai 1834. — V. les encouragements donnés par Macaulay aux mécontents, dans son article de la « Revue d'Edimbourg » sur Walpole, paru en octobre 1833 : If the Dissenters had been turbulent, he (Walpole) would probably have relieved them; but while he apprehended no danger from them, he would not run the slightest risk for their sake (vol. LVIII, p. 245).

4. *Morning Chronicle*, 13 mai 1834.

5. *Greville Memoirs*, 7 juin 1834.

anglaises, que de se laisser prendre à cette apparence. On raconte que Coleridge, peu de temps avant de mourir, comme il observait l'assaut livré à l'Église d'Angleterre par un si grand nombre d'ennemis coalisés — catholiques, protestants, libres-penseurs —, la déclarait condamnée puisqu'elle avait soulevé tant de haines, et dans des camps si différents. Comme Greville, il se trompait. Il aurait dû comprendre qu'elle allait être sauvée par le caractère disparate de cette coalition hostile.

Au premier rang de cette coalition se trouvent les catholiques d'Irlandes : et c'est assez déjà pour la rendre suspecte à l'opinion anglaise. Car les Anglais n'éprouvent pour les Irlandais que haine et que mépris. Non pas seulement les Anglais des classes bourgeoises. Le bas peuple ne pardonne pas aux ouvriers irlandais de venir, dans les campagnes du midi, dans les usines du nord, faire concurrence à son travail et gâter ses salaires. Nous avons vu que les troubles agraires de 1830 avaient commencé par une émeute d'ouvriers du Kent contre les immigrants irlandais. Dans le nord, des incidents de ce genre sont en quelque sorte quotidiens. Pendant un temps, cette agitation anti-irlandaise s'est confondue avec l'agitation générale; elle peut même avoir contribué, en aggravant le désordre, à hâter le vote de la Réforme. Mais, à présent que la crise est franchie, l'alliance d'O'Connell avec les radicaux anglais est pour ceux-ci une cause de faiblesse. Pendant toute la session de 1833, la question de la réforme de l'Église a été présentée au public comme une question plus irlandaise qu'anglaise. Le public anglais s'en désintéresse en conséquence; il devient sourdement hostile à certaines idées qui naguère ne l'effrayaient pas. Si le parti du *disestablishment* et du *disendowment* de l'Église, c'est le parti des vils Irlandais — *the low Irish* —, la cause de l'Église redevient la cause de la nation : que l'Église ait la sagesse d'accepter un minimum de réformes nécessaires, sa position de nouveau se trouvera bien forte.

Dans leur lutte contre l'Église Établie, les catholiques irlandais ont pour alliés les protestants des sectes. Par elle-même cette alliance est hétéroclite : les alliés ne doivent-ils pas fatalement s'apercevoir tôt ou tard qu'ils détestent l'Église pour des raisons extrêmement différentes? Mais il y a plus : les sectes protestantes elles-mêmes ne constituent pas un bloc homogène. Sur cette question de la séparation de l'Église et de l'État, elles se divisent.

Il y a une fraction du monde nonconformiste qui assiste avec mauvaise humeur au mouvement ascendant des idées libérales et démocratiques. Le méthodisme wesleyen n'a jamais aimé à être confondu avec les Dissidents; rameau détaché de la Basse Église, Haute-Église du nonconformisme, il se pique de neutralité entre l'Église Établie et les sectes, aspirant à

pénétrer l'une et les autres, par l'influence de sa prédication, d'un esprit nouveau conforme à l'Évangile. En 1829, la « Conférence » n'a pas eu l'occasion de se prononcer collectivement sur la question de l'émancipation catholique, tant les débats ont été rapidement enlevés dans l'intervalle de deux conférences annuelles : mais les wesleyens, tout le monde le sait, ont été en majorité hostiles à l'émancipation. Elle s'est, un peu plus tard, désintéressée de la question de la réforme électorale, exhortant ceux qui suivent ses instructions à ne pas négliger le salut de leurs âmes en se passionnant outre mesure pour les questions politiques du jour¹. Peut-être les wesleyens sont-ils en majorité des tories : leur grand homme, le Rev. Jabez Bunting, n'a-t-il pas déclaré que « le méthodisme était aussi opposé à la démocratie qu'au péché² » ? La Conférence, par des prescriptions expresses, enjoint aux wesleyens de ne pas s'affilier aux *trade unions*, en d'autres termes, pour parler son langage, « à des associations qui ébranlent les fondements de la liberté vraie, qui usent de serments illégaux, de menaces, de violences pour enrôler des membres nouveaux et atteindre des fins susceptibles d'ébranler la société³ ». Maintenant que la séparation de l'Église et de l'État est en jeu, la Conférence adopte, à l'égard de cette nouvelle agitation, la même attitude de neutralité hostile. Elle déplore « les violentes controverses qui sont engagées sur les affaires tant civiles qu'ecclésiastiques » ; déclare « essentielles » « les formes du gouvernement ecclésiastique », et recommande aux fidèles de ne point prendre un intérêt trop chaud à ces querelles⁴.

C'est une attitude difficile à comprendre pour certains membres des sociétés locales. Mais Bunting et la Conférence bravent leurs résistances et les surmontent. Un ministre wesleyen du Lancashire, le Rev. Joseph Rayner Stephens, accepte, sans en référer à son supérieur hiérarchique,

1. Adresse de la Conférence de 1831 : We live in times of great political ferment and agitation. Take heed to yourselves, brethren, « lest your hearts be overcharged with cares of this life ». Let not worldly politics engross too much of your time and attention. — Adresse de la Conférence de 1832 : ... it... seems probable that many of you may, in a short time, be required to take part in contests for the representation of your respective towns and counties in Parliament, to whom such strife will be new, and the moral effect of them upon your minds untried, and unanticipated... We remind you that the Kingdom which you seek « is not of this world ». You may innocently exercise the privileges which belong to you as members of civil society; ... but can you, with perfect security to your religious character and your peace of heart, become the ardent agents of political parties? (*Minutes of Conference*, vol. VII, pp. 74, 183, de 1832).

2. T. P. Bunting, *The Life of Jabez Bunting*, vol. I, p. 112.

3. Adresse de la Conférence de 1833 (*Minutes*, vol. VII, p. 306).

4. Adresse de la Conférence de 1833 (*Minutes*, vol. VII, pp. 305-6).

le poste de secrétaire d'une *Church Separation Society* : il est suspendu comme ayant manqué à « l'esprit pacifique et antisectaire » du méthodisme wesleyen¹. Alors une sorte d'insurrection éclate dans les groupes méthodistes du Lancashire : un grand nombre de laïques, sous la direction du ministre Warren, prennent possession des chapelles locales, refusent d'accepter le contrôle de leur surintendant². La Conférence soumet l'affaire aux Cours Supérieures de Justice et elle remporte la victoire. Un jugement du Vice-Chancelier, confirmé par le Chancelier, donne pour la première fois à la Conférence, à l'organisation centrale du Wesleyanisme, une sorte de consécration juridique³. La même année, toute l'organisation du méthodisme est révisée, de manière à donner aux membres laïques un contrôle limité sur la gestion financière des Églises, mais à maintenir en revanche à la Conférence son entière autorité spirituelle et son caractère exclusivement ecclésiastique⁴.

Les conservateurs commencent à rendre justice à cette secte si peu sectaire. Le *Quarterly Review* fait l'éloge des wesleyens⁵. L'archevêque de Canterbury, à la Chambre des Lords, les remercie publiquement pour l'attitude qu'ils ont adoptée dans la querelle de l'Église avec les sectes⁶. Phillpotts, l'évêque d'Exeter, fameux pour la fougue de son zèle ecclésiastique et tory, les exhorte amicalement dans un mandement à vouloir bien rentrer dans le sein de l'Église⁷ : le bruit court avec persistance que des négociations ont été engagées entre lui et Bunting pour la réunion des wesleyens avec les anglicans⁸. Et c'est une chose caractéristique que

1. Pour l'affaire Stephens, v. *Minutes*, vol. VII, pp. 417-9. — John Wilks, le seul membre du Parlement qui appartint à la connexion méthodiste, fut « excommunié » par les wesleyens en 1834 : il était suspect en sa qualité de libéral avancé, et fut accusé, entre autres choses, d'avoir, à un banquet donné en l'honneur du radical Duncombe, tenu des propos dont la moralité était douteuse (*British Magazine*, 1^{er} septembre 1834; vol. VI, pp. 196-8, 318-9).

2. A. Stevens, *History of... Methodism*, vol. III, pp. 368-9. — *Minutes of Conference*, vol. VII, pp. 542 sqq.

3. V. dans A. Stevens, *History of... Methodism*, vol. III, pp. 368-9, les éloges prodigués par le Vice-Chancelier à la connexion : « It is my firm belief, that to that body we are indebted for a large portion of the religious feeling which exists among the general body of the community, not only of this country, but throughout a great portion of the civilized world besides ».

4. Pour les détails de cette nouvelle constitution, voir *Minutes*, vol. VII, pp. 548 sqq., 573 sqq.

5. *Quart. Rev.*, février 1835, art. VII. *The Church and the Voluntary System* (vol. LIII, p. 193 n., p. 197).

6. *H. of L.*, 1^{er} août 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXV, p. 860).

7. A. Stevens, *History of... Methodism*, vol. III, pp. 290 sqq.

8. *Christian Advocate*, 16 septembre 1833. — Cf. Pusey au Rev. R. W. Jelf, 16 février 1834 : I hope yet some means may be devised by which the Wesleyans at least may be reunited to the Church (H. P. Liddon, *Life of E. B. Pusey*, vol. I, p. 286) — et le dialogue comique, dans le *Coningsby* de Disraëli (livre II, chap. II), entre

ces avances faites par les wesleyens au clergé officiel, par celui-ci aux wesleyens, ne nuisent pas sérieusement aux wesleyens dans l'opinion publique. Pendant quatre ans seulement, au moment de la crise provoquée par les Warrenites, le nombre des wesleyens demeure en Grande-Bretagne à peu près stationnaire aux environs de 290 000. Puis le mouvement ascensionnel reprend. Leur nombre passe, en Angleterre et dans le pays de Galles, de 248 592 en 1830 à 323 178 en 1840¹.

Ce qui est vrai du méthodisme wesleyen ne l'est pas des sectes qui se sont formées au sein du Wesleyanisme lui-même, se détachant précisément de la « connexion » fondée par Wesley parce qu'ils ne la trouvent pas animée d'un esprit assez démocratique. Les membres de la « Nouvelle Connexion Méthodiste », les « Méthodistes Primitifs », les « Chrétiens Bibliques », les « Méthodistes Protestants », et ceux qui viennent, sous la direction de Warren, de prendre le nom de « Méthodistes Associés », fraternisent avec les congrégationalistes et les baptistes pour demander la démocratisation et la laïcisation de l'État. Tous ces groupes forment le gros de l'armée anti-anglicane dans l'Angleterre proprement dite. Mais, si cette armée est affaiblie, sur son aile droite, par l'hostilité du parti orthodoxe que représentent les wesleyens, elle est affaiblie par surcroît, sur son aile gauche, par la défection du parti socinien et latitudinaire. Ceux-là reprochent aux protestants démocrates, aux *Political Dissenters*², d'ébranler la foi en ébranlant l'Église, et, en se mêlant à la lutte des factions, d'oublier le ciel pour la terre. Ceux-ci leur adressent un reproche contraire : ils les trouvent trop dogmatiques, trop fanatiques. Le libéralisme intellectuel dont ils se piquent les rend, par un détour inattendu, plus indulgents à l'égard de l'Église Établie.

La presse du *Dissent* se divise. Ni l'*Eclectic Review*, le vieil organe de

Lord Fitz Booby et le grand agent électoral du parti conservateur. « The Wesleyans! said Tadpole. We never counted on the Wesleyans! » « I am told these Wesleyans are really a very respectable body, said Lord Fitz Booby, I believe there is no very material difference between their tenets and those of the Establishment. I never heard of them much till lately. We have too long confounded them with the mass of the Dissenters, but their conduct at several of the latter elections proves that they are far from being unreasonable and disloyal individuals. When we come in, something should be done for the Wesleyans, eh Rigby? »

1. Voici les chiffres, année par année. 1830 : 248 592; 1831 : 249 119 (la crise politique a ralenti le mouvement ascensionnel); 1832 : 256 272; 1833 : 279 970; 1834 : 291 939; 1835 : 290 988; 1836 : 293 132; 1837 : 292 693; 1838 : 296 801; 1839 : 307 068; 1840 : 323 178.

2. C'est de cette époque que semble dater l'expression, bientôt couramment employée pour désigner les membres des sectes dissidentes qui « font de la politique ». Voir *Congregational Magazine*, novembre 1835 : the individuals who are denominated in certain quarters *Political Dissenters* (vol. XI, new series, p. 687).

la bourgeoisie dissidente, ni le *Congregational Magazine*, ne sont favorables aux revendications extrêmes des sectes. Le *Christian Advocate* demande la séparation de l'Église et de l'État, mais le *Patriot* est indécis et changeant. Particulièrement intéressante à observer est l'attitude du groupe des unitariens. Rejetant le dogme de la divinité de Jésus-Christ, ayant dans toute la première partie du siècle fait presque ouvertement profession d'une sorte de matérialisme, ce sont à peine des chrétiens. Ils sont en relations étroites d'amitié avec le groupe de Bentham. L'unitarien Bowring a capté la confiance du grand homme vieillissant; John Mill écrit dans l'organe des unitariens, le *Monthly Repository* de Fox, et fonde en collaboration avec eux le *London Review*. Inversement les unitaires sont en guerre ouverte avec les congrégationalistes et les baptistes qui travaillent à les chasser du vieux comité « des trois Dénominations », à les expulser même de leurs chapelles, alléguant qu'ayant été fondées jadis pour l'enseignement du dogme de la Trinité, elles ne peuvent être laissées aux mains de ministres qui violent la volonté des fondateurs. Or, ces unitaires, loin de rivaliser de radicalisme avec les sectes plus orthodoxes, refusent d'appuyer les revendications extrêmes de celles-ci : la séparation de l'Église et de l'État, la suppression du banc des évêques à la Chambre des Lords. Leurs pasteurs sont des gens cultivés qui fréquentent les hommes d'État, préconisent une politique de compromis et reprochent aux « fanatiques » du congrégationalisme de compromettre leur cause, dans ce qu'elle a de légitime, par leur intransigeance. « J'ai été convoqué, écrit l'un d'entre eux, par le *Comité Uni* (mieux vaudrait dire *désuni*), et j'ai refusé d'y aller. L'état des Dissidents est déplorable. Ni entente commune, ni confiance; presque désavoués par le gouvernement. Dans ces circonstances, les hommes qui tiennent à la pureté des principes, et ont le sentiment de l'honneur, n'ont d'autre parti à prendre que de se tenir à l'écart ¹. »

Même froideur, à l'égard de la thèse de la séparation, parmi les intellectuels du parti vainqueur en 1832, radicaux ou libéraux avancés. Détachés de la foi chrétienne, ils n'ont jamais aimé les évangéliques, pas plus ceux de l'Église que ceux des sectes, pas plus ceux qui dans les sectes sont partisans du maintien de l'alliance de l'Église avec l'État, que ceux qui demandent à grand bruit qu'elle soit dénoncée. Bien que les sectes protestantes soient dans les circonscriptions électorales l'appoint de leur majorité, ils les froissent constamment par des provocations gratuites.

1. Le Rev. Robert Aspland au Rev. R. Brook Aspland, 17 mars 1834 (R. Brook Aspland, *Memoirs of... the Rev. Robert Aspland*, 1850, p. 535).

Lord Brougham, comparaissant à titre de témoin devant une commission de la Chambre des Lords, attribue l'accroissement de la criminalité dans les basses classes à la prédication de l'antinomianisme par les protestants fanatiques¹; Roebuck, en réunion publique, dénonce le « misérable fatras » des sermonnaires des sectes². Encore deux ou trois ans, et tout le monde sera d'accord pour attribuer les échecs électoraux subis par un certain nombre de radicaux notables en 1837 à l'abstention des puritains qui ne veulent pas voter pour ces moralistes trop libéraux³. Tous les hommes de ce groupe continuent donc à se déclarer, pour la forme, partisans de la séparation de l'Église et de l'État; mais est-il sûr qu'ils en soient, au fond, les partisans bien ardents? Voici que certains *High Churchmen* en viennent à préférer le régime de la séparation de l'Église et de l'État, si l'alliance est pratiquée de telle sorte que l'Église subisse le joug d'un État sceptique et incroyant. Les libéraux inversement commencent à apprécier une alliance qui permet à des ministres whigs d'imposer à l'Église des évêques dépourvus de fanatisme: si l'Église était séparée de l'État, Whately ne serait pas archevêque de Dublin.

Il faut noter enfin, chez certains intellectuels, une sorte de désenchantement. John Stuart Mill, destiné par son père depuis l'enfance à devenir un jour le chef de l'école utilitaire, a raconté dans un livre classique la crise qu'il traversa vers cette date. Ses amis Maurice et Sterling subissaient l'influence de Coleridge, de la métaphysique allemande, et, l'un après l'autre, se faisaient ordonner prêtres anglicans. Stuart Mill, qui ne pouvait les suivre, éprouvait cependant le même malaise qu'ils avaient éprouvé avant de se convertir, sentait l'insuffisance sentimentale de la doctrine utilitaire, la nécessité de la compléter par quelque emprunt à une source étrangère, de corriger en quelque sorte Bentham par Coleridge. Le hasard le mit en contact avec deux missionnaires saint-simoniens, venus de Paris pour opposer le millénium de Bazard et d'Enfantin au millénium d'Irving, au millénium de Robert Owen; et il crut avoir trouvé dans la religion saint-simonienne cette foi nouvelle qui, sans le condamner à revenir aux dogmes morts, lui permettrait de combler le vide de son âme. Carlyle, dont il était devenu l'ami intime, subissait la même influence. Pendant deux ou trois ans le jeune Carlyle et John Stuart Mill, plus jeune encore, se crurent philosophiquement d'accord: ils communierent en Saint-Simon.

1. J. Waddington, *Congregational History, Continuation to 1850*, pp. 389-390..

2. *British Magazine*, 1^{er} février 1834 (vol. V, p. 224 n.).

3. V. plus bas p. 154 n.

Tous deux tenaient l'Église pour condamnée à brève ou à longue échéance : mais ils se désintéressaient du sort de la bataille, qu'ils considéraient comme acquis. Ils voulaient, pour parler le langage de leurs maîtres saint-simoniens, essayer de deviner quel régime positif serait institué, une fois effectuées les destructions nécessaires, et tracer le programme de cette ère organisatrice qui devrait succéder à l'ère critique ouverte par les révolutions de 1789 et de 1830¹. Et cet état d'esprit n'était ni chez Stuart Mill ni même à la rigueur chez Carlyle un esprit rétrograde : mais ce n'était pas un esprit de lutte.

LES RANGS
DES DÉFENSEURS
DE L'ÉGLISE
SE RESSERRENT

L'analyse qui précède permet de réduire à ses éléments essentiels la coalition des ennemis de l'Église. Ce sont, d'une part, les catholiques irlandais, et, d'autre part, la majorité des protestants des sectes non wesleyennes : des allogènes et des sectaires. L'impopularité guette à brève échéance cette coalition disparate. Ne peut-on cependant concevoir, en retour, que la naissance d'un parti d'*ultras* cléricaux aura pour résultat, en alarmant l'opinion publique, de créer au sein de l'Église des factions discordantes, propres à l'affaiblir? Ce n'est pas, en réalité, ce qui se produisit en 1833 : le premier résultat du réveil de la Haute Église, ce fut de resserrer en un seul faisceau tous les amis de l'Église, malgré la diversité de leurs tendances.

Il y a une erreur dont il faut soigneusement se garder, lorsqu'on étudie l'histoire du mouvement d'Oxford naissant, à presque un siècle de distance : on sait que Newman s'est converti plus tard au catholicisme romain, on est amené à conclure que dès 1833 il se sentit attiré vers cette forme de la religion chrétienne par une force invincible. Et cependant Newman et ses amis ne s'unissaient, en 1833, qu'en vue de faire la guerre à Rome. N'étaient-ce pas les catholiques irlandais qui, sous la direction d'O'Connell, venaient d'obtenir du Parlement britannique, en s'alliant aux pires ennemis de la foi chrétienne, la suppression sacrilège de dix évêchés? L'*Irish Church Bill* n'était-il pas la conséquence directe de cette émancipation des catholiques, que Newman, quatre ans auparavant, avait eu la clairvoyance de combattre? Tous les catholiques qui s'étaient faits élire à la Chambre des Communes par des circonscriptions anglaises aux

1. J. S. Mill à John Sterling, 20-22 octobre 1831 ; à Gustave d'Eichthal, 30 novembre 1831 ; à Thomas Carlyle, 17 juillet 1832, 9 mars 1833, 11-12 avril 1833 (*Letters of John Stuart Mill*, vol. I, pp. 3, 20, 32, 37, 42).

dernières élections étaient des whigs ¹; et c'est dans le parti libéral que le catholicisme éveillait des sympathies, provoquait des conversions ². George Spencer, frère de lord Althorp, devenu un zélé catholique et établi à Rome, décidait Wiseman par ses exhortations à entreprendre la conversion de leur pays natal. Thomas Moore, irlandais et catholique d'origine, libéral avancé, ami et biographe de Byron, écrivait avec la collaboration érudite d'un libre-penseur anglais, en faveur de la thèse catholique, ses « Mémoires d'un Gentleman Irlandais à la recherche d'une religion » ³.

Revivifier l'Église d'Angleterre en lui rendant conscience de son caractère apostolique, c'était, aux yeux de Newman et de ses amis, la mettre en état de résister à l'assaut qui allait lui être livré par les catholiques alliés aux libéraux. Et qu'on ne dise pas que Newman eût jugé plus favorablement l'Église catholique s'il avait connu le catholicisme français ou italien, et non pas seulement la démagogie d'O'Connell. Il venait de faire le voyage d'Italie. Il avait vu là-bas un peuple ignorant, une bourgeoisie, une aristocratie, incrédules et corrompues ⁴. Il avait cru constater l'impuissance de l'Église catholique à lutter contre l'« infernal fléau » de la Révolution. Il avait d'autre part entendu dire que les pasteurs orthodoxes, les évêques luthériens de Prusse, allaient solliciter la faveur de l'ordination anglicane ⁵. L'Église d'Angleterre était la seule qui eût

1. Elections de 1830 : cinq catholiques, dont un tory; de 1831 : huit catholiques, dont un tory; de 1833 : neuf catholiques, tous whigs (B. Ward, *Eve of Catholic Emancipation*, vol. III, pp. 276 sqq.). — A la Chambre des Lords, en octobre 1831, un seul pair catholique (sur neuf) vota contre le *Reform Bill* (lettre de lord Shrewsbury au *Sun*, citée par Cobbett, *Pol. Reg.*, 29 octobre 1831, vol. LXXIV, pp. 305-6).

2. V. le *Times* du 15 décembre 1838, pour une liste de ces conversions au catholicisme dans les rangs du parti whig et libéral. Outre le frère de lord Spencer, le *Times* cite Mr. Lisle Philips, Mr. Roche, M. P. for Cork County, Mr. Charles Wolseley, M. Bennett, fils du parlementaire, sir Bouchier Wray. — Et le *Times* poursuit : And are there not hundred more in the ranks of the liberal party who applaud lord Morpeth in repeating the words of Pilate, « What is truth? ». Pour le protestantisme orthodoxe du *Times*, scepticisme et catholicisme, c'est tout un.

3. *Travels of an Irish Gentleman in search of a religion, with notes and illustrations*, 1835. — Le héros du roman, un catholique, voudrait bien se faire protestant, pour obtenir la main de miss ***, et du même coup, la jouissance d'un *living* anglican. Mais il constate, à son désespoir, que le catholicisme est bien conforme aux traditions du christianisme primitif, que le calvinisme répète les erreurs du gnosticisme et du manichéisme. Il va en Allemagne, suit à Göttingen les cours du professeur Scratchenbach, constate l'état de décomposition où est tombé le luthéranisme allemand. Décidément il restera catholique.

4. V. ses réflexions sur la Rome des Papes (elles portent le titre caractéristique *Home Thoughts abroad*) dans le *British Magazine*, 1^{er} janvier 1834 (vol. V, pp. 1 sqq.). — Voir en particulier pp. 126-5, le problème énoncé « How to avoid popery without giving up the Church »; et Newman à Pusey, Rome, 19 mars 1833 (H. P. Liddon, *Life of Edward Bouverie Pusey*, vol. I, p. 248 sqq.).

5. Newman à sa sœur Jemina, 20 mars 1833 (*Letters and Correspondence*, vol. I, p. 377).

franchi, sans être ébranlée, la crise du dernier demi-siècle. Elle était, à son tour, menacée par les progrès du mal continental. Mais peut-être, pensait Newman, était-il temps encore de réagir. Son orgueil d'Anglais se plaisait à le croire ¹.

Les jeunes gens, « résidant à Oxford », qui publièrent les *Tracts for the Times* à la fin de 1833, n'étaient donc pas encore à cette date, comme on est d'abord porté à le croire, les amis plus ou moins conscients des institutions romaines. Quant aux sept mille clercs, aux deux cent cinquante mille laïques qui signèrent les adresses à l'archevêque de Canterbury, ils ne se considéraient pas nécessairement comme solidaires des principes formulés dans les *Tracts*. La grande majorité ne les avait sans doute pas lus; s'il en était qui, les ayant lus, se défiaient de cette philosophie, ils ne jugeaient pas à propos de rompre avec de jeunes excentriques, dont il leur paraissait utile d'accepter l'alliance pour lutter contre le péril commun. Il y eut à cette époque, dans l'Église, tout un mouvement d'opinion favorable aux tendances du *High Church*, au développement du caractère rituel et liturgique du culte anglican, qui ne s'embarassa pas des subtilités théologiques de l'école d'Oxford ². Il y eut en outre fraternisation croissante entre les deux partis de la Haute et de la Basse Église, qui se crurent menacés, l'un et l'autre, par la coalition des catholiques et des incrédules ³. Dans l'Église d'Irlande, la première atta-

1. A sa mère, 28 février 1833 : I begin to hope that England after all is to be the 'Land of the Saints' in this dark hour and her Church the salt of the earth (*Letters and Correspondence*, vol. I, p. 310).

2. Newman au Rev. R. H. Froude, 7 novembre 1833 : The tracts are spreading and the Evangelicals join us, but deprecate them (*Letters and Correspondence*, vol. I, p. 419.)

3. Pusey au Rev. R. W. Jelf, 16 février 1834 : A strong expression of love for the Church has been called forth by the violence of her enemies, a great union of parties among the clergy; members have withdrawn from the religious societies in which they used to act with Dissenters; and now that the Branch for Foreign Bibles is being formed within the Christian Knowledge Society, y trust that the occasion of confounding Churchmen with Dissenters and disuniting the Church will be removed (H. P. Liddon, *Life of E. B. Pusey*, vol. I, pp. 285-6). — Cf. la lettre d'un ministre unitarien, Robert Aspland, 17 mars 1834 (*Memoirs*, p. 535) : We have contrived, by our violence and folly, to force into union the hostile parties within the Church, and to strengthen the Conservative Party. — *Westm. Rev.*, janvier 1836, art. iv. *The Fulges in England*, (vol. XXIV, p. 79) : The Orangeman was now a Saint; the clergyman was now an Evangelical... Then did the pious Peeress nominate her moral agent. Then did holiness divide with hyson the attractions of the tea table. Then did the prayer meeting grow into fashion, and the sale of polyglots become a distinct commercial speculation. Then did the clergyman appear in the Sunday School, and the visage of the Tory lawyer show itself where the missionaries were gathered together. — Rev. R. Vaughan, *Thoughts on... Religious Parties*, 1838, p. 87 : The Evangelical Clergy of the present day, while holding the same theological opinions with their devout predecessors who were expelled from the pulpits of the Establishment in 1662, are characterized by a singular absence of sympathy with those conscientious and holy men in their objections to many things in the discipline and worship of the Established Church, and in their ardent attach-

quée, le parti de la Basse Église était prédominant : on ignorait, de l'autre côté du canal de Saint-Georges, le préjugé de l'« église » contre la « chapelle ». En 1832 les associations orangistes se réorganisèrent, sur le modèle des sociétés secrètes irlandaises; et ce fut une vaste franc-maçonnerie, association tout à la fois ultra-tory et ultra-protestante, qui, sous la présidence du duc de Cumberland, frère du roi, couvrit le Royaume-Uni de ses « loges », pénétra jusque dans l'armée¹. Les promoteurs du *Factory Bill* de 1833, Oastler, Sadler, lord Ashley, sont trois évangéliques et trois tories.

C'est en cette année critique, quelques mois après le vote du *Reform Bill*, que l'on peut considérer l'évangélisme anglais comme atteignant enfin sa pleine maturité. Il est l'essence même de la prédication méthodiste : et les wesleyens, en haine des catholiques et des latitudinaires, se rapprochent de l'Église dont ils sont issus. Il est devenu prédominant dans les sectes hostiles à l'Église : et sa prédominance a cet effet inattendu de refroidir le zèle anti-anglican des latitudinaires et des libres-penseurs. Dans l'Église elle-même, les influences évangéliques sont de jour en jour plus marquées : on estime maintenant à deux ou trois mille le nombre des *clergymen* qui se considèrent comme formellement affiliés au parti². Les *clergymen* des paroisses rurales cessent d'être les grands chasseurs, les grands buveurs d'il y a quelques années : les évangéliques, par leur prédication et leur exemple, leur ont imposé un souci plus grand du décorum, un respect plus visible à l'égard de leur vocation ecclésiastique. C'est à l'influence évangélique qu'il faut attribuer, en dernière instance, le mouvement de réforme morale qui est entrepris vers ce moment, avec un plein succès, par Thomas Arnold et plusieurs autres, dans les grands *public schools* anglicans. Les évangéliques discréditent, dans l'aristocratie dirigeante, la pratique du duel³. Ils discréditent, dans les classes populaires, l'usage des boissons enivrantes : les premières sociétés de tempé-

ment to the principle of free government. — [J. Grant], *Travels in Town*, 1839, vol. II, p. 108, déplore la défiance que manifestent les évangéliques anglicans à l'égard des Dissidents : ils ont fondé la *Pastoral Aid Society* en opposition à la *City Mission*.

1. Sur les *Orange Lodges*, v. *H. of C.*, 23 février 1836 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LXXXI, pp. 779 sqq.); et *London and Westminster Review*, janvier-avril 1836, art. VIII. *Orange Conspiracy* (vol. III and XXV, pp. 181 sqq.).

2. Robert Vaughan, *Thoughts on the Past and Present State of Religious Parties in England*, 1838, pp. 86-7 : some thousands. — [J. Grant], *Travels in Town*, 1839, vol. II, p. 105 : I should suppose there could not have been one evangelical clergyman for fifteen or twenty of an opposite class (il y a vingt ans). Now, perhaps, the evangelical clergy may be in the proportion of one to five of those who are merely moral preachers... Il parle d'une manifestation collective faite par trois mille *clergymen* évangéliques.

3. Sur le déclin de l'institution du duel, voir le bon récit de Sp. Walpole, *Hist. of England*, vol. IV, pp. 433 sqq. : la disparition totale est un peu postérieure.

rance viennent de se fonder sur un modèle américain¹, et la Chambre des Communes nomme une commission parlementaire pour examiner s'il n'y aurait pas des mesures législatives à prendre contre l'alcoolisme². Les deux grandes lois humanitaires que le nouveau Parlement a votées pour l'émancipation des esclaves et pour la protection des enfants employés dans les manufactures, sont, comme nous avons vu, des victoires évangéliques autant et plus que radicales. Chaque année, Sir Andrew Agnew présente un bill pour imposer l'interdiction de tout travail dominical. Il est battu; mais le nombre de voix obtenu à la Chambre des Communes par le bill sabbatarien augmente chaque année; et, d'année en année, les mœurs, imprégnées de piétisme, tendent à rendre plus inutile l'imposition légale d'une règle à laquelle, spontanément, tout le monde se soumet³.

Les hommes de lettres n'aiment pas les évangéliques à cause de l'étroitesse de leur puritanisme; les hommes de science non plus, à cause de leur puérilité intellectuelle. Mais l'évangélisme est, au XIX^e siècle, le véritable ciment moral du peuple anglais. C'est l'influence évangélique qui a conféré à l'aristocratie britannique une sorte de dignité stoïque; qui a

1. Sur la formation de la *British and Foreign Temperance Society*, voir les documents cités dans le *British Magazine*, 1^{er} mars 1832 (vol. I, pp. 54 sqq.). Le *Gentleman's Magazine*, janvier 1836, p. 60, mentionne deux périodiques consacrés à la propagande anti-alcoolique, le *British and Foreign Temperance Advocate*, et le *British and Foreign Temperance Herald*.

2. *Abstract of Evidence before the Select Committee appointed by Parliament to enquire into the Extent, Causes, and Consequences of the Prevailing Vice of Intoxication, and to ascertain whether any legislative measures can be desired to prevent the further spread of great a National Evil*, 1835. — En citant cet ouvrage, il est curieux de voir l'*Eclectic Review*, organe du vieux Dissent, ne se décider (octobre 1835, art. II. *Claim of Temperance Societies*, vol. XIV, p. 283) qu'avec beaucoup d'hésitation en faveur de l'intervention législative en ces matières. — Le budget de 1834, quatre ans après le budget de 1830, porte la première marque d'une réaction de l'opinion : si le droit sur les spiritueux est encore abaissé, on relève les licences des débitants (*Ann. Reg.*, 1834, p. 291).

3. *H. of C.*, 3 juillet 1832 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIV, pp. 50 sqq.); 20 mars 1833 (*ibid.*, vol. XVI, pp. 898 sqq.); 16 mai 1833 (*ibid.*, vol. XVII, pp. 1325 sqq.); 9 juillet 1833 (*ibid.*, vol. XIX, pp. 384 sqq.); 11 mars 1834 (*ibid.*, vol. XXII, pp. 54 sqq.); 30 avril, 6, 7, 21 mai (*ibid.*, vol. XXIII, pp. 314, 587, 746, 1176); 26 juin, 2, 7 juillet 1834 (*ibid.*, vol. XXIV, pp. 850, 1094, 1286). — Le *Patriot*, organe du Dissent, 4 décembre 1833, signale trois sociétés qui se sont formées pour assurer la stricte observation du Sabbat : *Sunday Trading Suppression Society*, *Sabbath Protection Society*, *Sabbath Observance Society*. — Suivant Plumtre (*H. of C.*, 21 mars 1838; *Parl. Deb.*, vol. XLI, p. 1177), des pétitions portant 280 000 noms avaient été adressées en 1836 au Parlement. — C'est à cause de la résistance de Roebuck et de certains de ses amis radicaux à ce Sabbatarianisme qu'ils ne furent pas réélus aux élections générales de 1837 (Voir les discours de Roebuck, *H. of C.*, 17 et 19 mai 1837, sur la question de savoir si la circulation des chemins de fer devait être permise le dimanche; et 7 juin 1837, sur la question générale de l'observance du Sabbat (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVIII, pp. 856 sqq., 898 sqq.; 1229 sqq.). — Cf. *Greville Memoirs*, 23 mai 1834; et, pour l'histoire générale du bill de Sir Andrew Agnew, [J. Grant], *Random Recollections of the House of Commons*, 1836, pp. 372-3.

mis en garde les nouveaux riches contre l'ostentation du luxe et de la débauche; qui a placé, à la tête du prolétariat, une élite ouvrière éprise de vertu, capable de réserve. Telle est la force conservatrice qui vint rétablir en Angleterre l'équilibre momentanément rompu par l'explosion des forces révolutionnaires. Avant beaucoup de mois, il fallut constater l'échec de l'agitation organisée en faveur de la séparation de l'Église et de l'État.

VICTOIRE DE L'ÉGLISE. CHUTE DU MINISTÈRE WHIG

RECU
DU MOUVEMENT
SÉPARATISTE
EN ÉCOSSE
ET EN ANGLETERRE

En Écosse, où nous avons vu le mouvement séparatiste prendre naissance, il subit une brusque déviation. La réforme électorale de 1832 y avait été suivie, en 1833, d'une réforme des corporations municipales, qui cessèrent d'être des corporations fermées, se recrutant par cooptation, et furent élues par les *ten pound householders*, en d'autres termes par une foule de petites gens parmi lesquels les Dissidents et les membres des *Voluntary Church Associations* abondaient. Mais la constitution de l'Église presbytérienne d'Écosse voulait que le conseil municipal de chaque ville envoyât un représentant à l'« Assemblée Générale de l'Église d'Écosse ». Ces Dissidents, ces partisans de l'Église et de l'État, se trouvèrent donc brusquement responsables du gouvernement de l'Église que jusqu'alors ils attaquaient du dehors : l'histoire de l'Église d'Écosse se trouva de ce fait modifiée.

S'il y avait en Écosse des évangéliques qui demandaient le régime de la liberté des cultes afin de restaurer l'intégrité du dogme, compromise dans l'Église d'État par le régime du patronage laïque, il y avait à l'intérieur même de cette Église d'autres évangéliques — le docteur Thomson à Glasgow, le docteur Chalmers à Edimbourg — qui espéraient ramener cette Église elle-même à la pureté de son institution primitive¹. Ils se trouvèrent enfin en majorité à l'Assemblée de 1834. Ils avaient fondé, par voie de souscription, des chapelles pour faire concurrence aux Dissidents et subvenir aux besoins spirituels de la population toujours croissante des grandes villes : ils obtinrent de l'Assemblée Générale que les pasteurs de ces chapelles eussent le droit de siéger dans l'Assemblée, en même temps qu'une loi parlementaire, votée sous leur influence, protégeait expressément ces chapelles contre le droit de nomination auquel prétendait le

1. Rev. W. Hanna, *Memoirs of... Thomas Chalmers*, vol. III, pp. 341 sqq.

patron laïque de la paroisse sur le territoire de laquelle elles étaient bâties¹. Ils obtinrent en outre de l'Assemblée une décision plus importante. Pour la première fois, à la majorité de quarante-six membres, et sous réserve de l'approbation ultérieure de la majorité des *presbyteries*, elle donna, à la majorité des fidèles régulièrement inscrits dans chaque paroisse, un droit de veto sur la présentation du patron local². Ainsi devenait aiguë une querelle qui allait, pendant des années, agiter le presbytérianisme écossais. Mais on voit comment, d'une manière au moins temporaire, le terrain de la lutte était changé. Les mécontents demandaient non plus la séparation de l'Église et de l'État mais la réforme de l'Église, non plus la laïcisation de l'État mais la démocratisation de l'Église.

En Angleterre le recul fut plus sensible encore. Il apparut bientôt que l'agitation menée contre l'Église d'État, pour bruyante qu'elle fût, n'était guère dangereuse. Les Dissidents politiques, quelques radicaux réclamaient la séparation; pendant ce temps les boutiquiers de Londres demandaient l'abolition des *assessed taxes*, les ouvriers du Lancashire demandaient la journée de dix ou de huit heures : et ces revendications, par leur discordance même, affaiblissaient le mouvement. Les Dissidents furent au contraire déconcertés par la puissance de la contre-manifestation anglicane, dont Oxford avait donné le signal, et dont le succès étonnait ceux mêmes qui en étaient les promoteurs, si peu de temps après les émeutes de novembre 1831 et l'incendie du palais épiscopal de Bristol.

Les hommes d'ordre, à commencer par les ministres whigs, furent encouragés par ce succès dans leur volonté de ne pas ébranler l'*Establishment* : lord Grey reçut avec une froideur glaciale les délégués qui venaient lui présenter la pétition des partisans de la séparation³, et répondit à leurs demandes par un éloge de l'Église Établie. Au Parlement il s'était trouvé en 1833 un certain Faithfull, représentant radical du bourg de Brighton, pour introduire des résolutions révolutionnaires qui tendaient à déclarer inutile l'institution d'une Église d'État, et légitime l'affectation à des fins d'utilité nationale de la plus grande partie, sinon de la totalité, des revenus de l'Église. Cobbett l'avait appuyé; mais aucune voix n'était venue s'ajouter à ces deux voix isolées⁴. En 1834 il ne fut pas présenté de motion tendant à la séparation de l'Église et de l'État: Faithfull, s'il

1. 4 and 5 Will. IV, c. 41. — Rev. W. Hanna, *Memoirs of... Thomas Chalmers*, vol. III, pp. 446 sqq.

2. Rev. W. Hanna, *Memoirs of... Thomas Chalmers*, vol. III, pp. 360-1. — *Ann. Reg.*, 1834, p. 220. — *Quart. Rev.*, décembre 1840, art. VII. *Affairs of the Church of Scotland* (vol. LXVII, pp. 203 sqq.).

3. *Morning Chronicle*, 30 avril 1834.

4. *H. of C.*, 16 avril 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVII, pp. 178 sqq.).

avait voulu renouveler son expérience de l'année précédente, aurait-il eu l'appui de Cobbett? Car Cobbett revenait insensiblement à son toryisme originel. Démagogue né, ce serait mal le juger de dire qu'il épiait, pour s'y conformer, les mouvements d'humeur de la canaille : il est plus vrai de dire qu'il les éprouvait en même temps que la canaille. Il ne se souciait plus, maintenant, de crier : « Sus aux Évêques! », comme en 1831. Sans doute il aurait crié plus volontiers : « Sus aux Irlandais! » Une motion en faveur de la suppression du banc des évêques fut présentée, mais pour la forme seulement : elle n'obtint que cinquante-huit voix ¹.

ESSAIS LÉGISLATIFS
DIVERS
QUI AVORTENT

A défaut de la séparation de l'Église et de l'État, on pouvait entreprendre la réforme de l'Église. Un jour lord Brougham déposa inopinément deux projets de loi à cet effet ² : le premier portait sur les cumuls ecclésiastiques, le second sur l'absentéisme. Stérile manifestation : on n'entendit plus jamais parler des deux bills de lord Brougham. Le ministère pouvait tout au moins essayer de satisfaire aux revendications plus modestes, et d'un intérêt plus immédiat, que présentaient les Dissidents et les ennemis de l'Église. Il s'y essaya, mais sans succès.

Le ministère aborda la question des *church rates*. L'Angleterre payait chaque année en *church rates* 550 000 l. environ, sur lesquelles 250 000 l. étaient affectées à l'entretien des monuments du culte officiel. Le ministère fixa à 250 000 l. la somme qui serait annuellement allouée à l'Église. Mais elle ne serait d'ailleurs plus demandée aux contributions locales ; elle serait inscrite au budget national, et prélevée sur le produit de l'impôt foncier. Cette solution déplut à tous, aux Dissidents comme aux gens d'Église. Qu'importait aux Dissidents que la somme versée à l'Église fût une *tax*, et non un *rate*? Le bel avantage pour les contribuables! et voulait-on se moquer d'eux? Ce qu'ils réclamaient, c'était la suppression pure et simple, et totale, des *church rates*. Cette suppression, l'Irlande venait de l'obtenir; et déjà ils avaient découvert le moyen de l'obtenir en Angleterre, dans chaque paroisse, par la grève du *vestry*. Le compromis ministériel avorta. Lord Althorp, le 21 avril, recueillit deux cent cinquante-six

1. *H. of C.*, 13 mars 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXII, pp. 131 sqq.).

2. *H. of L.*, 16 mai 1834 (*Parl. Deb.*, vol. XXIII, pp. 1103 sqq.). — Les deux bills semblent avoir été introduits par Brougham d'une manière irrégulière : voir les débats qui s'engagèrent à ce sujet, *H. of L.*, 23 mai 1834; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIII, pp. 1103 sqq.; 1250 sqq.).

voix contre cent quarante pour son projet de résolution ¹. Après quoi, la discussion ne fut pas reprise.

Le ministère essaya de résoudre la question des dîmes. Elles coûtaient chaque année aux cultivateurs anglais plus de 4 000 000 l., sur lesquelles environ les quatre cinquièmes allaient à l'Église ². Charge d'autant plus intolérable que la dîme était proportionnelle au produit de la terre. Donc, plus le travail du cultivateur faisait rendre à la terre, plus il devait payer. Chaque année, il fallait débattre le prix de cette augmentation, entrer en conflit avec le clergé. Le 15 avril, lord Althorp proposa un autre système ³. D'une part, une nouvelle méthode pour l'évaluation de la dîme. Dans chaque comté serait estimé le rapport moyen entre le montant de la dîme et le montant du fermage : on se fonderait sur le chiffre ainsi obtenu pour fixer la somme due au clergé, qui varierait, en conséquence, avec le fermage, non avec le produit annuel de la terre. D'autre part, permission donnée au *tithe payer* de racheter sa dîme, selon un plan facile et équitable, s'il en acquittait, en une fois, vingt-cinq fois le montant. La Chambre des Communes, sans distinction de partis, approuva le principe du bill. Mais Sir Robert Peel souleva certaines objections de détail, qui portèrent. Pour cette session la réforme n'aboutit pas.

Les Dissidents se plaignaient que la cérémonie du mariage fût monopolisée par l'Église Établie, et que tous — à l'exception des *quakers* et des Juifs, pour qui la loi avait pris des dispositions spéciales — fussent tenus de faire consacrer leurs unions par des prêtres anglicans. Les unitariens étaient particulièrement pressants ; car la loi du mariage les obligeait à se parjurer en faisant acte d'adhésion au dogme de la Trinité. Et c'est pour cette raison même qu'ils manifestaient tant d'humeur à l'égard de l'agitation nouvellement organisée par les congrégationalistes pour obtenir la séparation de l'État et de l'Église : c'était compromettre par une demande excessive le succès de la réforme définie à laquelle ils attachaient tant de prix. Lord Holland se fit leur avocat auprès des ministres, qui consentirent à les satisfaire ⁴. Mais le bill introduit à cet effet par lord John Russell exigeait encore la publication des bans à l'église paroissiale ⁵ : il se heurta à l'intransigeance des Dissidents. Le 28 février, Sir John Campbell, promu *Attorney General*, était soumis à réélection dans le bourg de Dudley. Il fut battu : et les Dissidents affirmèrent que c'étaient

1. *H. of C.*, 21 avril 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXII, pp. 1012 sqq.).

2. A. L. Lowell. *The Government of England*, vol. II, p. 375.

3. *H. of C.*, 15 avril 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXII, pp. 818 sqq.).

4. R. Brook Aspland, *Memoirs of... the Rev. Robert Aspland*, pp. 534, 535.

5. *H. of C.*, 25 février 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXI, pp. 776 sqq.).

eux qui avaient refusé à Sir John Campbell l'appoint de leurs voix, afin de donner une leçon au parti whig. Le bill fut retiré.

Les Dissidents demandaient encore que le Parlement anglais, persévérant dans la voie où il était entré lorsqu'il avait aboli les *Test Acts* et émancipé les catholiques, leur accordât le droit, qui leur était encore refusé, de briguer des grades universitaires en Angleterre. Ayant échoué dans sa tentative pour leur donner satisfaction sur la question du mariage, le ministère aborda ce nouveau problème. Il y avait deux manières de le résoudre.

La première était de fonder, en face des deux Universités anglicanes d'Oxford et de Cambridge, une Université nouvelle, qui serait autorisée légalement à conférer des grades et ouverte aux étudiants de toutes confessions. L'Université libre dont nous avons raconté la fondation à Londres dix ans plus tôt demandait à cet effet, par voie de pétition, une charte d'incorporation; et les ministres auraient peut-être accueilli cette demande avec faveur. Mais comment braver devant le Parlement l'opposition des Universités d'Oxford et de Cambridge qui soulevaient des objections juridiques? La question fut renvoyée pour examen au conseil privé : autant dire qu'elle y fut enterrée ¹.

La seconde solution, celle qui était le mieux faite pour contenter l'impatience des Dissidents, c'était de leur conférer, par une décision législative, le droit d'obtenir des grades dans les vieilles Universités. A la fin de mars, une pétition de soixante-trois membres de l'université de Cambridge fut présentée à la Chambre des Communes par Spring Rice ², à la Chambre des Lords par lord Grey lui-même ³; et un membre de la Chambre des Communes déposa un bill auquel le ministère donna son appui unanime. Mais la discussion fut ardente.

On nia que le Parlement eût le droit de prendre une pareille décision. Les collèges étaient des corporations; les fondations qui jadis avaient été faites en leur faveur, une loi ne pouvait en modifier les termes. On alla jusqu'à prétendre que la cause de l'union de l'Église et de l'État se trouvait mise en jeu par cette réforme. Les collèges d'Oxford et de Cambridge étaient l'expression même de cette union sous son aspect spirituel. Ils étaient destinés à former tout à la fois l'aristocratie gouvernante et le clergé d'une nation chrétienne. Ils devaient rester enveloppés d'une atmosphère anglicane. Sir Robert Peel, disposé par ailleurs à pratiquer

1. *H. of C.*, 27 février 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXI, pp. 875-6). — *Quart. Rev.*, juin 1834, art. xi. *Revolutions of 1688 and 1831* (vol. LI, p. 516). — *Greville Memoirs*, 25 avril, 11 mai 1834.

2. *H. of C.*, 24 mars 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXII, pp. 569 sqq.).

3. *H. of L.*, 21 mars 1834 (*Parl. Deb.* 3rd ser., vol. XXII, pp. 497 sqq.).

une politique de concessions modérées aux revendications nonconformistes, prononça sur cette question un discours chaudement favorable aux prétentions cléricales ¹. Le bill, voté à une grosse majorité par les Communes, fut rejeté par les Lords en première lecture, comme tout le monde s'y attendait, après avoir été mollement défendu par le premier ministre et le lord chancelier ².

LA QUESTION
D'IRLANDE
EN 1834.
DISLOCATION
DU MINISTÈRE

Toutes ces tentatives, précipitées, incohérentes, pour donner satisfaction aux vœux des nonconformistes témoignaient de la nervosité ministérielle. Les ministres savaient que, dans les circonscriptions, leurs candidats avaient besoin, pour se faire élire, de l'appoint fourni

par les Dissidents. Ils savaient d'autre part que les « Dissidents politiques », assez forts pour leur imposer partout leur alliance, ne l'étaient pas assez pour rallier à leurs vues la majorité de la nation. D'où l'inévitable gaucherie de leur politique. Il ne faut pas croire d'ailleurs que les débats auxquels nous venons de faire allusion aient longtemps retenu l'attention du Parlement : seule, la question de l'admission des non-anglicans dans les Universités souleva des débats un peu approfondis. La question d'Irlande, comme en 1833, restait au premier plan. O'Connell voulait qu'il en fût ainsi, les ministres devaient subir sa volonté, et il ne déplaisait pas à l'Opposition conservatrice que les whigs offrissent le spectacle de cette servitude. A chaque instant, quelque scandale irlandais provoquait une révélation désastreuse suivie d'un démenti maladroit : venaient alors les tapages parlementaires, les rappels à l'ordre du *Speaker*, les échanges de témoins. C'est ainsi que les Anglais étaient récompensés d'avoir émancipé les catholiques et réformé l'électorat : leur régime politique était ravalé au niveau de la démagogie irlandaise.

O'Connell souleva la question de l'abrogation de l'Acte d'Union entre l'Angleterre et l'Irlande, d'abord pendant la discussion de l'adresse — car les ministres avaient jugé bon d'introduire dans le discours du trône une condamnation formelle de cette abrogation — puis sous forme d'une motion dont il prit, deux mois plus tard, l'initiative. Il parla cinq heures de suite ³. Mais O'Connell, politicien retors, ne songeait nullement à retirer un résultat pratique de cette manifestation oratoire. Il voulait seu-

1. *H. of C.*, 20 juin 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIV, pp. 697 sqq.).

2. *H. of L.*, 1^{er} août 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXV, pp. 840 sqq., 861 sqq.).

3. *H. of C.*, 22 avril 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXII, pp. 1092 sqq.).

lement, en exaspérant le public anglais, exercer sur celui-ci une action d'intimidation.

Plus urgente était la question des dîmes, qui vint, dès le 20 février, devant le Parlement. On ne pouvait guère l'éluder depuis que, s'interposant entre les clercs et les fermiers, l'État, par une loi votée en 1832¹, s'était institué grand percepteur des dîmes en Irlande pour le compte de l'Église. Il venait encore en 1833 d'émettre des Bons de l'Échiquier jusqu'à concurrence de 1 000 000 l., en vue d'avancer à tous ceux à qui des dîmes étaient dues en Irlande, pour les trois années 1831, 1832 et 1833, les sommes qui leur revenaient². Ou bien donc le gouvernement rentrerait dans ses avances, ou bien le contribuable anglais se trouverait soumis à l'obligation perpétuelle de verser au clergé irlandais les sommes que les paysans refusaient de leur payer. Littleton, en 1834, pour régler définitivement la question, introduisit un bill directement inspiré d'un bill antérieurement introduit par Stanley en 1832³. Il est inutile d'entrer dans le détail de ce projet de loi qui devait n'être pas adopté. Disons seulement qu'il proposait de transformer la dîme en un impôt foncier, payé par le propriétaire et non plus par l'exploitant, que faculté était donnée au propriétaire d'en racheter le montant, et que le produit de cet impôt foncier devait être ensuite distribué par les commissaires ecclésiastiques entre les membres du clergé irlandais, sans la moindre défalcation.

Une fois de plus le ministère se refusait implicitement à admettre que le clergé de l'Église d'Irlande fût trop payé, et que l'État eût le droit de prélever une portion de ses revenus pour l'affecter à des fins d'intérêt général. Aux protestations véhémentes d'O'Connell et de Sheil, Stanley, le 6 mai, répondit, avec sa brutalité coutumière, par une fin catégorique de non recevoir. Alors lord John Russell se considéra comme relevé de la consigne qu'il observait scrupuleusement depuis un an, libre de parler enfin. Il déclara « que les revenus de l'Église d'Irlande étaient plus grands qu'il n'était nécessaire pour l'instruction religieuse et morale des personnes appartenant à cette Église et pour la stabilité de l'Église elle-même⁴ ». Il prévint que cette déclaration allait le brouiller avec des hommes pour lesquels il avait beaucoup d'amitié et de considération; mais il avait, envers l'Irlande, un devoir sacré à remplir.

Ainsi tous les efforts tentés depuis un an pour maintenir l'unité du

1. *H. of C.*, 12 juin 1833 : discours de lord Althorp (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, p. 659). — 3 and 4 Will. IV, c. 100.

2. *H. of C.*, 20 février 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXI, pp. 572).

3. 2 and 3 Will. IV, c. 119. — Cf. *H. of C.*, 5 juillet 1832 : discours de Stanley (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XIV, pp. 95 sqq.).

4. *H. of C.*, 6 mai 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIII, p. 666).

cabinet avaient été vains. La cassure était faite. Alors les radicaux anglais entrèrent en campagne. Henry George Ward annonça son intention de proposer aux Communes le vote d'une résolution affirmant la nécessité de réduire les biens temporels de l'Église d'Irlande : il agissait, prétendit-on, à l'instigation de lord Durham, qui s'était retiré du ministère depuis un an, et semblait aspirer à jouer, contre le ministère, le rôle d'un tribun populaire. Le 27, les débats s'ouvrirent par un grand discours de Ward qui fut appuyé par Grote; mais, avant d'avoir pu leur répondre, lord Althorp, en pleine séance, reçut de lord Grey l'avis que quatre ministres, Stanley, Graham, lord Ripon et le duc de Richmond, étaient démissionnaires. Il demanda l'ajournement de la discussion, qui fut tout de suite accordé.

Sir Robert Peel triomphait. Depuis 1832, il était brouillé avec Wellington¹ : leurs relations n'avaient jamais été plus mauvaises qu'au cours du dernier hiver. Car Wellington s'était laissé élire au poste de chancelier de l'Université d'Oxford, que beaucoup d'amis de Peel désiraient voir conférer à celui-ci; et Peel avait été fort affecté de ne l'avoir pas obtenu². Maintenant Wellington se rapprochait de lui; il promettait, si le roi invitait le parti conservateur à reprendre le pouvoir, de se tenir au second rang et de servir sous les ordres de Sir Robert Peel³. Le lendemain du jour où Stanley et Graham donnèrent leur démission, le roi Guillaume, recevant à l'occasion de son anniversaire une délégation du clergé irlandais, fit une déclaration d'attachement à l'Église, de guerre aux ennemis de l'Église, avec la volubilité et la prolixité qui lui étaient propres⁴; et Sir Robert Peel, et tous ceux qui pensaient comme lui, purent considérer comme symptomatique l'indulgence avec laquelle ce discours était accueilli par l'opinion. En somme, il arrivait ce que, depuis deux ans, il souhaitait et prédisait. Sur cette question de l'Irlande et de l'Église, le ministère cédait à la pression radicale; et, dans la mesure où il y cédait, les éléments modérés du parti whig refluait vers le parti tory rajeuni dont Sir Robert Peel avait pris la direction. Visiblement, la chute du ministère était prochaine.

Pour l'instant, il réussit à se reconstituer; et ce ne furent pas des libéraux avancés qui vinrent remplir les places vides. Car il fallait ménager lord Lansdowne, qui semble avoir un instant donné sa démission⁵, et

1. Note by sir Robert Peel, 10 mai 1834 (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, pp. 236 sqq.).

2. C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, pp. 227 sqq.). — *Greville Memoirs*, 15 juin 1834.

3. Arbutnot à Sir Robert Peel, 12 mai 1834 (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, pp. 240 sqq.).

4. *Ann. Reg.*, 1834, pp. 43 sqq.

5. Sir D. Le Marchant, *Memoir of Viscount Althorp*, pp. 488-9. — *Le Times*,

ord Grey lui-même, las du pouvoir. Lord Durham fut tenu à l'écart, et quatre whigs furent choisis. Lord Conyngham devint *Postmaster General* à la place du duc de Richmond; lord Auckland, à la place de Graham, premier lord de l'Amirauté; lord Carlisle, au lieu de lord Ripon, eut le Sceau Privé; et Spring Rice remplaça Stanley aux colonies. Trois lords, un seul membre de la Chambre des Communes : on redoutait, pour les nouveaux ministres, l'épreuve des élections partielles. Spring Rice d'ailleurs, qui se trouvait seul en cause, la subit victorieusement : il fut élu à Cambridge, par l'appui des Dissidents, à une majorité de quelques voix. Devant le Parlement, le ministère réussit à faire prévaloir un expédient que lord Brougham avait imaginé¹, et par lequel il avait espéré conjurer la retraite de Stanley et de Graham : la nomination d'une commission d'enquête pour élucider si vraiment les revenus de l'Église d'Irlande excédaient ses besoins². La motion Ward se trouvait ainsi écartée par une sorte de question préalable. En même temps, le ministère fit subir au *Tithes Bill* une série d'amendements très compliqués, qui constituaient autant de concessions aux exigences radicales et irlandaises, et furent âprement combattues par Stanley³. Mais, pendant que sur cette question les débats se poursuivaient animés et confus, l'existence du ministère se trouva mise en question par un nouvel incident. S'il ne s'agissait pas cette fois de l'Église, il s'agissait toujours de l'Irlande.

Le *Coercion Bill* n'avait été voté que pour un an : le 1^{er} août il expirait. Il avait indubitablement réussi; les statistiques constataient une décroissance rapide de la criminalité irlandaise partout où il avait été appliqué. Le ministère décida d'en maintenir les dispositions tout en les atténuant : les articles qui instituaient des conseils de guerre pour juger les crimes irlandais furent supprimés. Mais, deux jours après que lord Grey, le 1^{er} juillet, eut expliqué l'économie du nouveau *Coercion Bill* dont il demandait l'approbation à la Chambre des Lords, O'Connell intervint à la Chambre des Communes par des révélations qui jetèrent le désordre dans les rangs ministériels. Il apparut que la fraction avancée du cabinet, mécontente de l'esprit dans lequel avait été fait le remaniement ministériel, avait noué une intrigue directe avec O'Connell, derrière le dos de lord Grey. Brougham en avait conçu l'idée; lord Althorp avait autorisé les négociations; Littleton, le secrétaire pour l'Irlande, les avait

2 juin 1834, note que « lord Auckland and Mr. Spring Rice are supposed to be mere echoes of Lord Lansdowne's sentiments ».

1. Lord John Russell, *Recollections and Suggestions*, p. 122.

2. *H. of C.*, 2 juin 1834 : discours de lord Althorp (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIV, pp. 11 sqq.).

3. *H. of C.*, 4 juillet 1834 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIV, pp. 1146 sqq.).

menées personnellement ; lord Wellesley, le vice-roi d'Irlande, en avait approuvé les termes. Littleton avait promis à O'Connell qu'il ne demanderait pas le renouvellement du *Coercion Bill*, qu'en tous cas il ne demanderait pas le renouvellement de l'article qui interdisait les réunions publiques. O'Connell avait en conséquence contremandé un vaste mouvement d'agitation politique dont il venait de donner le signal en Irlande et en Grande-Bretagne. Il se considérait maintenant comme trahi.

LORD MELBOURNE
PREMIER MINISTRE
(JUILLET-NOVEMBRE
1834)

Le 7 juillet, lord Althorp donna sa démission : il ne se sentait pas, après les révélations qui venaient d'être faites, l'autorité nécessaire pour défendre le *Coercion Bill* devant les Communes.

Le 8, lord Grey démissionna à son tour : sans l'assistance de lord Althorp à la Chambre Basse, il ne se souciait pas de supporter la responsabilité du pouvoir. Le 9, les deux démissions furent rendues publiques, et le ministère n'eut plus de *leader* ni à la Chambre des Lords ni à la Chambre des Communes. Avait-il cessé d'être ? Pas encore. Le roi fit appel au ministre de l'intérieur, lord Melbourne, le plus sceptique, le plus conservateur de tous les membres du cabinet, et qui n'avait pas accepté sans malaise, deux ans plus tôt, le vote même du *Reform Bill*. Il lui demanda de faire l'essai d'un ministère de coalition, avec la collaboration de Wellington, de Peel et de Stanley. Lord Melbourne expliqua l'impossibilité de la chose : Wellington, Peel et Stanley ne pouvaient entrer dans le ministère sans répudier tous les principes au nom desquels ils le combattaient depuis un mois¹. Lord Melbourne s'efforçait cependant de vaincre les résistances de lord Althorp, qui aspirait à la retraite. Il n'y réussit pas tout de suite, et le bruit courut un instant que lord Melbourne allait se retirer, que le roi appelait Wellington et Peel. Finalement, lord Althorp se laissa persuader ; le ministère resta en place, sous la présidence de lord Melbourne². Lord Grey, seul, avait disparu.

Lord Melbourne liquida le travail de la session parlementaire. Le *Coercion Bill*, atténué selon le désir d'O'Connell, fut voté par la Chambre des Communes, accepté par la Chambre des Lords. Le *Tithe Bill*, déjà profondément modifié en mai et en juin, fut remanié une fois de plus pour satisfaire à ses exigences : il fut d'ailleurs rejeté par les Lords. La discussion

1. *Lord Melbourne's Papers*, pp. 203-4. — Le récit de Greville, 17 juillet, est inexact.

2. Lord Melbourne prit le Trésor et céda l'intérieur à lord Duncannon, qui fut promu à la pairie (anglaise) « in consequence — explique l'*Annal Register*, 1834, p. 124 — of a rule that not more than two of the principal secretaries of state should be in the House of Commons ».

du *Poor Law Amendment Bill* fut achevée. La conspiration qui avait été ourdie en juin pouvait donc, au moment où le Parlement entra en vacances, être considérée comme ayant réussi. Après Stanley et ses amis, lord Grey avait été éliminé; et Brougham et lord Althorp, Littleton et lord Wellesley étaient toujours à leurs postes. Mais les conspirateurs avaient procédé avec tant de maladresse, de mésentente, d'indécision que l'on ne pouvait guère leur faire honneur de leur victoire. Le véritable vainqueur de la crise, c'était O'Connell.

Rentrant en Irlande aussitôt après que le Parlement eut cessé de tenir ses séances, O'Connell prit de nouveau l'attitude d'un irréconciliable. Il préconisa une alliance des catholiques irlandais et des radicaux anglais pour substituer à la Chambre des Lords une Chambre Haute élective. Il conseilla aux paysans irlandais, lorsqu'au mois de novembre la perception des dîmes redeviendrait légale, d'opposer la résistance passive aux exigences du clergé. Ce qui ne l'empêchait pas, continuant à mener de front sa double action politicienne et révolutionnaire, d'écrire à un ministre pour demander des changements favorables au parti catholique dans le haut personnel administratif d'Irlande¹. Lord John Russell, dans le cabinet, préconisa dès lors l'adoption d'une politique hardie. Il fallait réunir le Parlement d'urgence, avant cette échéance de novembre qu'O'Connell avait fixée pour l'organisation de la résistance passive. Il fallait demander au Parlement le vote d'un *Tithe Bill*, qui rembourserait le Trésor, sur les biens de l'Église, de toutes ses avances aux *tithe owners*. Il fallait demander au Parlement de poursuivre la réforme de l'Église d'Irlande par la suppression pure et simple de tous les bénéfices là où le nombre des fidèles était inférieur au dixième de la population². Lord Melbourne, aussi hostile que le roi au projet de lord John Russell, était d'accord sur ce point avec la majorité de son cabinet, et sans doute aussi, bien que la chose fût plus incertaine, avec la majorité de son parti. Ne pourrait-il cependant se trouver un jour acculé à la nécessité d'adopter cette politique? Il commença à appeler de ses vœux une crise qui rejetterait, au moins temporairement, sur le parti adverse, les responsabilités du pouvoir.

Providentiellement, il se produisit un incident pour tirer lord Melbourne d'embarras. Lord Spencer mourut. Son fils, lord Althorp, en héritant de son titre, passait à la Chambre Haute³. Son poste de chancelier de l'échi-

1. O'Connell à lord Duncannon, 2, 6 septembre 1834 (*Correspondence of O'Connell*, vol. I, pp. 473, 477). — Sp. Walpole, *The Life of lord John Russell*, vol. I, pp. 206-7.

2. Lord John Russell à lord Melbourne, 22 septembre 1834 (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 46-7).

3. Cette mort, avec sa conséquence immédiate, semble avoir été depuis longtemps

quier et de *leader* de la Chambre des Communes devenait vacant. Mettrait-on à sa place un homme politique de second plan, Spring Rice, Abercromby? Ce serait discréditer le parti par un choix vraiment trop dépourvu d'éclat. Le choix de lord John Russell paraissait au contraire s'imposer. Il portait un grand nom, fameux dans l'histoire du whiggisme. Il jouait depuis quatre ans, aux côtés de lord Althorp, le rôle d'un *leader* en second. Mais nous avons vu quelle attitude il avait prise depuis six mois, et quelles étaient depuis un mois ses exigences. Il poserait ses conditions certainement. Peut-être lord Lansdowne et Spring Rice ne les accepteraient pas, feraient sécession comme Stanley en mai, comme lord Grey en juillet. On se trouverait alors, pour la troisième fois, en face de la difficulté qu'on avait esquivée deux fois. Comment remanier le ministère whig sans une infusion d'éléments radicaux?

Le roi ne voulait pas radicaliser le ministère. Lord Melbourne ne le désirait pas davantage. Il lui suffit, pour en venir à ses fins, d'exposer au roi la situation telle que nous venons de la résumer. Il se déclara prêt, dans ces conditions délicates, à conserver le pouvoir. Mais il demanda instamment (*earnestly*) que nulle considération personnelle à son égard ne retînt Sa Majesté de prendre tel autre avis qu'elle jugerait convenable. Le roi l'appela en consultation à Brighton, et, tout bien pesé, crut qu'il n'agirait pas honorablement (*fairly*) à l'égard de Melbourne s'il lui demandait de conserver un poste « aussi précaire ». Il décida de faire appel à Wellington; et Melbourne, qui rentrait à Londres en voiture, se chargea de porter à Apsley House la lettre qui invitait Wellington à venir prendre les ordres de son souverain ¹.

Melbourne désirait se retirer. Il ne pouvait se retirer. Il réussit à se faire congédier. Mais pour le grand public, qui fut pris au dépourvu, le renvoi

attendue avec impatience par le parti protestant. Voir la lettre de lord Kenyon, du 13 août 1833, citée par Hume, *H. of C.*, 23 février 1836 : « I am glad to hear that several persons of judgment think we might have a Government with which the House of Commons would act. If so, it is a pity the Hero of Waterloo and others would not act as to have obtained such a Ministry during the existing session. When Parliament is prorogued, it is well known nothing can be done, unless some death of importance occurs » (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXI, p. 800).

1. *Lord Melbourne's Papers*, pp. 219 sqq. — *Memoirs of baron Stockmar*, vol. I. pp. 307 sqq. (note de lord Palmerston). — Raikes, dans son journal, à la date du 8 février 1836, force un peu la vérité, mais n'en donne pas moins une idée en somme exacte de l'attitude de lord Melbourne. — Voir dans le même sens *Quart. Rev.*, novembre 1834, Postscript (vol. LII, pp. 570-1), et *Greville Memoirs*, 1^{er} décembre 1834. — L'article du *Quarterly Review* fut reproduit dans le *Times* du 27 novembre, et vivement discuté par le *Morning Chronicle* (28 novembre, 1^{er} décembre) : cependant on ne peut considérer comme convaincants ni les articles du *Morning Chronicle* ni le démenti de lord Melbourne (discours de Derby, 1^{er} décembre : voir *Times*, 5 décembre; *Morning Chronicle*, 6 décembre 1834).

de lord Melbourne apparut comme un coup d'État monarchique. On y vit le caprice d'un despote; on soupçonna l'influence de la reine. Seulement, plus l'opinion s'égarait sur le véritable caractère de la crise, et plus le flegme avec lequel elle accueillit ce prétendu acte de despotisme était caractéristique. Melbourne, qui d'abord ne fut pas sans inquiétude sur les conséquences de son intrigue, se rassura bien vite, et rassura lord Grey, son confident : « Il semble que tout doive se passer tranquillement, comme certes je le désire. Les tentatives faites pour allumer un incendie à Londres semblent tout à fait négligeables; elles partent des couches les plus basses de la population ¹ ». La presse, presque unanime deux ans plus tôt à soutenir le ministère libéral, changeait partiellement d'attitude : le *Times*, qui depuis de longs mois déjà s'était séparé du ministère sur la question de la Loi des Pauvres, fit défection avec éclat ².

SIR ROBERT PEEL
PREMIER MINISTRE.
ÉLECTIONS
GÉNÉRALES

Lord Wellington s'installa au pouvoir. Il prit même l'initiative d'accepter, en attendant la constitution définitive du cabinet, l'intérim de tous les ministères. Les organes libéraux crièrent à la dictature. Mais tout de suite Wellington expliqua au roi qu'il déclinait pour lui-même le titre de premier ministre. C'est à la Chambre des Communes que le cabinet aurait à livrer ses batailles, il fallait que le premier ministre fût un membre de la Chambre des Communes, et Wellington demandait au roi de s'adresser à Sir Robert Peel. Celui-ci, qui voyageait en Italie, fut rappelé en hâte, et accepta tout de suite de former un cabinet. Il commença par éprouver une déception : Stanley et Graham refusèrent d'entrer dans la combinaison. Il n'en persévéra pas moins dans sa tâche, et constitua en quelques jours son ministère. Peel fut chancelier de l'échiquier; lord Lyndhurst, lord chancelier; Wellington eut les affaires extérieures, Goulburn l'intérieur, lord Aberdeen les colonies, Baring le *Board of Trade*, Herries la guerre. Sir Edward Knatchbull fut admis dans le cabinet : c'était une avance aux ultra-tories. Ministère peu éclatant : le ministère whig, sur ses derniers jours, l'avait-il été davantage? Ministère moins aristocratique que ne l'avait été le ministère du *Reform Bill* quand il se constitua à la fin de 1830 : lord John Russell se divertit de voir « Sa Grâce le duc de Wellington prendre place au conseil entre deux directeurs de banque ³ ».

1. Lord Melbourne à lord Grey, 19 novembre 1834 (*Melbourne Papers*, p. 228).

2. Sur les négociations engagées entre le ministère et le *Times*, par l'intermédiaire de Greville et de lord Lyndhurst, v. *Greville Memoirs*, 17, 19, 23 novembre : 2, 5 décembre 1834.

3. Discours de Totnes, 2 décembre 1834 (*Times*, 8 décembre 1834).

Il ne pouvait être question pour le ministère d'affronter la Chambre des Communes élue en 1832. Le Parlement fut dissous; et Peel, adoptant, pour faire connaître sa politique, une méthode qui parut aux contemporains presque révolutionnaire¹, rédigea, de concert avec ses collègues, une adresse à ses électeurs, dont les grands journaux de Londres eurent communication. De ce document fameux — le *Tamworth Manifesto*² — tout esprit réactionnaire était absent. Peel se défendait de vouloir toucher au *Reform Act*, qu'il considérait comme ayant réglé d'une façon « définitive et irrévocable » une grande question constitutionnelle. S'il ne voulait pas que le peuple anglais fût condamné à vivre « dans le tourbillon d'une perpétuelle agitation », il était loin — tout son passé en témoignait — d'être hostile à la cause des réformes. Il reconnaissait que la réforme de l'électorat parlementaire devait être achevée par une réforme des corporations municipales: la commission nommée à ce sujet par le dernier gouvernement poursuivrait son enquête. Il abordait enfin, et traitait longuement, la question vitale de l'Église.

Quinze jours avant l'apparition du manifeste de Tamworth, lord Melbourne avait pris violemment à partie les Dissidents; il les avait accusés d'affaiblir, en le divisant, le parti ministériel, et par l'hostilité dont ils faisaient preuve à l'égard de l'Église, de rejeter vers le parti conservateur les timides et les hésitants³. Rallier autour de l'Église menacée ces timides et ces hésitants, c'était la tactique dont les circonstances imposaient à Sir Robert Peel l'adoption; mais il annonçait dans son manifeste l'intention d'employer, pour sauver l'Église, cette même méthode prudemment réformatrice qui lui avait toujours été chère depuis qu'en 1822 il était rentré dans le ministère de lord Liverpool. Il rappelait aux

1. *Quart. Rev.*, avril 1835, art. x. *Sir Robert Peel's Address* : When before did a Prime Minister think it expedient to announce to the *People*, not only his acceptance of office, but the principles and even the details of the measures which he intended to produce, and to solicit — not from parliament but from the people — that they would so far maintain the prerogative of the king as to give the ministers of his choice not, indeed, an implicit confidence, but a fair trial? (vol. LIII, p. 265). — Sur les conditions dans lesquelles il fut élaboré, soumis à l'approbation des ministres réunis en conseil, communiqué au *Times*, au *Herald* et à la *Post*, sur l'énorme sensation produite, voir *Greville Memoirs*, 20 décembre 1834.

2. Voir le texte complet, *Ann. Reg.*, 1834, App. to Chron. p. 339.

3. Discours de Derby, 1^{er} décembre 1834 : ... The violent and abusive opinions which have been declared, and particularly the bitter hostility and ulterior designs against the Established Church, which have been openly avowed by several classes and bodies of Dissenters... These sentiments and this conduct occasioned great alarm in high and powerful quarters : they terrified the timid, they rallied men around the institutions which they conceived to be attacked; and they gave life and spirit and courage to our political adversaries, whom you will recollect, after all, form a very large and powerful party in this country — a party powerful in numbers, powerful in property, powerful in rank and station (*Morning Chronicle*, 6 décembre 1834).

Dissidents que, s'il repoussait l'idée de les admettre à obtenir des grades universitaires, il avait donné son appui aux mesures proposées par lord John Russell pour les dispenser de payer les *church rates* et de se plier à l'obligation d'un mariage anglican. Hostile à toute aliénation des biens de l'Église, tant en Irlande qu'en Angleterre — c'est toujours sur ce point que se concentrait la querelle des partis —, il n'était pas hostile à une meilleure distribution des revenus de l'Église, si l'influence légitime de l'Église devait être par là fortifiée. En Angleterre, il demandait une commutation des dîmes. Il se déclarait enfin prêt à envisager, selon le vœu du parti évangélique et dans l'intérêt de l'Église, la réforme des abus qui la défiguraient. Tout de suite et sans attendre la consultation électorale, il mit la question à l'étude par la nomination d'une commission royale d'enquête.

Les élections eurent lieu au mois de janvier : elles se passèrent dans un grand calme. Il y avait eu, aux élections de 1832, cent soixante élections contestées dans les bourgs d'Angleterre et d'Écosse; il y en eut cette fois seulement cent quarante-cinq. Il y avait eu soixante-sept élections contestées dans les comtés; il y en eut seulement quarante-sept. Si les conservateurs avaient escompté un triomphe, ils furent déçus : la majorité resta aux libéraux. Mais il est douteux que Sir Robert Peel ait été victime de cette illusion. Depuis le moment où Stanley lui avait refusé son concours, il avait compris qu'il livrait bataille dans de mauvaises conditions. Tel quel, et bien que le parti conservateur demeurât en minorité dans la nouvelle Chambre des Communes, le résultat des élections n'était pas pour lui déplaire.

D'abord la majorité libérale était très réduite. On estimait, avant la réunion du Parlement, que les conservateurs avaient gagné au moins cent sièges, que la majorité libérale se réduisait à une quarantaine, peut-être à une vingtaine de voix seulement. Quand le Parlement se réunit, il apparut que cette majorité était plus incertaine encore. Les libéraux furent trois cent seize contre trois cent six quand il s'agit d'élire un *Speaker*, trois cent neuf contre trois cent deux quand ils se comptèrent sur un amendement à l'adresse. Quelle différence avec 1833! Alors les conservateurs étaient presque étonnés de n'avoir pas été complètement anéantis; ils n'étaient qu'une obscure faction noyée dans la masse monstrueuse du parti ministériel. Mais les temps révolutionnaires étaient passés. De nouveau les élections se faisaient dans des conditions normales. Et c'étaient deux partis numériquement presque égaux qui s'affrontaient aux Communes.

Il convenait en second lieu d'examiner la composition de la nouvelle majorité ministérielle. Or, si les whigs avaient cédé un grand nombre de

sièges à leurs concurrents conservateurs, ils en avaient cédé un nombre sensiblement égal à leurs concurrents radicaux. Les radicaux — si l'on comprend sous cette rubrique les radicaux de Grande-Bretagne et le groupe d'O'Connell — doubleraient leurs effectifs : ils furent environ cent soixante dans le Parlement de 1835. Les élections de Londres firent à cet égard sensation. Non seulement pas un conservateur ne fut élu dans les circonscriptions de la capitale, mais presque tous les sièges furent conquis par les radicaux. D'où une difficulté sérieuse pour la politique de lord Melbourne.

Il avait provoqué la crise de novembre afin de rendre plus maniables ses alliés radicaux ; il pouvait redouter qu'ils revinssent en 1835 plus intraitables qu'ils n'avaient été en 1834. Ils allaient devenir, par le fait de l'affaiblissement de la majorité libérale et de leur propre accroissement numérique, l'appoint nécessaire de cette majorité ¹. Peel allait donc pouvoir, si seulement les ultra-tories consentaient à accepter sa discipline et renonçaient à toute alliance avec les révolutionnaires, poursuivre la politique qui, depuis deux ans, avait produit de si bons résultats. Ou bien les libéraux persisteraient à vouloir faire bloc avec les radicaux : alors, tôt ou tard, les modérés viendraient, par réaction, refluer vers le parti conservateur. Ou bien ils essaieraient eux-mêmes de réagir : mais ils ne pourraient le faire sans l'assistance de Sir Robert Peel. En quoi vraiment leur politique différerait-elle de la sienne ? Ils finiraient par se fondre dans ce grand parti réformateur et modéré que Peel rêvait d'organiser, contre les radicaux, sur les ruines des deux vieux partis.

A un autre point de vue, la composition de la nouvelle majorité libérale méritait examen. Lorsque les deux partis, au mois de février, se divisèrent

1. Voici deux estimations contemporaines sur la répartition des forces dans le part des *reformers*. Estimation de l'*Annual Register*, conservateur : 80 radicaux, anglais et irlandais ; 100 libéraux ; 152 whigs : total 332. — de Sir John Walsh, *Chapters of Contemporary History*, 1836, p. 184 : 170 radicaux (au lieu de 100 dans le Parlement de 1833) ; 180 ministériels. total : 350. Si ces estimations sont flottantes, c'est parce qu'il ne s'agit, entre whigs et libéraux, entre libéraux et radicaux, que de nuances. S'il arrive que nous parlions déjà des ministériels comme constituant en bloc le parti libéral, c'est par un anachronisme conscient et pour la commodité du langage. En fait les libéraux n'étaient encore à cette date que les ministériels trop avancés pour être classés comme whigs et pas assez pour l'être comme radicaux. Pris dans l'ensemble, les ministériels étaient désignés et se désignaient eux-mêmes sous la dénomination de *reformers*. On entendait par là, soit le parti de ceux qui, dans le passé, avaient fait la Réforme de 1832, soit le parti de ceux qui, dans l'avenir, préconisaient une politique de réformes. C'est encore la désignation officielle du parti aux élections générales de 1837 et de 1841, bien que, dans les articles de journaux, le vocable « libéral » gagne du terrain au détriment du vocable « reformer ». Celui-là ne supplanta définitivement celui-ci qu'aux élections de 1847.

sur le choix du *Speaker*, on constata que la majorité des membres anglais avait voté pour le candidat conservateur, le *Speaker* sortant, Sir Charles Manners Sutton. Les membres des comtés étaient en forte majorité conservateurs : ce jour-là ils furent quatre-vingt-huit contre cinquante-trois. Le prix des céréales baissait; et, spéculant sur le mécontentement des fermiers, lord Chandos avait réussi à organiser un parti agrarien de défense conservatrice dans les campagnes anglaises. Dans les bourgs, les libéraux gardaient bien la majorité : ils furent cent soixante et onze représentants des bourgs à voter pour Abercromby contre cent cinquante-neuf partisans de Manners Sutton. Mais, comme on voit, cette majorité était faible; et, dans les villes comme dans les campagnes, les conservateurs avaient remporté de nombreuses victoires. A Bristol, les deux élus étaient conservateurs; à Liverpool, un de leurs candidats passait en tête de liste; ils gagnaient des sièges à York, à Leeds, à Newcastle, à Exeter, à Hull, à Halifax. Ils avaient, en prévision des élections futures, sous la puissante impulsion que leur donnait de Londres le *Carlton Club*, fondé dans toutes les circonscriptions, tant urbaines que rurales, d'actives « associations conservatrices ¹ ». Ils avaient tiré parti de l'influence que donnait à la richesse la publicité du scrutin; ils avaient tiré parti de toutes les complications du nouveau régime pour exercer un contrôle sévère sur la confection annuelle, dans chaque circonscription, des listes électorales. Ils recevaient la récompense de leur travail maintenant que la crise révolutionnaire était surmontée, que l'industrie était prospère, et que la haine de l'Irlandais prenait le pas sur les passions de guerre civile.

Au total deux cent quarante-sept voix anglaises contre deux cent vingt-quatre allèrent à Manners Sutton. Si l'on ajoutait aux voix anglaises les voix écossaises, on trouvait encore en Grande-Bretagne dix voix de majorité pour le candidat conservateur à la présidence de la Chambre des Communes. C'est l'Irlande qui, avec une majorité libérale de vingt voix, faisait pencher de l'autre côté la balance ². Le parti de sir Robert Peel n'apparaissait donc plus seulement comme le parti de la monarchie et des Lords. Il était le parti anglais, par opposition à une

1. *Ed. Rev.*, octobre 1835, art ix. *Tory and Reform Associations* (vol. LXII, pp. 167 sqq.). — M. Ostrogorski, *La Démocratie et l'Organisation des Partis Politiques*, vol. I, pp. 134-5.

2. *Ann. Reg.*, 1835, p. 35. — Cf. *Greville Memoirs*, 20 février 1835; *Quart. Rev.* art. x. *Sir Robert Peel* : In the question of the Speaker there were of *English* members for Sir Charles Sutton, 248, against him 228; but this majority of *English* members was overthrown by a majority of 30 Scotch and Irish who, voting for a *Scotchman* at the nod of an *Irishman*, have left England in the strange predicament of giving its title and supplying in a tenfold its resources to a government in which it is the insulted minority (vol. LIII, p. 564).

agglomération de factions où les radicaux et les Dissidents anglais n'avaient pu réussir à obtenir une majorité, même réduite et précaire, sans l'appoint des presbytériens d'Écosse et des catholiques d'Irlande. L'Église, si impopulaire deux ans plus tôt, devenait, aux yeux de la nation, le symbole de son équilibre et de son unité.

LIVRE DEUXIÈME

LES ANNÉES DE LORD MELBOURNE

(1835-1841)

CHAPITRE I

LA POLITIQUE PARLEMENTAIRE

Les partis politiques et leurs chefs. — Questions ecclésiastiques. — Questions administratives. — Questions coloniales. — La reine Victoria. — Lord Palmerston et Louis-Philippe. Le conflit de 1840.

LES PARTIS POLITIQUES ET LEURS CHEFS

*CHUTE DU
MINISTÈRE DE SIR
ROBERT PEEL.
LORD MELBOURNE
REDEVIENT
PREMIER MINISTRE*

Après que la Chambre des Communes eut manifesté une première fois son hostilité au cabinet conservateur par l'élection d'un *Speaker* whig, Sir Robert Peel crut cependant devoir encore rester premier ministre. Il voyait combien était modique, et comment se trouvait composée,

la majorité par laquelle Abercromby venait d'être élu. Et que lui reprochait cette faible et disparate majorité? Était-ce le fait même d'avoir accepté le pouvoir en novembre, dans des conditions soi-disant inconstitutionnelles, le roi ayant pris sur lui de congédier un cabinet qui avait la confiance de la Chambre des Communes et de lui substituer un cabinet

de son choix? Que l'Opposition osât donc se compter sur un vote formel de défiance à l'égard de son ministère. Il refusait de considérer comme tel un amendement à l'adresse, rédigé par les chefs de l'Opposition en termes volontairement vagues, et qui fut adopté à la faible majorité de sept voix ¹. Était-ce sa politique qu'on lui reprochait? Qu'on attendît de la connaître. Il demandait qu'on lui accordât *a fair trial*, qu'on le prît en quelque sorte à l'essai.

Il aborda de front la question cléricale. Dès le 17 mars, la commission royale d'enquête qu'il avait fait nommer en décembre proposait, par un premier rapport ², la création de deux évêchés nouveaux à Manchester et à Ripon, la suppression de deux autres évêchés, la modification de plusieurs circonscriptions diocésaines, la revision des revenus alloués aux évêques, la division des trop grandes paroisses : l'argent nécessaire pour donner des prêtres aux nouvelles paroisses serait obtenu par la réduction des chapitres des cathédrales. Il essaya de résoudre la question des mariages des Dissidents par l'institution, à l'usage de qui voudrait, d'un mariage purement civil ³. Il introduisit un bill pour la réforme des cours ecclésiastiques de justice : quatre cents tribunaux consolidés en un seul, de compétence rigoureusement limitée ⁴. Il proposa tout un système pour la commutation, non pas obligatoire mais facultative, des dîmes en Angleterre ⁵. Restait la question d'Irlande. Le ministère adopta un plan pour la commutation des dîmes en Irlande, qui ressemblait, quant au principe sinon quant au détail de l'application, au bill introduit un an plus tôt par le ministère libéral ⁶.

C'est alors que fut soulevée de nouveau la question de l'« appropriation », en d'autres termes de l'affectation d'une partie des revenus de l'Église d'Irlande à des fins non ecclésiastiques. Ward, un an plus tôt, agissant au nom des radicaux, en avait fait une arme contre les whigs du ministère. Lord John Russell, devenu le *leader* officiel de l'Opposition libérale, retira cette question des mains de Ward, et en fit maintenant une arme contre les ministres conservateurs. Sans attendre le rapport

1. *H. of C.*, 26 février 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, p. 410).

2. *First Report from the Church Commission, as finally settled March 17* (*Ann. Reg.*, 1835, Public Documents, pp. 302 sqq.).

3. *H. of C.*, 17 mars 1835 : discours de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXV, pp. 1073 sqq.).

4. *H. of C.*, 12 mars 1835 : discours de Sir David Pollock (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, p. 908 sqq.).

5. *H. of C.*, 24 mars 1835 : discours de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVII, pp. 170 sqq.).

6. *H. of C.*, 20 mars 1835 : discours de Sir Henry Hardinge (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVII, pp. 13 sqq.).

de la commission nommée en 1834 par le ministère libéral pour l'analyse des revenus de l'Église d'Irlande, il demanda, le 30 mars, à la Chambre des Communes de s'engager « à considérer l'état actuel de l'Église en Irlande, en vue d'appliquer le surplus de ses revenus, dans la mesure où ils n'étaient pas nécessaires à la satisfaction des besoins spirituels de ses membres, à l'éducation générale de toutes les classes, sans distinction de religion ¹ ». Il obtint gain de cause une première fois, à la majorité de trente-trois voix ², puis une seconde, à la majorité de vingt-cinq voix ³. Comme cependant Sir Robert Peel semblait disposé à demander que la Chambre continuât la discussion de son projet de loi sur la commutation des dîmes en Irlande, lord John Russell déposa le texte d'une nouvelle résolution, par laquelle il était expressément déclaré que nulle mesure sur la question des dîmes en Irlande ne constituerait une solution satisfaisante et définitive, qui ne serait pas conforme à ce principe de l'« appropriation ». Le ministère fut battu une fois encore, par deux cent quatre-vingt-cinq voix contre deux cent cinquante-huit : soit vingt-sept voix de minorité ⁴. Alors Sir Robert Peel se retira.

Ce n'était pas en vérité d'un cœur léger que l'état-major du parti whig se préparait à reprendre le pouvoir. Lord Stanley, aux premiers jours de la session, se considérait comme le chef d'un groupe — d'une « section », comme on disait ⁵ — qui comptait une quarantaine de membres environ et constituait peut-être le noyau d'un parti du centre, capable, après la chute du ministère, de gouverner le pays à l'exclusion des tories et des radicaux. Or, il est probable que lord Melbourne et lord Grey étaient favorables à cette idée de lord Stanley ⁶ : l'alliance avec les radicaux et O'Connell leur déplaisait infiniment. Lord Howick, le fils de lord Grey, chaque fois que la discipline du parti lui commandait de voter contre le ministère, avait soin d'expliquer que son vote n'impliquait aucun désir de renverser Sir Robert Peel ⁷. Bien des gens, dans le parti, pensaient comme lord Melbourne, lord Grey et lord Howick.

Mais les Russell se montrèrent plus agressifs. O'Connell ayant fait des

1. *H. of C.*, 3rd ser., vol. XXVII, pp. 361 sqq. (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVII, pp. 361 sqq.).

2. *H. of C.*, 2 avril 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVII, pp. 770 sqq.). — La majorité anglaise fut de 9 voix contre la motion (*Ann. Reg.*, 1835., p. 221).

3. *H. of C.*, 7 avril 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVII, p. 861).

4. *H. of C.*, 7 avril 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVII, p. 969).

5. [Grant J.], *Random Recollections of the House of Commons*, pp. 152-3.

6. Il semble même que des négociations aient été engagées à cette date entre lord Melbourne et Sir Robert Peel lui-même (W. F. Monypenny, *Life of Disraeli*, vol. I, pp. 278-9).

7. *H. of C.*, 26 février, 30 mars 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, pp. 375 sqq.; vol. XXVII, pp. 454-5).

ouvertures à lord John Russell, ces ouvertures furent immédiatement accueillies¹. Invité à une réunion des membres du parti libéral qui se tenait le 18 mars chez lord Lichfield, le chef irlandais y vint avec sa bande, et fit preuve, à l'égard des chefs du parti, d'un loyalisme sans réserves. Quelques jours plus tard, un banquet ayant été offert à lord John Russell pour célébrer sa promotion au poste de *leader* de l'opposition, O'Connell vint encore, et déclara, en se retirant, que « de sa vie il n'avait passé une plus délicieuse soirée ² ». Ceux qui se souvenaient des invectives dont si récemment encore il accablait le ministère whig se divertirent ou s'indignèrent de cette palinodie. Ils allaient découvrir, derrière le démagogue exubérant, le maquignon madré. Par ces avances d'O'Connell les chefs du parti libéral se trouvèrent désarmés vis-à-vis des radicaux. La « section » de lord Stanley se volatilisa ; et lord Stanley et Sir James Graham, restés bientôt les seuls membres de leur groupe, se trouvèrent condamnés à glisser, plus ou moins rapidement, vers le conservatisme pur et simple. Le bloc libéral était refait : grandes familles whigs, Dissidents protestants, radicaux, et groupe irlandais d'O'Connell.

Lord Melbourne reconstitua donc le ministère dont il avait avec tant de dextérité provoqué la chute : car il était le seul premier ministre libéral qui fût acceptable à Guillaume IV. Il y avait deux chefs dont la collaboration lui apparaissait comme utile : c'étaient lord Grey et lord Althorp, devenu maintenant lord Spencer. Mais l'un et l'autre se déroberent, et firent comprendre qu'ils s'étaient irrévocablement retirés de la politique active. Il y avait deux hommes d'État dont lord Melbourne désirait se débarrasser, et toute l'aristocratie whig était d'accord avec lui sur ce point. C'était d'abord lord Brougham, auquel il ne pardonnait ni son intrigue du mois de juin, ni l'incroyable extravagance de langage et de conduite dont il avait fait preuve, deux mois plus tard, au cours d'une tournée entreprise en Écosse. Et c'était aussi lord Palmerston³. Au mois d'août 1834, à peine signés les derniers articles additionnels du « Traité de la Quadruple Alliance », Talleyrand avait demandé un

1. O'Connell à Lord John Russell, 13 février 1835 ; Lord John Russell à O'Connell, 20 février 1835 ; Lord Grey à lord John Russell, 23 février, 11 mars 1835 (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 92, 97, 98, 103).

2. *Greville Memoirs*, 31 mars 1835.

3. Ellice à lord Durham, 21 mars 1836 : We did all we could to throw over both the worthies... at least, to oblige them to change characters, for the unpopularity of the one and the indolence and indecision of the other were admitted on all hands, and they have not hitherto changed their habits (St. Reid, *Life of lord Durham*, vol. I, p. 111). — Melbourne à lord John Russell, 12 avril 1835 : The questions of Brougham and Palmerston are of the utmost importance, fully as much as any questions of principle can be (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, p. 108).

congé; et le bruit s'était tout de suite répandu qu'il partait pour ne plus revenir, et n'avoir plus jamais affaire à Palmerston. Ainsi tout le corps diplomatique — non seulement les représentants de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, mais celui de la France libérale — faisaient en quelque sorte grève contre lui : il apparaissait comme un brouillon dangereux. Mais, si lord Melbourne réussit à éliminer lord Brougham, il dut, au refus de lord Grey¹, subir une fois de plus lord Palmerston. Par la manière dont celui-ci s'imposa à des collègues récalcitrants, il commença de justifier la confiance du petit groupe d'admirateurs qui l'entouraient, et qui, négligeant la mauvaise humeur générale de la presse et de l'opinion, semblent avoir voulu, dès cette époque, voir en lui un futur grand homme².

Spring Rice remplaça lord Althorp à l'Échiquier; Charles Grant, devenu lord Glenelg, remplaça Spring Rice aux colonies; Sir John Hobhouse remplaça Grant au *Board of Control*. Lord John Russell eut l'intérieur, avec la direction de la Chambre des Communes. Lord Lansdowne et lord Holland réoccupèrent leurs anciens postes. Lord Duncannon, au Sceau Privé, fut chargé de maintenir la liaison avec O'Connell; lord Howick, à la guerre, la liaison avec lord Grey. Poulett Thomson, président du *Board of Trade* comme l'année précédente, eut une place dans le cabinet; et Sir Henry Parnell fut admis enfin dans le ministère. C'était en somme l'état-major de 1834 qui reprenait, sans modifications notables, la direction des affaires.

<p>ÉTAT DES PARTIS. LES CONSERVATEURS. SIR ROBERT PEEL ET WELLINGTON</p>	<p>Avaient-ils, tous ces ministres, en rentrant dans les bureaux, la sensation d'avoir remporté une victoire définitive, ou seulement d'avoir marqué un temps d'arrêt dans la décadence de leur parti? Ils ne disposaient à la Chambre des Communes que d'un peu plus de la moitié des voix, grâce à l'appoint des Irlandais; et les élections partielles, souvent défavorables, rendaient de</p>
--	---

1. *Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 107-8.

2. William Russell à lord John Russell, 24 avril 1835 : Whatever you do, let me beg of you not to ask Palmerston for anything for me neither directly nor indirectly, don't even name me to him. He has his own corps of favourites to which I don't aspire to belong (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 108-9). — Greville, après avoir écrit le 20 janvier : « Palmerston is beaten in Hants, at which everybody rejoices, for he is marvellously unpopular; they would have liked to illuminate the Foreign Office », écrit le 17 février : « The other night I met some clerks in the Foreign Office to whom the very name of Palmerston is hateful, but I was surprised to hear them (Mellish particularly, who can judge both from capacity and opportunity), give ample testimony to his abilities, etc.

mois en mois leur situation plus précaire. Le parti tory restait toujours maître de l'Église, de l'armée. La tradition constitutionnelle voulait que les promotions militaires fussent faites par le commandant en chef, qui dépendait directement de la Couronne, et non par le secrétaire d'État à la guerre, membre du Cabinet, responsable devant le Parlement. C'est en vain que le ministère de lord Melbourne, en 1837, essaya de profiter d'un changement de règne pour corriger cet abus : le projet dut être abandonné avant même de venir en discussion dans les Chambres; et ce fut, après comme avant 1837, une mauvaise note aux *Horse Guards* qu'une recommandation ministérielle¹. Au Parlement, les jeunes gens d'avenir, Gladstone depuis 1833, Disraëli depuis 1837, se disaient conservateurs, et même quelque chose de plus. La *gentry* whig devenait moins nombreuse : les pères restaient fidèles aux vieilles traditions de famille, mais les fils faisaient défection. La bourgeoisie des villes enfin commençait à s'effrayer du radicalisme, elle n'éprouvait que répugnance à l'égard d'O'Connell. Et le parti conservateur avait maintenant le chef le mieux fait pour se concilier cette classe : Sir Robert Peel, le fils d'un fabricant de cotonnades, dont la fortune balançait presque les immenses revenus des magnats de l'aristocratie britannique².

C'est lui qui, en dépit de l'échec subi au Parlement, était le vainqueur véritable. A peine eut-il donné sa démission que des adresses, par centaines, lui furent expédiées de toutes les parties du royaume, des campagnes du sud, des villes industrielles du nord, pour lui attester qu'il gardait la confiance de la nation; et, quand, un peu plus tard, l'Université de Glasgow le choisit pour être son chancelier, ces manifestations

1. Sur ce problème, voir *H. of C.*, 5, 6, avril 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVII, pp. 791 sqq., 813 sqq.). — Lord John Russell à lord Melbourne, 8 octobre 1837 (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, p. 205); 13 septembre 1839 (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, p. 266). — Queen Victoria's Diary, 4, 9 janvier 1838 (*Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, pp. 252, 254). — *Times*, 8 février 1838 : ... Turn over the Horse Guards to Lord Howick, and we know whose cousins, to the tenth degree, will fill each successive promotion. Cf. 10 février 1838. — La reine Victoria à lord Melbourne, 29 décembre 1837; lord Melbourne à la reine Victoria, 30, 31 décembre 1837; 10 février 1839 (*The Letters of Queen Victoria, a selection from Her Majesty's correspondence between the years 1837 and 1861*, vol. I, pp. 128, 129, 184. — Trad. fr., vol. II, pp. 144, 146, 215).

2. The seventh wealthiest man of England (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. I, p. 371). Il était considéré comme jouissant d'un revenu de 40 000 l., moitié en terres, moitié en valeurs mobilières. (*Lord Broughton's Recollections*, 14 mai 1830; — Croker à lord Hertford, 19 janvier 1831; *Croker Papers*, vol. II, p. 101). Suivant Greville (*Memoirs*, 5 mars 1831), son père, le premier baronet, qui avait commencé sans un sou sa carrière, avec deux associés qui disposaient en tout d'un capital de 6 000 l., laissa en mourant 250 000 l. à chacun de ses plus jeunes fils, 60 000 l. à chacune de ses trois filles, et à Robert, son fils aîné, des terres dont le revenu était de 22 000 l. et 450 000 l. en valeurs mobilières.

se reproduisirent. Plusieurs conseils municipaux lui envoyèrent des adresses; et, le conseil municipal de Glasgow ayant refusé de lui conférer la franchise de la Cité, trois mille ouvriers de l'endroit se cotisèrent pour la lui acheter ¹. Étrange personnage, si hautain, si froid, et en même temps d'une susceptibilité malade, envoyant des témoins, exigeant des excuses, à la première ombre d'une provocation; offrant toujours l'apparence d'une sorte de détachement philosophique, et cependant dévoré d'ambition. Par degrés jusqu'à l'automne de 1834, et d'une manière éclatante pendant les cent jours qu'avait duré son ministère, il avait acquis un prestige incroyable; suspect, pendant quelques années difficiles, de fourberie, de double jeu, il était maintenant l'objet d'un respect universel. Il dominait les hommes de son parti, les hommes de tous les partis.

Il se disait « conservateur » : c'est sous sa direction que le parti tory avait renoncé à sa vieille dénomination pour adopter ce nom nouveau; « conservateur », mais non « réactionnaire » ni même « immobiliste ». Sa doctrine, c'était que, pour « conserver » les institutions traditionnelles du royaume — monarchie, aristocratie, Église — au milieu d'une société qui change incessamment, il fallait sans cesse les adapter à cette société changeante, et pour cela réformer sans cesse. A ce prix et par l'application de cette formule, il serait possible d'isoler, de paralyser ce parti radical dont les progrès terrifiaient tant de gens. Ainsi cet étrange conservateur était un novateur : il l'était non seulement de doctrine mais aussi à vrai dire d'instinct. Il avait commencé sa carrière d'homme d'État par le rétablissement du paiement en espèces, il l'avait continuée par la réforme du droit pénal. Il avait ensuite commis une lourde faute : il avait invoqué, pour refuser son appui à Canning, son hostilité absolue à la thèse de l'émancipation catholique. Pendant quatre ou cinq ans, il porta le poids de son erreur. Nul ne lui sut gré d'avoir fait voter par la Chambre des Communes, en 1829, cette même émancipation condamnée par lui deux ans plus tôt; et son autorité morale se trouva trop ébranlée pour qu'il pût prendre la direction de la réforme parlementaire : l'aristocratie whig en eut la gloire. Mais les temps devenaient à présent plus faciles; et il se déclarait prêt à réformer, à « mettre au point » toutes les institutions du royaume, dans un esprit conservateur, en collaboration avec les modérés de tous les partis, à l'exclusion seulement des démocrates et des révolutionnaires.

Il rencontrait, dans son parti, un obstacle à la réalisation de son programme. Ceux qui persistaient à s'appeler des tories, ceux que l'opinion

1. Graham à Stanley, 15 janvier 1837 (C. S. Parker, *Sir James Graham*, vol. I, p. 251) — Cf. C. S. Parker, *Life of Sir Robert Peel*, vol. II, pp. 327 sqq.

appelaient les ultra-tories, ne reculaient devant l'emploi d'aucun moyen pour renverser le ministère libéral. Ils recherchaient contre les whigs l'alliance avec les radicaux; et Sir Robert Peel, qui ne voulait pas acheter le pouvoir au prix d'une telle alliance, était cependant obligé, dans l'intérêt de son parti, de leur donner parfois satisfaction. C'est ainsi, par exemple, que, sur la question de la Loi des Pauvres ou de la Loi des Fabriques, les tories réussissaient à entraîner avec eux, à la suite des révolutionnaires, la masse des conservateurs. Les ultras envisageaient encore d'autres mesures : si incroyable que la chose paraisse, il semble bien que le chef de leur faction, le duc de Cumberland, frère du roi, ait considéré comme possible de provoquer un coup d'État militaire, et de s'instituer successeur de Guillaume IV, à la place de la petite princesse Victoria, inféodée au parti whig¹. C'était une tâche difficile pour Sir Robert Peel de discipliner, à l'intérieur de son propre parti, cette folle faction et d'en atténuer le scandale. Heureusement que, dans un pays imbu de traditions parlementaires, cette faction était faible, incapable de se donner une organisation régulière. A la Chambre des Communes pas un *leader* digne de ce nom. A la Chambre des Lords, lord Lyndhurst, qui avait été le lord chancelier du ministère de Sir Robert Peel, ébaucha quelques intrigues : mais il n'était pas de taille. Les tories paraissaient bien avoir, à la Chambre Haute, dans la personne de Wellington, un chef désigné. Depuis qu'il avait pris une attitude militante à l'encontre du *Reform Bill*, les tories lui pardonnaient sa défaillance de 1829 : il était redevenu leur idole. Mais Wellington se déroba.

Ce vieil aristocrate, ce vieux soldat, pour qui l'âge des conquêtes, amoureuses et guerrières, était passé, avait décidé de prendre sa retraite. Il avait été trop insulté, couvert de huées, en 1831 et 1832; et, malgré la modestie dont il avait fait preuve en s'effaçant derrière Sir Robert Peel, il avait encore, à la fin de 1834, été en butte à trop d'insinuations et de soupçons. Il adopta une attitude nouvelle de philosophe, de conseiller; il ne fut plus Achille, mais Nestor; il n'appartint plus à un parti, mais à la nation. Et il eut le plaisir de voir que cette politique était récompensée par le succès. Dans les clubs, dans les salons, les jeunes gens se pressaient pour entendre le vieux héros raconter ses histoires de batailles; dans la rue, quand il passait à cheval, la foule saluait, applaudissait. Il était d'ailleurs, depuis le vote du *Reform Bill*, très pessimiste; il ne croyait pas que, sous le nouveau régime, le pays pût être gouverné. Mais c'était une raison de plus pour lui de ne pas aspirer au pouvoir. Il laissait volontiers cette

1. Clare Jerrold, *The Early Court of Queen Victoria*, p. 114.

responsabilité aux whigs, prêt à les aider de ses avis dans leur résistance aux exigences radicales, à ralentir le plus possible le mouvement fatal qui, suivant lui, conduisait la nation vers l'anarchie démocratique. De sorte que son pessimisme aboutissait aux mêmes conséquences pratiques que l'optimisme de Sir Robert Peel. Wellington ménageait le ministère parce qu'il considérait les temps du conservatisme politique comme passés; Sir Robert Peel, parce qu'il était convaincu que, s'il savait faire accepter pendant assez longtemps par son parti sa prudente stratégie, un jour, infailliblement, le pouvoir tomberait sur ses genoux comme un fruit mûr.

LORD MELBOURNE.

LORD JOHN

RUSSELL.

LES RADICAUX

Il fallut cette mansuétude des deux leaders conservateurs pour maintenir au ministère lord Melbourne et lord John Russell. Car ni l'un ni l'autre, par eux-mêmes, si différents fussent-ils l'un de l'autre, n'avaient les qualités requises pour réveiller dans le pays l'enthousiasme libéral.

A lire tous les témoignages contemporains, on a l'impression que le premier ministre libéral était, en 1835, un vieillard. En vérité lord Melbourne n'avait que cinquante-cinq ans. Mais, s'il n'était pas encore un vieillard par son âge, il l'était, il l'avait toujours été par son tempérament. Sceptique, désabusé, il sentait combien la vie est courte, l'art difficile, la nature humaine immuable : toute réforme paraissait, à ce chef singulier du parti de la Réforme, ou impossible ou dangereuse. Intellectuellement, il était très libéral : toutes les promotions ecclésiastiques dont il fut responsable en font foi. Mais, politiquement, c'était un aristocrate et un conservateur. Tant que Guillaume IV vécut, il réussit, par une résistance obstinée, à empêcher que le parti whig, son propre parti, fût renforcé à la Chambre des Lords par des fournées de pairs : il y eut quatre ans pendant lesquels, grâce à lui, la Chambre des Lords tendit à redevenir, conformément au vieil idéal du XVIII^e siècle, un club aristocratique et fermé¹. Il se résignait d'ailleurs à l'alliance radicale et irlandaise,

1. Lord John Russell à lord Melbourne, 1836 (*Lord Melbourne's Papers*, p. 495). Le 7 octobre 1835, lord John Russell avait donné son approbation à cette politique conservatrice : The Pitt party, écrivait-il, has been weakened, not strengthened, by making so many dull country gentlemen duller peers.... Two or three now and then may be useful, but I should regret any large creation. The best stuff would be Liberal Irishmen (Sp. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, p. 250). Dix mois plus tard, il avait changé d'avis : « It appears to me... that this opportunity should be taken for the creation of eight, ten, or twelve peers, and that the Ministry be prepared to advise a similar creation whenever it is provoked » (à lord Melbourne, 5 juin 1836 : Sp. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, p. 266). Mais il se heurta à la résistance de lord Melbourne. — Voici le tableau des pairies créées pendant les onze années d'administration

considérant qu'il avait pour seul devoir de la rendre aussi inoffensive que possible, jusqu'au jour, inévitable et sans doute désirable, où il remettrait entre les mains des conservateurs le dépôt qui lui avait été confié. Il le leur remettrait intact, pour autant qu'il était en lui. « J'aime, disait-il, ce qui est tranquille et stable ¹. »

Lord John Russell était différent. C'était un homme à principes, le doctrinaire du whiggisme libéral. Ses convictions étaient des convictions de famille autant que des convictions personnelles : les Russell se devaient à eux-mêmes, depuis un siècle et demi, d'être à la tête du parti populaire. Écrivain politique assez médiocre, orateur sans éclat, il jouissait cependant au Parlement d'un prestige grandissant ; et la chose se laisse expliquer. Car nous aimons qui nous aime : et la Chambre des Communes devait de la gratitude à un homme qui prenait au sérieux toutes les formes, toutes les fictions de la vie parlementaire et du gouvernement des partis. Mais son attitude était difficile : car, obstinément hostile à toute réconciliation avec le parti tory, même régénéré sous le nom de parti conservateur, persuadé qu'il n'y avait pas de salut pour l'Angleterre en dehors du gouvernement par les grandes familles whigs, ni de salut pour ces grandes

libérale (nous négligeons les promotions *dans* la pairie, promotions de pairs irlandais ou écossais à des pairies du Royaume-Uni et convocations anticipées de fils aînés de pairs). 1831 : 13 pairies, sur lesquelles 8 à l'occasion du couronnement, et la promotion d'un bâtard du roi, devenu comte de Munster. — 1832 : 1 pairie. — 1833 : 1 pairie. — 1834 : 1 pairie (le Chief Justice Denman). — 1835 : 3 pairies faites par l'administration de Sir Robert Peel (dont 2 pairies judiciaires, celles de Scarlett et de Pratt), et 4 pairies faites par les whigs après leur retour au pouvoir. — 1836 : 2 pairies judiciaires. — 1837 : 4 pairies. — 1838 : 4 pairies à l'occasion du couronnement. — 1839 : 10 pairies. — 1840 : 1 pairie. — 1841 : 6 pairies (dont 1 pairie judiciaire et 4 pairies créées par les whigs au moment de leur retraite). — Ces nouveaux pairs appartiennent tous à la *gentry*, exception faite pour les pairs judiciaires et pour C. Poulett Thompson, fait baron Sydenham en 1840, au moment où il partit pour le Canada comme gouverneur général : il fallut l'entêtement de lord John Russell pour vaincre à cet égard les répugnances de lord Melbourne (*Greville Memoirs*, 24 août 1840). Encore fallait-il être riche pour devenir pair. V. Greville, 25 mars 1834 : Denman's peerage is much abused ; it is entirely the Chancellor's doing. Denman has no fortune and a feeble son to succeed him. — Lord John Russell à lord Melbourne, 30 septembre 1838 : ... Pepys is, I believe, rich and so far would be a good new peer... (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, p. 126). — Edward Bulwer Lytton, *England and the English*, vol. II, p. 193 n. : The sordid and commercial spirit of our aristocracy may be remarked in the disposition of its honours. It is likely enough that there will soon be a numerous creation of Peers : — in France, such a creation would be rendered popular and respectable, by selecting the most distinguished men of the necessary politics ; — here neither the minister nor the public would ever dream of such a thing — we shall choose the *richest men*. — Sur le parti bien arrêté par lord Melbourne de ne créer de pairs qu'en petit nombre, v. *Queen Victoria's Diary*, 31 mai 1838 (*Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 334). — Sur la création, en 1838, à l'occasion du couronnement, de 31 baronets, v. une lettre de Disraeli à sa sœur, 4 juillet (W. F. Monypenny, *Life of Disraeli*, vol. II, p. 33), et un article du *Times*, 13 juillet.

1. *Queen Victoria's Diary*, 28 septembre 1838 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 35).

familles si elles cessaient d'être en contact avec les partis avancés, il allait bientôt se trouver embarrassé pour définir la formule de cette alliance des whigs avec l'élément populaire. Il avait pris la responsabilité du *Reform Bill*; il demandait la démocratisation des corporations municipales; ses projets réformateurs, pour ce qui concernait l'Église en Irlande, avaient, lorsqu'il redevint ministre au début de 1835, l'approbation des radicaux. Il n'était cependant ni radical ni démocrate au sens propre du mot. Il était d'ailleurs forcé, en sa qualité de *leader*, à constamment modérer les exigences des radicaux. Or son tempérament de doctrinaire le préparait mal à jouer ce rôle d'opportuniste. Il irritait par des assertions tranchantes ceux qu'il aurait fallu apaiser. Il donnait l'impression, fondée ou non fondée, qu'il avait à un moins haut degré que Peel le sentiment de la plasticité des institutions politiques; il semblait parfois, à l'entendre, qu'il ne fût pas besoin de le presser beaucoup pour lui faire dire, après le vote du *Reform Bill*, ce que Wellington disait en 1830 : que la constitution de l'Angleterre, sous sa forme présente, était, sinon parfaite, tout au moins voisine de la perfection.

Pour ce sceptique et pour ce doctrinaire, tous deux prudents quoique pour des motifs différents, le gros problème à résoudre, s'ils voulaient rester au pouvoir, c'était le maniement du parti radical. Ce parti venait, aux élections de 1835, de doubler ses effectifs à la Chambre des Communes; s'il continuait à progresser suivant la même loi, à conquérir sinon la totalité, du moins la majorité des circonscriptions urbaines en Angleterre, la fraction modérée du partilibéral serait réduite à la situation précaire d'un parti de centre, menacé sur ses deux ailes. Bien des gens faisaient ce pronostic; et nous avons vu pourquoi Sir Robert Peel, qui partageait cette croyance, attendait le jour où, l'équilibre intérieur du parti libéral se trouvant rompu au profit du groupe radical, le parti conservateur deviendrait le gouvernement normal de la nation. Mais la croyance était illusoire : aux élections de 1837, les radicaux anglais cessèrent de progresser, perdirent des sièges dans plusieurs circonscriptions importantes. Et n'en avons-nous pas dit assez, en racontant l'histoire du premier Parlement réformé, pour que la cause de cette faiblesse du groupe radical se laisse deviner?

C'était un parti hybride qui faisait profession d'indifférence en matière de religion, de libéralisme en matière de morale, et qui cependant, sous le régime électoral institué en 1832, était condamné à s'appuyer, dans les circonscriptions, sur la petite bourgeoisie dissidente, piétiste et puritaine. C'était, à un second point de vue, un parti hybride qui, se recrutant en Angleterre, confondait ses voix au Parlement avec les voix irlan-

daïses du parti d'O'Connell : ainsi pesait sur lui, de tout son poids, l'impopularité irlandaise. A un troisième point de vue encore, c'était un parti hybride : on y trouvait des radicaux sentimentaux, prêts à adopter sans critique toutes les revendications populaires, qui s'apitoyaient sur la dureté de la nouvelle Loi des Pauvres, qui demandaient que l'on accordât aux ouvriers tisseurs la fixation légale d'un salaire minimum, qui réclamaient la journée de dix heures pour tous les ouvriers des fabriques. Fielder le manufacturier, Duncombe l'homme du monde excentrique, étaient de ceux-là. Mais le ministère trouvait, pour les combattre, des alliés dans le parti radical, les plus compétents, les plus intellectuels du groupe, les disciples de Bentham, auteurs responsables de la nouvelle Loi des Pauvres, adversaires de la protection légale des travailleurs adultes, qui se piquaient de n'être pas des démagogues et qui semblaient prendre une sorte de plaisir dogmatique à faire entendre à la classe ouvrière des vérités désagréables.

Il est tout naturel en conséquence que ce groupe n'ait jamais réussi à se donner ni dans les circonscriptions ni au Parlement une véritable organisation de parti. On passait, dans le parti ministériel, des whigs modérés aux simples libéraux, des simples libéraux aux libéraux avancés, des libéraux avancés aux radicaux philosophiques, des radicaux philosophiques aux ultra-radicaux ; mais ce n'étaient que nuances insensibles. Pas un grand homme n'émergeait pour rallier, par l'ascendant de sa personnalité, les éléments épars du parti démocratique. Roebuck, Sir William Molesworth, à la Chambre des Communes, étaient des doctrinaires trop étroits pour jouer ce rôle. Lord Brougham, lord Durham, à la Chambre des Lords, étaient trop aventureux, trop excentriques : et d'ailleurs la Chambre des Lords n'était pas le théâtre qui convenait à un *leader* radical. Ou plutôt, les radicaux anglais avaient bien en quelque manière un chef au Parlement : mais, pour leur malheur, ce chef, O'Connell, n'était ni un véritable radical ni un véritable Anglais.

LA TACTIQUE D'O'CONNELL

Nous avons vu quel zèle il avait déployé pour ramener les ministres whigs au pouvoir. Les conservateurs prétendirent que, lors de la réunion du 18 mars, un pacte formel avait été conclu entre lui et les ministres libéraux, le pacte de Lichfield House, *the Lichfield Confederacy*. O'Connell et les ministres nièrent l'existence de ce pacte ; et cependant il est certain qu'il y eut alliance, — expresse ou tacite, peu importe. O'Connell cessa d'être un révolutionnaire. L'« Association Générale » qu'il fonda en 1836 ne fut qu'une organisation légale, ayant pour objet, comme les associations

conservatrices, de préparer les élections en veillant sur la confection des listes. La « Société des Précurseurs », fondée pour l'abrogation de l'Acte d'Union, entra en sommeil, et ne révéla occasionnellement son existence que par des manifestations de sympathie à l'égard des ministres whigs. En matière de réformes, O'Connell devint le plus opportuniste des politiciens. Pour le récompenser de cette nouvelle attitude, les ministres lui abandonnèrent l'administration de l'Irlande. Le lord lieutenant, pour la police du pays, pour la distribution des places, fit systématiquement de lui son conseiller. Peu s'en fallut, à deux ou trois reprises, qu'il ne fût lui-même pourvu d'un haut poste gouvernemental, qu'il ne fût fait *Master of the Rolls* pour l'Irlande. Mais il eut la sagesse de ne pas compromettre le ministère au delà de ce qui était prudent : il se contenta d'obtenir pour un avocat catholique, son ami et allié politique, David Richard Pigot, le poste de conseiller juridique du gouvernement de l'Irlande, puis de *Solicitor General*, enfin d'*Attorney General* pour l'Irlande.

Quels furent en Irlande les effets de cette politique ? Les statistiques auxquelles on se réfère sont d'une interprétation difficile. Il est certain que toute agitation proprement révolutionnaire cessa, il est moins certain qu'il y ait eu diminution notable du nombre des crimes agraires. Les ministres l'affirmèrent, avec chiffres à l'appui¹ ; les orateurs de l'Opposition contestèrent leurs chiffres, non sans de bons arguments², et avec beaucoup d'âpreté et de persistance. Les questions d'Irlande continuaient à absorber la meilleure partie des sessions parlementaires, la *gentry* protestante ne se résignant pas à ce nouveau système qui consistait à gouverner l'Irlande contre elle d'accord avec la population catholique. Le mystérieux assassinat de lord Norbury, dans les premiers jours de janvier 1839, provoqua une telle explosion de colère, que lord Mulgrave, devenu lord Normanby, jugea sage de céder à un autre ses fonctions de lord lieutenant. Il passa à l'intérieur ; et sa place fut prise par lord Ebrington qui d'ailleurs pratiqua la même politique d'entente avec O'Connell. On ne pouvait s'y soustraire : de cette combinaison parlementaire l'existence même du ministère dépendait.

O'Connell, au Parlement, avait décidément domestiqué, amoindri la faction radicale. Si elle déposait une motion qui fût de nature à mettre le ministère en péril, il votait pour la motion, suivi de deux ou trois amis : ainsi les apparences étaient sauvées, car il continuait à faire profession de

1. *H. of. C.*, 7 février 1837 : discours de lord John Russell (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVI, p. 220) ; *H. of L.*, 21 mars 1839 : discours de lord Normanby (*Parl. Deb.*, 3rd. ser., vol. XLVI, p. 1007).

2. *H. of C.*, 7 février 1837 : discours de Jackson (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVI, pp. 246 sqq.).

radicalisme. Mais il donnait l'ordre au reste de ses acolytes de voter contre la motion : ainsi le voulait sa nouvelle stratégie d'opportunisme ministériel. Son influence au Parlement alla croissant. Aux élections de 1837, tandis que les radicaux anglais subissaient de nombreux échecs, la petite armée irlandaise d'O'Connell revint deux fois plus nombreuse; et, Joseph Hume ayant été battu dans le Middlesex, O'Connell lui fit l'aumône d'un siège irlandais. A la longue, cette alliance intime avec le démagogue irlandais était de nature à discréditer le cabinet; elle abaissait certainement le niveau de la politique anglaise, toutes les questions se ramenant à des questions de distribution de places, de « patronage ¹ ». Mais elle était conforme aux intérêts parlementaires immédiats du parti libéral : elle intimidait le parti conservateur, averti que, le lendemain du jour où le ministère libéral aurait donné sa démission, O'Connell redeviendrait l'« agitateur » qu'il avait été jusqu'en 1834, et donnerait le signal de la révolution. Bref, il arriva ce fait curieux que les trois *leaders* de la Chambre des Communes, lord John Russell, Sir Robert Peel, O'Connell, firent assaut de modération. De sorte que, protégé par Sir Robert Peel contre les ultra-tories, par O'Connell contre les ultra-radicaux, le ministère dura.

Il dura six ans. Et d'abord il essaya de légiférer avec vigueur. A peine entré en fonctions, il déposa deux projets de loi : l'un pour la réforme des corporations municipales en Angleterre, l'autre pour la solution du problème des dîmes en Irlande. Mais alors Sir Robert Peel intervint : s'il accepta le premier bill, à condition qu'il fût amendé, il condamna catégoriquement le second, dont l'article essentiel était la fameuse *appropriation clause*. En conséquence, le premier bill fut voté; le second bill, après avoir été voté par les Communes, fut abandonné. Quelques semaines après la chute de Sir Robert Peel, l'arbitrage de Sir Robert Peel s'affirmait comme souverain.

En 1836, des réformes importantes furent encore accomplies, d'accord entre les deux partis. L'Église d'Angleterre fut réformée, la question des dîmes réglée en Angleterre; de même encore la question des mariages des Dissidents. Puis, pendant les quatre années qui suivirent, le problème irlandais, pour le grand dommage du ministère, retint et paralysa l'activité du Parlement. L'Irlande fut dotée d'une Loi des Pauvres, copiée sur le modèle anglais. La question des corporations municipales, la question des dîmes, furent longuement discutées : une fois de plus, Sir Robert Peel imposa sa décision. Il permit le vote de la loi qui réformait l'administra-

1. *Times*, 16 mars 1838 : It was to be « Government without Patronage », forsooth! Its proper name is « Patronage without Government », for they do *not* govern the Kingdom.

tion des municipalités, si on renonçait à résoudre la question des dîmes, selon la formule radicale, par une confiscation partielle des revenus ecclésiastiques. Ainsi deux hommes menaient le Parlement : l'Irlandais O'Connell, le conservateur Robert Peel. Dans l'intervalle, le ministère libéral traînait une existence humiliée. Nous ne raconterons pas, dans le détail, l'histoire fastidieuse de ces marchandages parlementaires. Nous nous bornerons à tracer, d'ensemble, le tableau des résultats législatifs obtenus en 1841, après six années d'administration libérale.

QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

La première question à régler, c'était la question de l'Église, en Angleterre et en Irlande. Nous avons vu quelle avait été la puissance, au moins apparente, de l'anticléricalisme britannique aux approches de 1832; nous avons vu combien vite s'était révélée la faiblesse réelle de cet anticléricalisme, et comment il avait contribué, en le compromettant, au déclin du parti libéral. Maintenant que la crise était passée, il devenait possible de résoudre les problèmes réels qui se posaient, dans un esprit non de lutte mais de compromis, selon le programme que Sir Robert Peel avait formulé, sans avoir le temps de l'appliquer, pendant qu'il était premier ministre.

Les Dissidents obtinrent qu'il leur fût donné accès aux grades universitaires. Le cabinet libéral reprit le projet qui avait été formé en 1834, puis ajourné, et pour l'application duquel Sir Robert Peel venait, assez timidement et sans succès, de demander encore un ajournement : une Université nouvelle, non confessionnelle, obtint le droit de conférer ces grades. Ce ne fut d'ailleurs pas à l'Université de Londres, fondée par Bentham et ses amis, que l'on octroya ce privilège, comme on y avait songé en 1834. Deux chartes d'incorporation furent simultanément délivrées en 1837, l'une à cette Université qui, sous le nom d'*University College*, fut un simple corps enseignant, sans faculté de décerner des grades, l'autre à une « Université de Londres » qui fut, non un corps enseignant, mais un simple jury, chargé de conférer des grades aux étudiants d'*University College* et de tels autres corps enseignants qui pourraient se constituer à côté. Chartes temporaires, qui furent rendues permanentes en 1838 après le changement de règne. En vain le parti protestant essaya de rendre à l'Université de Londres un caractère confessionnel, ou tout au

moins facultativement confessionnel¹. A Londres la question était réglée conformément aux vœux des libéraux. Il y avait dorénavant dans la capitale une Université, ouverte à tous « sans distinction », selon la formule de la charte de 1838, et libre de rivaliser avec Oxford et Cambridge. Mais, si tout le monde parut s'accommoder de cette solution, elle n'en constituait pas moins une demi-mesure, un compromis, et rien de plus. Dans les deux grandes Universités historiques, l'Église Établie gardait le monopole des grades comme des emplois².

Les Dissidents furent encore affranchis de l'obligation de faire célébrer leurs mariages dans les lieux de culte officiels. Il y avait une manière simple de résoudre ce problème qui embarrassait depuis de longues années la législateur anglais : pourquoi ne pas imiter le modèle français, constituer un mariage civil, que chacun serait libre de consacrer ensuite par une cérémonie religieuse, mais qui seul aurait une valeur légale ? Il semblerait que cette méthode fût moins choquante pour la conscience chrétienne dans un pays protestant que dans un pays catholique, puisque le mariage protestant n'est pas un sacrement. Elle répugnait cependant à l'opinion anglaise ; quand lord John Russell, en 1834, suggéra l'idée à lord Melbourne, celui-ci en fut effrayé : qu'allaient dire les wesleyens³ ? On tendit donc bien à se rapprocher de la conception française, mais ce fut par des détours compliqués et en s'en défendant sans cesse.

Sir Robert Peel avait proposé d'autoriser tous ceux qui ne voudraient pas se laisser marier par un *clergyman* de l'Église Établie à contracter un mariage civil devant un Juge de Paix. La publication des bans à l'église paroissiale serait restée obligatoire pour tous, et c'est toujours entre les mains du *clergyman* paroissial qu'aurait été concentré l'état de tous les mariages célébrés, anglicans ou non anglicans. Lord John Russell reprit, en la développant, l'idée ébauchée par Sir Robert Peel⁴. D'une part, il fut établi, dans toute l'Angleterre, un état civil des naissances, des mariages et des décès⁵. D'autre part, et pour ce qui concerne plus particulièrement les mariages, les dispositions que voici furent adoptées. Les officiers de l'état

1. Miss Martineau, *History of the Thirty Years' Peace*, Book V, chap. I (éd. Bohn, 1877 vol. III, p. 194.)

2. Lord Melbourne à lord John Russell, 15 décembre 1836 : Rice tells me that you want a Bill for the admission of Dissenters to the Universities. Is this absolutely necessary? Is not the charter of the new London University enough for the present? If it is not absolutely necessary, I am sure that it is not prudent to stir this question. There is none upon which prejudice is stronger and more violent. Many of our own friends are in their hearts against it (Spencer Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, p. 260).

3. Lord Melbourne à lord John Russell, 16 août 1834 (*Lord Melbourne's Papers*, p. 209).

4. *H. of C.*, 12 février 1836 : discours de lord John Russell (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXI, pp. 367 sqq.).

5. 6 and 7 Will. IV. c. 86.

civil, les *registrars*, eurent qualité pour recevoir la déclaration préalable de quiconque avait l'intention de contracter un mariage, vingt et un jours avant la célébration du mariage. Cette déclaration était facultative pour les anglicans (elle les dispensait de la publication des bans), obligatoire pour les non-anglicans. Après quoi trois formes de mariage étaient prévues. Mariage à l'église, devant un *clergyman* de l'*Establishment* : rien n'était changé ici aux vieux usages, sauf que le *clergyman* était tenu de déposer entre les mains de l'officier de l'état civil un double de l'acte de mariage. Mariage dans un lieu de culte non-anglican dûment enregistré à cet effet : ici, la présence d'un officier de l'état civil était nécessaire. Enfin, à titre exceptionnel, mariage purement civil devant le *registrar*¹.

Par une loi de 1836², la question des dîmes fut résolue en Angleterre; et sur ce point il peut sembler, au premier abord, que les ministres libéraux aient fait preuve d'initiative. Car le bill déposé par Sir Robert Peel au mois de mars 1835 se bornait à énoncer des règles pour une commutation facultative des dîmes; c'est au contraire une commutation obligatoire qui était instituée par la loi de lord John Russell. La différence apparaît cependant comme moins importante, si on y regarde de près : la loi de 1836, à bien des égards, dérive du bill de 1835.

Sir Robert Peel proposait en 1835 l'institution à Londres, pour la commutation des dîmes, comme il avait été fait pour la réorganisation de la Loi des Pauvres, d'une « commission » centrale, qui serait composée de trois membres, un ecclésiastique, l'archevêque de Canterbury, et deux laïques nommés par la Couronne : les commissaires nommeraient des *assistant commissioners* pour les représenter dans les provinces. Cette disposition fut reprise dans la loi de 1836. Sir Robert Peel, s'il voulait que la commutation s'effectuât de gré à gré entre les parties intéressées, voulait aussi qu'elle s'effectuât selon certaines règles. La dîme, au lieu d'être un prélèvement annuel sur le produit annuel de la terre, serait un versement en argent, une addition au fermage, *a rent charge*, dont le montant serait évalué d'après la valeur marchande des céréales pendant les sept dernières années écoulées. Lord John Russell copia, sur ce point, le bill de Sir Robert Peel; il ajouta seulement que le montant de la dîme, après commutation, ne devrait jamais être supérieur à 75 p. 100, infé-

1. 6 and 7 Will. IV, c. 85.

2. 6 and 7 Will. IV, c. 71. — Cf. 5 and 6 Will. IV, c. 84 (for the more easy recovery of tithes), c. 85 (for the amendment of the law as to the tithing of turnips in certain cases). — 1 Vict., c. 69 (loi d'amendement de la loi adoptée l'année précédente). Pour l'exposé du plan ministériel, voir *H. of C.*, 9 février 1836 : discours de lord John Russell (*Parl. Deb.*, 3rd. ser., vol. XXXI, pp. 185 sqq.).

rieur à 60 p. 100, de la valeur brute de la dîme avant commutation. Sir Robert Peel voulait que si, dans une paroisse, un ou plusieurs *tithepayers*, représentant les deux tiers de la valeur de la dîme, se mettaient d'accord avec le *titheowner*, leur décision, une fois approuvée par les commissaires centraux, eût force de loi pour l'ensemble des *tithepayers* de la paroisse. La loi de 1836 retint cette disposition, ou tout au moins une disposition très semblable, pendant un délai d'un an à partir de la promulgation de la loi. Après quoi les commissaires devaient, sur la demande d'un seul intéressé, dans une paroisse quelconque du royaume, intervenir et imposer la commutation de toutes les dîmes. Ici il y avait divergence manifeste avec le bill de 1835. Il convient cependant d'observer qu'il ne s'agissait pas dans le bill de 1836 d'une obligation absolue, puisqu'il fallait une plainte pour mettre en mouvement les commissaires, de même que, selon le bill de 1835, il n'y avait pas liberté absolue, puisque, dans une paroisse, la minorité aurait subi l'arrangement voulu par la majorité. D'ailleurs la loi de 1836 tendait, par une voie plus rapide, au même but, défini par le même principe. Sir Robert Peel, en ouvrant la discussion, put se vanter à juste titre¹ d'avoir été l'inspirateur du bill ministériel. Loi conservatrice, et qui réussit. La revendication radicale de l'abolition des dîmes tomba en désuétude.

Le problème des dîmes présentait en Irlande une difficulté plus grande. Car les deux partis s'étaient affrontés sur ce point au printemps de 1835; et c'est parce qu'il refusait de se plier aux exigences libérales, formulées par lord John Russell lui-même, que Sir Robert Peel s'était vu contraint de démissionner. Bref, si le ministère libéral voulait résoudre ce problème à l'amiable, de concert avec les conservateurs, il lui fallait capituler sur la question de l'« appropriation » des revenus de l'Église, dont les radicaux faisaient tant de bruit. Il capitula en effet, et ce fut un nouveau triomphe pour Sir Robert Peel.

Dès le mois de décembre 1836, O'Connell, fidèle à sa nouvelle tactique d'opportunisme, informait les radicaux anglais qu'il ne voulait pas jouer l'existence du ministère sur l'*appropriation clause*². Comment alors lord John Russell aurait-il pu résister à la pression qu'exerçaient sur lui le roi

1. *H. of C.*, 9 février 1839: discours de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXI, pp. 192 sqq.).

2. O'Connell à Warburton, 29 décembre 1836 : I wish with all my heart that the Ministry were decently freed from that dilemma. If there were a proper deduction from the tithe, there would for the present be no surplus, and it is really too bad to risk on such a point a Ministry who are for the first time in history conquering the anti-saxon spirit of Ireland, and adding eight millions to the King's subjects (*Sp. Walpole, Life of lord John Russell*, vol. I, p. 273.)

d'une part¹, lord Melbourne de l'autre, pour la lui faire abandonner, et ne pas retenir, un peu plus tard, la leçon des élections de 1837, peu favorables au groupe radical? L'*Irish Tithes Bill* de 1838², qui ne prescrivait pas l'affectation d'un excédent hypothétique à des fins laïques, transformait la dîme, prélèvement sur le produit de la terre, en une redevance foncière, dont le montant, garanti par l'État, serait égal à 75 p. 100 de sa valeur. Le ministère Peel, en 1835, n'avait point proposé autre chose. Lord John Russell expliqua à ses électeurs qu'il avait été obligé d'agir comme il avait agi, ne disposant que d'une faible majorité à la Chambre des Communes, le peuple anglais étant hostile, le peuple irlandais indifférent³. Et peut-être avait-il raison. Mais alors pourquoi avoir, en 1835, jeté Sir Robert Peel par terre?

Toutes les mesures que nous venons d'énumérer
LA RÉFORME DES pouvaient être considérées comme tendant à
ABUS DANS L'ÉGLISE effectuer la sécularisation de l'État, la séparation de l'État et de l'Église⁴. Elles étaient, comme on voit, bien partielles. Si l'Église voulait mettre, d'une manière permanente, un terme aux campagnes radicales, et rendre de nouveau populaire l'union de l'Église avec l'État, il était désirable qu'elle eût le courage d'entreprendre cette œuvre d'épuration, cette « Réforme de l'Église », qui était le vœu des meilleurs de ses fils. A cet égard, un effort considérable fut fourni pendant les cinq années dont nous traitons : sir Robert Peel en avait pris l'initiative. Le nouveau gouvernement demanda à la commission d'enquête qu'il avait constituée de poursuivre ses travaux. Les ministres conservateurs qui en faisaient partie furent remplacés par leurs successeurs libéraux : à cette différence près, ce fut la même commission. Elle déposa trois nouveaux rapports au cours du premier semestre de 1836⁵; et trois grandes

1. Sir H. Taylor à lord John Russell, 2 janvier 1837 (Sp. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, p. 274).

2. 1 and 2 Vict. c. 107.

3. *Letter to the Electors of Stroud on the Principles of the Reform Act*, 1839, 2d ed., p. 42. — V. notamment pp. 30-1 : ... The efforts of the Clergy to persuade the country that the measures of the present Ministry respecting the Church of Ireland and respecting Church Rates would shake and ultimately destroy Church property have had a considerable effect on the public mind.

4. Il faudrait y joindre, pour être complet, quelques mesures votées par le Parlement pour restreindre la juridiction que le droit anglais attribuait aux cours ecclésiastiques sur les laïques : 6 and 7 Will IV, c. 19. An Act for separating the Palatine Jurisdiction of the County Palatine of Durham from the Bishoprick of Durham. — 6 and 7. Will. IV. An Act for extinguishing the Secular Jurisdiction of the Archbishop of York and the Bishop of Ely in certain liberties in the counties of York, Nottingham and Cambridge.

5. *Second, Third, Fourth Reports of Commissioners on the State of the Established*

lois réformatrices furent votées, en 1836, en 1838, en 1840. Lois conformes aux vues exprimées par cette commission, où l'élément ecclésiastique était prédominant.

La loi de 1836¹ opéra un remaniement de la carte diocésaine et une redistribution des revenus de l'épiscopat. Six évêchés furent fondus en trois; en revanche, deux évêchés nouveaux furent créés, l'un à Manchester, l'autre à Ripon, en considération du récent accroissement de la population dans le Lancashire et dans le Yorkshire. Les revenus des évêques furent sensiblement égalisés, afin de rendre moins tentantes ces mutations, ces « translations », pour employer le langage technique, qui soulevaient depuis de longues années tant de protestations. L'archevêque de Canterbury eut un traitement de 15 000 l.; l'archevêque de York, de 10 000 l.; l'évêque de Londres, de 10 000 l.; l'évêque de Durham, de 8 000 l.; l'évêque de Winchester, de 7 000 l.. Les autres évêques virent leurs revenus établis à des chiffres qui allèrent de 4 500 l. à 5 000 l..

Si, pour fixer ces revenus, on avait dans certains cas abaissé le traitement des archevêques et des évêques, on l'avait dans d'autres cas relevé : aucun évêque ne pourrait donc à l'avenir arguer de l'exiguïté de ses revenus pour cumuler avec la charge de son épiscopat un certain nombre de cures, de bénéfices. La loi de 1836² prononça l'interdiction de ce cumul; ainsi se trouvait abordée la question des *pluralities*, qui fit en 1838 l'objet d'un règlement universel³. Il fut interdit aux membres des chapitres d'avoir plus d'un bénéfice et d'être membres de plus d'un chapitre; et le cumul de deux bénéfices devint illicite, quand la distance de l'un à l'autre excédait deux milles, quand la population de l'un dépassait le troisième millier, quand les revenus additionnés excédaient le chiffre de 1 000 l..

Enfin la loi de 1840⁴ régla la question des chapitres des cathédrales.

Church with reference to Duties and Revenues, 4 mai, 13 mai, 24 juin 1836. — Un cinquième et dernier rapport parut en 1837-8.

1. 6 and 7 Will. IV, c. 77 (Established Church Bill).

2. 6 and 7. Will. IV, c. 77, s. 19.

3. 1 and 2 Vict., c. 106.

4. 3 et 4 Vict., c. 113 (Ecclesiastical Commissioners Act). — Cette loi, sur laquelle les chefs de partis étaient d'accord, fut votée au milieu de l'indifférence générale (v. baron Bunsen, *Memoirs*, vol. I, pp. 509-10; lettre du 27 février 1839). Deux « stalles » furent ajoutées au chapitre de Christ Church College, Oxford, pour être attachés l'une à la chaire d'histoire ecclésiastique, l'autre à la chaire de critique biblique (*H. of C.*, 6 avril 1839; *Parl. Deb.*, 3rd. ser., vol. LIII, p. 59). V., en connexion avec cette création, la lettre de Bunsen à sa femme, 16 avril 1839 (*Memoirs*, vol. I, p. 517). — Il y eut un contre-projet de Sydney Smith (v. *Second Letter to Arehdeacon Singleton*, sub finem) et un contre-projet présenté par un comité des cathédrales (*H. of C.*, 6 avril 1839; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LIII, pp. 590-sqq.). Le 25 novembre Peel s'impatiente, et avertit Goulburn que, si les chapitres ne proposent pas immédiatement une solution acceptable, il passera outre (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, pp. 411-2).

Le nombre des chanoines fut fixé à six à Canterbury, Durham, Ely et Westminster; à cinq à Winchester et Exeter; à deux à Llandaff et Saint-David's; à quatre partout ailleurs. C'était une réduction importante, par où l'on comptait réaliser une économie de 130 000 l. par an. Ces 130 000 l. seraient affectées au relèvement des revenus du bas clergé. Un revenu minimum fut fixé pour tous les bénéfices qui dépendaient du patronage de la Couronne. Il ne pouvait être inférieur à 180 l. quand le nombre des fidèles était inférieur à mille; il allait ensuite se relevant progressivement; le maximum était fixé à 400 l., à partir du moment où le nombre des fidèles dépassait cinq mille.

Ces réformes, très énergiques, soulevèrent les protestations d'un certain nombre de *High Churchmen*. Tels Sir Robert Inglis à la Chambre des Communes, l'évêque d'Exeter à la Chambre des Lords¹. Ils alléguèrent que l'État, le Parlement, n'avait pas le droit de considérer les biens de l'Église comme une masse dont il lui appartenait d'opérer à son gré la distribution. Chaque évêque, chaque chapitre, chaque *dean* et chaque chanoine, chaque détenteur d'un bénéfice, jouissait d'un revenu auquel l'État ne devait pas toucher. Ou bien le prêtre devenait un simple fonctionnaire rémunéré par l'État : toute la constitution de l'Église était faussée. Ils protestèrent contre le mécanisme imaginé pour la mise en vigueur de la loi de 1836. Ils n'aimaient pas cette « corporation » permanente de « commissaires ecclésiastiques », où les deux archevêques et l'évêque de Londres siégeaient côte à côte avec une majorité de membres laïques, pour confisquer l'excédent des revenus trop élevés, pour verser une allocation aux évêchés trop mal pourvus, pour élaborer des projets de règlements administratifs, qui, une fois approuvés par la Couronne et publiés dans la Gazette, n'auraient pas même besoin, pour entrer en vigueur, de la consécration d'un vote parlementaire.

Sans doute la législation avait ménagé les inquiétudes du parti de la Haute Église. Chaque évêque restait l'administrateur de ses biens : il était tenu seulement de comparaître devant les commissaires, de déclarer le montant de ses revenus, et de subir, le cas échéant, le prélèvement exigé par la loi. Dès l'année suivante, cependant, afin de résoudre l'inextricable question des *Church Rates*, le ministère essaya d'aller plus loin². Il

1. V. notamment *H. of C.*, 10 mars 1836 : discours de Sir Robert Inglis (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXII, pp. 162-3); — *H. of L.*, 29 juillet 1836 : discours de l'évêque d'Exeter (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXV, pp. 661-3).

2. *H. of C.*, 3 mars 1837 : discours de Spring Rice (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVI, pp. 1207 sqq.). — Sur les protestations du clergé, qui considéra le projet de Spring Rice comme un manquement de parole à son égard, v. Sp. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, p. 278 n..

proposa de confier aux commissaires l'administration de tous les biens de l'Église. Ils les administreraient mieux que ne faisaient les clercs, paieraient au clergé ses revenus accoutumés, et affecteraient le surplus à l'entretien des lieux du culte. Les *church rates*, devenus inutiles, pourraient être alors supprimés : n'est-ce pas ainsi qu'on s'y était pris pour supprimer, en 1833, le *church cess* irlandais? Projet avorté : car l'Angleterre n'était pas l'Irlande, et d'ailleurs l'Église avait pris depuis 1833 conscience de sa force. Les clameurs cléricales, à l'idée de cette frustration déguisée, furent si violentes que le ministère recula, et, ajournant le vote du bill, se borna à ouvrir une enquête sur les revenus du clergé. C'est en 1840 seulement, dans le bill pour la réforme des chapitres, que fut — mais cette fois d'une façon catégorique — consacré le principe de déléguer l'administration des biens ecclésiastiques, dans tous les cas où des canonicats furent supprimés, à cette « commission », simple émanation du Parlement et de l'État. Les *High Churchmen* n'avaient-ils pas le droit de s'alarmer de cette disposition? Si ce n'était pas la séparation de l'Église et de l'État, n'était-ce pas la subordination de l'Église à l'État?

En fait, ce n'était pas encore cela, malgré les apparences. Cette commission, au sein de laquelle, primitivement, les laïques l'avaient emporté en nombre sur les clercs, changeait profondément de caractère en 1840, au moment même où on étendait ses attributions. Dorénavant tous les évêques en feraient partie : ce serait donc, à proprement parler, une assemblée de prêtres qui veillerait à l'administration des biens de l'Église¹. D'ailleurs, en tout état de cause, l'idée de réduire les revenus de l'Église se trouvait, dans cette législation, expressément abandonnée : il ne s'agissait plus que de redistribuer ces revenus laissés intacts. Le législateur n'osait même point opérer un prélèvement sur les revenus des évêques au bénéfice du clergé pauvre ; et non seulement la loi de 1836 maintenait beaucoup d'inégalité encore entre ces revenus, elle les maintenait en outre à un niveau très élevé. Comment s'en étonner, puisque cette législation, selon la méthode conçue par Sir Robert Peel, était l'œuvre de l'épiscopat? Et voilà pourquoi l'autorité épiscopale sortait renforcée de tout ce travail réformateur, contre lequel protestaient les cléricaux les plus intransigeants. La loi de 1836, en ce qui concernait la résidence du clergé paroissial, augmentait le droit de dispense des évêques¹. La loi de 1840 donnait aux évêques le droit de nommer les

1. Le bill primitif avait même renforcé davantage l'autorité épiscopale : mais les dispositions en furent atténuées au cours des débats : voir sur ce point S. Smith, *Third letter to Archdeacon Singleton* (*Works*, vol. II, p. 287).

chanoines, alors qu'auparavant les chapitres s'étaient recrutés par cooptation. Un *Church Discipline Bill*, voté la même année, renforçait le droit de contrôle de l'épiscopat sur les simples prêtres ¹.

PUISSANCE
DE L'ÉGLISE

Bref, il se produisait, une fois de plus, ce qui s'était produit lors du vote du *Church Reform Bill* de 1817 ². Le parti évangélique avait donné l'impulsion au mouvement réformateur; la Haute Église en avait retiré le bénéfice. Mais, à vrai dire, un pacte avait été cette fois conclu entre ces deux partis contre l'alliance impure des catholiques avec les incrédules. Ce pacte portait ses fruits. L'Église prouvait sa vitalité en se réformant elle-même, et elle se fortifiait en s'épurant. Jamais elle n'avait paru plus grande qu'au lendemain des élections de 1837, où, pour la première fois depuis 1830, le parti radical cessa de progresser.

Il ne faut pas assurément, quand on parle de la victoire remportée par l'Église d'Angleterre aux approches de 1840, se figurer une victoire irrévocable et permanente en ses effets. Les sciences poursuivaient leur inexorable progrès; et, par le fait de ce progrès, une nouvelle cosmogonie se constituait, de jour en jour plus difficile à concilier avec la cosmogonie biblique. C'était en particulier la géologie qui était depuis une dizaine d'années, pour les chrétiens orthodoxes, un sujet de graves perplexités: lorsque, chaque été, aux assises tenues par l'« Association Britannique pour l'Avancement des Sciences », ces questions étaient débattues, les colères de la presse bien pensante se déchaînaient. A l'intérieur même de l'Église, le zèle des évangéliques et des *High Churchmen* était tenu en respect par le libéralisme des hommes d'État. Lord Melbourne « libéralisait » l'épiscopat par une série de promotions qui mécontentaient les orthodoxes: Maltby à Chichester puis à Durham, Whately à Dublin, Butler à Lichfield, Stanley à Norwich, Thirlwall à Saint-David's. La promotion de Hampden à la chaire de théologie d'Oxford provoqua, en 1836, une insurrection cléricale, dont le souvenir est resté fameux dans l'histoire de l'Église. Et ce n'étaient pas seulement les hommes d'État whigs qui s'attachaient à user de leur pouvoir pour tempérer les excès de l'orthodoxie anglicane. Sir Robert Peel, pendant son court ministère, avait pris sous sa protection Milman, l'historien des Juifs, suspect au parti orthodoxe: il l'avait fait chanoine de Westminster. Mais cela dit et une fois prises les précautions que rend nécessaires le caractère toujours si complexe, si nuancé, des institutions britanniques, il faut constater, au cours

1. 3 and 4 Vict., c. 86.

2. Voir notre vol. I, p. 421.

des années qui nous occupent, le réveil marqué d'un christianisme orthodoxe et rigide.

L'antichristianisme blasphématoire, qui avait obtenu une sorte de vogue superficielle au lendemain de 1815, semblait discrédité. Que l'on compare, pour s'en rendre compte, le ton de Robert Owen, qui poursuivait sa campagne en faveur d'une société sans religion, avec celui qu'avaient adopté, quinze ou vingt ans plus tôt, Bentham, Hone, Carlile, Byron lui-même. Bowring, éditeur des œuvres complètes de Bentham, éliminait purement et simplement ses pamphlets antichrétiens. La critique allemande était peu connue, tenue en défiance : la « Vie de Jésus » de Strauss, déjà plusieurs fois traduite en langue française, attendait encore un traducteur anglais. Toutes les attaques dirigées vers 1832 contre la liturgie anglicane avaient été repoussées. L'Église avait réformé sa constitution et maintenu l'intégrité de son dogme.

Cette victoire de l'Église, disons-nous, était à bien des égards précaire, menacée par bien des périls. Les catholiques, sous la direction du persuasif Wiseman, opéraient des conversions nombreuses : et les hommes du mouvement d'Oxford allaient, avant beaucoup d'années, leur tendre la main. Mais, pour l'instant, Newman n'avait pas conscience de sa destinée ; et c'est pour répondre à Wiseman qu'il publiait au début de 1837 son livre sur « la fonction prophétique de l'Église, considérée par rapport au romanisme et au protestantisme populaire ¹ ». L'ouvrage reste aujourd'hui encore le plaidoyer classique en faveur de la situation « moyenne » de l'Église d'Angleterre. De même encore les évangeliques écossais, las de ne pas obtenir cette réforme de l'Église nationale d'Écosse qu'ils s'étaient crus en 1834 sur le point d'enlever, allaient prendre bientôt le parti du schisme sous la direction de Chalmers. Mais, pour l'instant, Chalmers, partisan du principe des Églises d'État, venait à Londres défendre l'*Establishment* par une série de conférences qui firent sensation ². Le jeune Gladstone écrivait son livre « sur l'Église et l'État », livre qui semble aujourd'hui bien médiocre, mais dont le succès, à l'heure où il parut, n'en est que plus significatif ³. Sydney Smith, doyen

1. *The Prophetical Office of the Church viewed relatively to Romanism and Popular Protestantism*, 1837. Wiseman avait publié en 1836 ses *Lectures on the doctrines of Catholicism*. Mais Newman semble avoir, dès 1834, commencé le travail qui devait paraître en 1837 (*Apologia pro Vita Sua*, Part IV, éd. 1913, p. 164).

2. Rev. W. Hanna, *Memoirs of Thomas Chalmers*, vol. IV, pp. 345 sqq. — John Morley, *Life of W. E. Gladstone*, vol. I, pp. 177 sqq.

3. *The State in its Relation with the Church*, 1839[1838]. — Voir, sur le livre de Gladstone, l'article de Macaulay, *Ed. Rev.*, avril 1839, art. x. *Church and State* (vol. LXIX, pp. 231 sqq.). — Cf. Bunsen à sa femme, 13 décembre 1838 : Last night, at eleven, when I came from the Duke, Gladstone's book was on my table... It is the book of the time, a

de Saint-Paul, mécontent de n'avoir pas été promu au rang d'évêque par ses amis du parti whig, se vengeait en se faisant l'avocat des chapitres épiscopaux, menacés par le bill qui allait devenir loi en 1840; et jamais il n'avait été plus spirituel et plus jeune que dans ses trois « Lettres à l'Archidiacre Singleton »¹. Les Dissidents eux-mêmes, ou du moins leurs plus notables représentants — Baines au Parlement², Vaughan par le livre³ — se défendaient de vouloir toucher au principe de l'*Establishment*. Tous — Newman et Chalmers, Gladstone, Sydney Smith et les autres — volaient au secours de l'Église.

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Pendant que la question de l'Église se trouvait ainsi réglée, à l'amiable entre les deux partis et d'accord avec l'épiscopat, qu'advenait-il des grands projets de réforme administrative, tracés par Bentham et son groupe, dont l'adoption semblait devoir être la suite logique de la Réforme électorale de 1832? Le *Poor Law Amendment Act* de 1834 avait été, pour les disciples de Bentham, une première victoire; et maintenant c'est en Irlande, où jusqu'alors tout système d'assistance publique avait fait défaut, que le ministère libéral prenait l'initiative paradoxale d'introduire la Loi des Pauvres. Nous disons : paradoxale, puisque c'étaient primitivement Michel Thomas Sadler et les tories intellectuels qui demandaient l'extension à l'Irlande de la Loi anglaise des Pauvres, pendant que les libéraux orthodoxes se déclaraient hostiles au principe même de la loi. Même après qu'ayant

great event. — The first book since Burke that goes to the bottom of the vital question, far above his party and his time... Gladstone is the first man in England as to intellectual power (*Memoirs of Baron Bunsen*, vol. I, pp. 489-490).

1. *First Letter to Archdeacon Singleton on the Ecclesiastical Commission*, 1837. — *Second Letter...*, 1838. — *Third Letter...* 1839 (*Works*, vol. II, pp. 255 sqq.).

2. *H. of C.*, 22 mai 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVIII, p. 232)

3. R. Vaughan, *Thoughts on the Past and Present State of Religious Parties in England*, 1838, p. xvi : It may be strictly lawful that there should be no Established Church; but in the state of society existing in England it may be far from expedient. The whole question, though truly one of principle, is also one to be determined in a great degree by circumstances. While the social system of England shall be what it is, and while the prevalent feeling in favour of an Established Church shall be what it is, there ought, as I conceive, to be such a Church. — P. xviii : My own conviction, in regard to the Church of England, and that, as I believe, of Dissenters generally, is not that she should be demolished or despoiled, but that she should be regarded as pertaining to the religion of the majority, according to the real state of things in England....

réformé le système de l'assistance publique, ils se furent réconciliés avec une loi qui dorénavant était leur œuvre, l'embarras subsista. Les ministres gouvernaient l'Irlande de concert avec O'Connell : or O'Connell, disciple intransigeant de Ricardo, était hostile à toute Loi des Pauvres ¹. Ils nommaient une commission pour étudier le problème de la misère en Irlande : or cette commission, dont faisait partie l'archevêque Whately, adepte de la doctrine malthusienne, se prononçait contre l'idée d'une assistance prêtée par l'État aux indigents valides. Pourtant il était urgent de venir en aide, sur le sol de leur patrie, aux pauvres irlandais; ou bien l'afflux des immigrants irlandais en Angleterre serait une source de troubles toujours croissants.

Les ministres dépêchèrent alors en Irlande un des trois commissaires de la Loi des Pauvres, George Nicholls, muni d'instructions qui sans doute ressemblaient à des ordres. Une tournée de six semaines lui permit de rédiger un rapport par lequel il préconisait l'introduction en Irlande des principes de la nouvelle Loi des Pauvres : obligation du *workhouse*, administration par les contribuables à la base, et contrôle exercé au sommet par les trois commissaires de la métropole. Un bill fut rédigé, conforme aux conclusions de George Nicholls, déposé dès 1837, et finalement voté en 1838 ². Ainsi le principe que les ministres whigs, sous l'influence du groupe de Bentham, avaient quatre ans plus tôt introduit dans l'administration remportait un nouveau triomphe. Pourquoi donc ne pas étendre à d'autres branches de l'administration locale le nouveau système qui recevait en matière d'assistance publique l'approbation du Parlement? C'était le vœu des « radicaux philosophiques ». Mais de grosses difficultés s'opposaient à ce que le vœu fût adopté.

Si, d'abord, l'opinion publique redevenait favorable à l'Église, il était naturel qu'elle redevînt, du même coup, favorable à tout cet ensemble de traditions locales dont l'Église était en quelque sorte l'expression : ce n'est pas seulement en matière de religion, c'est en toutes matières que l'Angleterre, une fois passée la convulsion de 1832, avait cessé de se sentir révolutionnaire. D'autre part, cette Loi des Pauvres, qui pouvait servir de base à tout un nouveau système d'administration locale, se trouvait précisément en butte à une formidable impopularité. Nous reviendrons plus tard sur l'agitation des basses classes qui s'organisa vers cette époque dans les districts industriels contre la construction des *workhouses*. Nouvel

1. *H. of C.*, 13 février 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVI, pp. 485 sqq.); 28 avril 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVIII, pp. 360 sqq.); 9 février 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVIII, pp. 947 sqq.); 30 avril 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLII, pp. 681 sqq.).

2. 1 and 2 Vict., c. 56.

obstacle aux réformateurs de l'administration : ils avaient abordé le problème de telle manière qu'ils avaient rendu leur solution suspecte. Une seule tentative fut faite par le ministère pour employer à d'autres fins les rouages du nouveau système d'assistance publique. Quand, pour régler la question du mariage des Dissidents, il constitua un état civil, il employa les cadres de la Loi des Pauvres : ce furent les trois commissaires chargés de l'administration de cette loi qui eurent pour fonction de désigner, dans les « unions », les employés préposés à la tenue des registres de l'état civil, avant qu'ils fussent groupés dans un bureau central pour chaque comté, et finalement dans un bureau central pour l'Angleterre tout entière. L'idée était heureuse, et devait finalement réussir : Chadwick obtint même que les nouveaux fonctionnaires fussent invités à enregistrer, outre le décès, la cause du décès, préparant ainsi de loin la constitution de ce service de l'hygiène publique, vers lequel Southwood Smith et lui-même aspiraient depuis de longues années ¹. Mais il fallut du temps avant qu'on pût faire entrer en application le régime dans certains districts du nord. Le peuple crut à un plan compliqué pour introduire, par un détour, la Loi des Pauvres contre laquelle il s'insurgeait ². C'était un avertissement pour les hommes d'État anglais. Ils abandonnèrent l'idée d'unifier l'administration locale sur la base de la Loi des Pauvres. Ils se contentèrent de réformer le vieux système par pièces et par morceaux, substituant un nouveau chaos administratif à l'ancien chaos et comptant, comme par le passé, sur les mœurs plus que sur les lois pour faire fonctionner la machine.

LA RÉFORME DES CORPORATIONS MUNICIPALES

Il y avait, en premier lieu, une séparation traditionnelle entre les villes et les campagnes, les « bourgs » et les « comtés », qu'il fallait abolir si on voulait appliquer le plan unificateur des disciples de Bentham. Mais on n'avait pas osé y toucher quand, en des années plus instables, on avait réformé le régime électoral. Il n'y

1. *The Health of Nations. A review of the works of Edwin Chadwick.* With a biographical dissertation. By Benjamin Ward Richardson, 1887, vol. I, pp. XLIII-XLV. — Sur la manière dont Chadwick utilisa, dès 1839, les commissaires pour préparer, par des recherches statistiques appropriées, la constitution ultérieure d'un service d'hygiène publique, v. Gilbert Slater, *The Making of Modern England*, pp. 165-6. — Les Registrars, ou fonctionnaires de l'état civil, se trouvèrent tout naturellement désignés pour organiser en 1841 le recensement général de la population, et les Registrars' Districts servirent de cadres à cette organisation (3 and 4 Vict. c. 99).

2. Voir notamment dans : *Appendix to Third Annual Report of the Commissioners under the Poor Law Amendment Act, 1837*, le *Report from the Commissioners to the Right Honourable Lord John Russell relative to proceedings in the Huddersfield Union*, 21 juin 1837 (pp. 71 sqq.).

avait pas lieu d'espérer, maintenant que revenaient le calme et même l'apathie, un abandon de ce dualisme consacré par les siècles. On légiféra séparément pour les bourgs et les comtés.

La réforme des corporations municipales écossaises avait déjà été accomplie, silencieusement, presque sans débats, en 1833¹, par le premier Parlement réformé. La commission qui fut nommée la même année pour étudier la question de la réforme des corporations anglaises déposa son rapport en 1835². Le ministère de lord Melbourne, à peine revenu au pouvoir, décida d'y donner suite. Le bill, voté en première lecture par la Chambre des Communes le 5 juin, fut définitivement adopté et promulgué le 9 septembre³. Non sans un sérieux conflit avec la Chambre des Lords, qui crut un moment avoir réussi, en introduisant dans le bill des amendements limitatifs, à le rendre inacceptable au parti libéral et à en provoquer l'abandon. Mais tout s'arrangea grâce à l'arbitrage de Sir Robert Peel. Les corporations irlandaises restaient à réformer : ce fut un gros travail, qui occupa le Parlement pendant cinq sessions successives⁴. Et le bill qui fut voté finalement en 1840⁵ après de longs débats contenait beaucoup de concessions aux objections, aux répugnances du parti conservateur et protestant. Tant bien que mal, la réforme se trouvait donc, à cette date achevée pour l'ensemble du Royaume-Uni. Quelle en était l'économie?

Considérons, pour en comprendre l'esprit général, la plus importante des trois lois, la loi de 1835 qui concerne l'Angleterre et le pays de Galles. Il y avait, antérieurement au vote de la loi, cent quatre-vingt-quatre « corporations » fermées, se recrutant par cooptation, où sévissaient le népotisme et l'exclusivisme religieux, et dont la tâche principale était d'administrer un certain nombre de fondations charitables et pieuses. Elles furent supprimées, et remplacées par un nombre égal de corps élus. Les fonctions qui échurent à ces nouvelles corporations furent rigoureusement définies par la loi, et fort restreintes. Elles perdirent, d'une part, le droit d'administrer les fondations pieuses. Elles acquirent, d'autre part, le droit de veiller à l'éclairage et à la sécurité des rues, selon les dispositions de ces *Lighting and Watching Acts* que le Parlement avait pris

1. 3 and 4 Will. IV, c. 76, 77.

2. *First Report of the Commissioners appointed to inquire into the Municipal Corporations in England and Wales*, 1835; suivi, la même année, d'un Appendice en cinq parties, respectivement consacrées aux divers « circuits » régionaux entre lesquels les commissaires avaient réparti l'Angleterre.

3. 5 and 6 Will. IV, c. 76.

4. *Ann. Reg.*, 1836, pp. 21 sqq.; 1837, pp. 40 sqq.; 1838, pp. 126 sqq.; 1839, pp. 81 sqq.; 1840, pp. 105 sqq.

5. 3 and 4 Victoria, c. 108.

l'habitude, depuis un demi-siècle, de voter de temps à autre en faveur de telle ou telle localité. Elles disposèrent, pour subvenir aux frais de l'administration locale, des revenus des biens des anciennes corporations : si les frais excédaient les revenus, la loi leur permettait de prélever des contributions sur les habitants du bourg, contributions que le législateur de 1835 ne prévoyait pas sans doute devoir jamais être fort élevées. Furent électeurs tous les *householders* de la localité inscrits au rôle de l'impôt des pauvres, et le conseil fut renouvelé annuellement par tiers. On tendait ainsi à se rapprocher du double principe radical : suffrage universel et élections annuelles. Les conservateurs obtenaient seulement l'introduction d'un certain nombre de dispositions moins démocratiques. Obligation, pour les électeurs, de trois ans de résidence. Obligation, pour les élus, d'un cens d'éligibilité. Addition aux conseils d'un tiers d'*aldermen*, élus par les conseils eux-mêmes pour un laps de six années. Remarquons enfin que la loi de 1835 s'appliquait exclusivement aux anciennes corporations municipales : telles grandes villes, comme Manchester et Birmingham, qui envoyaient des représentants au Parlement, n'étaient pas investies du droit d'élire un conseil municipal, puisqu'elles n'avaient pas eu, dans le passé, de corporation. La loi de 1835 laissait seulement la faculté aux *householders* de signer une pétition à cet effet : il appartiendrait alors à la Couronne de leur accorder la faveur demandée.

Pour mieux comprendre ce que valait cette loi, le mieux est de la comparer aux deux lois écossaise et irlandaise.

La loi écossaise accordait d'emblée un conseil municipal élu à tous les *royal burghs*, sauf à neuf qui furent jugés d'importance trop médiocre. Elle l'accordait en outre à treize localités qui, sans avoir été des *royal burghs*, avaient cependant été jugées dignes en 1832 d'élire des représentants au Parlement. Elle apparaissait donc, à cet égard, comme plus large que la loi anglaise de 1835. Mais d'autre part elle n'accordait le droit de vote qu'aux habitants déjà munis de la franchise parlementaire, aux occupants d'un immeuble dont la valeur locative était de 10 l.. Visant à l'unification du régime municipal et du régime législatif, elle ne pouvait pas constituer, par rapport à la Réforme de 1832, un progrès démocratique. Sous cet aspect, la loi anglaise de 1835 était plus libérale ¹.

Quant à la loi irlandaise de 1840, elle était, à tous égards, plus étroite

1. Un premier bill, introduit par lord Brougham à la Chambre des Lords, au cours de la session de 1833, pour la réforme des corporations municipales en Angleterre, préconisait un système semblable à celui qui fut adopté, la même année, pour les *burghs* écossais (*H. of C.*, 27 février 1835 : discours de Sir Robert Peel; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, p. 424. — *The Reform Ministry and the Reformed Parliament*, 1833, p. 75).

que la loi écossaise et que la loi anglaise. Le parti tory se résignait à la suppression pure et simple des anciennes corporations cooptatives dont l'exclusivisme protestant dans un pays catholique était trop scandaleux; mais il ne voulait pas qu'elles fussent remplacées par des conseils élus où les catholiques seraient prépondérants à leur tour. Il obtint partiellement gain de cause : sur quarante-huit corporations supprimées, dix seulement furent remplacées par des municipalités élues. Le parti tory exigeait, en outre, que le corps électoral, dans ces nouvelles municipalités, fût aussi restreint que possible. En fin de compte un cens électoral de 10 l. fut adopté, c'est-à-dire en apparence le même cens électoral qu'en Écosse, en réalité un cens conçu de manière à constituer un corps électoral beaucoup plus restreint : car le pays était beaucoup plus pauvre¹.

C'est ainsi qu'il se forma, en Écosse, en Irlande même, et particulièrement en Angleterre, de véritables îlots de démocratie représentative. Trois mois après la promulgation de la loi anglaise de 1835 eurent lieu, en exécution de la loi, les premières élections municipales : elles furent, pour le parti réformateur, l'occasion d'un triomphe. Elles constituèrent une sorte de révolution sociale : les marchands, les boutiquiers, remplacèrent, dans le gouvernement des bourgs, les clients de l'aristocratie. De révolution religieuse aussi : les Dissidents, nombreux dans tous les nouveaux conseils, y furent parfois en majorité; dans certaines villes le maire fut un Dissident². Les libéraux tirèrent de ces élections un présage favorable. Leur situation parlementaire, extrêmement précaire depuis six mois qu'ils avaient réussi à se réemparer du pouvoir, fut affirmée. Ils espérèrent même — l'événement devait les démentir — qu'ils prendraient aux prochaines élections générales leur revanche des médiocres résultats obtenus en 1835. O'Connell annonçait que les nouveaux conseils municipaux seraient des écoles normales d'agitation démocratique.

Le *Municipal Corporations Act* se trouva encore réagir d'une autre manière, indirecte, sur l'administration du pays. Le projet de loi ministériel

1. Les trente-huit bourgs qui avaient eu des corporations et qui cessèrent d'en avoir en 1840 purent s'administrer sous le régime du *General Lighting and Watching (Ireland) Act* de 1828 (9 Geo. IV, c. 82). Ils eurent aussi, et tous les bourgs d'Irlande eurent comme eux, la faculté de demander, par voie de pétition, une charte d'incorporation selon la loi de 1842. Le pétitionnement était soumis à des règles compliquées, plus compliquées que celles auxquelles était soumis le pétitionnement des villes anglaises, prévu par la loi de 1835 (3 and 4 Victoria, c. 108, s. 14).

2. Voir notamment Bunce, *History of... Birmingham*, vol. I, pp. 153 sqq. — L'art. 50 de la loi de 1835 obligeait les conseillers municipaux à prêter serment selon la formule de la loi 9 Geo. IV, c. 17. Sur les difficultés soulevées à cet égard par les Dissidents, v. E. Baines, *Life of Edward Baines*, p. 223.

avait d'abord conféré aux conseils municipaux le droit de nommer des Juges de Paix. La Chambre des Lords avait rejeté cette disposition qui constituait une révolution dans le droit public anglais. Mais lord John Russell, afin de faire accepter par les radicaux l'article sous sa forme amendée, avait promis que, pour les bourgs en question, il tiendrait compte, lorsqu'il nommerait des Juges de Paix, de la recommandation des conseils municipaux¹. Le parti libéral avait fini par confondre cet engagement verbal avec le texte de la loi ; et lord John Russell considéra qu'il ne faisait que se conformer à l'esprit sinon à la lettre de cette loi en nommant systématiquement ses Juges de Paix sur l'avis des nouveaux conseils. Il renforçait ainsi le système qu'il avait adopté, dans ses nominations, de négliger les recommandations des lords lieutenants. Automatiquement, puisqu'ils étaient toujours recrutés dans la *gentry* et le clergé, les Juges de Paix étaient tous ou presque tous des tories. Pour faire équilibre, lord John Russell nomma des whigs de sa pleine autorité.

Il y eut de la sorte certaines villes où les Juges de Paix se trouvèrent, par un renversement des vieux usages, être tous, ou presque tous, des *whigs*. Dans les campagnes même, il s'infiltra parmi les Juges de Paix des Dissidents, des manufacturiers, au grand ennui de lord Melbourne².

1. *H. of C.*, 1, 7 septembre 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd. ser., vol. XXX, pp. 1221 sqq., 1405-6). — L'article 98 de la loi de 1835 donnait le droit de nommer des Juges de Paix, en nombre indéterminé, dans tous les bourgs « to which His Majesty may be pleased upon the Petition of the Council thereof to grant a Commission of the Peace ». Cette faculté accordée aux bourgs de réclamer des Juges de Paix sans désignation individuelle semble avoir été interprétée par les libéraux comme une faculté de recommander des individus déterminés (*Morning Chronicle*, 28 décembre 1835). Cf. *Greville Memoirs*, 22 juillet, 31 décembre 1839 ; et *H. of L.*, 9 février 1836 : motion de lord Salisbury (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXI, pp. 177 sqq.).

2. Lord Melbourne à lord John Russell, 6 octobre 1835... : It is certainly true that I always admitted a man's being a Trader to be an objection to his becoming a Magistrate, and I believe it is upon this principle that the Commissions have been constituted generally, and particularly in the manufacturing Counties. The notion was that Manufacturers would not be considered impartial Judges in cases between the Workmen and their employers. You may certainly say the same with respect to Country Gentlemen in disputes between farmers and their men, and also upon the Game Laws, but after all Country Gentlemen have held, and do hold, a higher character than Master Manufacturers... You must also bear in mind that the majority of Master Manufacturers are Tories, particularly, for instance, in this very town [of Wolverhampton]... (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 138-9). — Lord John Russell à lord Melbourne, 9 octobre 1835... : You must recollect the power of a Magistrate does not begin and end with sending a sheep-stealer to jail. The county purse is in a great degree under his control, roads are turned, bridges made, the poor relieved by his decisions, and in this county our Whig magistrates have reduced the expenses 50 per cent by economy and honesty. The landed gentry are very respectable, and I have always found them kind and humane, but they are certainly the class in this country most ignorant, prejudiced and narrow-minded of any. The uneducated labourers beat them hollow in intelligence (*Ibid.*, pp. 143-4). — Le parti libéral était devenu très impatient de la manière dont, entre 1830 et 1834, le ministère avait usé de tolérance à l'égard des tories. Voir *Morning Chronicle*, 5 mai 1834 : What can be expected when Tories are not

Deux lords lieutenants démissionnèrent plutôt que de tolérer ce qu'ils considéraient comme une usurpation de leurs fonctions¹. Le scandale fut à son comble quand, des troubles populaires ayant éclaté, on sut que deux agitateurs notoires étaient, ou avaient été, des « Juges de Paix de lord John Russell ». C'est ainsi qu'il s'opérait, dans le recrutement des administrateurs non seulement des villes, mais des campagnes, une révolution silencieuse². Était-ce assez pour résoudre le problème du gouvernement local? Oserait-on aborder le problème qui logiquement semblait se poser maintenant : réformer l'administration des campagnes après l'administration des villes en substituant le principe de l'élection au principe de la cooptation aristocratique? Le ministère de lord Melbourne n'en eut pas l'audace, ou la force.

AUTRES RÉFORMES ADMINISTRATIVES³

Une commission, nommée pour faire une enquête sur la gestion des finances des comtés, déposa un premier rapport au mois d'août 1835, un second rapport

only continued in every office of power and authority, but when they share equally with the Liberals in all vacant patronage. General Jackson's sweep is preferable to this silly game of attempting to catch enemies by putting salt on their tails.

1. Le duc de Newcastle, dans le Nottinghamshire (v. *Greville Memoirs*, 2 mai 1839 : il n'avait pas voulu accepter la nomination d'un Juge de Paix dissident et radical), le marquis de Queensberry dans le Dumfriesshire (« from feeling it incompatible with his sense of honour to continue to the Lord Melbourne Ministry the benefit of his Lordship's support » : *Times*, 4 juillet 1838). — Certaines gens, dans le parti libéral, semblent avoir pressé les ministres d'aller plus loin, et de révoquer les lords lieutenants Tories qui se montreraient indociles, si l'on en juge par la lettre que lord Melbourne adressait à lord John Russell le 20 janvier 1839 (il s'agit en vérité ici de l'Irlande) : ... There is nothing so bad as a bad precedent. Everybody condemned the dissimul of the Duke of Norfolk and Lord Fitzwilliam, and yet everybody has it always running in his head to do the same. I know that, if we continue in office, I shall be overruled, and made volens nolens a party to some folly of this kind (*Lord Melbourne's Papers*, p. 390).

2. *H. of L.*, 9 février 1836 : motion de lord Salisbury (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXI, pp. 177 sqq.); 5 juillet 1838 : motion de lord Harewood (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIII, pp. 1267 sqq.); 17 juillet 1838 : motion de lord Wharnccliffe (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIV, pp. 253 sqq.); 10 août 1838 : motion de lord Haddington (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIV, pp. 1122 sqq. — Cf. *Times*, 31 août 1838. — Les trois *Returns* publiés en 1836 ne donnent malheureusement que les noms des Juges de Paix sans indication de profession, et ne sont en conséquence d'aucun secours pour l'historien. Plus intéressant sont les *Returns*, publiés le 16 août 1833, des Juges de Paix nommés depuis le 1^{er} janvier 1831, « and distinguishing the Number of Clerical and Lay Justices, and of those who have qualified ». Mais il est antérieur à la période qui nous intéresse.

3. C'est la *gentry* rurale qui, alarmée par l'accroissement des charges locales, demanda un remède législatif, et contribua pour une bonne part, à mettre en branle la réforme de l'administration des comtés : il en fut de même, en 1834, pour la réforme de la Loi des Pauvres. Voir les discours de lord Chandos, 25 mai 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVIII, p. 86), et 27 avril 1836 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIII, pp. 337-8). — Cf. *First and Second Reports from the Select Committee of the House of Lords appointed to inquire into the Charges of the County Rates in England and Wales, 1834*, et *House of Commons. Report from Select Committee on County Rates with Minutes of Evidence, 1834*. — Le *Poor Law Amendment Act* de 1834 n'avait-il pas été, en

en juin 1836¹. Aussitôt Joseph Hume intervint à la Chambre des Communes pour réclamer la séparation des fonctions judiciaires et des fonctions financières des Juges de Paix et le dessaisissement des Juges de Paix en matière de finances : il fallait faire pour les campagnes ce qu'on venait de faire en 1835 pour les villes, donner aux contribuables un droit de contrôle sur la gestion administrative des comtés. Hume ne demanda pas, comme d'autres l'avaient proposé, qu'on donnât aux *guardians* de la Loi des Pauvres le droit de fixer, percevoir et administrer le *County Rate* : il n'aimait pas le système selon lequel les *guardians* étaient élus, le nombre des voix de chaque électeur variant avec sa richesse². Il proposa la constitution, dans chaque comté, d'un *County Board*, élu par tous les *ratepayers* dans les mêmes conditions où les *ratepayers* venaient d'élire, dans cent quatre-vingt-quatre villes anglaises, leurs conseillers municipaux. Adopté en première lecture, avec l'approbation du gouvernement, le bill rencontra, en seconde lecture, l'opposition des *County Members*, et fut rejeté. En vain Hume revint à la charge en 1839³. Il se heurta chaque fois à l'hostilité de la *gentry*, à l'inertie gouvernementale.

Si l'on conçoit que le ministère hésitât à aborder d'ensemble, comme le

même temps qu'une loi de centralisation administrative, une loi d'assistance financière aux agriculteurs ? Mais le souci de conserver la mainmise sur l'administration des comtés fut le plus fort. Il est intéressant de noter qu'en 1829 Robert Peel introduisit un grand bill pour la réforme de l'administration des comtés, auquel il semble avoir attaché beaucoup d'importance, mais qu'il se bornait à « consolider » en une loi unique toutes les lois concernant les Juges de Paix, renforçait, en la définissant plus exactement, leur autorité, et rendait leur recrutement plus difficile, en relevant leur « qualification » de cent à trois cents livres sterling (*H. of C.*, 25 mars 1829; *Parl. Deb.*, n. s., vol. XX, pp. 1445 sqq.).

1. *Preliminary Report of the Commissioners appointed to inquire respecting County Rates*, 12 août 1835. — *Report of the Commissioners for inquiring into County Rates, and other matters connected therewith*, 16 juin 1836. Le Rapport préconise un système mixte de gestion financière dans les comtés : « no reason is apparent why persons elected by boards of guardians should not satisfactorily conduct the affairs of the county in conjunction with a limited number of magistrates » (p. 50).

2. Il faisait encore d'autres objections à l'administration par les *Boards of Guardians*. Les Unions étaient des circonscriptions trop limitées ; elles débordaient souvent d'un comté sur un autre ; la Loi des Pauvres n'était encore entrée en application que dans une moitié du royaume environ. Toutes ces raisons ne semblent pas décisives, puisque, la même année, pour l'établissement de l'état civil, on sut bien utiliser les cadres administratifs de la Loi des Pauvres et les mettre en harmonie avec l'organisation des comtés. Voir le discours de Joseph Hume, *H. of C.*, 21 juin 1836 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIV, pp. 680 sqq.).

3. *H. of C.*, 20, 21 août 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. L, pp. 465, 471). — Un adversaire fit au bill de Hume cette objection que « the existence of boards of guardians... rendered the formation of such bodies as these councils unnecessary » (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. L, p. 465-6). — C'est à cette date que l'expression « County Councils » semble être employée pour la première fois (Cf. *Report of Commissioners on County Rates*, p. 51) : en 1836, Hume disait « County Boards ».

lui demandait Joseph Hume, la question de l'administration des comtés, il pouvait, d'autre part, difficilement éviter de résoudre certains problèmes urgents que soulevait cette administration : dans quel esprit les résoudrait-il donc, si la solution radicale lui faisait peur ? L'organisation des voies de communication était un véritable chaos. Il y avait des *turnpike roads*, gérées par des *trusts*, sortes de corporations investies par la loi du droit de prélever un péage sur les passants ; mais, depuis que l'invention des chemins de fer, en ruinant les services de malle-poste, enlevait à ces *turnpike trusts* la source la plus abondante de leurs revenus, ils étaient tous en faillite ¹. Il y avait en outre une foule de chemins moins importants, abandonnés, sans contrôle, sans tentative de systématisation, à la gestion de chaque paroisse, et par conséquent très mal entretenus. Le ministère essaya de résoudre le problème des *turnpike trusts* en les supprimant radicalement, et en leur substituant un vaste service administratif couronné par un bureau siégeant à Londres. Mais les intérêts particuliers qui se trouvaient menacés par la réforme étaient trop puissants ; il leur fut facile d'intimider le ministère en dénonçant le péril de la centralisation administrative ². Pour ce qui est des autres routes du royaume, le *Highway Bill* de 1835 fut voté ³. Grande loi par ses dimensions, et qui a l'apparence d'un code en cent dix-neuf articles. Loi timide quand on en examine les détails. Les paroisses durent élire annuellement un agent-voyer, un *surveyor* ; si elles ne le faisaient pas, les Juges de Paix avaient le pouvoir d'intervenir et de le nommer à leur place ; la loi ne prévoyait pas d'autre sanction que cette sanction facultative. Les paroisses avaient en outre le droit de demander aux Juges de Paix à être groupées en districts, à la tête desquels seraient préposés des *district surveyors*. Mais à l'intérieur du district, s'il venait à être constitué, l'autonomie financière de chaque paroisse était jalousement protégée : le district n'était constitué que pour trois ans, et toute paroisse pouvait se retirer du district où elle était englobée, après un préavis de douze mois. Ainsi la Paroisse et les Juges de Paix restaient les seules autorités administratives permanentes qui fussent reconnues par ce bill tout facultatif. La mesure était si inefficace que le ministère essaya d'y substituer une loi beaucoup plus radicale. Les districts des routes auraient été partout assimilés aux Unions de la Loi des Pauvres, soumis au contrôle

1. Sur la décadence des *Turnpike Trusts*, voir S. and B. Webb., *The Story of the King's Highway*, pp. 215 sqq.

2. *H. of C.*, 2 mars 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVI, pp. 1196-8) ; 10 mai 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVIII, p. 789) ; 11 juin 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVIII, pp. 149 sqq.).

3. 5 and 6 Will. IV, c. 50.

des *Boards of Guardians*¹; mais le nouveau bill avorta, au cours de la discussion des articles.

Une autre question, posée depuis longtemps, devint pressante en 1839 : car tout le nord de l'Angleterre, cette année-là, fut agité par des troubles contre lesquels les amis de l'ordre n'eurent d'autre recours que la troupe, faute d'une gendarmerie locale. Comment donc donner au pays la gendarmerie qui lui faisait défaut? Fallait-il organiser une police d'État, placée dans la dépendance exclusive d'un service central siégeant à Londres? C'est ce que Peel avait fait en 1829 pour la ville de Londres¹; mais telle audace était permise à un ministre tory qui ne l'était pas à un ministre libéral. Fallait-il donc attendre la constitution de ces *County Boards* réclamés par Joseph Hume et ses amis, pour leur attribuer le contrôle de la police rurale? On ne pouvait ajourner jusqu'au temps où cette utopie serait réalisée la solution d'un problème grave. Lord John Russell prit le parti de remettre aux Juges de Paix des comtés toute l'administration de la police locale², le secrétaire d'État ne se réservant pour fonction que d'énoncer les règles de cette administration, uniformes sur toute l'étendue du royaume. Les Juges de Paix eurent le droit d'augmenter ou de réduire à leur gré le nombre des *constables*; ils eurent le droit de nommer les *chief constables*, — un *chief constable* par comté ou par circonscription électorale — qui eurent pleins pouvoirs à leur tour pour nommer ou casser les simples *constables*. C'était assurément une mesure de centralisation; elle rencontra l'opposition bruyante de Disraeli, de Fielden, d'Attwood et d'une poignée de radicaux extrémistes³. Mais ce n'était une mesure de centralisation que dans les limites de chaque comté, et la centralisation ne s'opérait pas, comme ç'avait été le cas pour la nouvelle Loi des Pauvres, au détriment de la *gentry* rurale. Elle s'opérait au bénéfice et sous le contrôle de cette *gentry*. Dix années de gouvernement whig aboutissaient au renforcement de l'autorité des Juges de Paix aristocratiques dans les campagnes⁴.

1. *H. of C.*, 6 mars 1839 (à cette date le bill a été modifié : le *Board of Highways* n'est plus le *Board of Guardians* (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, pp. 1319 sqq.), et 24 avril 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVII, pp. 499 sqq.).

2. 2 and 3 Vict., c. 93. Le titre de la loi est caractéristique : « An Act for the establishment of County and District Constables by the Authority of Justices of the Peace. » Une loi avait été votée antérieurement (5 and 6 Will. 4, c. 43) « for enlarging the powers of magistrates in the appointment of special constables ».

3. *H. of C.*, 24 juillet, 7 août, 8 août 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIX, pp. 731, 738); 7 août 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. L, p. 6); 8 août 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. L, p. 116).

4. La loi fut amendée en 1840 (3 and 4 Vict., c. 88). — Au cours des débats dont ce nouveau bill fut l'objet, on trouvera des détails intéressants sur l'application de la loi de 1839 (*H. of C.*, 18 février, 24 mars, 30 mars, 18 juin, 26 juin, 16 juillet 1840. — *Parl.*

L'ORGANISATION DE
L'ENSEIGNEMENT
POPULAIRE

Il y avait cependant un point du programme réformateur sur lequel il était difficile aux radicaux de battre en retraite sans déshonneur : la question de l'éducation populaire, soulevée par Roebuck dans le premier Parlement réformé, demeurerait-elle en suspens? Le système des *grants in aid*, des subventions de l'État, qui avait été inauguré en 1834, ne donnait pas satisfaction aux Dissidents : car il se trouva, dès la seconde année, que la méthode adoptée pour la réparation des *grants*, non seulement ne donnait rien aux catholiques, mais favorisait automatiquement les écoles de l'Église anglicane, celles de la *National Society*, au détriment des écoles des sectes, celles de la *British and Foreign School Society*. Malheureusement, dès que les radicaux prenaient la parole pour protester contre le monopole de fait dont l'Église Établie se trouvait jouir en matière d'instruction populaire, le même malentendu renaissait toujours entre les protestants évangéliques des sectes, très attachés à l'enseignement religieux, et les libres-penseurs qui suivaient la tradition de Bentham, partisans d'une école purement laïque. Roebuck, à partir de 1835, laissa dans l'ombre son programme d'écoles obligatoires à la manière américaine ou prussienne ¹. Il ne fut d'ailleurs pas réélu en 1837 : sa succession, en ces matières, échut à un autre radical, un catholique irlandais, Thomas Wyse, qui avait été l'initiateur du système irlandais d'éducation nationale ², et qui faisait, dans la *Central Society for Education*, campagne pour l'introduction en Angleterre d'un système semblable. Lui aussi jugea prudent de limiter ses revendications en raison du prestige croissant dont l'Église jouissait visiblement dans l'opinion. Il se rallia ³ au programme plus modéré qui fut exposé devant la Chambre des Lords, au mois de décembre 1837, par lord Brougham ⁴.

Deb., 3rd ser., vol. LII, pp. 387 sqq.; vol. LIII, pp. 19 sqq., 250 sqq., 1269 sqq., 762 sqq.).

1. *H. of C.*, 3 mars 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, pp. 495 sqq.).

2. *H. of C.*, 12 février 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, p. 289).

3. *H. of C.*, 14 juin 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIII, pp. 710 sqq.); 12 février 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, pp. 289 sqq.).

4. *H. of L.*, 1^{er} décembre 1837 : discours de lord Brougham (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIX, p. 432). Cf. *A Letter on National Education to the Duke of Bedford, from Lord Brougham*, 1835. — Signalons ici une suggestion faite par Sir Robert Peel en 1841, à l'effet d'employer, pour le développement de l'enseignement populaire, le mécanisme de la Loi des Pauvres. On aurait utilisé certaines écoles instituées en vertu de la loi de 1834 — celles qui n'étaient pas attachées à un *workhouse*, — pour l'éducation des enfants du voisinage, moyennant paiement d'une somme légère. Pourquoi, demande un parlementaire, cette disposition ne serait-elle pas étendue à tous les *workhouses* du royaume? « In each workhouse a school must be maintained, and by adopting the

Lord Brougham demandait en premier lieu la formation d'un service de l'instruction publique, sous la forme d'un bureau, d'un *board*, qui serait composé de deux des principaux secrétaires d'État, plus trois membres nommés à vie. Ce *board* aurait pour fonction, d'abord, de contrôler la distribution des *grants* aux écoles fondées par la philanthropie privée. Il devrait encore contrôler la gestion de nombreuses fondations pieuses, d'origine très ancienne et conduites avec une incurie qui scandalisait les réformateurs radicaux : ceux-ci se persuadaient que, mieux gérés sous la direction de l'État, les biens de ces œuvres pies suffiraient peut-être pour subvenir à l'éducation du bas peuple tout entier. Enfin, le *board* devait intervenir d'une façon plus directe pour fonder des écoles, là où il serait constaté que l'initiative privée ne satisfaisait pas la demande. Lord Brougham se défendait, comme il l'avait toujours fait, de vouloir introduire dans la législation anglaise le principe despotique et prussien de l'obligation scolaire¹. Il ne proposait même pas que l'État imposât l'ouverture d'une école dans toutes les localités; mais il voulait que partout les habitants eussent droit à l'ouverture d'une école, quand ils en auraient fait la demande suivant certaines formes légales. Pour organiser ce système facultatif d'enseignement populaire, bien des gens suggérèrent que l'on utilisât les cadres de la nouvelle Loi des Pauvres. Mais lord Brougham écartait cette suggestion : il ne voulait pas que ses écoles fussent compromises par l'impopularité qui s'attachait, à tort ou à raison, au nouveau système d'assistance publique². Il demandait qu'on chargeât de l'administration locale de la loi d'instruction primaire les nouvelles corporations municipales là où il en existait, et, ailleurs, des comités locaux élus par un corps électoral très étendu : pourrait voter, suivant son plan, non pas seulement quiconque payait l'impôt, mais quiconque saurait prouver qu'il avait reçu une culture au moins primaire. Dans

right hon. Baronet's suggestion, this school might be rendered available for the education of the independent poor of the neighbourhood. This arrangement would at once give to the country the advantage of schools of the best kind in about 600 unions » (*H. of C.*, 6 avril 1841 : discours de W. S. O'Brien; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVII, p. 946).

1. *H. of L.*, 27 novembre 1837 : He did not believe that the conduct of the German princes would be recommended for imitation in this country, with reference to education by the Central Society (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIX, p. 211).

2. *H. of L.*, 1^{er} décembre 1837, discours de lord Brougham (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIX, p. 452) : He might be asked, as he had been frequently asked out of doors and once or twice asked by one for whom he had the greatest possible regard — he meant a noble friend in the other House of Parliament. — ... he might be asked why... he did not take the machinery that was in existence... « You have, it is said, the machinery of the new Poor Law ». Qui est l'ami dont parle lord Brougham? Lord Milton? ou lord Morpeth?

ces écoles, la lecture de la Bible serait obligatoire, sauf pour les juifs et les catholiques.

Le bill de lord Brougham fut adopté, pour la forme, en première lecture; puis on n'en entendit plus parler. La polémique continuait cependant, passionnée, entre les anglicans et leurs adversaires. Ceux-là, en faveur du régime existant, invoquaient le fait que leur initiative, aidée des subventions gouvernementales, suffisait à l'éducation de plus d'un million d'enfants. Mais il y avait, répliquaient leurs adversaires, trois millions d'enfants pauvres qui avaient besoin d'apprendre à lire et à écrire¹. Parmi les pays protestants, l'Angleterre, en matière d'enseignement primaire, venait au dernier rang. En 1839, le ministère s'ébranla; malheureusement pour son prestige il suivit ces méthodes tortueuses et timides qui étaient propres à l'administration de lord Melbourne.

Lord John Russell² proposa la nomination d'un *board* qui ressemblait de près à celui dont lord Brougham avait demandé la formation. Ce serait un comité du conseil privé : cinq conseillers, plus le président du conseil. Ce comité aurait pour objet, d'abord, de veiller à la répartition des *grants*, et aussi de fonder une école normale. C'était peu de chose à côté du projet de Brougham qui constituait déjà une atténuation du projet de Roebuck. Mais c'était assez pour alarmer les amis de l'Église et de l'enseignement confessionnel³.

Quand le comité, nommé par *Order in Council*, par décret, se mit à l'œuvre, leurs protestations s'élevèrent d'abord contre le projet d'école normale. Car cette école normale, conçue sur le modèle de ce qui s'était fait en Irlande, devait être une école « modèle » où les futurs instituteurs apprendraient leur métier en enseignant, et une école où l'enseignement donné ne serait pas confessionnel⁴. Le ministère capitula, abandonna

1. Le *Report from the Select Committee on Education of the Poorer Classes in England and Wales*, 1838, fait le calcul suivant. D'après des travaux statistiques récents, le nombre des enfants âgés de cinq à quinze ans est égal au quart de la population. On peut admettre que c'est en gros le nombre d'enfants qui devrait fréquenter l'école primaire. Défalquons les enfants aisés, qui s'en passent, et les enfants des manufactures qui, depuis neuf ans, travaillent huit heures par jour. Admettons qu'un huitième de la population devrait fréquenter l'école. Or à Westminster elle n'est fréquentée que par un quatorzième, à Bethnal Green, faubourg de Londres, par un vingtième, et dans cinq autres paroisses de la capitale par un vingt-septième de la population. A Leeds, à Birmingham, à Manchester, on trouve respectivement les proportions d'un quarante et unième, d'un trente-huitième, d'un trente-cinquième.

2. *H. of C.*, 12 février 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, pp. 273 sqq.).

3. Voir les débats, *H. of C.*, 30 avril 1839, question de lord Stanley; 4, 14, 19, 20, 24, 27 juin 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVII, pp. 680, 1378; vol. XLVIII, pp. 227 sqq., 529 sqq., 578 sqq., 731 sqq., 967 sqq.; *H. of L.*, 5 juillet 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVIII, pp. 1234 sqq.).

4. *Education Commission*, 1861, Appendix, Minutes of evidence : evidence of Sir J. K. Shuttleworth, 26 janvier 1860 (vol. VI, pp. 300-1). — Finalement, en

l'idée de fonder une école normale d'État. Mais le nouveau comité se réservait le droit de ne pas appliquer à la rigueur les règles qui avaient présidé depuis cinq ans à la distribution des *grants*. Il annonçait en outre l'intention d'affecter une partie des fonds dont il disposait à la formation d'un corps d'inspecteurs; et nulle école ne recevrait dorénavant les *grants*, si elle n'acceptait de se conformer aux règles posées par le comité et de subir le contrôle permanent des inspecteurs de l'État. Disons, pour placer ces dispositions administratives dans le cadre de la législation contemporaine, que le ministère renonçait à s'inspirer de la loi d'assistance de 1834 pour s'inspirer de la loi des fabriques de 1833; il abandonnait le principe de l'intervention directe pour le principe de l'inspection et du contrôle¹. C'était trop encore pour satisfaire le parti clérical. Le ministère apprit à connaître, une fois de plus, la puissance de l'Église. Le pacte conclu en 1834 entre le parti évangélique et les *High Churchmen* se resserra. Les wesleyens mirent au service de la propagande antilibérale leur puissante organisation². Plus de trois mille pétitions hostiles à ces nouvelles mesures furent reçues par le Parlement; et, quand la question vint en discussion devant la Chambre des Communes, la majorité ministérielle fut si faible qu'un arrangement avec les évêques parut nécessaire. C'est d'accord avec les évêques que les inspecteurs seraient nommés; et les inspecteurs durent présenter leurs rapports aux évêques en même temps qu'au comité du conseil privé.

1841, trois écoles normales furent fondées, mais elles furent confessionnelles (*Ibid.*, p. 304).

1. C'est ainsi qu'on avait également procédé pour la réforme des prisons. Voir 5 and 6 Will. IV, c. 36, 38: An Act for effecting greater Uniformity of Practice in the Government of the several Prisons in England and Wales, and for appointing Inspectors of Prisons in Great Britain.—En introduisant, le 11 février 1839, un bill «for the better ordering of Prisons» (2 and 3 Vict., c. 56), lord John Russell explique comme il suit les raisons pour lesquelles ce même bill avait échoué en 1838 devant les Lords: «he could only suppose that it was on account of some misconception on the part of their Lordships as to the nature of the powers proposed by the Bill to be given to the Secretary of State, which might have been imagined to have been powers for enforcing rules for the separate confinement of prisoners». En réalité les droits des Juges de Paix ne sont pas atteints: l'article incriminé a été révisé afin de mettre la chose hors de doute (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, p. 220).

2. *Minutes of the Methodist Conferences*, vol. VIII, pp. 514-5 (Conférence de Liverpool, 31 juillet 1839). L'attitude de la Conférence est surtout anticatholique: The attempt to allow the introduction of the Roman Catholic Version of the Scriptures into the Normal School... could not but appear eminently calculated to afford facilities and means for the ... propagation of the... tyrannical system of Popery. — Le *Christian Advocate* accuse les wesleyens de vouloir une part des biens du clergé au Canada, d'aspirer peut-être à devenir une église rétribuée par l'État.

QUESTIONS COLONIALES

LES COLONIES.

DOCTRINE RADICALE
EN CES MATIÈRES

Tout ce travail de réformes organiques, soit qu'il s'agît de la réforme de l'Église soit qu'il s'agît de la réforme de l'administration locale, provoqua de longs débats parlementaires. Mais personne, pas même les parlementaires qui les prolongeaient, n'en prenait l'issue au tragique. Sur les compromis auxquels on aboutissait, sur l'esprit « conservateur » dans lequel les réformes étaient accomplies, l'immense majorité du Parlement et du pays, sans distinction de partis, était d'accord : lord Melbourne et lord John Russell ne faisaient qu'appliquer le programme de Sir Robert Peel. Ce furent d'autres discussions qui, au cours de ces six années, ébranlèrent plusieurs fois l'existence du ministère. L'Angleterre commençait à comprendre qu'elle avait des colonies, que ces colonies constituaient tout un monde à l'état naissant ; et elle se trouvait souvent en détresse quand il fallait résoudre les problèmes nouveaux et compliqués que posait l'administration de ces États subordonnés.

Nous n'aborderons pas dans le détail l'histoire coloniale de l'Angleterre. L'objet de notre étude, ce n'est pas ce vaste monde anglo-saxon dans lequel peut-être l'Angleterre est destinée à s'absorber un jour, c'est l'Angleterre seulement. Nous ne pouvons cependant nous dispenser de raconter brièvement l'histoire des colonies, dans la mesure où elle se rattache à l'histoire de la métropole, et réagit constamment sur elle. A cette date, véritablement critique dans leur histoire, qui suit les élections de 1835, reportons nous à la doctrine des radicaux disciples de Bentham, comme il faut le faire toujours, puisque c'est par rapport à cette doctrine que tous les partis anglais se définissent, soit qu'ils l'adoptent, soit qu'ils l'atténuent, soit qu'ils la nient. Quelle est en matière coloniale leur théorie ? Car, en cette matière comme en toute autre, ils en ont une, bien fixée.

Cette théorie, voici comment elle peut s'énoncer. Les sociétés anglo-saxonnes d'outre-mer sont soumises à deux types d'administration distincts. Ou bien un petit nombre de fonctionnaires anglais commandent en maîtres, au nom du gouvernement métropolitain : le cas extrême, c'est l'Inde Britannique, avec ses cent millions d'habitants indigènes, à la tête desquels le gouvernement anglais a pris la place du grand Mogol¹. Ou

1. Étant bien entendu que l'Inde Britannique, gouvernée par une grande compagnie sous la surveillance d'un ministère spécial, le *Board of Control*, n'est pas, au sens technique du mot, une colonie.

bien les habitants de la colonie se constituent en société autonome gouvernée démocratiquement : le cas extrême, ce sont les États-Unis d'Amérique, avec ses dix millions d'habitants, un gros peuple, bruyant, affairé, prospère, hostile et agressif à l'égard de la mère-patrie ¹. Or, pour un radical philosophique, c'est la république américaine qui réalise l'idéal de la colonie britannique. Elle répond aux deux fins essentielles de toute colonie. Elle absorbe l'excédent de la population et l'excédent des produits de la métropole ². L'Amérique n'est d'ailleurs hostile à l'Angleterre que parce que celle-ci l'a contrainte à lui arracher son autonomie par la révolte au lieu de la lui concéder comme un droit. Elle ne se ferme aux produits manufacturés anglais que par mesure de représailles, et parce que l'Angleterre se ferme aux produits de l'agriculture américaine. Que l'Angleterre, suivant le conseil de Bentham, de James Mill, de Joseph Hume, « émancipe » ses colonies ³, et pratique en même temps un libre-échange intégral. Alors ses colonies cesseront de lui être à charge, dans la mesure où elles cesseront d'être ses dépendances : elles seront autant de nations libres et amies.

Il ne faut pas croire que cette doctrine se soit heurtée à la résistance d'un parti de colonialistes enthousiastes. Peu de gens en Angleterre, au cours des années qui suivirent le vote du *Reform Bill*, osaient faire des rêves d'empire. Les empires coûtaient trop cher, ils étaient trop précaires : l'Espagne, le Portugal, venaient de voir leurs colonies s'affranchir; et la perte des colonies d'Amérique, si peu d'années après le triomphe de la

1. *H. of C.*, 6 mars 1838, discours de Sir William Molesworth : The saying « Emancipate your Colonies », means with those who employ it, most emphatically, a great deal more than the mere words convey ... What! are we to repent of having planted the thirteen English colonies of North America, which have expanded into one of the greatest, most prosperous and happiest nations that the world ever saw (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLI, pp. 476 sqq.). — Tout le discours est consacré à la critique de l'administration coloniale, et constitue en conséquence un excellent tableau de l'empire colonial à cette date : il a été réuni, avec un choix des discours du même homme d'État, dans : *Selected Speeches of Sir William Molesworth on questions relating to Colonial Policy*, ed. H. E. Egerton, 1903. — Pour un autre tableau de l'empire, tracé dans le même esprit par un autre écrivain du groupe radical, v. *Westm. Rev.*, janvier 1836, art. 1. *The Colonial Expenditure* (vol. XXIV, pp. 1 sqq.). — V. encore, à un point de vue plus objectif, et purement juridique : Clark (Charles), *A Summary of Colonial Law, the practice of the court of appeals from the Plantations and of the laws and their administrations in all the colonies : with Charters of Justice, Orders in Council, etc.*, 1834.

2. *H. of C.*, 25 janvier 1838, discours de Warburton : It was not to our colonies that emigration was chiefly directed... At present, the amount of emigration to the whole of our North American colonies was not more than 30 000 persons annually : whereas the emigration to New York alone exceeded 60 000. So that in the event of our emancipating the North American colonies, there would be no diminution, but, on the contrary, a considerable increase of emigration (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XI, pp. 481-2).

3. *Emancipate your Colonies! addressed to the National Convention of France, Anno 1793. Shewing the uselessness and mischievousness of distant dependencies to an European State* (Works, éd. Bowring, vol. IV, pp. 407 sqq.).

Guerre de Sept Ans, était un souvenir vivant encore dans la mémoire des vieillards ¹. Pourtant cette théorie était trop brutalement négative, trop « radicale » pour ne pas effrayer l'opinion moyenne du pays. Les radicaux eux-mêmes pouvaient-ils s'y tenir? Ils admettaient que leur programme d'émancipation n'était pas applicable à toutes les colonies. Bien plus : tout un groupe parmi les disciples de Bentham avait un programme positif d'émigration et de colonisation organisée, et contribuait en cet instant même à étendre le domaine colonial de l'Angleterre.

L'ASIE. L'INDE
BRITANNIQUE

En Asie, l'Angleterre agrandissait la zone de son influence. Inquiet de voir l'empereur de Russie, de concert avec la Perse, sur le point d'établir en Afghanistan une sorte de protectorat, le gouverneur général de l'Inde Britannique, lord Auckland, lançait à travers l'Himalaya une expédition militaire qui, sous les ordres de Sir John Kean, marchait sur Caboul et y installait un nouveau souverain. Il semblait, en 1840, que l'Afghanistan fût devenu une nouvelle dépendance du gouvernement de l'Inde; et, sur sa route, le corps expéditionnaire avait consacré l'occupation définitive par l'Angleterre de tout le cours de l'Indus. Aden, aux portes de la Mer Rouge, était, d'autre part, occupé en janvier 1839. Enfin les trafiquants anglais à qui le gouvernement chinois avait voulu interdire l'importation illicite de l'opium, appelaient le gouvernement de l'Inde au secours, demandaient à être vengés des humiliations que leur infligeaient les Chinois : en conséquence une flotte présidait par deux fois à l'occupation des îles Chusan, allait mouiller dans le golfe du

1. Un publiciste français, l'abbé de Pradt, a peut-être, au début du xix^e siècle, le premier pressenti la grandeur future de ce qu'on aime aujourd'hui à appeler en Angleterre la « République Britannique des Nations ». Mais quel Anglais y songeait, étant donné le profond discrédit où l'idée colonialiste était tombée, lorsque M. de Pradt publia, en 1823, son *Parallèle de la Puissance anglaise et russe relativement à l'Europe*? Voir le curieux chapitre x, intitulé : « Des six Angleterres ». Les six Angleterres, ce sont : l'Angleterre proprement dite, les États-Unis d'Amérique, le Canada et l'Amérique Britannique du Nord, le Cap de Bonne Espérance, l'Inde Britannique et la Nouvelle Hollande. « Il est évident, écrit M. de Pradt, que l'Angleterre, par la multiplication de sa famille, par la manière dont elle se trouve distribuée sur toutes les parties du globe, par la perfection séduisante de ses institutions, est destinée à donner pacifiquement à l'univers une face nouvelle ». — Joseph Hume, au cours des débats sur le *Reform Bill*, avait exposé en détail tout un plan pour organiser une représentation des colonies au Parlement (*H. of C.*, 16 août 1831; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. VI, pp. 110 sqq.); et un orateur conservateur pouvait un peu plus tard se plaindre que le nouveau régime électoral eût affaibli le droit de représentation « virtuelle ou indirecte » dont les colonies jouissaient sous l'ancien régime, quand les colons pouvaient acheter des bourgs « pourris » (*H. of C.*, 30 mai 1833, discours de Sir Richard Vyvyan; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVIII, p. 113). Mais le projet de Hume est trop opposé à sa propre politique coloniale. Ce à quoi il visait, ce n'était pas à resserrer le lien qui rattachait les colonies à la métropole, c'était à le desserrer au contraire.

Pe-tchi-li, puis revenait devant Canton, où le drapeau anglais était hissé au mois de janvier 1841. Le foyer de ce rayonnement militaire, c'était toujours le gouvernement de Calcutta : les radicaux ennemis de toute expansion coloniale n'allaient-ils pas attaquer le mal à sa source? Bien au contraire nous voyons leur organe, la « Revue de Westminster », si âpre contre toutes les institutions établies, ménager la Compagnie des Indes, lui décerner même positivement des louanges ¹.

C'est que le groupe des amis de Bentham se trouvait tout puissant dans les conseils de la Compagnie. James Mill, entré dans ses bureaux en 1819 par l'influence de Ricardo, y touchait, quand il mourut en 1836, un traitement de 2 000 l. ²; son fils Stuart Mill y travaillait à ses côtés, y demeurait après sa mort pour continuer son œuvre ³. Quand lord William Bentinck quitta Londres, à la fin de 1827, pour aller occuper le gouvernement général, il alla recevoir la bénédiction philosophique de Bentham : « Ce n'est pas moi, dit-il au vieillard, c'est vous qui allez être le vrai gouverneur général ⁴ ». Quand, sur les conseils de James Mill, on préposa au gouvernement de l'Inde un conseil législatif de quatre membres, c'est encore James Mill qui décida les directeurs à nommer Macaulay conseiller juridique. Ou, plus exactement, deux ordres d'influences contribuèrent à la promotion de Macaulay. Charles Grant, le président du *Board of Control*, était un évangelique : or Macaulay, personnellement affranchi de toute croyance religieuse, n'en appartenait pas moins à une famille évangelique. Macaulay s'était, d'autre part, signalé, dans la « Revue d'Edimbourg », par une vive critique de l'école de Bentham; mais James Mill eut la sagacité de comprendre par quelles affinités profondes il se rapprochait de l'école. Avant de s'embarquer, Macaulay fit de fréquentes visites à celui qui, en même temps que l'oracle du parti, était le plus éminent spécialiste des choses indiennes. Dans un moment où « sa tête était pleine de projets de loi pour les Indes », James Mill fut prodigue de ses conseils. « Soyez, répétait-il à Macaulay, un homme politique honnête ⁵ ».

Macaulay sut occuper utilement un poste qui aurait pu n'être qu'une

1. *London and Westminster Review*, janvier 1837, art. iv. *Fallacies on Poor Laws* (vol. XXVI, p. 367) : The offices of the Poor Law Commission and of the India House are the only exceptions with which we are acquainted, where a large proportion of the officials seem to have anything to do beyond giving trouble to every person requiring information or other service at their hand. — Cf. Bentham, *Emancipate your Colonies*, postscriptum du 24 juin 1829 (*Works*, éd. Bowring, vol. IV, p. 418).

2. A. Bain, *James Mill*, p. 185.

3. A. Bain, *James Mill*, p. 207; John Stuart Mill, *Autobiography*, pp. 81-2.

4. Bentham au colonel Young, 28 décembre 1827 (*Works*, éd. Bowring, vol. X, p. 577).

5. A. Bain, *James Mill*, pp. 369, 370.

sinécure richement payée. Son passage aux Indes fut signalé par des réformes. Liberté de la presse. Égalité des blancs et des indigènes devant les tribunaux locaux. Développement des institutions d'enseignement, avec un succès immédiat et rapide, — un succès qu'il fallait considérer, suivant le point de vue où l'on se plaçait, évangélique ou bien utilitaire, comme étant remporté pour le compte soit de la religion chrétienne soit de la philosophie des lumières : « aucun Hindou, écrivait Macaulay, ne demeure jamais, après avoir reçu une éducation anglaise, sincèrement attaché à sa religion ¹ ». Enfin, rédaction d'un code pénal, fondé, écrivait Macaulay en pur style benthamique, sur deux grands principes : supprimer le crime avec la plus petite somme de souffrances, connaître les faits avec la plus petite dépense possible de temps et d'argent ². Le code pénal, prêt en 1837, supprimait la peine de mort, sauf en cas de trahison grave et d'homicide volontaire; aboutissait par voie indirecte à effacer toutes les institutions qui, aux Indes, portaient la marque de l'esclavage; était débarrassé de toute terminologie technique, écrit d'un bout à l'autre dans la langue de tout le monde. C'est ainsi que ces idées codificatrices dont Bentham avait inutilement essayé d'obtenir l'adoption soit par l'Angleterre soit par les républiques du Nouveau-Monde, se trouvaient adoptées sans phrases ³ par le gouvernement autoritaire de Calcutta. Comment les Benthamites n'auraient-ils pas été indulgents pour l'instrument de leur influence? « Je suis convaincu, déclarait Sir William Molesworth, que la forme de gouvernement qui convient à une colonie dépend des circonstances.... Certaines colonies ont besoin d'une autorité despotique. Le gouvernement des Indes n'est rien moins que démocratique. Je n'en connais pas cependant de mieux fait pour le peuple qui s'y trouve soumis ⁴ ».

AUSTRALIE.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

COLONIE DU CAP

Au sud de l'Inde Britannique, un groupe de colonies encadrait la zone australe du Pacifique. Au nord les établissements du continent australien ⁵, au sud-est la Nouvelle-Zélande, au sud-ouest la colonie du Cap. Elles offraient ce caractère commun, d'être

1. Macaulay à Zachary Macaulay, 12 octobre 1836 (Sir G. O. Trevelyan, *Life and Letters of lord Macaulay*, éd. Tauchnitz, vol. II, pp. 244-5).

2. Sir G. O. Trevelyan, *Life and Letters of lord Macaulay*, éd. Tauchnitz, vol. II, pp. 195 sqq.

3. Mais non pas appliquées sans délais. Car, James Mill étant mort, les Directeurs hésitèrent, pendant plus de vingt ans, à la mettre en vigueur (Bain, *James Mill*, p. 356).

4. *H. of C.*, 6 mars 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLI, p. 484).

5. Nouvelle-Galles du Sud; 27 Geo. III, c. 2; 4 Geo. IV, c. 96; 9 Geo. IV, c. 83. —

habitables et exploitables par une population de race blanche. Un gouverneur, nommé par la Couronne, était assisté d'un conseil législatif, dont les membres étaient également nommés par la Couronne. Les colons s'accommoderaient-ils longtemps de ce régime dictatorial?

L'Australie, découverte par le capitaine Cook en 1770, était devenue pour l'Angleterre, après la perte de ses vieilles colonies de l'Amérique du Nord, un lieu de déportation pour ses criminels. Les femmes manquant, et, pour obvier au déséquilibre des sexes, l'État faisait des râfles sur le trottoir de Londres, puis expédiait aux antipodes des bandes de femmes de mauvaise vie. Peu à peu cependant des émigrants libres étaient venus se joindre aux déportés, qui, soumis à des régimes divers, pouvaient eux-mêmes, à l'expiration de leur peine, devenir des citoyens libres¹. Telle quelle, sous un climat excellent et très favorable à l'élevage du mouton, la « Nouvelle-Galles du Sud » s'enrichissait par le commerce de la laine; il s'établissait là-bas, avec le développement des affaires, un semblant de moralité civique, et les colons enrichis commençaient à réclamer des libertés politiques. Mais sur quelles bases les leur accorderait-on? Suivant que les droits civiques étaient refusés ou concédés aux forçats libérés, aux *emancipists*, on se heurtait à des difficultés égales. Les radicaux de Londres, disposés à beaucoup de tolérance vis-à-vis des forçats libérés, considéraient cependant le problème ainsi posé comme insoluble. C'est tout le système de la colonisation australienne qu'ils déclaraient vicieux.

Ils affirmaient, d'abord, que la déportation des criminels devait être abolie : depuis le jour où le système avait été mis en vigueur, Bentham

Terre de Van Diemen : 4 Geo. IV, c. 96; 9 Geo. IV, c. 83. — Australie Occidentale : 10 Geo. IV, c. 22; 5 and 6 Will. IV, c. 14; 6 and 7 Will. IV, c. 68; 1 and 2 Vict., c. 46. — Australie Méridionale : 4 and 5 Will. IV, c. 95.

1. Quelques chiffres donneront une idée plus précise de ce que pouvait être vers cette époque l'état social de la colonie. Porter donne, pour le mouvement de l'émigration, au cours des années antérieures à 1834, les chiffres suivants. Déportés : 1825 : 1 916. — 1826 : 1 815. — 1827 : 2 587. — 1828 : 2 712. — 1829 : 3 664. — 1830 : 3 225. — 1831 : 2 633. — 1832 : 3 119. — 1833 : 4 151. — 1834 : 3 161. Immigrants libres : 1829 : 564. — 1830 : 309. — 1831 : 457. — 1832 : 2 006. — 1833 : 2 585 — 1834 : 1 564. (*Porter's Tables, Supplement to Part V. Colonies*—1834). — L'*Annual Register* (1837, p. 251) donne les résultats du recensement de 1837 : 77 096 habitants, dont 27 831 *convicts*. Colons libres du sexe masculin, âgés de plus de douze ans : 23 121; du sexe féminin, âgés de plus de douze ans : 11 973. — Protestants : 54 621. Catholiques (en d'autres termes Irlandais) : 21 898. — Puis les proportions se renversent. En 1838 et en 1839, le Canada traverse des temps troublés : et les émigrants désapprennent la route de l'Amérique pour celle de l'Australie. En 1838 et 1839, il y eut, suivant Ch. Buller (*H. of C.*, 5 mai 1840 : *Parl. Deb.*, 3rd. ser., vol. LIII, p. 1301), 10 000 émigrants libres contre 5 000 criminels seulement. — Voir sur l'état social de la colonie de Nouvelle-Galles du Sud, un excellent article du *Quarterly Review*, octobre 1838, art. VII, *New South Wales* (Vol. LXII, pp. 475, sqq.).

l'avait critiqué sans relâche. Mais, puisqu'en Australie le mal était déjà fait, ils voulaient qu'on imaginât des moyens propres à le corriger en noyant la population criminelle sous un flot d'immigrants libres. Edward Gibbon Wakefield, un quaker d'origine, conduit par une affaire de séduction devant les tribunaux, avait employé ses trois années de désœuvrement forcé dans la prison de Newgate à élaborer tout un projet d'émigration et de colonisation systématique. Des sociétés foncières, munies par l'État d'une charte, mettraient en vente des terres vierges, et se trouveraient ainsi en possession d'une somme suffisante pour organiser l'immigration de la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation de ces terres¹. Le système fut agréé par Bentham². Ses disciples se divisèrent. Les uns, ceux de la « Revue de Westminster », le condamnèrent³ : et leur défiance était justifiable. Car, si les colonies de Wakefield, dans l'esprit de leur fondateur, devaient à la longue devenir des démocraties autonomes à la manière américaine, il n'en est pas moins vrai que, pour commencer, elles ne se laissaient concevoir que sous le contrôle et la protection de l'État. Mais James Mill, Stuart Mill, Sir William Molesworth, bref tout le groupe qui fonda, en 1835, le *London Review* pour rivaliser avec le *Westminster Review*, préconisa avec ardeur l'adoption du système de Wakefield.

Ainsi les radicaux philosophiques se trouvaient contribuer directement à l'extension du domaine colonial anglais. C'est sur leur initiative, sinon toujours conformément à leur plan, que fut fondée en 1834 la colonie de l'« Australie du Sud », qui vint s'insérer entre les vieux territoires de la « Nouvelle-Galles du Sud » et de la « Terre de Van Diémen⁴ ». Et c'est sur leur initiative encore que le ministère des colonies se décida à une autre démarche. A quinze cents kilomètres au sud-est du continent australien, les Anglais avaient découvert un archipel, situé sous un climat très favorable, tempéré, marin, sans brouillards. La « Nouvelle-Zélande » avait été pourvue d'un résident britannique en 1832. C'était seulement afin de prévenir le péril d'une occupation française ; et le gouvernement de Londres avait si peur de se trouver entraîné dans une expédition coloniale, que

1. R. Garnett, *Edward Gibbon Wakefield, The colonization of South Australia and New Zealand*, chap. III et IV, pp. 50 sqq. — R. C. Mills, *The Colonization of Australia 1829-42*, 1915.

2. Voir notre *Formation du Radicalisme Philosophique*, vol. III, pp. 380-1, et la note, p. 484 : A Proposal for the formation of a joint-stock Company by the name of the Colonization Company on an entirely new principle : The Vicinity-maximizing or Dispersion-preventing principle, 11 août 1831.

3. V. notamment *Westm. Rev.*, octobre 1834. art. XI. *New South Australian Colony* (vol. XXI, pp. 441 sqq.).

4. 4 and 5 Will. IV, c. 95, amendé par 1 and 2 Vict., c. 60.

ce résident était dépourvu expressément de tout pouvoir judiciaire sur les sujets britanniques. La Nouvelle-Zélande demeura donc, pendant plusieurs années, un simple repaire de pirates, parmi lesquels abondaient les forçats évadés d'Australie. Alors les radicaux philosophiques, Sir William Molesworth et Wakefield, intervinrent, et, renonçant à vaincre l'inertie des bureaux, constituèrent en 1839, sans charte gouvernementale, une « association coloniale pour l'exploitation de la Nouvelle-Zélande ». Un navire fut frété; le frère même de Sir William fit partie de l'expédition. En 1840, le ministère se décida enfin à nommer un gouverneur, et la colonie de la Nouvelle-Zélande fut fondée ¹.

Pour achever le tableau de ce groupe des colonies australes, il ne faut pas oublier l'Afrique du Sud, où se posaient d'autres problèmes. Les radicaux philosophiques se trouvent n'avoir pas joué ici un rôle actif : c'étaient les « évangéliques », les « antiesclavagistes » qui poussaient le gouvernement à étendre son contrôle. Pour le gouvernement, il n'y avait là qu'une « station militaire », la ville et le port du Cap, utile point de relâche sur la route des Indes. La colonie du Cap, dépouille de l'ancien empire colonial hollandais ², était en réalité autre chose : un vaste domaine pastoral parcouru par les *boers*. Depuis la fin de la grande guerre, et pendant la longue crise de chômage qui suivit, le gouvernement de Londres avait encouragé les Anglais à y émigrer. De sorte que maintenant il s'y dressait l'une contre l'autre, deux colonies rivales, l'une de langue hollandaise, l'autre de langue anglaise. Les Anglais, parmi lesquels les ministres évangéliques étaient nombreux, dénoncèrent le régime très dur que les Boers imposaient aux indigènes, Hottentots et Cafres. Fowell Buxton se fit leur avocat; une ordonnance libératrice fut publiée; et les Boers émigrèrent en masse vers l'intérieur, pour se soustraire à la domination britannique ³. Les évangéliques demandèrent alors qu'on se mît à leur poursuite pour les empêcher de recommencer, à l'abri de tout contrôle, leur exploitation de la population indigène. Pour l'instant le gouvernement de Londres opposait une résistance absolue à ces projets. Le médiocre établissement de Sierra Leone, fondé jadis sur la côte d'Afrique pour des

1. *H. of C.*, 20 juin 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIII, pp. 871 sqq.). — *Ann. Reg.*, 1839, Chron., p. 162. — R. Garnett, *Edward Gibbon Wakefield*, pp. 142 sqq.

2. Cette colonie, ayant été acquise par voie de conquête, constituait ce qu'on appelait une « Colonie de la Couronne ». Il en était de même, à cette date, de la Guyane Britannique, de l'île Maurice, de Ceylan, de Gibraltar, de Malte et de Heligoland (C. Clark, *A Summary of Colonial Law* ... 1834, p. 23). Cette dénomination semble avoir été considérée par certains comme anti-constitutionnelle (*Reflections on ... policy of Great Britain*. By a British Merchant, 1833, pp. 113-4).

3. *H. of C.*, 6 mars 1838 : discours de Sir W. Molesworth (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLI, pp. 498 sqq.). H. E. Egerton, *A Short History of British Colonial Policy*, pp. 336 sqq.

motifs de philanthropie négrophile, ne l'encourageait pas à renouveler l'expérience. Où ne serait-il pas entraîné s'il commençait à suivre ces conseils? Fowell Buxton demandait que l'Angleterre renforçât son escadre sur les côtes, utilisât la navigation à vapeur pour pénétrer au cœur du continent en remontant le cours des grands fleuves, signât des traités avec les chefs nègres du littoral et de l'intérieur, et transformât finalement l'Afrique tout entière en un vaste domaine britannique, mis en valeur par le travail libre de la population indigène ¹.

**COLONIES
D'AMÉRIQUE.
LE PROBLÈME
CONSTITUTIONNEL
DANS L'AMÉRIQUE
DU NORD**

N'allons pas croire d'ailleurs que la naissance de ce monde nouveau sur les rives du Pacifique ait beaucoup retenu l'attention du Parlement. Toutes ces petites dépendances semées à travers les mers — Gibraltar, Malte, Heligoland, les îles Ioniennes, Sainte-Hélène, l'île Maurice — ne l'attiraient pas davantage. Bien des gens demandaient qu'on abandonnât les Îles Ioniennes à la Grèce. Quant aux autres, simples positions militaires, on se plaignait seulement qu'elles fussent administrées à trop grands frais, que l'aristocratie les utilisât pour y caser parents et clients en trop grand nombre. Passons aux vieilles colonies d'Amérique, celles du nord, celles de la zone tropicale, plus évoluées que les colonies naissantes du monde austral, et au sujet desquelles le grave problème de l'autonomie se posait, pour cette raison, avec plus d'urgence.

Au nord, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve, les deux Canadas, sans parler de la petite colonie des Bermudes, étaient soumis à un même régime de demi-autonomie. Un gouverneur, nommé par la Couronne et assisté de son conseil exécutif, nommait lui-même les membres d'un conseil législatif, qui administrait le pays d'accord avec une assemblée législative, élue par les habitants selon un régime généralement très libéral ². Et la question se posait alors de savoir comment il fallait inter-

1. T. F. Buxton, *The African Slave Trade*, 1839, p. 240 : It is earnestly to be desired that all Christian powers should unite in one great confederacy, for the purpose of calling into action the dormant energies of Africa; but if this unanimity is not to be obtained, there are abundant reasons to induce this nation alone, if it must so be, to undertake the task. — *The Remedy, being a Sequel to the African Slave Trade*, 1840, pp. 5, 171, 236. — *The African Slave Trade and its Remedy*, 1840, fond en un seul les deux ouvrages précédents. — Cf. la lettre alarmée que lord Melbourne adresse à lord John Russell, 3 septembre 1838 (*Lord Melbourne's Papers*, pp. 376-7).

2. Électeurs au Canada : tenanciers d'un domaine exploitable d'une valeur annuelle de 40 s.; ou, dans les villes, d'un immeuble d'une valeur annuelle de 5 l. ou pour lequel un loyer de 10 l. est payé (*Ann. Reg.*, 1838, p. 3). — A Terre-Neuve, depuis 1832, tout habitant majeur du sexe masculin ayant occupé un immeuble pendant un an au moins avant le jour de l'élection (*Royal Proclamation*, 26 juillet 1832 : C. Clark, *A Summary of Colonial Law...*, 1834, p. 449).

prêter ces constitutions. Reproduisaient-elles les trois éléments essentiels du Parlement britannique : le Roi, la Chambre des Lords, la Chambre des Communes? Il fallait donc considérer le gouverneur comme une sorte de souverain non responsable, et le conseil exécutif comme un véritable ministère responsable devant le conseil et l'assemblée. Ou bien voulait-on considérer le gouverneur, à la tête de son conseil exécutif, comme une sorte de premier ministre, responsable lui-même devant le « Parlement » de la colonie? Le gouverneur n'admettait ni l'une ni l'autre de ces hypothèses : il se considérait bien comme responsable, mais seulement vis-à-vis du roi qui l'avait nommé.

Comme la constitution du conseil législatif, dont tous les membres étaient nommés par lui, rendait facile au gouverneur de tenir tête, en s'appuyant sur le conseil, à une assemblée peu docile, les colons formulaient une autre demande : ils voulaient que le conseil fût électif au même titre que l'assemblée. La constitution politique de la colonie se rapprocherait ainsi davantage de la constitution des États-Unis d'Amérique; et c'était une raison de plus pour que les gouverneurs et les ministres métropolitains fussent hostiles à cette prétention. Car les États-Unis pouvaient exercer sur les mécontents de ces colonies de l'Amérique du Nord une attraction dangereuse. L'insolence des États-Unis à l'égard de l'Angleterre était extrême : elle se fondait sur cette certitude que l'Angleterre ne recourrait jamais à la force pour trancher un incident diplomatique soulevé par ses anciennes colonies révoltées. L'État du Maine et la colonie du Nouveau-Brunswick étaient divisés, depuis des années, par une querelle qui portait sur leur frontière commune; et l'obstination américaine retardait toujours la solution désirée par le cabinet anglais. Le débat ne se trouverait-il pas un jour tranché par l'absorption des colonies britanniques du continent américain dans la grande république fédérative? Les citoyens américains étaient dix millions, les sujets anglais à peine plus d'un million; et ceux-ci comparaient tristement le médiocre développement de leurs territoires avec l'enrichissement prodigieux des États-Unis.

Les difficultés que nous avons définies étaient à peu près les mêmes dans toutes les colonies anglaises de l'Amérique du Nord; mais elles se concentrèrent en quelque sorte dans les deux Canadas, et finalement dans le Bas-Canada. Ces provinces demandaient que leurs deux Parlements eussent un droit de contrôle absolu sur toutes les ressources financières; et, ce droit ne leur ayant été accordé en 1831 ¹ qu'avec des exceptions,

1. 1 and 2 Will. 4, c. 23.

le Bas-Canada refusait annuellement de voter le budget. Le Haut-Canada demandait que les biens de l'Église d'Angleterre fussent affectés à l'éducation du peuple sans distinction de confession; le Bas-Canada protestait contre l'emploi que le gouvernement faisait des revenus des biens, jadis confisqués, de la Société de Jésus. Le Haut-Canada demandait un ministère responsable, le Bas-Canada un conseil législatif électif. Tant que lord Stanley, dans le ministère de lord Grey, fut secrétaire d'État aux colonies, il rassembla dans un seul bloc d'opposition, par la brutalité de ses méthodes, les mécontents des deux provinces. Mais, sous le second ministère de lord Melbourne, les méthodes plus souples, ou simplement plus faibles, de lord Glenelg, mirent en lumière les caractères bien différents qu'offrait l'opposition dans le Haut et le Bas-Canada. Quand en 1837 un mouvement insurrectionnel éclata, ce fut visiblement, dans le Bas-Canada, non le soulèvement de citoyens anglais contre la violation de leurs droits constitutionnels, mais bien le soulèvement des «habitants» français contre un gouvernement anglais, d'une nation, ou d'une race, contre une autre. Les Canadiens français étaient quatre cent cinquante mille environ; les colons anglais, cent cinquante mille ¹. Les Français se plaignaient d'être opprimés par une minorité. Alors les colonies voisines, réconciliées avec le gouvernement par la crainte du péril français, acceptèrent des compromis provisoires ² pour résoudre les difficultés qui les séparaient d'avec la métropole; et, dans le Haut-Canada, le gouverneur, Sir Francis Head, après avoir aisément réprimé une insignifiante échauffourée qui dura quelques heures, put envoyer toutes les forces régulières dont il disposait au secours de Sir John Colbourne, gouverneur du Bas-Canada. Il se fia au patriotisme de la population civile pour repousser sur la frontière méridionale les incursions américaines.

*LORD DURHAM
AU CANADA*

Au Bas-Canada, devenue seul foyer de mécontentement, le cabinet de Londres demanda la suspension temporaire de la constitution, et l'envoi d'un haut-commissaire, qui gouvernerait cependant la province et prendrait en même temps les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre dans toutes les colonies anglaises de l'Amérique du Nord : afin de se concilier l'opinion libérale, que ces mesures dictatoriales auraient pu alarmer, il fit choix, pour être haut-commissaire, de lord Durham ³. Lord Durham se composa un état-major, dans lequel il fit place

1. *Lord Durham's Report*, éd. Lucas, vol. II, p. 397.

2. *Ann. Reg.*, 1838, pp. 338-9 (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse).

3. C'est le choix de lord Durham qui décida lord John Russell à consentir à la suspen-

à deux radicaux philosophiques, Charles Buller, un membre du Parlement, et Edward Gibbon Wakefield. Le rapport qu'il élaborait de concert avec Charles Buller et publia en 1839, après son retour en Angleterre, est demeuré classique¹. Pour résoudre le problème du Canada français, il demandait que l'on revînt sur la loi de 1791, qui avait opéré la séparation des deux Canadas. A partir du jour où il n'y aurait plus qu'un Canada, les Canadiens français, dans ce Canada unifié, seraient une minorité : quatre cent cinquante mille contre cinq cent mille. Et la minorité deviendrait plus faible encore si l'on savait, en appliquant la méthode de Wakefield, diriger vers le Canada l'émigration britannique². Lord Durham proposait d'autre part, pour résoudre le problème constitutionnel, une solution radicale : la reconnaissance du principe de la responsabilité ministérielle. Cette solution fut effectivement incorporée au projet de loi qui, introduit par lord John Russell en 1839, fut voté finalement en 1840³. C'est en qualité de ministre des colonies que lord John Russell l'introduisit; et que le *leader* de la Chambre des Communes eût jugé devoir prendre ce ministère, prouve à quel point le problème de l'administration des colonies anglaises était devenu alarmant.

La concession qui se trouvait ainsi faite à l'assemblée législative canadienne d'un droit de plein contrôle sur la gestion des affaires de la colonie, était incontestablement une victoire pour le groupe des disciples de Bentham. Ce serait pourtant une erreur de croire qu'ils aient, au cours des deux années qui précédèrent le vote de la loi, rendu facile la politique du ministère et de son agent, lord Durham. Si celui-ci, en emmenant avec lui un des leurs, Charles Buller, avait cru se concilier le groupe, l'évène-

sion de la constitution. — V. son Memorandum sur le Canada, en date de janvier 1838, et sa lettre à lord Melbourne, 25 octobre 1838 (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, pp. 215, 232).

1. Le rapport de lord Durham a fait récemment l'objet d'une publication spéciale : *Lord Durham's Report on the Affairs of British North America*, edited with an introduction by Sir C. P. Lucas, 3 vol., 1912.

2. Sur ce caractère, nettement hostile aux Canadiens français, du système de lord Durham, voir *Report*, éd. Lucas, vol. II, pp. 63 sqq., 288 sqq. — V. notamment pp. 288 sqq. : ... it must henceforth be the first and steady purpose of the British government to establish an English population, with English laws and language, in this Province, and to trust its government to none but a decidedly English Legislature. — Et p. 292 : The language, the laws, the character of the North American Continent are English; and every race but the English (I apply this to all who speak the English language) appears there in a condition of inferiority. It is to elevate them from that inferiority that I desire to give to the Canadians our English character. — Voir encore, p. 299, l'exemple de ce qui s'est passé en Louisiane. — La loi de 1840 spécifia que seule la langue anglaise serait employée dans les documents parlementaires, et cette clause ne fut abrogée qu'en 1848 : 11 and 12 Vict., c. 56 (Bourinot, *A Manual of the Constitutional History of Canada*, p. 36).

3. 3 and 4 Vict., c. 35.

ment trompa son espérance. Il fut violemment attaqué au Parlement par Leader, qu'appuyèrent Grote et Joseph Hume. Roebuck, Canadien d'origine, avocat rétribué des Canadiens français, n'était pas alors membre du Parlement. Mais il se tenait à la disposition de ses amis pour les documenter, les mettre en défiance contre la suspension de cette assemblée dont ils avaient si longtemps défendu les droits, contestés par les bureaux de Londres, et contre une politique qui visait manifestement à détruire les libertés locales du Canada français. Ces mécontents du groupe radical avaient beau n'être qu'une poignée : il suffisait de la défection de quatre ou cinq parlementaires pour changer en minorité la fragile majorité sur laquelle s'appuyait, à la Chambre des Communes, le ministère qui venait d'envoyer lord Durham au Canada.

Les conservateurs le comprirent, et attaquèrent à fond le ministère : Sir Robert Peel commença à envisager, après trois années de temporisation, la possibilité de jeter le ministère par terre et d'assumer enfin le pouvoir. Ils trouvèrent à la Chambre des Lords un auxiliaire précieux dans la personne de lord Brougham, libéral hors cadres, qui avait des rancunes contre le ministère et lord Durham, et fit de la chute de celui-ci son affaire. Sir Robert Peel exigea que les pouvoirs du haut-commissaire fussent rigoureusement définis : le ministère dut accepter ses amendements ¹. Lord Durham emmenait avec lui, outre Wakefield, un certain Turton qui avait été condamné jadis, comme Wakefield, pour une affaire de séduction : ce fut la matière de vifs incidents parlementaires. Il s'entoura, une fois arrivé au Canada, d'un luxe royal, et se conduisit comme s'il était investi du pouvoir suprême. Il rendit une ordonnance en vertu de laquelle il déclara passibles de la peine de mort, sans autre forme de procès, les fauteurs de la récente rébellion contre lesquels des poursuites avaient été ordonnées mais sur lesquels on n'avait pu mettre la main. Ceux qui avaient été mis en prison, il les déporta aux Bermudes. Les Bermudes ne rentraient pas dans sa juridiction : il excédait visiblement ses pouvoirs ². L'ordonnance fut attaquée à la Chambre des Lords par Brougham ; et lord Melbourne, ayant été un jour mis en minorité sur cette question, annonça le lendemain que le cabinet avait décidé d'annuler l'ordonnance de lord Durham ³.

Le 9 octobre 1838, lord Durham donna communication au Canada de

1. *H. of C.*, 17 janvier 1838 : discours de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XL, pp. 149 sqq.) ; 26 janvier 1838 : discours de lord John Russell, réplique de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XL, pp. 543 sqq.).

2. Voir le texte de l'ordonnance, en date du 28 juin 1838, *Ann. Reg.*, 1838, pp. 304 sqq.

3. *H. of L.*, 10 août 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIV, pp. 1127 sqq.).

cette annulation. Mais il lança en même temps une proclamation qui était un réquisitoire contre le gouvernement anglais ¹. Il avait déjà, couronnant sa carrière théâtrale par un dernier coup de théâtre, annoncé à Londres qu'il démissionnait. Il s'embarqua le 1^{er} novembre, débarqua le 26 à Plymouth, et entreprit, dans les villes du sud-ouest de l'Angleterre, une tournée oratoire. Maintenant qu'il était brouillé avec le ministère, les radicaux se rapprochaient de lui. Sir John Molesworth vint à sa rencontre ². Stuart Mill écrivit à sa gloire un long article dans le *London and Westminster Review* ³ qu'il dirigeait. Les provinces anglaises étaient, en ce moment même, travaillées par des désordres qui rappelaient 1816 et 1819. Lord Durham, en ces mois troublés, sembla disposé à s'ériger en chef du parti populaire. Quel que dût être postérieurement le succès de ses idées, son administration apparaissait comme un désastre. Il n'avait pas rétabli la paix au Canada, où la rébellion reprenait. Il n'avait pas consolidé le ministère, avec lequel les radicaux étaient brouillés.

LES ANTILLES.
PROBLÈME SERVILE
ET PROBLÈME
CONSTITUTIONNEL

Cette brouille devint plus grave encore quand, le 6 avril 1839, le ministère vint demander au Parlement de suspendre pour cinq ans la constitution de la Jamaïque. En vérité, la politique coloniale du cabinet whig était déconcertante.

Il semblait qu'elle fût devenue dictatoriale par système : chaque année la constitution d'une colonie était suspendue ⁴. Que se passait-il donc aux Antilles?

On se souvient que, lors de l'abolition de l'esclavage, un régime provisoire d'« apprentissage », intermédiaire entre l'état libre et l'état de servitude, avait été institué en faveur des nègres de l'Amérique Centrale, pour une durée de six années. Les nègres supportaient avec impatience ce purgatoire légal, et se plaignaient que les planteurs n'observassent pas les règles prescrites pour leur protection. Ils étaient soutenus par les gouverneurs, par les missionnaires méthodistes ou baptistes, par les magistrats à qui la métropole avait donné pour fonction de veiller à l'exécution de la loi. Ils étaient soutenus, dans la métropole, par le groupe antiescla-

1. Voir le texte intégral de la proclamation, *Ann. Reg.*, 1838, pp. 311 sqq.

2. Il ne s'était joint qu'en faisant des réserves aux protestations dirigées par ses amis radicaux contre la dictature de lord Durham : v. son discours, *H. of C.*, 23 janvier 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XL, p. 358).

3. *London and Westminster Review*, décembre 1838, art. VIII. *Lord Durham's Return* (vol. XXXII, pp. 241 sqq.). — Cf. avril 1839, art. VIII. *Reorganization of the Reform Party* (vol. XXXII, pp. 475 sqq.).

4. *H. of C.*, 3 mai 1839 : discours de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVII, p. 766).

vagiste, toujours puissant : en 1838, les antiesclavagistes du Parlement, lord Brougham en tête, demandèrent que l'émancipation fût totalement réalisée sans attendre l'échéance de 1840. Une motion à cet effet ayant été, le 22 mai, déposée à la Chambre des Communes, le ministère whig, malgré l'appui que les conservateurs lui donnèrent, fut en minorité de trois voix. Les choses en demeurèrent là à Londres. Mais les colons des Antilles, des Caraïbes, des Iles Sous-le-Vent, de la Guyane anglaise, comprirent la gravité de l'avertissement. Toutes ces colonies avaient des constitutions du même type que celles dont nous avons décrit le fonctionnement dans les colonies de l'Amérique du Nord, plus anciennes seulement et qui remontaient au *xvii^e* siècle : les « assemblées » de ces colonies prirent le parti de brusquer les choses, et d'échapper aux difficultés insurmontables auxquelles les planteurs allaient se heurter s'ils voulaient, pendant deux ans encore, maintenir les nègres à l'état d'apprentissage. Elles proclamèrent l'émancipation immédiate.

Ainsi fit en particulier la grande île de la Jamaïque, qui, avec ses trente mille colons d'origine britannique et ses trois cent cinquante mille esclaves, égalait en importance toutes les autres colonies de l'Amérique Centrale réunies. Les planteurs espéraient à ce prix être débarrassés des ingérences de la métropole dans leurs affaires : les antiesclavagistes n'auraient plus rien à voir là où il n'y aurait plus d'esclaves. Mais ils furent vite déçus. La Chambre des Communes, si elle n'avait pas donné suite à la motion qui demandait l'émancipation immédiate, avait, en compensation, voté une loi qui accordait aux gouverneurs coloniaux un contrôle souverain sur l'administration des prisons¹. Même après que l'Assemblée de la Jamaïque eut voté l'émancipation immédiate, le gouverneur de la Jamaïque annonça l'intention d'appliquer la loi nouvelle, qui avait pour but de protéger les noirs contre la brutalité de leurs anciens maîtres. Alors l'Assemblée s'insurgea. Le 30 octobre, elle déclara que la loi des prisons, appliquée sans qu'on eût demandé son assentiment, était illégale, violait les droits des colons, traités en « sujets britanniques », et décida de ne pas exercer ses fonctions législatives tant que la loi n'aurait pas été rapportée. Bref, elle suivait l'exemple de l'Assemblée du Bas-Canada.

Que ferait lord Melbourne ? Il n'y avait que deux alternatives. Ou bien capituler devant les colons, et attendre le jour où, par le jeu des lois locales, les nègres obtiendraient assez d'influence dans le corps électoral pour assurer la défense de leurs droits. Ou bien résister aux colons, et gouverner dictatorialement la colonie rebelle. C'est la seconde alternative

1. 1 and 2 Vict. c. 67.

qui fut adoptée. Un bill fut introduit aux Communes pour suspendre la constitution de la Jamaïque pendant cinq ans. Au cours de ces cinq années la colonie serait administrée par le gouverneur assisté d'un conseil dont feraient partie un certain nombre de commissaires nommés par la métropole. Une fois résolus les problèmes difficiles de l'émancipation, la constitution serait rétablie « avec les modifications nécessaires ».

Comme en 1838 les affaires du Canada, les affaires de la Jamaïque jetèrent en 1839 le désarroi parmi les radicaux. Ils étaient les protecteurs des esclaves, mais aussi les défenseurs des libertés constitutionnelles. Seul parmi eux, Charles Buller, le secrétaire de lord Durham, prit position en faveur du *Jamaica Bill*. De leur côté, les conservateurs essayèrent, sous la direction de Sir Robert Peel, d'ébranler le ministère : ils voulurent ou bien l'obliger à modifier le bill en conformité avec leurs exigences comme il s'y était résigné l'an passé, ou bien le mettre en minorité s'il faisait preuve d'intransigeance. Sir Robert Peel, sans se solidariser expressément avec les colons, demanda que l'on prit à leur égard des mesures moins immédiatement brutales, et que le bill prévît, avant l'établissement de la dictature, une dernière tentative de conciliation avec l'assemblée. Le 6 mai, par la défection de dix radicaux, le ministère n'obtint qu'une majorité de cinq voix.

Lord Melbourne et lord John Russell jugèrent que, dans ces conditions, ils ne pouvaient, sans compromettre leur dignité, demeurer au pouvoir : le cabinet donna sa démission. Mais l'heure de Sir Robert Peel n'était pas venue : le parti libéral fut sauvé une fois encore, et dans des conditions bizarres, par une sorte d'intrigue de cour.

LA REINE VICTORIA

AVÈNEMENT

DE LA REINE

VICTORIA. L'AFFAIRE

DES DAMES

DE LA CHAMBRE

Il y avait deux ans que le roi Guillaume IV était mort. Sa place était occupée sur le trône par sa très jeune nièce Victoria qui avait été, un mois à peine avant son avènement, proclamée majeure en atteignant sa dix-septième année.

Fille de la duchesse de Kent, elle avait passé son enfance au palais de Kensington, dans un cercle, plus allemand d'ailleurs qu'anglais, qui était en guerre ouverte avec la cour de Saint-James et faisait profession de libéralisme. C'était donc une petite enragée de whiggisme qui devenait reine d'Angleterre, pour le plus grand bien du parti libéral. Lord Melbourne s'attacha à la jeune reine. Depuis le temps lointain — si lointain

qu'il était presque oublié — de son mariage malheureux, il menait à Londres la vie d'un célibataire homme du monde, libre dans ses propos et ses mœurs. L'intimité de la reine le transforma. Il fut son vieil ami, son protecteur plein de sollicitude. On le vit renoncer à son existence mondaine, passer ses journées entières à Windsor, s'astreindre à l'ennuyeuse étiquette des Cours, flatté d'avoir toujours sa place réservée, que ce fût au salon ou à la salle à manger, à droite de cette petite princesse gentille par sa jeunesse, amusante par sa gravité, digne d'admiration par son sens pratique, mais d'intelligence très bornée et de culture nulle ¹.

Les whigs tirèrent tout le parti qu'ils purent de cette révolution de palais. L'usage voulait qu'à chaque changement de règne la Chambre des Communes fût renouvelée : ils exploitèrent largement le nom de la reine pour le succès de leur campagne. Ils accusèrent les tories de conspirer pour mettre sur le trône l'ancien duc de Cumberland, devenu roi de Hanovre. Ils accusèrent Sir Robert Peel d'avoir, en termes enveloppés, menacé la jeune reine du sort de Marie-Antoinette. Puis il fallut régler les fêtes du couronnement ; et le ministère libéral décida d'en réformer le cérémonial. Le banquet de Whitehall, donné à l'usage d'un petit nombre de princes du sang et d'invités de la haute aristocratie, fut remplacé par une grande démonstration populaire. La reine défila, à la tête d'une procession, de Buckingham Palace à l'abbaye de Westminster, sur un parcours de deux milles, devant un million de spectateurs. Les tories tenaient maintenant à l'égard de la cour un langage insultant, s'alarmaient de cette « alliance de la Couronne et de la Démocratie ² » qui faussait, à les en croire, le jeu de la constitution. Les orateurs radicaux en revanche, et O'Connell plus bruyamment que tous les autres, manifestaient un loyalisme inusité.

Non que la reine eût été à la lettre captée par ses ministres, et que lord Melbourne fût devenu, comme les tories l'en accusaient ³, une sorte de maire de palais. La petite reine avait une volonté de fer ; elle avait étonné tout le monde, à peine montée sur le trône, par ses actes d'autorité. Sa mère attendait impatiemment l'avènement de Victoria pour gouverner

1. *Greville Memoirs*, 12 septembre, 15 décembre 1838. — Creevey à miss Ord, 9 octobre 1837 (*Creevey Papers*, vol. II, p. 323).

2. Sir James Graham à Croker, 22 mai 1839 : The Crown in alliance with the Democracy baffles every calculation on the balance of power in our mixed form of Government. Aristocracy and Church cannot contend against Queen and people united (*Croker Papers*, vol. II, p. 356).

3. Croker à Peel, 15 août 1837 (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, p. 320-1) — *Greville Memoirs*, 29 juin 1837.

l'Angleterre : elle fut traitée avec les tendres égards qui lui étaient dus, mais strictement tenue à l'écart des affaires ¹. Sir John Conroy, conseiller très intime de la duchesse de Kent, espérait la Jarretière, une pairie irlandaise : Victoria lui signifia qu'il n'aurait ni l'une ni l'autre, il dut se contenter du titre de baronet et d'une pension ². Léopold, roi des Belges, avait été pour elle, depuis sa naissance, une sorte de père adoptif ; par des lettres fréquentes, il avait dirigé de Bruxelles son éducation politique ; lui aussi espérait, par son intermédiaire, exercer quelque influence sur la politique anglaise. A partir du jour où elle fut reine, elle découragea ses avances : leur correspondance devint languissante. Vis-à-vis de lord Melbourne, elle n'agissait pas autrement. Elle appuyait sa politique, parce qu'elle était whig, et whig si passionnée que souvent elle trouvait tiède le whiggisme de son ministre ³. Mais elle surveillait de près tous ses actes, lui faisait la leçon dès qu'il osait prendre une décision sans l'avoir consultée ⁴. Si, au mois de mai 1839, elle empêcha Sir Robert Peel d'arriver au pouvoir, elle le fit de sa propre initiative, dépassant les vœux de lord Melbourne, allant à l'encontre des vœux de quelques-uns de ses collègues.

Lorsque lord Melbourne informa la reine, toute en larmes ⁵, que son ministère était démissionnaire, il lui donna, verbalement et par écrit, les conseils qu'elle lui demandait ⁶. Elle devait s'entretenir d'abord avec Wellington, et essayer de l'avoir pour premier ministre, d'obtenir tout au moins qu'il fit partie du cabinet si Sir Robert Peel, « cet homme raide et fermé ⁷ », était premier ministre. Melbourne se défiait de l'entrée en contact de Peel avec la reine, comptait sur la diplomatie de Wellington pour aplanir bien des difficultés. Puis fut soulevée la question de la Maison de la Reine.

1. *Greville Memoirs*, 29 juin, 30 juillet 1837. — S. Lee, *Queen Victoria*, pp. 66, 81.

2. *Greville Memoirs*, 28, 30 août 1837. — Creevey à Miss Ord, 3 janvier 1838 (*Creevey Papers*, vol. II, p. 332). — S. Lee, *Queen Victoria*, pp. 63-4.

3. *Diary*, 28 août 1839 : récit d'une conversation avec lord Melbourne : « ... They (the Tories) ought to help and not to oppose every reasonable measure, as they had done, and not behave as they had done in the House of Lords ». « They didn't behave so badly in the House of Lords », said Lord M. (This is admirable fairness), « they didn't throw out many bills » « But altered a good many » I said. « But I didn't know that those alterations didn't do them good », said Lord Melbourne (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 242).

4. La reine à lord Melbourne, 26 août 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 233 ; trad. fr., vol. I, p. 274).

5. *Diary*, 7 mai 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, pp. 159-160). La reine crut voir que lord Melbourne pleurait aussi.

6. Lord Melbourne à la reine, 7 mai 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 195 ; trad. fr., vol. I, p. 228). — *Diary*, 7 mai 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 161).

7. *Diary*, 8 mai 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 163).

Cette question avait, plusieurs fois, jadis, embarrassé les whigs du temps où la cour était tory : les whigs avaient pris l'habitude d'exiger que, parmi les gentilshommes de la Maison du Roi, ceux-là donnassent leur démission qui faisaient partie en même temps du Parlement. La même difficulté se présentait pour les conservateurs, à présent que la Cour était whig. Elle était accrue par le fait que l'Angleterre obéissait maintenant à une reine, entourée de ses Dames. Exigerait-on le départ de celles de ces Dames dont les maris étaient membres du Parlement? On pouvait soutenir, en prenant les choses à la lettre, qu'il n'y avait point de précédent pour cette exigence. Elle se justifiait cependant. C'était, par exemple, pour les conservateurs, un gros souci que le problème du gouvernement de l'Irlande. Serait-il prudent de laisser dans l'intimité de la reine lady Normanby, femme de l'homme d'État qui venait de gouverner l'Irlande de concert avec O'Connell, au moment où on allait essayer de la gouverner d'après des principes différents? Lord Melbourne conseilla à la jeune reine de défendre fermement ses droits sur ce point; de n'être pas intransigente cependant; et de réserver son intransigence pour le moment où Sir Robert Peel soulèverait une autre question, politiquement bien plus grave, et demanderait à la reine de dissoudre immédiatement le Parlement ¹.

Le reine reçut Wellington, qui la renvoya à Sir Robert Peel, puis Sir Robert Peel, qui n'eut même pas le loisir de poser la question de la dissolution. Fut-il trop raide et trop compassé dans la forme? Quant au fond, et sur la question des Dames de la Chambre, la reine ne lui laissa pas le temps de s'expliquer; elle déclara « qu'elle ne pouvait renoncer à aucune de ses Dames ». Sir Robert Peel lui demanda si elle entendait les conserver toutes. « Toutes », répondit la reine. « Même l'Intendante de la Garde-Robe,

1. Lord Melbourne à la reine, 9 mai 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 201; trad. fr., vol. I, p. 236). — Sans vouloir entrer dans tout le détail de cette affaire, signalons une embarrassante obscurité. La lettre que nous venons de citer a été écrite par lord Melbourne après que, dans une première entrevue avec Wellington et Peel, la reine avait déjà soulevé la question des Dames de la Chambre (la reine à lord Melbourne, 8 mai 1839). Quel conseil lui avait donné lord Melbourne avant cette première entrevue? La reine Victoria, dans son journal, à la date du 7 mai, affirme que lord Melbourne lui présenta une note écrite, dans laquelle il lui recommandait d'émettre le vœu que nulle des Dames de la Maison de la Reine, excepté celles qui étaient mêlées à la politique, ne fût congédiée (*Girlhood*, vol. II, p. 161). Mais la note est reproduite (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 195; trad. fr., vol. I, p. 228), et ne contient ni cette phrase ni aucune allusion à la question de la Maison de la Reine. Le discours prononcé par lord Melbourne à la Chambre des Lords, 11 mai 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVII, p. 10-13) augmente encore notre perplexité. Lord Melbourne déclare que « he gave H. M. no advice whatever as to the Ladies of the Household, for he fairly declared that he did not expect — that he did not anticipate — that he could not conceive that this proposition could be made to H. M. ». Mais il place cette déclaration à la date du mercredi 8 mai, non du mardi 7 mai : il vit effectivement la reine le mercredi matin à 11 heures (*Diary*, 8 mai).

lady Normanby, et les Dames de la Chambre? » « Toutes », répondit la reine ¹. Un entretien avec Wellington n'arrangea pas les choses. Lord Melbourne fut rappelé. Tous ses collègues, sauf deux qui d'ailleurs s'inclinèrent devant l'opinion de la majorité, furent, après un long débat, d'avis qu'il fallait prendre la défense de la reine ². Le ministère resta en place.

La première impression produite par ces incidents sur le public fut favorable à la reine. Sir Robert Peel avait prétendu lui dicter ses conditions, régler les détails de sa vie privée, la séparer d'avec celles qu'elle avait choisies pour être les compagnes de sa vie. Il y eut un mouvement d'indignation contre sa brutalité, de pitié pour la jeune reine outragée — mouvement soigneusement entretenu par les politiciens libéraux. La reine fut acclamée quand elle se rendit le dimanche matin à l'église, et le même soir à l'opéra ³ : O'Connell se fit remarquer par l'exubérance de son loyalisme oratoire. Les ministres reçurent de Birmingham, où régnait une sorte d'insurrection ouvrière, l'avis qu'on préparait l'assassinat de Sir Robert Peel s'il osait prendre le pouvoir ⁴.

Mais la vérité se fit jour; les gens informés changèrent d'avis. On reconnut que la reine avait été bien étourdie, bien obstinée; lord Melbourne, bien déloyal ou bien faible; les autres ministres, bien avides de reprendre le pouvoir à tout prix. En faveur de Sir Robert Peel, on trouva des circonstances atténuantes. Peut-être était-il mauvais homme de cour. Peut-être sa réputation même d'orgueilleuse timidité l'avait-elle desservi. Mais il fallait reconnaître qu'il se sentait, par la démission de lord Melbourne, pris dans une sorte de piège, qu'il ne pouvait se laisser condamner à devenir ministre dans des conditions humiliantes. Son influence, en tout cas, restait aussi grande que jamais au Parlement; la situation du parti libéral, devenu par la bizarrerie des circonstances le parti de la cour, restait aussi précaire. Lorsqu'au mois de juillet un nouveau *Jamaica Bill* fut introduit, ce fut un bill profondément amendé, selon les indications que Sir Robert Peel avait présentées en mai, et que le ministère avait repoussées ⁵. Les choses finissaient toujours de cette manière, depuis 1835.

LE MARIAGE DE LA REINE

La petite reine elle-même avait beau sortir victorieuse de cette crise : elle n'était pas heureuse. Elle haïssait les tories plus que jamais : il

1. *Diary*, 9 mai 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 171).

2. V. la minute du conseil des ministres, *The Letters of Queen Victoria*, vol. II, p. 215; trad. fr., vol. I, p. 253.

3. *Diary*, 12 mai 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 177).

4. Lord John Russell à Sir Robert Peel, 14 mai 1839 (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, p. 401).

5. 2 and 3 Vict. c. 26.

fallait que lord Melbourne, paternellement, s'attachât à la calmer ¹. C'est lui sans doute qui obtint qu'au mois d'août, une place s'étant trouvée vacante dans sa maison, elle y fit entrer pour la première fois la femme d'un pair tory, lady Sandwich ². Mais elle était moins sûre d'elle-même qu'elle ne l'avait été pendant ses deux premières années de règne : la malheureuse affaire de lady Flora Hastings, une de ses demoiselles d'honneur, accusée d'être enceinte, obligée par la jeune reine à subir l'humiliation d'un examen médical, et s'en allant mourir chez elle d'une tumeur interne, avait été pour Victoria quelque chose de plus qu'une simple contrariété ³. Elle était déprimée ⁴, énervée; cherchait les distractions ⁵; heureuse, quand par hasard des jeunes gens l'entouraient, de se rappeler qu'après tout elle était très jeune, elle aussi ⁶; effrayée, une fois le bal passé, de se sentir seule au milieu des hommes d'État et des vieillards ⁷. C'est alors qu'arriva une lettre du roi des Belges, annonçant la visite des deux jeunes princes de Saxe-Cobourg-Gotha. « Vous désirez qu'ils viennent ? » demanda lord Melbourne à Victoria; et, sur sa réponse affirmative, il déclara qu'il n'y voyait pas d'objection ⁸.

Les deux princes étaient fils du duc régnant de Saxe-Cobourg, et cousins germains de la reine. Ernest, l'aîné, était l'héritier présomptif du duché; et Léopold, oncle des deux jeunes gens, avait depuis longtemps formé le projet de marier le cadet, Albert, à sa nièce Victoria. Présenté à celle-ci au printemps de 1836, Albert avait plu à la princesse, qui avait admiré sa parfaite beauté et ses manières distinguées. Elle l'avait agréé pour futur époux, évinçant un prince de la maison d'Orange que proposait Guillaume IV. Pour achever l'éducation du jeune Albert, le baron Stockmar, curieux personnage, familier de la cour de Bruxelles et de la cour de Kensington, ancien médecin de Léopold, patriote allemand et dévoué serviteur de la maison de Cobourg, avait été choisi par le roi des Belges, d'accord avec la princesse Victoria ⁹. Il avait conduit Albert à Bruxelles,

1. *Diary*, 23 septembre 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 253). Cf. *Greville Memoirs*, 22 janvier 1840.

2. *Greville Memoirs*, 14 juillet 1839.

3. Suivant Sir Sidney Lee (*Queen Victoria*, pp. 93-4), la responsabilité de cette scandaleuse maladresse aurait incombé à lord Melbourne. C'est ce qui paraît difficile à admettre. Voir au contraire *Greville Memoirs*, 2 mars 1839.

4. *Diary*, 12 juin 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 205).

5. *Diary*, 29 mai 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. III, p. 189).

6. *Diary*, 30 mai, 16 juin 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, pp. 191, 207).

7. *Diary*, 26 septembre 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 256).

8. *Diary*, 17 juin 1839 (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 207).

9. Le roi Léopold à la reine, 30 juin 1837 : la reine au roi Léopold, 4 avril 1838; le roi Léopold à la reine, 13 avril 1838 (*Letters of Queen Victoria*, vol. I, pp. 105, 141; trad. fr., pp. 116, 158, 161). — Cf. Sir Th. Martin, *Life of H. R. H. The Prince Consort*, vol. I, pp. 15 sqq.

pour y apprendre, à côté de Léopold, le métier de roi constitutionnel, puis en Italie, pour voir les musées et les églises. Il envoyait à Londres et à Bruxelles sur son élève d'excellents certificats, préoccupé seulement par sa santé peu robuste, par son indifférence aux choses de la politique, par son peu d'empressement auprès des femmes : son excessive sagesse rendait soucieux le vieux médecin homme de cour ¹. Au mois de juin 1839, Albert était revenu à Cobourg, pour assister aux fêtes par lesquelles on célébrait la majorité de son frère, et pour y prendre une part personnelle : car une loi spéciale avait décidé que, par une anticipation de plus d'une année, il serait proclamé majeur le même jour que son aîné ². Autant dire qu'il était légalement proclamé mûr pour le mariage.

Le 10 octobre, les deux princes se présentèrent à Windsor; mais Albert arrivait fort dépité. Car il avait reçu de son oncle une lettre écrite sur la demande de Victoria, et qui le préparait à considérer l'affaire comme rompue, remise à plus tard en tous cas ³. La jeune reine eut-elle peur au moment de prendre cette grave décision, en dehors de la présence de celui qui lui était destiné? Avait-elle le sentiment que ce projet d'alliance déplaisait à lord Melbourne, déplaisait à l'opinion anglaise? Ou bien encore cette petite personne très volontaire était-elle irritée de se voir condamnée à faire un mariage arrangé par d'autres, et voulait-elle que le mariage fût son œuvre, un véritable mariage d'amour?

C'est ce qu'il fut. Albert était excessivement beau ⁴. Il « dansait magnifiquement » ⁵. Victoria s'éprit de lui. Quatre jours après son arrivée elle annonça à lord Melbourne qu'elle s'était décidée; et le prince Albert devint le fiancé de la reine ⁶. Alors commencèrent ses misères. Pendant deux mois, il fut, de la part de l'aristocratie anglaise, l'objet de la curiosité

1. Stockmar, *Memoirs*, vol. II, p. 7.

2. Sir Th. Martin, *Life of H. R. H. The Prince Consort*, vol. I, p. 32.

3. Le prince Albert au Prince de Loewenstein (Lieut. general the Hon. Ch. Grey, *The Early Years of His Royal Highness the Prince Consort*, p. 246). — La reine au roi Léopold, 15 juillet 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 223; trad. fr., vol. I, p. 263).

4. *Diary*, 10, 11 octobre : *beautiful... so excessively handsome* (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. I, pp. 262, 263). — La reine au roi Léopold, 12 octobre 1839 : *Albert's beauty is most striking, and he so amiable and unaffected — in short, very fascinating*. (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 237; trad. fr. vol. I, p. 363).

5. *Diary*, 11 octobre : *I danced ... with dearest Albert who dances so beautifully ...* (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. I, p. 263).

6. *Diary*, 13, 14, 15 octobre (*The Girlhood of Queen Victoria*, vol. I, pp. 264 sqq.). — La reine au roi Léopold, 15 octobre 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 238; trad. fr., vol. I, p. 281). Mais, afin d'éviter une convocation anticipée du Parlement, on convint de tenir la chose secrète : lord John Russell seul fut mis au courant. Et le secret fut si bien gardé par lord Melbourne et lord John Russell que, lorsque la nouvelle fut enfin publique, on crut à la cour que la reine, une fois de plus, en avait fait à sa tête, et s'était fiancée sans prendre conseil de personne, sans aviser personne (*Greville Memoirs*, 27 novembre 1839).

la plus malveillante : rien en lui qui ne fût prétexte à des plaisanteries, son goût pour les lettres et la « métaphysique », sa beauté, sa vertu. Dans tous les milieux, aristocratiques, bourgeois et populaires, on se défiait de ce nouveau Cobourg¹. Il semblait en vérité que cette famille eût pour occupation fondamentale de chercher des occasions matrimoniales en Angleterre, en Portugal, en France : voici que le duc de Nemours se fiançait avec la princesse Victoire de Saxe-Cobourg. Et toujours le factotum de la famille, l'allemand Stockmar, surgissait pour négocier l'affaire. Aussitôt le Parlement réuni, tories et radicaux se coalisèrent pour persécuter le futur époux de la reine, sous les yeux, assez indifférents, des whigs et des libéraux.

Était-il protestant, d'abord ? Il paraissait bien qu'il l'était : mais quel fond faire sur le protestantisme d'une famille dont deux membres, en Belgique et au Portugal, avaient fait des mariages catholiques² ? Et s'il l'était, pourquoi avait-on omis — et volontairement omis³ — de le dire dans la déclaration qui fut lue par la reine devant le Conseil Privé, dans celle qui fut lue devant le Parlement ? A la Chambre des Lords, Wellington fit adopter un amendement à la fin d'ajouter le mot « protestant » au mot « prince » dans la rédaction de l'adresse⁴. A la Chambre des Communes, Inglis, Sibthorpe, provoquèrent des incidents⁵ ; et il fallut, pour être en mesure de répondre à d'absurdes interpellations, que lord Palmerston demandât à Stockmar « si le Prince Albert appartenait à une secte protestante dont le Credo lui interdisait de recevoir la communion selon les rites de l'Église anglicane⁶ ».

La dotation de 50 000 l. que le ministère demandait pour lui n'était-elle

1. *Greville Mémoires*, 4 février 1840 : There is no great sympathy for the lucky Coburgs in this country...

2. Lord Melbourne à la reine, 27 novembre 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 251 ; trad. fr., vol. I, p. 297).

3. *Diary*, 6 décembre 1839 : ... Lord Melbourne said he left it out on purpose *not* to attract attention, as else they would have said that wasn't true, and that many of the family had collapsed into Catholicism.... — Et Léopold avait vivement blâmé cette omission (Sir Th. Martin, *Life of H. R. H. The Prince Consort* vol. I, p. 57). — Il est curieux d'observer qu'en décembre 1831, Guillaume IV, par scrupule tory, et pour observer ce qu'il croyait être la tradition vraie, avait supprimé le mot « protestant » dans le discours du trône. Voir Sir Herbert Taylor to Earl Grey, 3 décembre 1831 : ... Your Lordship will observe the proposed substitution of the word *Established* for *Protestant Church*, which occurred to H. M. from a belief that *established* has been the term generally used heretofore, and that the change of it, upon this occasion, might attract notice. If, however, H. M. be mistaken in his recollection of former usages, his objection will of course fall to the ground (*Corr. of Earl Grey with William IV*, vol. II, p. 13).

4. *H. of C.*, 16 janvier 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LI, pp. 11 sqq.).

5. *H. of C.*, 16 janvier 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LI, pp. 110, 114).

6. Stockmar, *Mémoires*, vol. II, pp. 24-5.

pas bien forte? Joseph Hume demanda qu'elle fût réduite à 21 000 l. Il n'obtint pas gain de cause : mais conservateurs et radicaux se mirent d'accord, sous la conduite de Sir Robert Peel, pour la réduire à 30 000 l., à la forte majorité de deux cent soixante-deux voix contre cent cinquante-huit ¹.

Convenait-il, comme le *Naturalization Bill* le proposait, de donner au prince la préséance sur tout le monde après la reine, au Parlement et ailleurs? La reine, qui aurait voulu qu'Albert fût roi comme l'avaient jadis été au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle Philippe et Guillaume, avait particulièrement à cœur le vote de cet article. Elle se heurta à l'opposition catégorique de la Chambre des Lords : si la reine mourait, le Prince Consort devrait-il avoir le pas sur l'héritier du trône? Wellington voulait reléguer Albert après tous les princes du sang. De guerre lasse, on décida de ne pas mentionner la question de la préséance dans la loi de naturalisation ².

Le mariage fut célébré le 10 février au milieu des acclamations. Quatre mois plus tard, l'attentat manqué d'un jeune fou valut au couple royal un regain d'ovations. La reine devint enceinte; et le Parlement vota sans débats une loi qui faisait d'Albert le régent éventuel du royaume. Elle lui accorda, par un *warrant*, le droit de préséance que la Chambre des Lords lui avait refusé ³; et, le jour de la clôture du Parlement, le prince présida, assis sur un fauteuil à la gauche du trône. Ainsi s'atténuait le sentiment d'humiliation que les factions aristocratiques, les partis politiques, l'exclusivisme national de l'opinion et de la presse, s'étaient plu à infliger à Albert. Mais il continuait à subir d'autres humiliations, plus secrètes non moins cuisantes, dans son propre ménage.

La jeune reine, très autoritaire, avait pris un mari pour se distraire, avec un jeune homme de son âge, des soucis de la politique : il ne lui était pas venu un instant à l'esprit, au moment même où elle désirait pour

1. *H. of C.*, 24, 27 janvier 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LI, pp. 554 sqq., 584 sqq.). — Cf. Stockmar, *Memoirs*, vol. II, p. 30 : As I was leaving the Palace... Melbourne... used the following remarkable and true words.... « The Prince will doubtless be very much irritated against the Tories. But it is not the Tories alone, whom the Prince has to thank for the curtailment of his appanage. It is the Tories, the Radicals, and a good many of our own people. »

2. *H. of L.*, 27 janvier, 3 février 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LI, pp. 575 sqq., 1079 sqq.).

3. Qui eut la première idée de résoudre le problème de la préséance en recourant à la prérogative? lord Melbourne? ou Greville lui-même? V. à ce sujet *Queen Victoria's Diary*, 3 février 1840 (*Girlhood of Queen Victoria*, vol. II, p. 313); et *Greville Memoirs*, 31 janvier, 13, 16 février 1840. — Stockmar avait suggéré que l'on procédât par *Order in Council* (*Memoirs*, vol. II, p. 34-5).

lui des honneurs royaux, de se donner en lui un maître, ni même un conseiller. Malgré les instances du roi des Belges, elle refusa de lui accorder un siège à la Chambre des Pairs ¹. Malgré les instances d'Albert lui-même, elle ne lui permit pas de choisir à son gré les gentilshommes de sa propre maison; et tout d'abord, pour secrétaire privé, elle lui imposa l'Anglais George Anson, membre éprouvé du parti whig, et secrétaire de lord Melbourne ². L'espoir lui fut même interdit de se faire un salon, en marge de la politique, suivant l'usage des petites cours allemandes, de recevoir des savants, des professeurs, des artistes. La reine « n'avait pas envie d'encourager ces gens-là. Elle sentait que son éducation ne l'avait pas préparée à prendre part à de pareilles conversations ³. » Finalement, George Anson prit le prince en pitié, il parla de la chose à lord Melbourne et à Stockmar, qui raisonnèrent Victoria et la persuadèrent qu'elle pouvait, sans manquer à ses devoirs de reine, mettre le prince Albert dans la confiance des affaires de l'État ⁴. Dès le mois d'août, nous le voyons activement occupé — et non sans fruit, du moins il s'en flatte ⁵ — du grave problème diplomatique qui absorba, vers ce moment, toute l'attention des hommes d'État anglais.

LORD PALMERSTON ET LOUIS-PHILIPPE. LE CONFLIT DE 1840

CONFLITS AVEC LA FRANCE

Il s'agissait des relations anglo-françaises. Nous avons vu quels frottements s'étaient déjà produits entre les deux gouvernements, presque à l'insu du grand public, dans le cours de l'été de 1834. Puis Wellington avait, trois mois durant, géré le *Foreign Office*. Il avait, sans succès, essayé de modifier l'orientation de la politique espagnole de l'Angleterre, offert aux factions qui se disputaient la péninsule d'exercer entre elles une sorte d'arbitrage impartial. Il avait offensé l'opinion libé-

1. La reine au roi Léopold, 26 novembre 1839; au prince Albert, 27 novembre 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, pp. 250, 252; trad. fr., vol. I, pp. 296, 298).

2. La reine au prince Albert, 8 décembre 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 254; trad. fr., vol. I, p. 300).

3. Memorandum d'Anson, 15 janvier 1841 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 322; tr. fr., vol. I, p. 384).

4. Voir le memorandum d'Anson, 28 mai 1840 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 283; trad. fr., vol. I, p. 336). Anson note que Stockmar tient l'influence de la dame de compagnie de la reine, la baronne Lehzen, pour responsable de cette attitude.

5. A son père, août 1840 : Victoria allows me to take an active part in Foreign Affairs, and I think I have done some good. I always commit my views to paper, and then communicate them to Lord Melbourne. He seldom answers me, but I have the satisfaction of seeing him act entirely in accordance with what I have said (Sir Th. Martin, *Life of his Royal Highness the Prince Consort*, vol. I, p. 95 n.).

rale en nommant à l'ambassade de Saint-Petersbourg Lord Londonderry, le plus provocant des tories. Aurait-il rendu meilleurs ou pires les rapports de son pays avec la France? Il était tombé du pouvoir; lord Palmerston en avait repris possession. Et c'est un fait que, celui-ci étant ministre, les rapports avec la France avaient constamment empiré.

Sur tous les points du globe, des conflits avaient éclaté. En Amérique, la politique française était très active; et à Buenos-Aires, au Mexique, les amiraux français avaient procédé, en 1838, par voie d'ultimatum pour défendre les intérêts de leurs nationaux. En 1839, la flotte française avait bloqué la côte mexicaine, bombardé Vera Cruz; et, les Américains ayant appelé lord Palmerston au secours de leurs « droits naturels » menacés, le gouvernement anglais avait fini par s'entremettre entre le Mexique et la France¹. Il en était du Vieux Monde comme du Nouveau Monde, avec cette différence qu'ici les conflits anglo-français étaient en quelque sorte plus directs. Partout où il y avait guerre civile, un des deux partis était la faction française, et l'autre la faction anglaise. C'est ce qui arrivait en Grèce, où la France était accusée par l'Angleterre de faire de la propagande révolutionnaire quand le parti anglais était au pouvoir, le reproche étant retourné par la France contre l'Angleterre quand le parti français avait pris le dessus². Et c'est ce qui arrivait aussi en Espagne, où il semblait que, traditionnellement, la politique française dût s'opposer à la politique anglaise.

L'exécution des clauses de la Quadruple Alliance offrait des difficultés pour le gouvernement britannique. En vertu de l'article 3 du traité, il devait coopérer « par l'emploi de ses forces navales » à l'expulsion des troupes carlistes et miguelistes; et dans les articles additionnels du mois d'août il n'avait été encore question que d'armes, de munitions, et de vaisseaux de guerre. Mais quelle pouvait être l'efficacité de la flotte anglaise contre les bandes carlistes qui guerroyaient en Navarre et dans le pays basque? Et comment obtenir du Parlement britannique que, passant outre à la stricte application du traité, il consentît à faire les frais d'une expédition militaire en règle? Lord Palmerston, comme jadis Canning, recourut à des expédients.

De l'infanterie de marine fut débarquée, en nombre disproportionné avec l'importance de la flotte. Un *Order in Council*, suspendant l'opération du *Foreign Enlistment Act*, autorisa dix mille Anglais volontaires, auxquels le gouvernement de Londres donna des armes, à s'en aller

1. *Ann. Reg.*, 1838, pp. 496-7.

2. Duvergier de Hauranne, *De l'alliance anglo-française et de l'ouverture du Parlement* (*Revue des Deux Mondes*, 15 février 1841; vol. XLVII, pp. 474-5).

prendre en Espagne, contre don Carlos, la défense de la monarchie constitutionnelle¹. De Lacy Evans, membre radical du Parlement et colonel en demi-solde, commanda cette troupe d'aventuriers qui, mal équipée, mal nourrie, décimée par la maladie, jetée au milieu des horreurs d'une guerre civile espagnole, alla de déboire en déboire². Il y avait bien encore pour le ministère anglais un dernier expédient à employer pour intervenir en Espagne sans violer ouvertement le principe de non-intervention; et c'était d'encourager l'intervention armée d'une tierce puissance, dans l'espèce la France, comme l'article 4 de la Quadruple Alliance permettait de le faire. Mais on se heurtait alors à d'autres difficultés. Le parti constitutionnel, en Espagne, s'était scindé en deux factions rivales. L'une, modérée, et dont le programme ressemblait à ce qu'on appelait à Paris le programme de la résistance, avait pour chef le comte Torreno, et prenait son mot d'ordre à l'ambassade de France. L'autre, plus démocratique, et qui rappelait le parti français du mouvement, marchait d'accord avec lord Palmerston et son ambassadeur à Madrid. De sorte que, lorsque la question d'une action militaire française en Espagne était soulevée, le concert anglo-français était impossible. Si Londres donnait à Paris, comme en 1836, l'avis d'intervenir, Paris disait non. Si c'était un ministre français qui proposait d'organiser une expédition, comme en 1835 ou en 1840, Lord Palmerston décourageait cette initiative.

LORD PALMERSTON
ET LOUIS-PHILIPPE.
LE CONFLIT BELGE
DE 1838

On est en conséquence tenté de croire, à première vue, que ces conflits entre les deux grandes puissances maritimes étaient inévitables, et que l'entente cordiale établie entre les deux gouvernements avait quelque chose d'artificiel et de précaire. Cette entente allait cependant renaître après 1840; elle devait se transformer, une quinzaine d'années plus tard, en une alliance militaire effective. Il faut donc admettre qu'elle répondait, au milieu du XIX^e siècle, en dépit de tant de frottements, à quelque besoin permanent, et que ce fut l'action de circonstances accidentelles qui la dérangerait aux approches de 1840. La brouille eut pour cause immédiate une lutte

1. *H. of C.*, 26 février 1836 : discours de lord Palmerston et de Sir Robert Peel (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXI, pp. 993 sqq., 1005 sqq.); *H. of C.*, 10 mars 1837 : discours de lord Mahon (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVII, pp. 223 sqq.).

2. *Ann. Reg.*, 1836, pp. 354, 399; 1837, p. 206. — *H. of C.*, 17-18, 19 avril 1837; *H. of L.*, 21 avril 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVII, pp. 1329 sqq., 1394 sqq.; XXXVIII, pp. 1 sqq., 21 sqq.).

d'amour-propre et de prestige qui s'était engagée depuis 1834 entre deux personnalités : Louis-Philippe et lord Palmerston.

Lord Palmerston voulait que, dans l'entente anglo-française dont il était l'auteur, l'Angleterre fût maintenue, autant que possible, au premier plan, et que cette entente offrît aux yeux du monde l'aspect d'une protection accordée par l'Angleterre à la France¹. Talleyrand n'était point fait pour se plier à l'arrogance de lord Palmerston, ni pour flatter sa vanité : il se considérait comme étant un assez grand personnage pour traiter d'égal à égal même avec des princes. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'il ait poursuivi secrètement le rêve de réaliser une seconde fois son chef-d'œuvre diplomatique de 1815, l'alliance de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche : et c'était un rêve en effet, tant que les whigs et lord Palmerston restaient au pouvoir. D'où les difficultés auxquelles nous avons fait allusion, et le départ de Talleyrand au mois de septembre 1834. Talleyrand n'eut point de peine à faire partager par Louis-Philippe les sentiments de défiance et de haine que lord Palmerston lui inspirait. Car le système anglais, pour des raisons de politique intérieure et d'intérêt dynastique, pesait au roi des Français. Celui-ci était las de se faire partout, à la suite de lord Palmerston, le patron des révolutionnaires qui à Paris menaçaient son trône. Il aspirait à se rapprocher des puissances du Nord, et faisait à l'Autriche des avances que Metternich, heureux de voir se desserrer l'entente franco-anglaise, s'attachait à encourager. Lord Palmerston montrerait donc à Louis-Philippe, puisque celui-ci se refusait à comprendre les avantages de l'alliance anglaise, qu'il poursuivait une chimère s'il croyait pouvoir substituer un système autrichien au système anglais, ou même seulement compléter, balancer l'un par l'autre.

Il le fit avec un plein succès. Le souvenir de la crise révolutionnaire qui avait, après 1830, tourmenté les deux grandes nations occidentales, commençait à devenir lointain. La monarchie de Louis-Philippe, maintenant réactionnaire, n'éveillait plus chez les libéraux anglais les mêmes sympathies instinctives. L'Angleterre, moins absorbée par les problèmes de la politique intérieure, se montrait plus inquiète de savoir si son expansion sur les mers n'était pas menacée par la concurrence française. Lord

1. Lord Palmerston à lord Melbourne, 1^{er} mars 1836 : ... When Ancillon and Metternich complain of this division of Europe into two camps that which they really complain of is, not the existence of two camps, but the equality of the two camps. The plain English is that they want to have England on their side against France, that they may dictate to France, as they did in 1814 and 1815; and they are provoked beyond measure at the steady protection which France has derived from us. But it is that protection which has preserved the peace of Europe (Lord Melbourne's Papers, pp. 339-340).

Palmerston prit de plus en plus goût, mit de plus en plus de zèle à la gestion de son ministère. Il retrouva, à la Chambre des Communes, ses succès oratoires de 1829 et de 1830; et le Parlement, impressionné par l'imperturbable confiance en soi dont il faisait preuve, prit l'habitude de s'en remettre aveuglément à lui pour diriger la diplomatie nationale. Ne nous étonnons pas qu'avant d'entrer en pleine possession de ses talents, il ait laissé tant d'années s'écouler. Dans un État démocratique, il faut qu'un homme politique commence par déployer toutes ses ressources pour parvenir aux plus hautes charges de l'État. Dans un État aristocratique, constitué comme l'était l'Angleterre au début du XIX^e siècle, c'est le hasard des circonstances et de la naissance qui, dès sa jeunesse, le place à la tête d'un département ministériel : à lui, par l'exercice même des fonctions qui lui ont été attribuées, de savoir s'en rendre capable. Le moment était arrivé où lord Palmerston, après de longues années d'apprentissage, passait enfin maître. Il vieillissait : en 1839, « Cupidon » prit femme. Après l'âge des plaisirs, l'âge du labeur politique, des grandes ambitions, était venu pour lui.

La question belge lui fournit l'occasion de donner à Louis-Philippe une première leçon. Le « Traité des vingt-quatre articles » avait, en 1831, tout en consacrant l'indépendance belge, laissé à la Hollande la majeure partie du Luxembourg, la majeure partie du Limbourg, et la ville de Maestricht. Léopold, non sans protester, avait accepté le traité; c'est le roi de Hollande qui avait refusé de le signer. En 1838 celui-ci se ravisa brusquement et réclama l'exécution des clauses du traité. Léopold protesta de nouveau, alléguant que les circonstances n'étaient plus les mêmes qu'en 1831, puisque le roi des Pays-Bas avait laissé tomber le traité en désuétude et que depuis six ans le gouvernement belge administrait les territoires contestés à la pleine satisfaction des habitants. Il demanda en conséquence la révision du traité, et compta, pour faire prévaloir sa demande, tant sur Louis-Philippe dont l'appui lui était acquis avec l'approbation bruyante de la presse parisienne, que sur Victoria sa pupille, qui venait de monter sur le trône. Mais Victoria refusa de se laisser conseiller par son oncle ¹, et lord Palmerston opta pour la thèse hollandaise qui était approuvée par les cours du Nord. Le gouvernement français, complètement isolé, finit par s'incliner, au mois de décembre 1838.

1. Le roi des Belges à la reine Victoria, 24 novembre 1838; lord Melbourne à la reine Victoria, 2 décembre 1838; la reine Victoria au roi des Belges, 5 décembre 1838; la reine Victoria au roi des Belges, 7 février 1839, 9 avril 1839; le roi des Belges à la reine Victoria, 19 avril 1839; la reine Victoria au roi des Belges, 30 avril 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I., pp. 170, 172, 183, 190, 192, 193; trad. fr., vol. I, pp. 197, 198, 200, 214, 222, 224, 227).

Ainsi, sur cette question belge, dont la solution avait en 1831 scellé l'entente franco-anglaise, lord Palmerston se séparait de Louis-Philippe et se rapprochait ostensiblement, contre lui, des cours du Nord. C'était le retour à 1815, le triomphe de la politique de la Sainte-Alliance, par l'œuvre d'un ministère whig. C'était en même temps la victoire en Angleterre du parti protestant sur le parti catholique. On remarquait en effet que, par une curieuse coïncidence, les insurgés du monde entier, clients du parti libéral avancé, en Irlande, en Belgique¹, en Pologne, au Canada, à Terre-Neuve aussi², étaient catholiques. Dans la Prusse rhénane, l'archevêque de Cologne était en guerre ouverte avec le roi de Prusse; et il y avait en Belgique un parti pour favoriser la constitution d'une « Confédération Belgo-Rhénane » qui aurait fondu en un seul bloc les catholiques belges et les catholiques rhénans³. En France même, les blancs frater-

1. *Times*, 12 janvier 1836 : ... Well, here are the three great strongholds of Popery surrendered (Spain, Portugal, France); the West of Continental Europe is free, save only Belgium, where the priestly tyranny has been kept alive, as in Ireland it has been reinforced, and exalted.... Neither in Belgium nor in Ireland is the priest obstructed by the genius of military government, which in France, Prussia and Austria, keeps him to his good behaviour, — it is a worthy rival to its sister tyranny. If we would promptly put down the evil, brute force is, in such cases, a not unfit teacher of brute intelligence.

2. Sur les affaires de Terre-Neuve, voir *H. of C.*, 12 décembre 1837 : discours de Hume (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIX, pp. 978 sqq.).

3. O'Connell prit la défense des catholiques rhénans; et le roi de Prusse fut si inquiet de l'attitude que l'opinion anglaise pouvait adopter à l'égard de cette question qu'il dépêcha à Londres un envoyé spécial pour éclairer l'opinion protestante. Ce fut le baron von Bunsen, théologien et homme politique : voir ses *Memoirs*, vol. I, pp. 465 sqq. Bunsen inspira les deux articles parus sur cette question dans le *Quarterly Review* (en janvier 1839, art. iv. *Papal Conspiracy. Archbishop of Cologne*; vol. LXIII, pp. 88 sqq. : excellent article, très documenté), et dans le *Foreign Quarterly Review*, janvier 1839, art. i. *The Archbishop of Cologne, Prussia, and Rome*; vol. XXII, pp. 231 sqq.). — *Memoirs of baron Bunsen*, vol. I, p. 499 : lettre à sa femme, s. d. (début 1837)... Lord Melbourne complained of me at Lord Holland's saying, « Bunsen is setting up the country against us — his article in the « Quarterly » is in everybody's hands, and makes people mad », Bülow endeavoured to soothe him, saying « that I had not written it, that the article was good and true, and he, Melbourne, would ruin himself and colleagues by opposing its cause ». Melbourne thereupon : oftended and added, « All the young people are growing mad upon religion ». — Cf. *Greville Memoirs*, 11 mai 1838 : Stanley thinks the peace of Europe will be disturbed, and that speedily, by the great antagonistic forces of religion growing out of the Prussian disputes between the Court of Berlin and the Archbishop of Cologne; this he told me the other day, and said people were little aware of what a religious storm was brewing.... — Et lord Stanhope, *Conversations with Wellington*, p. 179, à la date du 7 octobre 1839 : Popery and Protestantism have changed sides as to their social relations. At the outset Protestantism took the side of popular claims. Popery, on the other hand, ranked itself with the monarchical institution — with the aristocratical institution — with the institution, in short, of conservatism. The scene has now changed.... It is remarkable that the Papal government, which rejects democracy and the voluntary principle in its own Italian States, readily encourages and avails itself of them elsewhere for the extension of its influence and power. — V. aussi l'affaire, pour laquelle l'opinion anglaise se passionna, de la persécution autrichienne des protestants du Zillerthal : *Ann. Reg.*, 1838, pp. 468 sqq.; et *Quarterly Review*, juin 1839, art. vi. *Popish Persecution in the Tyrol*. — *The Exiles of Zillerthal* (vol. LXIV, pp. 120 sqq.).

nisaient avec les rouges, et travaillaient, en haine de Louis-Philippe, à l'avènement de la République démocratique. En Angleterre donc, aux yeux de cette bourgeoisie conservatrice dont sir Robert Peel, mieux que tout autre homme d'État, exprimait la philosophie, le catholicisme apparaissait comme étant une religion à la fois démagogique et réactionnaire, la religion des foules superstitieuses et ignorantes; le protestantisme était, par contraste, la religion de la décence, de la sagesse et de la modération. Or voici que le parti whig, classé depuis le début du siècle comme étant en Angleterre le parti « catholique », trahissait la Pologne, proclamait l'état de siège au Bas-Canada, plaçait de nouveau les catholiques du Luxembourg et du Limbourg sous un gouvernement calviniste.

*AFFAIRES D'ORIENT.
RAPPROCHEMENT
ANGLO-RUSSE ET
QUADRUPLE TRAITÉ
ANTIFRANÇAIS
DE 1840*

Louis-Philippe venait de recevoir un premier avertissement. Il allait subir en Orient une leçon plus sévère. La crise éclata lorsque, le 21 avril 1839, l'armée turque franchit l'Euphrate, menaçant de couper vers Alep les communications terrestres de l'armée égyptienne d'Ibrahim Pacha, campée à Adana sur la rive septentrionale du golfe d'Alexandrette.

La déclaration de guerre du sultan Mahmoud au pacha avait été approuvée, conseillée par l'ambassadeur d'Angleterre auprès de la Porte, lord Ponsonby. Mais il ne faut pas croire que, lorsqu'il encourageait Mahmoud, lord Ponsonby ait été tout d'abord l'interprète de la pensée de lord Palmerston. Cet excentrique, d'une indolence et d'un autoritarisme également incroyables, considéré par tout le corps diplomatique comme aux trois quarts fou, avait été nommé sous la pression de la coterie de lord Grey, dont il était le beau-frère¹. Le premier secrétaire, en revanche, Henry Bulwer, qui venait de servir avec zèle en Espagne la politique de lord Palmerston, se montrait en somme favorable à la cause de Méhemet Ali². Lord Palmerston, très indécis, accepta d'abord la proposition faite par la France d'un accord entre l'Angleterre, la France, l'Autriche et la Prusse pour s'interposer entre les belligérants et maintenir le *statu quo* dans le Levant. Non que déjà il n'y eût commencement de désaccord

1. *Greville Memoirs*, 18 juin 1837. — Voir une version différente, d'ailleurs suspecte, dans les *Reminiscences of William IV. Correspondence between Lord Ponsonby and Mr. Urquhart, 1833 to 1836*, p. 4.

2. H. L. Bulwer à lord Palmerston, 28 août 1838 (Sir H. L. Bulwer, *The Life of lord Palmerston*, Book XII; éd. Tauchnitz, vol. II, p. 247).

entre Londres et Paris. Londres demandait à l'Égypte d'évacuer la Syrie moyennant la constitution de l'hérédité de l'Égypte dans la famille du pacha; Paris désirait que la Syrie demeurât égyptienne. Mais pour l'instant lord Palmerston se gardait d'insister; et c'était le vieux système de Talleyrand, le système autrichien, repris par Louis-Philippe, qui paraissait triompher.

Les nouvelles émouvantes se succédèrent à Londres et à Paris. On apprit coup sur coup, dans le courant de juillet, la mort de Mahmoud, l'anéantissement de l'armée turque à Nezib, la défection de la flotte turque passant tout entière au pacha. Lord Palmerston restait perplexe, et l'objet de sa perplexité, c'était la Russie, dont l'intervention armée paraissait inévitable. Pour les trois gouvernements de Paris, de Londres et de Vienne, le moment était venu d'interroger l'empereur Nicolas.

L'opinion anglaise hésitait, depuis 1815, entre deux haines nationales : la haine de la France et la haine de la Russie. Mais la haine de la Russie avait, après 1830, nettement pris le dessus. Car si le vieux parti tory restait antifrançais, les libéraux affectaient de tourner en dérision ses défiances et ses craintes, tandis que la Russie réconciliait contre elle conservateurs et libéraux. Ceux-là redoutaient, dans le Levant, en Perse, en Afghanistan, les agrandissements de l'empire russe. Ceux-ci redoutaient pour l'Europe libérale la menace de l'influence russe. Partout les russophobes dénonçaient le péril, prédisaient la guerre imminente : Dudley Stuart n'alla-t-il pas, dans un grand discours prononcé aux Communes, jusqu'à présenter le *Zollverein* prussien comme une machination de la Russie pour étendre, par l'intermédiaire du gouvernement de Berlin, sa domination sur l'Allemagne tout entière¹? La cour était animée des mêmes sentiments; et le vieux roi Guillaume était au même degré gallophobe et russophobe. Un ancien agent diplomatique tombé en disgrâce, David Urquhart, qui avait mis ses talents de publiciste

1. *H. of C.*, 19 février 1836 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXI, pp. 614 sqq.). — Cf. *The Portfolio* (de D. Urquhart), vol. I, 1836 : *Memoir on the means of maintaining tranquillity in the Interior of Germany in the event of War with the Exterior*, drawn up at the desire of the King of Prussia by Count Bernstorff, 20 janvier 1831; pp. 3, sqq.; — *Memoir on the State and Prospects of Germany*, drawn up under the Direction of a Minister at St. Petersburg, confidentially communicated to several of the German Governments, pp. 57, 115; — et les observations de Urquhart sur ce mémoire, pp. 49 sqq. : v. en particulier p. 55 : *Russia ... Supports Prussia until the « Commercial League » is effected, but that league is to be in a state of transition. It must speedily pass into her Dictatorship of Germany, through the struggle of the two great Monarchies, she, through the German Diet, stepping into this intermediary position of supreme control and direction.* — Cf. Cargill (Wm.). *An Examination of the Origin, Progress, and Tendency of the Commercial and Political Confederation against England and France, called the « Prussian League »*, 1840.

au service des ennemis de la Russie, était peut-être l'agent de la politique personnelle de Guillaume IV ¹.

Or David Urquhart accusait lord Palmerston de poursuivre secrètement une politique d'entente avec la Russie; et pour forcenées que fussent les attaques dirigées par Urquhart contre le ministre, peut-être n'étaient-elles pas absolument injustifiées. Depuis le moment où, en 1832, lord Palmerston, malgré l'émancipation belge, avait obtenu du Parlement que l'Angleterre continuât de payer à la Russie sa part de l'emprunt russo-hollandais, et envoyé lord Durham en mission spéciale à Saint-Petersbourg pour chercher une formule d'accord, on l'avait vu soit en Pologne ², soit dans le Levant ³, soit même en Perse, adopter vis-à-vis de l'empereur Nicolas une politique conciliante. Et l'on en conçoit bien les raisons. Il ne fallait pas laisser l'Angleterre diplomatiquement isolée, dans le cas où Louis-Philippe desserrerait les liens de l'entente; il ne fallait pas donner à Louis-Philippe l'impression que l'Angleterre libérale avait de l'alliance française le même besoin que lui-même de l'alliance anglaise. La tâche était d'ailleurs difficile à remplir en raison de l'état de l'opinion anglaise que nous venons de définir, en raison des dispositions de la cour de Russie où lord Palmerston était détesté, en raison des intrigues russes en Afghanistan, en raison de la menace russe qui pesait sur Constantinople. Sans doute, une alliance positive de la France et de la Russie n'était plus à redouter depuis la révolution de juillet. Mais si le pacha d'Égypte, client de la France, s'agrandissait en Syrie, et si l'empereur Nicolas occupait militairement la Turquie sous prétexte de la protéger, tout ne se serait-il point passé dans le Levant comme s'il y avait entente de la France et de la Russie, au détriment des intérêts et du prestige anglais?

Au lieu de s'appliquer à ce que les démarches de la France et de l'Angleterre à Saint-Petersbourg fussent concertées, lord Palmerston envoya lord Clanricarde conférer directement avec M. de Nesselrode, au grand déplaisir du gouvernement français ⁴. Son anxiété, qui était grande, commença à diminuer le jour où il apprit, le 17 août, que l'agent russe à

1. Voir dans les *Reminiscences of William IV, Correspondence between Lord Ponsonby and Mr Urquhart, 1833 to 1836*, pp. 71, 78-9, 86 sqq., pour les rapports d'Urquhart avec Sir Herbert Taylor.

2. Sur l'attitude de lord Palmerston lors de la destruction de la république de Cracovie, v. *H. of C.*, 16 mars 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXII, pp. 403 sqq.).

3. Sur l'affaire du bateau « *The Vixen* », qui fit tant de bruit et brouilla Urquhart avec lord Palmerston, v. *H. of C.*, 17 mars 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVII, pp. 621 sqq.); et : *British Diplomacy illustrated in the affair of the « Vixen », addressed to the commercial constituency of Great Britain. By an old diplomatic servant*, 2d ed., 1838.

4. Guizot, *Mémoires*, vol. IV, pp. 483, 527.

Constantinople avait, le 27 juillet, apposé sa signature à la note collective¹; puis, lorsque, le 13 septembre, il vit arriver à Londres le baron Brunnow, envoyé en mission spéciale par l'Empereur de Russie pour régler la question d'Orient². En décembre, Brunnow, après avoir été prendre de nouvelles instructions à Saint-Petersbourg, rapportait l'entière adhésion de la Russie aux vues anglaises. Au pacha l'Égypte et la Syrie héréditaires jusqu'à la forteresse d'Acre; entente militaire de la Russie et des autres puissances pour la défense du Bosphore. « On est très sûr de l'accord de l'Autriche, de l'Angleterre et même de la Prusse..., on espère que la France ne voudra pas s'isoler des autres puissances et unira son action à la leur³. » C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 1840 le retournement des ententes était accompli. Ce n'étaient plus quatre puissances qui sommaient la Russie de renoncer à la défense de ses intérêts turcs; c'étaient quatre puissances — les alliés de 1814 et de 1815 — qui sommaient la France, en s'unissant à elles, de désertir la cause du pacha. Six mois plus tard, — Thiers étant maintenant premier ministre en France, et Guizot son ambassadeur à Londres, — lord Palmerston tira prétexte du fait que Thiers avait encouragé des tractations directes de paix entre Constantinople et le Caire pour considérer la convention de juillet 1839 comme violée par la France et arracher à ses collègues déconcertés leur consentement à un traité secret, signé le 15 juillet entre l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse, pour sommer le pacha d'Égypte d'accepter les conditions imposées par elles, sous peine de perdre dans un délai de dix jours l'administration du pachalik d'Acre, et, dans un délai de vingt jours, l'Égypte héréditaire. Lord Palmerston refusa communication du traité au Parlement sous prétexte qu'il n'était pas ratifié⁴; il n'expliqua pas que les signataires avaient convenu qu'on n'attendrait pas la ratification pour procéder aux mesures militaires prévues par le traité. Après quoi le Parlement entra en vacances, les gouvernements restant seuls en présence au moment où la crise devait nécessairement atteindre son plus haut degré d'acuité.

1. Guizot, *Mémoires*, vol. IV, p. 541.

2. Guizot, *Mémoires*, vol. IV, p. 362.

3. Sébastiani à Soult, 5 janvier 1840 (Guizot, *Mémoires*, vol. IV, pp. 560-1). V. encore lord Palmerston à H. L. Bulwer, 24 septembre 1839 : Brunnow says that the Emperor will entirely agree to our views as to the affairs of Turkey and Egypt, and will join in whatever measures may be necessary to carry those views into effect; that he will unite with us, Austria and Prussia, either with France or without her; and that though, politically speaking, he sees the advantage of having France of the party, he would be better pleased that she should be left out. (Sir H. L. Bulwer, *The Life of lord Palmerston*, Book XIII; éd. Tauchnitz, vol. II, p. 263).

4. *H. of C.*, 24 juillet, 6 août 1840 : discours de Joseph Hume et de lord Palmerston (*Parl. Deb.*, vol. LV, pp. 954 sqq., 1366 sqq.).

RÉSISTANCES
A LA POLITIQUE
DE LORD
PALMERSTON

Quel était, au moment où elle se produisit, le sentiment du peuple anglais? Nulle animosité profonde à l'égard de la France: c'est de la Russie que les Anglais se défiaient. Ils ne gardaient aux Français aucune rancune de les avoir vaincus

à Trafalgar et à Waterloo, et s'étonnaient naïvement que les Français ne répondissent pas à ces sentiments par des sentiments réciproques. Le peuple de Londres avait fait au maréchal Soult un accueil triomphal lorsqu'il était venu représenter la France au couronnement de la reine. En ce mois d'août si troublé, Guizot, débarquant à Margate, au retour d'un voyage en France, après une traversée difficile, trouva réunies sur la jetée non seulement les autorités locales, mais presque toute la population qui le reçut avec des hourras¹. La presse de Londres était très divisée. Lord Palmerston avait l'appui des journaux whigs, du *Globe*, du *Sun*, du *Morning Chronicle*, dont il passait pour rédiger lui-même certains articles, et du *Standard*, journal tory. Mais il avait contre lui les organes radicaux, le *Spectator*, l'*Examiner*; et la presse conservatrice, le *Times* en tête, était manifestement favorable à un arrangement avec la France; elle n'était embarrassée, pour soutenir cette attitude, que par la violence maladroite de la presse parisienne.

Une chose empêchait cette opposition de devenir vraiment redoutable : Londres ne croyait pas à la guerre. On s'en était aperçu à l'apathie avec laquelle la Chambre des Communes, pendant les dernières semaines de la session, avait accueilli les demandes d'explications de Joseph Hume, à la facilité avec laquelle elle s'était laissée envoyer en vacances dans l'ignorance totale des desseins de lord Palmerston. Mais certaines provinces se montraient plus inquiètes. Les régions industrielles du nord, travaillées depuis deux ans par de graves troubles sociaux, étaient agitées maintenant par la question d'Orient; et c'était, dans le Yorkshire et surtout dans le Lancashire, un véritable déchaînement contre la politique russe de lord Palmerston. David Urquhart s'y était transporté, il avait pris contact avec les radicaux et les révolutionnaires, fort remuants dans ces régions. Il tenait des meetings, fondait des « comités pour l'examen des documents diplomatiques », qui devaient, dans son esprit, permettre à l'opinion publique d'exercer un contrôle sur la diplomatie britannique². Il trouvait un allié inattendu dans la personne d'un jeune manufacturier de Manchester, Richard Cobden, qui avait fait ses

1. Guizot, *Mémoires*, vol. V, p. 271.

2. Sur cette campagne de meetings, les discours qui y furent prononcés, voir *Quart. Rev.*, vol. LXVII, p. 261 sqq.

débuts d'écrivain politique en combattant la russophobie belliqueuse d'Urquhart, en réfutant la théorie de l'équilibre européen où il voyait un prétexte hypocrite à des guerres de conquête et de prestige, en démontrant que toute guerre coûte plus qu'elle ne rapporte, et avait donné au principe de non-intervention une base nouvelle en fondant un pacifisme radical sur la théorie économique du libre-échange ¹. Maintenant qu'il s'agissait d'être entraîné peut-être dans une guerre avec la France par une alliance avec la Russie, Urquhart se trouvait soudain, par haine de la Russie, transporté dans le camp de la paix. Sous la conduite d'Urquhart et de Cobden, libéraux et révolutionnaires, manufacturiers et ouvriers, si gravement divisés qu'ils fussent en cet instant même, se trouvaient d'accord pour combattre lord Palmerston. Un membre de la famille Stanley, venu de Lancashire à Londres et causant avec Greville, exprimait à celui-ci l'opinion que « lord Palmerston ne savait pas ce qui se passait là-bas, et ne le croirait pas si on le lui disait ² ».

Si peut-être il était mal renseigné sur ce qui se disait dans le nord, du moins savait-il à quels obstacles il se heurtait dans les cercles diplomatiques, à la cour, et dans son propre cabinet. Lord Granville, l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, blâmait ouvertement la politique de son chef, et, pendant tout le mois de septembre, s'absentait de son poste, abandonnant la conduite des affaires à son premier secrétaire, Henry Bulwer, plus docile, mais qui lui-même déplorait le traité du 15 juillet, réponse maladroite aux avances faites par Thiers à l'Angleterre après son arrivée au pouvoir ³. A Vienne, lord Beauvale, le propre frère de lord

1. Dans le Parlement de 1835, Cobden avait fait au moins une recrue. Voir le discours prononcé par Roebuck sur les affaires d'Espagne (*H. of C.*, 19 avril 1837 : Mr. Roebuck « ... professed to take very little interest in those questions : considering that they were treated by the respective leading parties in the House as mere implements for effecting their own particular objects ». Et, son discours fini, au lieu de se rasseoir, il sort de la salle des séances, afin de marquer, par cette manifestation, son isolement doctrinal (*Ann. Reg.*, 1837, p. 202). Il ne fait point partie de la Chambre de 1837 ; mais les allusions de Macaulay au début de son article de l'*Edinburgh Review* (janvier 1841, art. ix. *France and the East*; vol. LXXII, p. 529), de lord Brougham dans son discours à la Chambre des Lords, 26 janvier 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, p. 17), prouvent quels progrès avaient fait dans l'opinion les idées de Cobden. V. encore *Ed. Rev.*, janvier 1839, art. ix. *Foreign Relations of Great Britain* (vol. LXVIII, pp. 495 sqq.); notamment p. 496; There cannot be a greater delusion than those labour under who entertain a jealousy of this country meddling with the affairs of the Continent. Many very worthy and enlightened men, — men whose views are sound upon most other subjects, — are persuaded that such connections lead to war. They probably might, if formed on bad principles; and they certainly would, if conducted in a meddling and encroaching spirit. But even then it would be difficult to conceive a state of things, involving us in hostilities, which would not also have existed and brought on the last of national calamities just as much [as] if we had kept aloof from all concern in European affairs.

2. *Greville Memoirs*, 1^{er} octobre 1840.

3. C'est ce qui ressort des lettres que lui adresse lord Palmerston, 21 et 22 juillet 1840

Melbourne, passait lui-même pour avoir déclaré, en septembre, que, « si le traité pouvait tomber par terre, ce serait une très bonne chose »¹. Il traduisait sans doute ce jour-là les impressions de Metternich. Car Vienne et Berlin n'étaient pas sans prendre l'alarme : marcher sous la direction de lord Palmerston était contraire à toutes leurs habitudes. Où celui-ci les conduisait-il ? A la guerre ? Tous les gouvernements d'ordre avaient depuis 1815 une peur nerveuse de la guerre, qu'ils voyaient toujours sous l'aspect de la guerre révolutionnaire déclarée par la France à l'Europe en 1792. La cour de Windsor, cour allemande autant qu'anglaise, partageait ces appréhensions ; et le prince Albert, que la reine Victoria venait sur le conseil de lord Melbourne d'initier aux secrets de l'État, appuyait les exhortations à la prudence que donnaient les envoyés de l'Autriche et de la Prusse, ennuyés que le premier effet de la nouvelle combinaison palmerstonienne eût été de réveiller à Paris les passions républicaines et belliqueuses. Le roi Léopold était alors à Windsor ; heureux de trouver enfin une occasion d'intervenir dans les affaires de l'Angleterre avec le consentement de sa nièce, il fut l'agent de liaison par l'intermédiaire duquel une sorte de correspondance indirecte s'établit entre Windsor et les Tuileries².

Dans le cabinet lui-même, l'opposition à lord Palmerston, forte dès le début, ne fit que progresser pendant les mois de septembre et d'octobre. Sans doute, lord Grey, patriarche du whiggisme, ne faisait plus partie du ministère ; et son fils, lord Howick, s'en était retiré depuis un an. Très mécontent de voir compromis le dogme whig de l'alliance française, il ne pouvait exercer d'influence que par voie indirecte : son beau-frère Ellice, ami personnel de Thiers, voyageait entre Paris et Londres, s'efforçant de calmer les esprits³. Mais les chefs de Lansdowne House et de Holland House étaient membres du cabinet, et Lansdowne House et Holland

(Sir H. L. Bulwer, *The Life of lord Palmerston*, Book XIII; éd. Tauchnitz, vol. II, pp. 277, 279).

1. *Greville Memoirs*, 21 septembre 1840.

2. La reine prit peur quand, en septembre, elle crut que, par la démission de lord John Russell et la dislocation du ministère, elle allait se trouver une fois de plus en face de Sir Robert Peel. Voir ses lettres à lord Melbourne et à Léopold du 26 septembre (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 290, trad. fr., vol. I, p. 347). Et *Greville Memoirs*, 1^{er} octobre : She said that it was her wish that some attempt should be made to open communications with the French Government. If Palmerston chooses to give way, he may make her wishes the pretext for doing so, and yield to them what he refuses to everybody else.

3. Lord Palmerston à H. L. Bulwer, 21 juillet 1840 : I am inclined to think that Thiers has been misled by Ellice and by Guizot. — Au même, 22 juillet 1840 : It would never do to let Thiers bully us, as our friend Ellice, who has misled him, will no doubt advise him to try to do (Sir H. L. Bulwer, *The Life of Viscount Palmerston*, Book XIII; éd. Tauchnitz, vol. II, pp. 277, 280).

House étaient gallophiles en vertu d'une tradition qui remontait aux temps de la Grande Guerre. Lord Clarendon, qui avait quitté le poste d'ambassadeur en Espagne pour devenir lord du sceau privé, avait dès le début pris position contre la politique de lord Palmerston, moins par sympathie pour la France, dont il venait de combattre l'influence à Madrid, que par défiance à l'égard de la Russie. Il avait déjà fallu, au début de l'été, que lord Palmerston menaçât de donner sa démission pour obtenir de ses collègues l'autorisation de signer le traité du 15 juillet. Puis on apprit, au mois de septembre, que des vaisseaux anglais bloquaient Beyrouth, que d'autres mouillaient devant Alexandrie, avant même que Mehemet Ali eût eu le temps de faire savoir s'il acceptait ou rejetait les conditions posées par les puissances. On apprit que lord Palmerston avait signé, avec les plénipotentiaires des puissances, un protocole de désintéressement parfaitement correct en soi, mais dont les autres ministres n'eurent connaissance que d'une manière accidentelle et indirecte. Alors les grandes familles whigs s'insurgèrent. Le duc de Bedford et lord Spencer poussèrent lord John Russell, qui avait appuyé en juillet la politique de Palmerston¹, à se révolter et à réclamer, pour le cabinet tout entier, son droit constitutionnel de contrôle sur la diplomatie nationale, compromis par l'autoritarisme de lord Palmerston et l'indolence de lord Melbourne. Lord John Russell menaça à son tour de donner sa démission, obtint qu'un conseil de cabinet fût convoqué d'urgence². Lord Melbourne, partisan lui-même d'une politique moins turbulente que n'était celle de lord Palmerston, usait de tout son flegme pour empêcher que la crise diplomatique ne vînt se compliquer d'une crise ministérielle³.

1. Lord Palmerston à lord John Russell, 4 décembre 1840 : « It was your support of the Treaty of July which chiefly induced the Cabinet to adopt it » (Sp. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, p. 362). — Dans son ouvrage de vieillesse, *Recollections and Suggestions*, 1875 (pp. 223-5), lord John Russell, devenu plus antifrançais qu'il n'avait été en 1840, insiste, pour s'en glorifier, sur l'appui donné par lui à lord Palmerston en juillet (Quadruple Traité, instructions à l'amiral Stopford), et passe totalement sous silence sa querelle subséquente avec lord Palmerston.

2. Sp. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, pp. 349 sqq.

3. Voir les lettres adressées par lord Melbourne à lord John Russell, 19, 26, 28 et 29 septembre (*Lord Melbourne's Papers*, pp. 477, sqq.). — Greville, qui était un membre très actif du groupe antipalmerstonien, a tracé un tableau amusant, mais caricatural, de l'attitude de Melbourne. Il ne convient pas, avec Thureau-Dangin (*Histoire de la Monarchie de Juillet*, vol. IV, p. 294) d'en faire état, sans une réserve, sans même une indication de la source où l'on puise. — Dans le cabinet, lord Palmerston fut constamment appuyé par le nouveau secrétaire d'état à la guerre, Macaulay. Celui-ci était un libéral avancé, presque un radical; mais il était revenu des Indes dans ce qu'on appellerait aujourd'hui un état d'esprit impérialiste. Voir son discours du 7 avril 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd series, vol. LIII, pp. 704 sqq., en particulier p. 719) sur les affaires de Chine, dont s'inspirera plus tard lord Palmerston, visiblement, dans sa fameuse péroraison du 21 juin 1850. — C'est Macaulay qui fut chargé d'écrire dans l'*Edinburgh Review* (janvier 1841, art. ix; vol. LXXII, pp. 529 sqq.),

VICTOIRE DE LORD
PALMERSTON

Lord Palmerston cependant était imperturbable. Il ne prenait pas au sérieux cette insurrection de l'aristocratie whig. Ceux sur qui lord John Russell devait faire fond songeaient en ce moment à bien autre chose qu'à la conduite des affaires publiques. Lorsque Guizot, au début de septembre, avait appris la nouvelle des premières démonstrations de la flotte anglaise, c'est en vain que, pour obtenir des explications officielles, il avait couru les bureaux. « Point de ministre à Londres; lord Palmerston à Broadlands, lord Melbourne et lord John Russell à Windsor. On dort bien à l'aise derrière l'océan ¹. » Maintenant que lord Melbourne réunissait le cabinet, les ministres étaient encore dispersés aux quatre coins de l'Angleterre; et ils se perdaient en conjectures, pas un ne devinant pourquoi on dérangeait ses vacances. Ces grands seigneurs immensément riches considéraient la politique comme une sorte de jeu noble et bien réglé. Ils constituaient un cercle étroit de familles puissantes, dont les membres se fréquentaient, dinaient, chassaient les uns chez les autres, se mariaient entre eux. Lord Grey était en vérité bien mal placé pour trouver que lord Ponsonby compromettait l'Angleterre par sa diplomatie agressive : lord Ponsonby était son beau-frère, et c'est l'influence de lord Grey qui l'avait placé à Constantinople. Lord Palmerston venait d'épouser la sœur de lord Melbourne : si lord Melbourne prenait trop vivement contre lord Palmerston le parti de lord John Russell, la crise ministérielle dégénérerait en brouille de famille. On avait pu croire un instant que la réforme de 1832 allait changer les règles du jeu, supprimer cette quiétude. Mais non : la bourgeoisie respectait l'indolence de l'aristocratie anglaise. Rien de semblable ici à l'âpreté avec laquelle, en France, les classes nouvelles montaient à l'assaut des ministères, avec laquelle, au sein de la bourgeoisie gouvernante elle-même, chacun disputait à chacun la possession précaire du pouvoir.

Lord Palmerston n'était point troublé davantage par le déchaînement de la presse française : il se réjouissait de ces violences qui rendaient difficile à Londres le rôle des amis de la France. Il savait d'ailleurs que les journaux de Paris traduisaient mal l'état vrai de l'opinion publique; que la masse du pays et le pays légal lui-même voulaient la paix; qu'on s'en apercevrait aussitôt la Chambre des Députés rentrée en séances. Il comprenait que si, pour une fois, Louis-Philippe avait pris en apparence

l'article consacré à la crise égyptienne. Suivant Duvergier de Hauranne (*Revue des Deux Mondes*, vol. XLVII, p. 480), l'article aurait été « retouché d'une part par lord Palmerston lui-même, et de l'autre par lord Clarendon, de tous les ministres le plus favorable à la France depuis la mort de lord Holland ».

1. Guizot, *Mémoires*, vol. V, p. 309.

la tête du parti de la guerre et encouragé l'attitude belliqueuse de Thiers, ce n'était pas que Louis-Philippe voulût la guerre¹. Louis-Philippe, comme tous les Français, estimait très haut la puissance militaire de Mehemet Ali. Il croyait qu'il ne suffirait pas de l'appui naval de l'Angleterre pour aider l'armée turque à la réduire; qu'il faudrait l'assistance d'une armée russe; et que, le jour où une armée russe franchirait le Bosphore sur l'appel du gouvernement anglais, c'en serait fait en Angleterre de la popularité de lord Palmerston. Bref, Louis-Philippe pariait pour et lord Palmerston contre Mehemet Ali. Les événements devaient sous peu donner raison à l'un ou à l'autre.

Pendant le mois d'octobre le ton de la presse parisienne demeura aussi violent; cependant, le parti de la paix gagna du terrain dans les conseils du gouvernement. Thiers fit des propositions conciliantes, que lord Palmerston ne mit point de hâte à agréer. Thiers prit alors de nouveau une attitude guerrière : mais Louis-Philippe le congédia, appelant pour le remplacer aux affaires étrangères son ambassadeur Guizot, qui partit pour la France accompagné des vœux de la cour d'Angleterre. Avant de s'embarquer, Guizot passa deux jours à Windsor; et la formation de son ministère fut précédée par des conversations entre les Tuileries et Bruxelles². Encouragé par ce succès remporté à Paris, le parti anglais de la paix fut plus pressant que jamais; lord John Russell mit de nouveau lord Melbourne en demeure de choisir entre lui-même et lord Palmerston. Mais on apprit le 8 novembre l'anéantissement de l'armée d'Ibrahim. Le 27, ce fut la nouvelle de la prise de Saint-Jean-d'Acre. Louis-Philippe avait perdu son pari. Toute la France l'avait perdu avec lui.

Après quoi les événements firent que l'humiliation infligée au pacha d'Égypte et par ricochet à la France fut un peu moins forte que n'avait espéré lord Palmerston. Car il ne s'agissait plus, dans son esprit et dans celui de lord Ponsonby, de savoir si on laisserait au pacha tout ou partie de la Syrie. C'est de l'Égypte elle-même qu'on prétendait le dépouiller : le sultan, agissant à l'instigation de lord Ponsonby, avait prononcé sa

1. Voir ses déclarations de septembre au comte Apponyi, immédiatement transmises à Londres (lord Melbourne à lord Palmerston, 19 septembre 1840; *Lord Melbourne's Papers*, p. 478).

2. La reine au roi Léopold, 16 octobre 1840; le roi Léopold à la reine, 20 octobre 1840; la reine au roi Léopold, 23 octobre 1840 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, pp. 305, 307, 309; trad. fr., vol. I, pp. 364, 366, 368). — V. en particulier cette dernière lettre, datée de Windsor : « Guizot est ici depuis mercredi et part ce matin. Albert lui ... a parlé et moi aussi. Il a promis, en échange de l'ardent désir que je lui exprimais de voir les choses *raccommodées*, de faire tout ce qui serait en son pouvoir. » *Je ne vais que pour cela* », répondit-il.

déchéance. Mais, le 25 novembre, le commodore Napier, mouillant devant Alexandrie, signa de sa propre autorité, et sans en aviser ni Londres ni Constantinople, un traité en vertu duquel Mehemet conservait, sous la suzeraineté du sultan, l'investiture héréditaire de l'Égypte. Cédant à la pression qu'exercèrent sur lui ses alliés, l'Autriche, la Prusse et la Russie elle-même, lord Palmerston obtint du sultan qu'il adhérât aux clauses de la convention Napier. Ce fut une légère revanche à Paris pour le ministère Guizot, à Londres pour le parti de la paix. Il n'en est pas moins vrai que lord Palmerston triomphait.

Non seulement il triomphait de Louis-Philippe, prenant plaisir à exaspérer la colère française pour rendre plus radicale l'humiliation de la France; mais il ne faisait nul sacrifice des intérêts nationaux à ses nouveaux alliés. L'empereur Nicolas perdait à Constantinople l'espèce de protectorat exclusif que lui avait conféré le traité d'Unkyar-Skelessi. Au mois de décembre, lord Auckland, le gouverneur de l'Inde Britannique, généralement considéré comme une créature de lord Palmerston, informait les ministres que Ghuzni était tombé, Candahar et Caboul occupés. Lord Palmerston était passé grand homme : il ralliait autour de lui cette masse flottante qui, en dehors des partis organisés, se laisse séduire par tout ce qui augmente le prestige de la patrie. Le prince Albert l'appelait plaisamment « le Second ¹ ». « Le Premier », c'était lord Melbourne; lord John Russell disparaissait au troisième rang. Encore lord Melbourne, bien qu'il fût seulement de cinq ans l'aîné de lord Palmerston, faisait figure d'un vieillard fatigué; tandis que lord Palmerston, à cinquante-six ans, donnait l'illusion de la jeunesse. Il représentait désormais l'honneur, l'égoïsme national; il était John Bull incarné.

Cette victoire personnelle de lord Palmerston était-elle au même titre une victoire pour le parti libéral? Ce parti, lorsque, dix ans plus tôt, il était arrivé aux affaires, avait pris pour programme une politique de paix et d'économies par l'alliance de la France : lord Palmerston, pendant quatre ou cinq ans, avait suivi, cette politique. Puis il l'avait brusquement renversée; et maintenant, par le fait de la nouvelle politique adoptée par lord Palmerston, la France et l'Angleterre armaient l'une contre l'autre. Si ce n'était pas la guerre, c'étaient du moins des dépenses militaires : la formule de la « paix armée » date de 1840 ². Si cependant les radicaux, les conservateurs, au cours de la discussion de

1. La reine au prince Albert, 8 décembre 1839 (*The Letters of Queen Victoria*, vol. I, p. 255; trad. fr., vol. I, p. 301).

2. L'expression semble avoir été créée par Thiers (Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, vol. IV, p. 241). Cf. Thiers à De Barante, 22 août 1840 : « L'expectation ».

l'adresse, critiquèrent la diplomatie de lord Palmerston, leurs protestations, dépourvues de véhémence, n'éveillèrent guère d'écho. Le débat était languissant. Tout languissait au Parlement anglais depuis un an.

Les grandes familles aristocratiques, une fois passée l'alerte de 1830, gouvernaient de nouveau paisiblement l'Angleterre comme au XVIII^e siècle. A quel taux convenait-il de fixer la dotation du mari de la reine? A quel rang devrait-il prendre place dans les défilés et les banquets? Les Dames de la Chambre appartiendraient-elles au clan whig ou au clan tory? Voilà les questions qui agitaient la Chambre des Communes « réformée ». Un conflit qui éclata entre les tribunaux et le Parlement, au sujet de l'affaire « Stockdale contre Hansard », occupa encore les partis : il s'agissait de savoir si la maison Hansard devait être tenue pour responsable devant les tribunaux pour les faits diffamatoires qu'elle se trouvait imprimer, sur l'ordre du Parlement, dans une publication officielle. Affaire qu'il était difficile de prendre au tragique comme si elle eût intéressé les libertés de la nation. Elle n'en retint pas moins l'attention du Parlement au cours d'interminables débats; et les péripéties ridicules qui marquèrent ces débats contribuèrent à discréditer encore une Chambre des Communes déjà faiblement respectée. Peu importait donc que la politique de lord Palmerston fût contraire aux principes de 1832 : elle avait réussi, et la victoire de lord Palmerston offrait cet avantage indiscutable, de consolider au pouvoir ce ministère sans programme dont jusqu'alors, à chaque réouverture de session, l'existence avait paru précaire. « A présent, note Greville dans son journal à la date du 30 janvier, tout promet une session très facile; et les conservateurs sont, de leur propre aveu, réduits à compter sur un accident pour les aider à renverser les ministres et à prendre leurs places. » L'« accident » allait se produire, quelques semaines plus tard : ce fut la question du libre-échange. Que cette revendication des classes laborieuses ait pris au dépourvu les plus sagaces parmi les membres de l'aristocratie dirigeante, prouve à quel point cette aristocratie était capable de perdre le contact de la nation. Pour comprendre les prélimi-

tative armée, voilà notre politique » (Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, vol. IV, p. 240). — De Bourqueney à Guizot, 12 février 1841 : ... Alors viendra la question de la paix armée (Guizot, *Mémoires*, vol. VI, p. 80). — L'expression passe aussitôt en Angleterre. Raikes à Wellington, 6 décembre 1840 : ... Her (France's) *paix armée* will entail upon all Europe the burthensome necessity of great standing armies, which be worse than real war, because its termination never can be foreseen. — Wellington à Raikes, 27 décembre 1840 : The armed peace, as it is called, is nonsense. — Wellington à Raikes, 1^{er} mars 1841 : I have no confidence in the system of *isolement*. It does not answer in social life for individuals, nor in politics for nations. Man is a social animal. I have still less confidence in *paix armée* (L. Raikes, *Private Correspondence with the Duke of Wellington and other distinguished contemporaries*, pp. 202, 218, 162-3.).

naires de cette crise, les préludes de cette autre Réforme, comparable par son importance, dans l'histoire des idées et des mœurs, à la Réforme de 1832, achèvement et avortement tout à la fois de cette Réforme, il faut se séparer de cette aristocratie à qui l'indulgence de l'opinion rend si facile l'exercice^{⁹⁹} des fonctions gouvernementales, et prendre pied, plus bas, dans le monde réel.

CHAPITRE II

CHARTISTES ET LIBRE-ÉCHANGISTES

Progrès industriel. Crise de 1836. L'agitation contre la nouvelle loi des pauvres. — Naissance et progrès du Chartisme. — L'agitation contre le Corn Law. — Le soulèvement chartiste de 1839. — Progrès de l'agitation libre-échangiste. Le Budget de 1841.

PROGRÈS INDUSTRIEL. CRISE DE 1836.

L'AGITATION CONTRE LA NOUVELLE LOI DES PAUVRES

PROGRÈS DE L'INDUSTRIE ANGLAISE

Pendant que le Parlement perdait son temps en de confuses querelles, l'Angleterre travaillait : la grande industrie poursuivait silencieusement ses progrès. Ces progrès avaient sans doute été interrompus, depuis le rétablissement de la paix en Europe, par des crises très graves; et celle qui avait éclaté en 1825 s'était trouvée prolongée jusqu'en 1832 par les désordres de la politique. Mais ensuite les affaires avaient pris leur essor¹ : la fermentation ouvrière de 1834, l'agitation pour la journée de huit heures, la grande manifestation des *Trade Unions* à Londres, n'avaient été que les derniers remous de la tempête. Les relations entre patrons et ouvriers n'avaient jamais été meilleures, jamais plus d'optimisme n'avait régné dans le monde du commerce et de l'industrie que pendant les deux années qui suivirent le retour de lord Melbourne au pouvoir. Une série de livres ont paru vers cette époque, qui sont les

1. *Minutes of Evidence taken before the Select Committee appointed to enquire into the present state of Manufactures, Commerce and Shipping*, 1833; et, pour un bon résumé de ces dépositions, *Ed. Rev.*, octobre 1833, art. III. *Present State of Manufactures, Trade, and Shipping* (vol. LVIII, pp. 40 sqq.).

témoins de l'état d'esprit nouveau. Baines consacre une grosse monographie à l'industrie cotonnière¹; Babbage publie son « Économie des Manufactures² »; Ure, sa « Philosophie des Manufactures³ »; G. R. Porter, chef de la division de la statistique commerciale au *Board of Trade*, mesure les progrès — entendez les progrès économiques — accomplis par la nation⁴. Par les titres de ces ouvrages, on en devine le caractère. Ce ne sont plus, comme au temps de Malthus et de Ricardo, des livres de doctrine. Les hommes d'action ont pris le pas sur les hommes de théorie; les économistes, se mettant en quelque sorte au service des chefs d'industrie, bornent leur ambition à glorifier leurs démarches.

INDUSTRIES TEXTILES

C'étaient toujours les industries textiles qui tenaient la tête de la production anglaise. Toile, laine, soie, coton, dans toutes les branches il y avait progrès. L'industrie de la toile n'était plus localisée en Irlande. Non seulement les filatures mécaniques avaient pris une telle extension dans le West Riding et en Écosse que l'Irlande achetait maintenant en Grande-Bretagne une proportion considérable de filés⁵; mais encore, dans ces mêmes régions, et principalement à Dundee, le métier mécanique avait été appliqué à la fabrication de la toile⁶. L'industrie des lainages était si

1. Baines (Sir Edward), *History of the Cotton Manufacture in Great Britain with a notice of its early history in the East... a description of the great mechanical inventions which have caused its extension in Britain; and a view of the present state of manufactures*, 1836 [1835].

2. Babbage (Charles), *On the Economy of Machinery and Manufactures*, 1832.

3. Ure (Andrew), *The Philosophy of Manufactures; or, an exposition of the scientific, moral, and commercial economy of the Factory System of Great Britain*, 1835. — Les deux ouvrages de Babbage et de Ure offrent un intérêt particulier pour l'historien des idées : car Karl Marx a beaucoup emprunté à l'un et à l'autre, au premier pour sa théorie de la division du travail, au second surtout pour sa théorie de la machine automatique. Dans les passages de son œuvre où Karl Marx, avec une sorte d'ironie sérieuse, fait le panégyrique du capitalisme moderne, il s'inspire, d'une manière souvent très directe, de celui qu'il appelle « le Pindare des Manufactures ». « Sous l'empire, écrit Ure, de la machine à vapeur et des méthodes organisatrices d'Arkwright, des édifices magnifiques, qui surpassent de beaucoup en nombre, en valeur, en utilité, en ingéniosité, les monuments tant vantés du despotisme asiatique égyptien et romain, se sont élevés.... » (*Phil. of Man.*, p. 18). C'est l'origine d'un passage célèbre du *Manifeste du Parti Communiste*, § 7 : « La bourgeoisie ... a, comme personne ne l'avait fait avant elle, montré de quoi est capable l'activité humaine. Elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques.... » Voir aussi les passages de Ure cités plus bas, p. 268.

4. Porter (George Richardson), *The Progress of the Nation, in its various social and economical relations from the beginning of the nineteenth century to the present time*, 2 pts., 1836 (trad. fr., 1837).

5. G. R. Porter, *Progress of the Nation*, vol. I, pp. 266-7.

6. Ure, *Phil. of Man.*, pp. 432, 208, 213, 216.

active que l'Angleterre ne suffisait plus à lui fournir la matière première dont elle avait besoin : il fallait, malgré l'accroissement de la production indigène, importer des laines allemandes, espagnoles, australiennes et russes¹. L'industrie de la soie, depuis que Huskisson avait remanié le régime douanier auquel elle était soumise, avait pris un subit essor; non pas à Spitalfields où elle dépérissait, mais dans le centre nouveau qu'elle s'était constitué au Lancashire. Cependant ni l'industrie de la laine ni celle de la soie n'avaient des allures conquérantes. Les exportations de lainages restaient stationnaires, les exportations de soieries étaient insignifiantes. C'étaient les cotonnades anglaises qui, débordant chaque année davantage le marché intérieur, envahissaient le monde entier. Une moitié des exportations anglaises était constituée par les produits de l'industrie cotonnière²; et ces exportations — filés de coton et cotonnades — étaient, à elles seules, égales au double des exportations totales de l'empire russe³. Les manufactures, qui consommaient en 1815 trente-cinq millions de kilogrammes de coton brut, en consommaient cent dix-sept millions en 1832, cent cinquante millions en 1835⁴; et tout faisait prévoir de nouveaux accroissements pour l'avenir. Le docteur Kay, un des commissaires de la Loi des Pauvres, rendant compte, en 1835, du nombre de machines à vapeur récemment construites ou actuellement en construction qui seraient mises en œuvre, avant un an ou deux, dans le district à coton du Lancashire et des environs, estimait que cent soixante-neuf manufactures allaient s'ouvrir à ces nouveaux moteurs, dont la force pouvait être évaluée à sept mille cinq cents chevaux-vapeur, et qui appelleraient au travail plus de quarante-trois mille individus⁵.

Si les manufactures de coton du Lancashire avaient acquis une telle

1. A. Ure, *Phil. of Man.*, p. 142.

2. *Ed. Rev.*, juillet 1832, art. v. *Recent Commercial Policy of Britain* (vol. LV, p. 428). — R. Cobden, *Russia* (Works, vol. I, pp. 292-3).

3. R. Cobden, *Russia* (Works, vol. I, p. 196). — Voir les chiffres donnés par G. R. Porter, *Progress of the Nation*, vol. I, pp. 208 sqq.

4. G. R. Porter, *Progress of the Nation*, vol. I, p. 205.

5. G. R. Porter, *Progress of the Nation*, vol. I, p. 239. — Les recensements décennaux donnent une idée exacte de la rapidité — plus grande que pour le reste du royaume — avec laquelle s'accroît la population de Lancashire depuis le début du siècle. Chiffres pour la Grande-Bretagne (population civile) : 1801 : 10 472 048; 1811 : 11 969 364 (accroissement : $14 \frac{1}{3}$ p. 100); 1821 : 14 072 331 (accroissement : $17 \frac{2}{3}$ p. 100); 1831 :

16 260 381 (accroissement : $15 \frac{1}{2}$ p. 100); 1841 : 18 535 786 (accroissement : 12,9 p. 100). — Pour le Lancashire : 1801 : 672 731; 1811 : 828 309 (accroissement : 23 p. 100); 1821 : 1 052 859 (accroissement : 27 p. 100); 1831 : 1 336 854 (accroissement : 27 p. 100); 1841 : 1 667 064 (accroissement : 24,7 p. 100).

supériorité sur celles du monde entier, malgré la nécessité où elles se trouvaient d'aller acheter leurs matières premières au bout du monde, malgré les salaires exceptionnellement élevés qu'elles payaient à leurs ouvriers, elles le devaient à l'excellence de leur outillage mécanique : et la fabrication des machines, non seulement pour les besoins de l'industrie nationale mais aussi pour l'exportation, était encore une des sources de richesse du Lancashire¹. Pour construire ces machines, il fallait du fer. Pour transformer le minerai de fer en fonte, pour actionner les machines, il fallait de la houille. D'où une impulsion nouvelle à l'exploitation des richesses naturelles dont jouissait l'Angleterre. « Il faut venir en Angleterre, écrivait un contemporain français, pour apprécier l'utilité du fer. La nécessité où les Anglais se sont trouvés de l'employer à la place du bois qui leur manque, les a conduits à le fabriquer à très-bas prix, et à l'appliquer à une foule d'usages auxquels, sur le continent, nous ne croirions pas qu'on pût le plier. C'est la fonte, c'est le fer en barres, c'est la tôle, c'est l'acier que l'on y trouve à chaque pas sous des formes nouvelles : machines, piliers, colonnes de toutes dimensions, depuis deux pouces jusqu'à quatre pieds de diamètre, conduites d'eau et de gaz, ornières dans les rues, grilles, bornes, ponts, planchers, toitures, quais entiers, chemins. Sans la fonte et le fer, ces constructions bien aérées et bien éclairées, si légères en apparence, qui supportent néanmoins d'énormes charges, comme les magasins à six étages du dock de Sainte-Catherine à Londres, seraient des bastilles épaisses et obscures, avec de lourds et laids poteaux de bois, des massifs et des contreforts en briques. Ce gaz qui vient d'une distance de trois lieues, c'est la fonte qui l'amène, le fer qui le distille. Ces ponts élancés, ces passerelles élégantes sur les canaux, entre les bassins, c'est de la fonte et du fer, tout comme les colonnes cannelées qui bornent Regent's Street². » Mais la véritable merveille, pour les observateurs étrangers, c'étaient ces « chemins de fer » sur lesquels des wagons en fer, entraînés par des locomotives, commençaient à parcourir l'Angleterre.

1. L'exportation des machines passa d'une valeur de 60 028 l. en 1831 à 387 097 l. en 1840 (*H. of C.*, 16 février 1841, discours de Mark Phillips; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, p. 674). — Cf. A. Ure, *Phil. of Man.*, p. 39 : In the course of last year, Mr. Fairbanks equipped waterwheels equivalent to 700 horses' power, from his engineer factory alone, independent of his millwright and steam-boiler establishment. Hence, whenever capital comes forward to take advantage of an improved demand for goods, the means of fructifying it are provided with such rapidity, that it may realize its own amount in profit, ere an analogous factory could be set a going in France, Belgium, or Germany.

2. Michel Chevalier, *Lettres sur l'Amérique du Nord*, vol. I, note 5, p. 325.

LA MACHINE À
VAPEUR APPLIQUÉE
AUX TRANSPORTS

La première expérience heureuse avait été faite dans le Yorkshire quand on avait inauguré, en septembre 1825, la ligne de Stockport à Darlington : mais c'est en 1828 que les capitalistes du Lancashire avaient donné vraiment le branle au mouvement en construisant la ligne qui joignit Manchester et Liverpool. Cette ligne une fois ouverte, le Parlement avait été fort lent à accorder les concessions nouvelles qui lui étaient demandées : la ligne de Londres à Birmingham qui, prolongée par une autre ligne joignant Birmingham et Manchester, établirait des communications rapides entre la capitale et les régions industrielles du nord, projetée en 1830, ne fut concédée en dernière instance par la Chambre des Lords qu'en 1833. Le public lui-même n'accorda pas tout de suite sa faveur aux projets de voies nouvelles, et les actions de la compagnie Londres-Birmingham restèrent plusieurs années au-dessous du pair ². En 1835, Cobden opposait encore l'inertie anglaise à l'activité déployée par les Américains, qui construisaient en moins de sept ans seize cents kilomètres de voies ferrées ³. En 1836, tout changea, et les Anglais mirent brusquement une activité fébrile à la construction de leurs chemins de fer. Il y avait déjà en 1837 près de six cents kilomètres de voies ferrées en exploitation, près de sept cents kilomètres en construction : et la liste des compagnies nouvelles, chaque année autorisées par des lois spéciales du Parlement, encomrait les pages du bulletin des lois ⁴.

C'est d'abord au transport des voyageurs que les compagnies de chemins de fer s'intéressèrent. Car le grand avantage de la locomotion mécanique, c'était la rapidité du transport, qui importait surtout aux voyageurs : au point de vue de l'économie, on ne prévoyait pas que le réseau ferré pût rivaliser avec les excellents canaux dont les industriels

1. *Ed. Rev.*, octobre 1834, art. vi. *Improvements in Inland Transport* (vol. LX, p. 107).

2. T. Tooke, *Hist. of Prices*, vol. II, p. 275.

3. R. Cobden, *England, Ireland, and America* (Works, vol. I, p. 116).

4. G. R. Porter, *Progress of the Nation*, trad. fr., 1837, note du traducteur p. 191. Les lignes en activité les plus étendues, à l'heure où il écrit, sont celles de Carlisle à Newcastle (24 lieues); de Cromford à High Peak (13 lieues); de Cromford à High Peak (13 lieues); de Stockton à Darlington (15 lieues); et enfin de Liverpool à Manchester (12 lieues 1/2). — Un ouvrage anonyme, *Railways of England*, 1839, p. 107, donne la statistique des lois votées par le Parlement pour autoriser des constructions de chemins de fer. 1801 : 1. — 1802 : 2. — 1803 : 1. — 1804 : 1. — 1808 : 1. — 1809 : 2. — 1810 : 1. — 1811 : 3. — 1812 : 2. — 1814 : 1. — 1815 : 1. — 1816 : 1. — 1817 : 1. — 1818 : 1. — 1819 : 1. — 1821 : 1. — 1823 : 1. — 1824 : 2. — 1825 : 5. — 1826 : 6. — 1827 : 6. — 1828 : 11. — 1829 : 9. — 1830 : 8. — 1831 : 9. — 1832 : 8. — 1833 : 11. — 1834 : 14. — 1835 : 18. — 1836 : 35.

anglais disposaient ¹. Mais il est un second point sur lequel l'invention de la locomotive eut une influence décisive. Le public réclamait un abaissement du prix de transport des lettres; et Rowland Hill, par l'invention du timbre-poste, payé à un prix uniforme et appliqué sur la lettre au lieu d'expédition, vint fournir le moyen pratique de réaliser cette réforme ². Les conservateurs objectaient cependant l'énorme accroissement de la correspondance qui s'ensuivrait, et l'impossibilité d'y faire face par les moyens que la poste aux chevaux mettait à la disposition de l'administration. Les chemins de fer, « bureaux de poste ambulants qui se déplaçaient avec une vitesse de vingt-cinq ou trente milles à l'heure ³ », fournirent la solution du problème.

Dans les ports de mer, les chemins de fer se raccordèrent avec les services de navigation. L'état de la flotte marchande n'était pas de nature à satisfaire l'amour-propre britannique. Le mouvement des ports anglais donnait, pour les trois premières années de la décade, tant à l'entrée qu'à la sortie, un nombre décroissant de bâtiments anglais, pendant que croissait le nombre des bâtiments étrangers. Au cours des sept années suivantes, le nombre des bâtiments anglais recommençait à croître; mais le nombre des bâtiments étrangers augmentait plus rapidement encore ⁴. La concurrence de la flotte marchande américaine apparaissait si préoccupante que bien des gens prévoyaient le jour où les deux nations de langue anglaise se disputeraient, à coups de canon, la suprématie des mers. A quoi tenaient les difficultés dans lesquelles se débattait l'armement britannique? Au prix trop élevé des bois de charpente. Pas de forêts en Angleterre; et le système compliqué des lois douanières qui favorisait les bois du Canada au détriment des bois de la Baltique empêchait les constructeurs de se fournir là où ils auraient pu le faire au meilleur compte. L'Angleterre, pour prendre sa revanche, cherchait le moyen d'utiliser sur l'Océan des vaisseaux entièrement construits en fer : le premier allait être lancé en 1843 ⁵. Elle cherchait, depuis bien des années, le moyen d'appliquer la locomotion à vapeur aux services de navigation. Déjà, entre l'Angleterre et la côte française, entre l'Angleterre et les villes rhénanes jusqu'à la hauteur de Coblenz, des services réguliers fonctionnaient. On étudiait la possibilité d'établir le parcours Londres-Brighton-Dieppe-

1. Michel Chevallier, *Cours d'Économie Politique*, 1842, pp. 331-2.

2. Sur cette réforme, voir le bon récit de Sir Spencer Walpole, *History of England*, vol. IV, pp. 188 sqq.

3. *H. of C.*, 21 juillet 1838 : discours de Graham (*Parl. Deb.*, 3rd series, vol. XLIV, p. 468).

4. *Accounts relating to Trade and Navigation, Customs Duties and Tonnage Duties and Tonnage of Vessels*, 1842.

5. E. Cressy, *A brief sketch of social and industrial history*, p. 146.

Paris « dans l'espace incroyablement réduit de douze heures¹ ». En 1825, en 1829, deux bateaux anglais, naviguant tantôt à la voile tantôt à la vapeur, avaient atteint les Indes². Deux bateaux faisaient pour la première fois en 1838 la traversée totale de l'Atlantique sans recourir une seule fois à la voile; la Compagnie Cunard, encouragée par le succès de cette double expérience, entreprit en 1840 la construction d'une flotte de bateaux à vapeur pour la traversée de l'Atlantique; et la Compagnie Péninsulaire se constitua, au cours de la même année, pour organiser un service régulier avec Alexandrie et Bombay, interrompu seulement par le passage terrestre de l'isthme de Suez³.

Quel principe présidait à la construction des lignes de chemins de fer qui, à l'intérieur du royaume, reliaient les villes entre elles et les centres industriels avec les ports de mer? Si les radicaux avaient pris l'ascendant après les élections de 1834, peut-être un plan rationnel eût-il été adopté. L'État aurait pu entreprendre lui-même la construction et l'exploitation de ses voies ferrées comme l'État de Pensylvanie venait de le faire, comme allait le faire la Belgique⁴. A défaut de ce parti extrême il aurait pu imposer aux concessionnaires la construction d'un réseau tracé selon un plan d'ensemble. Il aurait pu, par la fixation des tarifs, prendre la protection du public contre les compagnies. Mais ce fut, dans les Parlements élus en 1834 et 1839, l'empirisme qui prévalut. L'exploitation, la construction des lignes fut abandonnée à l'initiative privée. En Irlande seulement, parce que l'initiative privée était défailante, une commission parlementaire préconisa un réseau d'État; et la proposition fut finalement écartée par la Chambre des Communes : elle était trop contraire au préjugé régnant⁵. L'État ne s'inquiéta même pas d'exercer un contrôle sur les compagnies. Les lignes furent tracées au hasard, suivant les influences locales et les influences parlementaires. Jusqu'en 1842⁶ aucun tarif ne fut imposé aux

1. *Times*, 21 septembre 1838.

2. F. Bradshaw, *Social History of England*, p. 274. — *Ed. Rev.*, janvier 1835, art. x. *On Steam Navigation to India* (vol. LX, pp. 445 sqq.).

3. W. Cunningham, *The Growth of English Industry and Commerce*, p. 817. — E. Cressy, *A brief sketch of social and industrial history*, p. 146.

4. *London and Westminster Review*, janvier 1836, art. xii. *Progress of Reform* (vol. XXV, p. 277). — Mais ce n'est pas dans cet organe radical, c'est dans la grande revue libérale, l'*Edinburgh Review*, qu'il faut chercher, à cette date, l'exposé le plus complet de la thèse étatiste en matière de construction et d'exploitation des chemins de fer (*Ed. Rev.*, avril 1839, art. vi. *Commission on Irish Railways* (vol. LXIX, pp. 173 sqq.).

5. *H. of C.*, 1^{er} mars 1839 (*Parl. Deb.*, vol. XLV, pp. 1051 sqq.).

6. 5 and 6 Vict., c. 55. — La loi de 1840 (3 and 4 Vict., c. 97) donne bien déjà au *Board of Trade* un droit général de contrôle sur les lignes de chemins de fer. Mais elle semble bien n'avoir été qu'une loi de façade, et être demeurée inopérante. — Voir les curieux débats qui s'engagèrent à la Chambre des Communes en 1838 sur le droit de l'État

compagnies; ou, quand il leur en fut imposé un, c'était un tarif maximum, qui ne distinguait pas entre les classes de voyageurs, et tellement élevé qu'il était inopérant.

Tel quel, malgré bien des défauts — mauvais tracé de plusieurs lignes, tarifs trop élevés, répartition antidémocratique des voyageurs en trois classes, voyageurs de troisième convoyés à découvert comme un véritable bétail — le système, ou l'absence de système eut ce mérite indiscutable qu'il permit à l'Angleterre de prendre en peu d'années une avance considérable, sinon sur les États-Unis d'Amérique, du moins sur toutes les nations du continent européen. Comment furent réunis les capitaux nécessaires pour ces entreprises? Ici se trouvait ouvert un vaste champ d'activité à ces sociétés anonymes, tant attaquées lors de la crise de 1825. Non seulement aux sociétés de chemins de fer, pour appliquer immédiatement le capital à la construction des lignes, mais encore aux sociétés anonymes de crédit, pour servir d'intermédiaires entre le grand public et les entreprises nouvelles. Les *Joint-Stock Banks* avaient commencé à se développer lentement pendant les premières années qui suivirent la loi libératrice de 1826 : on en comptait, à la date de 1833, trente dans les provinces anglaises, trois en Irlande. Le pacte nouveau conclu avec la Banque d'Angleterre leur donna un nouvel essor. D'une part, il permettait à des sociétés anonymes de constituer dans la métropole elle-même des banques de dépôt et d'es-compte sinon d'émission : il permettait d'autre part aux *Joint-Stock Banks* de tirer sur leurs agents de Londres des traites de toute valeur. De 1833 à la fin de 1836, il se fonda soixante-douze banques en Angleterre, dix en Irlande. Sur ces sociétés nouvelles, cinquante virent le jour au cours de l'année 1836¹.

CRISES DE 1836
ET DE 1839.
LA QUESTION
BANCAIRE

Nulle protestation d'abord contre cette multiplication des sociétés anonymes. La Chambre des Communes n'accordait que trop aisément les autorisations sollicitées par les nouvelles sociétés de chemins de fer. Mais bientôt recommencèrent à se faire entendre contre les *Joint-Stock Companies*, et parti-

à l'usage des chemins de fer pour le service des postes; *H. of C.*, 14 juin; 21, 26 juillet 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIII, pp. 739 sqq.; et XLIV, pp. 447 sqq., 698 sqq.).

1. J. Horsley Palmer, *The Causes and the Consequences of the Pressure upon the Money Market*, 1837, p. 10. — Cf. *An Account of the Number of Private and Joint-Stock Banks registered in each year, from 1820 to 1842; and of all Joint-Stock Banks existing in England and Wales on the 1st day of January 1840, 1841, and 1842, 1843*. Le nombre des *Joint-Stock Banks* passe de 6 en 1827 à 7 en 1828, 11 en 1829, 15 en 1830, 19 en 1831,

culièrement contre les *Joint-Stock Banks*, les mêmes plaintes que dix ans plus tôt. En novembre 1836, l'*Agricultural and Commercial Bank*, la plus grande des banques irlandaises, suspendit ses paiements¹. Peu de jours après, une grande banque de Manchester, la *Northern Central*, fondée en 1834 au capital de 700 000 l., demanda l'assistance de la Banque d'Angleterre. En février 1837, ce furent trois banques américaines au secours desquelles la Banque d'Angleterre dut se porter². Après cette crise, les affaires se rétablirent; mais elles se gâtèrent de nouveau en 1839.

Il y eut des optimistes pour atténuer — non sans quelque fondement — l'importance de ces embarras. Ils faisaient observer que les spéculations de 1836 reposaient, en fin de compte, sur une base beaucoup plus solide que les spéculations de 1825; sur des entreprises anglaises de chemins de fer, non sur quelque Eldorado lointain. Ils constataient que les exportations, après avoir baissé en 1837, dépassaient en 1838 le niveau de 1836, et, suivant dès lors un mouvement régulièrement ascensionnel, atteignaient en 1840 un chiffre double de celui qui avait été atteint au temps de Canning⁴.

Ils essayaient encore de démontrer que, grave ou non, la crise tenait à des causes accidentelles et temporaires. L'encaisse de la Banque, qui atteignait 10 900 000 l. en octobre 1833, tomba progressivement jusqu'à se trouver au-dessous de 6 000 000 l. en mai 1833, et une seconde fois en septembre 1836. Elle dépassa de nouveau en 1838 le chiffre de 10 000 000 l., mais finit par tomber à 2 522 000 l. en 1839⁵. Comment expliquer ce drainage de l'or? En premier lieu, après 1838, par les mauvaises récoltes qui obligèrent à faire de gros achats de blés à l'étranger : encore le drainage eût-il été plus grave si des placements fructueux en fonds étrangers n'avaient fait partiellement compensation. D'autre part, — et surtout pendant les deux années de crise intense, en 1836 et en 1839 —, par certains désordres américains dont on ne pouvait rendre directement responsables les mœurs commerciales et financières de l'Angleterre. La

25 en 1832, 35 en 1833, 47 en 1834, 65 en 1835, 100 en 1836. Puis viennent les années de crise, et l'accroissement se ralentit : 107 *Joint-Stock Banks* en 1837, 104 en 1838, 108 en 1839, 113 en 1840, 115 en 1841, 118 en 1842.

1. *Min. of Ev.... before ... Select Committee on Joint-Stock Banks*, 1837, pp. 162 sqq.

2. *Min. of Ev.... before... Select Committee on Joint-Stock Banks*, 1837, pp. 1 sqq.

3. T. Tooke, *History of Prices*, vol. II, p. 106.

4. 1836 : 85 220 000 l. ; 1837 : 72 544 000 l. ; 1838 : 92 454 000 l. ; 1839 : 97 395 000 l. ; 1840 : 102 707 000 l. — Chiffre de 1825 : 47 151 000 l. ; de 1827 (après la crise) : 52 222 000 l. W. Page, *Commerce and Industry, Tables of Statistics for the British Empire from 1815*, vol. II, p. 71.

5. T. Tooke, *Hist. of Prices*, vol. II, pp. 281, 300; vol. III, p. 78.

réforme bancaire du président Jackson draina l'or européen, l'or anglais en particulier; et cet afflux d'or anglais provoqua en Amérique une fièvre de spéculation, qui provoqua à son tour un nouvel appel d'or. La crise de 1836 atteignit son maximum d'intensité à Londres, au mois de février 1837, quand trois banques américaines appelèrent la Banque d'Angleterre à leur aide; une seconde fois, en mai, elles demandèrent encore son assistance, se la virent refuser et firent faillite. Même phénomène en 1839, quand la Banque des États-Unis, dont l'exemple fut suivi par plusieurs banques locales, imagina d'avancer de l'argent aux planteurs de coton, afin de retarder le moment de la vente et de faire payer leur marchandise à plus haut prix par les fabricants du Lancashire. Ceux-ci répondirent à cette attaque en ralentissant la production dans leurs ateliers, afin de diminuer leurs commandes de matières premières. D'où crise nouvelle, explicable, comme la crise de 1837, par la solidarité qui existait entre le marché anglais, particulièrement le marché du Lancashire, et le marché américain ¹. Si la France ne connaissait pas de troubles économiques qui fussent comparables à ceux dont souffrait l'Angleterre, c'est que, plus agricole, commercialement moins développée, elle était moins exposée à subir le contre-coup des désordres qui pouvaient se produire sur les points les plus éloignés du globe ².

Comment cependant ne pas rendre responsable des difficultés où, de nouveau, après quatre années de prospérité, se débattait le pays, la politique de la Banque d'Angleterre elle-même? C'était toujours aux vieilles objections de Grenfell et de Ricardo que la Banque se trouvait en butte: elle ne pouvait être tout à la fois société de banque et grand service public, banque de dépôt et d'escompte gérée par un groupe de gros négociants et banque d'émission à laquelle il incombait de servir de régulatrice à toute la circulation du royaume. On lui reprochait d'avoir, pendant la période de suractivité industrielle qui suivit 1832, abusivement compté à son actif certains dépôts dont elle avait la jouissance temporaire: dépôt fait par la Compagnie des Indes Orientales, montant de l'emprunt ouvert en vue d'indemniser, après l'émancipation des noirs, les planteurs des Indes Occidentales ³. Elle avait, en conséquence, laissé drainer son or, et enflé outre mesure son portefeuille. Elle avait prêté de l'argent en Amérique pour faciliter au commerce américain le paiement de ses dettes en Angleterre. Elle avait prêté de l'argent en Angleterre au-

1. T. Tooke, *Hist. of Prices*, vol. III, p. 73.

2. A. Ure, *Phil. of Man.*, pp. 442-3.

3. J. Horsley Palmer, *The Causes and the Consequences of the Pressure upon the Money Market...*, 1837, pp. 11-12.

dessous du taux du marché. Puis, ayant fait ainsi tout ce qu'il fallait, en développant outre mesure la circulation, pour provoquer l'inflation des prix et une sorte de fièvre industrielle, elle avait constaté que les *Joint-Stock Banks* étaient encombrées de papier américain; elle leur avait brusquement refusé tout crédit, avait brusquement et tardivement relevé le taux de l'escompte, et sinon déclenché, tout au moins aggravé la crise en provoquant la panique.

A la maladresse de la Banque d'Angleterre, les critiques opposaient la sagesse de la Banque de France. Ils purent reprendre le parallèle deux ans plus tard quand de nouveaux embarras se produisirent. Le numéraire ayant de nouveau, en 1838, afflué dans ses caisses, la Banque d'Angleterre désira ne pas laisser improductif ce numéraire. Une fois de plus elle avança de l'or à l'Amérique; elle abaissa le taux de l'escompte de 5 à 4, puis à 3 1/2, enfin à 3 p. 100. Avec la reprise des affaires, l'argent commença à être plus demandé, et le loyer de l'argent à augmenter : la Banque ne fit que suivre le mouvement, et il fut plusieurs fois possible au public d'y trouver, pour ses emprunts, de meilleures conditions que sur le marché libre. Puis, brusquement, comme en 1836, et après avoir, comme alors, fait tout le contraire de ce qu'elle aurait dû faire pour mettre le public en garde contre ses imprudences, elle releva le taux de l'escompte, non pas seulement à 5 mais à 5 1/2 p. 100. Elle usait ainsi de la liberté qui lui avait été conférée en 1833; mais ce taux « usuraire » de 5 1/2 p. 100 fit sensation, provoqua la panique. A la veille de suspendre ses paiements, la Banque d'Angleterre emprunta à la Banque de France 2 000 000 l. sous la garantie de douze grandes banques parisiennes ¹.

Mais comment ne pas dénoncer, autant et plus que les imprudences de la Banque d'Angleterre, les imprudences commises par ces *Joint-Stock Banks*, si jeunes, si inexpérimentées et fondées souvent avec tant de légèreté? S'il était vrai que la Banque d'Angleterre avait permis un déséquilibre toujours croissant entre son encaisse et sa circulation, la valeur totale des billets de banque mis en circulation était restée la même, ou peu s'en fallait. Il en était tout autrement des *Joint-Stock Banks* : on calculait que, du printemps 1834 au mois de juin 1836, leur circulation, en Angleterre, au pays de Galles et en Irlande, avait augmenté d'un quart ². Et n'est-ce

1. Critique de la gestion de la Banque : S. J. Loyd (lord Overstone), *Reflections suggested by a perusal of Mr. J. Horsley Palmer's Pamphlet on the Causes and Consequences of the Pressure on the Money Market*, 1837.

2. Le nombre des billets (autres que ceux de la Banque d'Angleterre) en circulation en Angleterre et au pays de Galles passa de 10 152 104 l. le 28 décembre 1833, par un mouvement d'ascension continu, à 12 202 196 l. le 25 juin 1836. Encore ces deux chiffres donnent-ils une idée fautive du développement pris par les sociétés anonymes. Car les émissions de billets des banques privées passaient de 8 836 803 l. à

pas ce qui devait, en bonne logique, nécessairement arriver? Du moment où une foule de banques rivales se faisaient une concurrence effrénée, ne devaient-elles pas offrir leur argent à vil prix, provoquer ce mouvement de baisse de l'argent par laquelle la Banque d'Angleterre avait eu le seul ort de se laisser entraîner, et donner naissance à la pire de toutes les tsurproductions : la surproduction du papier-monnaie?

De nouveau on entendit toutes les plaintes dont les sociétés anonymes avaient été l'objet dix ans plus tôt¹. Non pas seulement les sociétés de chemins de fer : la Chambre des Communes prit les mesures nécessaires pour rendre plus efficace son contrôle sur les créations de sociétés nouvelles. Mais surtout les sociétés de crédit, nées précisément à la suite de la crise de 1825, et sur lesquelles on avait compté pour stabiliser le crédit national : la crise de 1836 prouvait combien ces espérances étaient mal fondées. On discuta de nouveau le principe de la responsabilité limitée, contraire, alléguait-on, à l'esprit du droit anglais. On dénonça la manière dont ces sociétés commençaient leurs opérations avant que tout leur capital fût souscrit, les premiers souscripteurs se hâtant de vendre à des tiers leurs actions avec de gros bénéfices, et laissant aux acheteurs toute la responsabilité d'une entreprise souvent branlante. On demanda si, quand une société de crédit faisait faillite, on ne devait pas faire une situation privilégiée, parmi ses créanciers, à ceux qui, ayant touché le papier de la compagnie, se trouvaient n'avoir plus entre les mains que des chiffons sans valeur. La responsabilité du gouvernement n'était-elle pas engagée? En autorisant ces sociétés à émettre un véritable papier-monnaie, n'avait-il pas conféré à ce papier une sorte de valeur légale²?

Le remède à tous les maux dont souffrait la société économique était facile à trouver si vraiment ces maux tenaient à une mauvaise organisa-

8 614 132 l.; en d'autres termes elles suivaient un mouvement de baisse, tandis que les billets des sociétés anonymes de crédit passaient d'une valeur de 1 318 301 l. à une valeur de 3 588 064 l. Voir *Report from the Committee on Joint-Stock Banks*, 1836, p. ix.

1. Voir plus haut, vol. II, p. 216; et *Ed. Rev.*, octobre 1833, art. III. *Present State of Manufactures, Trade and Shipping* (vol. LVIII, p. 64). — Le principe de la responsabilité limitée avait été introduit en Irlande (21 and 22 Geo. III, c. 46, Irish), mais ne semble pas y avoir porté les fruits qu'il portait en France ou en Amérique (*Report from Select Committee on Joint-Stock Companies*, 1844, appendix, pp. 258, 260).

2. Pour tous ces débats, voir *H. of C.*, 12 mars 1836 : discours de W. Clay (*Parl. Deb.* 3rd ser., vol. XXXIII, pp. 840 sqq.). Publié séparément sous le titre : *Speech of William Clay, Esq., M. P. on moving for the appointment of a committee to inquire into the operation of the act permitting the establishment of joint-stock banks. To which are added, Reflections on limited liability, paid up capital and publicity of accounts...* 2d ed., 1837. — *H. of C.*, 6 février 1837 : débats pour le renouvellement de la commission élue l'année précédente (*Parl. Deb.*, 3rd series, vol. XXXVI, pp. 155 sqq.). — *H. of C.*, 10, 19 mars 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LII, pp. 1112 sqq., 1245 sqq.).

tion du crédit. Il fallait soustraire l'émission des billets de banque aux fantaisies de l'initiative privée.

On pouvait revenir au plan de Ricardo, qui maintenant était préconisé par son fils : instituer une Banque d'État ayant pour fonction exclusive d'émettre du papier-monnaie selon les besoins du public et en dehors de toute préoccupation de profit¹. Si d'ailleurs cette réforme paraissait trop ambitieuse, on pouvait se rabattre sur le plan suggéré par Torrens², et qui trouvait beaucoup d'approbateurs : sans enlever à la Banque son privilège, établir une séparation rigoureuse, dans ses services, entre le service de l'émission et les autres services, l'émission étant dorénavant soumise par la loi à des règles rigoureuses.

Remède d'ailleurs inefficace, si pendant ce temps les banques privées et les sociétés anonymes de crédit conservaient le droit d'émettre des billets à leur gré. On revenait donc à l'idée, que le gouvernement avait envisagée en 1818, et qui avait avorté, de soumettre les banques à une réglementation rigoureuse afin de protéger le public contre leurs entraînements. Le but final que l'on aspirait maintenant à atteindre, c'était de leur enlever le droit d'émettre des billets; et ne pouvait-on pas discerner que déjà les choses évoluaient en ce sens? La Banque d'Angleterre avait obtenu le droit de fonder des succursales en province : elle se servit de ces succursales pour établir un contrôle sur les banques locales, ne consentant, dans bien des cas, à leur ouvrir un compte que si ces banques prenaient l'engagement de ne mettre en circulation que ses propres billets³. A Londres, d'autre part, la *London and Westminster Bank*, fondée immédiatement après le vote de la loi de 1833, prouva qu'il était possible à une société de crédit de prospérer sans émettre de billets. D'autres sociétés se fondèrent bientôt dans la capitale sur le même modèle : la *London Joint-Stock Bank* en 1836, l'*Union Bank* et la *London and Country Bank* en 1839, la *Commercial Bank* en 1840. Leur situation légale, d'abord obscure, — car elles n'étaient protégées ni par la loi de 1826⁴, ni par la loi de

1. Samson Ricardo, *A National Bank the remedy...*, 1838.

2. R. Torrens, *A Letter to the right honorable Lord Viscount Melbourne on the causes of the recent derangement in the Money Market, and on Bank Reform*, 1837. — Cf. George Warde Norman, *Remarks upon some prevalent errors, with respect to currency and banking...*, 1838. — C. S. Loyd (lord Overstone), *Reflections suggested by a perusal of Mr. J. Horsley Palmer's Pamphlet on the Causes and Consequences of the Pressure on the Money Market*, 1837; — et : *Thoughts on the Separation of the Departments of the Bank of England*, 1844.

3. Ellis T. Powell, *Evolution of the Money Market*, pp. 344-5.

4. Sur ces premières difficultés, voir H. D. Macleod, *Theory and Practice of Banking*, vol. II, pp. 504 sqq. —, et Ellis T. Powell, *Evolution of the Money Market*, pp. 304 sqq.

1838¹ qui, complétant la loi de 1826, donna aux *Joint-Stock Banks* provinciales le droit de poursuivre leurs membres en justice. Elles prospérèrent cependant; et leur prospérité annonça, pour le jour où la crise serait surmontée, une ère nouvelle dans l'histoire des sociétés de crédit.

MÉCONTENTEMENT
POPULAIRE,
QUI SE TOURNE
CONTRE LA FABRIQUE
ET LE WORKHOUSE

Mais quelle que fût la valeur de ces idées réformatrices, il était hors de question de les appliquer tant que n'aurait pas expiré, en 1844, le privilège de la Banque d'Angleterre : les commissions parlementaires nommées, en 1836 puis en 1840, pour élucider le problème banquier travaillaient donc en vue d'une échéance encore lointaine. Ces discussions étaient d'ailleurs bien techniques pour passionner les masses : le bas peuple, qui souffrait douloureusement de la crise par le chômage et la baisse des salaires, demandait à ses maux des remèdes plus immédiats et plus palpables qu'une réforme des institutions de crédit. Une grande vague de mécontentement prolétarien passa sur le pays. On put avoir l'impression que, là où le libéralisme tory de 1820 avait réussi, le libéralisme whig de 1830 avait échoué. On assista au recommencement de 1816 et de 1819.

Les adversaires du régime des fabriques, les partisans d'une législation protectrice du travail n'avaient pas interrompu leur campagne; et les propos que tenaient les avocats de la grande industrie étaient mal faits pour apaiser leurs colères. Ure, dont le livre paraissait en 1835, parlait à peine encore la langue du libéralisme. Arkwright à ses yeux était un grand homme parce que, doué « d'une énergie, d'une ambition napoléonienne ² », il avait eu l'art d'imposer à un peuple rebelle la discipline des fabriques. Si l'Angleterre avait mieux réussi industriellement que la France, ce n'est pas que l'ouvrier anglais fût plus vif d'esprit, plus inventif que l'ouvrier français : c'est qu'il était plus patient, plus apte à se prêter à la répétition indéfinie d'une même opération ³. La machine automatique, expliquait Ure, partout où elle surgit, met les ouvriers grévistes en déroute, « étrangle l'hydre de l'anarchie ⁴ ». Et Ure s'extasiait devant l'ordre vraiment « prussien » qui présidait aux mouvements des hommes et des choses dans l'usine. « Quand le capital enrôle la science

1. 1 and 2 Vict. 96. — Loi temporaire, renouvelée 2 and 3 Vict., c. 68; 3 and 4 Vict. c. 111; et rendue enfin permanente : 5 and 6 Vict., c. 85.

2. *Philosophy of Manufactures*, pp. 15-6.

3. *Philosophy of Manufactures*, p. 12.

4. *Philosophy of Manufactures*, p. 368.

à son service, le bras réfractaire du travail finit toujours par apprendre la docilité ¹. »

Par le *Factory Act*, les ennemis du système des usines avaient obtenu un commencement de satisfaction, bien que fort insuffisant à leur gré. Mais tout de suite ils s'étaient trouvés rejetés sur la défensive : le ministère tory, au début de 1835, devait surmonter des résistances organisées pour empêcher la mise en application de la loi ². Un an plus tard, à peine la date eut-elle été franchie où, le 21 mars 1836, elle devait entrer pleinement en vigueur, que le Président du *Board of Trade*, Poulett Thomson, essaya d'obtenir du Parlement un amendement de la loi : à partir de l'âge de douze ans, les enfants pourraient fournir douze heures de travail par jour. Il obtint en deuxième lecture, malgré l'appui de Sir Robert Peel, une majorité si faible — deux voix seulement — qu'il dut battre en retraite ³. La loi resta cependant mal appliquée : leurs infractions étaient portées devant le tribunal des Juges de Paix, qui, lorsqu'ils n'étaient pas des manufacturiers, étaient bien souvent leurs amis, leurs parents, et condamnaient mollement les coupables ⁴. Il restait en outre à l'administration des moyens détournés pour fausser l'application de la loi. Une circulaire décida que les inspecteurs apprécieraient l'âge des enfants d'après leurs papiers légaux. Était-ce, comme le ministre le prétendit, pour protéger les enfants contre les faux papiers dont les munissaient leurs parents? N'était-ce pas au contraire pour permettre plus aisément aux chefs d'entreprise de mettre des enfants au travail, sur une simple décision de l'inspecteur ⁵?

Mais ce n'était plus seulement, comme en 1833, au régime des fabriques que s'en prenaient les disciples de Thomas Sadler : c'est au régime du *workhouse* aussi. Lorsque la nouvelle Loi des Pauvres avait été soumise en 1834 aux délibérations du Parlement, elle avait été attaquée par une minorité aussi violente que restreinte. Cette minorité ne désarma pas, une fois le vote acquis et la loi entrée en vigueur.

Elle accusa les commissaires de la Loi des Pauvres de faire les unions de paroisses beaucoup plus grandes que ne le demandait l'esprit de la législation nouvelle. C'étaient trente, quarante, parfois cinquante paroisses que l'on groupait autour d'un seul *workhouse* : il semblait qu'on voulût mettre

1. *Philosophy of Manufactures*, p. 368.

2. *H. of C.*, 4 mars 1835 : motion de lord Morpeth et réponse de Goulburn (*H. of C., Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXV, pp. 526 sqq.).

3. *H. of C.*, 9 mai 1836 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIII, pp. 737 sqq.).

4. Alfred, *Hist. of the Factory Movement*, vol. II, pp. 83, 121.

5. *H. of C.*, 21 juillet 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIV, pp. 394-6, 430-2).

systématiquement l'assistance publique hors de la portée des indigents ¹. Dans le *workhouse*, nulle distinction entre l'ouvrier honnête, victime du chômage, et le demi-criminel qui s'était fait du chômage une profession : la loi ne voulait-elle pas que l'indigent fût *a priori* considéré comme un coupable? On y était mal couché, mal chauffé, mal nourri : les règlements ne voulaient-ils pas que les conditions d'existence y fussent inférieures aux conditions d'existence de l'ouvrier le moins bien payé de la région? Les indigents qui recevaient l'assistance dans le *workhouse* étaient en outre, pour des raisons de moralité aussi bien que d'économie, séparés selon l'âge et le sexe : les ennemis de la nouvelle Loi des Pauvres regrettaient l'ancien régime débonnaire des paroisses, qui permettait souvent au mari et à la femme de faire ménage commun dans le petit *poor-house* local ². Une fois entré dans le *workhouse*, on ne pouvait plus mettre le pied dehors, sans perdre immédiatement le bénéfice de l'assistance et accepter de se soumettre, pour y rentrer, à de longues formalités administratives. Même le dimanche, aucun droit de sortir pour aller à l'Église : un chapelain venait, dans le *workhouse*, célébrer l'office divin à l'usage des détenus ³. Car c'étaient bien des détenus qui étaient mis sous clef dans ces nouvelles « Bastilles ». Et voilà donc où venait aboutir le nouveau libéralisme, vainqueur en 1832. Si l'ouvrier voulait travailler, il fallait qu'il se mit en prison dans une usine; s'il se trouvait sans travail, il fallait que, pour obtenir du secours, il allât se remettre en prison.

Ces plaintes trouvèrent d'abord peu d'écho dans le pays. La grande prospérité dont jouissait l'Angleterre depuis 1832, et qui parut grandir encore immédiatement après le vote de la nouvelle Loi des Pauvres, permit aux trois commissaires d'accomplir, dans les meilleures conditions de succès et avec beaucoup de rapidité, leur œuvre de réorganisation administrative. Dès la première année, des *boards of guardians* furent constitués dans cent douze *unions*, groupant deux mille soixante-six paroisses; au cours de la deuxième, dans deux cent trente-neuf *unions*, groupant cinq mille huit cents paroisses. Au mois de juillet 1837, sur treize mille quatre cent trente-trois paroisses anglaises, il n'en restait que treize cents auxquelles n'eût pas été appliquée la réforme; et la popu-

1. *H. of L.*, 17 mars 1835 : discours du duc de Buckingham (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, p. 1056). — *H. of C.*, 7 août 1838 : discours de Fielden (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIV, pp. 1045 sqq.).

2. *H. of C.*, 17 mars 1835 : discours du duc de Buckingham (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, p. 1056). — *H. of C.*, 13 mai 1835, discours de Walter (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVII, p. 1052).

3. *H. of C.*, 22 juin 1836 : discours de Maclean (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIV, p. 720).

lation de ces treize cents paroisses était inférieure au quart de la population totale du royaume ¹.

L'adoption du nouveau régime d'assistance entraînait-elle les conséquences espérées par ceux qui l'avaient préconisé? entraînait-elle en particulier cet allègement de l'impôt des pauvres auquel aspiraient les classes dirigeantes? Les statistiques permettent de répondre affirmativement à cette question, bien qu'il n'apparaisse pas clairement dans quelle mesure cet abaissement des charges fiscales avait pour cause l'application de la loi nouvelle ou l'amélioration de la situation économique. Si nous voyons en effet le *Poor Rate* descendre de 6 317 000 l. en 1834 à 5 526 000 l. en 1835, à 4 718 000 l. en 1836, pour s'abaisser finalement en 1837 à 4 045 000 l., il convient d'ajouter que la baisse avait commencé à se produire non pas en 1834, année du vote de la loi nouvelle, mais en 1832, année du rétablissement des affaires : cette année-là, le *Poor Rate* avait atteint le chiffre de 7 037 000 l., pour s'abaisser en 1833 à 6 791 000 l..

Est-ce que, d'autre part, cette diminution des frais d'assistance signifiait, comme le prétendaient les adversaires de la loi de 1834, que la classe ouvrière, plus durement traitée par la classe dirigeante, était plus malheureuse? Les commissaires, dans leurs rapports, affirmaient que le seul effet de la législation nouvelle avait été de moraliser les classes pauvres, et, par suite, d'améliorer leur situation économique. Les ouvriers agricoles buvaient moins, et l'on constatait une diminution du nombre des débits qui pullulaient depuis 1830. Plus d'argent affluait vers les caisses d'épargne, et les sociétés de secours mutuel étaient d'année en année plus prospères. Si d'ailleurs il y avait peut-être surabondance de main-d'œuvre dans les comtés agricoles du sud, la loi de 1834 donnait aux commissaires le pouvoir de transporter cette main-d'œuvre là où elle était plus demandée. Ils usèrent de ce pouvoir, envoyèrent des ouvriers agricoles sans travail — en assez petit nombre, cinq mille environ — peupler l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ils en dirigèrent un nombre beaucoup plus considérable vers les usines du Lancashire, où ceux-ci gagnèrent tout de suite des salaires doubles ou triples de ceux qu'ils avaient gagnés sur les fermes du Sussex et du Devonshire.

1. *Ann. Reg.*, 1837, p. 129

L'AGITATION
S'ORGANISE CONTRE
LA NOUVELLE LOI
DES PAUVRES

Alors survint la crise de 1836, plus intense en 1837, et prolongée ensuite par deux hivers rigoureux. Les autorités locales demandèrent que, pour apaiser le mécontentement des basses classes, on revînt à la pratique du secours à domicile. Les commissaires de la Loi des Pauvres opposèrent à cette demande un refus formel : si l'on ne réussissait pas à franchir la crise sans violer le principe même de la loi, c'en était fait de leur œuvre. Mais, du même coup, ils déchaînèrent les colères qui, depuis deux années, s'accumulaient : contre les trois « tyrans », les trois « pachas », une véritable insurrection s'organisa.

C'était le moment où, ayant achevé de grouper en *unions* les paroisses de l'Angleterre méridionale, les commissaires entreprenaient le même travail dans l'Angleterre du Nord ; et, quand, dans ces régions, l'*union* étant une fois délimitée sur le papier, la question se posait de construire effectivement le *workhouse*, la résistance populaire pouvait devenir dangereuse¹. A Todmorden dans le Lancashire, Fielden, le gros industriel radical dont nous avons vu quel était le zèle pour la législation des fabriques, s'opposa, avec l'appui de tous ses ouvriers, à ce qu'un *workhouse* fût édifié ; et les autorités eurent la prudence de battre en retraite². Deux chefs redoutables prirent la direction de l'agitation hostile à la Loi des Pauvres : Oastler dans le Yorkshire, et dans le Lancashire un certain Joseph Rayner Stephens, un méthodiste comme Oastler, qui avait rompu avec la hiérarchie wesleyenne et pris la tête d'une petite secte indépendante. Oastler et Stephens fondaient partout des *Anti-Poor-Law Associations* qui finirent par se fédérer en une association unique³. Dans d'immenses réunions publiques, ils attisèrent l'indignation populaire contre la double tyrannie de la fabrique et du *workhouse*.

« Voyez, criait Stephens, cette fabrique et ces insolentes cheminées : chaque brique de cette usine est cimentée avec le sang des femmes et des petits enfants. » Et encore : « Plutôt que de voir la femme et le mari, le père et le fils séparés et jetés au cachot, plutôt que de voir la femme ou la fille revêtir l'uniforme de la prison, je veux que tout Newcastle flambe, sans autre ressource pour arrêter l'incendie que de l'éteindre avec le sang de ceux qui ont fait adopter cette abominable mesure⁴ ». Entendons bien le caractère de cette campagne. Stephens et Oastler persistaient à se donner

1. *Fifth Annual Report of the Poor Law Commissioners*, 1839, pp. 19-20.

2. J. Holden, *A Short History of Todmorden*, pp. 190 sqq.

3. *Times*, 8 février 1838.

4. R. G. Gammage, *Hist. of the Chartist Movement*, pp. 56, 59.

pour des *tories*, des « réactionnaires » au sens philosophique de ce mot. Les horreurs de la grande industrie avaient fait d'eux, malgré eux, des hommes de sang : ils aspiraient à ramener leur pays « en arrière », au temps où l'on ne connaissait encore ni les usines ni les machines à vapeur. Et ils trouvaient en conséquence des sympathies dans le parti conservateur.

La *gentry* tory avait d'abord accueilli la nouvelle Loi des Pauvres avec satisfaction : cette loi n'avait-elle pas été votée dans son intérêt, pour alléger ses charges fiscales et la mettre, dans les comtés du sud, à l'abri de la guerre agraire ? Mais à présent que, le problème social se trouvant heureusement résolu dans le sud par deux années d'application paisible du système, il s'agissait de l'appliquer dans le nord, et que là-bas la colère des ennemis de la Loi des Pauvres se tournait contre les chefs d'industrie, la *gentry* sentit bien vite qu'il était de son intérêt de s'allier avec les mécontents contre les parvenus des grandes usines. A Londres, John Walter fit du *Times*, devenu un organe d'opposition conservatrice, le bulletin officiel de l'*Anti-Poor-Law*. Et peut-être ne fallait-il voir là qu'une excentricité d'un journaliste ambitieux qui avait fait de la chute du ministère whig son affaire, et pour qui, contre ce ministère, toutes les armes étaient bonnes ¹. Il n'en est pas moins vrai qu'il eut, dans cette campagne, l'approbation de son public. Ses lecteurs étaient contents de s'attendrir sur les victimes présumées de la bureaucratie libérale, et de voir ainsi discréditée la politique d'un ministère soi-disant populaire. Ce sentimentalisme assez vague, on en trouvera la meilleure expression dans les écrits d'un jeune romancier qui s'éveillait alors à la gloire. Charles Dickens, devenu célèbre par la publication de ses *Pickwick Papers*, inaugura, l'année suivante, avec son *Oliver Twist*, la série de ses grands romans sociaux. Avocat des pauvres gens contre l'indifférence bourgeoise, il rêvait d'un retour aux bons temps de la vieille Angleterre qui n'avait inventé encore ni le machinisme ni l'utilitarisme, qui n'avait écouté les leçons ni de Ricardo ni de Bentham. *Oliver Twist*, enfant persécuté,

1. Citons à titre anecdotique, l'histoire amusante, racontée par le *Manchester and Salford Advertiser*, 30 juin 1838, des causes premières auxquelles les whigs attribuaient cette campagne du *Times*. Edwin Chadwick, « le grand Chadwick », avait commencé par gagner sa vie en faisant, sous les ordres de Walter, le reportage le plus humble. « Here was the source of Mr. Walter's spite. His Berkshire neighbours were immersed in pauper-jobbing. His own parish received a severe visitation from the man who had so often made his early readers stare with astonishment at « dreadful fires », shocking accidents and normities in the vegetable and animal world. Enough. Mr. Walter forthwith took a seat for Berkshire, and made war upon the new Poor Law. This is more monstrous than any of Chadwick's fictions : and yet the whigs have put it about as a fact ».

se trouve, au cours de ses aventures, enfermé dans un *workhouse*, dont il s'évade : ce chapitre du livre de Dickens faisait pénétrer dans des milliers de familles bourgeoises la propagande de l'*Anti-Poor-Law*.

NAISSANCE ET PROGRÈS DU CHARTISME

LES RADICAUX
RÉCLAMENT UNE
NOUVELLE
RÉFORME
PARLEMENTAIRE

Le succès qu'obtenaient, au cours de leurs campagnes oratoires, les adversaires de la nouvelle Loi des Pauvres inquiétait les hommes politiques du parti ministériel. Ils sentaient ce parti de plus en plus discrédité entre une masse bourgeoise que la peur du désordre rejetait vers le conservatisme modéré de Sir Robert Peel, et une masse populaire qui se désaffectionnait. Les radicaux parlementaires, simples alliés conditionnels du ministère, étaient plus inquiets encore. Ils voyaient la corruption exercer ses ravages dans les circonscriptions sous des formes à peine moins naïves qu'avant le vote du *Reform Act*, et le Parlement repousser toutes les suggestions faites en vue de soumettre à un tribunal impartial la validation des élections contestées. Ils voyaient la déception de 1832 provoquer, chez les ouvriers, une profonde méfiance à l'égard de la politique. Ces ouvriers écoutaient avec faveur, non plus les orateurs radicaux, mais Oastler et Stephens, enfants perdus du parti tory, ou Robert Owen, le « socialiste » ennemi du radicalisme. Ils se demandaient s'il n'était pas urgent de réagir, d'expliquer au peuple que, si la Réforme de 1832 l'avait déçu, la faute en était non pas aux démocrates mais aux whigs; que cette Réforme, insuffisamment démocratique, devait être achevée par une autre. En fait, depuis les élections de 1835, ils faisaient des tentatives répétées pour réveiller dans le public l'esprit révolutionnaire de 1830.

Leur effort se porta d'abord contre la Chambre des Lords. Non contre l'existence même de la Chambre Haute : on reconnaissait la nécessité d'une deuxième Chambre, pour empêcher que la destinée de la nation pût être compromise en un jour par le caprice d'une majorité de hasard. Mais on demandait que les pouvoirs de la Chambre Haute fussent limités, qu'elle n'eût plus, sur les décisions de la Chambre des Communes, qu'un droit de *veto* suspensif. On demandait encore qu'elle cessât d'être héréditaire, et devînt, totalement ou partiellement, élective¹.

1. Voir les projets élaborés par Roebuck, *Of What Use is the House of Lords*, et : *The Evils of the House of Lords (Pamphlets for the People*, vol. I, 1835; et *Westm. Rev.*.

O'Connell, que nous avons vu, dès 1834, songer à adopter ce programme, fit à cet effet, pendant l'été de 1835, une tournée de propagande en Angleterre et en Écosse¹. Pourtant il fallut bien reconnaître, en 1836, que cet essai d'agitation avait avorté. Le bas peuple refusait de s'échauffer pour défendre contre la Chambre héréditaire les droits d'une assemblée à l'élection de laquelle il ne prenait point de part.

L'institution du scrutin secret, réforme manquée en 1832, constituait d'autre part une des revendications essentielles du parti radical. Chaque année Grote déposait une motion en ce sens; et chaque année elle était repoussée². Mais en 1838 elle le fut dans des conditions que le ministère trouva détestables : il y eut deux cents voix pour, trois cent quinze voix contre, sur lesquelles soixante-cinq voix ministérielles seulement. En d'autres termes, la majorité du parti ministériel se déclarait favorable au scrutin secret; pour en obtenir le rejet, le cabinet était obligé de s'appuyer sur une majorité où ses adversaires politiques prédominaient. Lord John Russell, qui aurait été d'avis de laisser la question ouverte mais qui, pour se conformer aux instructions de lord Melbourne, avait parlé contre le scrutin secret avec énergie, songea à donner sa démission³. Il ne semble pas cependant que les débats de ce jour-là, qui provoquèrent une tempête parlementaire, aient beaucoup agité le pays. C'était un argument favori des adversaires du scrutin secret que, sous un régime de suffrage restreint, la publicité du vote constituait, pour la masse des non-électeurs, le seul moyen de contrôle sur l'exercice du droit de vote par

octobre 1835, vol. XXIII, pp. 509 sqq.; janvier 1836, vol. XXIV, pp. 47 sqq.); par Macaulay, qui semble avoir prévu la fin de la Chambre des Lords à très brève échéance : « I am quite certain, écrit-il de Calcutta à Ellis, that in a few years the House of Lords must go after Old Sarum and Gatton. What is now passing is mere skirmishing and manœuvring between two general actions. It seems to be of little consequence to the final result how these small operations turn out. When the grand battle comes to be fought, I have no doubt about the event » (Sir G. O. Trevelyan, *Life and Letters of lord Macaulay*, éd. Tauchnitz, vol. III, p. 69); et, en dehors des cercles radicaux, par l'archevêque Whately (lettre à Nassau Senior, 30 novembre 1834; *Life*, par E. J. Whately, vol. I, pp. 246-7).

1. *Ann. Reg.*, 1834, p. 333; 1835, p. 367; cf. 1836, p. 299.

2. *H. of C.*, 2 juin 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVIII, pp. 369 sqq.); 23 juin 1836 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIV, pp. 780 sqq.); 8 mars 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVII, pp. 8 sqq.). — Grote essaya d'introduire le scrutin secret, à titre facultatif, dans les nouvelles municipalités (*H. of C.*, 1^{er} juillet 1835; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXIX, pp. 159 sqq.).

3. *Greville, Memoirs*, 18 février 1838. — Cf. lord Melbourne à lord John Russell, 15 septembre 1837 (*Early Correspondence of lord John Russell*, vol. II, p. 202-3). V. encore lord Francis Egerton à Arbuthnot, 17 février 1838 : You will have heard of our commencement de la fin, in the shape of the division on the ballot. It is a fatal one, and I see nothing but a coalition with the remnant of the sounder Whigs that can delay the consummation (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, pp. 359-360).

les électeurs ¹. Argument dépourvu de sincérité : si la *gentry* rurale tenait au vote public, c'était à cause de la pression qu'il permettait aux membres de l'aristocratie d'exercer sur leurs tenanciers, leurs fournisseurs, et leurs clients de toutes espèces. Pourtant l'argument portait; les masses populaires se souciaient peu de protéger, dans l'exercice de ses droits civiques, un corps électoral restreint dont elles étaient exclues.

Il n'y avait qu'une seule réforme constitutionnelle à laquelle il fût possible, éventuellement, d'intéresser les foules : c'était un élargissement du corps électoral. Le cabinet s'y opposait; dans le discours qu'il prononçait en novembre 1837, lors de la discussion parlementaire, lord John Russell se déclarait catégoriquement hostile à une nouvelle réforme parlementaire, parce qu'il considérait la Réforme de 1832 comme une œuvre permanente et solide, à laquelle il était imprudent de toucher ². Pourquoi cette affirmation brutale, alors qu'en 1831 il avait dit tout le contraire ³? Lord John Russell était ainsi fait. Et pourtant, en cet instant même, les meneurs du parti radical, d'accord avec l'élément le plus modéré des associations ouvrières, travaillaient à ressusciter le vieux programme du suffrage universel.

L'ASSOCIATION LONDONNIENNE DES TRAVAILLEURS Il s'était constitué à Londres, depuis deux ans, un petit groupement ouvrier qui avait pris pour titre « l'Association Londonnienne des Travailleurs » (*London Working Men's Association*). C'était une société de lecture et de discussion, dont les membres voulaient travailler au développement de l'éducation populaire par l'école, par le livre, par le journal. L'acte constitutif de l'association porte la date du 16 juin 1836. Un mois plus tôt, le cabinet, en présentant le projet du budget annuel, avait abaissé de 4 d. à 1 d. le droit de timbre sur les journaux. S'il le faisait, expliquait le Chancelier de l'Échiquier, c'était afin de protéger les recettes de l'État : car la vente des journaux non munis d'un timbre avait pris des proportions telles que tout moyen faisait défaut à la justice pour la réprimer. Au premier rang de ceux qui fondèrent l'« Association des Travailleurs », on remarquait

1. *Ed. Rev.*, juillet 1837, art. VII. *Newspaper Literature* (vol. LXV, p. 213). L'article serait de Brougham.

2. *H. of C.*, 15 novembre 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XL, p. 1192).

3. *H. of C.*, 5 août 1831 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. V, p. 867). — Quelques changements furent cependant apportés au mécanisme du scrutin en 1836 : réduction de deux jours à un de la durée du scrutin dans les comtés; multiplication des lieux de vote (6 and 7 Will. IV, c. 102). Deux ans plus tard la définition du cens d'éligibilité fut modifiée en faveur de la richesse mobilière : il ne fut plus nécessaire que le revenu exigé fût un revenu foncier (1 and 12 Vict., c. 48).

l'imprimeur Hetherington, le libraire John Cleave, l'ouvrier James Watson, qui s'étaient rendus populaires, depuis cinq ou six ans, dans la guerre que la presse radicale livrait à la police, en répandant des journaux non munis du timbre. Maintenant le gouvernement capitulait : c'est au grand jour, légalement, qu'ils allaient pouvoir poursuivre leur propagande.

En faveur de quelles idées? Hetherington était un disciple de Robert Owen, un « socialiste ». De même aussi l'ébéniste William Lovett, le fondateur de l'association, au moment où elle fut constituée¹. Mais le groupe recevait souvent la visite de Francis Place, le tailleur radical de Charing-Cross, l'ami de James Mill et de Joseph Hume. Le programme, qui nous a été conservé par Lovett, est vague — volontairement vague sans doute — et nettement modéré. On se proposait « de viser, par tous les moyens légaux, à mettre toutes les classes de la société en possession de leurs droits légaux, politiques et sociaux ». La démocratisation du droit électoral, l'organisation d'un système d'éducation populaire, tels étaient les points sur lesquels tous les membres se trouvaient d'accord². Il y avait donc reculé par rapport au communisme de Robert Owen, retour plus ou moins conscient aux idées de Bentham; et l'on n'est pas surpris de voir, en conséquence, les hommes politiques du parti radical se rapprocher de Lovett et de ses amis. A un dîner donné le 15 février 1837 par les électeurs radicaux de Finsbury en l'honneur de leur représentant Wakley, Joseph Hume et Daniel Whittle Harvey suggérèrent que le moment était venu, pour stimuler l'opinion populaire et intimider le Parlement, de fondre en un bill unique les diverses propositions qu'on avait pris l'habitude de faire, depuis 1832, en faveur de l'extension du droit de suffrage, du scrutin secret, de la réduction de la durée des Parlements et de l'abolition totale du droit de timbre sur les journaux. Roebuck et O'Connell, présents au banquet, firent des réserves, expliquèrent que la tactique était dangereuse³. L'idée n'en fut pas moins reprise par l'« Association Londonienne des Travailleurs », avec cette différence que l'association ne se contenta plus d'une « extension du droit de suffrage », mais réclama le suffrage universel. Alors Roebuck et O'Connell se laissèrent entraîner, consentirent à entrer dans une commission mixte de parlementaires et de membres de l'« Association » pour élaborer le bill en question. Roebuck visait à

1. Voir son article paru dans le *Hetherington's Twopenny Dispatch*, 10 septembre 1836.

— Voir encore son article paru dans *The Charter*, 17 février 1839.

2. *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 94 sqq.

3. *Morning Chronicle*, 16 février 1837.

fonder, en marge du whiggisme ministériel, un parti radical autonome. O'Connell était beaucoup moins désireux de se brouiller avec les ministres. Ce qu'il voulait, c'était, pour rendre service au ministère, briser le dangereux mouvement d'agitation contre la Loi des Pauvres en dressant, dans les milieux révolutionnaires, le contre-programme de la réforme du droit électoral ¹.

L'organisation essaima en province. A partir de février, des « missionnaires » quittèrent Londres pour fonder, à travers l'Angleterre, des « associations de travailleurs » : on en comptait, avant la fin de l'année, une centaine, cent cinquante en 1838. Mais le succès le plus important que remporta l'« Association Londonienne des Travailleurs » au cours de cette campagne de propagande, ce fut l'adhésion de la fameuse « Union Politique » de Birmingham. Elle sommeillait depuis 1832 ; à présent qu'une crise nouvelle éclatait, il était naturel qu'Attwood se mît en mouvement. Excellente occasion pour lui de reprendre sa démonstration : l'Angleterre payait, à l'en croire, le prix de l'absurde bill de Robert Peel, qui avait ruiné le pays, en 1819, par le retour au paiement en espèces et la baisse générale des prix. Pour surmonter la crise il suggérait toujours le même remède : le relèvement des prix par une vaste émission de papier-monnaie. Seulement il se trouva débordé, en peu de mois, au sein de son « Union » locale, qui devint purement et simplement un groupe de propagande pour l'établissement du suffrage universel.

LE SOULÈVEMENT
DES TRADE UNIONS.
ENTRÉE EN SCÈNE
DE FEARGUS
O'CONNOR

C'est au début de 1838 que le programme des radicaux de Londres et de Birmingham, maintenant coalisés, prit vraiment corps ; et, pour comprendre le caractère de ce nouveau radicalisme, il faut suivre d'un œil attentif les querelles qui se produisirent au sein de l'« Association des Travailleurs » à Londres. Une grève avait eu lieu au mois de juin dans les filatures de coton de Glasgow ; un certain John Smith avait été trouvé, pendant la grève, assassiné dans la rue ; et on avait accusé les ouvriers grévistes de ce meurtre. Il y avait eu perquisition dans les bureaux de la corporation, arrestation de dix-huit ouvriers. On avait d'abord fait peser sur eux les inculpations les plus graves : incendie, meurtre. Puis on avait abandonné ces chefs d'accusation ; et

1. *Life and Struggles of William Lovett*, p. 102 ; M. Hovell, *the Chartist Movement*, pp. 69-71. — Cf. la lettre ouverte d'Oastler à lord John Russell (*Times*, 12 août 1839. Voir aussi *Times*, 21 août 1839). L'histoire racontée par Oastler ne tient pas debout dans le détail : le rôle joué par O'Connell est néanmoins bien défini.

on les avait accusés seulement d'avoir « conspiré » pour intimider leurs camarades et obtenir un relèvement de salaires. Le jury, à une faible majorité, les condamna à sept ans de déportation. Les *Trade Unions* s'émurent. Une pétition signée de vingt mille noms fut portée au Parlement. C'était l'affaire des *Dorchester Labourers* qui recommençait ¹.

Or, O'Connell venait, en ce moment même, de se brouiller avec les *Trade Unions*. Il avait eu des difficultés avec les ouvriers syndiqués de sa ville de Dublin, dont le programme de guerre sociale venait prendre par le travers son programme de libération nationale. Il avait pour bailleurs de fonds, à Dublin, de gros entrepreneurs contre lesquels les ouvriers s'étaient mis en grève. Il déclara la guerre aux *Trade Unions*. Ses adversaires politiques, à Westminster, s'amüsèrent de le voir — avec quelle éloquence indignée! — faire la statistique des crimes ouvriers, dénoncer la formation de sociétés secrètes, déplorer l'impossibilité où l'anarchie irlandaise mettait les juges et les jurys de condamner, d'atteindre les coupables. « Quelle chose curieuse, écrivait Whately, si O'Connell devait finir comme Actéon, massacré par la populace ²! »

D'où, pour les hommes de l'« Association des Travailleurs », un difficile problème de tactique à résoudre. Ils ne pouvaient prendre parti pour les ouvriers sans rompre avec O'Connell. Ils ne pouvaient rompre avec O'Connell sans perdre au Parlement le meilleur avocat de leur cause. Ils imaginèrent, pour tourner la difficulté, de demander au Parlement, non pas la grâce des condamnés, mais d'abord l'ouverture d'une enquête sur les actes du syndicat des filateurs de Glasgow, sur ceux de tous les syndicats ouvriers du Royaume-Uni ³ : si vraiment les ouvriers syndiqués étaient innocents des crimes dont on les accusait, qu'avaient-ils à redouter d'une enquête? Seulement il se trouva dans l'« Association des Travailleurs » une minorité révolutionnaire pour s'indigner : elle récusait l'arbitrage d'une Chambre des Communes tout entière composée de riches bourgeois et que l'« Association des Travailleurs », dans ses manifestes, appelait « la Chambre pourrie ⁴ ». Un certain Harvey, qui se posait, dans les milieux révolutionnaires de Londres, en émule de Marat, dénonça violemment O'Connell. Lovett et ses amis lui reprochèrent de manquer à la discipline radicale en attaquant O'Connell au moment où ils travaillaient à se mettre d'accord avec lui sur le programme du suffrage universel.

1. *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 158 sqq.

2. A. Nassau Senior, 25 janvier 1838 (*Life*, vol. I, p. 414).

3. *H. of C.*, 13 février 1838 : motion Wakley (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XL, pp. 1059 sqq.). — Cf. *H. of C.*, 25 janvier 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XL, pp. 473 sqq.).

4. *Life and Struggles of William Lovett*, p. 100.

Harvey sortit alors de l'Association après une séance orageuse, et fonda un groupe rival qui prit le nom d'« Association Démocratique ». Harvey avait l'appui d'un tribun populaire autrement redoutable que lui-même. C'était un Irlandais, nommé Feargus O'Connor, qui, dans le Parlement de 1833, avait fait partie de la « queue » d'O'Connell, et qui, invalidé après les élections de 1835 parce qu'il ne remplissait pas les conditions de cens exigées par la loi, cherchait depuis lors à se faire, en dehors du Parlement et contre O'Connell, avec qui il s'était brouillé, une carrière de démagogue¹. Il s'était transporté dans le nord, organisant des groupes radicaux. Il prit l'initiative, à la fin de 1837, de fonder à Leeds un grand journal radical hebdomadaire, l'« Étoile du Nord »². Il y fit campagne pour le suffrage universel. Mais il n'accepta pas les instructions de l'« Association des Travailleurs ».

LA « CHARTE
DU PEUPLE »
ET LES MEETINGS
CHARTISTES

Telles étaient les difficultés avec lesquelles se trouvaient aux prises les hommes qui élaboraient à Londres, dans les premiers mois de 1838, le nouveau programme radical. Le programme fut publié le 8 mai; il est resté fameux sous le nom de la « Charte du Peuple »³. C'était un long et minutieux *Reform Bill*, qui, rédigé par Lovett, revu et corrigé par Francis Place, approuvé par Roebuck, proposait six modifications fondamentales au régime existant. Suffrage universel. Scrutin secret. Paiement des représentants du peuple. Suppression du cens d'éligibilité. Égalité des circonscriptions. Élections annuelles. On avait songé à réclamer le vote des femmes; mais on jugea, en fin de compte, que la demande était intempestive.

La propagande commença aussitôt. Elle prit les formes qui, depuis 1816 et 1819, étaient devenues traditionnelles. Une délégation partie de Bir-

1. Voir un curieux portrait, très favorable, de Feargus O'Connor, au moment où il fut exclu du Parlement, dans *Random Recollections of the House of Commons*, 1836, pp. 322-4, et une histoire de sa carrière d'agitateur, de septembre 1835 à avril 1838, racontée par O'Connor lui-même, *Northern Star*, 15 décembre 1838.

2. *Life and Struggles of William Lovett*, p. 173 n.

3. Voir le texte de la « Charte du Peuple », révisé en 1842, dans *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 449 sqq. — L'expression apparaît pour la première fois dans le *Northern Star*, 21 juillet 1838. Mais le même journal écrivait déjà, le 26 mai : « Let every man be at his post, and every banner fly in the breeze of hallowed liberty, upon that day when the new Charter of our Rights shall be proclaimed upon Hunslet Moor ». — J. West (*History of the Chartist Movement*, p. 82), signale une brochure anonyme, parue en 1832 sous le titre *The People's Charter*, où se trouverait déjà énoncé le programme de 1838. Nous ignorons l'origine de la légende suivant laquelle c'est O'Connell qui, au cours d'une réunion tenue en 1838, aurait donné au mouvement sa dénomination (R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 6).

mingham, et dirigée par Attwood en personne, organisa d'immenses meetings auxquels assistèrent souvent plus de cent mille et deux cent mille auditeurs. Le premier eut lieu à Glasgow; d'autres dans une série de villes écossaises. Puis vint le tour de Newcastle, des villes du Yorkshire, de Northampton, le 1^{er} août, « jour anniversaire de l'émancipation des esclaves », et le 6 août, de Birmingham. Le meeting de Londres, le 17 septembre, n'obtint qu'un succès médiocre. Les organisateurs avaient prévu qu'il viendrait cent mille hommes; qu'il faudrait, pour trouver l'espace nécessaire, se transporter de Palace Yard dans Hyde Park. Il ne vint que trente mille auditeurs suivant les évaluations les plus optimistes; quatre à cinq mille seulement suivant le *Times* ¹. Mais aussitôt le mouvement prit une extension nouvelle en province; et ce furent, jusque dans le cœur de l'hiver, des réunions presque quotidiennes dans le Lancashire, le Yorkshire, les Midlands, le Pays de Galles du Sud.

L'objet primitif de ces réunions publiques, c'était, selon le vœu de Lovett et d'Attwood, et comme il avait été fait en 1816 et en 1819, de signer une pétition nationale, qui serait ensuite solennellement portée au Parlement; on escomptait un million, deux millions de signatures ². Puis nous voyons surgir à Birmingham une autre idée, renouvelée elle aussi de 1819 : élire, à chaque meeting, des délégués qui seraient, par opposition aux élus du suffrage restreint, les véritables représentants du peuple, et viendraient constituer à Londres la « Convention Générale des Classes Laborieuses ³ » : c'était dresser Parlement contre Parlement, sortir déjà des voies légales. Si d'ailleurs la pétition était rejetée, que ferait-on? Attwood mit en circulation une troisième idée qui datait non de 1819, mais de 1833, l'idée d'une grève générale ⁴. Cette grève, prise en elle-même, était déjà un acte de violence à l'égard des classes possédantes; mais comment éviter qu'elle dégénérât, par surcroît, en coups de force proprement dits? Feargus O'Connor, qui, dès le début, prit part aux grands meetings afin de détourner à son profit l'autorité confisquée au début par les radicaux de Birmingham et de Londres, parlait un langage insurrectionnel. Non

1. *Times*, 18 septembre 1838. Un orateur, à un meeting tenu quelques jours plus tôt à Colchester, ayant déclaré que, « as all other classes are represented in the House of Commons, some of the working classes ought to be seated in that House », le *Times* (15 septembre 1838) s'indigne. Ce serait revenir « to that state of savage nature in which the natural rights of man might be exercised by every one who was strong enough to oppress his neighbour ».

2. M. Hovell, *Chartist Movement*, p. 101.

3. M. Hovell, *Chartist Movement*, p. 106.

4. R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 143. — Sur le cabaretier Benbow, sa brochure de 1832 intitulée *Grand National Holiday and Congress of the Productive Classes*, et la première apparition, à cette date, de l'idée de grève générale, voir E. Dolléans, *Le Chartisme*, 1912, vol. I, pp. 122 sqq.

qu'il semble avoir jamais été impatient de prendre la tête d'une révolution : il était né pour la parole plus que pour l'action. Mais, comme O'Connell, bien que sur un autre théâtre, il lui fallait utiliser contre les radicaux légalitaires du sud, échauffer et maîtriser à la fois les violents qui, dans le nord, rêvaient d'une guerre sociale : en première ligne, parmi ceux-là, ceux qui faisaient campagne, depuis de longs mois, contre la servitude de l'usine et la servitude du *workhouse*.

Nous avons vu qu'O'Connell avait, en 1837, considéré l'agitation pour le suffrage universel comme devant faire diversion à l'agitation contre la Loi des Pauvres de 1834. Francis Place, Roebuck, tous les radicaux du groupe de Bentham pensaient comme lui : la Loi des Pauvres était leur œuvre. Il est bien probable que les hommes de l'« Association des Travailleurs » partagèrent dès le début, ou apprirent rapidement à partager la défiance des radicaux parlementaires à l'égard des agitateurs qui attaquaient la Loi des Pauvres pour le compte du parti tory. Même état d'esprit chez les bourgeois de Birmingham qui, après avoir tant contribué à la victoire libérale de 1832, venaient d'obtenir pour leur ville une charte d'incorporation, et, ayant envahi tous les postes de l'administration municipale, patronnaient ouvertement le mouvement. Lorsque, quelques mois plus tard, l'« Association » de Londres désira tenir une réunion en faveur du suffrage universel, et voulut la tenir dans Palace Yard, elle obtint, pour appuyer sa demande, la signature des plus notables habitants de Westminster ¹. En vérité, le manifeste initial des radicaux exprimait leur dessein sous une forme équivoque. « Camarades ! y lisait-on, ne vous laissez pas égarer par la promesse d'abroger la Loi des Pauvres détestée, ou n'importe laquelle des lois infâmes que whigs et tories se sont unis pour voter, si la promesse n'est pas accompagnée par l'adhésion au programme du Suffrage universel ². » Mais c'est précisément cette diversion politique que Feargus O'Connor et les hommes de l'« Étoile du Nord » voulaient empêcher.

Depuis sa fondation, l'« Étoile du Nord » faisait campagne contre la Loi des Pauvres en même temps que pour le suffrage universel. Ce fut la tactique de Feargus O'Connor : il n'admit jamais que la première reven-

1. *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 172-3.

2. Voir encore le texte, singulièrement conservateur, de la Pétition Chartiste, rédigé, nous dit Lovett, par R. K. Douglas, journaliste de Birmingham :... We tell your Hon. House that the capital of the master must no longer be deprived of its due reward... (*Life and Struggles of William Lovett*, pp. 201, 469 sqq.). — Cf. la lettre de Lovett, expliquant à Francis Place qu'il s'agit, pour les radicaux, « to give up their various hobbies, of anti-poor laws, factory bills, wage protection laws, and various others, for the purpose of conjointly contending for the Charter (M. Hovell, *Chartist Movement*, pp. 203-4. — Mais cette lettre est de 1840).

dication fût oubliée en faveur de la seconde. Sir William Molesworth s'étant déclaré favorable au suffrage universel mais favorable en même temps à la Loi des Pauvres de 1834, l'« Étoile du Nord » l'accabla de ses invectives ¹. Le même journal patronna, au contraire, une souscription en faveur de Richard Oastler, adversaire de la Loi des Pauvres, bien qu'il se déclarât en même temps adversaire irréductible du suffrage universel ². Plus audacieux qu'Oastler, l'autre homme de l'*Anti-Poor-Law*, Stephens, sans se rallier expressément aux cinq points de la « Charte du Peuple », prit part aux grands meetings chartistes, à ces meetings dramatiques des mois d'hiver qui souvent se tinrent en pleine nuit à la lueur des torches. Il contribua, bien plus que Feargus O'Connor, à introduire dans ce qu'on a l'habitude d'appeler le « Chartisme » la phraséologie de la « force physique ». Il appela formellement ses auditeurs à l'insurrection armée ³.

L'AGITATION
CHARTISTE
ET LES PARTIS

Dix-huit mois plus tôt, au moment de l'avènement de la reine Victoria, certains tories se livraient déjà à des pronostics sombres; le sage Greville ne prenait pas alors leurs craintes au sérieux. « Bien entendu, écrivait-il dans son journal, rien de ce qu'ils annoncent ne se produira. Rien n'arrivera, parce que dans ce pays rien n'arrive jamais ⁴ ». Maintenant, il se sentait gagné par l'inquiétude générale ⁵. Tout le monde, dans les cercles dirigeants, était effrayé par cette agitation souterraine, d'autant plus préoccupante qu'elle se produisait dans des milieux avec lesquels tout contact direct leur faisait défaut. De nouveau, le souvenir de la Révolution française obséda les imaginations. Au lendemain du vote du *Reform Bill* et sans attendre cette nouvelle crise, un radical comme John Mill, un penseur systématiquement détaché de tous liens de parti comme Carlyle s'étaient consacrés à l'étude de la Révolution. John Mill avait fini par abandonner l'entreprise, mais Carlyle réussissait à écrire l'histoire projetée; et, parlant un langage inspiré des prophètes d'Israël, il avertissait les riches, aux dernières pages de son livre, des périls qu'ils couraient s'ils persistaient à vivre « indolents comme les Dieux d'Épicure, avec un chaos vivant

1. *Northern Star*, 4 août 1838, sous le titre : *The man who endeavoured to please everybody, pleased nobody, and lost his ass into the bargain.*

2. *Northern Star*, 4 août 1838.

3. Voir son discours de Kersall Moor, 24 septembre 1838 (*Ann. Reg.*, 1838, p. 311). — Cf. *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 172-3.

4. *Greville Memoirs*, 16 juin 1837.

5. *Greville Memoirs*, 31 décembre 1839 : Parties are violent, Government weak, everybody wondering what will happen, nobody seeing their way clearly before them

d'Ignorance et de Faim à leurs pieds ¹ ». On pouvait se demander maintenant s'il n'avait pas été prophète en effet. Le mouvement qui se déchaînait était dirigé par des hommes comme Bronterre O'Brien, traducteur de la « Conspiration de Caius Gracchus Babeuf » et biographe de Robespierre, comme Harvey, qui faisait profession d'être le Marat, l'« Ami du Peuple » anglais. Les ouvriers qui se pressaient aux meetings radicaux portaient des cocardes tricolores et des bonnets phrygiens, et préparaient la réunion, à Londres, d'une « Convention » du prolétariat britannique ². Ces torches qui éclairaient les réunions nocturnes, quels incendies allaient-elles allumer ³? La nuit même où Stephens prononça contre le régime tyrannique des grandes usines une de ses plus violentes diatribes, une usine flamba à Ashton.

Il y avait cependant, chez les conservateurs, des politiciens avisés qui prenaient les choses moins au tragique. Cette agitation insurrectionnelle coïncidait avec la saison où l'on procédait à la revision des listes électorales; et ils constataient que les résultats étaient extrêmement favorables à leur parti, la peur de la révolution ramenant aux tories un nombre considérable d'électeurs ⁴. Ils voyaient l'embarras du ministère whig, obligé soit de tolérer les désordres, et par là de mécontenter tous les hommes d'ordre, soit de les réprimer, et par là de tomber en butte à une impopularité aussi lourde que celle dont avaient jadis souffert les tories après Peterloo. En septembre lord John Russell, parlant à Liverpool, traça le programme d'une politique de tolérance absolue ⁵; et on lui

1. *The French Revolution, a History*. Book VII, chap. vi. — Dans sa biographie de John Sterling (Part. II, chap. vii), Carlyle cite cette phrase écrite le 6 mars 1839 par John Sterling dans son Journal : « English politics seem in a queer state, the Conservatives creeping on, the Whigs losing ground; like combatants on the top of a breach, while there is a social mine below which will probably blow both parties into the air ». — Pour des expressions, un peu antérieures, des mêmes alarmes, v. Sir James Graham à Sir Robert Peel, juillet 1837 : Surely these outrages (certaines violences qui s'étaient produites au cours des élections générales) fatally resemble the fiendish temper of the French Revolution (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, p. 349). — *Greville Memoirs*, 18 février 1838 : ... Parke, who is an alarmist, had just before said that he had never doubted when the Reform Bill had passed that England should become a republic; and when Brougham said that he gave the Ballot five years for its accomplishment, Parke said : « And in five years from that we shall have a republic ».

2. *London Democrat*, n° 2, 1839 : In the Democratic Association, the Jacobin Club again lives and flourishes, and the villainous tyrants shall find to their cost that England too has her Marats, St Justs and Robespierres (cité par F. F. Rosenblatt, *The Social and Economic Aspects of the Chartist Movement*, 1916).

3. *Manchester Guardian*, 12 décembre 1838; *Morning Chronicle*, 14 décembre 1838.

4. *Times*, 20 septembre 1838. — Cf. 12, 25 septembre; 4 octobre 1838.

5. R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 92. Voir sur ce discours le débat entre lord John Russell et Sir Robert Peel, *H. of C.*, 5 février 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, pp. 108, 117).

reprocha ce discours, comme un encouragement au désordre. En décembre, cédant aux instances des industriels, il lança une proclamation interdisant les meetings aux flambeaux, et mit Stephens en arrestation ¹. Aussitôt le *Times* s'indigna : pourquoi persécuter Stephens, alors qu'on ménageait O'Connell qui poussait l'Irlande à l'insurrection, Hume qui se faisait l'avocat des rebelles canadiens ²? Le *Times* avait, dans le courant de l'été, systématiquement ignoré la revendication du suffrage universel, et présenté l'agitation septentrionale comme n'étant toujours qu'une agitation contre la Loi des Pauvres. Puis il avait été assez préoccupé par la gravité du mouvement révolutionnaire, en septembre, pour suspendre sa campagne contre la loi de 1834. Il se rassura en décembre, traita de nouveau comme négligeable la revendication du suffrage universel, et se solidarisa avec Stephens.

En somme, vers le mois de janvier, Oastler et Stephens pouvaient se dire que leur tactique avait réussi. Ils avaient pris leur revanche sur la coalition d'O'Connell, de Roebuck, de Lovett et de Thomas Attwood. Les municipalités radicales qui, l'été passé, avaient toléré, patronné les manifestations populaires, leur devenaient hostiles : quand les agitateurs demandaient à disposer de l'Hotel de Ville pour y tenir une réunion, presque toujours cette faveur leur était refusée ³. O'Connell, qui dans ses discours, sinon dans ses actes, ne connaissait pas la mesure, se déchaînait à présent contre les « Chartistes ⁴ ». Roebuck et Francis Place, délégués par le meeting de Londres pour prendre part aux travaux de la « Convention », donnaient leur démission. Ces défections affaiblissaient à l'intérieur du Chartisme le parti modéré, ce qu'on appelait le parti de la « force morale ». Il resta maître du mouvement à Londres, où les extrémistes ne trouvaient de disciples que parmi les misérables tisseurs en soieries de Spitalfields; à Édimbourg pareillement ⁵. Partout ailleurs triompha le parti de la « force physique », comme l'avait baptisé Feargus O'Connor. C'était celui qui, par ses violences ainsi que par son programme, servait le mieux les desseins de la démagogie tory. « L'agitation chartiste, écrivait le *Morning Chronicle*, n'est que l'agitation de l'*Anti-Poor-Law* déguisée ⁶. »

1. R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 98. — *Ann. Reg.*, 1838, Chron., pp. 168 sqq.

2. *Times*, 1^{er} janvier 1839.

3. R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 94.

4. *Times*, 28 novembre 1838. — Voir les lettres adressées à O'Connell par Oastler et Stephens, *Times*, 4 décembre 1838, 3 janvier 1839. — *Life and Struggles of William Lovett*, p. 191.

5. *Life and Struggles of William Lovett*, p. 199. — R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 84.

6. Article de Sir Edward Lytton Bulwer, cité par le *Northern Star*, 13 octobre 1838.

L'AGITATION CONTRE LE CORN LAW

NAISSANCE ET
PREMIERS PROGRÈS
DE L'AGITATION
(1836-1838)

Les radicaux parlementaires furent amenés à se demander, une fois de plus, comment il leur serait possible de réagir et de retrouver quelque point de contact avec la classe ouvrière.

Or, il était visible, pour qui lisait le compte rendu des grands meetings chartistes, que les assistants attendaient du suffrage universel non seulement la suppression des *workhouses* et la fin du régime des fabriques, mais encore le pain à bon marché, par la suppression des droits de douane dont l'importation des céréales était frappée¹. Sur ce dernier point, le programme des ultra-radicaux semblaient coïncider avec celui du groupe de Bentham. Ne pourrait-on persuader aux ouvriers qu'il était possible d'obtenir la libre entrée en Angleterre des denrées alimentaires sans prendre le chemin détourné de la réforme électorale? concentrer l'attention sur un programme, non politique, mais économique, de libre-échangeisme intégral? apaiser ainsi le différend des usiniers et de leurs ouvriers qui menaçait de dégénérer en guerre sociale, en les ralliant contre les propriétaires fonciers, ennemis communs de l'une et l'autre classe?

L'agitation organisée par les libre-échangistes en vue d'obtenir l'abaissement, ou même l'abrogation éventuelle des droits à l'importation des céréales, n'avait pas attendu, en vérité, pour se produire, les derniers mois de 1838. Depuis deux ans déjà elle se développait. Car depuis deux ans une révolution s'était de nouveau, comme tant de fois auparavant, produite dans l'équilibre économique de la nation. Au début de 1836, l'industrie et les manufactures étaient prospères, les denrées alimentaires étaient à bon marché : c'était l'agriculture qui souffrait. La Chambre des Communes avait subi une motion de lord Chandos, demandant pour les agriculteurs quelque mesure, d'ailleurs mal définie, de soulagement financier²; et la Chambre des Communes et la Chambre des Lords avaient, chacune de leur côté, nommé encore une commission d'enquête sur « la

1. Discours de Fielden au meeting de Manchester, 25 septembre 1838 (R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 61). Meeting de Birmingham, du 6 août : ... a banner... was displayed in the hall, on which was represented the figures of three loaves of different sizes, but all marked at the same price. The English loaf was the smallest, the French loaf larger, but the Russian loaf was the largest of all. Underneath was inscribed : « The effects of the corn laws ». (R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 42).

2. *H. of C.*, 27 avril 1836 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXIII, pp. 333 sqq.).

détresse agricole ». Mais, dès la fin de cette même année, les conditions avaient changé.

Le cours du blé, qui se maintenait, en janvier 1836, aux environs de 38 s. le *quarter*, s'éleva progressivement, atteignit 58 s.. Il ne devait plus s'abaisser au-dessous de 53 s.. En janvier 1839, il approcha de 80 s.. Pourquoi donc attribuer la dépression industrielle à une crise de spéculation ou à la politique maladroite de la Banque d'Angleterre? On pouvait bien expliquer ainsi les désordres qui embarrassèrent les relations commerciales et bancaires de l'Angleterre avec les États-Unis pendant le premier semestre de 1837. Mais les causes présumées du désordre ayant ensuite disparu, pourquoi le voyait-on persister? Les libre-échangistes prétendaient expliquer le malaise par le haut prix des céréales : le malaise durait parce que le cours du blé demeurait élevé. Au moment où le prix du blé, à la fin de 1836, atteint son premier maximum, nous voyons se constituer à Londres une première *Anti-Corn-Law Association* ¹. Ce sont les radicaux parlementaires, les disciples de Bentham et de James Mill — Grote, Molesworth, Joseph Hume, Roebuck — qui tâtent le terrain, quelques semaines avant le moment où ils vont s'aboucher avec l'« Association des Travailleurs » pour rédiger en collaboration avec elle un programme de réforme politique. En mars 1837, le représentant radical d'un des faubourgs de Londres, William Clay, demande à la Chambre des Communes de se prononcer en faveur de l'établissement d'un droit fixe et modéré de 10 s. par *quarter* sur les blés importés. Il obtient quatre-vingt-neuf voix seulement pour appuyer sa motion. Mais, sur ces quatre-vingt-neuf voix, dix lui sont données par des membres du ministère ².

Londres n'était d'ailleurs pas destiné à être le véritable centre de la propagande libre-échangiste. C'est dans le Lancashire qu'elle allait trouver son point d'appui. Cette région présentait des conditions particulièrement favorables au développement de l'opinion libre-échangiste, d'abord parce qu'elle était une région de grande exportation (nous avons vu quelle place énorme occupait le Lancashire dans l'ensemble des exportations anglaises), mais aussi à cause des conditions spéciales auxquelles était soumise l'industrie cotonnière. Les protectionnistes aimaient à tirer argument du péril auquel un pays s'expose en temps de guerre, s'il se met, pour obtenir ses denrées alimentaires, sous la dépendance des producteurs étrangers. Mais l'argument ne touchait pas les fabricants du Lancashire. Car leur industrie avait besoin, par essence, de s'« alimenter »

1. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, pp. 49-50.

2. *H. of C.*, 16 mars 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVII, pp. 562 sqq.). — A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 54.

à l'étranger : le Lancashire recevait d'Amérique sa matière première. De sorte que, lorsque Richard Cobden, dans deux brochures parues en 1835 et 1836, développa l'idée d'une nouvelle politique extérieure, fondée sur le libre-échange et le pacifisme intégral, il répondait au vœu secret de toute la région où il venait de faire fortune. Le Lancashire ne pouvait se passer d'acheter au dehors du coton en premier lieu, mais encore en second lieu du blé, élément constitutif du salaire réel des ouvriers, et par suite en dernière instance du prix de revient des cotonnades.

Poulett Thomson, à qui les libéraux avaient donné une place dans le cabinet de 1830 pour y représenter l'idée libre-échangiste, s'était fait élire en 1833 par le bourg, nouvellement constitué, de Manchester. Des commerçants et des manufacturiers de Manchester avaient fondé, en janvier 1834, un comité pour examiner quelles méthodes il convenait d'employer pour provoquer l'abrogation du *Corn Law* de 1828. En 1835, Richard Cobden, dans sa brochure retentissante sur « l'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique », avait exprimé le vœu qu'il se formât une société pour propager « les vérités bienfaisantes » de la philosophie d'Adam Smith ¹. Il s'agissait, pour Cobden, de prêcher la doctrine libre-échangiste sous son aspect le plus général; mais il se préoccupait plus spécialement de la question du protectionnisme agricole. Les agriculteurs, pour défendre leurs intérêts, avaient constitué autant d'associations que l'Angleterre avait de comtés : pour-quoi, demandait Cobden, s'abstiendrait-on d'en constituer pour lutter contre leur monopole? Il se peut que les radicaux de Londres aient écouté cette suggestion, venue du Lancashire, quand ils fondèrent, à la fin de 1836, l'*Anti-Corn-Law Association*.

Aux élections générales de 1837, non seulement les libre-échangistes gardèrent les deux sièges de Manchester, mais ils en gagnèrent deux autres à Wigan et à Oldham; il s'en fallut de peu de voix que Cobden ne fût élu à Stockport ². Ce n'était pas cependant sur un programme spécifiquement libre-échangiste que ces libre-échangistes se firent élire, et la moitié de la représentation du Lancashire resta protectionniste ³. C'est en 1838 seulement que la revendication du libre-échange commença à devenir pressante. Le prix du blé passa de 55 s. en janvier à 72 s. en septembre, et finit, après une chute temporaire qui le ramena à 64 s., par dépasser 74 s. en décembre pour se rapprocher de 80 s. en janvier. Ainsi s'expliquent les rapides progrès de l'agitation chartiste. Ainsi s'explique

1. *England, Ireland, and America* (Works, vol. I, pp. 31-2).

2. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, pp. 55-6. — John Morley, *Life of Richard Cobden*, éd. pop., p. 13.

3. *Manchester Times*, 7 juillet 1838.

aussi la naissance d'une agitation libre-échangiste, parallèle à l'agitation chartiste.

Le *Manchester Times*, en février 1838, publia un grand article qui semble avoir été le manifeste d'un groupe de propagandistes. L'auteur de l'article, Prentice, s'affligeait de voir les ouvriers perdre tant de temps, dépenser tant d'argent, dans de vaines agitations pour la réduction de la journée de travail, pour le relèvement des salaires, pour la dénonciation de la Loi des Pauvres, et les exhortait à faire plutôt « un grand effort, concerté et énergique, contre le monopole des propriétaires fonciers ¹ ». Il excusait d'ailleurs l'ignorance des ouvriers tisseurs quand il songeait à l'inertie révoltante dont faisait preuve la Chambre de Commerce de Manchester : depuis dix ans elle n'avait pas une seule fois dénoncé un monopole destructeur du commerce anglais ². Le 15 février cette Chambre de Commerce si inerte secoua une longue torpeur, déclara nécessaire d'attirer constamment l'attention du Parlement sur l'injustice du régime existant, et demanda l'abrogation des *Corn Laws* ³.

En conséquence, le Parlement lui-même s'ébranla. Charles Villiers, cadet de grande famille en même temps qu'ami des Buller et des Mill, et qui représentait le bourg industriel de Wolverhampton, demanda la nomination d'une commission parlementaire d'enquête sur les *Corn Laws* : il allait présenter cette motion tous les ans, et devenir le spécialiste de l'abrogation des lois sur les grains comme Grote était le spécialiste du scrutin secret. Il faut croire qu'au moment où il la présenta, l'agitation libre-échangiste n'avait pas encore pris beaucoup d'extension : car il constatait, en la déplorant, l'apathie de l'opinion ⁴. De grands journaux, à Manchester, en Écosse, à Londres faisaient cependant déjà une propagande incessante ⁵. Ebenezer Elliott, le poète ouvrier, était un libre-échangiste déclaré en même temps qu'un chartiste. Au Lancashire vingt-deux mille tisseurs manuels, cédant probablement à l'impulsion

1. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, pp. 57-8.

2. *Min. of Ev. before Select Committee on Import Duties*, 1840, pp. 157 sqq.

3. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, p. 59.

4. *H. of C.*, 15 mars 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLI, pp. 909 sqq.). Voir p. 911 : It might be said, that this was not a fit time to bring forward the question, because there was no excitement on the subject. But he thought that it was not wise to postpone the consideration of so important a subject until there would be neither calmness nor leisure to discuss it. — Sur les relations de Villiers avec les utilitaires, voir J. S. Mill, *Autobiography*, pp. 77, 126, 128. — *Greville Memoirs*, 22 avril 1839 : Charles Villiers, who is a very leading man, and much looked to among them, probably, besides that he really is very clever, on account of that aristocratic origin and connection which he himself affects to despise, and to consider prejudicial to him.

5. Le *Scotsman* et le *Tai's Edinburgh Magazine* à Édimbourg ; le *Glasgow Argus* ; le *Manchester and Salford Advertiser* et le *Manchester Times* ; le *Sun* de Perronet Thompson à Londres.

directe de ces mêmes propagandistes qui avaient inspiré l'article du *Manchester Times*, signèrent une pétition en faveur de l'abrogation des *Corn Laws*. Quand enfin, au mois d'août, il apparut que la moisson serait mauvaise, que la disette était à craindre avec la venue de l'hiver, le moment parut opportun pour appliquer le programme tracé au mois de février par le *Manchester Times* ².

L'ANTI-CORN-LAW
ASSOCIATION
DE MANCHESTER

Le 10 septembre, John Bowring, revenant d'un voyage d'études qui l'avait conduit jusqu'en Égypte, fut reçu à Manchester par une soixantaine d'amis du libre-échange. Dans les discours qui furent prononcés à la fin du banquet, on s'étonna que Manchester n'eût pas encore, à l'exemple de Londres et d'autres villes anglaises, formé une *Anti-Corn-Law Association* ³. Et cependant, si l'on n'en formait une, comment espérer secouer l'apathie de la Chambre de Commerce, qui, après sa manifestation du mois de février, s'était de nouveau endormie? Une série de réunions fut tenue, en petit comité. On décida qu'une cotisation de 5 s. seulement serait exigée, afin d'étendre le cercle des gens auxquels on ferait appel. Dès le 4 octobre, on avait recueilli cent adhésions. Le 11 octobre fut constitué le comité provisoire ⁴.

C'est la semaine suivante seulement que le nom de Cobden fut ajouté aux noms des autres membres. Pendant tout le mois de septembre, il avait voyagé en Allemagne. Très découragé, avant son départ, par ce qu'il appelait l'« ignorance opaque » des ouvriers anglais, persuadé que seules les panacées pouvaient les séduire ⁵, il semble que la décision prise en son absence par ses amis de Manchester ait complètement changé le cours de ses idées. Le voici maintenant qui refuse de prendre au tragique l'agitation chartiste. Tant mieux si elle secoue l'apathie du pays. Les radicaux sont ignorants et étourdis sans doute : le sont-ils

1. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 80. — Cf. *Times*, 4 mai 1838 sur le rapport de la *Handloom Weavers' Commission*.

2. *Manchester Guardian*, 11 août 1838 : article intitulé *The Weather and the Corn Laws*; 25 août 1838 : article intitulé *Prospects of the Harvest. The Corn Laws*.

3. Nous n'avons pu dresser la liste des localités où avait été suivi l'exemple donné à la fin de 1836 par l'Association londonienne. Le *Tait's Edinburgh Magazine*, janvier 1838 (n. s. vol. V, p. 66), signale la formation de sociétés dans l'Ouest de l'Écosse, groupées en une *Central Anti-Corn-Law Association for the West of Scotland*.

4. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, pp. 64 sqq. — *Report from the Select Committee on Import Duties, together with the Minutes of Evidence*, ... 6 août 1840, pp. 157 sqq. (déposition de J. B. Smith).

5. R. Cobden à W. Tait, 17 août 1838 (John Morley, *Life of Richard Cobden*, éd. 1896, vol. I, p. 127).

moins que les classes dirigeantes? « Je crois qu'il est temps encore de rallier les éléments épars autour de la question des *Corn Laws* ¹. »

A première vue la thèse libre-échangiste semblait plus séduisante que la thèse chartiste. Les chartistes offraient au peuple le droit de vote, d'où les nouveaux électeurs tireraient peut-être plus tard toutes sortes d'avantages, mais qui ne pouvait, par lui-même, améliorer matériellement le sort des pauvres. Les libre-échangistes, sans s'embarrasser de revendications politiques, promettaient aux pauvres un bien immédiat et palpable, le pain à bon marché. Les chartistes pouvaient, il est vrai, répondre qu'ils étaient d'accord avec les manufacturiers de Manchester pour demander l'abrogation du *Corn Law*, mais tenaient pour absurde d'espérer qu'on l'obtiendrait du Parlement sous le régime électoral actuel. Si telle était cependant l'attitude des plus modérés parmi les chartistes, de ceux qui, comme Lovett, allaient bientôt professer une philosophie sociale singulièrement voisine de celle de Charles Villiers et de Cobden, O'Connor au contraire, qui, en sa qualité de propriétaire foncier irlandais, avait toujours été un protectionniste déclaré, donna tout de suite au Chartisme une orientation différente. Il y fut aidé par les révolutionnaires, Bronterre O'Brien en tête : ceux-ci déclarèrent l'abolition du *Corn Law* inutile pour l'amélioration du sort des travailleurs, si d'abord on ne supprimait le salariat.

La loi ricardienne des salaires veut que l'ouvrier reçoive, pour prix de son travail, la quantité de subsistances strictement nécessaire pour lui permettre de vivre et de faire vivre sa famille. Que le coût de la vie s'abaisse par l'abaissement des droits perçus sur l'importation des denrées alimentaires, et le salaire réel de l'ouvrier n'en sera pas modifié : c'est le salaire évalué en numéraire qui s'abaissera, afin que le salaire réel se maintienne immuablement au même niveau. Il y avait quinze ans déjà que le coopérateur William Thompson, l'individualiste Thomas Hodgskin, avaient utilisé la loi de Ricardo, pour montrer que le prélèvement du profit par le capitaliste était la véritable cause de la misère ouvrière. En vain les libre-échangistes firent appel à la statistique pour montrer que la hausse et la baisse des salaires ne suivait pas nécessairement la hausse et la baisse du prix des denrées alimentaires; que de 1833 à 1835, par exemple, le pain étant à bon marché, les salaires n'étaient pas tombés en conséquence; que, le prix du blé ayant ensuite doublé, les salaires n'avaient pas augmenté ².

1. R. Cobden à son frère, 5 octobre 1838 (John Morley, *Life of Richard Cobden*, éd. 1896, vol. I, p. 126).

2. T. Tooke, *Hist. of Prices*, vol. III, pp. 51-3; — *Report from the Select Committee on Import Duties*, 1840, V, deposition de Joseph Whetstone.

Les propagandistes du libre-échange avaient trop souvent, par leurs explications, prêté le flanc à l'objection chartiste. Ils ne se lassaient pas d'insister sur ce point que la loi du succès commercial, c'était ce que Cobden appelait le « talisman du bon marché », *the talismanic law of cheapness*¹ : comment les manufacturiers anglais pourraient-ils lutter à armes égales avec les manufacturiers étrangers, si leurs ouvriers coûtaient deux fois plus à nourrir ? Ce qu'ils attendaient de l'abolition des droits à l'importation des céréales, ce n'était donc pas l'amélioration du sort des ouvriers c'était de la main-d'œuvre au rabais.

Avertis par la réplique chartiste du péril que faisait courir à leur cause une argumentation maladroite, Richard Cobden et ses amis comprirent qu'il leur fallait porter ailleurs l'effort de leur polémique. Cobden, Bowring, tous ceux qui avaient voyagé sur le continent ou en Amérique, avaient vu que partout s'organisait la concurrence aux manufactures anglaises ; et ils en trouvaient la raison dans la politique protectionniste que les propriétaires anglais avaient instituée à leur profit. Car les nations continentales ne pouvaient acheter les objets manufacturés anglais qu'avec les produits de leur agriculture ; or, les *Corn Laws* fermaient le marché anglais aux blés du continent. Les nations continentales, ne pouvant écouler leur blé en Angleterre, se trouvant par conséquent dans l'impossibilité de payer les objets manufacturés que l'Angleterre leur offrait, n'avaient d'autre ressource que de se faire manufacturières à leur tour. Les *Corn Laws* protégeaient directement l'agriculteur anglais, indirectement l'industriel étranger.

Les nations étrangères ne se contentaient pas en vérité de cette protection indirecte que constituaient à leur profit les *Corn Laws*. Elles maintenaient, ou renforçaient, leurs propres lois douanières. Vainement le midi vinicole de la France manifestait en faveur d'un libre-échange modéré : le nord industriel, plus puissant que jamais depuis la révolution de juillet, n'accordait au gouvernement anglais que les maigres concessions du tarif de 1836 ; et déjà, en 1839, le gouvernement français parlait de relever les droits sur l'importation des filés de lin : tout ce que les négociateurs anglais obtinrent, ce fut que la France renvoyât à deux ans d'échéance ce relèvement de droits. La Russie protégeait obstinément ses industries naissantes¹. Naples frappait les produits manufacturés d'un droit d'entrée de 100 p. 100. Le gouvernement espagnol, que l'on aurait pu considérer comme étant à la merci des exigences anglaises, restait attaché au vieux système prohibitif. Le *Board of Trade* marquait un seul succès par la

1. R. Cobden, *Russia*, chap. iv (*Works*, vol. I, p. 295).

conclusion du traité de commerce anglo-autrichien de 1838. Il essayait, en revanche, un revers dans les négociations engagées, à la date de 1836, avec la Prusse. Or, de toutes les nations continentales, c'était la Prusse qui, en ce moment même, portait le coup le plus dur aux exportateurs anglais : le *Zollverein* venait de grouper vingt-cinq millions d'Allemands par un seul système de protection douanière contre les importations étrangères ¹.

Les exportateurs anglais trouveraient-ils, en Amérique, une compensation à ce marché européen qui semblait se fermer ? Là-bas aussi, l'horizon était menaçant. Aux États-Unis, les agriculteurs du sud s'étaient, quelques années auparavant, insurgés contre le protectionnisme qui leur était imposé par les industriels de la Nouvelle-Angleterre : ils avaient obtenu un abaissement graduel des droits qui devait les ramener en dix ans au taux immuable de 20 p. 100. Mais le tarif était revisable en 1842, et les protectionnistes préparaient leur revanche ; ils la prendraient certainement si l'Angleterre ne répondait pas à ces concessions par des concessions équivalentes. Même histoire dans l'Amérique du Sud : le Brésil dénonçait le traité de commerce très favorable qui, conclu en 1829, devait expirer en 1844 ².

Il était vrai de dire en un sens, comme le voulait Robert Owen, que le monde souffrait d'une crise de surproduction générale. Seulement cette crise, selon les libre-échangistes, n'était pas, comme le voulait Robert Owen, explicable par des causes inhérentes au régime capitaliste ; elle tenait à une mauvaise distribution des produits. En Angleterre, il y avait excès de produits manufacturés, insuffisance de produits agricoles : avilissement de la valeur des premiers, hausse de la valeur des autres. Ailleurs, il y avait insuffisance de produits manufacturés, excès de produits agricoles : ceux-là étaient hors de prix, ceux-ci s'écoulaient à vil prix. Or, les auteurs de ce désordre, c'étaient les grands propriétaires anglais qui avaient fait voter par le Parlement les lois sur les grains. Supprimer ces lois, ce serait

1. Un seul pays en Europe restait grand ouvert aux importations anglaises, c'était la Turquie. Mais Cobden, pris d'une soudaine et déconcertante admiration pour le protectionnisme russe, n'éprouvait que pitié à l'égard du libre-échange turc. « The very stringent laws which Russia has passed against the importation of our fabrics, are indications of the same variety of character, evincing a desire to rival us in mechanical industry : whilst the apathy with which the Turk sees every article of our manufactures enter his ports without being stimulated to study the construction of a loom or spinning frame, is but another manifestation of his inferior structure of intellect » (*Russia*, chap. 1 ; *Works*, vol. I, pp. 187-8).

2. V. pour l'ensemble du problème, *Commercial Tariffs, and Regulations of the Several States of Europe and America, together with the Commercial Treaties between England and Foreign Countries*, 1841-2 ; — et aussi : G. Poulett Scrope, *Memoir of the life of the right honourable Charles Lord Sydenham*, pp. 76 sqq.

permettre que le jeu des échanges devînt normal entre les manufacturiers britanniques et les agriculteurs étrangers. Ce serait rendre aux usines anglaises leur prospérité compromise. Ce serait donner aux ouvriers, non pas précisément du pain à bon marché, mais purement et simplement du travail.

ALARMES
CHARTISTES. LES
LIBRE-ÉCHANGISTES
PENSENT TOUCHER
À LA VICTOIRE

Tels étaient les arguments que, vers cette fin d'année 1838, les agitateurs chartistes et les agitateurs libre-échangistes commencèrent à se renvoyer, non par le livre et le journal, mais en réunion publique, devant les foules ouvrières.

Les libre-échangistes intervinrent dans les meetings chartistes, et demandèrent à l'assistance d'adopter un amendement à la résolution proposée, de revendiquer, en même temps que le suffrage universel, l'abolition du *Corn Law*. Les chartistes ripostèrent en dérangeant les meetings libre-échangistes, où il ne voulaient voir que des manifestations bourgeoises dirigées contre le parti de la démocratie.

La rapidité avec laquelle se propageait le mouvement libre-échangiste était bien faite, en vérité, pour inquiéter les chartistes. Un certain Paul-ton, qui semble avoir le premier, dans le courant de l'été 1838, inauguré le système des conférences libre-échangistes, partit en tournée à la fin d'octobre, et, après avoir parlé à Manchester, s'en alla à Birmingham, où le conseil municipal, deux mois plus tard, se prononça en faveur de l'abolition du *Corn Law* ¹. Il se promena de tous côtés, porta l'offensive jusque dans des comtés purement agricoles comme le Norfolk : il se vanta en janvier d'avoir parlé, dans sept comtés, devant quatre-vingt mille auditeurs ². Dans la première quinzaine de janvier, de grands meetings furent tenus à Manchester, à Leeds, à Liverpool ³. Les parlementaires, les ministres, allaient-ils se laisser ébranler? Le 28 janvier 1839 se produisit un fait où les ennemis du *Corn Law* crurent voir le signe de la victoire imminente. Le *Times*, si habile à suivre, à deviner les mouvements de l'opinion, soucieux apparemment de ne pas se laisser devancer par un ministère qu'il détestait, se rallia à la thèse libre-échangiste.

Il avait jusqu'alors gardé le silence sur la campagne des hommes de Manchester : s'il avait, une fois ou deux, mentionné le mouvement, ce

1. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 77. — Un amendement chartiste de T. C. Salt à la motion libre-échangiste fut rejetée par 34 voix contre 12. (J. Th. Bunce, *History of... Birmingham*, vol. I, pp. 165-8).

2. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 103.

3. *Northern Star*, 19 janvier 1839 (meeting de Leeds). — A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, pp. 95-6.

n'avait été que pour le critiquer aigrement ¹. Tout d'un coup, dans un *leader* sensationnel, il retourna contre le système de l'échelle mobile le reproche jadis adressé, après 1815, au système du droit fixe : il essaya de démontrer que le régime douanier actuel, avec les perpétuelles oscillations qu'il provoquait dans les cours, ne pouvait pas même être considéré comme avantageux pour les propriétaires fonciers; qu'un droit fixe était préférable à une échelle mobile. Que d'ailleurs ce droit fixe devait être extrêmement modéré, et calculé de manière à compenser tout juste les taxes exceptionnelles auxquelles l'agriculture était soumise. Tant pis si les propriétaires des grands domaines et leurs fermiers devaient renoncer à s'enrichir par la culture des céréales. Car il s'agissait ici des intérêts non seulement de la classe agricole mais de la nation tout entière. Le *Times* ne permettrait pas aux whigs de rapetisser la question en en faisant une question politique : c'est en dehors de toute préoccupation de parti qu'il dénonçait « le système oppressif des *Corn Laws* ² ».

Pendant la quinzaine qui suivit, le *Times* abandonna la question du *Poor Law* pour celle du *Corn Law*. Il devint le bulletin officiel de la propagande libre-échangiste. Propagande de plus en plus intense à mesure qu'approchait la date de l'ouverture du Parlement. Des pétitions étaient signées dans toutes les grandes villes du royaume. Le 22 janvier, l'*Anti-Corn-Law Association* de Manchester se constituait définitivement, et nommait son bureau qui allait devenir bientôt le bureau, non d'une association locale, mais d'une « Ligue Nationale ». Elle décida de procéder comme on avait procédé en 1812 pour obtenir l'abrogation des *Orders in Council*, comme procédaient en ce moment même les chartistes pour demander le suffrage universel, et d'envoyer à Londres des délégués pour porter les pétitions au Parlement, suivre de près les débats de la Chambre des Communes, aider au besoin de leurs conseils les orateurs qui y prendraient part. Le Parlement se réunit le 6 février. Le moment était venu où, après ces longs mois de vacances parlementaires au cours desquels les deux agitations avaient « mûri », les deux revendications populaires allaient se trouver portées devant la représentation légale du pays. En même temps que le Parlement, s'assemblèrent à Londres les délégations rivales des meetings chartistes et de l'*Anti-Corn-Law Association* de Manchester.

1. 22, 23 mars; 15 septembre 1838.

2. Sur l'effet produit par cet article, voir *Greville Memoirs*, 24 janvier 1839 : The question of absorbing interest is now the repeal of the Corn Laws, and the declaration of war against them on the part of the *Times* has produced a great effect, and is taken as conclusive evidence that they cannot be maintained, for the rare sagacity with which this journal watches the turn of public affairs.

LE SOULÈVEMENT CHARTISTE DE 1839

LES DÉLÉGUÉS
CHARTISTES A
LONDRES, ET LEUR
ÉCHEC

Les délégués chartistes étaient au nombre d'une cinquantaine. C'est tout juste si l'on comptait, sur ces cinquante délégués, une majorité d'ouvriers. Il y avait là trois Juges de Paix, de ces Juges de Paix démocrates que lord John Russell avait nommés depuis trois ans, six journalistes, deux médecins, un ministre dissident, un *clergyman* de l'Église Établie — l'excentrique Dr Wade —, un grand manufacturier de Birmingham et de très nombreux boutiquiers¹. Il ne faut d'ailleurs pas croire que, dans cette petite assemblée radicale, les ouvriers fussent nécessairement l'élément avancé, les non-ouvriers l'élément modéré. Les plus violents parmi les orateurs chartistes étaient d'origine bourgeoise : quand Lovett et ses amis voulurent que leur association, à Londres, fût exclusivement composée d'ouvriers, c'est que, par cette exclusion, ils pensaient exclure les démagogues. Mais c'est un fait que les modérés dominaient encore dans l'assemblée, même après la campagne révolutionnaire de l'hiver. Pour des motifs d'économie il avait été décidé qu'un même délégué représenterait au besoin plusieurs districts, et c'est parmi les chartistes domiciliés à Londres qu'on avait cherché ces délégués. Or les chartistes londoniens étaient, en majorité, des modérés.

La première question qui se posa fut de savoir quel rôle les délégués prétendaient assumer à Londres. Venaient-ils simplement, comme on pouvait le soutenir en invoquant les termes des motions votées aux meetings qui les avaient élus, pour présenter au Parlement une pétition, attendre qu'elle eût été examinée, et puis rentrer chacun chez soi? Tel était l'avis de James Cobbett, le fils du grand Cobbett, qui était un des deux délégués de Manchester. Mais sa thèse fut repoussée dès le 5 février, et il donna sa démission². L'eût-on même acceptée, que la Convention n'eût pu se dissoudre sans quelque délai : car il appartenait à la Chambre des Communes de décider selon son caprice à quelle date plus ou moins éloignée la Pétition Nationale viendrait en discussion. D'ailleurs les délégués avaient constaté, en rapprochant leurs documents, qu'ils étaient loin d'avoir obtenu le succès qu'ils avaient escompté : ils avaient compté sur un million

1. *Life and Struggles of William Lovett*, p. 201. — F. Dolléans, *Le Chartisme*, vol. I, p. 289. — M. Hovell, *The Chartist Movement*, pp. 121-22.

2. *Life and Struggles of William Lovett*, p. 203.

de signatures, ils n'en avaient recueilli que six cent mille. Ils prirent donc le parti d'envoyer à travers le royaume des « missionnaires » pour en ramasser de nouvelles. En attendant leur retour, qu'allaient faire ceux qui restaient à Londres?

Les révolutionnaires allèguèrent que la Convention, ayant été élue, en réunions publiques, par un nombre d'électeurs supérieur à celui des électeurs parlementaires, constituait en Angleterre le seul Parlement authentique, le véritable « Parlement du peuple ». Ils demandèrent en conséquence que la Convention se mît en état d'insurrection contre un Parlement « pourri ». Ils n'étaient pas en majorité dans la Convention; mais la thèse qu'ils soutenaient flattait l'orgueil de bien des membres, et ils tenaient, en dehors des séances régulières, des réunions publiques par lesquelles ils pesaient sur les décisions de l'assemblée régulière. Leur langage compromettant détermina d'ailleurs un certain nombre de démissions : celles du D^r Wade et des délégués de Birmingham. Les démissionnaires appartenaient à cet état-major de modérés qui avait pris, un an auparavant, l'initiative du mouvement chartiste ¹. Par ces défections l'influence des révolutionnaires se trouva donc renforcée. Elle le fut plus encore par les nouvelles qu'envoyèrent de province les délégués en mission. A Norwich, on distribuait des piques. A Middleton dans le Lancashire, des coups de feu étaient tirés chaque soir en manière de démonstration. A Rochdale l'« Association Radicale » avait décidé, en réunion publique, qu'elle armerait ses membres de piques, de fusils, de poudre et de balles. Il y avait, disait-on, quatre mille armes à Rochdale, six mille à Oldham, trente mille à Hyde, Ashton, Newton Moore et Staleybridge. Henry Vincent parcourait le sud-ouest, préconisait une marche en masse des ouvriers révolutionnaires sur la capitale. Il provoqua, dans les districts miniers du pays de Galles, une inquiétante fermentation. On apprit le 3 mai à Londres que la petite ville galloise de Llanidloes était tombée aux mains des révolutionnaires ².

La Convention fut peu à peu subjuguée par les extrémistes. Le 7 mars

1. M. Hovell, *The Chartist Movement*, pp. 131, 133.

2. *Times*, 3, 6, 9, 10, 11 mai 1839. — R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 151. — Rien sur cet épisode dans Hovell ou dans Rosenblatt. L'histoire du mouvement chartiste dans le nord du Pays de Galles reste à étudier. Ce fut, probablement, une révolte des petits tenanciers contre l'introduction du *workhouse*, n'ayant rien à voir avec les problèmes de la grande industrie, faisant plutôt songer à une insurrection irlandaise. Voir *Ann. Reg.*, 1837, pp. 137, 145. — Le *Report of the Commissioners of Inquiry for South Wales*, 1844, bien qu'il concerne des troubles un peu postérieurs à la période qui nous occupe, et s'occupe exclusivement de la partie méridionale de la principauté, jette quelques lumières sur les causes de mécontentement dans les campagnes galloises : exploitation des paysans par les *Highway Trusts*, application de la loi de 1836 sur les dîmes, et administration de la nouvelle Loi des Pauvres.

elle condamnait encore solennellement Harvey et toute parodie du robespierrisme à la française. Un mois plus tard, le 9 avril, elle affirmait, par une déclaration de principe, le droit de tout Anglais à posséder des armes. Mais c'est visiblement à contre-cœur qu'elle se laissait entraîner. Elle évitait de donner le signal d'une révolution immédiate, se bornant à délibérer sur les « mesures ultérieures » à prendre, le jour où la Pétition Nationale aurait été rejetée par le Parlement. Le manifeste qui fut, dans les premiers jours de mai, le résultat de ces délibérations portait la marque de ces indécisions. Le début était un franc appel à l'insurrection des « esclaves » du salariat. On s'adressait ensuite à « tous les amis de la paix et de l'ordre », et surtout aux « classes moyennes ». Donner au peuple le suffrage universel était le seul moyen d'éviter une convulsion sanglante. « Nous ne luttons pas pour la réalisation d'un projet chimérique, impraticable. Les principes de notre charte ont été la loi et la coutume de nos ancêtres, en un temps où la propriété était en sûreté, où les travailleurs étaient heureux et contents. » Et, pour finir, la Convention n'osait pas prendre l'initiative de mesures révolutionnaires. Elle décidait que des meetings « simultanés » seraient, à un jour dit, tenus dans toute l'Angleterre (c'était encore une formule renouvelée de 1819), et que, dans ces meetings, la Convention poserait au peuple assemblé un certain nombre de questions. Était-on prêt à retirer tout l'argent déposé dans les caisses d'épargne et les banques? à faire la grève d'un mois — le « mois sacré » — pour imposer l'adoption de la Charte? à prendre les armes pour « défendre les lois et les privilèges constitutionnels, hérités des ancêtres »? à nommer, pendant la prochaine période électorale, à mains levées, et sans s'inquiéter de l'élection légale en cours, des candidats populaires, qui s'en iraient ensuite à Londres pour y être les véritables représentants du peuple ¹? Bref, on adoptait et on n'adoptait pas, tout à la fois, les suggestions des extrémistes. On gagnait du temps en se retournant vers le peuple, et en lui demandant de dire, à une date ultérieure, s'il approuvait ces suggestions.

LA POLITIQUE
MINISTÉRIELLE.
MESURES
DE CONCILIATION

Quand fut lancé le manifeste, la bataille était engagée entre le ministère et les chartistes. Bataille au cours de laquelle les tories reprochèrent aux libéraux de n'avoir pas montré la fermeté nécessaire, de s'être mis, par les preuves répétées de faiblesse qu'ils avaient données depuis 1832, dans l'impossibilité morale de résister : on ne pouvait impunément se coaliser

1. Voir le texte complet de l'adresse, *Life and Struggles of William Lovett*, pp. 209 sqq.

avec les agitateurs irlandais sans donner un encouragement indirect à l'agitation révolutionnaire en Angleterre. Le cabinet, qui se trouvait dans une situation très difficile, sans majorité assurée dans le Parlement ni dans le pays, sut néanmoins durer, résister à la panique, dominer l'émeute, sans recourir, comme avaient fait les tories vingt ans plus tôt, comme ils avaient fait eux-mêmes en Irlande six ans plus tôt, à des lois d'exception. Le Discours du Trône avait déclaré que le ministère se contenterait des lois existantes, appliquées avec fermeté, et qu'il comptait sur le bon sens, sur l'esprit d'ordre du peuple anglais. L'événement justifia cet optimisme. Les ministres firent le nécessaire, et strictement le nécessaire, pour limiter, prévenir le désordre.

Le ministère s'appliqua d'abord à atténuer l'opposition des radicaux parlementaires. On recommençait à se demander si lord Brougham ¹, ou lord Durham ², allait redevenir le chef d'un parti radical organisé. Le *Morning Chronicle* déclarait nécessaire une nouvelle réforme parlementaire — scrutin secret, *household suffrage*, parlements triennaux, — et menaçait le gouvernement de faire défection si les radicaux n'obtenaient pas des concessions ³; et nous avons vu qu'il suffit effectivement, au mois de mai, d'un accès de mauvais humeur radicale pour provoquer une crise ministérielle; qu'il fallut une intrigue de cour pour ramener au pouvoir lord Melbourne et lord John Russell. Que faire donc pour apaiser les radicaux? Lord Melbourne consentit que la question du scrutin secret fût désormais considérée comme une question « ouverte », c'est-à-dire comme une question sur laquelle chaque membre du cabinet était libre de voter à son gré ⁴. Le 18 juin, un membre du cabinet put, avec l'autorisation de ses collègues, voter pour le scrutin secret ⁵; Macaulay, qui venait de se faire élire à Édimbourg sur un programme radical, fut, quelques semaines plus tard, admis dans le cabinet avec le titre de ministre de la guerre. Manifestation sans conséquence : la motion fut rejetée par plus de cent voix de majorité.

En dehors du Parlement, le ministère voulut se concilier, dans la mesure du possible, l'opinion populaire.

L'année précédente, les ministres avaient déclaré la guerre aux *Trade*

1. Croker à Sir Robert Peel, 12 mai 1839 (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, p. 399) : ... He means to be President not of the Council, but of the Republic.

2. *Quart. Rev.*, janvier 1839, art. IX. *Political Affairs* (vol. LXIII, p. 275).

3. *Morning Chronicle*, 25, 28 mars 1839.

4. Lord Melbourne à lord John Russell, Juin 1839 (*Lord Melbourne's Papers*, p. 399). Cf. *Greville Memoirs*, 6, 22 avril, 24 juin 1839.

5. On calcula que 17 membres du gouvernement et de la maison de la reine votèrent pour le scrutin secret, contre 12 seulement qui votèrent en sens contraire (*Ann. Reg.*, 1839, p. 279).

Unions. Ouvrir, comme avait fait le Parlement, une enquête sur leurs crimes présumés, c'était les citer en coupables devant le tribunal de la *gentry* et de la classe moyenne : allait-on revenir en arrière sur la loi de 1825? Le ministère laissa tomber la question. La commission d'enquête publia les dépositions des témoins, mais ne rédigea pas même un rapport ¹. Les ouvriers de Glasgow qui avaient été condamnés en 1837 ne firent pas leur peine. On visa, et, comme nous verrons, on réussit à détacher de l'organisation chartiste les organisations syndicales.

Les « socialistes », c'est-à-dire les disciples de Robert Owen, avaient été, vers 1833, les doctrinaires accrédités de la classe ouvrière. Robert Owen n'avait plus réussi depuis lors à enrôler dans son armée la masse des ouvriers syndiqués. Il n'en continuait pas moins sa propagande, révolutionnaire à bien des égards, nettement irréligieuse; mais, pour réaliser ce qu'il appelait le « nouveau monde moral », il ne comptait que sur la force de la persuasion et de l'exemple. Son but était révolutionnaire, ses méthodes ne l'étaient pas. Il n'était pas même démocrate. Lord Melbourne, qui ne se piquait pas d'orthodoxie religieuse, présenta Robert Owen à la reine, en souvenir du duc de Kent, père de Victoria, qui jadis avait patronné le réformateur. Cent quatre-vingt-quatorze présentations eurent lieu le même jour : trois sujets de la reine eurent seuls les honneurs d'une présentation personnelle, et Robert Owen fut de ceux-là. On cria au scandale; pour la première fois, à la faveur de ce scandale, le mot de « socialisme » sortit du monde ouvrier, fut imprimé dans les grandes Revues et prononcé au Parlement ². Lord Melbourne avait pourtant

1. *First and Second Reports from the Select Committee on Combinations of Workmen; together with the Minutes of Evidence*, 4 juin, 30 juillet 1838. — Cf. lord Melbourne à lord John Russell, 1^{er} décembre 1838 (*Lord Melbourne's Papers*, p. 385). — Voir au contraire une lettre de Wellington à Peel, 18 décembre 1839, très hostile aux *trade unions*, et déclarant nécessaire une revision de la législation de 1825 (C. S. Parker, *Sir Robert Peel*, vol. II, pp. 418-9).

2. *Socialism exposed; or the Book of the New Moral World examined*. By Joseph Mather, 1839. — *The Progress and Tendencies of Socialism. A Sermon preached before the University of Cambridge*, nov. 17, 1839. By George Pearson, 1839. — *Socialism as a Religious Theory irrational and absurd. Three lectures on Socialism as propounded by R. Owen and others, delivered at the Baptist Chapel, South Parade, Leeds*. By John Eustace Giles, 1839. — *Socialism in its moral tendencies compared with Christianity*. By John Eustace Giles, 1839. — C'est donc surtout comme doctrine irréligieuse, non comme utopie sociale, que le « Socialisme » est, à cette date, discuté. — Cf. *Quart. Rev.*, décembre 1839, art. x. *Conduct of Ministers. Seditious Meetings. The Press. Socialism: ... Socialism and Chartism ... are the natural and necessary developments — Chartism of whig principles, Socialism of Dissent* (vol. LXV, p. 304); juin 1840 : « Among the dregs of our population, though under no classical name, the same spirit is working. Socialism is a vulgar pantheism » (vol. LXVI, p. 115). — Le mot apparaît pour la première fois dans le *Times*, 21 octobre (« Socialism or the new Morality ») et 14 décembre (« the alarming advances of democracy, socialism, and Popery, formidable alike to property, morality, trade, civil order, and religious freedom »). — Cf. *H. of L.*, 16, 24, 27 janvier,

raison contre ceux qui s'offusquaient. Le « socialisme » de Robert Owen, en d'autres termes le coopératisme, faisait utilement contrepoids, dans les masses populaires, au jacobinisme révolutionnaire des chartistes.

L'agitation pour le suffrage universel, imaginée d'abord en vue de faire diversion à l'agitation contre la Loi des Pauvres, s'était de nouveau, à la fin de 1838, confondue avec celle-ci. Convenait-il de faire quelques concessions aux ennemis de la Loi des Pauvres? C'est le conseil que beaucoup de radicaux donnaient au cabinet. Les pouvoirs conférés aux trois commissaires par la loi de 1834 allaient expirer : le moment n'était-il pas favorable pour réviser une loi impopulaire, et en établir sur des bases nouvelles le fonctionnement désormais normal? Les ministres résistèrent à ces suggestions : ils furent encouragés dans leur résistance par l'appui que leur donnèrent Wellington et Sir Robert Peel, chefs de ce même parti conservateur où les dénonciateurs de la loi des Pauvres rencontraient une telle faveur. Ils consentirent que les pouvoirs des commissaires fussent prorogés d'un an seulement, et non de trois comme ils l'avaient primitivement demandé¹. Mais ce fut leur seule concession; les pouvoirs des commissaires ne furent pas diminués, et le principe du *workhouse* demeura intact². Ils accordèrent cependant un certain nombre d'atténuations, temporaires et limitées, à l'application du principe : atténuations dont les adversaires de la loi triomphèrent bruyamment; et, dans le Lancashire comme dans le West Riding, où l'attitude de la foule était particulièrement menaçante, on mit une extrême lenteur à introduire le système des *workhouses*³. D'autre part il arriva que, dans un certain nombre de grandes villes, les nouveaux *workhouses*, en temps de crise, ne furent pas suffisants pour contenir les indigents. On se trouva donc obligé de revenir à l'*outdoor relief*. Mais ce fut sous forme de salaires pour constructions de routes ou autres travaux d'utilité publique; et les frais de ces travaux furent supportés par des souscripteurs volontaires, non par les contribuables⁴.

3 février 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LI, pp. 510, 567, 928, 1176); — et lettre de l'archevêque Whately à Nassau Senior, 28 janvier 1840 (E. J. Whately, *Life of R. Whately*, vol. I, p. 451).

1. Un amendement qui eût, dans certains cas, rétabli d'une manière détournée le système de l'*outdoor relief*, faillit être adopté, fut voté un instant par la Chambre des Communes (*H. of C.*, 29 juillet 1839; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIX, pp. 965 sqq.). L'attitude de lord John Russell fut très embarrassée. Voir les protestations indignées du duc de Wellington (*Greville Memoirs*, 22 juillet 1839).

2. *H. of C.*, 15 juillet 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIX, pp. 353 sqq.).

3. M. Hovell, *The Chartist Movement*, p. 87.

4. Sur ces tempéraments, depuis le début de la dépression économique, voir *Ann. Reg.*, 1837, Chron., pp. 143-5, 1838, Chron., pp. 200-1). — *Times*, 22 décembre 1838 : ... the workhouse humbug is everywhere tumbling to pieces; 18 décembre 1839.

MESURES
DE RÉPRESSION

Des mesures pacifiantes ne pouvaient cependant suffire, au point où le désordre était venu. Il fallait, d'une manière ou d'une autre, recourir à la force pour le maintien de l'ordre. C'est alors que le Parlement, sur la demande du gouvernement, institua dans les comtés anglais, par une loi dont nous avons déjà décrit l'économie ¹, une « police rurale », une « gendarmerie ». Et maintenant nous comprenons le caractère de l'opposition que firent au nouveau bill Thomas Attwood, le chartiste, et le jeune Disraëli, un ultra-tory excentrique qui tendait la main aux chartistes. Les adversaires de la Loi des Pauvres triomphèrent. On avait promis que le vote de cette loi viderait les prisons, supprimerait le vagabondage et le crime ² : or, voici qu'après cinq années seulement il fallait créer tout un nouvel organisme policier pour lutter contre la recrudescence du crime. La loi sur la police rurale ne pouvait d'ailleurs exercer son action régulatrice qu'avec le temps, et ne fournissait pas le moyen de lutter contre le formidable déploiement des forces chartistes dans le Nord. On évita cependant de demander au Parlement, comme avaient fait les tories en 1817 et en 1819, le vote de lois d'exception pour limiter la liberté de réunion : une des dispositions des *Six Acts* de 1819, qui n'avait pas été abrogée, fut même modifiée dans un sens favorable à la liberté de la presse ³. On se contenta de faire le nécessaire pour assurer le respect des lois existantes. Dès le mois d'avril, lord John Russell conféra à Sir Charles J. Napier, un officier connu tant pour sa valeur militaire que pour le libéralisme de ses opinions politiques, le commandement du *Northern District* : Sir Charles Napier eut sous ses ordres environ six mille hommes, avec dix-huit canons. La concentration de ces troupes une fois effectuée, le gouvernement lança, le 3 mai, une protestation contre tous ceux qui se réuniraient, avec ou sans armes, pour procéder à des exercices militaires : ordre était donné aux Juges de Paix de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher ces réunions illégales. La proclamation fut suivie d'une lettre de lord John Russell, que les chartistes considérèrent comme une déclaration de guerre civile. Le ministre de l'intérieur autorisait la formation d'une force civique pour la protection des vies et des propriétés, mettait des armes à la disposition de qui en ferait régulièrement la demande. Le 10 mars, Henry Vincent fut arrêté à Londres pour les discours par lesquels il avait déchaîné l'insurrection galloise.

1. Voir plus haut, p. 207.

2. *Times*, 22, 26 juillet ; 6, 18 décembre 1839. — Des *Police Bills* furent accordés aux villes de Birmingham, de Manchester, de Bolton (après les troubles de juillet) : 2 and 3 Vict., c. 87, 88, 95.

3. 2 and 3 Vict., c. 12.

Les délégués chartistes continuaient d'aller de l'avant; mais ce n'est pas sans inquiétude qu'ils sentaient croître l'hostilité de l'opinion bourgeoise. Le grand jury auquel avait été soumis le cas de Stephens prononçait sa mise en accusation et déclarait, sous la foi du serment, que la « Convention » était illégale ¹. Quand, le 6 mai, les délégués, par rangs de deux, la rosette rouge à la boutonnière, apportaient au domicile de Thomas Attwood, roulée sur une énorme bobine, la « Pétition Nationale », signée de 1 200 000 noms, Thomas Attwood faisait des réserves sur certains points du programme, refusait d'introduire à la Chambre des Communes un projet de loi en forme, et demandait aux chartistes de répudier, par une déclaration expresse, tout recours à la « force physique ». Alors éclata la crise ministérielle : peu s'en fallut que les tories ne revinssent au pouvoir. O'Connor tira parti de cette circonstance pour reprendre une demande qu'il avait formulée une première fois le 30 avril; il proposa que la Convention se transférât, le lundi 13 mai, à Birmingham. Les timides et les violents furent d'accord pour adhérer à sa proposition. Les timides, qui redoutaient pour eux-mêmes, à Londres, une arrestation en masse par un gouvernement tory. Les violents, tout le groupe d'O'Connor, qui espéraient ainsi soustraire le mouvement à l'influence des modérés du groupe de Lovett. C'est de Birmingham, en conséquence, que fut lancé, le 13 mai, le manifeste de la Convention. Si les réponses données par les « meetings simultanés » aux questions qu'on leur posait étaient favorables, alors les délégués se réuniraient de nouveau à Birmingham pour appliquer les décisions prises. Dès que le Parlement aurait, comme il fallait s'y attendre, refusé de prendre en considération la Pétition Nationale, la « Convention » de Birmingham se mettrait en insurrection contre le Parlement de Londres et appellerait au besoin cinq cent mille hommes en armes pour marcher sur la capitale.

Les meetings simultanés eurent lieu. Les chartistes assemblés répondirent par l'affirmative au questionnaire de la Convention. Était-ce le prologue d'une révolution à la française? En aucune manière, et tout de suite les différences avec l'état de choses français sautent aux yeux. A Paris, la veille même du jour où les chartistes se transportèrent à Birmingham, Barbès et Blanqui avaient fait un coup de force qui, pendant quelques heures, avait mis l'Hôtel de Ville en leur pouvoir. Émeute absurde, et qui avorta; ce n'en était pas moins la caricature du mouvement révolutionnaire qui avait réussi en juillet 1830, de celui qui devait réussir en février 1848. Une minorité révolutionnaire, dans un pays fortement

1. *Life and Struggles of William Lovett*, p. 205.

centralisé, pouvait, en mettant la main sur le centre de la machine administrative, changer d'un jour à l'autre la forme du gouvernement. Mais les conditions, en Angleterre, étaient tout autres. D'une part, Londres ne jouait, à aucun degré, le même rôle que Paris dans la nation. D'autre part, le foyer de l'idée révolutionnaire, il fallait le chercher non pas à Londres mais dans les régions industrielles de la province. C'est effectivement dans ces régions éloignées de la capitale que les chartistes préconisaient l'adoption d'une méthode nouvelle, qui n'était pas celle des révolutions à la française : ils préconisaient le soulèvement simultané de toute la classe ouvrière, la grève générale, l'arrêt concerté de tout le travail de la nation.

FAIBLESSE RÉELLE
DU MOUVEMENT
CHARTISTE

Malheureusement pour eux, cette méthode était d'une application difficile. Pour qu'elle réussît, il eût fallu qu'elle ralliât l'unanimité des volontés populaires. Mais quand donc a-t-on vu un peuple unanime à faire une révolution? Toute révolution est l'œuvre d'une minorité énergique, exploitant des circonstances favorables : les Parisiens l'ont compris, ont trouvé des circonstances favorables, et fait de Paris, pendant près d'un siècle, la ville classique de la Révolution. Les chefs chartistes voulaient, au contraire, pousser d'abord la masse du prolétariat à la grève générale politique. Mais, avant même de gagner Birmingham, ils étaient avertis que, dans la mesure où les révolutionnaires prenaient la direction du mouvement, les masses se dérobaient, en province aussi bien qu'à Londres ¹. Le Sud avait toujours été et demeurerait inerte ² : les missionnaires chartistes y étaient au mois d'avril en butte aux mauvais traitements de la foule, Vincent faillit être écharpé. L'Écosse n'avait jamais écouté les hommes de la « force physique » : plus que jamais les ouvriers de là-bas protestaient contre leurs violences. Que se passait-il, d'autre part, dans les régions que les chartistes considéraient, en Angleterre, comme leur véritable champ d'action : Birmingham, les Midlands, le West Riding, le Lancashire et les comtés du Nord? Du Worcestershire, du Warwickshire, du Staffordshire, du comté de Durham, et du West Riding lui-même, où pourtant O'Connor avait fixé son quartier général, la Convention recevait depuis un mois des nouvelles décourageantes. Restait le pays de Galles, où il semble que les dispositions populaires fussent menaçantes : mais le pays de Galles, ce n'était pas l'Angleterre ³.

1. *Greville Memoirs*, 30 avril 1839.

2. *Times*, 11, 15 avril 1839. — M. Hovell, *The Chartist Movement*, pp. 129-130.

3. Voir plus haut, note p. 297.

A quoi bon d'ailleurs essayer de dessiner la carte géographique du Chartisme? Il est plus intéressant d'en tracer, à cette date de 1839, le tableau moral. Car le succès de la philosophie marxiste de l'histoire a créé, sur ce point, des illusions contre lesquelles il est difficile, et, pour cette raison même, important de se défendre.

Voici la première illusion. Selon cette philosophie, la misère et le désespoir de la classe ouvrière iraient croissant avec le progrès du machinisme, par le fait même de ce progrès : le Chartisme serait donc une révolte, en quelque sorte automatique, de l'ouvrier de la grande industrie contre la machine qui l'asservit. En réalité les fractions de la classe ouvrière qui constituèrent en 1839 le gros de l'armée révolutionnaire, ce n'étaient pas celles qui travaillaient aux usines. C'étaient d'abord les mineurs du Nord et de l'Ouest. C'étaient surtout les bonnetiers de Nottingham et de Leicester, les tisserands en soieries de Spitalfields, les tisserands en laine du Yorkshire, les tisserands en cotonnades du Lancashire, qui tous travaillaient en chambre sur des métiers. Classe dont le nombre, loin de diminuer, tendait à augmenter : leur décadence n'en était que plus lamentable. Traités en parias par les ouvriers de la grande industrie, touchant des salaires qui n'étaient égaux qu'au huitième des salaires touchés par ceux-ci, ils demandaient l'intervention de l'État, la fixation d'un salaire minimum. Remède pour eux pire que le mal. Car ils ne pouvaient se maintenir, contre la concurrence des machines, qu'en acceptant des salaires de famine. La fixation d'un salaire légal aurait précipité leur ruine, confirmé la victoire du machinisme ¹. Ils étaient donc bien, en un sens, les victimes de la machine, mais d'une manière indirecte seulement, et parce qu'ils avaient à soutenir la concurrence des ouvriers des manufactures, mieux payés, plus heureux ².

1. Lettre d'Ebenezer Elliott à Mr. Tait, reproduisant une lettre de Edw. Sunderland, *stuff weaver*, de Leeds, à Fielden et Oastler (*Edinburgh Tail Magazine*, novembre 1839, p. 253).

2. Sur la décadence de la classe des *handloom weavers*, voir un document très curieux, sous forme d'autobiographie, égaré dans un ouvrage théologique; *A short account of the life and hardships of a Glasgow weaver; with his opinion upon the question at present in hot dispute between Churchmen and Voluntaries. Written by himself. Containing also Remarks.* By David MacIure, printer, author of a letter to Dr. Wardlaw, 1834. — Sur la condition économique des *handloom weavers*, voir *H. of C.*, 7 mars 1833, discours de John Fielden, Wynn Ellis et Gillon (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XVI, pp. 365, 367); 9 mars et 28 juillet 1835 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXVI, pp. 715 sqq.; et vol. XXIX, p. 1152 sqq.); 4 juillet 1837 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XXXVIII pp. 1790 sqq.) : 19 mars 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVI, pp. 871 sqq.). Sur les divers projets tendant à la fixation légale d'un salaire minimum, et en particulier sur le projet de Fielden, voir *Report from Select Committee on Hand-Loom Weavers' Petitions, with Minutes of Evidence and Index*, 1834, pp. III-IV; et *Report ...*, 1835, pp. XIV-XV. Ces deux rapports sont favorables. Quatre ans plus tard, l'hostilité à l'égard de toute espèce d'intervention de l'État entre employeurs et ouvriers est devenue plus forte et le *Report of*

C'étaient les ouvriers des usines qui, parce qu'ils touchaient de forts salaires, avaient constitué les puissantes organisations syndicales auxquelles, vers la fin de 1837, le patronat avait songé à déclarer la guerre. Pour se défendre, les *Trade Unions* s'étaient laissé séduire par le mouvement chartiste naissant. Le *Northern Star*, après un meeting radical tenu à Bury, saluait « le premier exemple d'une *Trade Union* ayant l'intelligence et la hardiesse de déclarer que la politique est une partie essentielle de ses légitimes objets »¹; et, pendant tout l'été, les grands meetings chartistes avaient été de véritables fêtes des corporations ouvrières, où les *trade unions* défilaient par escouades, fanfare et bannière en tête. Mais, quand l'agitation chartiste fut redevenue une agitation contre le *workhouse*, quand les syndicats ouvriers eurent l'assurance qu'ils n'avaient plus à craindre les persécutions du pouvoir, quand Feargus O'Connor et Bronterre O'Brien eurent pris la direction du mouvement, les *trade unions* se déroberent, et le Chartisme ne fut plus qu'une insurrection de la canaille. « Le Chartisme, déclarait mélancoliquement un délégué, ne peut obtenir l'unanimité que dans les rangs des ouvriers les plus mal payés. Les hommes qui gagnent trente shillings par semaine ne se préoccupent pas de ceux qui en gagnent quinze, et ceux-ci se soucient aussi peu de ceux qui en gagnent cinq ou six. Il y a une aristocratie parmi les travailleurs, comme il y en a une dans le monde bourgeois »².

✓ Voici maintenant la deuxième illusion, née, comme la première, du

the Commissioners on the Condition of the Hand-Loom Weavers, 1841, est nettement défavorable (p. 49) : il préconise l'abrogation des *Corn Laws*, et des lois contre la tyrannie des *trade unions*. — On trouvera, sous une forme résumée, des détails instructifs au sujet de la condition des *handloom weavers* dans Michel Chevalier, *Cours d'Économie Politique*, 1842, pp. 167 sqq.

1. *Northern Star*, 31 mars 1838. — Cf. 7 juillet 1838 : ... Antecedently... the different bodies of Trade Unions considered their order sufficiently protected by the rules of their respective associations, and they rested satisfied with the protection which these rules yielded to their society, and therefore became negligent of their political duties from a fanciful reliance upon their associated strength. ... The trades did not formerly join in public meetings; but, for the reasons stated, they now do.... To the trades and Newcastle societies both English and Irish, we are indebted to the splendid and astonishing meeting which took place on Thursday last....

2. Séance de la Convention de Birmingham, 16 juillet 1839 (Dolléans, *Le Chartisme*, p. 117). — Cf. *Ann. Reg.*, 1838, Chron., p. 206 : ... trade unions ... are scarcely ever resorted to, except by those who habitually receive high wages; and they almost invariably make their appearance when trade is prosperous. Ce que l'*Annual Register*, dans ce passage, appelle de hauts salaires, ce sont des salaires de 28 à 31 s., de 30 à 35 s. par semaine. — Et *Morning Chronicle*, 10 septembre 1840 (à propos de la grève générale parisienne) : Neither in England nor in France does the discontent manifest itself strongly in the more intelligent and skilled operatives. In both countries, there is a sort of working class aristocracy, which the rest aim at being equalized with.... In the Chartist Congress the difference of feeling became distinctly marked in the discussions. The Trade Unions of London, embodying the *élite* of the operatives, always stood aloof from the agitation.... They were appealed to again and again, to no purpose.

marxisme. Le Chartisme étant une insurrection des prolétaires contre le capitalisme industriel, et, le marxisme étant considéré comme la meilleure expression théorique de cette insurrection, on cherche instinctivement, à la base du Chartisme, quelque doctrine analogue au marxisme. Or, il est bien vrai que, dans la mesure où la Loi des Pauvres de 1834 est conforme aux principes de l'individualisme, toute révolte contre cette loi peut être considérée comme plus ou moins vaguement empreinte de ce qu'on appellerait aujourd'hui socialisme. Seulement il y avait déjà en 1839 des « socialistes » conscients, qui demandaient l'abolition de la propriété individuelle par la substitution au capitalisme d'un régime coopératif intégral; et nul ne songeait à confondre ce socialisme avec le Chartisme. Lovett et quelques-uns de ses amis avaient été, étaient peut-être encore des « socialistes »; mais ils se dégoûtaient progressivement du socialisme pour aboutir à un individualisme très voisin de celui des disciples de Bentham. Feargus O'Connor, le grand homme du Chartisme, était un individualiste déterminé; Robert Owen, le fondateur du socialisme, était un ennemi du Chartisme. Un seul parmi les chartistes, Bronterre O'Brien, semble avoir voulu introduire dans le mouvement des éléments empruntés à Babeuf et à Robert Owen. Encore le voyons-nous répudier expressément le communisme. Il reconnaît à chaque homme la propriété de ce qu'il a produit par son travail, et semble considérer que, pour toute réforme sociale, il suffit de supprimer l'appropriation individuelle du sol¹. Les propagandistes de l'*Anti-Corn-Law Association* pouvaient noter comme un symptôme favorable le fait que les révolutionnaires chartistes, après avoir dénoncé globalement tous les capitalistes, se trouvaient amenés inconsciemment à se coaliser avec eux pour dénoncer les seuls propriétaires fonciers.

La vérité, c'est qu'il n'y a pas de doctrine chartiste. Le chartisme ne fut qu'une révolte de la faim². Le désespoir populaire s'irritait et s'apaisait, suivant que la récolte était bonne et mauvaise. Nous n'avons pas affaire ici à un peuple révolutionnaire par tempérament et prompt à adopter toute idéologie capable de justifier ses passions destructives. Ces grandes démonstrations, auxquelles des foules innombrables prennent part, sont étrangement pacifiques³. On interdit les réunions aux flambeaux : les

1. Voir un bon exposé de la doctrine sociale de Bronterre O'Brien dans Rosenblatt, *Social and Economic Aspects of the Chartist Movement*, pp. 115 sqq.

2. Raikes à Wellington, 29 mai 1841 : ... The English require to be better fed than the French. Those who aim at popularity with the latter only appeal to their vanity; the former are to be won by their bellies (L. Raikes, *Private Correspondence with the Duke of the Wellington and other distinguished contemporaries*, p. 277).

3. Louis Blanc, *Revue du Progrès*, vol. II, p. 249 (1839) : « Les Chartistes ont formé

ouvriers tournent l'interdiction en se réunissant sans lumières et silencieusement ¹. On interdit toute réunion en plein air, et les autorités locales refusent aux chartistes l'usage des *Town Halls* : alors, le dimanche matin, les chartistes envahissent les églises. Mais ils ne se livrent à aucune manifestation scandaleuse, à aucune déprédation. Ils se contentent d'offrir aux riches leur misère en spectacle. Ils demandent pitié plutôt qu'ils n'intimident ². Déjà, en racontant les soulèvements populaires de 1816 et de 1819, nous avons attiré l'attention sur cette désharmonie entre l'idéologie révolutionnaire des meneurs et les revendications purement économiques des masses. Les choses n'ont pas changé depuis lors, si ce n'est que même à Londres les meneurs révolutionnaires ont perdu du terrain. La seule idéologie à laquelle ces foules ouvrières restent accessibles, c'est l'idéologie chrétienne des sectes dissidentes. Les ministres de ces sectes ont pu, dans les débuts de l'agitation chartiste, marquer de la sympathie pour le mouvement ; il s'agissait de grouper alors toutes les petites gens sur un programme de radicalisme politique. Tout change en 1839 ; et bien des hommes d'ordre, négligeant les calomnies du parti tory, rendent justice à ces églises de petite bourgeoisie : il faut bien reconnaître que leurs ministres, malgré l'ostracisme social auquel ils sont en butte de la part des classes dirigeantes, servent d'auxiliaires officieux à ces classes dirigeantes dans leur lutte contre l'esprit révolutionnaire ³.

'avant-garde de la démocratie de l'Angleterre. Dans leurs meetings ils affectaient jusqu'aux formes extérieures de la démocratie française... Mais c'était pour le gros de la nation plutôt un spectacle qu'un symbole, on venait écouter les orateurs pour passer le temps, et la circulation des voitures n'était pas même interrompue sur les places où ils se tenaient. — Cf. *Life and Opinions of General Sir Charles James Napier*, by Lieut. General Sir William Napier, vol. II, pp. 39, 43, 49.

1. R. G. Gammage, *The History of the Chartist Movement*, p. 153.

2. R. G. Gammage, *The History of the Chartist Movement*, p. 153. — *Ann. Reg.*, 1839, p. 304. — *Times*, 21 août 1839, d'après le *Leeds Intelligencer*: At Bradford, the working men attended St James' Church, having previously sent a deputation to the Rev. Mr Bull, as had been done in other instances, requesting accommodation and that a certain text (*Amos*, VIII, 4 to 8) might be the subject of the discourse.

3. Quelques extraits typiques du *Christian Advocate*, l'organe des « Dissidents politiques », en pleine agitation chartiste, donneront une idée de l'attitude du *Dissent*. 3 juin 1839 : ... (compte rendu du meeting annuel de l'assemblée de la *Congregational Union*). The Rev. J. A. James referred to the numerous revival meetings lately held in this country. Will it be believed by a large portion of the members of the Establishment in this country — that portion that consider the Dissenters as little else than a political faction — that forty Dissenting ministers could meet in three days, solemn public service and private conference, without a passing allusion to the questions which have been agitated with so much bitterness of spirit. — 27 mai 1839 : ... Ten thousand troops would not be removed from Ireland, nor a rocket-brigade sent to Birmingham, for nothing! Yet it seems difficult to reconcile all this with the comparative insignificance of the Chartist meetings, and the somewhat contemptible tranquillity that has followed their note of preparation for open hostility. — 15 juillet 1839 : Far be it from us to apologize for the violence of Chartism ; but that is the puling of children compared with the dangers which must ensue, if, under the

BIRMINGHAM
ET NEWPORT.
AVORTEMENT
DE L'INSURRECTION
CHARTISTE

Le 1^{er} juillet, la Convention se réunit de nouveau à Birmingham. Elle avait reçu de ses électeurs le mandat d'organiser le « mois sacré », autant dire la grève générale. Elle remit sa décision au lendemain du jour où la Pétition aurait été discutée à la Chambre des Communes, c'est-à-dire au 13 juillet, et prit le parti de retourner à Londres, où les députés se trouvèrent de nouveau assemblés le 10. Le 12, par deux cent trente-sept voix contre quarante-huit voix radicales, la Chambre des Communes, après avoir écouté un terne plaidoyer d'Attwood, une vive réplique de lord John Russell, un discours excentrique du jeune Disraeli¹, refusa de prendre la Pétition en considération. Le 13, la Convention s'exécuta, et fixa au 12 août le commencement du « mois sacré ». A Birmingham où depuis une quinzaine la fermentation était extrême, et où, le 8, l'arrivée de renforts policiers venus de Londres avait provoqué une première échauffourée, des troubles graves éclatèrent le 15; tous les magasins de la plus belle rue de la ville furent mis à sac. Alors les ministres prirent le parti de sévir : la Pétition Nationale ayant été apportée et reçue selon les formes au Parlement, l'agitation n'avait plus légalement de raison d'être. Les arrestations se multiplièrent²; et, loin de réagir contre les persécutions, le Chartisme s'effondra.

Le 16 juillet, la Convention adopta une résolution dilatoire, déclara ne pouvoir « assumer la responsabilité de dicter la date ou les modalités de la grève », et nomma une commission de cinq membres, chargée de rédiger l'adresse par laquelle la Convention justifierait ce mouvement de recul. L'adresse parut le 6 août; elle expliquait, en termes à peine voilés, que l'on ne pouvait faire la grève générale sans l'appui des *trade unions*, et que les *trade unions* avaient refusé de répondre à l'appel de « leurs frères moins fortunés »³. Le 12 août se passa presque sans désordres. Le 6 sep-

guise of free and popular institutions, we must longer continue to exclude the people from the fair enjoyment of those physical and moral blessings, which, under the providence of God, we are able, and bound, to confer upon them. — Le 22 juillet, après avoir flétri « the atrocious conduct of the Birmingham rabble », le *Christian Advocate* insinue que le soulèvement « sprang, no doubt, from the loins of that anti-poor law agitation which the tory press has so much encouraged ».

1. *H. of C.*, 12 juillet 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLIX, pp. 220 sqq., 236 sqq., 246 sqq.).

2. 443 condamnations en 1839-40 suivant Lovett (*Life and Struggles*, p. 238); 543 suivant Rosenblatt (*Social and Economic Aspects of the Chartist Movement*, pp. 205-6).

3. « It is the deliberate opinion of this Council, that unless the trades of Great Britain shall cooperate as united bodies with their more distressed brethren, in making a grand national moral demonstration on the 12th instant, it will be impossible to save the country from a revolution of blood.... Under these circumstances, we implore all our brother Chartists to abandon the project of a sacred month.... We also implore the

tembre, la Convention se déclara dissoute. A un banquet qui leur fut offert à Édimbourg en octobre, les hommes d'État libéraux se réjouirent de n'avoir fait appel, pour dominer le Chartisme, qu'« au vieux droit commun du pays »; ils constatèrent que « le Chartisme s'était évanoui en fumée »¹.

Brusquement, le 6 novembre, alors que le Chartisme semblait presque oublié, la capitale apprit, en lisant les journaux du matin, que l'avant-veille une grave insurrection avait éclaté dans la ville galloise de Newport. Plusieurs milliers de chartistes avaient investi l'Hôtel de Ville. Une vraie bataille avait été livrée. On sut plus tard qu'une insurrection générale avait été combinée pour éclater simultanément dans le Yorkshire et dans le pays de Galles. Le mouvement insurrectionnel avait échoué dans le Yorkshire parce que Feargus O'Connor, pris de peur, l'avait contre-mandé; mais il n'avait pas eu le temps de faire parvenir le contre-ordre aux Gallois, et ceux-ci avaient attaqué au jour dit. Ce fut une misérable affaire. Le maire, quelques notables et vingt-huit soldats, commandés par un lieutenant, suffirent à tenir en respect la foule des insurgés, armés de fusils et de piques². Une dizaine de chartistes perdirent la vie dans la bataille, quatorze furent traduits en justice pour haute trahison. En tête de ceux-ci, John Frost, l'organisateur du coup de main, qui avait été jusqu'au mois de mars un des Juges de Paix de lord John Russell. Feargus O'Connor disparut pour un temps, voyagea en Irlande.

Lorsqu'au mois de février 1840 le Parlement rentra en séances, il se trouva naturellement des conservateurs, dans l'une et l'autre Chambre, pour déplorer les désordres récents et en rendre responsable la faiblesse gouvernementale. Si pourtant ils avaient été sincèrement alarmés, aurait-on vu des avocats distingués, membres du parti conservateur, Sir Frederick Pollock, l'avocat Goulburn, s'offrir pour défendre devant les tribunaux les inculpés chartistes? Le thème de leurs plaidoiries se laisse

united trades, if they would save the country from convulsion, and themselves and families from ruin, to render their distressed brethren all the aid in their power, on or before the 12th inst., towards realizing the great and beneficent object of the holiday (R. G. Gammage, *History of the Chartist Movement*, p. 155).

1. Voir la reproduction des discours, *Quart. Rev.*, décembre 1839, vol. LXV, p. 294.

2. Stanhope (*Conversations with Wellington*, p. 195) écrit à la date du 13 novembre 1839 : The Duke gave us a full account of the Newport revolt. There is one thing, he said, always to be borne in mind in this country, and that cannot be impressed too much, though in France it does not prevail, at least not at all to the same degree, that, whenever people do what they know is wrong, and against the law, they become most terribly frightened, and run away. How else can you account for thirty men putting to fight six thousand? — J. West, *A History of the Chartist Movement*, pp. 143-4, émet cependant des doutes sur le nombre présumé des émeutiers, et conclut : « Pour un cas du même genre, voir comment Falstaff raconte son aventure dans le *Henry IV* de Shakespeare, 1^{re} Partie. 6^e acte, scène IV ».

deviner. Les paroles que les chartistes avaient prononcées, les actes qu'ils avaient commis, n'étaient pas plus graves que les paroles et les actes des radicaux réclamant en 1832, avec la sanction du ministère whig, la capitulation de la Chambre des Lords et l'adoption du *Reform Bill*. Parmi les Juges de Paix qui avaient eu la charge de rétablir l'ordre à Birmingham en juillet, on remarquait d'anciens délégués des meetings chartistes. John Frost lui-même avait été un Juge de Paix jusqu'au jour où on avait eu peur de lui, et où on l'avait frappé pour avoir pris part à des meetings dont lord John Russell avait commencé par reconnaître expressément la légalité. C'étaient d'excellents arguments. Mais, encore une fois, les tories tiraient trop bon parti de la peur du Chartisme pour qu'on pût les considérer comme en ayant eux-mêmes bien peur.

Ils voyaient qu'un peu partout les ouvriers chartistes promettaient, en haine des whigs, de venir en aide aux tories quand il y aurait des élections générales. Les « associations conservatrices ouvrières » recrutaient sans cesse des adhérents nouveaux dans le Yorkshire et le Lancashire. Thomas Carlyle venait, dans un brillant essai, de tirer la morale de l'insurrection chartiste. Il considérait qu'elle signifiait la faillite du libéralisme politique, et même du radicalisme, en dépit du fait que le programme apparent du Chartisme était radical et politique. Elle signifiait, à l'en croire, que la question sociale prenait le pas sur la question politique, et que le monde moderne évoluait vers quelque régime monarchique et aristocratique tout à la fois, mystique et paternaliste. L'ouvrage avait, pour le public tory, d'autant plus de prix que Carlyle était plus détaché de toute considération de parti.

Si les classes dirigeantes avaient été un instant alarmées au début de 1839, leur alarme s'était dissipée quand, les chartistes ayant été condamnés à en venir aux actes, leur faiblesse avait éclaté au grand jour. Décidément ce n'était pas ici une révolution à la française, mais un de ces grands mouvements de masse comme le nord industriel en avait connus pendant les années qui avaient suivi le rétablissement de la paix, et sur lesquels on commençait à se blaser ¹. C'est en juin 1837, non en décembre

1. Voir le curieux article d'un fouriériste français, qui voyagea en Angleterre à cette époque, et dont le témoignage (*La Phalange*, 15 août 1839) n'est pas suspect, puisqu'il considère le mouvement chartiste, « on plutôt les idées qu'il développe chez les classes inférieures » « comme étant de nature à bouleverser l'Angleterre de fond en comble ». Mais il ajoute aussitôt : « Voilà l'opinion bien décidée que je me suis faite ici, malgré la parfaite sécurité que professent de ce côté-là les classes supérieures et moyennes de ce pays », et un peu plus bas : « Les Anglais pensent si peu comme moi à cet égard que quand je prononçais devant l'un d'eux le mot de chartistes : « Chartistes ? me disait-on, qui est-ce qui s'occupe de chartistes en Angleterre ? On ne parle des char-

1838, que Greville avait eu raison. Il n'arrivait rien. En Angleterre, il n'arrivait jamais rien.

Pendant tout le printemps et tout l'été de 1839, la question de l'administration de l'Irlande et de la Jamaïque avait pris dix fois plus de temps au Parlement que la question du péril révolutionnaire. Maintenant la Convention était dispersée, les meneurs étaient en prison, et l'on ne songeait qu'au mariage de la reine. Bien loin que l'agitation chartiste eût fortifié au Parlement le parti radical, c'étaient les conservateurs qui prenaient l'offensive pour demander, sur un point, une restriction du droit de suffrage tel qu'il avait été défini en 1832. Lord Stanley déposa un *Irish Registration Bill* qui, sous prétexte de remédier au scandale manifeste de la confection des listes en Irlande, visait à rendre plus difficile pour les petits cultivateurs l'obtention de la franchise, et à diminuer ainsi, par un détour, le nombre des électeurs catholiques¹. Il fallut que le ministère déployât, pendant de longs mois, toutes les ressources de la tactique parlementaire pour empêcher que le bill de lord Stanley ne fût adopté.

PROGRÈS DE L'AGITATION LIBRE-ÉCHANGISTE. LE BUDGET DE 1841

LA PROPAGANDE POUR L'ABOLITION DU CORN LAW

Si l'agitation populaire tournait toujours, comme par une fatalité, à l'avantage de l'Opposition conservatrice, quelle ressource restait-il aux libéraux, aux radicaux parlementaires?

Il leur restait de voir s'il n'était pas possible de se réconcilier avec l'opinion populaire, en opposant le programme de l'*Anti-Corn-Law* au programme de l'*Anti-Poor-Law*, et si, pour employer l'expression d'un journaliste, « Manchester » n'était pas capable de tenir tête à « Tamworth² ».

tistes qu'en France. » « Avant d'en finir, poursuit le collaborateur du journal fouriériste, je veux vous dire un fait qui m'a beaucoup diverti et qui est assez caractéristique. Figurez-vous qu'il y a quelque temps Feargus O'Connor proposa dans un grand meeting à ses chartistes un moyen sûr pour faire la révolution. Je vous donnerais, mon cher, en dix mille à deviner le moyen... le moyen. c'était de l'autoriser à prendre sur le budget de l'Association de quoi aller chercher à Paris cinquante républicains et de leur assurer une paie de 5 à 10 shillings quand ils seraient en Angleterre. « Nous en mettrons, ajoutait-il, de dix à vingt, selon l'importance du lieu, dans chacune des villes où nous voudrions que le mouvement éclate, et vous verrez que, quand vous aurez devant vous ces gaillards, l'affaire ira bien ». — Un Polonais, un certain Beniowski, passa pour avoir organisé le soulèvement manqué du mois de novembre (M. Hovell, *Chartist Movement*, p. 177). — Cf. les textes cités par nous dans notre article intitulé *Chartism* (*Quar. Rev.*, juillet 1921, vol. CCXXXV, pp. 71 sqq.).

1. *H. of C.*, 25 février 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LII, pp. 615 sqq.).

2. *Patriot*, 18 mars 1839 : Can it be doubted by whom the Chartists have been encouraged in their insane violence? But Manchester will be a match for Tamworth yet.

Qu'advenait-il donc, pendant que le mouvement chartiste avortait, du contre-mouvement organisé par le parti du libre-échange?

Les délégués qui se trouvèrent réunis, le 4 février 1839, à Brown's Hotel, juste en face du Parlement, pour apporter la pétition libre-échangiste et veiller à ce qu'elle fût l'objet d'une discussion sérieuse, commencèrent sans doute par nourrir de très hautes espérances. Car, cinq jours après la conversion du *Times*, lord John Russell, *leader* de la Chambre des Communes, dans une lettre adressée à un *Anti-Corn-Law Meeting* qui se tenait dans sa circonscription, avait déclaré nécessaire de substituer au système de l'échelle mobile un « droit fixe et modéré ¹ » : n'était-ce pas le signe que le ministère se ralliait aux vues manchestériennes ²? Mais bien vite les délégués furent désappointés : leur échec fut aussi marqué, plus rapide que l'échec chartiste. La question des *Corn Laws* fut soulevée, dès la discussion de l'adresse, par lord Brougham à la Chambre des Lords, et à la Chambre des Communes par G. W. Wood, le président de la Chambre de Commerce de Manchester. Le ministère avait chargé Wood d'appuyer le vote de l'adresse : c'était une manière de rendre hommage à la Chambre de Commerce de Manchester et aux libre-échangistes de là-bas. Mais Wood avait toujours été, en cette matière, extrêmement tiède : c'est à cause de ses résistances que la Chambre de Commerce avait si longtemps tardé à prendre position sur la question. Il traça un tableau optimiste de l'état, florissant selon lui, de l'industrie britannique en général, de l'industrie cotonnière en particulier ³. Sir Robert Peel tira immédiatement parti de ce discours ; si vraiment l'industrie britannique était si prospère, pourquoi le langage alarmiste tenu par les hommes de l'*Anti-Corn-Law Association* ⁴? Puis vint le moment où lord Brougham à la Chambre des Lords le 18 février, et Villiers le 19 à la Chambre des Communes, tirèrent argument des nombreuses pétitions soumises au Parlement pour demander que l'une et l'autre Chambre ouvrirent une enquête sur la question. Ils prononcèrent de beaux discours. Mais la motion fut rejetée à la Chambre des Lords, à mains levées ; et, si elle obtint, à la Chambre des Communes, un nombre de voix beaucoup plus grand que dans la session précédente — cent soixante-quatorze voix au lieu de quatre-vingt-dix-sept —, elle n'en fut pas moins rejetée à cent quatre-vingt-neuf voix

1. *Times*, 26 janvier 1839.

2. Sir James Graham à Sir Robert Peel, 30 janvier 1839 : Every day throws fresh light on the intention of the government to raise the question of Corn Laws (C. S. Parker, *Sir James Graham*, vol. I, p. 277).

3. *H. of C.*, 5 février 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, pp. 55 sqq.).

4. *H. of C.*, 5 février 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, pp. 104-6).

de majorité ¹. Sir Robert Peel revint à la charge, et remporta un nouveau succès oratoire. On avait prévu deux ou trois jours de débats : tout fut expédié en une séance. Les délégués se rassemblèrent, s'ajournèrent *sine die*, décidèrent de retourner chacun dans sa province. Un mois plus tard, ils étaient de nouveau à Londres pour appuyer de leur présence une nouvelle motion introduite par Villiers : elle fut rejetée comme la première ². Le ministère se dérobait. Le *Times*, rassuré sur les intentions ministérielles, se désintéressait de nouveau de la question du *Corn Law*. Il ne restait d'autre ressource aux libre-échangistes, comme vers la même époque aux chartistes, que de faire appel au pays.

Ils décidèrent, sans perdre de temps, de grouper toutes les villes qui avaient envoyé des délégués à Londres en une organisation unique, qui prit le nom, bientôt fameux, de l'*Anti-Corn-Law League*. Manchester demeura leur centre d'action. Les ennemis des droits à l'importation des céréales y étaient maîtres de la corporation municipale depuis les élections de décembre ³; ils étaient maîtres de la Chambre de Commerce depuis qu'au mois de février, à la date du renouvellement annuel, tous les tièdes — seize sur vingt-quatre, G. W. Wood en tête — avaient été éliminés et remplacés par des libre-échangistes intransigeants ⁴. C'est à Manchester que fut imprimé, à partir d'avril, l'organe de la Ligue, l'*Anti-Corn-Law Circular*. C'est là que s'éleva, sur ce « Champ de Saint Pierre » qui avait été en 1819 le champ de bataille de « Peterloo », le *Free Trade Hall*, vaste édifice destiné à abriter les meetings de la Ligue. 150 pieds de long, 105 de large, 15 750 pieds carrés de superficie. On pouvait y offrir des banquets de 3 800 couverts. Sur le mur qui dominait la chaire présidentielle, on lisait le mot « Justice », en lettres de feu qui avaient un *yard* de hauteur. 20 000 *yards* de calicot blanc et rose en drapèrent les parois ⁵.

Grands meetings en vue de recueillir des signatures pour des pétitions monstres. Incursions faites dans les districts ruraux, par des agitateurs aux gages de la Ligue, afin de rallier à la cause les travailleurs agricoles et les fermiers auxquels on essayait de démontrer qu'ils étaient, eux aussi, sous le régime de la loi de 1828, exploités par les propriétaires. Dans les villes industrielles, obstruction violente des chartistes, subventionnée

1. *H. of C.*, 15 mars 1838 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLI, p. 946); 19 février 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLV, p. 691).

2. *H. of C.*, 12, 13, 14, 15, 18 mars 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVI, pp. 333 sqq., 441 sqq., 628 sqq., 715 sqq., 805 sqq.).

3. *Manchester Guardian*, 15 décembre 1838 : Sur 8 000 électeurs il y eut 3 500 votants. Sauf dans un quartier où six ultra-radicaux (des chartistes) furent élus, les libre-échangistes enlevèrent tous les autres sièges, sans concurrents.

4. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, pp. 110 sqq.

5. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 142.

souvent par le parti tory. Dans les campagnes, persécution organisée par le *squire*, le *parson* et leurs clients. Malgré tout, succès croissant des propagandistes, dont le langage tendait à prendre une allure révolutionnaire. Prentice, dans son *Histoire de la Ligue*, compte, pour la seule année 1840, huit cents conférences, plus d'un million de brochures et de feuilles de propagande, vingt mille exemplaires de l'*Anti-Corn-Law Almanack*, trois cent trente mille exemplaires de l'*Anti-Corn-Law Circular* ¹. La Ligue recueillit, la même année, presque un million et demi de signatures pour sa pétition en faveur de l'abolition totale des *Corn Laws*. Il est intéressant de noter, par contraste, que deux pétitions favorables à l'établissement non pas même du suffrage universel, mais simplement du *household suffrage*, ne recueillirent au total que vingt-deux mille signatures ².

UN RADICALISME ÉCONOMIQUE

Sous l'action des hommes de la Ligue, un nouveau parti radical s'organisait. Il se recrutait chez les industriels, grands et petits, dans la classe moyenne et dans la classe ouvrière elle-même. Parmi les chartistes, le parti de la « force morale », dégoûté par la violence des chartistes révolutionnaires, refit avec les classes moyennes, sur le programme de l'*Anti-Corn-Law*, le pacte d'alliance qui n'avait pas eu de résultats, un an plus tôt, quand il avait été conclu sur le programme du suffrage universel. William Lovett, jeté en prison, écrivit, sous le titre « Chartisme », un opuscule où on ne trouvait plus trace de son communisme d'autrefois. Ebenezer Elliott, le poète ouvrier, qui avait toujours été un adversaire acharné des *Corn Laws*, abandonna le parti d'O'Connor pour le parti de Cobden. Et ce mouvement pouvait bien apparaître toujours comme une continuation du Benthamisme orthodoxe. George Villiers appartenait au même groupe parlementaire que Grote, Roebuck et Sir Charles Molesworth. Bowring avait été le confident des années de vieillesse de Bentham. Seulement les ligueurs manchesteriens, hallucinés par l'idée fixe du libre-échange, laissaient tomber la majeure partie du programme du maître.

Il n'était plus question de déclarer la guerre soit à la monarchie soit à la Chambre des Lords : on éludait les problèmes du radicalisme politique. De même qu'au XVIII^e siècle l'aristocratie whig avait respecté les formes du gouvernement monarchique, se réservant la réalité du pouvoir, de même à présent les industriels, groupés sur le nouveau programme de Manchester, se montraient disposés à accepter la forme aristocratique

1. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 173.

2. *Morning Chronicle*, 14 août 1840.

du gouvernement anglais, pourvu que l'aristocratie leur abandonnât la direction de la politique commerciale du pays. La différence avec le radicalisme benthamique était plus profonde encore. La doctrine de Bentham s'est présentée à nous comme une doctrine à double aspect. Sous l'un de ces aspects, elle considérait la société comme l'œuvre du législateur, comme l'émanation de la loi. Elle ne tendait donc en aucune manière à diminuer les fonctions de l'État : pourvu que l'État démocratisé exprimât la volonté du plus grand nombre, le benthamisme s'accommodait d'une extension marquée de ses fonctions. Sous un autre aspect, la doctrine considérait la société comme un produit spontané de la volonté des individus, en dehors de toute contrainte de l'État. Telle était la tradition de Hume et d'Adam Smith, reprise par l'école de Bentham, et retenue maintenant, à l'exclusion de la tendance contraire, par Richard Cobden et son groupe. Le radicalisme manchesterien se différencia du radicalisme de Bentham par une défiance beaucoup plus absolue à l'égard de toute intervention de l'État.

Renoncez, disaient les hommes de la Ligue, à cette fiction d'une sagesse collective, qui peut guider d'en haut les volontés individuelles. Il n'existe que des individus. Que chacun de ces individus gagne sa vie en travaillant sans s'occuper du voisin, achète au meilleur compte, vende le plus qu'il peut ; et la paix et la justice règneront sur la terre. Philosophie d'hommes d'affaires ? Morale de commis-voyageurs ? Ce serait faire tort à la propagande manchesterienne que de négliger les éléments de sentimentalisme qu'elle renferme. Bien des années avant la formation de l'*Anti-Corn-Law League*, l'Angleterre avait été le théâtre d'une autre agitation, purement désintéressée, et qui avait remporté un plein succès : c'était l'agitation pour l'émancipation des esclaves. Oastler et Stephens avaient copié les formes de cette agitation, se contentant de retourner contre les anti-esclavagistes leurs arguments sentimentaux, taxant ceux-ci d'hypocrisie s'ils refusaient de s'apitoyer sur les esclaves des grandes usines, sur les prisonniers des *workhouses*, aussi malheureux que pouvaient l'être les nègres des Antilles. Maintenant les orateurs de l'*Anti-Corn-Law League* embarrassaient Stephens et Oastler par une argumentation de même ordre. Ils dénonçaient l'hypocrisie de la *gentry* rurale s'apitoyant sur le sort des ouvriers des fabriques, alors que le sort des ouvriers agricoles — ils le prouvaient, statistiques en mains — était tout aussi misérable. Et ce n'étaient pas seulement les ouvriers agricoles qu'ils présentaient comme étant les ilotes de l'aristocratie anglaise ; tous les ouvriers, tous les consommateurs étaient, à les en croire, réduits d'une manière occulte en esclavage par l'institution « diabolique » des *corn laws*. C'était donc un mouve-

ment pour l'affranchissement des esclaves qu'ils avaient entrepris à leur tour; ils faisaient appel, eux aussi, à la sensibilité publique. Sur les plateformes de leurs meetings, ils savaient faire pleurer leurs auditoires. Eux-mêmes, parfois, fondaient en larmes ¹.

Tant d'émotion, chez ces fabricants de cotonnades que leurs adversaires, révolutionnaires ou tories, représentaient d'un commun accord comme de secs égoïstes et d'impitoyables tyrans, déconcerte d'abord. Mais on est moins déconcerté quand on rapproche les grands meetings libre-échangistes de ces meetings religieux organisés depuis un siècle par Wesley, Whitefield, et, de génération en génération, par tous les « prédicateurs ambulants » formés à leur école. Le méthodisme a constitué un vaste système pour exalter et discipliner tout à la fois la sensibilité des foules; et quiconque en Angleterre, depuis Wesley, a organisé un mouvement de propagande, a, consciemment ou inconsciemment, copié le modèle wesleyen. Sans doute, la doctrine libre-échangiste, prise en soi, n'est pas une doctrine sentimentale. Richard Cobden est un utilitaire; et s'il nous dit que ses sympathies vont au protestantisme, c'est pour des raisons de froide politique, c'est parce qu'il considère le protestantisme comme plus favorable que le catholicisme au développement de la civilisation industrielle ². Mais Bowring, dont la visite à Manchester, en septembre 1838, provoqua la formation de l'*Anti-Corn-Law Association*, est un chrétien sentimental, un membre actif de la communauté unitarienne. John Bright, membre du comité provisoire de l'« Association », est un *quaker*. Et dès le moment où la « Ligue » fut constituée, les pasteurs des diverses dénominations nonconformistes y affluèrent.

Soucieux de retenir leurs ouailles sur la pente du chartisme révolutionnaire et de la démagogie tory, ils étaient las de prêcher une sagesse toute négative. Le programme de la « Ligue » les tira de difficulté : ils purent enseigner au peuple une doctrine qui ne fût pas une doctrine de lutte de classes, mais au contraire de paix entre les classes, comme aussi entre les nations. Dieu a voulu que tous les hommes fussent unis : pourquoi des lois mauvaises les dressent-elles les uns contre les autres? Dieu a fait pousser assez de blé sur la surface de la terre pour nourrir tout le genre humain : pourquoi les hommes empêchent-ils le blé, là où il surabonde, de venir rassasier les hommes là où la récolte fait défaut? En 1841, pour

1. Voir l'incident rapporté par Prentice, et qui se produisit le jour où les délégués libre-échangistes furent reçus en audience par lord John Russell (*History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 155).

2. *England, Ireland, and America*, chap. II (*Works*, vol. I, p. 55 sqq.).

remplacer le *Patriot* et le *Christian Advocate* disparus, les sectes dissidentes fondèrent un nouvel organe, le *Nonconformist* de Miall, qui prit pour devise : « La Dissidence du *Dissent*, et le Protestantisme de la Religion Protestante ». Journal dont l'apparition est importante dans l'histoire des idées, puisque le jeune Herbert Spencer allait y faire bientôt ses débuts d'écrivain. La rédaction expliquait, dans un premier article, que, si les Dissidents n'avaient, depuis 1832, su acquérir que si peu d'influence sur la vie politique de la nation, c'est qu'ils s'étaient placés au point de vue étroit de leurs intérêts de secte. Le nouvel organe prétendait représenter « non une classe, mais des principes », le principe « religieux » de « la justice à tous, la liberté pour tous, la paix entre tous », en d'autres termes le libre-échangeisme intégral¹. Le 17 août s'ouvrit à Manchester, sur la question des *Corn Laws*¹, une « Conférence des Ministres de la Religion », à laquelle assistèrent six cent cinquante ministres du culte chrétien, Dissidents évangéliques, sociniens, catholiques. Un seul ministre de l'Église anglicane répondit à l'appel. Les wesleyens s'abstinrent, fidèles à la règle de leur communauté qui leur interdisait de prendre part à une agitation politique quelle qu'elle fût ; Bunting, pape du wesleyanisme, tint néanmoins, par une lettre adressée aux organisateurs de la Conférence, à se déclarer publiquement favorable à l'abrogation des *Corn Laws*. Les délibérations durèrent trois jours ; et l'assemblée décida, par un vote unanime, que les *Corn Laws* constituaient « une grave offense à l'Être au nom duquel les rois règnent et les princes décrètent la justice »². Le libre-échangeisme devenait une religion.

POLITIQUE
BUDGÉTAIRE
DU MINISTÈRE.
LA COMMISSION
DE 1840
SUR LES DROITS
À L'IMPORTATION

L'agitation se trouvant ainsi lancée, quelle influence était-elle appelée à exercer sur la législation ? L'état mauvais, et chaque année aggravé, des finances publiques fournissait un thème facile aux critiques des libre-échangistes ; il ne tenait qu'au ministère libéral de leur donner satisfaction en remplissant les promesses qu'il avait faites quand il avait pris le pouvoir à la fin de 1830. Et

1. *The Nonconformist*, 14 avril 1841 : « At present we have government in excess. Every limb of the nation is pinioned by acts of parliament. Nothing is left to spontaneous growth. Restriction meets us everywhere — regulates our markets, impedes our commerce, cripples our industry, paralyses our religion. These, in our opinion, are the natural fruits produced by mistaking the proper objects of government. The utmost liberty, compatible with social order, we take to be the inalienable right of all men.

2. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, pp. 233 sqq. — Voir un compte rendu, sympathique, de la Conférence, *Morning Chronicle*, 18, 19, 20, 21, 23 août 1841 ; ironique, *Times*, 19, 20, 21 août 1841.

pourquoi avoir tant tardé? D'année en année, les dépenses navales et militaires augmentaient. Jamais elles n'avaient été aussi faibles que dans le projet de budget préparé par Sir Robert Peel pendant son rapide passage aux affaires. Elles montèrent ensuite. Les dépenses militaires proprement dites suivant une progression assez lente : elles passèrent de 6 400 000 l. en 1835 à 6 600 000 l. en 1840. Les dépenses de l'artillerie suivant une progression plus rapide : elles passèrent de 1 100 000 l. à 2 000 000 l.. Les dépenses de la marine plus vite encore : elles passèrent de 4 000 000 l. à 5 500 000 l.. C'est le prix que coûtait la politique de lord Palmerston. Or déjà les libre-échangistes se plaignaient en 1835, avant ces récentes augmentations, que les *whigs* eussent dépensé trop d'argent pour accroître les forces navales anglaises ¹.

Mais ce n'étaient pas seulement les charges du budget qui devenaient plus lourdes; la mauvaise situation économique du pays rendait en outre difficile la rentrée des impôts. Le Chancelier de l'Échiquier ne se trouvait plus dans l'heureuse situation où s'était trouvé lord Althorp : les prévisions de recettes chaque année largement dépassées, le ministère des finances libre en conséquence d'accorder au public les réductions d'impôts qu'il demandait. De sorte que, plus il devenait urgent de remédier au mauvais état des finances publiques, et plus on doutait qu'un ministre prudent osât se rallier à la méthode jadis préconisée par Sir Henry Parnell : sacrifier temporairement des ressources fiscales afin de favoriser la reprise des affaires, et par là rétablir en fin de compte l'équilibre budgétaire.

Le budget de 1836 fut le dernier où il parût possible au ministère d'opérer des réductions sensationnelles d'impôts : consolidation et réduction des droits sur le papier, diminution du droit de timbre sur les journaux, suppression du droit additionnel de 50 p. 100 dont lord Althorp avait frappé les débitants de boissons. En 1837, nulle réduction des charges fiscales. En 1838, un déficit avoué qu'il fallut combler par une émission d'*Exchequer Bills*. En 1839, le Chancelier de l'Échiquier se laissa imposer par le Parlement l'établissement du timbre-poste à 1 d.. Mais il apparut, l'année suivante, qu'il avait eu tort de promettre à la Chambre des Communes que, la situation commerciale s'améliorant, la situation financière allait s'améliorer aussi. Le revenu étant évalué à 46 700 000 l., on prévint, en établissant le budget de 1840, 49 400 000 l. de dépenses : soit un déficit de 2 700 000 l.. Pour le combler, Baring, qui venait de remplacer Spring Rice à l'Échiquier, accrut les *assessed taxes* de 10 p. 100; les droits de

1. R. Cobden, *Russia* (*Works*, vol. I, p. 320).

douane et d'*excise* de 5 p. 100; il établit un droit nouveau de 4 d. par *gallon* sur tous les spiritueux. Même si tous ces impôts devaient être perçus immédiatement, il fallait encore, pour boucler le budget, demander des crédits additionnels que Baring estimait à 395 000 l.. Mais il s'écoulerait des mois avant que les ressources nouvelles fussent intégralement perçues: Baring demanda 850 000 l. de crédits additionnels. C'était consacrer l'abandon de tous les principes financiers invoqués par le parti libéral, quand jadis il était arrivé au pouvoir.

Battus sur la question budgétaire, les libre-échangistes portèrent le combat sur un autre terrain. Depuis que les adversaires des *Corn Laws* avaient ouvert leur campagne, ils s'étaient constamment heurtés à l'objection que les céréales n'étaient pas les seules marchandises qui fussent protégées par un tarif douanier contre la concurrence étrangère. Les lainages, pour se borner à un exemple qui intéressait plus particulièrement l'industrie textile, étaient frappés d'un droit beaucoup plus fort que celui dont les laines brutes étaient frappées à l'importation. Les industriels manchesteriens avaient pris en réalité la précaution de déclarer qu'ils se ralliaient à la thèse d'un libre-échange universalisé. Ils savaient que ces droits, embarrassants pour leur argumentation quand ils déclaraient la guerre aux *Corn Laws*, étaient inutiles pour protéger les puissantes industries anglaises. Pour l'industrie cotonnière, la question ne se posait même pas : le droit qui la protégeait ne pouvait en aucune manière être considéré comme faisant équilibre à celui, gênant et lourd, dont étaient frappés à l'entrée les cotons bruts américains, pour le bénéfice des planteurs des Antilles. Le 5 février 1839, à peine réunis à Londres, les délégués des *Anti-Corn-Law meetings* s'étaient une première fois clairement exprimés à ce sujet¹. Le 18 mars, après l'échec définitif de leurs pétitions, ils avaient, sur la motion de Cobden, constitué un sous-comité de cinq membres pour étudier d'urgence les statistiques douanières, voir quels étaient les droits à l'importation des produits manufacturés aussi bien que des denrées alimentaires qui présentaient le caractère de droits protecteurs, et aviser aux mesures qu'il convenait de prendre pour éclairer sur ce point l'opinion². Joseph Hume obéissait donc certainement aux suggestions de l'*Anti-Corn-Law League*, quand maintenant il demanda à la Chambre des Communes la nomination d'une commission, dont les enquêtes porteraient sur ce point même³.

1. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 108.

2. *Times*, 19 mars 1839.

3. *H. of C.*, 5 mai 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LIII, pp. 1308-9).

La commission fut nommée. Joseph Hume en faisait partie, ainsi que Villiers, et aussi Sir Henry Parnell. Passant outre au vœu exprimé par une minorité protectionniste, elle se déclara bientôt suffisamment éclairée par les témoignages qu'elle avait entendus, et chargea Joseph Hume, le doctrinaire radical, libre-échangiste intransigeant, de la rédaction du rapport. Hume passa en revue le régime douanier institué en 1833, avec ses 1 150 catégories d'objets frappés de droits différents, sur lesquelles dix-sept fournissaient 94 1/2 pour 100 des recettes. A quoi bon frapper les autres catégories? Et ces dix-sept objets eux-mêmes étaient-ils vraiment les mieux choisis dans le double intérêt de la production et de la consommation nationale? N'y avait-il pas contradiction à vouloir à la fois tirer un revenu d'un tarif douanier, vouloir en conséquence favoriser l'importation de l'objet frappé, et se servir de ce tarif comme d'un moyen de protection, en d'autres termes décourager l'importation? Le principe à observer, c'était d'établir des droits sur un petit nombre d'objets choisis de manière à gêner la consommation aussi peu que possible, et par suite à fournir autant d'argent que possible au Trésor. Plus intéressantes encore peut-être que le rapport de Joseph Hume, étaient les dépositions de certains témoins; de John Macgregor, un des *joint secretaries* du *Board of Trade*; de James Deacon Hume, qui venait de prendre sa retraite après avoir été employé pendant trente-huit ans aux Douanes, pendant onze ans au *Board of Trade*; de George Richardson Porter, chef du Service Statistique établi au *Board of Trade* en 1832. C'est principalement sur les dépositions de ces trois hauts fonctionnaires que Joseph Hume fondait les conclusions de son rapport. Il apparaissait donc que le *Board of Trade* était converti à la thèse libre-échangiste.

L'INDÉCISION
MINISTÉRIELLE.
DÉBUTS DE LA
SESSION DE 1841

Bien des gens crurent en conséquence que toute l'enquête avait été voulue, provoquée, dirigée par le cabinet¹. C'était forcer les choses. Il y avait assurément, parmi les ministres, des libre-échangistes déterminés. Nous avons vu, aux premiers jours de 1839, lord John Russell faire sensation par une déclaration publique d'hostilité à l'égard du *Corn Law*. Il reprenait en somme la politique qu'il avait combattue, tout jeune encore, quand elle avait été, aux environs de 1820, adoptée par lord Liverpool. Aux revendications démocratiques dont le caractère révolu-

1. *H. of C.*, 5 avril 1841 : discours de Herries (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVII, p. 914).

tionnaire l'effrayait, il voulait faire diversion en adoptant le programme réformateur des économistes libéraux. Mais il était obligé à présent, pour leur donner satisfaction, d'attaquer de front le monopole des propriétaires fonciers : comment s'étonner qu'il n'ait pas rallié les suffrages de la majorité de ses collègues, membres de la *gentry* et parfois grands propriétaires? Lord Melbourne était d'ailleurs, à tous égards, un homme d'État plus timoré que ne l'avait été vingt ans plus tôt le chef du cabinet tory. Il fit à lord John Russell une opposition intransigeante¹ : d'où la déception infligée par le cabinet aux libre-échangistes lors de la session de 1839. Même résistance en 1840 : lord Melbourne, s'il parla, devant les Lords, le langage embarrassé qui convenait au chef d'un gouvernement divisé, n'en déclara pas moins que soulever la question, la soumettre même à une enquête, c'était faire courir au pays le danger d'une révolution². A la Chambre des Communes, lorsque Villiers introduisit sa motion annuelle en faveur d'une enquête à ouvrir sur l'opération de la loi de 1829, ses adversaires réussirent une première fois, par un stratagème de procédure, à faire avorter le débat; une deuxième fois ils couvrirent du bruit de leurs protestations la voix des orateurs libre-échangistes. Et la motion fut rejetée par trois cents voix contre cent soixante-sept voix³.

Or, il est bien vrai que la violence même avec laquelle lord Melbourne s'exprimait, et les manœuvres obstructionnistes auxquelles se livraient à la Chambre des Communes les défenseurs du *Corn Law*, pouvaient être, jusqu'à un certain point, interprétés par les libre-échangistes comme des signes favorables : n'était-ce pas la preuve qu'on avait peur d'eux? Graham, au début de la session, avait cru que les ministres allaient faire de l'établissement d'un droit fixe une question de cabinet, se laisser battre, et provoquer sur cette question des élections générales⁴. Le radical Warburton, au cours des débats sur la motion Villiers, prédisait qu'elle serait adoptée en 1841 à une majorité triomphante⁵. Il faut bien reconnaître cependant que l'opposition de lord Melbourne demeurait irréductible; que la motion Villiers rassemblait moins de voix favorables qu'elle n'en avait rassemblé en 1839; et que les libre-échangistes furent, en fin de session, très découragés par le médiocre résultat qu'avait obtenu,

1. Lord Melbourne à lord John Russell, 29 décembre 1838; 18, 20, 21, 23, 29 janvier 1839 (*Lord Melbourne's Papers*, pp. 387 sqq.).

2. *H. of L.*, 11 juin 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LIV, pp. 1040 sqq.).

3. *H. of C.*, 1, 2, 3 avril 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LIII, pp. 315 sqq., 432 sqq., 481 sqq.); 26 mai 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LIV, pp. 563 sqq.).

4. Sir James Graham à Arbuthnot, 28 février 1840 (C. S. Parker, *Sir James Graham*, vol. I, p. 293).

5. *H. of C.*, 26 mai 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LIV, p. 627).

au Parlement, leur vaste pétitionnement, si brillamment organisé. « Il ne faudra rien de moins qu'une famine, écrivait Baines, pour leur arracher leur monopole¹. » Le *Morning Chronicle*, en août, avouait à contre-cœur que l'opinion publique était calme, sinon même apathique, qu'il y avait « un arrêt temporaire » dans l'agitation de l'*Anti-Corn-Law*². Les travaux de la commission d'enquête sur les droits à l'importation ne semblent avoir été signalés par aucun grand journal de Londres; et Prentice, qui en publia de longs extraits dans le *Manchester Times*, avoue que, « même à Manchester », peu de gens s'y intéressèrent³.

A vrai dire, en cette fin d'année 1840, la question d'Orient retenait toute l'attention du public; et l'éclatante victoire diplomatique remportée par lord Palmerston parut, en décembre, devoir lever toutes les difficultés qui embarrassaient la politique intérieure du ministère. Quand le Parlement se réunit, le 24 janvier 1841, la politique extérieure fut le thème presque exclusif de tous les discours prononcés pendant la discussion de l'adresse. Wellington se trouva d'accord avec lord Brougham à la Chambre des Lords, Peel avec Hume à la Chambre des Communes, pour regretter que lord Palmerston eût, de gaieté de cœur, compromis les bonnes relations de la France avec l'Angleterre. « Une entente cordiale entre les deux pays, était, déclara Peel, essentielle à la paix et au bonheur de l'Europe. » Il voulait espérer qu'après vingt-cinq années de paix les hommes avaient enfin compris que le maintien de la paix était pour tous non seulement « un avantage inestimable », mais une « grande obligation morale », et qu'il s'était constitué de « nouveaux intérêts matériels » assez forts pour empêcher à l'avenir toute explosion des passions guerrières⁴. Ainsi, pour critiquer la politique extérieure du ministère whig, Peel empruntait à Cobden sa phraséologie pacifiste. Mais, pour l'instant, la position de lord Palmerston semblait inébranlable; et les autres ministres, tout en restant pleins de rancune à son égard, espérèrent pendant quelques jours bénéficier collectivement du prestige acquis par lui seul.

La déception fut rapide. Quatre élections partielles eurent lieu dans les premiers jours de février⁵. Toutes furent défavorables au parti whig; et dans trois des circonscriptions le siège avait été, depuis 1837, occupé par un whig. Ces défaites, qui venaient après bien d'autres défaites subies depuis un an, étaient graves : car le ministère disposait au Parlement d'une

1. E. Baines jun., *The Life of Edward Baines*, p. 260.

2. *Morning Chronicle*, 29 août 1840.

3. A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, p. 165.

4. *H. of C.*, 26 janvier 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, pp. 95-6).

5. Walsall, 2 février : Canterbury, 3 février; Surrey East, 8 février; Montmouthshire, 9 février.

majorité infime. Elles étaient d'autant plus graves que l'*Anti-Corn-Law League* n'était pas sans y jouer un rôle. Après l'échec subi en avril 1840 par la motion Villiers, les membres de la Ligue avaient décidé de s'organiser pour la lutte électorale : se déclarant libres d'attaches « avec tous les partis politiques », ils s'étaient engagés à « faire tous leurs efforts pour obtenir l'élection de candidats favorables à l'abrogation des *Corn Laws* »¹. A Sudbury, en juin, ils avaient marqué une première victoire : le candidat de la Ligue avait eu l'avantage sur le candidat tory. Mais à Walsall, le 2 février 1841, ils exécutèrent une manœuvre plus audacieuse. Le candidat libéral, allié à plusieurs grandes familles de l'aristocratie whig, refusait de se prononcer en faveur de l'abrogation des *Corn Laws*; il dut s'effacer devant J. B. Smith, le président de la Chambre de Commerce de Manchester, qui devint candidat à sa place.

Le candidat manchesterien fut d'ailleurs battu, à une faible majorité, par le candidat tory. Ainsi se trouvait posée, pour les ministres, une question difficile. Ils ne pouvaient se flatter de conserver longtemps, à la Chambre des Communes, l'apparence d'une majorité. Quand ils l'auraient perdue, il leur faudrait ou se démettre ou faire appel aux électeurs : dans l'un et l'autre cas, des élections générales étaient inévitables. Sur quel programme? Si on cédait à la pression exercée par la Ligue, si l'on acceptait le programme de l'abrogation des *Corn Laws*, on compromettrait l'unité du parti sans avoir même (comme le prouvait ce qui s'était passé à Walsall) l'espérance de conserver la majorité dans le pays. Si d'autre part on se refusait encore à faire de la question des *Corn Laws* une « question de cabinet », si l'on voulait qu'elle restât « ouverte » suivant la formule adoptée en 1834, on se heurterait, dans bien des circonscriptions, à l'opposition de la Ligue. Les libre-échangistes s'abstiendraient, ou susciteraient des candidatures indépendantes. Alors ce serait la déroute.

Pendant trois mois les débats parlementaires traînèrent misérablement. Le ministère déposa un projet de loi qui avait pour objet de prolonger de dix ans l'application de la Loi des Pauvres de 1834². Il avait pour

1. Non sans joindre à ce programme libre-échangiste un programme de réforme électorale. Voir *Manchester Times*, 19 septembre 1840 : Free Trade; triennial parliaments; one third of the members to be elected annually; the ballot; and redistribution of seats, and the right of voting to all who can read and write. — Le *Morning Chronicle*, 23 décembre 1840, signale la formation à Leeds d'une *Parliamentary Reform Association*, sur un programme en cinq points qui constitue une atténuation des six points de la Charte. — Mais cela ne venait qu'en seconde ligne, afin de rallier les Chartistes modérés. — Sur cette nouvelle politique, voir A. Prentice, *History of the Anti-Corn-Law League*, vol. I, pp. 158, 169, 174, 175, 184 sqq.).

2. *H. of C.*, 29 janvier 1841 : discours de lord John Russell (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, pp. 155 sqq.).

ce bill une majorité assurée; mais il se heurtait à l'opposition d'un grand nombre d'orateurs, ultra-radicaux d'une part, et d'autre part ultra-tories, qui reprirent avec virulence tous les arguments d'usage contre la tyrannie des trois commissaires et la barbarie du régime des *workhouses*. Le *Times* approuva leurs discours; et, une vacance ayant été déclarée dans le bourg de Nottingham, John Walter, directeur du *Times*, posa sa candidature. Nottingham était une des citadelles du parti libéral; cependant John Walter, en faisant porter tout l'effort de sa campagne sur la question de la Loi des Pauvres, réussit à se faire élire. Ainsi les ministres étaient avertis que le programme de l'*Anti-Poor-Law* avait gardé sa vitalité. Il fallait prévoir, sur ce programme, aux prochaines élections, une coalition des tories avec les chartistes.

Lord Stanley revint à la charge avec son *Irish Registration Bill*¹. Le ministère imagina de lui opposer un contre-projet. Le bill gouvernemental, introduit par lord Morpeth, admit la nécessité de contrôler plus strictement la confection des listes électorales; mais, afin de ne pas restreindre indûment le nombre des électeurs dans les comtés irlandais, il proposa d'abaisser de 10 l. à 5 l. le cens électoral dans ces comtés². Proposition bien maladroite. Il y avait à peine plus de trois ans que lord John Russell, dans un discours retentissant, avait déclaré intangible le *Reform Act* de 1832. Voici que, pour faire plaisir à O'Connell, il le modifiait gravement en Irlande. Le ministère obtint la priorité de la discussion pour le bill de lord Morpeth; mais ce fut à cinq voix de majorité seulement³. Quand vint en discussion l'article qui étendait la franchise électorale dans les comtés irlandais, cet article, amendé par le gouvernement, amendé par l'Opposition, fut rejeté en bloc, à une majorité de trois cents voix contre deux cent quatre-vingt-neuf⁴.

Alors se produisit un coup de théâtre. Baring, *LE BUDGET DE 1841 ET SON HISTOIRE* le 30 avril, exposa son projet de budget. Il commença par expliquer que ses espérances d'il y a un an avaient été déçues. Il avait prévu 49 499 000 l. de dépenses, 48 641 000 l. de recettes : soit un déficit de 858 000 l.. Or, les dépenses avaient été un peu moins fortes qu'il n'avait prévu, mais les rentrées l'avaient été beaucoup moins; le déficit s'élevait à 1 840 000 l.. Pour la nouvelle année, en raison des dépenses accrues de la guerre et de

1. *H. of C.*, 2 février 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, pp. 220 sqq.).

2. *H. of C.*, 4 février 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, pp. 274 sqq.).

3. *H. of C.*, 25 février 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, p. 1126).

4. *H. of C.*, 29 avril 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVII, p. 1274).

la marine, en raison des dépenses extraordinaires que nécessitaient les événements du Canada et de Chine, il demandait 50 731 000 l.. Or, les recettes dont il disposait ne s'élevaient qu'à 48 310 000 l.. Il y avait donc un déficit de 2 421 000 l., réduit à 1 700 000 l. si on négligeait un certain nombre de dépenses non renouvelables. Baring écartait l'idée d'impôts nouveaux : droits de succession sur la propriété foncière préconisés par Hume en 1840, impôt sur le revenu. Il voulait subvenir aux besoins du Trésor, non par l'imposition de nouvelles charges fiscales, mais au contraire, selon l'audacieuse formule libre-échangiste, par l'allègement des charges existantes.

Là où les bois de charpente des colonies subissaient, sous le régime douanier en vigueur, un droit à l'importation de 10 s., et les bois de charpente étrangers, un droit de 55 s., Baring, reprenant l'ancien projet de lord Althorp, proposa de relever à 20 s. le droit de 10 s., d'abaisser à 50 s. le droit de 55 s.. Les sucres coloniaux payaient un droit à l'importation de 24 s. par cent livres; les sucres étrangers, un droit de 63 s.. Baring reprit, avec une très légère atténuation, une proposition faite en 1840 par un membre radical du Parlement nommé Ewart ¹ : il maintint le droit sur les sucres coloniaux à son niveau actuel, mais abaissa le droit sur les sucres étrangers à 36 s.. De la facilité nouvelle ainsi donnée à l'importation de ces deux articles, il attendait un accroissement de recettes de 1 300 000 l.. Restait à trouver 400 000 l.. Loin de chercher, pour combler ce trou, des ressources nouvelles, Baring s'en prit au troisième grand monopole — non plus colonial, mais anglais —, au monopole des grains. Il proposa d'abaisser les droits à l'importation des céréales. Cet abaissement n'était pas effectivement inscrit au budget; mais, avant même que Baring se fût levé pour présenter son budget, lord John Russell avait annoncé à la Chambre qu'il lui demanderait, le 31 mai, « de prendre en considération les lois relatives au commerce des grains ».

Peut-on deviner comment le cabinet avait été amené à prendre enfin cette décision sensationnelle? Bien que le mystère des délibérations ministérielles n'ait jamais été révélé, il semble que l'on puisse reconstituer de la manière suivante la marche des événements.

Les conservateurs accusèrent les ministres d'avoir improvisé leur budget dans le courant de mars ou même d'avril, pour sauver leur situation parlementaire compromise. Ils les accusèrent, plus précisément, d'avoir

1. *H. of C.*, 25 juin 1840 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LV, pp. 77 sqq.). Ewart demandait l'abaissement des droits sur les sucres étrangers à 34 s.. — Cf. *H. of C.*, 28 juin 1839 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. XLVIII, pp. 1021 sqq.), une première motion d'Ewart relative aux *Sugar Duties*.

préparé simultanément deux budgets, « l'un pour le beau, l'autre pour le mauvais temps », et d'avoir produit le second, quand le temps s'était décidément gâté ¹. Les ministres le nièrent avec énergie; et il faut les en croire. Il est probable que, dès avant la rentrée des Chambres, plusieurs ministres avaient réclamé un budget libre-échangiste. Depuis deux ans déjà lord John Russell demandait un abaissement des droits sur les grains. Depuis deux ans, la fraction libre-échangiste du cabinet demandait une attaque simultanée contre les trois grands monopoles ². Il est tout naturel qu'au début de 1841, ayant été depuis quatre mois humilié et bafoué, à l'intérieur du cabinet, par lord Palmerston, lord John Russell désirât prendre sa revanche.

Nous voyons, dans les premiers jours de janvier, un journal radical, le *Spectator*, publier en appendice un résumé très étendu du rapport publié, l'année précédente, par le *Committee* de Joseph Hume. Trente mille exemplaires en furent distribués ³. Il est probable que les ministres libre-échangistes encouragèrent cette propagande. Nous voyons, le jour même où le Parlement rentra en séances, la « Revue d'Edimbourg » consacrer un long article aux travaux de cette même commission, et réclamer une réforme radicale du régime douanier anglais ⁴. Tout le monde considéra cet article comme inspiré par le ministère ⁵. Mais quoi? La « Revue d'Edimbourg » ne demandait pas que l'on incorporât immédiatement cette revision douanière au budget : elle proposait que l'on procédât comme on avait procédé naguère pour la réforme de la Loi des Pauvres, qu'une commission royale d'enquête fût nommée. Si l'on adoptait cette méthode, la commission ne pourrait, à mettre les choses au mieux, déposer son rapport avant l'été : la réforme, au cas même où l'on irait vite en besogne, était donc remise à 1842. Signe manifeste que le cabinet n'avait pas, à cette date, pris de décision ferme : il en était encore à tâter l'opinion. L'idée d'une revision des droits sur les grains se heurtait encore probablement à une opposition

1. *H. of C.*, 4, 7 juin 1841. (*Parl. Deb.*, 3rd, ser., vol. LVIII, pp. 1239, 1264, 1266-7 : discours de Sir Robert Peel; réponse de lord John Russell; réplique de Sir Robert Peel.

2. Journal de lord Sydenham, 21 septembre 1839 : ... in England, there is little to be done by me. At the Exchequer, all that can be hoped is to get through some BAD TAX. There is no chance of carrying the house with one for any great commercial reform, timber, corn, sugar, etc. (G. Poulett Scrope, *Life of lord Sydenham*, p. 102).

3. *Spectator*, 2 janvier 1841. — *H. of C.*, 30 avril 1841 : discours de A. Chapman et de Hume (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVII, pp. 1365-6).

4. *Ed. Rev.*, janvier 1841, art. v. *Customs' Duties. — Effects of the Protective System* (vol. LXXII, pp. 418 sqq.).

5. *Quatr. Rev.*, juin 1841, art. VII. *The Budget and the Dissolution* (vol. LXVIII, pp. 243-5) : This report was made the subject of an article in the *Edinburgh Review*, of last January, attributed to two official pens.... This article ... was published just at the opening of the Session.

irréductible; et, pour ce qui est des droits sur les sucres et les bois de charpente, on attendait les réponses des gouverneurs coloniaux, qu'on avait consultés. D'où le silence observé par le discours du trône sur la question budgétaire.

Le 2 février, le ministère soumit à la Chambre des Communes un projet de loi qui devait, s'il était adopté, mettre sur un pied d'égalité à leur entrée en Angleterre les rhums des Indes Orientales avec les rhums des Indes Occidentales, favorisés jusqu'alors¹. C'était encore un moyen employé pour tâter l'opinion : comment les planteurs des Antilles, comment leurs amis du Parlement, allaient-ils accepter cette première atteinte à leurs intérêts? Nous savons qu'au même moment Baring exposait à ses collègues un premier projet de budget, où étaient abordés le problème des sucres et le problème des bois de charpente². Le bill sur les rhums fut très bien accueilli aux Communes : Sir Robert Peel prononça un discours libre-échangiste, dont le *Times* le félicita³, et qui dut remplir d'aise les ministres. Mais le projet de Baring ne touchait pas aux droits sur les grains. Le 9 février, par un memorandum communiqué à ses collègues, lord John Russell protesta contre cette omission⁴. C'est le moment où, coup sur coup, les whigs subissaient une série de défaites électorales : comment ne pas établir un lien entre ces défaites et le memorandum de lord John Russell?

Lord John Russell ne demandait d'ailleurs pour l'instant qu'une échelle mobile atténuée. A quelle date le budget de 1841 fut-il ratifié par le cabinet sous sa forme définitive : réforme des droits sur les grains, substitution d'un droit « fixe et modéré » à l'échelle mobile? On serait porté à croire, sur la foi des déclarations ministérielles, que ce fut dans la deuxième moitié de février. Mais ces déclarations sont singulièrement imprécises⁵,

1. *H. of C.*, 2 février 1841 : discours de Labouchere (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, pp. 204 sqq.).

2. Sp. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, p. 368. — Baring, dans cet avant-projet, commet la même erreur que lord Althorp avait commise en 1831, et, pour mieux égaliser les droits à l'importation des bois de charpente de toute provenance, propose de relever les droits à l'importation des bois canadiens.

3. *H. of C.*, 12 février 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVI, pp. 617 sqq.). — *Times*, 15 février 1841.

4. Sp. Walpole, *Life of lord John Russell*, vol. I, pp. 368-9.

5. *H. of C.*, 7 mai 1841 : discours de lord John Russell (vol. LVIII, p. 18). Lord John Russell, dans ce discours, déclare avoir reçu, le 30 avril, une lettre de lord Sydenham (Poulett Thomson, devenu sous ce nom gouverneur du Canada), écrite en réponse à une lettre de Londres pour l'informer de la décision prise. Il semble difficile d'identifier cette lettre avec la lettre du 21 mars que G. Poulett Scrope reproduit (*Life of Lord Sydenham*, pp. 89-8). Elle aurait donc été écrite entre le 22 et le 25 : car la lettre ne saurait guère avoir quitté Québec à une date plus tardive. C'est le 7, le 10, le 19 avril, que les groupements commerciaux du Canada, informés à leur tour par lord Sydenham, commencent à s'émouvoir de l'atteinte qui va être portée à leurs intérêts (*Correspondence*

et deux faits seulement sont certains. Il s'organisa, vers le début de mars, un mouvement de pétitionnement pour une revision générale des droits de douane ¹ : probablement les ministres le mirent en branle. Au même moment, Labouchere, qui avait remplacé Poulett Thomson au *Board of Trade*, soumit à la Chambre des Communes un vaste projet de réforme du régime des douanes coloniales ². Il s'agissait de supprimer les entraves qui gênaient encore, dans l'intérêt des exportateurs anglais, le commerce des colonies avec les pays étrangers. Il s'agissait, en d'autres termes, d'offrir par avance une compensation au commerce des Antilles et du Canada pour le gros sacrifice qu'on se préparait à leur demander. Les orateurs ministériels expliquèrent avec insistance qu'en introduisant ce projet de loi, ils ne faisaient que se conformer aux conclusions de la commission de 1840. Ils expliquèrent encore qu'ils ne faisaient que poursuivre la politique inaugurée avec tant de succès par le parti tory, au temps où Huskisson présidait le *Board of Trade* ³. Visiblement ils espéraient, sur cette question du libre-échange, affaiblir, en la divisant, l'Opposition conservatrice. Lord John Russell croyait peut-être que le chef même de cette Opposition, Sir Robert Peel, ne pourrait éviter de donner son adhésion au libre-échangisme ministériel.

En quoi il se trompait. Il avait, dans le cabinet, remporté la victoire, une double victoire. Sur lord Melbourne, qui capitulait après deux ans de résistance. Sur lord Palmerston, qui était rejeté au second plan, lord John Russell redevenant le grand homme du parti libéral. Éviter de toucher à l'Église, laisser dans l'ombre la question de la réforme électorale, concentrer son action sur un programme strictement économique, reprendre l'œuvre de réforme financière préconisée par Sir Henry

between the Secretary of State for the Colonial Department and the Governors of the British Possessions in North America, relative to proposed Alteration in the Duties on Timber, 1841. A quelle date peut avoir été écrite la lettre de Londres qui donne à lord Sydenham l'information en question? Entre le 15 et le 20 février : en d'autres termes, bien peu de jours après la date à laquelle lord John Russell rédigea son memorandum. Il y a donc lieu de se demander si le discours de lord John Russell n'est pas volontairement équivoque; si le projet du budget dont on informait lord Sydenham n'était pas ce premier projet qui révisait les droits sur les sucres et les bois, mais non pas les droits sur les grains. La question resterait donc entière : à quel moment (sans doute avant le 11 mars) la réforme des droits sur les grains fut-elle incorporée au budget? à quel moment (peut-être après le 11 mars) y eut-il adoption du système d'un droit « fixe et modéré », au lieu d'une échelle mobile modifiée?

1. *Morning Chronicle*, 10, 13, 20 mars; 27 avril 1841. — *H. of L.*, 29 avril 1841; *H. of C.*, 10 mars, 28, 30 avril 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVII, pp. 83, 1166, 1242, 1294).

2. *H. of C.*, 12 mars 1841 (*Parl. Deb.*, vol. LVII, pp. 148 sqq.).

3. V. le discours de Herries, faisant l'éloge de Huskisson (*H. of C.*, 5 avril 1841, *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVII, p. 905) : discours dont s'empare immédiatement lord John Russell (*Ibid.*, p. 909).

Parnell en 1830, manquée par lord Althorp en 1831, telle était la nouvelle politique de lord John Russell, devenue sous son impulsion la politique du ministère tout entier. Mais il fallait, pour être vraiment vainqueur, obtenir maintenant l'adhésion du Parlement et du pays. Or, c'est ce qui n'arriva pas.

DÉBATS
PARLEMENTAIRES.
ÉLECTIONS
GÉNÉRALES.
LA VICTOIRE DE SIR
ROBERT PEEL

La discussion du budget fut ouverte le 7 mai; et du 7 au 18 mai la Chambre des Communes discuta la réforme des droits sur les sucres. Ce fut un de ces grands et solennels débats qui faisaient l'orgueil du Parlement anglais. Quatre-vingts orateurs prirent la parole, parmi lesquels lord John Russell, lord Stanley et sir Robert Peel : le discours de lord John Russell fut unanimement considéré comme un chef-d'œuvre. Mais plusieurs membres de l'aristocratie whig, propriétaires fonciers et protectionnistes, firent défection. L'Opposition conservatrice exploita contre le ministère les sentiments antiesclavagistes du peuple anglais : voulait-on favoriser l'importation du sucre brésilien, produit du travail servile, au détriment du sucre des Antilles, produit du travail libre? Quand, le 18, les deux partis se comptèrent, le ministère eut deux cent quatre-vingt une voix, l'Opposition trois cent dix-sept : il était donc en minorité de trente-six voix.

Il avait le choix entre deux politiques : ou démissionner tout de suite, ou continuer à gouverner, provoquer un vote sur la question des grains, et faire alors seulement appel au pays. Lord Melbourne penchait pour la première alternative : il était protectionniste, et se sentait entraîné par ses collègues là où il n'avait pas envie d'aller. Mais il capitula une fois de plus. La discussion du *Poor Law Bill* fut ajournée; Baring demanda, le 20 mai, à la Chambre des Communes, de voter les « droits habituels sur le sucre »; et lord John Russell annonça que le 4 juin il poserait la question des *Corn Laws*. Sir Robert Peel ne lui en laissa pas le temps : sûr maintenant de la victoire, il annonça que, le 27 mai, il demanderait à la Chambre des Communes de déclarer que le ministère ne possédait passa confiance et que son maintien était contraire à l'esprit de la Constitution. Les débats durèrent une semaine; ils prirent fin le 4 juin, c'est-à-dire le jour même où lord John Russell avait eu l'intention de poser la question des *Corn Laws*. Trois cent douze membres votèrent pour la résolution introduite par Sir Robert Peel; trois cent onze votèrent contre. Le ministère avait encore le choix entre deux politiques : démissionner, ou prendre l'initiative de la dissolution. C'est au second parti qu'il s'arrêta.

La proposition de lord John Russell, que le cabinet faisait sienne, c'était l'établissement d'un droit fixe et modéré sur l'importation des grains, non pas l'abolition de tout droit. Les membres de la Ligue lui reprochèrent sa timidité. Mais au Parlement, les libre-échangistes se déclarèrent satisfaits, Villiers en tête : seul Grote tint bon, et refusa de transiger. En fait, la cause du libre-échange, malgré des tempéraments nécessaires, obtenait un indiscutable succès : car lord John Russell annonçait l'intention de proposer un droit fixe de 8 s. par *quarter* ¹, inférieur par conséquent de 2 s. au droit dont Ricardo s'accommodait vingt ans plus tôt. Au bout d'un peu plus de deux ans d'existence, la « Ligue » fondée à Manchester forçait donc le ministère whig à faire cause commune avec elle. Seulement, il était bien tard pour rajeunir un parti aussi fatigué, la veille même d'élections générales, par un programme entièrement nouveau. Les élections, qui commencèrent le 28 juin et s'achevèrent le 17 juillet, furent un désastre pour le parti ministériel. Comme toujours, les libéraux conservèrent la majorité en Écosse et en Irlande; mais ce fut une majorité diminuée. Si même elle était restée ce qu'elle avait été en 1835 et en 1837, elle n'aurait pas suffi à compenser la majorité décisive que les conservateurs obtinrent dans les circonscriptions proprement anglaises. Les libéraux perdirent quelque terrain dans les bourgs, qui se trouvèrent divisés à peu près également entre les deux partis. Les conservateurs balayèrent les comtés, qui n'eurent plus que vingt-trois représentants libéraux contre cent trente-six opposants. Les conservateurs disposèrent, au total, d'une majorité de soixante-seize voix ².

L'adhésion subite du cabinet à la thèse de l'abolition des *Corn Laws* n'était apparue au public que comme une manœuvre électorale : et la manœuvre avait échoué. Sir Robert Peel remportait enfin la victoire qu'il avait attendue, préparée depuis tant d'années. Mais cette victoire, était-ce bien celle qu'il avait voulue? Au lendemain de la Réforme de 1832, il avait prévu que le parti radical, ennemi de la monarchie, de l'aristocratie et de l'Église, allait gagner du terrain à chaque élection générale. Il n'avait pas désespéré cependant du prestige que conservaient pour le peuple anglais les vieilles institutions du royaume; et

1. *H. of C.*, 7 mai 1841 (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVIII, p. 16). Il convient, il est vrai, d'ajouter que le droit de 10 s. proposé jadis par Ricardo avait pour objet de faire compensation aux charges spéciales qui pesaient sur les propriétaires fonciers : or ces charges pouvaient être considérées comme ayant été très allégées dans l'intervalle par la réforme des *Poor Laws* et diverses suppressions d'impôts.

2. Sur les élections de 1841, voir un excellent article de Duvergier de Hauranne, *De la dernière session du Parlement anglais et du prochain ministère* (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} août 1841; vol. XLIX, pp. 341 sqq.; en particulier pp. 372-3, 375).

il avait patiemment attendu le jour où il lui serait donné de rallier, sous sa direction, dans les rangs du parti « conservateur », les débris du vieux toryisme et du vieux whiggisme, devenus hors d'usage. Les événements avaient déjoué son attente.

Les radicaux n'avaient réussi ni à se constituer en tiers-parti indépendant des deux partis historiques, ni à absorber le parti libéral. Leurs revendications en matière de réforme administrative et ecclésiastique n'avaient pas été satisfaites; le Parlement libéral avait voté des lois de compromis; et c'était Sir Robert Peel qui, bien souvent, avait trouvé la formule de ces compromis. Les radicaux avaient d'ailleurs été débordés par les violences révolutionnaires des chartistes; et O'Connell les avait discrédités, comme il avait discrédité les ministres eux-mêmes, en leur imposant son alliance. Il apparaissait en somme que l'Angleterre, jetée pour un temps, par le contre-coup de la révolution française de 1830, en dehors de ses voies insulaires et normales, tendait à y rentrer au bout de peu d'années. Maintenant le parti libéral, cédant à la pression exercée par l'*Anti-Corn-Law League*, se présentait aux électeurs sur un programme réformateur et cependant bourgeois, « libéral » puisque c'était une déclaration de guerre au monopole des propriétaires fonciers, et cependant « conservateur » au sens que Sir Robert Peel aimait à donner à ce mot, puisqu'il laissait intact tout l'édifice constitutionnel du royaume, le consolidait en détournant sur d'autres idées réformatrices l'attention du public¹; un programme très semblable en somme, bien que plus audacieux, à celui qui avait si bien réussi au ministère de lord Liverpool quelques années avant la crise du *Reform Bill*. Le parti conservateur redevenait par contraste un parti tory au sens le plus étroit, le plus violent du mot. Pour défendre les privilèges politiques et économiques des propriétaires terriens, il acceptait contre la bourgeoisie manufacturière toutes les coalitions, allait jusqu'à conclure avec les hommes de Feargus O'Connor ce qu'on appelait, depuis l'élection de Walter, le « traité de Nottingham² ». Sir Robert Peel tolérait que les candidats de son parti pratiquassent, dans les circonscriptions, cette politique d'alliance avec les ultra-radicaux que personnellement il évitait de pratiquer au Parlement : et c'est par des déclarations de guerre au *factory system* et au régime des *workhouses* que, dans

1. Lord Sydenham à lord John Russell, 25 mai 1841 : ... You have taken a bold step... It has every thing to recommend it, in what it touches, and in what it lets alone. It does *not* meddle with religious prejudices; it does *not* relate to Ireland; it does not touch on any of the theoretical questions of government on which parties have so long been divided (Poulett Scrope, *Life of lord Sydenham*, p. 89).

2. *H. of C.*, 2 juin 1831 : discours de Handley (*Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVIII, p. 1042).

bien des bourgs anglais, les candidats « conservateurs » obtinrent l'appoint nécessaire pour remporter la victoire.

Sir Robert Peel, par tous ses antécédents politiques, n'était pas à sa place comme chef d'un tel parti; plusieurs parlementaires, au cours des grands débats qui précédèrent les élections, en éprouvèrent, en exprimèrent le sentiment. On scrutait ses discours pour y deviner la possibilité d'une conversion. Parfois on constatait qu'il restait volontairement dans le vague, refusait d'engager sa politique future. Ou bien, s'il s'exprimait plus nettement, on épiloquait sur ses déclarations. Il repoussait l'idée d'un droit fixe, mais déclarait admissible une atténuation de l'échelle mobile : or cette atténuation pouvait être conçue de telle sorte qu'elle assurât aux agriculteurs, étant donnés les cours du jour, une protection moins efficace encore que ne faisait le « droit fixe et modéré » préconisé par lord John Russell. N'était-ce pas d'ailleurs Sir Robert Peel qui, jadis, avait changé de front sur la question de l'émancipation catholique, et pris l'initiative de réaliser cette réforme, après avoir été d'accord avec les ultras du parti tory pour la déclarer révolutionnaire? Ceux qui posaient ces questions à la Chambre des Communes étaient parfois animés par des sentiments hostiles, ou tout au moins ironiques¹. Mais parfois aussi ce n'était pas le cas, et bien des gens comptaient manifestement sur Sir Robert Peel pour le jour où une grande décision devrait être prise². Sur

1. Voir le discours de Handley, un whig protectionniste, franchement hostile (*H. of C.* 2 juin 1841; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVIII, pp. 1036 sqq.); de lord John Russell, nécessairement hostile (*H. of C.*, 4 juin 1841: *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVIII, pp. 1197-8); de Sir John Hobhouse, président du *Board of Control*, conçu dans le même esprit que le discours de Lord John Russell, plus favorable cependant à Sir Robert Peel (*H. of C.*, 27 mai 1841; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVIII, pp. 854-5).

2. V. notamment le discours du radical Wakley : The right hon. Gentleman, it must be admitted, possessed great capacity, and was at the head of a great party in that House; the right hon. Gentleman commanded powers which caused him to be in the highest degree capable of rendering services to this kingdom; and he would therefore entreat the right hon. Gentleman to... let them know boldly and distinctly what it was they were to expect from him and his supporters, if they should come over to that side of the House. He could tell the right hon. Gentleman, that if he would promise more than the present Ministry, he, for one, would vote for him, and no one would give him a more cordial and hearty support (*H. of C.*, 24 mai 1841: *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVIII, pp. 717-718). — Cf. un autre discours de Wakley (*H. of C.*, 7 juin 1841; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LVIII, p. 1278); et, après les élections, un discours de Ewart (*H. of C.*, 25 août 1841; *Parl. Deb.*, 3rd ser., vol. LIX, p. 196). — Beaucoup de radicaux, irrités contre les whigs, partageaient sur la politique future d'un cabinet tory l'opinion exprimée trois ans plus tôt par Sir William Molesworth : I do not believe, sir, that we shall ever again have a Government acting upon tory principles,... If the tories were under the responsibility of office, they would be as liberal as the country : they would be controlled by the Opposition, just as the present Government is controlled, the only difference being, that whereas the guiding Opposition is at present tory, it would then be liberal (*H. of C.*, 6 mars 1838: *Parl. Deb.*, 3rd ser. vol. XLI, pp. 489-90). — Lord Sydenham écrivait le 21 sep-

lui, plutôt que sur lord John Russell. Si l'Angleterre, après les crises qu'elle venait de traverser, devait retrouver son équilibre, et le retrouver dans la liberté, définie selon ces formules économiques plutôt que politiques, purement anglaises, nullement françaises, dont Adam Smith et Ricardo étaient les créateurs, ils préféreraient croire que ce serait Sir Robert Peel plutôt que lord John Russell, à qui reviendrait l'honneur d'ouvrir pour le pays une ère nouvelle de paix sociale et d'abondance.

tembre 1839 ... If Peel were in, he might do this, as he could muzzle or keep away his tory allies, and we should support him. If he got in, and he had courage, what a field for him! (Poulett Scrope, *Life of lord Sydenham*, p. 102).

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

LA RÉFORME ÉLECTORALE DE 1832 ET LE PREMIER PARLEMENT RÉFORMÉ (1830-1834).

CHAPITRE I

LA RÉVOLUTION DE JUILLET EN ANGLETERRE

Les whigs sont portés au pouvoir.

Élections générales. La Révolution de Juillet et l'opinion anglaise, 1. — Révolution en Belgique. Émeutes dans les campagnes anglaises, 5. — Chute de Wellington. Formation du ministère de lord Grey, 8.

Le Premier Reform Bill. Dissolution du Parlement.

Les whigs et la repression des désordres. Campagnes. Londres. Irlande, 13. — Le Parlement rentre en session. Questions diverses, 17. — Le Reform Bill ministériel et son histoire, 19. — Débats aux Communes. Motion Gascoyne et dissolution du Parlement, 24.

Deuxième Reform Bill et conflit des deux Chambres.

Élections générales. Nouveau Reform Bill. Il est voté par les Communes, 29. — La Chambre des Lords rejette le Reform Bill, 35. — L'Angleterre en insurrection, 38.

Le troisième Reform Bill.

Nouvelle session. Un nouveau Reform Bill voté par la Chambre des Communes, 43. — Le Reform Bill devant les Lords. Les ^{TORIES} ~~Lords~~ reprennent espoir, 47. — La crise du mois de mai. Vote final du Reform Bill, 49.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DES RÉFORMES

Les partis en 1833.

Élections générales. Composition du nouveau Parlement, 55. — La pression radicale, 59.

Le libéralisme gouvernemental.

Libéraux d'Angleterre et de France. Lord Palmerston et le problème des relations franco-anglaises, 65. — Belgique. Méditerranée. La Quadruple Alliance de 1834, 68. — Critiques de l'Opposition tory. Elles trouvent peu d'écho, 72. — L'émancipation des

esclaves, 74. — Le libéralisme économique et la question des monopoles. Compagnie des Indes et Banque d'Angleterre, 79. — Le problème budgétaire. Le budget de 1831, 82. — Le budget de 1833, 85. — L'agitation contre les assessed taxes. Budget de 1834, 88.

Les débuts de la centralisation administrative.

Le double principe de la doctrine radicale : libéralisme économique, centralisation démocratique, 91. — Réforme du droit pénal et de l'organisation judiciaire. Lord Brougham, 95. — Le problème de l'instruction publique, 97. — L'agitation pour la limitation légale de la journée de travail, 100. — La commission royale d'enquête et la loi des fabriques de 1833, 104. — Fermentation ouvrière et paysanne, 108. — La nouvelle Loi des Pauvres de 1834. Changement des règles de l'assistance, 112. — Réforme de l'administration de l'assistance publique, 115.

CHAPITRE III

LA QUESTION RELIGIEUSE ET LA QUESTION D'IRLANDE

La réforme de l'Église en Irlande.

Troubles en Irlande, 122. — Partisans de la séparation de l'Église et de l'État, 124. — Le programme de la réforme de l'Église, 128. — Le Bill pour la réforme de l'Église en Irlande, 132.

La double insurrection de l'Église établie et des sectes.

Le réveil de la Haute Église et les débuts du mouvement d'Oxford, 136. — L'agitation chez les Dissidents, 141. — La coalition des ennemis de l'Église se disloque, 143. — Les rangs des défenseurs de l'Église se resserrent, 150.

La victoire de l'Église et la chute du ministère whig.

Recul du mouvement séparatiste en Écosse et en Angleterre, 155. — Essais législatifs divers, qui avortent, 157. — La question d'Irlande en 1834. Dislocation du ministère, 160. — Lord Melbourne premier ministre (juillet-novembre 1834), 164. — Sir Robert Peel premier ministre. Élections générales, 167.

LIVRE DEUXIÈME

LES ANNÉES DE LORD MELBOURNE (1835-1841)

CHAPITRE I

LA POLITIQUE PARLEMENTAIRE

Les partis politiques et leurs chefs.

Chute du ministère de Sir Robert Peel. Lord Melbourne redevient premier ministre, 173. — État des partis. Les conservateurs. Sir Robert Peel et Wellington, 177. — Lord Melbourne et lord John Russell. Les radicaux, 181. — La tactique d'O'Connell, 184.

Questions ecclésiastiques.

Lois de laïcisation partielle. Grades universitaires. Mariages. Dîme en Angleterre et en Irlande, 187. — La réforme des abus dans l'Église, 191. — Puissance de l'Église, 195.

Questions administratives.

Le système de la nouvelle Loi des Pauvres et le problème de la réforme administrative, 197. — La réforme des corporations municipales, 199. — Autres réformes administratives 204. — L'organisation de l'enseignement primaire, 208.

Questions coloniales.

Les colonies. Doctrine radicale en ces matières, 212. — L'Asie. L'Inde Britannique, 214. — Australie. Nouvelle-Zélande. Colonie du Cap, 216. — Colonies d'Amérique. Le problème constitutionnel dans l'Amérique du Nord, 220. — Les Antilles. Problème servile et problème constitutionnel, 225.

La reine Victoria.

Avènement de la reine Victoria. L'affaire des Dames de la Chambre, 227. — Le mariage de la reine, 231.

Lord Palmerston et Louis-Philippe. Le conflit de 1840.

Conflits avec la France, 236. — Lord Palmerston et Louis-Philippe. Le conflit belge de 1838, 238. — Affaires d'Orient. Rapprochement anglo-russe et quadruple traité antifrçais de 1840, 242. — Résistances à la politique de lord Palmerston, 246. — Victoire de lord Palmerston, 250.

CHAPITRE II**CHARTISTES ET LIBRE-ÉCHANGISTES****Progrès industriel. Crise de 1836.****L'agitation contre la nouvelle Loi des Pauvres**

Progrès de l'industrie anglaise, 255. — Industries textiles, 256. — La machine à vapeur appliquée aux transports, 259. — Crises de 1836 et de 1839. La question bancaire, 262. — Mécontentement populaire qui se tourne contre la fabrique et le workhouse, 268. — L'agitation s'organise contre la nouvelle Loi des Pauvres, 272.

Naissance et progrès du Chartisme.

Les radicaux réclament une nouvelle réforme parlementaire, 274. — L'Association londonienne des travailleurs, 276. — Le soulèvement des trade unions. Entrée en scène de Feargus O' Connor, 278. — La « Charte du Peuple » et les meetings chartistes, 280. — L'agitation chartiste et les partis, 283.

L'agitation contre le Corn Law.

Naissance et premiers progrès de l'agitation (1836-1838), 286. — L'Anti-Corn-Law Association de Manchester, 290. — Alarmes chartistes. Les libre-échangistes pensent toucher à la victoire, 294.

Le soulèvement chartiste de 1839.

Les délégués chartistes à Londres, et leur échec, 296. — La politique ministérielle. Mesures de conciliation, 298. — Mesures de répression, 302. — Faiblesse réelle du mouvement chartiste, 304. — Birmingham et Newport. Avortement de l'insurrection chartiste, 309.

Progrès de l'agitation libre-échangiste.**Le budget de 1841.**

La propagande pour l'abolition du Corn Law, 312. — Un radicalisme économique, 315. — Politique budgétaire du ministère. La Commission de 1840 sur les droits à l'importation, 318. — L'indécision ministérielle. Début de la session de 1841, 321. — Le budget de 1841 et son histoire, 325. — Débats parlementaires. Élections générales. La victoire de Sir Robert Peel, 330.

ERRATA

Page 33, ligne 21. Au lieu de « trimestre », lire « semestre ».

Page 80, ligne 4. Au lieu de « des deux tiers », lire « de moitié ».

Page 155, ligne 18. Au lieu de « partisans de l'Église et de l'État », lire « partisans de la séparation de l'Église et de l'État ».

Page 283, ligne 12. Au lieu de « a l'habitude », lire « prit l'habitude ».



DA
530
H38
t.3

Halévy, Élie
Histoire du peuple
anglais au XIXe siècle

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

